

Bibliothèque Nationale du Québec

16

Cahiers
de l'ACFAS

CRISE ÉCONOMIQUE, TRANSFORMATIONS POLITIQUES ET CHANGEMENTS IDÉOLOGIQUES

Actes du colloque
de la Société québécoise
de science politique
1983

Textes publiés
sous la direction
de Gérald Bernier
et Gérard Boismenu

Cahiers de l'ACFAS N° 16
Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques

Maquette de la page couverture
Guy Spénard, Direction des communications de l'Université de Montréal

Édition
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences,
2730, chemin de la Côte-Sainte-Catherine,
Montréal, H3T 1B7 (342-1411)

Distribution
Les Presses de l'Université du Québec
C.P. 250, Sillery, Québec, G1T 2R1
Commandes téléphoniques sans frais: 1-800-463-4799

ISBN
2-892-45-007-1

Cet ouvrage est publié
grâce à des subventions accordées
par le Conseil de recherches en sciences humaines
du Canada et par le Fonds F.C.A.C.
pour l'aide et le soutien à la recherche.

HB
3711
S62

D8400797

TABLE DES MATIÈRES

Présentation

Gérald BERNIER et Gérard BOISMENU 9

Première partie

CRISE ET TRANSFORMATION DES RÉGIMES

I- FIN DE L'ÉTAT-PROVIDENCE ET SORTIES DE CRISE

Chapitre 1 State, Class, and Economic Crisis in Liberal Democratic Capitalism
Herbert GINTIS et Samuel BOWLES 21

Chapitre 2 Crise de l'État-providence: idéologie, réalités et enjeux dans la France des années 1980
Alain LIPIETZ 49

Chapitre 3 Thatcherism, The New Right and the Welfare State
Ian GOUGH 87

Chapitre 4 La politique économique canadienne à la dérive
Christian DEBLOCK 103

II-SOCIALISMES DE L'EST: CRISE POLITIQUE ET TRANSFORMATIONS SOCIALES

Chapitre 5 Les formes actuelles de crise dans les économies de type soviétique
Bernard CHAVANCE 131

Chapitre 6 Les implications sociales de la réforme économique hongroise
Karoly KISS 155

Chapitre 7 Le marché noir et son impact sur les systèmes économique et politique de l'URSS
Luc DUHAMEL 169

Chapitre 8 Une révolution autolimitée pour une société autogérée: dissidence et contestation sociale en Pologne, 1976-1983
Bogumil JEWSIEWICKI 187

III- AUTORITARISME, "OUVERTURE DÉMOCRATIQUE" OU PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE (AMÉRIQUE LATINE)

Chapitre 9 Autoritarisme et démocratisation en Amérique latine: les cas Argentin, Brésilien, Chilien et Uruguayen
Graciela DUCATENZEILER 201

Chapitre 10 Crise et démocratisation des régimes autoritaires dans les pays capitalistes semi-industrialisés: comparaison des cas espagnol et brésilien
Diane ETHIER 223

Chapitre 11 Crises économique et politique au Mexique: enjeux et perspectives (1975-1982)
Cary HECTOR 241

Chapitre 12 Ouelles alternatives en Amérique centrale?
Pierre BEAUCAGE 269

Deuxième partie

L'ÉTAT CANADIEN EN CRISE

I- CRISE DU RÉGIME ET TRANSFORMATIONS DE L'APPAREIL D'ÉTAT

Chapitre 13 L'État canadien, la restructuration économique et la politique extérieure
Duncan CAMERON 305

Chapitre 14 L'État administratif ou les enjeux des transformations administratives récentes: le cas canadien
Carolle SIMARD 315

Chapitre 15 La nouvelle rationalité de l'État
James Iain GOW 329

II- TENDANCES ET RÉALIGNEMENT DES FORCES, PARTIS ET MOUVEMENTS POLITIQUES

Chapitre 16 Le mouvement des femmes et la crise
Evelyne TARDY 353

Chapitre 17 Développements, tensions et lignes de clivage du mouvement ouvrier au Canada
Serge DENIS 373

Chaptitre 18 La construction de solidarités nationales contre le mouvement syndical
Raymond HUDON 399

Chapitre 19 Discours des partis sur la crise et crise des discours partisans au Québec
Jean-Pierre BEAUD 429

Chapitre 20 Social Democracy and the Unions: What's Left?
John RICHARDS 439

III- DÉVELOPPEMENT D'IDÉOLOGIES ALTERNATIVES

Chapitre 21 Le changement idéologique des courants progressistes au Québec, une forme de participation à la "crise du marxisme" (1960-1980)
Lucille BEAUDRY 459

Chapitre 22 Crise sociale, mouvements sociaux et pratiques du changement social
Louis MAHEU 477

Chapitre 23 L'actualité de l'alternative socialiste au Québec
G.-Raymond LALIBERTÉ 497

Chapitre 24 Critique féministe d'une crise qui est aussi patriarcale
Micheline DE SEVE et Claire DUGUAY 507

NOTICES BIOGRAPHIQUES 519

PRÉSENTATION

La crise économique imprègne les conditions de vie de larges couches de la population; chômage, fermetures d'usine, récession constituent autant de facettes qui rappellent la caducité de l'utopie contemporaine de la croissance continue. La mise en cause, voire la contraction d'une norme salariale et de consommation que l'on considérait comme expression évidente et banalisée du caractère progressif d'un système économique qui s'enrichit par l'intégration de perpétuels dépassements, n'est pas sans susciter luttes, revendications ou résistances passives mais sourdes.

Cette crise, dont on ne saurait discuter la réalité, est présentée par le discours dominant au Canada sous un éclairage paradoxal. Il s'agit tantôt d'un moment sévère qui ponctue des cycles économiques auxquels on ne peut échapper; cependant la reprise qui guette soulignera avec force son caractère passager. Par ailleurs, la crise semble pourtant poser des défis qui mettent en cause la structure industrielle et l'organisation des conditions et procédés de production; la course au redressement de la productivité apparaît comme le point de passage obligé pour aborder une éventuelle sortie de crise qui annonce une ère nettement différente de celle qui se termine. Cette période "difficile" témoignerait à la fois d'un capitalisme qui trébuche et d'une situation charnière décisive pour le développement de l'industrie canadienne. Banalisation et dramatisation se juxtaposent sans pour autant que soit percée la nature de cette crise.

Là-dessus le Canada ne fait pas exception. D'ailleurs, la désignation, comme cause fondamentale de la récession sur le plan intérieur, de la contrainte et de l'importation d'une crise mondiale qu'on ne saurait esquiver, fait partie de la rhétorique du personnel politique des principaux pays de capitalisme avancé. En effet, cette contrainte mondiale, qui se fait sentir et que, de toutes parts, l'on pointe du doigt illustre assez nettement la généralisation du blocage du modèle de croissance de l'après-guerre.

La contrainte mondiale, relayée par les pays capitalistes dominants, pèse de tout son poids sur les pays dits périphériques, en voie de développement ou sous-développés. Pour une part, on y voit l'urgence de la définition d'un nouvel ordre économique mondial ou, à tout le moins, la nécessité de

l'amorce de réelles négociations Nord-Sud. En outre, on ne peut qu'être frappé par le brusque coup de frein au démarrage économique et par le fabuleux endettement international de certains pays nouvellement industrialisés ou tirant profit de l'impulsion de la rente pétrolière, comme le Brésil et le Mexique.

Au-delà du constat, l'analyse de la crise conduit à considérer ses racines structurelles. Mais dans la mesure où l'éclatement de cette crise exprime les contradictions fondamentales du développement capitaliste et les limites intrinsèques du régime d'accumulation et du mode de régulation dominants au cours de l'après-guerre, on peut s'interroger sur la capacité des pays de type soviétique de se soustraire à ce cheminement alors que de nombreuses études ont montré que leur système économique constitue une forme spécifique de capitalisme. En d'autres termes, le capitalisme étatique est-il à même de conjurer la crise? Or, il appert que, dans ces pays, la crise économique creuse le terrain social mais, compte tenu de la nature du régime d'accumulation et du mode de régulation qui fonctionne à la pénurie, selon des formes et des lieux bien particuliers.

La crise a une portée générale tout en connaissant une multiplicité de modes d'expression et de degrés de gravité. Dans l'ensemble elle marque un moment charnière dans le développement des sociétés qu'elle touche car elle enclenche une série de processus qui débordent le seul terrain économique. En effet, loin d'avoir une seule dimension, cette crise se manifeste également sur les plans politique et idéologique. La place de l'État dans les rapports sociaux, son organisation interne, les formes et l'objet des mouvements de revendication, etc. se posent dans des termes renouvelés. Cela ne nous autorise cependant pas à conclure qu'il y ait crise politique et crise idéologique. L'on sait qu'il est hasardeux de faire usage de calques dans l'analyse des phénnomènes sociaux, et le travers économiste a déjà trop montré ses conséquences pour qu'on y cède naïvement. Pourtant, avec des procédures qui sont propres à leur nature, on doit s'approprier les modifications et les mutations parfois profondes des formes que revêt la politique, de la composition et de la configuration des forces sociales, de la représentaton de leurs intérêts, des formations idéologiques et des stratégies oppositionnelles. Il tombe sous le sens, pour être bref, que les situations historiques de l'État-providence, de l'État de type soviétique, de l'État autoritaire, de l'État corporatiste, etc. tracent diversement les contours et dictent singulièrement la teneur des précédents aspects. Si la crise économique n'a pas une diffusion continue à travers l'édifice social et politique, elle n'en produit pas moins des secousses dont les effets différés et différenciés nous interpellent sur des terrains analytiques distincts.

En somme, la crise actuelle se caractérise par son ampleur et sa généralisation. Cela implique que sa saisie doive emprunter une démarche multidisciplinaire et qu'une approche comparative s'impose pour en cerner les divers modèles d'expression et les principaux enjeux aussi bien dans les pays dominants que dans les pays de la périphérie.

Le colloque Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques qui s'est tenu les 25 et 26 mai 1983 sous l'égide de la Société québécoise de science politique, s'est fait l'écho des précédentes considérations. Il s'est avéré un lieu riche et dynamique de confrontation d'analyses touchant des aspects sectoriels de la mouvance sociale et de réflexions d'ensemble sur les tenants et les aboutissants de la conjoncture actuelle.

Ce forum a permis la présentation de résultats de recherches théoriques et empiriques qui sont en cours au Québec comme à l'étranger. Ainsi, des travaux inédits ont été rendus publics et proposés à la discussion et au débat. Procédant de formations diverses, ils ont mis en relief des dimensions complémentaires mais aussi des démarches originales qui, tout en ayant un objet semblable, fonctionnent souvent en parallèle et, à la limite, en opposition. Les activités en atelier ont concrétisé la multidisciplinarité en agissant comme carrefour des divers champs de la science politique et de disciplines connexes (économie politique, sociologie, anthropologie, histoire). Par ailleurs, la multiplicité des situatons sociales et politiques retenues au programme et le traitement, par certains auteurs, d'un phénomène donné en s'appuyant sur la réalité de plus d'un pays ouvrent la porte à l'analyse comparative et assurent une mise en perspective instructive des problèmes économiques, sociaux et politiques canadiens et québécois.

Cette réunion qui a accueilli ving-cinq intervenants dont six personnalités étrangères (deux Français, un Britannique, un Hongrois, un États-unien et un Canadien de l'Ouest), a provoqué des échanges fructueux sur l'ampleur et les retombées de la crise actuelle et sur les voies possibles de solution. Moment de confrontation privilégié, les ateliers ont dépassé le stade des rencontres formelles pour se poursuivre dans de nombreux échanges informels. Le colloque a assuré la diffusion de connaissances à un large auditoire composé d'universitaires, d'enseignants de Cegeps, d'étudiants du niveau des études supérieures, de représentants de média et des adminis trations publiques. Ainsi, ce lieu de rencontre provisoire devrait avoir des retombées durables. C'est dans le sens du prolongement de ces activités et compte tenu de la qualité et de l'originalité des analyses qui couvrent, dans une articulation cohérente d'ensemble, une série d'aspects dans leur traitement canadien, québécois et étranger que le présent livre est proposé.

* * *

La première partie traite de la crise dans une dimension comparative. Trois types d'économies et de régimes politiques sont abordés: ceux des sociétés de capitalisme avancé, l'Europe de l'Est, et enfin la périphérie, plus particulièrement le cas de l'Amérique latine. L'approche privilégiée permet de comparer le vécu de la crise entre les trois blocs retenus de même qu'elle favorise la comparaison entre les divers cas d'espèce à l'intérieur de chacun d'eux.

La crise et son vécu dans les sociétés industrielles avancées sont abordés dans la première section. Le problème de l'heure concerne les destinées de l'Etat-providence. Qu'adviendra-t-il des mesures sociales et des régimes de travail conquis de haute lutte par les classes ouvrières de ces sociétés? Le virage à droite de certaines démocraties libérales inquiète. S'agit-il d'un phénomène passager, conjoncturel ou d'un réalignement plus durable? Ces interrogations débouchent sur les scénarios possibles de sortie de crise et sur des ébauches de modèles de société pour l'après-crise.

Dans un texte où la réflexion théorique est à l'honneur, Herbert Gintis livre les fruits d'une recherche (réalisée avec Samuel Bowles) portant sur la nature d'une formation sociale de capitalisme avancé. Ayant dégagé ses traits fondamentaux, les auteurs en étudient les manifestations depuis l'après-guerre en prenant pour cadre de référence le modèle américain, caractérisé par "l'association" entre le capital et le travail. Les propos d'Alain Lipietz et de Ian Gough ont beaucoup d'affinités. Bien qu'ils désignent deux cas distincts (la France et la Grande-Bretagne) les questionnements empruntent un cheminement analogue. On décompose les modes d'expression de la crise de l'Etat-providence dans chaque pays, on s'interroge sur les attitudes curieuses de l'opinion publique face à ce sujet puis on élabore sur les graves conséquences des politiques suivies jusqu'à ce jour en réponse à la crise. Les deux intervenants concluent leurs propos par une réflexion sur les issues possibles, réflexion qui les conduit au-delà des solutions prônées par les partis, à envisager une alternative axée sur la satisfaction des besoins fondamentaux de l'être humain. Christian Deblock passe en revue les principaux volets de la politique économique de l'Etat central canadien depuis 1974 en soulignant les contraintes externes qui s'exercent sur l'élaboration et le déploiement de cette politique. Son constat: de piètres résultats compte tenu des coûts sociaux et des espoirs suscités.

La deuxième section met en évidence le fait que le modèle d'économie soviétique, qui à la base constitue un trait commun des États socialistes d'Europe de l'Est, se concrétise sous des formes très diversifiées. De sorte que, sur ce plan, le bloc homogène d'autrefois présente aujourd'hui des brèches significatives. Plusieurs interventions soulignent en outre que les difficultés économiques actuelles, plus qu'ailleurs parce qu'elles viennent s'ajouter aux problèmes endémiques de production et de distribution, conduisent à des manifestations de crise politique au sein des régimes en place et à l'exacerbation de pressions populaires en faveur de transformations sociales profondes.

Dans un texte portant avant tout sur la dimension économique et touchant l'ensemble des formations sociales de la région, Bernard Chavance rend compte des divers facteurs qui font que la crise est vécue suivant des modalités particulières dans les différents pays. Karoly Kiss et Bogumil Jewsiewicki abordent deux cas particuliers: la Hongrie et la Pologne. Kiss s'intéresse aux transformations récentes de l'économie hongroise guidées par deux principes: la privatisation de certains secteurs d'activité et l'introduction de mécanismes propres à une économie de marché. Pour sa part, Jewsiewicki

retrace les origines et les enjeux de la profonde crise sociale et de participation qui sévit en Pologne depuis quelques années. Enfin, Luc Duhamel se penche sur une activité peu étudiée à ce jour, soit la question du marché noir en URSS. Il tente une évaluation des fonctions systémiques du phénomène dont la principale lui paraît être une forme d'opposition au régime.

La situation en Amérique latine fait l'objet de la troisième section. Trois des intervenants empruntent une démarche comparative et tous mettent beaucoup de soin à articuler les dimensions économique et politique de la crise. Graciela Ducatenzeiler se livre d'abord à une analyse des similitudes et différences rencontrées au sein de quatre régimes autoritaires d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili et Uruguay). Par la suite, en tenant compte des différents acteurs en présence, elle évalue les possibilités de démocratisation de ces régimes et identifie les obstacles à cet égard. Le cas de l'Amérique centrale retient l'attention de Pierre Beaucage. Il étudie les effets de la crise sur le pouvoir et sur les mouvements d'opposition au sein des formations sociales de la région. Beaucage porte une attention toute spéciale au poids que des facteurs externes exercent sur chacun des régimes et notamment de l'intérêt renouvelé des États-Unis pour cette région.

L'étude monographique de Cary Hector traite de la crise actuelle au Mexique. Il retient à la fois les volets politique et économique dans leur dimension structurelle. La complexité de la problématique de la "sortie de crise" est alors mise en évidence. Pour sa part, Diane Ethier s'intéresse à l'interaction centre-périphérie en tentant d'apprécier les effets de la crise au centre sur deux États autoritaires semi-industrialisés: le Brésil et l'Espagne. Elle démontre que les changements structurels qui en ont résultés à la périphérie, ont conduit à une réorganisation des alliances politiques dans les deux cas analysés.

La deuxième partie aborde diverses facettes et expressions de la crise dans les contextes canadien et québécois. Ce sont les dimensions politique et idéologique qui retiennent surtout l'attention des intervenants. On y analyse successivement les transformations au sein de l'appareil d'État, les effets de la crise sur les partis politiques et les mouvements sociaux et le développement de courants idéologiques alternatifs.

Les transformations de l'appareil d'État au Canada et au Québec font l'objet de la première section. Duncan Cameron traite de l'insertion de l'économie canadienne dans l'économie mondiale et des contraintes que cette dernière impose à la politique de restructuration économique poursuivie depuis quelque temps par le gouvernement canadien. Il soutient qu'en soi une telle politique offre peu de chance de réussite puisqu'en raison de la forte dépendance canadienne elle appelle un prérequis, soit l'existence d'une conjoncture internationale favorable.

La seconde section réunit cinq textes qui chacun à leur manière tentent de dégager l'impact de la crise sur les forces, partis et mouvements politiques et sociaux. On retrouve en quelque sorte une hypothèse implicite chez chacun des auteurs, à savoir que par son ampleur, par les profondes transformations structurelles qu'elle engendre, la crise produit des mutations au sein des appareils de participation à la vie politique. On ira même jusqu'à parler de réalignement.

Evelyne Tardy souligne que l'hétérogénéité qui avait caractérisé jusqu'à présent le Mouvement des femmes et qui constituait un élément positif, devient source de faiblesse en temps de crise. Les femmes sont particulièrement touchées par la crise et les pouvoirs cherchent à les culpabiliser. Par conséquent, plus que jamais, elles doivent serrer les rangs. À cette fin, Tardy propose la formation d'un "Front commun des femmes" qui verra à faire élire un plus grand nombre de femmes lors des prochaines élections. Les répercussions de la crise sur le mouvement ouvrier sont discutées par Serge Denis et Raymond Hudon. Ils constatent que les périodes de crise modifient l'articulation du mouvement ouvrier à l'ordre politico-social existant. C'est le temps des ruptures et des transformations de la dynamique interne du mouvement ouvrier. Les tendances contradictoires s'installent. Au Canada, selon Denis, les travailleurs organisés oscillent entre une volonté de participation aux mécanismes de décision et une attitude de contestation du pouvoir. Au Québec, tout comme dans la plupart des pays de capitalisme avancé, le mouvement syndical, constate Hudon, fait les frais de la nécessité rencontrée par les États de construire des solidarités "nationales" pour affronter les conditions découlant d'une concurrence internationale implacable.

Les interventions de Jean-Pierre Beaud et de John Richards portent essentiellement sur les partis politiques et la crise. Beaud analyse le discours des formations politiques québécoises sur la crise et constate un certain manque d'imagination qui lui fait conclure à l'existence d'une crise des discours partisans au Québec. Le problème de l'usure du personnel et de la pensée politiques est donc posé. Richards, quant à lui, retrace les origines des fractions "travailliste" et "populiste" au sein du NPD fédéral. À cet égard, il met en évidence une certaine polarisation entre l'Est et l'Ouest qui se reflète dans le contenu du discours tenu par chacune des tendances, de même que dans l'élaboration et le déploiement des stratégies électorales. Il conclut que ce clivage endémique doit être impérativement résolu si le NPD espère faire progresser la social-démocratie au Canada.

Dans la troisième section, l'attention se porte sur le développement d'idéologies alternatives. La montée du néo-libéralisme a eu un effet de choc sur les courants idéologiques de remplacement. Il a fallu se démasquer, affûter son argumentation, redéfinir les véritables enjeux. Chacun à leur façon, les quatre intervenants participent à cette démarche de recherche d'un dépassement à la pensée dominante.

Lucille Beaudry s'intéresse à l'évolution de la pensée marxiste au Québec depuis 1960. Elle y cherche l'ébauche d'un projet alternatif de société mais y rencontre surtout une pensée qui réfléchit la "crise du marxisme". Dans un texte qui invite à considérer la crise comme un phénomène global, Louis Maheu analyse les pratiques sociales dites alternatives des groupes de base qu'il contraste avec celles de groupes plus institutionnalisés tels les syndicats. Il étudie plus particulièrement les théories du changement social véhiculées par ces nouvelles pratiques pour constater qu'elles rompent singulièrement avec les théories portées par les groupes institutionnalisés qui misaient essentiellement sur diverses formes d'intervention de l'État.

Raymond Laliberté propose une alternative qui soit socialiste, indépendantiste et féministe. Projet qui se veut la fusion de trois tendances fortement implantées au Québec mais qui, prises séparément, tantôt souffrent d'éclatement, d'essoufflement ou d'isolement. Micheline de Sève et Claire Duguay insistent sur le fait que la crise n'est pas seulement une remise en cause d'un mode de développement économique mais bien aussi un moment révélateur d'un modèle de rapports sociaux basés sur le patriarcat. En ce sens, la crise est sexiste. Elle impose l'urgence de définir un projet d'organisation de société qui tienne compte des particularités du vécu des hommes et des femmes et surtout de la légitimité de leur quête d'émancipation individuelle et collective.

* * *

Plusieurs personnes ont assuré, par leur précieuse contribution, la réalisation du colloque qui venait souligner le vingtième anniversaire de la Société québécoise de science politique. Le comité d'organisation composé, outre les présents signataires, de Carolle Simard, François Houle et Roch Denis, a joué un rôle de premier plan pour la conception et l'articulation des thèmes et problèmes traités et pour le choix des invités. Le déroulement et l'organisation matérielle des activités ont retenu les services de Denis Perreault, Daniel Salée et Carole Déziel; Colette Désilets a assuré le travail de secrétariat alors que Jeanine Féral et Charles Larochelle apportaient leur concours au service de presse. Il faut souligner la grande disponibilité du directeur de l'ACFAS, M. Guy Arbour. Pour les questions de planification des activités, de logistique et de diffusion des analyses présentées au colloque, son apport, toujours courtois et efficace, a été inestimable. Que toutes ces personnes trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements.

La tenue du colloque a été rendue possible grâce à l'aide financière accordée par le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (C.R.S.H.), l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), les départements de science politique de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal, la Fédération canadienne des sciences

sociales (F.C.S.S.), la Direction des communications de l'Université de Montréal et le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec. Nous voulons souligner également la collaboration de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF) pour son co-parrainage de l'un de nos ateliers.

Nous remercions nos assistants Richard Amyot, François Rocher et Daniel Salée pour la qualité et la célérité de leur travail dans la mise en forme et la correction du manuscrit. Enfin, nous sommes reconnaissants au personnel du secrétariat du Département de science politique de l'Université de Montréal (mesdames Nicole Laberge, Gisèle Mainville et Jocelyne Dion-Clermont) qui a apporté soin et diligence dans l'exécution de nombreux travaux de dactylographie occasionnés par l'organisation du colloque. Mademoiselle Monique Poissant a patiemment dactylographié le texte final du présent livre.

Gérald Bernier

Gérard Boismenu

juin 1983

Première partie

Crise et transformation des régimes

I Fin de l'État-providence et sorties de crise

Chapitre 1

STATE, CLASS, AND ECONOMIC CRISIS IN LIBERAL DEMOCRATIC CAPITALISM

Herbert GINTIS* et Samuel BOWLES**

The United States, along with numerous European capitalist countries, is in the midst of a crisis of accumulation. Despite the current move to the right in American politics--exemplified by the recent Reagan victory--there is little doubt but that this crisis presents an opportunity for the left unequalled since the mid-1930s. A coherent socialist alternative, however, requires a clear analysis of the origins of the crisis and a consistent set of principles for its resolution.

The advanced capitalist social formation may be represented as an articulation of the liberal democratic state and capitalist production, this articulation rendering the social whole a contradictory rather than a functional totality. Liberal democratic capitalism consists of the social relations of capitalist production, the social relations of liberal democracy, and the structure of their articulation. The current structure, forged through social struggles spawned by the general crisis of the 1930s, has quite fundamentally altered the accumulation process, affecting both the character of distributional struggles and the mechanisms of crisis management and resolution. Although this articulation has been a critical element in the reproduction of class relations since World Warr II, it remains contradictory and, under current conditions, has contributed substantially to the persistence of relative economic stagnation and inflation.

The juxtaposition of liberal democracy and capitalism itself introduces a contradictory element into the reproduction of the social relations of production, because of the discrepant forms of political participation supported by each. Capitalism structures practices through rights of property, to be exercised by owners or their representatives, while liberal democracy vests rights in persons, formally independent from ownership. As a consequence, popular struggles in liberal democratic capitalist societies typically attempt to apply the rules of the game based on person rights to contests within the

* Professeur d'économie à l'Université du Massachusetts (Amherst) et professeur invité à l'Université Harvard.
** Professeur d'économie à l'Université du Massachusetts (Amherst).

sphere of capitalist production, where their application directly confronts and contests the power of capital.[1] Capital, conversely, has historically attempted to apply the rules of the game based on property rights to the policies and the structure of the state.

Yet a key element of the current articulation of state and economy, "welfare-state capitalism" as it has been termed, is precisely the blocking of this dynamic of class struggle. Under the accord between capital and labor, forged in the depression and early postwar years, the working class has relinquished all claims for control over production, investment, and international economic policy in return for a relatively high level of employment and a secure claim on distributional gains.[2] Under conditions of U.S. international economic hegemony and cheap resources, the labor-capital accord contributed mightily to profits and growth. Yet the distributional power afforded labor has proven to be the central impediment to continued accumulation in the present situation.

Throughout the early and mid-1970s, the various forms of popular access to the liberal democratic state enabled the working class to effectively thwart capital's attempts to pass on the burdens of increasingly adverse international economic conditions, the growing institutional irrationality of market allocations, and real scarcities, stemming from reduced access to natural resources.[3] The result has been a considerable fall in both before- and after-tax corporate-profit rates, as Table 1 indicates.[4]

Our aim is to understand how the interaction of the liberal democratic state and capitalist production contributed to this dynamic. We will show that a substantial restructuring of the relationship of the state to capitalist production, possibly including an adulteration of the liberal democratic processes, may well be necessary for the restoration of profitable investment conditions. Despite the current disarray of the labor movement and the vitality of the new right, the ability of the capitalist class to impose the political transformation is far from assured.

SITES, PRATICES, AND THE LIMITS OF STRUCTURAL EXPLANATION

It will be impossible to understand the dynamics of the state and capitalist production by limiting ourselves to purely structural categories. We must go further and ask: what do structures structure? The answer is that structures structure social practices. By a practice we mean a social intervention with the purpose of transforming or stabilizing some aspect of social reality. We may distinguish practices by their object--the nature of the entity to be transformed. Thus the object of an appropriative practice is the natural world, and its purpose is the creation of specific use-values. The object of a distributional practice is the distribution of use-values among individuals

and groups, and its purpose is the attainment of a preferred distribution. The object of a political practice is some set of social relations, and its purpose is the transformation of the structures on which they are based. Finally, the object of a cultural practice is the constellation of symbols and cultural forms, on the basis of which lines of solidarity and fragmentation among groups are formed, and its purpose is the transformation or reproduction of these "tools of discourse".[5]

Both the state and capitalist production are sites of social activity whose characteristic social relations structure the social practices occurring within them. The state and capitalist production are capable of articulating as a contradictory totality precisely because they represent distinct, alternative modes of organizing comparable appropriative, distributive, political, and cultural practices. The possibility of such a contradiction is precluded in structuralist theory because it is assumed that there is correspondence between structures (or levels, or regions) and practices. Thus, according to what we elsewhere term the isomorphism of sites and practices, economic practices take place in the economy, and political practices take place in the state. Yet both in the state and in capitalist production, individuals and groups act to reproduce and transform the characteristic social relations and tools of discourse that structure their practices. An attempt to alter the manner in which investment and the division of labor is controlled in a capitalist enterprise is no less "political" than a campaign to change the way in which decision making is structured within the liberal democratic state.

The structuring of political practices in the two sites, is however, dramatically divergent. While the liberal state promises only equal treatment of all before the law, the liberal democratic state, in its developed form, is based on formally equal participation of all adults on the basis of their natural rights as citizens. Thus the liberal democratic state vests rights both in persons and in property. Yet according to the structure of capitalist production, political participation of individuals and groups depends on property alone; effective power is in the hands of property owners or of those delegated by them.

The principles of rights vested in property and rights vested in persons are not only distinct; they are in potential conflict. The principle of free association of the workers is in direct opposition to the principle of free individual contract. Principles of anti-discrimination, which claim that all citizens have the right to equal treatment by employers or potential employers, constrain the free exercise of property rights. The right to employment, minimum health and safety conditions, due process, and democratic control in the accumulation process is contrary to any notion of a private sphere beyond the reach of the popular exercise of rights in persons.

THE ACCORD: A RECONSTITUTION OF THE CAPITAL-LABOR RELATIONSHIP

The joint reproduction of capitalism and liberal democracy in virtually all of the advanced capitalist countries in the post-World War II era is easily misunderstood. This impressive historical regularity has prompted many Marxists (and not only Marxists) to posit a unique functional relationship between the capitalist mode of production and the liberal democratic state. Yet the interwar years in Europe, which saw the demise of liberal constitutions and parliamentary government in far more countries than witnessed their survival, and the recent political histories of the capitalist social formations in Africa, Asia, and Latin America, should make us skeptical about any such inherent compatibility.[6]

The history of liberal democracy in the twentieth century, no less than the theoretical arguments of the previous section, supports two conclusions. First, the liberal democratic state is not the "natural form" of the state in a capitalist social formation. Rather, it is one of several possible forms of state, and the conditions for the joint reproduction of liberal democracy and capitalism are fundamentally conjunctural.[7] Moreover, as we shall presently see, the likely development of such social formations is toward a breakdown of capitalism, of liberal democracy, or of both. Second, the relationship between liberal democracy and the accumulation process is an historical relationship, conditioned by a particular nexus of class forces. The reproduction of liberal democratic capitalism can be understood only through a careful study of the accumulation process and the class alliances and alignments associated with it.

The particular historical conjuncture underlying the successful joint reproduction of liberal democracy and capitalism in the United States during the post-World War II era may be described as an accord between capital and labor. This accord granted workers the possibility of real distributional gains, while at the same time ensuring the continued dominance of capital within the site of capitalist production. By an accord we do not mean a balance of class forces, less still a cessation of class conflict. Rather an accord is a restructuring of class relations. The accord is not a permanent constitution of class relations, but it does tend to be durable over extended periods of time. We speculate that class accords are reconstituted with each major restructuring of the primary mechanisms of the accumulation process and thus may coincide roughly with the long swings characteristic of capitalist growth. In the U.S., for example, the postwar accord, now in the process of disintegration, corresponds to the long postwar expansion.[8]

The accord characterizing the postwar boom is the product of the class struggles of the 1930s and 1940s.[9] The terms of the accord are revealed in five major pieces of legislation, each the hard-fought product of class and other struggles.

First, and perhaps most important, the Wagner Act of 1935 provided the first legal framework for collective bargaining and thus ratified the partial supersession of the atomistic labor market through the organization of labor unions. This act also instituted the National Labor Relations Board as a permanent intervention of the state in the structuring of the capital-wage-labor relationships. Second, the Social Security Act of 1935 marked the commitment of the state of guaranteeing minimum living standards for substantial segments of the population. This act directly involved the state in what would come to be a massive redistribution of income among workers and most likely between capital and labor as well. Third, the Employment Act of 1946 for the first time expressed the responsibility of the state for the level of employment. The act hardly guaranteed full employment. As a Senatorial critic at the time quipped, it "promised anyone needing a job the right to go out and look for one".[10] But the Employment Act did reflect the final demise of the idea of regulating the economy solely on the basis of the competition among capitalists. The associated ascendancy of Keynesian aggregate-demand management did much to politicize the issue of unemployment. The Taft-Hartley Act of 1947 prohibited secondary boycotts and other trade-union practices essential to building class solidarity around political as well as economic demand. Finally, the McCarran Act of 1950 provided the legal basis for the elimination of Communists and other leftists from the trade-union movement.

These five legislative acts reflect a significant triple reconstitution of the relationship of workers to workers, of capitals to capitals, and of capital to the working class. In each case, a major rearticulation of the state with the site of capitalist production was critical, in that there was a decisive intervention of the state in the intra and interclass relations that represented a profound restructuring of the interpenetration of property rights and person rights.[11]

The legislative record only hints at the profound impact of the post-war accord. It restructured the terrain, the tools, and the stakes of class struggle. The state, as we shall see, became a major locus of class struggle. Always an antagonist in the class struggle, the state now joined capitalist production as one of its major sites.[12] The accord eliminated revolutionary socialist demands, or for that matter, any other demands outside of the encompassing idiom of person rights and property rights, for political discourse. The language of liberal democracy, the lexicon of rights, was thus installed as the nearly universal means of political discourse.[13] The organizational tools were no less radically transformed. The two major vehicles for the expression of working-class interests became the Democratic party and the closely allied labor movement. Rank-and-file initiatives were virtually eliminated within a centralized and bureaucratic trade-union structure.[14] Thus the length of union contracts was extended, typically from a year in the 1940s to three years in the 1970s, and the practice of having union dues paid directly from the employer to the union treasury became widespread. The change in stakes was equally dramatic, as labor and capital bargained less and less over technology and effective control of work processes and more and

more over wages and hours. Between 1930 and 1939, only 36 percent of all strikers went out primarily over hours and wage issues, as opposed to 56 percent between 1950 and 1959.[15]

More broadly, the accord represented a narrowing of class struggle to three axes: the distributional (the struggle over real wages, taxes, rents, and public social-service expenditures); the formal democratic (the struggle over citizenship rights, voting eligibility, and civil liberties); and the substantive democratic (the struggle over what terrain liberal democratic principles are to apply: community control of schools, worker control over safety conditions at work, freedom of information, controls over investment).

While the accord meant that capitalism as a system was no longer seriously questioned (indeed for two decads the work "capitalism" disappeared from political discourse), the substantive democratic axis of struggle did afford the opportunity for at least a partial assault on the capitalist control over the accumulation process. However, in the immediate post-World War II era it was the distributional axis that became the dominant focus of class struggle.

Liberal social policy of the 1950s and 1960s reflected this domination in its commitment to equality of economic and social opportunity, with rights as the central issue, and in its management of the macroeconomy through Keynesian techniques.[16] The relationship between these two strands of social policy was strongly complementary. The reduction of racial and sexual discrimination in employment, education, and training would improve the mobility of labor and thus provide the well-functioning labor markets so essential to the successful application of Keynesian macropolicy.[17] And conversely, by an ingenious (if no longer altogether convincing) argument, Keynesian economic purported to show that a substantial redistribution of income to working people and away from corporations would not lower the rate of profit. If the profit rate is constrained primarily by aggregate demand, and if the less-well-to-do save less than the rich from each additional dollar received, then egalitarian social redistribution will enhance aggregate demand and support a high rate of profit.[18]

THE ACCORD: DISTRIBUTIONAL CONSEQUENCES

There can be little doubt that the accord described above had a dramatic and initially salutary effect upon the accumulation process. The much celebrated "end of ideology" at home was complemented by the emergence of a stable U.S.-dominated world economic order. Indeed, a strongly anti-Communist trade-union leadership came to play a major role in cold-war foreign policy, particularly in the campaign to promote anti-Communist trade-unions in Europe. Profits flourished in the favorable environment of the first two postwar decades.

In the long run, however, the accord was considerably more problematic from the standpoint of capital, for it actively undermined both the separation of workers from their means of subsistence and the separation of the state from the accumulation process. The accord also undermined labor's political and ideological position, especially its ability to successfully contest capital's hegemony or even to defend its hard-won distributional gains once the crisis of the 1970s began to unfold. We have addressed these parallel developments in labor's position elsewhere and will not treat them here.[19]

The logic of rights vested in persons rather than property and the ascendance of macroeconomic management, which held the state directly responsible for the conditions of accumulation, combined to create a cultural climate that dramatically facilitated the transporting of practices from the liberal democratic state to capitalist production, a change characterized by demands for democratic control of the labor process. Nowhere is this more clearly revealed than in the highly effective welfare-right movement. This powerful coalition of local and state groups, coordinated in its heyday by the National Welfare Rights Organization, grew directly out of the civil-rights movement of the late 1950s and early 1960s, borrowing not only its tactics, but also its discourse. Access to a decent standard of living and to adequate housing and medical care was promoted as a natural right.[20]

The consequences of the increasing integration of the state and the accumulation process have been considerable. In this section we shall present the distributional aspects, reserving the effects on crisis resolution for the next section. A major consequence of the accord stems directly from the preeminence of the distributional axis of class struggle: the post-World War II decades have witnessed a substantial redistribution from capital to labor. Contrary to a common interpretation among Marxist economists, however, this shift can not be attributed to a wage-push-induced profit squeeze. If such a squeeze had taken place, it would have been revealed in the direct private distributional conflict between capital and labor in the corporate sector. Yet, the share of wages and salaries in the net domestic income of non-financial corporate enterprise has not increased over this period.[21] The off-noted increase in the share of "employee compensation" in national income does not indicate a wage squeeze but rather the shift of the labor force out of self-employment into paid employment and the bookkeeping convention that counts the employer's payroll taxes toward social insurance as employee compensation rather than as before-tax profits.[22]

The major distributional gains made by workers were not achieved in their direct confrontation with capital over the bargaining table, but in the state. The working class has increasingly relied upon the citizen wage as the concrete form of its distributional victories. The resulting trend toward the socialization of consumption is central to our analysis of the accumulation process, for it is not only the most immediate consequence of the emergence of the state as a major locus of class struggle, but it also reflects the increasing power of the working class in the liberal democratic state.

It is hardly surprising that the major gains of the working class have occurred through the citizen wage, for the state, which vests rights in persons, is a more auspicious arena of class struggle than the capitalist economy, which vests rights in property, over which workers have the least control. But much of the underlying impetus for this trend may be located in the logic of the accumulation process itself.

This tendency has not displaced the commodity from its central position in the process of capitalist production. But it has had major effects, the most important of which is the evolution of the citizen wage. In 1976, 44 percent of all household units received a governmental cash transfer. This transfer averaged 3 368 $, constituting 24 percent of their mean post-transfer income. The aged received cash transfers constituting 39 percent of their mean post-transfer income.[23] State programs also make very significant non-cash contributions to medical care, vocational rehabilitation, child nutrition, education, and housing.

We may gauge the quantitative importance of the citizen wage by comparing a rough measure of its growth with the growth of the after-tax receipts from the sale of labor power. In 1977 average weekly citizen-wage expenditures by all levels of government per family of four were approximately three quarters of the average take-home pay for a single worker with three dependents. Further, over the three decades from 1948 to 1977 the rate of growth of real per capita citizen-wage expenditures were five times the rate of growth of the real take-home pay.[24]

We have sought to determine the long-term trends in the share of total output consumed by wage-and-salary workers and to estimate the shifting relative importance on that share of citizen-wage expenditures and the sale of labor power. Because none of the available statistics provide breakdowns by type of income (property income, wages, and salaries) either for tax incidence of the impacts of government programs, or for consumption propensities, our estimates are based on the following plausible and internally consistent assumptions: all saving is out of property incomes; all of what the social security administration terms social-welfare expenditures are received by wage and salary earners, and the effective rate of taxation on personal income from property is one third.

That part of the total product consumed by wage-and-salary workers, expressed as a fraction of gross national product, has gradually but significantly increased. All of the increase may be attributed to the growth of social wage expenditures from 8 to 19 percent of the total output. The claim of property-income recipients on total output has correspondingly declined.[25] Table 2 expresses the gross share of property owners, which is simply the total minus the wage and salary share from the previous table, and the property share net of depreciation and non-citizen-wage government purchases. Both measures of the claim of property owners on total output showed quite significant declines from 1948 to 1972, and a slight recovery in 1977.

The accord promoted distributional conflict as the predominant axis of class struggle, and the capitalist class lost.[26] The growth of the citizen wage is strongly implicated in a distributional shift adverse to capital. The impact of this shift on the accumulation process as a whole has not been adequately explored, and we cannot offer a definite analysis here.[27] Other popular political gains, such as The Occupational Health and Safety Act of 1970 and the Clean Air and Water Act of 1971, also appear to have been costly to capital. By inhibiting capital's attempts to transfer the costs of production to workers and others, these acts have almost certainly had a significant negative effect on the over-all rate of profit and economic growth.

We do not wish to argue that these regulatory programs, and the redistributive programs described above, are the sole or even primary cause of the slowdown in the capitalist growth process, experienced not only in the U.S. but also in most advanced capitalist countries. But we believe that they have made a significant contribution to the slowdown.[28] More importantly, these programs, and the political configuration they represent, pose a major barrier to the familiar reconstitution of the accumulation process through crisis.

THE ACCORD: CONSEQUENCES FOR THE RELATIONSHIP OF UNEMPLOYMENT TO THE ACCUMULATION PROCESS

As we observed at the outset, the restoration of the accumulation process through crisis depends critically on the operation of the reserve army. If we are correct, however, the ability of the reserve army to provide the conditions for restarting the engine of rapid capitalist growth has been significantly impared in the course of the long post-war boom. Unemployment is both more costly to endure and less effective in restoring the conditions for profit. The logic of the accord itself played a major role in this important change.

Unemployment rates since World War II have been much lower than they were between the world wars or before World War I. From 1890 to 1914, the rate of unemployment averaged 10.4 percent, from 1920 to 1939, it averaged 14.9 percent, and from 1946 to 1979, it averaged 6.2 percent.[29] What explains the dramatically lower recent rates? Keynesian demand-management techniques cannot be entirely dismissed as a contributing cause. At particular junctures, such as during the massive budgetary deficits in the years 1975-77, counter-cyclical policy has averted a potentially disastrous crash.[30] But at least as important, the costs of massive unemployment to the capitalist class have increased dramatically. These costs are both political and economic.

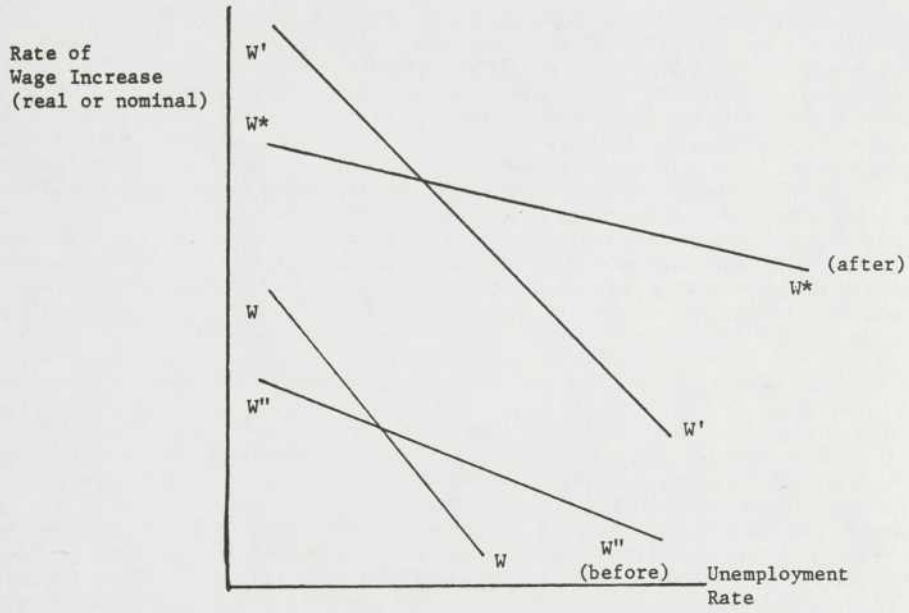
The political cost of extended periods of mass unemployment was perhaps best demonstrated by the explosive growth of a radical trade-union movement during the 1930s and the growing power within that movement of Communists and other leftists. Less dramatically, the electoral success of an

incumbent president appears to depend critically on avoiding high levels of unemployment, at least in the year or so prior to the vote. Thus the upper levels of the state apparatus have a very immediate interest in avoiding mass unemployment. The unwillingness of Nixon to prolong the 1970 recession long enough to have a decisive effect on money wages, for example, was probably due to the upcoming 1972 election. Although there have always been political costs to mass unemployment, the degree to which unemployment has become a political issue has increased notably in the post-World War II period. Indeed, a national political commitment to an end to mass unemployment was an integral part of the accord.

The economic costs of mass unemployment may be attributed to the increasingly open and competitive international capitalist economy. Prolonged and deep recession seriously impairs the ability of a capitalist class to compete in international markets. While the effect of mass unemployment on nominal wages may enhance a nation's competitive position, a prolonged period of low levels of gross investment means less implementation of production techniques.[31] Of the two effects, the latter appears to predominate, leading to a growth imperative for countries quite analogous to, and no less binding then, the more familiar competitive whip among individual capitals: grow or perish.

High levels of unemployment are not only more costly to capital, they also appear to be increasingly ineffective in disciplining labor. It will be useful in what follows to distinguish between two quite distinct changes in the cyclical relationship of unemployment to nominal (money) or real (inflation corrected) wages. First, the rate of wage increase in any given level of unemployment may increase. This is represented in the accompaying figure by a shift from the presumed existing relationship ww to a hypothetical new relationship w'w'. Second, the effect of a change in the unemployment rate upon the rate of increase in wages may be reduced. This is indicated by the shift from ww to w"w". We find that both shifts have taken place, at least in the case of nominal wages, which is represented by a shift from ww to w*w*: not only is a given level of the unemployment rate associated with higher rates of wage increase, but the depressing effect on wages of a given increase in the unemployment rate is less powerful.

On this point there can be little doubt. The usual negative relationship between unemployment and wage increases has been weakened. Indeed, Haveman's study reveals a dramatic shift: for 1952-68 there was a strong negative relationship between the rate of unemployment and the rate of increase in money wages; for 1969-76 there was no statistical relationship whatsoever.[32] Most likely, however, the trend has been gradual rather than discontinuous. Two studies, which compare the impact of economic contraction upon money wages in each of the six post-World War II recessions, reveal a steady erosion of the ability to a given level or increase in the rate of unemployment to constrain money-wage increases.[33] Both studies indicate that the rate of wage increases in the trough of the last two recessions was more



Shifts in the Slope and Location of the Trade-off
Between Unemployment and Wage Increases

rapid, not slower, than at the previous peaks. One of these studies, by the President's Council of Economic Advisors, reveals an analogous trend for real wages. These data are presented in Table 3.[34]

Our own calculations indicate that the results in the far right column of Table 3 are quite sensitive to the particular data and statistical methods used. Second, changes in the profit rate depend not only on changes in money wages, or even real wages, but upon changes in labor productivity as well. An adequate treatment of the cyclical pattern of labor costs would require an integrated analysis of the relationship of unit labor costs to the price level. Our own study of the effect of contractions on labor productivity in the non-financial corporate business sector reveals no trend in the disciplining effect of recession upon labor productivity.[35] Thus we doubt that the decreasing capability of the reserve army to curb money-wage increases has been compensated for by a shift in labor productivity. The result is that the use of periodic unemployment to restore capital's power over labor has fundamentally changed.

Of great importance in the declining power of the reserve army, we hypothesize, is what can be called the partial de-proletarianization of wage labor. The classical proletariat had no access to its means of subsistence other than through the sale of labor power. Yet much of the working-class standard of living is now acquired not through the sale of labor power, but through the exercise of the rights of citizenship. Access to a portion of one's living standard independent of the sale of labor power relieves some of the pressure of the reserve army upon both the employed and the unemployed, not to mention those on strike--hence, the attenuation of the reserve-army effect. Moreover, the level of citizen-wage expenditures is designed to move anti-cyclically, to compensate for movements in the unemployment rate and the level of wage income.

This partial de-proletarianization may be attributed in some important measure to the terms of the capital-labor accord. The social programs that constitute the social wage were the hard-won fruit of class struggle along the distributional axis. As such they were a necessary part of the reproduction process of the capital-labor relation. But the channels that have limited and tamed the class struggle have profoundly altered the accumulation process and limited the options open to capital.

THE CURRENT ECONOMIC CRISIS: ORIGINS AND DEVELOPMENT

Several general developments have acted as a backdrop to this current economic decline. First, the postwar era has witnessed a gradual but accelerating deterioration in the terms of trade between the United States and the rest of the world. By raising input prices and lowering product prices of internationally traded goods, this development has exerted a strong downward pressure on the before-tax corporate profit rate. Specifically, given an

essentially constant wage share (see Table 2), the increased volume of exports needed to acquire a given level of imports will impinge upon real net corporate revenue.

Second, the extraction of labor from labor power has become increasingly problematic and costly for capital. Among the developments contributing to the "work problem" are levels of unemployment that are generally lower than in the prewar years, the attenuated impact of unemployment on worker discipline, and a general decrease in worker satisfaction and committment.[36] It appears likely that the deterioration of the capital-labor accord has retarded the growth of labor productivity. Coal mining, the sector with the most marked recent labor productivity decline, and the only one for which there is a detailed case study available, dramatically illustrates this relationship.[37]

Possibly exacerbating this long-term decline are two further elements whose quantitative importance is more difficult to determine: increasing natural scarcities, associated with the depletion of resources, and growing irrationality in the market allocation process, involving a divergence between real social costs of commodities and their market prices.

All of these elements have contributed to a fall in the rate of profit through a decline in the rate of relative surplus value. These factors may have contributed as well to an increase in the amount of constant capital consumed in the production process. An increase in the rate of absolute surplus value might, of course, have offset these trends, by forcing workers to bear the burden of the crisis through lower consumption levels. But, at least until very recently, as we have noted, capital has been quite unsuccessful in this effort.

These general developments cannot of course be solely attributed to the liberal democratic nature of the capitalist state. However, the structure of the state does help explain why the state is unable to maintain the general rate of profit and pace of accumulation when confronted by these adverse changes. This ineffectiveness is particularly evident in the very events surrounding the onset of the current crisis.

Contrary to common belief, the current downturn was not precipitated by the international economic events of the early and mid-1970s but began almost a decade earlier. From 1961 to 1965 the U.S. economy experienced a period of unusually rapid growth. In December 1965, with labor markets tightening, and upward pressure on wages and declining productivity, Lyndon Johnson's economic advisors counseled the president to engineer a recession. But the necessary tax increases were out of the question for a head of state confronting an electorate increasingly restive over the Vietnam

War. Government spending cuts, which might have been an alternative instrument to recess the economy, were impolitic on two grounds: the imperatives of a war buildup, just then moving into high gear, and the War on Poverty--Johnson's bid for peace on the home front--with its attendant expansion of domestic social outlays.

Tight labor markets continued, and unit labor costs in the private business sector exploded. Having risen an average annual rate of 0.4 percent from 1960 to 1965, unit labor costs, that is, money wages paid per dollar value of output, grew at 3.8 percent in 1966 and averaged 4.8 percent for 1966-70. The before-tax rate of return to capital in the non-financial corporate sector peaked in 1965, began its decline in 1966, and fell precipitously during the succeeding four years. By 1970 the before-tax rate of return had fallen to 59 percent and the after-tax rate of return to 51 percent of the 1965 levels.

The political constraints faced by the Johnson administration precipitated rather than caused a crisis. The character of the crisis had already been molded by secular trends endemic to advanced liberal democratic capitalism. The ensuing destabilizing events merely corroborate this fact. Unprecedented levels of price inflation, coupled with the pitched decline in the U.S. terms of trade in the 1970s, failed to place the full burden of increased production costs on the shoulders of labor. Only the frantic price acceleration of 1978-1980, the product of a conscious Federal Reserve policy of monetary accomodation, succeeded in significantly eroding real wages, and this at the expense of a dangerously weakened and potentially explosive international economic environment for U.S. exports and foreign investment.

The recent inflation itself cannot be understood without reference to how the liberal democratic state structures the political power of capital and labor. Inflation is a symptom of crisis in a capitalist social formation that is unable to make effective use of massive unemployment for restoring the conditions of accumulation. Thus monetary policy is no more reflection either of the interests of capital or of the "structural imperative" to maintain an adequate rate of profit. Recent contributions that have treated the inflationary process as an outcome of the clash of distributional interests are a major advance,[38] but they have tended to locate the dynamics of inflation in the accumulation process without adequate stress on the particular character of the state. An adequate understanding of the inflation process requires an analysis of the structure of the liberal democratic state and its articulation with the accumulation process.

As a step in this direction, we shall describe a simplified model in which the price level, the profit and wage rates, and the level of demand are jointly determined in three stages: workers secure a specific money wage based upon their general bargaining strength and the size of the reserve army

of labor; capitalists set prices, in the face of given input costs, to maximize profits; and the state adjusts the supply of money and the availability of credit according to the pressures placed upon it by capital and labor, leading to a certain level of product demand. In order to avoid capital flight, state policy will attempt to ensure internationally competitive domestic profit and interest rates, its choice of inflationary versus deflationary measures being limited by the influence of capital and labor.

The inflationary bias of liberal democracy is due in part to the power of the working class to veto "excessive" level of unemployment, and to attenuate the depressing effects of unemployment upon money wages. A low level of unemployment will lead in two ways to high increases in wages. First, low unemployment limits the disciplinary effect of the reserve army. Second, with a politically determined "acceptable" level of unemployment, monetary authorities are likely to accomodate money-wage increases by expanding the money supply and hence raising prices. Money-wage gains thus become less and less likely to promote increases in the unemployment rate.[39] If monetary authorities were expected to respond to substantial wage gains with deflationary measures, wage demands would surely be tempered, as the post-1974 German and Swiss experience has indicated. Thus the veto power of labor tends to increase inflationary wage pressures.

The level of wage demands will also depend on the anticipated costs of their attainment. In addition to the size of the reserve army, these costs will depend upon the resources available to workers to withstand strikes and spells of unemployment. These resources are in turn strongly affected by the level of the citizen wage, which may be maintained or increased when wage income is no longer available.

Thus the increased power of labor both to veto excessive unemployment and to secure an increasing share of consumption in the form of public services and transfers can be expected to reduce the effect of current levels of unemployment on money-wage increases. This shift in the relationship between unemployment and wage changes is shown in the above figure. The result is clearly an inflationary bias to monetary policy when the political power of labor is relatively strong.

State actions are also implicated in determining the price increases instituted by capital, quite apart from the pressure on prices from wage increases. Product price increases will depend not only upon current demand, but also upon expected future product demand. If capitalists are confident that monetary policy will not tolerate high levels of unemployment, they can be assumed that "excessive" price increases will not lead to a decline in effective demand, except on freely traded international commodities. Thus inflationary pressures are exacerbated.

In short, this brief overview suggests that the coexistence of inflation and unemployment, as well as the pattern of recessionary and expansionary state policies, can best be understood through an appreciation of the impact of the liberal democratic character of the contemporary capitalist state on the accumulation process.

CONCLUSION

The current economic situation is a crisis rather than a cyclical downturn in the precise sense that a restoration of the rapid and state expansion of capital will require a structural reconstitution of the accumulation process. Careful study of crisis periods should alert us to the immense flexibility and resilience of capitalism as a mode of production and to the significant capacity of the capitalist class for system-preserving institutional innovation. Yet the resolution of a crisis has typically not been by re-establishing the status quo ante, but rather by restructuring the articulation of the state and the accumulation process, which leads to a new logic of class struggle. In the current period, the institutional framework governing the expropriation of surplus value, especially the present articulation of the liberal democratic state with the accumulation process, presents itself to the capitalist class as a problem rather than a solution. The last two major capitalist crises--also witnessed a restructuring of the relation of the state to the accumulation process. Indeed, it is the discordant logic of these two restructurings that is now being played out.

Earlier capitalist solutions to accumulation crises have relied heavily upon weakening the offensive capacity of the working class by expanding the reserve army. It was primarily the adverse shift in the economic environment that placed workers on the defensive and set the stage for decisive victories and consolidations by the capitalist class, both in capitalist production and in the state. We doubt that the reserve army will play as powerful a role in forcing a solution to the current crisis.

The other time-honored economic strategy of capital in crisis is imperialism. The world scope of the accumulation process allows capital the mobility often critical to the favorable resolution of domestic crisis and the maintenance of high-level profits. The large labor supplies in various political subordinate nations of Asia, Africa, and Latin America can be exploited without being constrained by popular suffrage, social programs, and trade-union rights. Indeed, this international strategy is being actively pursued. But the feasibility of the imperialist response to the declining rate of profit is limited. The escalating world monetary disorder since the late 1960s--wildy fluctuating exchange rates, embargos, growing protectionism, interference with currency convertibility, freezing of assets--has greatly increased the costs and risks of international investment. Equally important, the power of the U.S. state in poor nations has declined, as recently dramatized by U.S. quiescence in the face of the development of popular regimes and Cuban military intervention in Southern Africa, the Sandinista victory in Nicaragua, and

the collapse of the U.S. puppet regime in Iran. Recall, in analoguous situations, the U.S.-planned military overthrows of the popular Arbenz government in Guatemala in 1954 and of Mosadegh in 1953 and the elimination of Lumumba in 1961.

The effects of the end of Pax Americana upon the options open to capital are not difficult to detect. The growth of U.S. direct foreign investments (corrected for inflation) doubled during the decade of the 1950s. It doubled again in the 1960s. From 1970 to 1978 it grew by less than one quarter.[40] Within the United States, a broad range of trade-unions and community groups are actively pressing legislation to retard the export of capital and to obstruct the runaway shop.

The liberal democratic structure of the U.S. state did not create the conditions for world monetary chaos and national liberation movements, but it has quite decisively limited the ability of the U.S. state to respond effectively to its declining world hegemony. Without exaggerating the role of the U.S. movement against intervention in Indochina, it can be said that this popular mobilization has had a decisive impact on U.S. foreign policy. The official and popular sabre rattling of the late 1970s and early 1980s is perhaps less significant than the absence to date of any major intervention to restore U.S. power.

Popular pressure contributed to this decline in another, less obvious way. During the 1970s, the effective use of restrictive monetary policy to defend the international value of the dollar and its role as world currency was crippled by the political unacceptability of the massive unemployment that high real interest rates and right credit would have entailed.

It is perhaps not accidental that since both economic mechanisms for favorable crisis resolution have been impeded, if not blocked, by the liberal democratic state, capital's search for a solution to the crisis has focused primarily upon the state. The result has been a plethora of proposals. However, the deregulation, tax slashing, and social-service cutting strategies of the new right, the selective planning initiatives of the Trilateral Commission, the editors of Business Week, and the like, hardly suggest a unified progam.[41] This lack of unity is nowhere more clearly indicated than in the repeated inability of U.S. capital to develop a rational and integrated energy strategy. Indeed, this cacaphonous orchestration suggests more the striking disunity of the capitlist class.

Nonetheless, there is more than one common thread in the strategies of the corporate planners, supply-side economists, and monetarists. All aim at an increase in the rate of exploitation, though the corporate planners and supply siders want to increase relative surplus value through rationalization, while the monetarists want to increase absolute surplus value through a

lowering of workers' living standards. All seek a disarticulation of liberal democracy and the accumulation process. All have recognized the potential disruptiveness of liberal-democratic state intervention in the accumulation process. All have advocated market-based cost effectiveness criteria for all state programs and regulatory activities in order to impose the "rationality" of the commodity form on state practices. Again, the overt strategies diverge. Supply siders and monetarists want to develop a less interventionist state by reducing the citizen wage, restoring the commodity form as the sole allocational role outside the state, and relying upon monetary rather than fiscal macro-management policies. The corporate planners accept the necessity of an interventionist state and seek to insulate its workings from the electorate. They want to shift effective decision making from the legislative to the executive branch of government and to insulate executive decision-making from popular scrutiny and accountability. Models of this insulation strategy include New York City's Municipal Assistance Corporation, through which the major banks control the city's fiscal policy, and the Federal Reserve System, which is constituted so as to place the interest rate and supply of credit "beyond politics".[42]

The large-scale employment of temporary foreign workers represents a form a disarticulation of the liberal democratic state and the accumulation process that is little discussed in the U.S. but that is rapidly growing in importance. The growing role of what in Europe are called guest workers represents the de facto disenfranchisement of a significant segment of the direct producers. This avenue may well make it possible for capital to avoid the vagaries both of world economic disorder and of a liberal democratic working class.

The objectives of capital may be summarized as the depoliticization of the accumulation process and the commodification of the state. Capital, then seeks to curtail the transportation of practices from the liberal democratic state to capitalist production and to promote a transportation of practices from capitalist production to the liberal democratic state.

A possibly viable response of workers is to politicize the accumulation process and to strengthen and extend democratic control of the state apparatus. While the impetus to politicize and democratize the accumulation process is hardly the dominant strand of labor's defensive program today, it may be seen as a possible culmination of the past-World War II accord. For the "logic of the process" of class conflict initiated by the accord is precisely the conflict of person rights versus property rights.

The incongruity of these two sets of rights--one liberal, the other democratic--has provided an axis of debate in liberal political and social thought for well over a century. The confrontation of classes has long sounded the contrapuntal discord of the liberal discourse. The present is no exception. Demands posed as universal rights and movements constituted by

the universal discourse of liberal democracy are prone to become class demands and class movements. The extension of the suffrage to workers is a prime example of this process.

The crisis of capital may thus hasten the realization that the struggle over universal rights--the right to participate in political decisions, the right of a free press--is a class struggle. If we are correct in this conjecture, the ongoing conflict over the reconstitution of the accumulation process may starkly reveal the anti-democratic imperatives of capitalism as a system and thus unify for socialists two of the most powerful potential mass issues in the U.S. today: the defense and extension of democracy and the defense of living standards.[43]

Capitalism may survive the encounter. But liberal democracy may well be radically transformed--either toward a corporate authoritarianism, as a condition of capital's survival, or toward an instrument, however imperfect, of popular power.

NOTES AND REFERENCES

1. See Herbert Gintis, "Theory, Practice, and the Tools of Communicative Discourse", Socialist Review, nos. 50-51 (March-June 1980), pp. 189-232.

2. The struggle to transport rights vested in persons to the economy was of course taken up with a vengeance in the 1960s and 1970s by other popular groups, such as blacks, women, and the elderly.

3. According to Weisskopf, the long-term decline in the before-tax profit rate may be largely attributed to the decline in terms of trade. See Thomas Weisskopf, "Marxian Crisis Theory and the Rate of Profit in the Postwar U.S. Economy", Cambridge Journal of Economics, vol. 5, no. 4 (December 1979).

4. William Nordhaus's study, "The Falling Share of Profits", Brookings Papers on Economic Activity, no. 1 (1974), pp. 169-208, documents a similar trend. Martin Feldstein and Lawrence Summer's critique of Nordhaus, "Is the Rate of Profit Falling?" Brookings Papers on Economic Activity, 1 (1977): 211-28, also indicates a downward trend in the net rate of return on non financial corporate assets (about 0.14 percentage points a year). Feldstein and Summers econometrically "eliminate" the trend by treating the years 1970-76 as exceptional (through the use of a dummy variable for those years) and by holding constant (in a multiple regression) the size of the GNP gap (potential minus actual GNP). For a summary of other indicators of a secular decline in corporate profitability,

see the President's Council of Economic Advisors, Economic Report of the President (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1980), pp. 141, 303. According to the council's data, the before-tax rate of return on depreciable assets, which had averaged 12.9 per-cent for the years 1955-69, averaged 9.4 percent from 1970 to 1978 and fell to 9.2 percent for the first three quarters of 1979. The ratio of the market value of net assets to their replacement cost fell from an average of 1.1 for 1955-69 to 0.85 for 1970-78 and 0.65 for the first three quarters of 1979.

5. Herbert Gintis, "Theory, Practice and the Tools of Communicative Discourse".

6. James R. Kurth, "Delayed Development and European Politics", Xerox, 1977; R. Packenham, Liberal America and the Third World (Princeton: Princeton University Press, 1973); G. Therborn, "The Travail of Latin American Democracy", New Left Review, nos. 113-14 (January-April 1979); and Robert Dahl, Polyarchy (New Haven: Yale University Press, 1971).

7. The attempt to construct a structural (or synchronic) theory of the relapionship of liberal democracy to the capitalist mode of production has been no more successful in the hands of Marxists (e.g. Lucien Goldmann, The Philosophy of the Enlightenment [London: Routledge and Kegan Paul, 1968], and Bukharin and Preohrazhensky, The ABC's of Communism), than it has in liberal social science (e.g. Seymour Martin Lipset, Political Man [Garden City, N.Y.: Doubleday & Co., 1969]; Lucian Pye, Aspects of Political Development [New York: Little, Brown & Co., 1966]; and Talcott Parsons, "Evolutionary Universals in Society", American Sociological Review, vol. 29, no. 3 [June 1964]). See, by contrast, the admirable historical work of Barrington Moore, Social Origins of Dictatorship and Democracy (Boston: Beason Press, 1966), and G. Therborn, "The Rule of Capi tal and the Rise of Democracy", New Left Review, no. 103 (May-June 1977).

8. David Gordon, "Stages of Accumulation and Long Economic Cycles", in Processes of the World System, ed. T. Hopkins and I. Wallerstien (Beverly Hills, Cal.: Sage, 1980).

9. We have benefited here greatly from the related research in progress of Michael Pill, Nancy Rose, Michele Naples, Lee Martindale, and Karen Travis and from Anthony Woodiwiss, "The Struggles of Capital: The Source of Capitalist Resilience in the United State", unpublished manuscript, August 1979.

10. Cited in Woodiwiss, "The Struggles of Capital".

11. The restructuring of the state and the accumulation process has its origins considerably earlier, in the first and second decades of this century, as admirably chronicled in J. Weinstin, The Corporate Ideal and The Libert State, 1900-1918 (Boston: Beacon Press, 1968); and in G. Kolko, The Triumph of Conservation (Chicago: Quadrangle Books, 1963).

12. The evolution of the state as a major locus of class struggle is revealed in Douglas Hibbs, "On the Political Economy of Long Run Trends in Strike Activity", British Journal of Political Science 8 (April 1978): 153-74, an insightful comparative study of strikes.

13. See Gintis, "Theory, Practice and the Tools of Communicative Discourse". This was the much-trumpeted but short-lived "end of ideology". See Daniel Bell, The End of Ideology (Glencoe: The Free Press, 1960).

14. We owe much of this formulation to Michele Naples.

15. U.S. Department of Commerce, Bureau of the U.S. Census, Historical Statistics of the United States (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975), p. 12.

16. The quintessence of liberal social policy may be said to have been reached in 1964 with the "first Keynesian tax cut" and the inauguration of Lyndon Johnson's War on Poverty.

17. Racial and sexual discrimination and other forms of labor segmentation pressure primary labor's wages upward long before anything approaching full employment is reached in the secondary markets, thus necessitating direct state intervention (training, anti-discrimination suits, incomes policies) in order to achieve full employment without wage-push inflation.

18. A. Hansen, Full Recovery or Stagnation (London: 1938); P. Sylos-Labini, Oligopoly and Technical Change (Cambridge: Harvard University Press, 1969), and others have advocated every-increasing public expenditures to counter secular stagnation. This argument is different from ours in that it does not rely on a diminishing marginal propensity to consume and hence does not recommend specifically egalitarian public expenditures. Nonetheless, it does present a positive correlation between public expenditures and the profit rate. A recent statement of the favorable impact of income transfers via aggregate demand stimulation is contained in a report for the U.S. Congressional Joint Economic Committee: "... public income transfers accrue largely to low-income households that tend to have a higher than average propensity to consume. Thus the programs help raise aggregate demand, which induces increased production and a higher level

of GNP". U.S. Congress, Joint Economic Committee, Income Transfer Programs in the United States: An Analysis of Their Structure and Impacts, prepared by Sheldon Danziger, Robert Havemen, and Robert Plotnick, May 1979, p. 77.

19. Samuel Bowles, "The Keynesian-Welfare State and the Post-Keynesian Political Containment of Labor" (paper presented to the Nicos Poulantzas Memorial Conference, Paris, 1981).

20. Frances Fox Piven and Richard A. Cloward, Poor People's Movements (New York: Pantheon, 1977).

21. See Samuel Bowles and Herbert Gintis, "The Crisis of Liberal Democratic Capitalism: The Case of the U.S.", Politics & Society 11, no. 1 (1982): 51-93.

22. Here we take issue with Ernest Mandel's otherwise comprehensive and insightful interpretation of what he terms "the second slump". We find no convincing evidence that either an increase in the organic composition of capital or a decline in capacity utilization contributed significantly to the secular deterioration of the profit rate. See The Second Slump, pp. 26 sq. According to Weisskopf's estimates, the average rate of capacity utilization fell only slightly (from 85 percent to 82.3 percent) between the first and last postwar cycles, the organic composition of capital remained unchanged, and the rate of before-tax profits fell from 13.7 percent to 9.4 percent. Weisskopf, "Marxian Crisis Theory".

23. U.S. Congress, Joint Economic Committee, "Income Transfer Programs in the United States", p. 23. Our treatment of the citizen wage and its impact on the cyclical pattern of wages owes much to the research in progress of Juliet Schor.

24. See Samuel Bowles and Herbert Gintis, "The Crisis of Liberal Democratic Capitalism: The Case of the U.S.".

25. Idem.

26. It matters little how one classifies the upper levels of the salary earners or "service" workers: their pay and their consumption levels represent a cost to capital under any scheme. Those who would choose to represent these payments as allocations of surplus value toward the payment of unproductive labor merely shift attention to an analogous question: why has the capitalist class has to surrender an increasing share of its revenue to unproductive workers?

27. For a definitive analysis, we would need to know more about the distribution of the relevant tax burdens and about the effects of these programs on productivity as well as on the balance of forces in the struggle over wages, intensity of work, and other working conditions. Even if the distributional effects could be definitively estimated, the impart of social wage expenditures on the rate of economic growth would depend on the relationship of the expenditures to the expected rate of profit and thence upon the rates of gross investment and technical change. See Samuel Bowles and Herbert Gintis, "The Welfare State and Long Term Economic Growth", American Economic Review, May 1982.

28. Our proposition that a progressive shift in the political alignments of class and other forces that is adverse to capital has played a central role in the evolution of the current crisis is complemented by Weisskopf's comprehensive empirical study of the post-war U.S. economy, "Marxian Crisis Theory". He concludes that "a rise in the strength of the labor vis-à-vis capital--as reflected in a suitably adjusted wage share of income-accounted fully for the long-term decline (in the before-tax-rate profit of non-financial corporations)". Our approach differs from his, however, in its emphasis on distributional struggle in the state as a decisive element in the recent accumulation process and as a neglected aspect of Marxian crisis theory. See also Giovanni Arrighi, "Towards a Theory of Capitalist Crisis", New Left Review, no. 111 (September-October 1978), pp. 3-24.

29. There rates are the number of unemployed workers divided by the number of wage and salaried workers plus the number of unemployed. The conventional indices, which express the unemployed as a fraction of the total labor force, fail to measure the extent of unemployment within the capitalist mode of production, because they include in the "employed" category owners of the means of production. The data used are from Richare C. Edwards, Michael Reich, and Thomas Weisskopf, The Capitalist System (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1978; and Historical Statistics of the United States.

30. Annual Federal Budget deficits in 1975, 1976, and 1977 ran at the unprecedented levels of 70,6 $, 53,8 $, and 48,1 $ billions, respectively.

31. Among the advanced capitalist countries, high level of gross investment are strongly (positively) correlated with increasing shares of world trade.

32. Robert M. Haveman, "Unemployment in Western Europe and the United States: A Problem of Demand, Structure, or Measurement?" American Economic Review 68, no. 2 (May 1978): 44-50.

33. See Economic Report of the President; and Jeffrey Sachs, "The Changing Cyclical Behavior of Wages and Prices: 1890-1976", National Bureau of Economic Research, Working Paper no. 304 (December 1978).

34. Robert Boyer, "Wage Formation in Historical Perspective: The French Experience", Cambridge Journal of Economics 3, no. 2 (June 1979): 99-118, makes a similar argument for France, Haveman, "Unemployment in Western Europe", shows a sharp decline in the relationship of unemployment to money-wage increases in the United States.

35. A similar pattern does emerge with respect to the before-tax rate of profit. If we compare the profit rate at the peak and at one year after the trough, the usual cyclical analysis would lead one to expect a profit-rate increase as the contraction restores the conditions for profit. Indeed, for the first four contractions, the increase in the rate of profit averages about half a percentage point. For the last two contractions, the profit rate stood about one point lower a year after the trough, compared to the previous peak. Calculated from Daniel M. Holland and Steward C. Myers, "Trends in Corporate Profitability and Capital Costs", in The Nation's Capital Needs: Three Studies, ed. Robert Lindsay (New York: Committee for Economic Development, 1979), p. 38.

36. Thus Graham Staines, study director of the 1977 U.S. Department of Labor Quality of Employment Survey, in "Is Worker Dissatisfaction Rising?" Challenge (May-June 1979), reporting on changes in worker attitudes between 1973 and 1977 alone, can write: "The sky has finally fallen. Workers in virtually all occupational and demographic categories evidenced appreciable, unmistakable manifestation of rising discontent". A similar set of results can be as certained in an earlier period as well. See Work in America, Report of a Special Task Force to the Secretary of Health, Education, and Welfare (Cambridge, MA: M.I.T. Press, 1973).

37. M. Connerton, R. B. Freeman, and J.L. Medoff, "Productivity and Industrial Relations: The Case of U.S. Bituminous Coal", unpublished manuscript, Harvard University (December 1979), p. 1, conclude: "In 1969, 15.6 net tons of coal per worker-day were produced in underground mines; in 1977, 8.7 net tons of coal were produced. What explains this remarkable trend in productivity? ... While other factors were also operative, deterioration in industrial relations in the coal industry is a major cause of the observed downward trend". Michele Naples's econometric work in progress will cast light on the generality of this phenomenon for the manufacturing sector of the economy.

38. This model is developed analytically in Bob Rowthorn, "Conflict, Inflation, and Money", in Capitalism, Conflict, and Inflation (London: Lawrence and Wishart, 1980). See also Jeffrey Sachs, "The Changing Cyclical

Behavior of Wages and Prices", Charles S. Maier, "The Politics of Inflation in the Twentieth Century", in The Political Economy of Inflation, ed. John H. Goldthorpe and Fred Hirsch (Martin Roberson, 1978); John H. Goldthorpe in ibid; and Lester Thurow, The Zero-Sum Society (New York: Basic Books, 1980).

39. Representative of this view is the following statement by Richard Cooper "Comment", in Eurocurrencies and the International Monetary System, ed. H. Stem et al. (American Enterprise Institute, 1976): "In the final analysis, the monetary authorities must--for political reasons--provide a money supply adequate to ratify any given level of money wages, no matter how it was reached, in order to avoid excessive unemployment". Furthermore, Robert J. Gordon, "World Inflation and Monetary Accomodation in Eight Countries", Brookings Papers on Economic Activity no. 2, 1977, presents data for Western Europe and the United States illustrating that over most of the postwar period the expansion of the money supply was largely an accomodation to wage increase. Gordon's interpretation of this data, however, differs from ours. Finally, Hibbs has found a strong positive correlation between the political power of the working class and the rate of inflation between 1960 and 1969 in twelve Western European and North American countries. This is reported in Andrew Martin, "The Dynamics of Changes in a Keynesian Political Economy: The Swedish Case and its Implications", in State and Economy in Contemporary Capitalism, ed. Colin Crough (London: Croom Helm, 1979).

40. Historical Statistics of the United States (1975) and Economic Report of the President (1980). It is nonetheless true that the ratio of foreign to domestic investment and foreign to domestic profits rose during the 1970s. See Arthur MacEwan, "U.S. Capitalism and International Contradictions of the Current Crisis", unpublished manuscript, 1980.

41. For the latter, see especially the June 30, 1980, issue of Business Week in "reindustrialization", which by-passes the ideology of Adam Smith to tout Jean Jacques Rousseau.

42. See Martin Shefter, "New York City's Fiscal Crisis: The Politics of Inflation and Retrenchment", The Public Interest, no. 48 (Summer 1977), pp. 98-127; A. Burns, "The Independence of the Federal Reserve System", Challenge (July 1976); and on the "new corporatism", Phillippe Schmitters, "Still the Century of Corporatism", Review of Politics 36 (January 1974): 85-131, and Leo Panich, "The Development of Corporatism in Liberal Democracy", Comparative Political Studies 10, no. 1 (April 1977): 61-90.

43. On The relationship between democracy ad the capacity of workers' organizations to mobilize a mass movement, see H. Klehr, "Leninism, Lewis Corey, and the Failure of American Socialism", Labor History 18, no. 2 (Spring 1977): 249-256.

TABLE 1

The evolution of the Profit Rate in the Non-Financial Corporate Business Sector

Year[a]	Net Rate of Return on the Replacement Cost of Net Capital Stock: Before Tax	After Tax[b]
1948	15.6	7.9
1950	15.6	6.1
1955	14.5	6.4
1959	12.2	5.6
1965	15.9	9.1
1972	10.7	5.8
1977	9.5	4.9

Notes: a In the interests of comparability, the years presented here and in subsequent tables are those in which the before tax rate of return on the capital of the non-financial corporate business sector reached a cyclical peak.

b The after tax rates take account of both corporate income taxes and an estimate of the fraction of personal income from capital paid as personal income taxes. Both series are from an unpublished study by T. E. Weisskopf based on U.S. government data. See also the sources cited in footnote 4.

TABLE 2

Capital's Share of Total Output

Year	Capital's Gross Share[a] (1)	Reproduction of Constant Capital[b] (2)	Government Costs Not Related to Social Welfare Expenditure[c] (3)	Capital's Net Share[d] (4)
1948	.34	.07	.11	.16
1950	.34	.07	.12	.14
1955	.37	.09	.15	.13
1959	.35	.09	.15	.09
1965	.35	.08	.15	.12
1972	.29	.10	.14	.05
1977	.30	.10	.13	.07

Notes: a Equals one minus the share of worker's total consumption.

b Depreciation, estimated by the national income accounts revised capital consumption estimate.

c Including foreign.

d Available for net domestic and foreign investment and capitalists' personal consumption.

Source: Column (2) and Column (3) are from the President's Council of Economic Advisors 1980 Report.

TABLE 3

Percentage Point Change in the Rate of Change of Money Wags and Real Wage Associated with the Downtrun in the Business Cycle (difference between peak quarter and two quarters after the trough)

Cyclical Downturn	Percentage Point Increase in Unemployment Rate	Percentage Point Decline (-) or Increase in Rate of Change of Hourly Earnings in Manufacturing (adjusted for overtime and interindustry shifts)	
		Money Wages	Real Wages
1948-49	4.0	-7.2	-2.1
1953-54	4.2	-3.4	-1.9
1957-58	4.7	-1.4	0.2
1960-61	2.2	-0.5	0.1
1969-70	3.4	0.8	2.2
1973-75	6.1	2.9	2.6

Notes: The table should be read as follows. From the peak in 1948 to the second quarter after the trough in 1949 the rate of unemployment rose by 4 percentage points (from 4.2 percent to 8.2 percent, not shown in the table); the rate of increase of money wages fell by 7.2 percentage points (from 9.1 percent to 1.9 percent, also not shown), and the rate of increase in real wages fell by 2.1 percentage points (from 4.6 percent to 2.5 percent, also not shown), and analogously for the other contraction.

Source: President's Council of Economic Advisiors 1979 Report, p. 145.

Chapitre 2

CRISE DE L'ÉTAT PROVIDENCE: IDÉOLOGIES, RÉALITÉS ET ENJEUX DANS LA FRANCE DES ANNÉES 1980

Alain LIPIETZ*

En France, comme dans doute l'OCDE, l'État-Providence est en crise. Crise qui va de pair avec celle de l'État keynésien, mais crise bien distincte. D'ailleurs, le Keynes "text-book" n'aurait jamais osé suggérer l'État-Providence tel qu'il s'est développé.[1] Pourtant, les dépenses de l'État-Providence ne constituent qu'une partie de la "demande effective" dont Keynes prônait la croissance. Mais en fait, l'État-Providence est avant tout victime de la non-croissance, alors que les potitiques keynésiennes sont condamnées pour leur incapacité à susciter cette croissance. Sa crise est objective tout autant que subjective.

Soyons donc précis et nets. Dans cette intervention, "l'État-Providence" désignera ces institutions, placées sous la tutelle de l'État, qui assurent la prise en charge monétaire des risques et des besoins nés des aléas de la vie humaine: éducation de jeunes enfants, maladies, accidents, vieillesse, et aujourd'hui chômage. Nous en exclurons donc l'intervention de l'État dans le financement des besoins permanents, dont l'éducation et le logement, qui font pourtant intégralement partie de ce qui sera pour nous à la racine de l'État-Providence[2]: la gestation collective de la reproduction de la force de travail. Cela fait déja beaucoup, et c'est très cher. De plus en plus cher, et c'est cela la seule crise objective de l'État-Providence: on ne sait plus comment la payer.

Alors, bien sûr, on le remet en cause. Mais cette "crise de légitimité" n'en est une que pour les intellectuels organiques, ceux qui ont la charge de "penser" la crise. Certes, on objectera la révolte des contribuables californiens, la "désertion" d'un Bergman ou d'un Borg, etc... Que ceux qui sont appelés à payer de lourdes contributions obligatoires aient tendance à frauder ou à "voter avec leurs pieds" est une évidence qui n'a pas attendu la crise particulière de l'État-providence pour se manifester. Toute la question est de savoir si, de toutes les dépenses organisées par la puissance publique, l'État-

* Chercheur en économie au CNRS, travaillant au Centre d'études prospectives d'économie mathématiques appliquées à la planification (CEPREMAP, Paris).

Providence (pour nous à présent réduit à la protection sociale obligatoire, qui se résume institutionnellement en France à la Sécurité sociale et à ce petit rejeton tardif mais plein d'avenir, l'assurance-chômage) est la plus exposé à la vindicte populaire (par rapport aux dépenses d'armements, par exemple). Or la réponse est nettement, et de plus en plus, négative, du moins en France.

Un sondage, publié dans le mensuel L'Expansion (6 mai 1983), est particulièrement éclairant. À la question, "Pour chacune des choses suivantes, diriez-vous, si on la supprimait, que ce serait grave?", les sondés consacrent à la quasi unanimité la Sécurité sociale comme la vache la plus sacrée. Très grave: 85%, assez grave: 12%, pas grave, pas grave ou pas d'opinion: 1% chacun. "Très grave" recueillait 79% en 1976. À titre de comparaison, la suppression du droit de vote serait jugée "très grave" par 81%, de la liberté de la presse par 70%, du droit de grève par 49%, et des partis par 33%... Malheureusement, remarque L'Expansion, "il est préoccupant de constater que 31% seulement des citoyens estiment qu'un bon citoyen ne doit pas frauder le fisc" (les électeurs du P.S. étant de cet avis à 28%, ceux du PC à 34%!). Tout est là.

Tout est là, mais peu de parents sont prêts à mettre leurs enfants sur la paille pour aller mener la grande vie. On peut supposer qu'il existe une corrélation entre la motivation à payer et la clarté du rapport entre ce qu'on paye et les objectifs annoncés. Aux USA, la couverture du risque-maladie est largement privée: et les américains consomment - et donc paient librement - plus de soins de santé que les français. De même, la cotisation-retraite y est pour une large partie non obligatoire, et pourtant une majorité, selon les sondages, affirment préférer voir croître leurs cotisations que décroître leurs futures pensions de retraite.[3]

C'est parce qu'il y a une crise financière de la Sécurité sociale que se pose nécessairement, à travers le problème de son financement, le problème de sa légitimité. La bataille idéologique est donc seconde à la bataille économique. Mais, puisque la valeur ajoutée n'est pas extensible, il faudra bien choisir entre revenus directs, revenus des transferts sociaux, investissements et autres dépenses publiques. C'est par le biais de cette nécessité de choisir que s'introduit le débat (apparemment sans pertinence pour "l'opinion publique" telle que la saisit les sondages) sur la légitimité de l'Etat-Providence. Et ce débat s'appuie sur des tendances réelles à la société.

Nous commencerons donc par un bref examen de ce débat, tel qu'il se déroule aujourd'hui en France. Puis nous examinerons la fonction et la crise de la protection sociale dans la réalité de l'expérience française. Nous proposerons pour finir quelques pistes pour une solution "progressiste" à la crise actuelle.

LE DÉBAT

Pour simplifier, nous nous limiterons à un échantillonnage restreint, presque caricatural, des succès de librairie sur la scène idéologique française (qui prend aujourd'hui la forme étrange du "pamphlet savant").[4] Pour achever le style caricatural, nous classerons les positions de droite à gauche. Les étiquettes ainsi attribuées relèvent purement de l'ordre d'exposition du présent texte et ne mesurent par les "distances politiques" réelles sur la scène politique française. Pierre Rosanvallon s'estimera peut-être vexé d'un qualificatif de "centre-gauche" qui le situera trop près du "centre-droitier" Henri Lepage. Le lecteur de la présente intervention notera en outre que la place "gauche" est manquante et en déduira, non sans raison, que conformément à une tradition bien ancrée dans la France d'Après-Guerre, l'auteur entend l'occuper lui-même.

1. À droite: Philippe Bénéton

L'auteur du "Fléau du bien [1973], comme Henri Lepage que nous visiterons ensuite, s'inscrit précisément dans la réaction tardive à la marque indélébile qui frappa la droite française à l'issue de sa honteuse collaboration avec le nazisme. La "Nouvelle philosophie" ayant réussi, au milieu des années 70, à sataniser le marxisme à la suite du stalinisme, on vit fleurir dans les maisons d'édition des collections où s'affirmèrent bien haut les convictions libérales conservatrices: au nom des libertés et du pluralisme, les intellectuels de droite prenaient enfin leur revanche sur l'idéologie "étatiste" du Conseil National de la Résistance (qui incluait le Gaullisme, mais non la famille politique du Président Giscard d'Estaing, au pouvoir de 1974 à 1981). Mais, le terrain ayant été laissé en friche pendant trente ans, l'extrémisme libéral pouvait sans pudeur se targuer de l'étiquette "Nouveaux économistes" (alors même qu'ils s'inscrivaient dans le droit fil de l'enseignement néo-classique qui n'avait jamais perdu le monopole des seules institutions dignes d'intérêt: les Grandes Écoles), et compenser leur "nouveauté" (donc la fraîcheur de leur ignorance de la société française) par la référence à une base d'appui solide: l'immense massif anglo-saxon.

On trouvera donc dans ces ouvrages peu d'éléments nouveaux par rapport à l'apport théorique anglo-saxon, et presqu'aucune analyse concrète de la réalité française. Les auditeurs et lecteurs ouest-atlantiques voudront donc bien excuser le caractère cursif de la présentation de leurs thèses; elles y sont bien plus connues qu'en France.

Au sein du massif libéral, Ph. Bénéton représente sans doute la droite. Son livre, sous-titré "Essai sur les politiques sociales occidentales", ne parle quasiment que des U.S.A.. Mais le diagnostic est très simple et de portée générale (chapitre VIII): il y a trop de redistribution.

Économiquement, on diminue ainsi la propension marginale à travailler, et on accroît le bénéfice marginal du loisir. Conséquence: la "désertion" devant le travail, qui prend essentiellement deux formes: la "paresse" et, pour ceux qui s'obstinent à travailler, "la fraude". Ajoutons en outre que la redistribution est en jeu à somme négative (puisqu'il faut payer la bureaucratie redistributrice). Remède: à chacun les revenus directs de son seul travail, et les noirs fainéants reprendront le chemin de l'usine, les dentistes suédois le chemin de leur cabinet. Corrollaire: il faut condamner les notions de "revenu minimum garanti" et autres "impôts négatifs" versés aux indigents, car de deux choses l'une,

- ou cette assistance est coupée dès lors que l'indigent se met à travailler, et il ne gagne rien à se remettre au travail,

- ou la suppression de l'assistance est amortie jusqu'à la zone des revenus moyens, et son coût est prohibitif. "Sauf à fixer le revenu garanti très bas, le dilemme de l'impôt négatif n'a pas de solution" (p. 171).

Opinion corroborrés par Jean-Dominique LAFAY [1983], qui paraphrase, selon l'habitude de ce courant, une étude anglo-saxonne (PARKER [1982]). Celle-ci rapporte, au salaire moyen net de prélèvement d'un ouvrier masculin, le revenu d'un ménage ne travaillant pas, pour définir un "taux de remplacement en termes de pouvoir d'achat". Ce taux est passé, en Grande Bretagne, pour un couple marié, avec deux enfants, de 46% en 1948 à 71% en 1981, et, avec quatre enfants, il atteint 94% en 1981. Why work?

Évidemment, on peut se demander la signification de tels chiffres. Remarquant que le taux n'est que de 33% pour un célibataire, on en déduit qu'une majoration familiale existe. Ou bien ces allocations familiales sont maintenues pour un travailleur, et c'est abusivement que l'auteur néglige de les compter dans les revenus disponibles, ou bien ils ne le sont pas, et c'est une absurdité de la législation sociale anglaise que peut modifier un simple vote. Plus profondément, ce réductionnisme fait fi des études sur les mobiles réels du travail salarié, qui poussent vers celui-ci y compris les femmes dont le conjoint travaille, (LINHART [1981]), et sur les cercles vicieux qui refoulent le "quart-monde" dans l'assistance, loin du travail régulier.

En tout état de cause, la critique de droite à la Béneton n'a, pour le moment, aucun écho en France, si ce n'est sur la question bien circonscrite de la date et du montant des "fins de droits" pour les chômeurs. La légitimité de la "solidarité" à l'égard de ceux qui ne peuvent subvenir à leur besoin est acquise depuis l'Ancien Régime, le progrès social en a fait un droit, et non plus une irresponsable libéralité de la charité. Reste la critique de l'inefficience: et c'est celle de Lepage.

2. Au centre-droit: H. Lepage

Contraitement à Bénéton, H. Lepage, tout en se réclamant du conservatisme, concilie un vigoureux appel au libéralisme avec un faible pour une charité cuirassée d'intérêt bien compris. Le secours aux nécessiteux lui paraît légitime: avec l'ancien ministre giscardien L. STOLERU [1977], il reconnaît que la société libérale-démocratique se doit de "vaincre la pauvreté dans les pays riches". Il est donc partisan de l'assistance sous forme d'impôt négatif. D'ailleurs, sur les 448 pages de Demain le capitalisme [1978], hymne aux vertus du marché généralisé et anathème contre l'intervention et la réglementation publiques, il ne consacre que 8 pages à la critique de la protection sociale, et 6 pages sur les 576 pages de Demain le Libéralisme [1980].

Et que dit-il? Qu'il n'y a pas assez de redistribution. Le reproche ne vise pas l'intention, mais l'inefficience. Brassant des centaines de milliards (tout en prélevant des dizaines), le système redistribue indéfiniment l'argent des "classes moyennes" dans un jeu à somme négative. Constat peu original sur lequel Lepage ne donne aucun chiffre (pas même pour préciser l'ampleur des "classes moyennes"). En revanche il applique la théorie des "choix publics" à l'explication de ce phénomène.

Tout d'abord, le caractère public de cette redistribution est rapporté, comme il se doit en individualisme méthodologique, à la stratégie des agents. La charité est une satisfaction, la paix sociale aussi. Mais ces besoins sont plus économiquement satisfaits sous la forme de "biens collectifs" publics. "La redistribution; une assurance anti-conflictuelle... Une explication qui malgré son évidence n'a jamais été citée dans les manuels, que ceux-ci soient néo-classiques ou marxistes" (p. 181).

Passons sur la légèreté de la dernière affirmation: s'il est une explication "triviale" de la protection sociale chez les marxistes, c'est bien celle de "l'armistice sociale", le patronat et son État concèdant durablement les seules "conquêtes ouvrières" qui lui valent la paix. Nous n'aurons nous-mêmes pas grand chose à en dire de plus, si ce n'est qu'elles lui ont aussi valu la croissance. Mais Lepage va plus loin et cherche à expliquer pourquoi ce transfert net minime en faveur des plus défavorisés mobilise un brassage qui atteint la quasi totalité de la population. C'est pour lui un effet du paradoxe d'Hotteling sur le marché des décisions politiques en démocratie: la minorité la plus pauvre ne peut l'obtenir que si elle rallie le centre en une coalition dont l'enjeu est le repartage général.

Explication non sans pertinence, un peu légère dans sa formulation: de fait, les classes moyennes se sont toujours battues pour bén ficier des avantages consentis aux couches plus défavorisées. Mais ce qui étonne, c'est la nécessité d'une explication. Car enfin, les pères de l'État-Providence, les forces sociales qui l'ont imposé, les forces politiques qui l'ont voté, n'ont jamais prétendu en faire un appareil de transfert massif d'une tranche de

revenu à une autre (à l'exception des plus pauvres, qui relèvent de l'assistance budgétaire, et non de la Sécurité sociale d'ailleurs). Si "compensation" et "transfert" il y a, c'est à l'intérieur des différentes tranches ou catégories socio-professionnelles entre les individus qui ont vocation à être normalement insérés dans les circuits de reproduction marchande-capitaliste, et vers ceux d'entre eux qui, à un moment donné de leur vie, ne peuvent pas (maladie, chômage), ou ne peuvent plus (retraite) percevoir normalement leur "revenu permanent", ou ont transitoirement à charge des dépenses liées à la satisfaction du devoir national de natalité. La protection sociale combat la pauvreté du malade, du chômeur ou du vieux, non l'inégalité statistique dont souffre la classe ouvrière par rapport aux classes possédantes.

Comme nous le verrons, la Protection sociale vise fondamentalement à régulariser le revenu des différentes classes sociales, et centralement le rapport salarial, non à remettre en cause le partage du revenu national. Sa crise véritable naît donc de la nécessité d'une modification des normes de ce partage. C'est ce que voit bien Alain Minc.

3. Au centre: Alain Minc

Avec ce très jeune et très brillant Inspecteur des finances, né en 1949, auquel la rumeur prête un passé "gauchiste", promu à la direction du Groupe St-Gobain-Pont-à-Mousson avant sa nationalisation (il en est aujourd'hui directeur financier), la parole revient non à un idéologue abstrait, mais à une incarnation étonnante du "fonctionnariat du capital anonyme" (quoique nettement français). Plus de supputations sur les fondements psychologistes du marché généralisé, mais, sur la base d'une analyse concrète, la froide contrainte du paiement au comptant.

Les "nouveaux économistes", tenants de la théories de l'utilité-rareté, réduisent, on le sait, l'économie à la psychologie (dans la plus complète ignorance des évolutions de cette dernière, telle la psychanalyse). Expliquant le réel par des fonctions (ou ensembles) de préférences non explicitées dans la tête des individus, ils devront tôt ou tard se rallier à "l'axiomatique de la préférence révélée" - révélée par le réel.[5] Au nom de quoi dès lors critiquer un état de fait unanimement accepté (par-delà les grincement de dents, naturels dès qu'il s'agit de payer quoi que ce soit)? "Et s'il me plait à moi d'être battue?"

Avec Alain Minc, le verdict est clair: qu'on le veuille ou non, il n'y a plus de quoi payer. Conformément aux règles du pamphlet savant, Minc pose initialement deux "contraintes", puis promène le lecteur avec compétence et point trop de grâce dans les débats actuels de prospective industrielle internationale et de sociologie politique, puis suggère en quelques pages sa réponse aux contraintes. Contrainte majeure: la croissance est durablement classée à l'échelle mondiale, et l'imbrication des économies interdit à chaque pays, sous peine de déficit dramatique, de "relancer tout seul". Contrainte

UNE ANALYSE EN TERME DE RÉGULATION

Toutes les positions dont nous venons de parler ont un point commun. Elles opposent d'abord des citoyens marchands (ou auto-producteurs) à l'État. Dans ce couple citoyen - État, le débat porte sur le degré de socialisation du revenu monétaire que suggèrent la justice distributive, la nécessité, l'efficience, etc..., du 0 (chez Bénéton) à l'infini (chez Gorz). P. Rosanvallon est le plus conséquent dans l'approche "philosophie politique" et Bénéton dans la problématique "économiste". Mais le couple reste un invariant.

Or, selon le mot célèbre de Marx, "la société n'est pas composée d'individus". La conception même de l'individu en position de citoyen-échangeur est le produit de la généralisation des rapports marchands (DUMONT [1977]). Mais ces rapports ne sont pas les seuls. Outre les rapports domestiques et "informels", abondamment invoqués dans les contributions citées plus haut, nos sociétés capitalistes sont structurées par le rapport salarial. Ce rapport présuppose les rapports marchands et en emprunte les formes, mais ne s'y réduit en aucune manière.[10] Il est totalement impossible de comprendre le développement de la protection sociale en faisant abstraction de ce rapport. La démarche matérialiste doit partir de cette réalité sociale, et montrer d'une part, le processus historique et, de l'autre, la logique du développement de la protection sociale dans les sociétés capitalistes.

Il y a en effet deux manières, complémentaires, d'introduire le rapport salarial. D'une part, l'approche généalogique, diachronique. On montre alors comment la lutte des classes entre ouvriers et patrons "invente" les embryons de la protection sociale, les "compromis institutionnalisés" qui, se généralisant ensuite au reste du salariat, puis aux autres classes sociales, constituent progressivement les dispositifs de l'État-Providence. C'est la voie privilégiée par R. DELORME et C. ANDRÉ [1983]. D'autre part, il y a l'approche structurale, synchronique. On étudie alors quel rôle joue à telle époque, dans tel régime d'accumulation, l'existence d'une telle institution, dans la régulation, c'est-à-dire la résolution des contradictions, du rapport salarial.[11]

Ces deux voies sont rigoureusement complémentaires, comme le remarquent DELORME et ANDRÉ (p. 653 sq.). Déduire des nécessités de la régulation l'émergence de luttes de classes, aboutissant à l'institutionnalisation de ce dont le capital "a besoin", serait tomber dans un "fonctionnalisme du pire", un "machiavélisme des structures", indûment prêté aux théoriciens de la régulation, et d'ailleurs dénoncé par ceux-ci.[12] En revanche, tous les "acquis" de la lutte des classes ne sont pas stables, ils ne le deviennent que s'ils parviennent à s'insérer dans un mode de régulation d'ensemble compatible avec le régime d'accumulation. La configuration d'un certain nombre de formes institutionnelles régulatrices et d'un régime d'accumulation est une "trouvaille" historique, fruit du hasard autant que de la nécessité, même si l'intentionnalité n'en est pas toujours exclue, et si la diffusion d'un pays à l'autre s'appuie sur les succès déjà obtenus.

Nous allons donc présenter très schématiquement ces deux approches, en commençant par l'approche structurale. Elle est en effet de portée générale, et transposable à tous les pays qui se sont trouvés avoir adopté, après la Seconde Guerre mondiale, le même type de régulation. Puis nous reviendrons sur le processus concret qui, en France, a conduit à cette forme du rapport salarial. Nous déboucherons alors sur l'analyse, dans le cadre de la théorie de la régulation, de la crise financière de l'État-Providence.

1. L'État-Providence dans la régulation monopoliste du rapport salarial[13]

Dans le rapport marchand, des unités économiques séparées les unes des autres au sein de la division du travail échangent entre elles leurs produits par le biais de la monnaie. La vente des marchandises (M → A) sanctionne d'une part la validité sociale du travail engagé dans leur production (c'est la "réalisation"), et d'autre part ouvre un droit (le "pouvoir d'achat" de A) sur la production des autres unités.

Sous la forme d'un contrat marchand, le rapport salarial est tout différent. En échange de la mise à la disposition de sa force de travail F, le salarié reçoit du capitaliste une quantité d'argent (le "capital variable V") qui lui permet de se reproduire (à travers les rapports domestiques) en consommant des produits des unités de production capitaliste (V → M). On sait que cet échange laisse au capitaliste un surplus (la plus-value) qui est pour lui le "but" de l'entrée en rapport. Mais ici on s'intéresse à la reproduction du rapport. Comme on le voit, elle suppose de "vrais" rapports marchands (les marchandises capitalistes sont achetées en tant que telles par les salariés et les autres capitalistes) et en outre elle prend la forme d'un rapport marchand (la vente de la force de travail F → V). La suite des opérations sur le "marché des produits" d'une part, sur le "marché du travail" de l'autre, réalise la reproduction du rapport selon le principe bien connu du "double moulinet": sorti de l'entreprise avec son salaire, le salarié n'a bientôt plus que sa force de travail à vendre pour recommencer à consommer, et, sorti de l'entreprise avec ses produits, le capitaliste retrouve un "chiffre d'affaire" qui lui permet d'embaucher à nouveau.

> Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et en même temps dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre

contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail (Marx [1867, chap. 23, p. 417]).

Les flèches en traits pleins de la figure 1 symbolisent ce "double moulinet", auquel il faudrait ajouter une troisième boucle: les échanges des capitalistes entre eux.

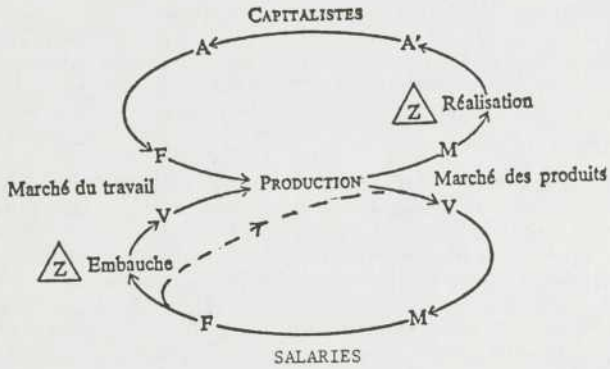


FIGURE 1

Tout irait pour le mieux si toute chose offerte sur le marché était achetée. Or il n'y a aucune raison, et c'est le principe même du rapport marchand: la métamorphose de l'argent en marchandise (A → M) est de droit, celle de la marchandise (M → A) une "épreuve": c'est tout le problème de la réalisation, du "saut périlleux" de la marchandise. L'entrepreneur n'est pas sûr de vendre, et pour autant que la reproduction du rapport salarial prend la forme de la vente individuelle de la force de travail, le salarié n'est pas sûr d'être embauché.

Il peut ne pas l'être parce qu'il est trop vieux, ou malade, ou parce que les entreprises de sa ville ou de sa branche n'ont provisoirement pas besoin de forces de travail (chômage). En outre, pour autant que le salariat comme classe "physique" se reproduit au sein de la famille, il (elle) peut avoir temporairement besoin de s'arrêter de travailler (dans le salariat) pour faire et élever des enfants.[14] Mais alors la métamorphose F → V n'a plus lieu, ce qui bloque le parcours du demi-moulinet Sud-Ouest (A → M), donc la reproduction domestique M → F. C'est désastreux pour le salarié, mais aussi fâcheux pour le capitaliste. D'abord il peut "tenir" à son salarié (qui incorpore un certain savoir professionnel). Surtout, l'insuffisance massive (pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir) de la demi-boucle V → M se traduit pour les capitalistes producteurs de biens de consommations par l'interruption

de la demi-boucle Nord-Ouest (M → A): on ne vend plus assez. Ce blocage se répercute successivement sur les demi-boucles Nord-Est, (les patrons n'embauchent plus), Sud-Est (d'autres ouvriers entrent en chômage), Sud-Ouest, etc... C'est la "spirale dépressive", la "crise de réalisation".

Ainsi, la forme marchande du rapport salarial est-elle, à elle seule, une cause d'instabilité des trajectoires individuelles des salariés, qui rendrait improbable la reproduction de ceux-ci, sans l'existence d'une "providence" qui, en l'état actuel de nos connaissances sur la bonté divine, ne peut venir que de la Famille ou de l'État, celui-ci s'incarnât-il dans une institution religieuse. En outre, c'est la reproduction d'ensemble du rapport salarial qui s'en trouve fragilisée: la reproduction "par la vente directe" de la force de travail ouvre la possibilité formelle des crises cumulatives.

À cela s'ajoute une source d'instabilité, celle-ci propre au rapport salarial dans sa dimension "subsomption réelle"[15]: le bouleversement du procès de travail sous la domination du capital accroît la productivité du travail. Le flot de marchandises M sortant du procès de production direct n'a aucune raison de rester adapté à la masse salariale versée V. C'est le risque de crise de surproduction au niveau V → M, qui se répercute sur toutes les autres boucles. D'où le problème de la régulation du rapport salarial, qui est d'abord une régularisation du moulinet inférieur, qui est ensuite une adaptation du flux V au flux M, du salaire direct à la productivité.

Nous voyons ici se dessiner deux variantes de la régulation capitaliste selon une périodisation intimement liée au développement des forces productives:

- une première forme, que l'on peut appeler concurrentielle, de validation au coup de chaque production-reproduction privée, le parcours, d'étape en étape, des demi boucles,
- une seconde forme, que l'on peut caractériser comme monopoliste, tendant à réaliser, dans l'espace de la circulation, un prolongement des caractères de régularité et de proportionnalité à priori qui sont le propre de la division manufacturière du travail.

Au stade actuel de raisonnement, nous avons relevé ce que doit être une caractéristique décisive d'une telle variante: en ce qui concerne le salariat, cela ne peut signifier qu'une autonomisation du revenu - et de sa dépense - par rapport à la vente individuelle de la force de travail.

Le moulinet inférieur (la reproduction marchande des salariés) ne doit plus pouvoir être interrompu au niveau de l'entrée dans le processus de production: le non-travailleur provisoire doit rester un consommateur. Il faut un "shunt", une dérivation (flèche ⇢) qui saute l'étape de l'embauche

quand le travailleur est malade, retraité, chômeur, qui gonfle provisoirement son revenu quand il a des enfants à charge, etc... Ce flux dérivé est prélevé sur la masse totale V du fond salarial (le capital variable social) qui jusqu'alors était versé au coup par coup aux salariés. Telle est l'essence du "salaire indirect", dont la gestion, d'abord mutualiste, est progressivement transférée sous la tutelle de l'État: c'est le noyau central de l'État-Providence.

À cela s'ajoute bien sûr la possibilité (la nécessité) de régulariser le salaire direct lui-même, et de moduler la croissance de son pouvoir d'achat (comme de celle du salaire indirect) en fonction de la productivité. Dès lors apparaît la possibilité d'ouvrir un crédit de moyen ou long terme aux salariés, gagé sur la régularité institutionnalisée de son revenu.

Les formes structurelles de la régulation monopoliste du rapport salarial seront donc: la contractualisation collective du salariat, la généralisation de formes "longues" et faiblement variables de détermination de la norme salariale (mensualisation, conventions collectives, "contrats de progrès"), l'élargissement du salaire indirect perçu indépendamment de la participation à la production, voire l'engagement des dépenses individuelles en fonction du salaire attendu dans l'avenir (crédit à la consommation pour l'"équipement des ménages": logement, automobiles...).

Ce qui est déterminant dans la mise en oeuvre de ces formes structurelles, c'est le changement de la place des produits de l'industrie capitaliste dans la norme de consommation ouvrière. Ce changement renvoie à un changement dans le mode d'accumulation. On ne peut en effet se lancer dans la production de masse si les "doubles sauts périlleux" restent aussi risqués, si la circulation ne s'appuie pas sur une "société de consommation". En hommage à l'inventeur de la Ford T, on appelle "fordisme" cette transformation conjointe des normes de production et de consommation. Tout ces biens ne s'achètent pas avec un salaire versé au jour le jour!

La mise en place, en France, du fordisme, comme régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse sous régulation monopoliste, ne sera effective qu'après la Seconde Guerre mondiale. Concentrons nous sur le salaire indirect, qui réalise, selon l'expression de MEILLASSOUX [1975], "l'intégration capitaliste à titre viager et non horaire du travailleur dans l'économie capitaliste".

Son institutionnalisation, sa généralisation, s'opèrent nécessairement sous la tutelle de l'État, mieux si des embryons se développent antérieurement sous l'initiative du patronat ou des associations ouvrières. En réalité, l'État est dès l'origine impliqué dans la mise en forme du rapport salarial et dans la reproduction de la force de travail (S. de BRUNHOFF [1976]). C'est lui qui a institué (loi Le Chapelier, 1791) la forme juridique du contrat salarial privé,

affranchi des règles des corporations. Sous cette apparence d'égalité des sujets marchands, c'est lui qui a institué l'inégalité politique de l'ouvrier, l'a assujetti au "livret ouvrier", et édicté que la parole du patron prévaut en cas de contestation.[16] C'est lui qui a confié aux collectivités locales le devoir d'assistance aux laissés-pour-compte. C'est lui qui reconnaîtra enfin aux salariés le bénéfice du caractère particulier du rapport salarial sous sa forme marchande (en reconnaissant le droit de coalition, puis les conventions collectives). C'est lui qui organisera les grandes négociations instituant la Sécurité sociale, rendra l'affiliation obligatoire, et affirmera de plus en plus sa tutelle sur sa gestion. Rappelons en outre qu'il assumera la solvabilisation du besoin de logement et, plus tôt, l'instruction publique obligatoire et gratuite.

Le salaire indirect, qui ne représentait que 5% du salaire direct[17] en 1934, atteint 35% dans les années 50, et se stabilise à 51% entre 1968 et 1973 (voir le tableau 1). Avec la crise, la croissance du salaire direct se brise: comme un stabilisateur automatique, l'assurance chômage prend le relais (tableau 2). Le flux de salaire indirect dépasse 70% du salaire direct en 1981. Un "filet de sécurité" s'est déployé contre la spirale dépressive de la crise. La politique du gouvernement socialiste de F. Mitterrand, en accélérant les départs en retraite, en prenant en charge le salaire des jeunes, en accroissant les prestations familiales, consolidera ce filet, bloquant la croissance du chômage alors que celui-ci s'aggrave très rapidement dans les pays de gestion monétariste-libérale. Cela bien entendu au prix de déficits qu'il faut combler par une hausse des prélèvements, c'est-à-dire par une redistribution accrue des revenus. Au prix d'une compression des revenus directs s'accroît le revenu garanti.

2. Le processus d'émergence de l'État-Providence

En France l'État-Providence eut d'autant plus de mal à se mettre en place que le rapport salarial s'est camouflé plus longtemps derrière le rapport marchand strictement codifié par le Code Napoléon. La révolution française, réalisée par l'association des rares industriels et d'une nuée de petits propriétaires et artisans face au monde de la féodalité et des corporations, institue un double rapport pur d'intermédiaires: l'individu-citoyen-marchand face à l'État d'une part, au marché de l'autre. Le Consulat, l'Empire, la Restauration renforceront le caractère répressif, anti-ouvrier de la ligislation civile. Certes, la révolution de février 1948 inscrit à son fronton le droit au travail, mais les ouvriers sont vaincus en juin. Une nouvelle alliance se scelle entre patrons et petits propriétaires, mais cette fois contre la classe ouvrière. Alliance renouvellée lors de la défaite de la Commune de Paris (1871).

C'est donc dans un pays de "petit producteurs marchands", où la classe ouvrière a subi deux lourdes défaites politico-militaires en 23 ans, que doivent se dégager progressivement les "avantages sociaux". Pour ola seconde raison ils seront très lents, et pour la première raison seront très vite généralisés à la masse des citoyens (à commencer par les fonctionnaires) aussitôt qu'arrachés par la classe ouvrière.

TABLEAU 1

Structure du revenu disponible brut des ménages
(en %)

	1969	1973	1976	1979	1980
Revenus d'activité	72,6	71,7	69,3	66,7	66,4
- salaires nets	47,3	48,2	49,1	47,4	47,8
- EBE des EI agricoles	7,9	8,2	5,7	5,4	4,8
- EBE des EI non agricoles	17,4	15,3	14,5	13,9	13,8
Prestations sociales reçues	25,1	25,3	28,8	31,7	32,4
Autres transferts nets (y.c. impôts)	2,3	3,0	1,9	1,6	1,2
Revenu disponible brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Compte de la nation.

TABLEAU 2

Évolution à moyen terme et par années du
revenu des ménages et de ses composantes
(Taux de croissance annuelle en %)

	1973/1969	1976/1973	1973/1976	1978	1979	1980
Revenu disponible brut						
- nominal	12,8	15,5	13,1	14,5	12,1	12,7
- réel	6,5	3,5	3,3	5,2	1,4	-0,4
- réel par habitant	5,6	3,0	2,9	4,8	1,0	-0,8
Salaires nets						
- nominal	13,3	16,3	11,8	12,5	10,1	13,6
- réel	7,1	4,2	2,1	3,4	-0,5	0,4
- réel par salarié	5,0	3,5	1,4	2,8	-0,6	0,0
EBE des EI agricoles						
- nominal	13,9	2,4	11,0	12,7	12,2	-0,7
- réel	7,1	8,2	1,4	3,8	1,4	-12,3
- réel par agriculteur	13,9	4,7	3,5	6,0	2,8	-11,2
EBE des EI non-agricoles						
- nominal	9,3	13,5	11,4	12,2	11,2	12,0
- réel	3,3	1,7	1,7	3,1	0,5	-1,1
- réel par actif non salarié	4,7	2,5	1,4	2,7	0,3	-1,3
Ensemble salaires nets et EBE des EI						
- nominal	12,4	14,3	11,6	12,4	10,5	12,1
- réel	6,3	2,4	1,9	3,3	-0,1	-1,0
- réel par habitant	5,3	1,9	1,5	2,9	-0,5	-1,4
Prestations sociales reçues						
- nominal	13,1	20,7	16,7	18,3	15,7	15,2
- réel	6,9	8,2	6,5	8,7	4,6	1,8
- réel par habitant	5,9	7,6	6,1	8,3	4,2	1,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine						
- nominal	10,5	22,8	13,5	12,8	13,2	18,8
- réel	4,4	10,0	3,7	3,7	2,4	4,9
- réel par habitant	3,5	9,4	3,3	3,3	2,0	4,4

Source: Compte de la nation.

Dans les pays où la croissance du capitalisme, et donc de la classe ouvrière, ne s'embarassent pas d'entraves "petites-bourgeoises"[18], le processus est beaucoup plus net. En Grande-Bretagne, les lois d'assistance (1601-1662-1782) créent très tôt un "État providence terrien" (à l'usage du du prolétariat des campagnes) qui sera amendé dans un sens libéral-capitaliste (abandon de la loi du domicile fixe) en 1834. Mais c'est surtout l'Allemagne de Bismark qui, face à la montée des sociaux-démocrates, fonde un véritable "État-social": de 1883 à 1889 sont créées une assurance-maladie, une assurance-accident, une assurance-vieillesse, obligatoires pour les seuls ouvriers, gérées par eux, alimentées par des cotisations employeurs-salariés. La Grande-Bretagne rattrapera cette avance au début du XXe siècle.

En France[19], pendant la plus grande partie du XIXe siècle, l'assistance aux nécessiteux n'est qu'un chapitre du maintien de l'ordre, déléguée aux communes et institutions religieuses. L'ouvrier est un libre-marchand du service "travail", mais présumé escroc et de mauvaise foi. Et pourtant, très lentement émerge le salaire indirect et ce, d'abord sur l'initiative de puissantes branches industrielles (les mines, les chemins de fer) qui reçoivent la caution de l'État, et à l'usage exclusif de certaines fractions qualifiées (et dont on recherche la stabilité) de la classe ouvrière. Il existe bien entendu depuis le milieu du siècle des assurances facultatives, des fonds d'épargne, etc..., à l'usage des classes aisées. Mais ce qui est caractéristique de l'État-Providence, c'est l'obligation de cotiser et la garantie publique de la ressource. Or, même en France, ces principes ne se développent qu'à partir du salariat ouvrier, difficilement.

Ce n'est qu'en 1898 qu'apparaît pour l'industriel l'obligation d'indemniser les accidents de travail, un fond de garantie étant créé pour parer à l'insolvabilité. La loi de retraite des cheminots est votée en 1897, mais, en 1898, il n'y a que 60 000 ouvriers couverts par un système de retraite. Une première loi de généralisation et d'obligation de l'affiliation à un système de retraite porte ce chiffre à 1,6 millions en 1913. Cette loi (de 1910) fait obligation (mais sans sanction!) de cotisation pour les employeurs et les ouvriers gagnant moins de 3 000 francs par an; de 3 000 à 5 000 francs l'affiliation est facultative. Il faut attendre l'Entre-deux-guerres, avec la première grande vague d'accumulation intensive, la remontée des luttes ouvrières, l'ombre de la révolution d'octobre et... le retour à la France de l'Alsace-Lorraine, déjà dotée d'une protection sociale moderne, pour que le mouvement s'accélère un peu. 1928: création de l'Assurance-maladie obligatoire pour les salariés "sous plafond". Elle est refusée par les agriculteurs. Les assurances-retraites et accidents de travail sont un peu consolidées. Curieusement, le Front Populaire, dans sa moisson de lois sociales, n'apportera guère d'amélioration à l'État-Providence lui-même, si ce n'est la création des Congés payés, forme non monétaire de salaire indirect, qui contient en germe l'idée très profonde d'une séparation de droit (et non sous la contrainte de la nécessité) entre la prestation de travail et la perception d'un revenu. Là encore, seuls les ouvriers bénéficient d'abord de cette "avancée" à vocation manifestement universelle.

C'est justement à cette époque d'affrontement direct entre patronat et ouvriers sous l'arbitrage de l'État que les classes moyennes, prestatrices réelles de services marchands (même sous la forme du salariat, comme les ingénieurs, ces "professions libérales salariées") commencent à découvrir les avantages du salaire indirect et même du statut salarial. Comme BOLTANSKI [1982] l'analyse très finement, se développe alors un double jeu des classes moyennes: elles qui se sont toujours battues à la fois pour le maintien de la représentation "marchande" de la citoyenneté, elles qui se battent avec d'autant plus d'acharnement pour la conservation de leur autorité déléguée dans la hiérarchie sociale que celle-ci se voit court-circuitée par la grande négociation en cours, commencent à revendiquer pour elles-mêmes les avantages arrachés par la classe ouvrière. En particulier, les cadres, "bourgeois salariés", sont les mieux placés.

La primauté du salariat comme figure normative de la cohésion sociale éclate à la Libération de 1945. Les organisations ouvrières ont porté le gros du fardeau de la Résistance. D'Amérique et d'Angleterre (rapport Beveridge) parvient le modèle de la régulation monopoliste de la croissance fordiste. L'heure a sonné pour la généralisation du salaire indirect, mais alors toute les couches moyennes exigent qu'il prenne la forme d'un État-Providence couvrant l'ensemble des citoyens.

L'article 1 de l'Ordonnance de 1945 institue "une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leur famille contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de familles qu'ils supportent". Mais la loi de 1946 généralise aussitôt la Sécurité sociale et prévoit l'assujetissement obligatoire "de tout français résidant sur le territoire français".

En fait, de sordides marchandages aboutiront à peu près à ce résultat... sous la forme d'un éclatement inextricable de régimes particuliers[20], chaque catégorie sociale préservant ses avantages acquis et, devant la poussée numérique du salariat, exigeant progressivement une "compensation démographique" pour faire financer leurs prestations sociales par d'autres (essentiellement le régime général des salariés). La création en 1958 des assurances-chômages (UNEDIC), venant s'ajouter aux caisses classiques de la Sécurité sociale (maladie-accident-familiale-vieillesse) viendra tardivement compléter le dispositif, tout en renforçant ses caractères. Ceci dit, examinons donc maintenant ces caractères.

Du "compromis institutionnalisé" qui lui a donné naissance, l'État-protecteur à la française porte lourdement la marque.

- Il est exclusivement financé par les revenus d'activité, sous forme de cotisations versées à des Caisses sous la tutelle de l'État mais complè-

tement discinctes du buget de l'État central. En sont donc exempts les revenus de la propriété (fermages, loyers, intérêts, dividendes, etc...) alors que ceux-ci sont assujettis à l'impôt sur le revenu (progressif, et très faible). Les revenus de transferts (donc les retraités) sont pratiquement exempts.

- Même parmi les revenus d'activité, les agriculteurs et patrons de l'industrie et du commerce paient des cotisations relativement faibles. Certes, ils ne bénéficient pas strictement des mêmes avantages. Mais on peut dire par approximation que c'est une partie de la charge salariale des entreprises (et des administrations publiques) qui finance l'ensemble de l'État-Providence.

- Ces prélèvements sont aveugles pour le salarié. Ils prennent la forme de "cotisations-employeurs" (qui n'apparaissent donc pas sur la feuille de paie) et de "cotisations salariées" qui sont directement prélevées à la source. Le salarié n'a à connaître que son salaire net. Mais pour 1 F de salaire net l'employeur verse en moyenne 0,65 F de cotisations. Ainsi est financé un budget social du même ordre de grandeur que le budget de l'État central sans que les "ménages" aient l'impression de sortir quelques chose de leur porte-monnaie. Forme très indolore... mais totalement opaque.

- Les prélèvements sont proportionnels aux salaires jusqu'à la limite d'un "plafond" (équivalent au salaire d'un cadre moyen ou d'ou ouvrier hautement qualifié). C'est l'héritage de l'esprit "assurance" qui a présidé à la constitution de la Sécurité sociale. Ainsi les cadres qui bénéficient de tous les avantages (familiaux, maladies) ne cotisent que sur une partie de leur salaire. Naturellement des "caisses de retraite complémentaires" à gestion paritaire ont été instituées pour assurer les retraites correspondant à la partie du salaire hors-plafond.

Ainsi, l'État-Providence est-il, du point de vue des prestations, un État des citoyens. Mais du point de vue des recettes, c'est essentiellement une collectivisation partielle du salaire, et par le jeu du plafond, majoritairement du salaire ouvrier (ou employé). On peut donc dire que le salariat ouvrier et l'employé co-financent l'État-Providence de tous. D'où un effet global de dégressivité des prélèvements par rapport au revenu que l'on est en droit de trouver choquant, et que ne compensent nullement la linéarité des impôts indirects par rapport à la consommation, ni la progressivité de l'impôt direct par rapport aux revenus. Comme le montre le tableau 3 (qui ne prend en compte pourtant que les "cotisations salariées", alors que les cotisations-employeurs font bien partie, pour l'économiste comme pour l'employeur, de la charge salariale!), les ouvriers et les employés sont imposés à près de 50% sur leur revenus primaires, les cadres supérieurs ne le sont qu'à 42%, les non salariés autour de 25%...

Telle est la structure, puissante, indolore, mais injuste et fragile, qui affronte la crise du fordisme.

TABLEAU 3

Prélèvements rapportés au revenu primaire des ménages en 1976

	Revenu primaire	Impôts directs	Impôts indirects	Cotisation sociales	Total
0 Exploitants agricoles	100	4,4	8,4	7,6	22,6
1 Salariés agricoles	100	2,2	13,2	30,8	46,2
2 Professions indépendantes	100	11,7	6,3	8,6	26,6
3 Cadres supérieurs	100	12,6	9,6	19,6	41,8
4 Cadres moyens	100	7,5	12,5	24,5	44,5
5 Employés	100	4,7	13,2	27,3	45,2
6 Ouvriers	100	3,2	13,2	32,8	49,2
7 Inactifs(1)	100	5,4	11,2	7,1	23,6
(2)	100	11,0	23,0	14,5	48,5
Ensemble	100	7,6	12,1	21,7	41.4

(1) Y compris les pensions de retraite.
(2) Sans les pensions de retraite.

Source: C.E.R.C. - Les revenus des Français, 1977.

3. La crise du fordisme et la crise de l'État-Providence à la française

Les racines de la crise du fordisme ont été analysées ailleurs.[21] L'essentiel est de comprendre qu'il ne s'agit pas directement d'une crise de surproduction, comme celle de 1930, née d'un ciseau entre les gains de productivité engendrés par l'accumulation intensive et la modération de la norme de consommation des salariés. C'est au contraire, à l'origine, une crise de rentabilité: les gains de productivité s'essouflent et ne peuvent plus compenser le maintien au rythme antérieur de la hausse du pouvoir d'achat des ménages et la hausse du coût du capital fixe. D'où une crise de l'investissement, et une tendance à remettre en cause le niveau atteint par le salaire direct. Cette pesée sur la demande finale engendre alors (mais par contre-coup seulement) le mécanisme de la spirale dépressive (croissance du chômage → baisse de la demande → baisse des embauches et de l'investissement → etc...).

Dans une telle crise, l'État-Providence joue un rôle... providentiel pour bloquer ou freiner ce "contre-coup", surtout quand est renforcé le mécanisme de l'assurance-chômage.[22] La "demande" des ménages (de l'ordre

des deux-tiers du produit marchand) se trouve en effet bloquée à la baisse. Mais il ne résoud nullement la crise à la racine, au contraire. D'une part en effet l'activité sur laquelle sont prélevées les cotisations ne progresse plus. D'autre part, les dépenses augmentent. Directement: par les allocations de chômage. Indirectement: par la "médicalisation" de l'angoisse sociale. À quoi s'ajoute la structure démographique de la France: la "catégorie" des cadres quasi-inexistante en 1945, fournit ses premiers contingents de retraités, et en outre, pour faire place au flux de jeunes entrants, on accélère les départs en retraite. D'où la déformation de la structure des dépenses en direction de ces trois postes (chômage, retraite, maladie), qui accélèrent alors que le produit national salarié stagne (tableau 4).

TABLEAU 4

Évolution de la structure des prestations sociales

	En % du total								
	1960	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1980 en milliards de F
Santé	34,1	37,0	36,8	37,2	36,4	36,0	35,8	35,5	232
- Maladie	22,8	27,0	27,6	27,8	26,8	26,6	26,5	26,4	173
- Invalidité, accidents du travail	11,3	10,0	9,2	9,1	9,6	9,4	9,3	9,1	59
Vieillesse, décès, survie(1)	35,1	41,7	42,4	43,1	43,6	43,0	42,9	42,7	280
Chômage, réadaptation professionnelle	1,3	2,0	4,0	4,5	5,0	6,1	6,7	7,0	46
Maternité, famille	29,4	18,8	16,5	14,8	14,7	14,7	14,3	14,6	96
Autres	0,1	0,5	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	1
TOTAL :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	655

(1) Retraites, capital-décès et pensions de reversion.

Source: "Comptes de la protection sociale" - Collections de l'INSEE série C no 82 - décembre 1979 et mises à jour.

La solution de facilité à cette crise du financement consiste à relever les cotisations (de 1 à 2 points par an!). Mais ici on se heurte à la particularité de l'État-Providence à la française: financé sur la charge salariale des entreprises, il aggrave la crise du fordisme. Sur la plus-value, dont la croissance est bloquée, que dévorent déjà les salaires du tertiaire improductif, et que ronge maintenant la hausse du taux d'intérêt réel[23], la hausse des cotisations sociales achève d'anéantir quasiment les capacités d'auto-financement des entreprises. L'épargne brute des sociétés tombe à 10 ou 8 % de la valeur ajoutée, alors que l'on considère que 7% de celle-ci représente les amortissements!

Si "crise de légitimité" de la Sécurité sociale il y a, elle est d'abord là. Alors qu'en tant qu'"assurance de la capacité de dépense" elle joue macroéconomiquement un rôle stabilisateur anti-crise, par la manière spécifique dont elle est financée en France elle enfonce microéconomiquement les entreprises dans la crise. D'où la "révolte contre les charges", exprimée par les entreprises et non par les citoyens (comme en Californie ou en Suède), et d'autant plus violemment exprimée qu'il s'agit de petites entreprises dont les patrons furent et restent farouchement rétifs à l'État-Providence... en ce qui concerne les salariés.

Dans la période de la croissance, en effet, l'extension de la protection sociale financée sur la charge salariale participait, au même titre que le jeu des prix relatifs, à un vaste mouvement de redistribution sur l'ensemble des classes sociales des gains de productivité émanant du secteur productif, plus particulièrement des industries fordistes. Plus largement, la dépense publique (dont une part, il faut le rappeler, consiste en investissement et en dépenses productives de valeurs d'usage) croissait au même rythme que le produit intérieur brut (tableau 5). Avec la crise, la croissance de l'État-Providence creuse l'écart avec celle du produit intérieur, déplaçant de 5% l'an le partage de la valeur ajoutée brute au détriment des profits, mais pas exclusivement au profit des salariés. Du point de vue du capital comme tel, comme valeur anonyme recherchant son auto-accroissement (donc du point de vue de A. Minc), cette évolution est intolérable. La gauche française dans l'opposition n'en avait cure: au bout de deux ans de pouvoir, cela lui devient une priorité; il faut rétablir la capacité d'autofinancement des entreprises. Qui va payer?

C'est en fait cette question qui se cache derrière l'offensive (encore très loin d'être couronnée de succès) sur la légitimité des dépenses, alors que le débat sur la légitimité de la forme des recettes reste circonscrit à de petits cercles d'économistes proches du pouvoir. Nous y reviendrons. Restons-en ici au problème de la légitimité des dépenses.

La Protection sociale, comme organisme de flux réguliers de revenus accompagnant la croissance régulière du régime d'accumulation fordiste, se heurte donc à la crise de celui-ci sous forme d'une barrière de financement,

TABLEAU 5

Taux de croissance annuels moyens (en %) à prix constants

	1947-1966	1956-1974	1959-1973	1973-1979
Production intérieure brute	3,7	5,2	-	-
Produit intérieur brut	-	-	5,4	2,9
Dépenses publique:				
- Total (ET + CL + SS)	8,9	5,3	5,5	8,1
- État central (ET)	8,5	3,8	4,3	5,0
- Collectivités locales (CL)	11,5	7,0	6,7	5,3
- Sécurité sociale (SS)	8,9	7,7	7,6	8,4

Source: Delorme-André [1983].

expression d'une remise en cause de l'évolution du partage de la valeur ajoutée. Mais, plus finement, c'est le principe de la régularité, de l'inconditionnalité de ces flux qui est remis en cause par la nécessité d'un "redéploiement", d'une restructuration du capital. En rigidifiant le revenu des salariés, l'État-Providence allège la "contrainte au travail" qui pèse sur eux. Plus généralement, les subventions aux industries obsolescentes (comme les mines et la sidérurgie), subventions à objectif social qui visent à maintenir le revenu et le statut des salariés de ces branches en les faisant travailler "à perte", tombent aussi sous le coup de la critique des libéraux. Pour la droite (Béneton), n'importe quel revenu distribué à des salariés non productivement engagés ne fait que retarder les nécessaires adaptations guidées par la "main invisible du marché". C'est le fond économique qui se cache derrière l'inutile et injuste accusation de paresse adressée aux chômeurs indemnisés. Bénéton oublie qu'avant de se battre pour les indemnités, les chômeurs se battent pour trouver un emploi, et même auparavant pour garder celui qu'ils avaient, fût-ce un emploi très pénible comme celui de mineur, et dont le maintien coûte parfois plus cher à la collectivité que les indemnités de chômage correspondantes. H. Lepage se garde de l'argument moral (il n'est pas contre l'impôt négatif), mais le fond de sa critique est le même: les interventions publiques faussent le marché qui, lui, trouverait bien l'issue à la crise. Toute l'histoire économique, et en particulier l'histoire des grandes crises et de leur issue, prouve le contraire. Mais la crise du fordisme et de sa régulation monopoliste permet un retour, par la seule force du vide, des thèses libérales: tel est le fond matérialiste de la critique droitière de l'État-Providence.

TABLEAU 6

Bilan redistributif des retraites*

	Pensions P	Cotisations C	P - C	P/C
Classes hommes du "Privé"				
- Cadres supérieurs	929,120	590,280	338,830	1,57
- Cadres moyens	502,700	349,670	153,030	1,44
- Employés	267,430	219,220	58,210	1,28
- Contremaîtres	412,080	322,150	89,930	1,28
- Ouvriers qualifiés	242,520	214,660	27,870	1,13
- Ouvriers spécialisés	221,510	198,510	23,000	1,12
- Manoeuvres	157,150	150,680	6,470	1,04
- Personnels de service	248,080	172,810	75,270	1,43
- Salariés agricoles	179,950	171,790	8,160	1,05
- Exploitations agricoles	120,360	24,380	95,980	4,94

* Il s'agit d'un bilan sur la durée de vie des prestations reçues et des cotisations versées. Ce bilan est établi sur la base de la législation de 1976.

Source: J. P. Launay - Modèle BABAR. Direction de la Prévision.

De même, la politique familiale passe principalement par la "dépense budgétaire", sous forme d'un "quotient familial" servant au calcul des impôts directs. Ceux-ci étant assez progressifs, les enfants (ou les épouses!) des riches sont subventionnés considérablement plus que ceux des pauvres (de 2 à 10 fois plus entre manoeuvres et cadres supérieurs). Enfin, il est connu que la consommation médicale est d'autant plus élevée que les revenus le sont.[25]

"Décharger les entreprises" et répartir plus équitablement le fardeau exige une extension générale de l'assiette des prélèvements: de la masse salariale (où ils sont essentiellement concentrés) à l'ensemble du revenu national, ou au moins à l'ensemble du revenu des ménages, soit sous la forme de l'impôt sur le revenu, soit sous la forme d'impôt indirect sur la consommation. Alors seulement la protection sociale deviendra ce qu'elle prétend être, et qu'elle est devenu seulement du côté des dépenses: une solidarité entre citoyens, et non plus un salaire indirect pillé par les non-salariés. Citons un seul chiffre: le financement des allocations familiales, actuellement assuré par les employeurs à raison de 9% de la masse salariale, exigerait un impôt linéaire sur l'ensemble

des revenus de 6% seulement. Ce qui laisserait (en supposant que les entreprises transfèrent 6% au salaire direct, ce qui serait une opération blanche pour les salariés sous plafond) 3% d'épargne brute supplémentaire: soit une hausse de 30% de la capacité d'autofinancement des entreprises.

Naturellement, la fiscalisation complète, par l'impôt sur le revenu progressif, de toute la Sécurité sociale, qui se traduirait par un décuplement de l'impôt direct et un repartage général du revenu des classes sociales au bénéfice des ouvriers et des employés, est totalement impensable en l'état actuel du rapport des forces entre les classes en France. Elle pourrait cependant s'étendre progressivement, avec une généralisation du prélèvement à la source, et combinée aux impôts directs, en commençant par le financement des prestations les plus ouvertement "universalistes", la famille et (ce qui est un beaucoup plus gros morceau) la santé.[26] En revanche, les cotisations de chômage et de retraite, qui ressemblent le plus à une forme d'épargne de précaution organisée, modulant le revenu de la vie active sur l'ensemble de l'existence, semblent n'appeler (du côté des recettes) que des modifications techniques, alignant les cotisations sur l'espérance de vie à la retraite, et faisant davantage contribuer ceux qui risquent le moins le chômage.

3. Du côté des dépenses: des problèmes spécifiques

Nous avons remarqué au passage que les prestations sociales se divisaient en deux groupes: celles qui couvrent des dépenses précises (famille, soins médicaux) et celle qui assurent un revenu permanent par-delà les aléas (chômage, retraite, indemnisation des congés médicaux). C'est par rapport à cette diversité que doivent être abordées les questions des "économies" ou encore de la "substitution de l'autonomie à l'assistance", deux notions dangereusement confondues... Derrière ces questions se cachent les rapports: marchands/non marchands, activité/loisir, etc.

Voyons d'abord les dépenses "affectées". Ce sont les seules par lesquelles l'institution "État-Providence" semble restreindre la liberté des choix et l'initiative du citoyen, c'est par elles que passent la "pression sociale" sur la structure de consommation des individus. Dans le cas des allocatons familiales, il s'agit d'un véritable choix social, très centralisé, d'inspiration nataliste. On peut discuter de son efficacité positive. Ce qui est certain, c'est que leur suppression rendrait encore plus difficile d'avoir des enfants, car il est connu que le revenu par tête d'un ménage dépend, au moins autant que du revenu du chef de ménage, du nombre d'enfants. Sauf à pénaliser les familles, les "économies" ne peuvent venir que d'une collectivisation microsociale de certaines activités domestiques, qui risque de se solder par un transfert de charges en direction du travail féminin gratuit...

Il ne saurait être question, au nom des nécessaires économies, d'entonner le grand air de la "contreproductivité" de la médecine moderne. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la médecine devenue gratuite a quasiment

4. Le "pamphlet savant" est un livre qui vise à développer une idée qui autrefois se serait contentée d'un article de revue ou d'un court libelle. La restructuration de la scène idéologique par les médias de masse condamne aujourd'hui ces formes d'expression: ni un article isolé dans une revue, ni un libelle ne peuvent justifier une campagne publicitaire. Le "pamphlet savant" est donc un pamphlet gonflé jusqu'à la taille d'un livre respectable en volume, par incorporation des résultats d'études savantes, les références mathématiques, historiques ou philosophiques, incontrôlables par un public de masse, étant censées renforcée le poids de la thèse. Tous les livres que nous allons citer ne se conforment évidemment pas à ce schéma: il y a loin de dinosaure de Bénéton à l'oiseau de paradis d'André Gorz.

5. Les "nouveaux économistes" évoquent parfois les "effets pervers". Mais comment savent-ils qu'ils sont "pervers"? Et si le but réel et tacite de la coalition majoritaire qui vote l'assistance chômage était justement d'exclure une partie de la population du marché du travail (thèse du "vétéromachisme" de Michel Albert [1982]) et de fournir à la petite bourgeoisie intellectuelle des emplois de bureaucrates sociaux?

6. Concept que Minc ne définit jamais de façon cohérente. Il ne faut l'entendre ni dans son acception classique, ni dans son acception gramsciste. C'est en gros, chez Minc, la flexibilité et l'esprit d'en treprise des individus.

7. C'est-à-dire la tendance de tous les groupes sociaux, y compris les salariés, à se constituer en clientèle de l'Etat.

8. D'une façon générale, P. Rosanvallon [1980] sous-estime la sauvagerie des formes d'exploitation dont "l'économie souterraine" est le siège, exploitation des femmes, des enfants, ou tout simplement exploitation capitaliste "non-déclarée", fraudant la Sécurité sociale, le fisc, et ignorant la législation du travail, et condamne trop vite la tentation de l'État d'y mettre le ho-là. La CFDT elle-même en vient à s'inquiéter du projet de J.J. DUPEYROUX [1983] de donner aux victimes de cette exploitation le droit de porter plainte contre les organisateurs du travail noir! La haine de l'État-Protecteur fait de tels ravages qu'on en vient même à gauche à parler de "délation" pour désigner l'activité minimale des délégués syndicaux: faire respecter le droit...

9. Ayant subi de rudes critiques de la part des féministes lors de la parution de l'ouvrage de [1980], A. Gorz prend maintenant bien soin de souligner que l'exploitation domestique n'a rien à voir avec l'activité autonome.

10. Voir l'analyse des rapports constitutifs du mode de production capitaliste dans LIPIETZ [1979].

11. La distinction de différents "régimes d'accumulation" et "modes de régulation" et leur couplage a été introduite par le rapport CEPREMAP [1977] dont sont issus BOYER, MISTRAL [1983], LIPIETZ [1979], etc...

12. Voir par exemple ma réflexion [1983] sur la structure des rapports internationaux en termes de "configurations" et de "trouvailles".

13. Je reprends ici certains développements de LIPIETZ [1979].

14. En outre, les besoins d'argent des ménages salariés varient avec le nombre d'enfants à leur charge, ce dont le rapport salarial d'embauche ne pourrait pas tenir compte s'il était vraiment un pur rapport marchand.

15. Ou rapport d'"appropriation réelle" ou de "possession": la maîtrise du procès de travail direct.

16. En France le "délit de coalition" sera aboli en 1864, l'égalité juridique entre patrons et ouvriers (sur le chapitre de la bonne foi présumée) établie en 1868, le livret ouvrier supprimé en 1890.

17. Comme on sait, et pour les raisons que nous verrons, l'État-Providence s'est rapidement étendu à tous, non salariés compris. On ne peut malheureusement pas isoler les transferts sociaux à destination du seul salariat. Nous comparons donc le "salaire indirect" de tous les ménages au salaire direct des seuls salariés.

18. Voir les "fiches historiques" de ROSANVALLON [1981], qui soulignent de façon aveuglante le lieu particulier de l'État-Providence au rapport salarial et contredisent ses analyses sur leur lien au rapport marchand.

19. Nous suivons, en nous en tenant à la seule couverture sociale, la synthèse de DELORME et ANDRÉ qui examinent l'ensemble du rapport État-salariat (donc y compris législation, logement, école...).

20. On en trouvera un tableau encore simplifié dans le rapport du C.E.R.C. [1982].

21. Voir AGLIETTA [1976], BOYER et MISTRAL [1983], CLERC, SATRE-BUISSON et LIPIETZ [1983], CORIAT [1979], LIPIETZ [1979, 1982], etc...

22. En 1974, l'allocation chômage des licenciés économiques cotisants de l'UNEDIC est portée à 90% du salaire antérieur, pour trois mois deux fois renouvelables...

23. Cette hausse de la charge financière est la forme, propre à la régulation monopoliste et à sa crise inflationniste, de la dévalorisation du capital - Voir LIPIETZ [1983].

24. Face à la montée des thèses illichiennes, écologistes, anti-productivistes, au moment même de l'entrée en crise du fordisme, j'ai moi-même hésité sur la caractérisation conjoncturelle de ce type de critique. Voir par exemple mes articles des Temps Modernes, décembre 1976, juin 1980, etc..., avec leur difficile rapport à l'évolution d'André Gorz.

25. Il existe de multiples études sur ces sujets. Voir BLUM-GIRARDEAU [1981], CERC [1982], ou le rapport du CREDOC: "Les prestations-maladie par catégorie de famille" de Hatchuel et Mannoni (décembre 1982).

26. Le gouvernement de gauche s'oriente dans ce sens: déclaration d'intention en ce qui concerne les allocations familiales, et décisions ponctuelles de fiscalisation (handicapés, avortements...). En mars 83, un impôt linéaire de 1% sur le revenu est institué, destiné prioritairement à la Caisse d'Allocation familiale.

27. Sur les déterminants des dépenses de santé, voir SAILLARD [1979].

28. Ce qui pose le problème de la "juste concurrence" entre le travail informel-marchand ainsi "blanchi" et la petite production marchande artisanale "régulière". Cela peut passer par une modification du régime fiscal des artisans, mais implique une répression accrue du salariat clandestin.

29. Il arrive aujourd'hui que les indemnités de chômage soit débloquées d'un coup pour six mois à des collectifs de travailleurs décidant de reprendre à leur compte, sous forme de coopérative, leur entreprise en faillite. La Caisse d'assurance-chômage fait alors simplement le pari économique que la coopérative vivra plus de six mois... Mais c'est une manoeuvre à la limite de l'actuelle légalité, et il est encore plus rare de créer des emplois ex-nihilo avec les allocations de chômeurs décidant de se regrouper pour entreprendre quelque chose.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA, M. [1976]
  Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris.

- ALBERT, M. [1982]
  Le pari français. Le nouveau plein emploi, Seuil, Paris.

- BENETON, P. [1983]
  Le fléau du bien. Essai sur les politiques sociales occidentales, R. Laffont, Paris.

- BLUM-GIRARDEAU, C. [1981]
  Les tableaux de la solidarité, Economica. La documentation française, Paris.

- BOLTANSKI, L. [1982]
  Les Cadres, Minuit, Paris.

- BOYER, R., MISTRAL, J. [1983]
  Accumulation, inflation, crises, 2e édition refondue, P.U.F., Paris.

- de BRUNHOFF, S. [1971]
  L'offre de monnaie, Paris, Maspéro.

- C.E.R.C. [1982]
  Comparaison des régimes de sécurité sociale, La Documentation française, Paris.

- CLERC, D., LIPIETZ, A., SATRE-BUISSON, J. [1983]
  La crise, Syros, Paris.

- CORIAT, B. [1979]
  L'atelier et le chronomètre, Bourgois, Paris.

- DELORME, R., ANDRÉ, C. [1983]
  L'État et l'économie, Seuil, Paris.

- DUMONT, L. [1977]
  Homo Aequalis, Gallimard, Paris.

- DUPEYROUX, J.J. [1983]
  "La délation. Un point de vue sur le travail noir", Le Monde, 19 janvier.

- GORZ, A. [1980]
  Adieux au prolétariat, Galilée, Paris.

- GORZ, A. [1983]
  Les chemins du Paradis. L'agonie du capital, Galilée, Paris.

- GREFFE, X. [1983]
  "L'assurance, c'est la société duale", Inter-Social no 89, mars.

- LAFAY, J.D. [1983]
  "Les effets - prix de la protection sociale", Analyses de la SEDEIS, janvier.

- LEPAGE, M. [1978]
  Demain le capitalisme, Librairie générale française, Paris.

- LEPAGE, M. [1980]
  Demain le capitalisme, Librairie générale française, Paris.

- LINHART, D. [1981]
  L'appel de la sirène, Sycomore, Paris.

- LIPIETZ, A. [1979]
  Crise et Inflation: pourquoi?, Maspéro, Paris.

- LIPIETZ, A. [1982]
  "Derrière la crise: la tendance à la baisse du taux de profit", Revue Économique no 2, mars.

- LIPIETZ, A. [1983A]
  Le Monde Enchanté de la valeur à l'envol inflationniste, La Découverte-Maspéro, Paris (à paraître en septembre).

- LIPIETZ, A. [1983B]
  "Les transformations dans la division internationale du travail", intervention au Colloque Le Canada et la nouvelle division internationale du travail, Ottawa, 28-29-30 janvier 1983, miméo CEPREMAP 8302.

- MARK, K. [1867]
  Le Capital, Livre I, Garnier-Flammarion, Paris.

- MEILLASSOUX, C. [1975]
  Femmes, greniers, et capitaux, Maspéro, Paris.

- MINC, A. [1982]
  L'après-crise est commencé, Gallimard, Paris.

- PARKER, H. [1982]
  "The Moral Hazard of Social Benefits: A study of the Impact of Social Benefits and Income Tax on Incentives to Work", Research Monograph, no 37, Institute of Economic Affairs, London.

- ROSANVALLON, P. [1980]
  "Le développement de l'économie souterraine et l'avenir de sociétés industrielles", Le Débat no 2, juin.

- ROSANVALLON, P. [1981]
  La crise de l'État-Providence, Seuil, Paris.

- ROSANVALLON, P. [1983]
  Misère de l'économie, Seuil, Paris.

- ROWBOTHAM, S., SEGAL, L., WAINWRIGHT, H. [1980]
  Beyond the fragments, Merlin Press, London.

- SAILLARD, Y. [1979]
  "Croissance des dépenses de santé: quelques éléments pour une approche en terme de régulation", Journées d'Économie sociale, CNRS-Paris X, miméo, juin.

- STOLERU, L. [1977]
  Vaincre la pauvreté dans les pays riches, Flammarion, Paris.

Chapitre 3

THATCHERISM, THE NEW RIGHT AND THE WELFARE STATE

Ian GOUGH*

This paper tries to answer four questions. What has happened to the British Welfare State under the Thatcher government since 1979? What is the essence of the New Right critique of the welfare state? What is its link with the contemporary politics of Thatcherism? Why (at the time of writing) are these policies apparently so popular?

As such it represents, for me, a venture into new fields and away from political economy. It does not negate the analysis of the political economy of the welfare state, or of the British crisis and the long-term decline of the British economy. But this paper tries to go further to consider the specific mediations between these underlying structures and processes and their manifestation in ideas and practical politics. An earlier paper[1] attempted to do this but in retrospect did not not go far enough. Two of its conclusions appear to have been borne out: the prospects for renewed capital accumulation under Thatcherism remain slight, and problems in the sphere of social reproduction have multiplied. But the third conclusion - that these problems would be manifested as a crisis of political legitimacy - has not been realised. This illustrates that the original argument remained overly deterministic, deriving political outcomes too directly from an analysis of the objective contradictions of the capitalist welfare state, and underplaying the role of ideology and politics. It is this gap that the present paper tries to start to fill.

WHAT HAS HAPPENED TO THE BRITISH WELFARE STATE?

Observers from all points on the political spectrum are agreed that the present government policies mark a sharp break with the consensus politics of the last forty years. They are also agreed that Thatcherism marks a qualitative questioning of the goals of Keynesian economic policy and Beveridge-type social policies, over and beyond an attempt to reduce their quantitative expenditure. Let me begin here by briefly summarising each of these developments.

* Professeur d'économie au Département d'administration sociale, Université de Manchester.

SOCIAL EXPENDITURE IN THE U.K.
% changes at constant prices

	1975/6-79/80	1979/80-83/4	
	Volume terms	Cost term	Estimated volume terms(1)
Social security	9.8	19.9	19.9
N H S	6.9	12.1	4.4
Personal social services	7.7	5.9	- 1.1
Education	- 6.0	- 5.0	-11.4
Housing	-13.9	-58.1	-60.9
Employment services	10.5	65.4	54.5
TOTAL SOCIAL SERVICES	0.9	6.0	2.0
TOTAL PUBLIC EXPENDITURE	- 1.6	6.0	-

(1) An attempt to estimate comparable figures for this period. It deflates the cost figures in the previous volume by the excess inflation rate in general government costs over that of GDP costs, for all items except social security, which is a transfer item.

Source: Public Expenditure White Papers, Cmnd 8175 (1981) and Cmnd 8789 (1983).

First, the quantitative cuts in expenditure on the social services. The table below in fact shows that these began with the Labour government in 1975. Total social spending rose only 1% in the four years up to financial year 1979/80 (which coincided with the first year of the Conservative administration, but the spending plans were laid down by the outgoing labour government). Within this stagnant total, housing and education were cut back severely whilst the other sectors expanded somewhat. The next column of the table shows the record of the Thatcher government in the four years up to the present and including its plans for financial year 1983/84. At first sight it reveals a more substantial growth in real expenditure of 6% over the four years, but this is suspect because it fails to take into account the above average cost inflation in the public services. I have tried to discount this in the next column to obtain an estimate of what has happened to the real funding in social services, and the result is a growth of only 2% in real social expenditure over the whole period. Secondly, the divergences between different components of social policy are wider still: the cost of social security and employment services has mushroomed with the tripling of unemployment whilst spending on the national health service has risen somewhat, but education and notably housing continue to bear the burden of the cuts. Thirdly, it should be remembered that in areas such as health and the personal social services expenditure needs to rise (some estimate by between 1% and 2% a year) just to keep pace with growing social needs brought about by demographic changes such as the aging of the population.

These crude aggregate figures of social expenditure hide the numerous ways in which cuts in funding have taken place. They include reduction in some state benefits, staff reductions, pay restraint for public employees, higher council house rents and charges for some other social services, a reduction in housing and transport subsidies, cuts in capital expenditure, and privatisation of some state services.[2]

Whilst the cuts in welfare spending undoubtedly date from the 1974-79 Labour government, there is one significant difference here between the records of the two parties. The Labour government framed the cuts as a short-term response to the economic crisis of 1975 and to the demands of the I.M.F. The Thatcher administration on the other hand see the cuts as a long-term and cumulative process of reducing the share of public expenditure in the G.D.P. (with the proviso that defence spending will continue to grow in real terms by at least 3% p.a.).

Turning to qualitative shifts in policy, we see much more clearly the ideological critique and restructuring of the welfare state which is such a distinctive component of Thatcherite politics in Britain today. A list of policy shifts that have taken place in the last few years would include the following:

- the rapid growth in sales of publicly-owned housing to previous tenants at subsidised prices;

- the development of more punitive policies for certain juvenile offenders;
- the institution of a new Youth Training Scheme open this year to all unemployed school leavers, coupled with reduced funding for the formal education system;
- the reduction in state benefits for the families of workers on strike;
- the growing surveillance of supplementary benefit claimants via more and more social security inspectors (at the same time that the number of wages councils inspectors monitoring low wages has been cut).

In these and other areas we see examples of the restructuring of the welfare state which I predicted in 1978[3]: privatisation, a closer gearing of social policy to the needs of the labour market and the tighter surveillance and social control of certain groups, e.g. young people and state claimants. Nevertheless it must be said that, with the exception of housing, there has been no radical overhaul of the basic structures of the welfare state as yet.

However, this may all soon change if the Conservative party are elected to another term of office. Two policy documents have been "leaked" in the past year which indicate the direction of the government's latest thinking on the welfare state.

In September 1982 it was revealed[4] that the Central Policy Review Staff were considering the following options to achieve radical cuts in public spending:

- ending state funding of higher education and (less certainly) a system of education vouchers for schooling;
- raising social security benefits by less than the rate of inflation;
- replacing the National Health Service with private health insurance, and in the meantime charging for visits to the doctor and charging more for drugs.

More recently, in February, 1983, confidential papers of the Cabinet's Family Policy Group were leaked[5], containing inter alia the following proposals for a radical re-orientation of social policy goals:

- the domestication of women and a greater role for the family in caring for "the disabled, the elderly and unemployed school-leavers";
- more parental rights, for instance over their children's education, and responsibilities, e.g. for the misdemeanours of their children;

- a greater role for voluntary organisations and voluntary labour in the provision of social care;
- the reduction in the power of certain professions;
- more private provision and consumer choice, via the privatisation of some state services, the encouragement of personal savings etc.

Thus there is good reason to believe that future social policy, should the Conservative government be re-elected, will question the ends and means (in short the ideology) of the post-war welfare state much more than up to now, in part as a response to the problems brought about by the attempted cut-backs of the past eight years.

THE PHILOSOPHY OF THE NEW RIGHT

In understanding Thatcherism as a political ideology and political movement it is first helpful to consider the philosophy of the New Right which quite explicitly underpins the thinking of some members of the Cabinet. That This is so was revealed by Sir Keith Joseph who issued his civil servants with a reading list on being appointed Secretary of State for Industry.[6] It included a range of authors from Adam Smith and de Tocqueville to Schumpter, Robbins and Sir Keith himself.

Here I will focus on the two most powerful and best-known exponents, the duo of Nobel prize winners Friedrich Hayek and Milton Friedman. My purpose is merely to indicate those strands of their thinking which seem to have influenced the policy of the present British Government, and does not extend beyond that. At the risk of gross simplifications, the central ideas which they expound appear to me to be the following.[7]

First the prime value in human affairs should be that of liberty. It is the source and condition of other desirable values. Liberty is interpreted as the absence of coercion, which is defined by Hayek as "the control of the environment or circumstances of a person by another that, in order to avoid igreater evil, he is forced to act not according to a coherent plan of his own but to serve the ends of another".[8] This would appear to constitute a very broad concept of coercion, but later on in this work Hayek restricts it by including the intent to coerce as a part of his definition.

> "Even if the threat of starvation to me and perhaps to my family impels me to accept a distasteful job at a very low wage, even if I am "at the mercy" of the only man willing to employ me, I am not coerced by him or anyone else. So long as the act that has placed me in my predicament is not aimed at making me do or not do specific things, so long as the

> intent of the act that harms me is not to make me serve another person's ends, its effect on my freedom is not different from that of any natural calamity - a fire or a flood that destroys my house or an accident that harms my health".[9]

The result of this is to identify the state as the prime site of coercion and thus as the major institution restricting liberty today. To argue that such coercion may be motivated by the goals of equality and social justice is invalid since for both Hayek and Friedman these are in conflict with the goal of freedom.

Second the free market is perceived as the primary guarantee of freedom, harmony and efficiency. Friedman argues that the market acts in this way, provided that transactions are voluntary and informed.[10] Hayek advances another argument; that no one person can know more than a fraction of the information available in society, that society advances by making use of "dispersed" knowledge, that the market mechanism best ensures the utilisation of dispersed knowledge, and that central planning is thus bound to fail.[11]

Thirdly, in the view of Hayek and Friedman the state has grown far beyond the minimum functions which it must necessarily perform to safeguard a free society. On the one hand there is a range of functions which the state should perform, and Hayek would appear in some of his writings to draw the boundaries wider than would Friedman. He would include the state guarantee of a minimum level of income, education and health, for example, but argues that it is fallacious to equate this with compulsory state provision of these services.[12]

On the other hand Hayek, in his later writings in particular, warns against the dangers of excessive politicisation of Western societies through the operation of unrestrained democracy. Majority rule leads to the encroachment of government on private life and the private sector, and necessarily leads to a gradual transformation of the spontaneous order of a free society into a totalitarian system. This politicisation is paralleled by the growing power of organised interest groups to which democratic government becomes "a slave". The most important interest groups which work against the general interest of society are producer-dominated pressure groups, notably the trade unions, and the state bureaucracy itself. The first generates increasing class conflict, the second increasing state intervention and public expenditure. These processes all undermine the sphere of operation of the market and they constrain the freedom of individual members of society.[13]

Hayek's concern to distinguish the representative institution which "lays down the rules of just conduct" from that which "directs government", leads him in The Political Order of a Free People to devise a model constitution which would reduce both the "tyranny of temporary majorities" and the power of organised interest groups. Under this an upper chamber, which would

establish the general rules of government, would be based on suffrage excercised once in a lifetime by those aged over 45; those elected would sit for fifteen years; and civil servants, old age pensioners and the unemployed would not have the vote.[14]

I have tried to outline here, in an extremely schematic and simplistic fashion, the essential components of the new right philosophers views on values, the nature of society and the nature of the state. Methodologically, philosophically and sociologically they constitute a restatement of a world-view perhaps best characterised as "individualism". Unfortunately there is not the space here to develop a critique of these ideas; but that is in any case not central to my purpose which is to link this philosophy with the political practice of the Thatcher government in Britain.

THATCHERISM AND THE NEW RIGHT

The central argument here is that Thatcherism as a political elements from the new right and from what might be called traditional conservatism.[15] At the same time and in both cases it translates theoretical ideologies into practical ideologies or popular idioms, linking them with traditional values and "common-sense" thinking. I will illustrate this below by focussing on the restructuring of the welfare state outlined in the first section.

The influence of the New Right can be seen in three main ways. First, the values of individual freedom and responsibility inform much of the governments rhetoric on the welfare state, and Hayek and Friedman's critique of the overgrown state translate fairly directly into an unsympathetic attitude towards the welfare state. The emphasis on individual responsibility, on the creation of dependence through excessive state welfare, and on individuals' freedom to choose underpins much of the ideological critique of welfare adumbrated in section 1.

Second, the economic ideas of Friedman in particular translate rather directly into the monetarist policies pursued with considerable zeal especially in the earlier days of the Thatcher government. However, monetarism is one form that the principles of liberal political economy can take, and perhaps too much emphasis should not be placed on that form. In fact recently the political repercussions of higher interest rates, because of their effect on house-buyers, has led the Thatcher government to a looser monetary policy but to even tighter fiscal controls over public spending. But the alleged links remain between high public spending and inflation, between high taxation and restrictions on entrepreneurial initiative, and between excessive social benefits and the incentive to work.

Thirdly, Hayek's thesis of excessive politicisation, the tyranny of majoritarian democracy and the power of organised interest groups find several echoes in the politics of Thatcherism. In particular it has sought to

reduce the power, and alter the nature, of trade unionism via high levels of unemployment, legal sanctions, changes in the social security system, and the abandonment of much tripartite consultation. But the government has also taken action against other organisations in the welfare field, for example by abolishing in 1980 the Supplementary Benefits Commission, a quasi-autonomous body within the DHSS responsible for administering the major assistance benefit scheme in Britain. In all this the government, and Mrs. Thatcher herself, has consistently utilised the rhetoric of appealing to the common sense and understanding of the "silent majority" when challenging the vested interests of these "organised minorities".

It is not difficult, I think, to establish such links between the philosophy of the New Right and the politics of Thatcherism. But Thatcherism is more than just that. It also draws on some of the themes of traditional conservatism. I am not competent to develop in any rigorous ways the themes of traditional conservatism, but the following appear to be central at least to British conservatism.[16]

- Nationalism and patriotism. This in Hayek's view is a major difference between the "true liberal" and the conservative.

- The family, as an institution of crucial importance in preserving desirable values and practices. Though the New Right certainly does not condemn the family, it does not, I believe, appear as an indispensable element of a free society in their thinking.

- The community. Traditional conservatism views society as a structure of classes between which mutual obligations ensure an organic solidarity. Appeal to the values of justice and national harmony here conflict with the New Right's emphasis on individualism.

- Authority and order. The state is not perceived in the same negative light as it is by the New Right. "In general it can probably be said that the conservative does not object to coercion and arbitrary power so long as it is used for what he regards as the right purposes".[17]

- Tradition and history. There is a sharp distrust of dogma or general theories, and a preference for practical wisdom accumulated over time.

Links can be discerned between some of these precepts of traditional conservatism and the politics of the contemporary Conservative government in Britain. The theme of nationalism has been a dominant one and has appeared in several forms, for example, the strengthening of the armed forces and the covert links between race and citizenship in the new Nationality Act. It was most clearly revealed in the decisive confrontation of the Falklands war. Policies to buttress the family and re-assert a traditional role for women are a centrepiece of current government thinking over the reform of the welfare state. Lastly the theme of strong government, authority and order has found

echoes in the language of government spokespersons and in the substance of some government policies: increased financing, recruitment and re-equipment for the police force; more punitive attitudes towards juvenile crime; the increasing control of central government over the finance and operations of local government (this last is in direct contrast to the New Right precept that if there are to be government - provided services, the more local the better).

The other two theme - community and traditionalism - find a less secure foothold in the politics of Thatcherism, indeed these are the two areas where the "wets" in the Conservative party have most persistently criticised present government policies. They call on Disraeli's Toryism which "with its national principles, its profound sense of the organic nature of society, its compassion for those in need ... was sharply opposed to what he called the "brutalitarianism", "the school of Manchester" ... who would refashion England with their harsh logic and their pitiless economic doctrines".[18] These references to the themes of national community and empirical politics have had some influence in moderating the language of even Mrs Thatcher herself, but they remain at odds with the philosophy of the New Right.

However in other respects the two ideologies are more congruent. In particular there is an affinity between the nationalism of traditional conservatism and the New Rights' concepts of "society's general interests" which a strong state, somewhat immune from direct democratic control, must necessarily defend. Indeed the most important aspect of Thatcherism is the way "it combines the resonant themes of organic Toryism - nation, family, duty, authority, standards, traditionalism - with the aggressive themes of a revised neo-liberalism - self-interest, competitive individualism, anti-statism".[19]

One link derives from the fact that a strong state is necessary to re-establish a fee market economy, as Gamble has noted.[20] "The ambition of the social market strategy is breathtaking. It seeks decisively to reverse all the gains and encroachments which the labour movement has made both politically and industrially in the last fifty years".[21] This requires firm, resolute national leadership and the resources of state power to carry it through. Nor does it necessarily imply a minimal state: though State responsibilities are to be rolled back in areas such as welfare, they need to be extended in other spheres. "'Free market-strong state'; around this contradictory point, where neo-liberal political economy fuses with organic Toryism, the authentic language of Thatcherism has condensed".[22]

But an equally important link between traditional conservatism and the new right has also been forged. In essence it is the former which enables the latter to gain a purchase in popular consciousness. There are few votes to be gained in monetarism, but Thatcherism has succeeded in harnessing the more resonant themes of conservatism, such as "nation" and "family" to project the nostrums of the New Right. "Thatcherism discovered a powerful means of translating economic doctrine into the language of experience, moral

imperative and common sense".[23] One example would be the way Mrs Thatcher likened the national economy to a household budget, in which prudent management, "not living beyond one's means" etc. was essential for national economic revival. Another is the way in which the assault on welfare expenditure has been justified by vilifying "scroungers" who live on State handouts and thus on the industry of others: "the idle, the feckless and the failures" in the words of one government minister.

It is this mix between the doctrines of the new right and the traditional values of conservatism which have been used in the attempt to cut back and restructure the British welfare state since 1979.

THE POPULARITY OF THE THATCHERISM

At the time of writing (May, 1983) opinion polls show the Thatcher government to be unprecedently popular, leading the Labour Party by around ten percentage points. The possibility that the Conservative party will win outright at the June 9th election now looks more certain. How can we account for the continuing popularity of a government that has presided over an unprecedented economic slump, "unthinkable" levels of unemployment, the destruction of sections of British industry and the impoverishment of many cities and millions of people?

The following notes can do no more than suggest some answers to this question. First, some of the social policies of the Thatcher government appear to be in tune with the attitude of a majority of the British people. Many of the unemployed do not blame the government for their plight, but the world recession.[24] A majority of the population as a whole believe that social benefits are too generous, too easy to obtain and make people lazy.[25] In an EEC survey of attitudes to poverty, the British were more inclined than people in other European countries to "blame the victim". Asked to state the three most common causes of poverty, UK respondents listed laziness (45%), chronic unemployment (43%) and drink (40%); whereas for the whole EEC the most common reasons given were deprived childhood, lack of education and ill-health.[26] On the other hand research confirms a high degree of support for the major, universal planks of the welfare state: the National Health Service, pensions and education. But what may be emerging with the deepening recession is a more discriminatory attitude against the unemployed and those perceived as the "undeserving poor".

Secondly, mediating between public attitudes and the ideology of government spokespersons, is the media. Alongside the highly reputed television and radio services, the British press is perhaps unique in its right wing ownership and control and in its split between "popular" and "quality" newspapers. As several researchers have shown the former (and some of the latter) have lost no opportunity to present the welfare state in an unfavourable light, and in particular to attack the burden of undeserving claimants who

"scrounge" on the welfare state.[27] One need not hold an exaggerated view of the power of the media to believe that such constant distortion supports negative attitudes to some clients and welfare services. In the light of the ambivalence in popular attitudes to the welfare state noted above, the constant stress on negative stereotypes strengthens latent anti-welfare opinions.

Nevertheless by itself such a description of the attitudes of the public and media is insufficient. If one assumes that public opinion is not solely a passive response to the media and to the ideology of the government in power, one most consider the material basis of these attitudes. In my view, three factors need to be considered here.

First, the contradictory experience of social democracy, of the Labour party in power in 1964 to 1970, and 1974 to 1979. Its inability to reverse the long-term economic decline of Britain exacerbated the underlying contradiction between securing such a reversal in the interests of capital accumulation, and securing its legitimacy and support within the working class by defending its class interests. As a result labour "drifted deep into the ideological territory of the new right",[28] not only initiating the cutbacks in public expenditure and overseeing a dramatic rise in unemployment, but developing some of the themes of the right such as monetarism and the centrality of the family.

Second, there has been people's real experience of the welfare state as burdensome and oppresive, which explains in part the weak mobilisation that has taken place to defend it. On the one hand, in the mid-1970's many on low or average wages were experiencing falling real incomes and increased taxation as a result of lower tax thresholds. This strengthened working-class antipathy to those who did not work and received state benefits.[29] On the other hand, the everyday experience of dealing with the welfare state has been, it is argued, increasingly bureaucratic, disabling and oppressive.

> "Trying to get a council house window fixed, trying to get an Exceptional Needs Payment from the social security, having a chronic aliment and going to the National Health Service, going to the social services with any child care problem, going into schools to find out how the children are getting on, all of these are experiences which contain no element of democracy at all. For most working people they are humiliating and subordinate experiences. ... It is absurd to expect that people who experience humiliation on a day-to-day basis at the hands of "the welfare" will then turn round and defend it when "the right" tries to dismantle it".[30]

More positively one can say that the criticisms made by Thatcherism - over government, bureaucracy, lack of choice - will find strong echoes in this everyday experience.

Third, the popular acceptance of individualist and other values of the new right may be grounded on the destructuring of class in British society.[31] When the material basis for class solidarity and collectivist values is eroded, the door is open wider for the reception of the ideas of the new right. Recently new divisions of interest, it may be argued, have appeared between, for example, the employed and unemployed, between private and public sector workers and between groups in different "consumption locations". The last refers to whether people consume services such as housing and transport within the private sector (house owners, car owners), or the public sector (council tenants, public transport users). Recent research has revealed the importance of consumption location in determining attitudes to cuts in ipublic services and political party affiliation.[32] In 1980 it was found to be almost as important as class membership in determining attitudes towards cuts in public services, and more important than class membership in determining political support for the Conservative party (predominantly in the "private" sector) and the Labour party (predominantly in the "public" sector). It is such material conflicts of interest within the broad mass of the population that economic and ideological attacks on the welfare state can exploit and exacerbate. For collective solidarity is also constructed via an appeal to values and interests which transcend such differences and a political programme which articulates them in concrete ways. One of the strongest justifications for present government policies is the one continually articulated by Mrs Thatcher: there is no alternative; she is correct. There is an urgent need to create an effective coherent political alternative to the ideology of the New Right. The Keynesian welfare state did provide an alternative in the 1940s, but it is vital today to resist the temptation to seek refuge in liberal Keynesianism and social democratic reformism. As I have argued[33] the New Right is in some respects a genuine response to the contradictions of this phase of capitalism.

What is the political basis then on which to construct a "third alternative"? It is to be found in the new social movements of the last decade - notably the womens' movement and the peace movement but including the numerous groups struggling "in and against the state".[34] These all provide a rich source of ideas, non-oppressive practices and prefigurative forms out of which to construct a progressive political movement and alternative forms of welfare provision.[35] In my view these movements are not enough; they need to relate to sections of the labour movement, and both need to find expression in a political party which has a realistic chance of forming a government.

There is of course a vital debate taking place about many issues raised here, such as the relation between the new social movement and the labour movement, the future of the Labour party as an appropriate national expression of these new political forces etc. But equally important it is necessary to challenge Thatcherism on the grounds of philosophy, morality and strategy. In my view only a system of values premised on human needs (and thus combining a renewed emphasis on equality and social justice together with a more positive, participatory conception of liberty) can offer a long term alternative to the individualism of the new right, the rhetoric of traditional conservatism, and thus to the politics of Thatcherism.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. I. Gough, "Thatcherism and the Welfare State", Marxism Today, July 1980; updated in The International Journal of Health Services (forthcoming). See also I. Gough, The Political Economy of the Welfare State, (Macmillan, London, 1979).

2. See V. Duke and S. Edgell, "Public Expenditure Acts in Britain and Consumption Sector Cleavages", International J. of Urban and Regional Research, (forthcoming).

3. I. Gough, The Political Economy..., op. cit., p. 141.

4. The Economist, 18th September 1982.

5. The Guardian, 17th February 1983.

6. See N. Bosanquet, "Sir Keith's Reading List", Political Quarterly, July/September, 1981.

7. This section draws on the above article and the book by N. Bosanquet, After the New Right, (Heinemann, London, 1983).

8. F. Hayek, The Constitution of Liberty, (Routledge and Kegan Paul, London, 1960), pp. 20-21.

9. Ibid., p. 137.

10. M. Friedman, Capitalism and Freedom, (University of Chicago Press, Chicago, 1962), p. 13.

11. N. Bosanquet, After..., op. cit., p. 31.

12. Hayek, op. cit., ch. 17.

13. Bosanquet, After..., op. cit., especially, pp. 16-17.

14. See ibid., p. 39.

15. This argument has been advanced by A. Gamble, Britain in Decline (Macmillan, 1981), and S. Hall, "The Great Moving Right Show", Marxism Today, January 1979. Both authors, to whose writings I am indebted, have contributed important essays to a forthcoming book edited by S. Hall and M. Jacques, The Politics of Thatcherism, (Lawrence and ...).

16. See for example Hayek's interesting postscript "Why I Am Not a Conservative", op. cit. and N. St. John-Stevas MP, "Tory philosophy - A Personal View", The Three Banks Review, No. 134, June 1982.

17. Hayek, op. cit., p. 401.

18. St. John-Stevas, op. cit., p. 11.

19. Hall, op. cit., p. 29.

20. A. Gamble, "The Free Economy and the Strong State", Socialist Register 1979, (Merlin Press, London, 1979).

21. A. Gamble, "Thatcherism and Conservative Politics", in Hall and Jacques, op. cit., p. 126.

22. S. Hall in Hall and Jacques, op. cit., p. 30.

23. Ibid., p. 28.

24. The Economist, 4th December 1982.

25. P. Golding and S. Middleton, Images of Welfare: Press and Public Attitudes to Property, (Martin Robertson, Oxford, 1982) is an excellent source here.

26. S. MacGregor, The Politics of Poverty, (Longman, London, 1981), p. 96.

27. Golding and Middleton, op. cit.

28. Hall, op. cit., p. 20.

29. Golding and Middleton, op. cit., pp. 231-2.

30. S. Bolger et al., Towards Socialist Welfare Work, (Macmillan, London 1981), pp. 150-151.

31. See S. Bowles and H. Gintis, "The Crisis of Liberal Democratic Capitalism", Politics and Society, 11, 1, 1981; P. Taylor-Goobey, "The New Right and social policy", Critical Social Policy, 1, 1, 1981.

32. V. Duke and S. Edgell, "Public Expenditure Cuts in Britain and Consumption Sectoral Cleavages", International Journal of Urban and Regional Research, (forthcoming).

33. Gough, "Thatcherism and the welfare state", op. cit.

34. London - Edinburgh Weekend Return Groups, In and Against the State, London, 1979.

35. See S. Rowbotham et al., Beyond the Fragments: Feminism and the Making of Socialism, (Merlin Press, London, 1979).

36. I am presently completing a paper, with Len Doyal, on "Human Needs, Socialism and Social Welfare".

Chapitre 4

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANADIENNE À LA DÉRIVE

Christian DEBLOCK*

Depuis la mi-75, trois stratégies de gestion et de sortie de crise ont été successivement mises en place par le gouvernement fédéral. La priorité a d'abord été mise sur la lutte contre l'inflation et les politiques macroéconomiques ont été réorientées dans un sens nettement restrictif dès l'automne 1975. Puis, et sans que pour autant les politiques macroéconomiques soient assouplies, les priorités gouvernementales se sont déplacées, à partir de 1980, vers la restructuration de l'économie canadienne et le redéploiement industriel. Une nouvelle stratégie de développement sera officiellement déposée lors de la présentation du budget à l'automne 1981 par le ministre des Finances, Allan Mc Eachen. Enfin, une nouvelle stratégie semble avoir été adoptée à Ottawa depuis l'automne 1982, soit celle de la relance par l'investissement privé. La crise serait chose du passé, un mauvais souvenir en somme. Le temps serait venu de croire en la reprise et de l'appuyer par des mesures de soutien à l'entreprise privée.

Cette nouvelle stratégie produira-t-elle de meilleurs résultats que les deux précédentes? C'est la question que l'on peut en effet se poser si l'on considère les piètres résultats obtenus par les stratégies précédentes en comparaison du coût social, économique et financier qu'elles ont pu engendrer ou des attentes qu'elles ont pu susciter. A voir évoluer les choses, on reste sous l'impression d'un gouvernement quelque peu dépassé par les événements et ne sachant trop comment trouver une issue à une crise qu'il n'a su éviter, qu'il ne contrôle pas et qui n'en finit pas de pourrir. C'est d'ailleurs l'image que nous a laissée le ministre des Finances, Marc Lalonde, le 19 avril dernier, soit celle d'un ministre accroché au mince espoir d'une reprise éventuelle et ayant complètement perdu confiance en la capacité de l'Etat d'assurer sans l'entremise du secteur privé la relance de l'économie.

Parler aujourd'hui de dérive à propos de la politique économique canadienne n'est sans doute pas exagéré. Marqué par l'illusion qu'il était possible de remettre sans trop de heurts l'économie canadienne sur le sentier de la croissance équilibrée par la voie de l'austérité, le programme de lutte

* Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

contre l'inflation paraît avoir davantage aggravé les problèmes et approfondi la crise économique qu'apporté une solution et permis le retour à l'équilibre. Le nouveau modèle industriel ressemble, quant à lui, davantage à une coquille vide qu'à une véritable politique industrielle, faute d'une réelle volonté politique de la part du gouvernement d'aller de l'avant. Que dire également de ces politiques centrées sur l'offre qui n'ont rien prouvé jusqu'à présent ou de cet immobilisme dont fait preuve le gouvernement en dépit de la gravité de la situation économique qui prévaut actuellement? Les faits sont là. Toutefois, ne sautons pas trop rapidement aux conclusions. La politique économique suivie jusqu'ici par le gouvernement fédéral n'est peut-être pas aussi incohérente qu'elle peut le paraître au premier abord pour peu qu'on la re-situe par rapport aux enjeux de la crise. De même, l'approche suivie dans la crise par le gouvernement n'est peut-être pas aussi inconsistante qu'elle semble l'être si l'on considère les intérêts en jeu.

Quels sont les enjeux de la politique économique canadienne? Comment en expliquer les ambiguités, voire les contradictions? Comment, aussi expliquer les difficultés rencontrées dans sa conduite? Telles sont les trois questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre dans la suite du texte.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANADIENNE: LES ENJEUX

La conduite de la politique économique canadienne depuis le début des années soixante-dix, et plus particulièrement depuis la mise en place du programme de lutte contre l'inflation, n'a pas été sans susciter de très nombreuses critiques. Paradoxalement, elles viennent de tous les côtés et convergent toutes vers le gouvernement, personne n'y trouvant son compte tant dans le choix des priorités que dans la manière dont ont pu être menées les politiques macroéconomiques et industrielles. Et il faut bien le dire, le peu de résultats tangibles obtenus que ce soit dans la lutte contre l'inflation ou dans la relance économique n'est pas sans apporter certains fondements à la critique. Pire, on peut même se demander si la gravité de la situation économique qui prévaut actuellement, n'est pas tout simplement imputable aux stratégies adoptées pour résorber l'inflation, et on pense immédiatement ici à la politique monétaire de la Banque du Canada ou à l'absence de volonté politique d'avoir une véritable politique industrielle au Canada. Ajoutons à ceci la propre indécision d'un gouvernement plus enclin à parler constitution qu'économie et son tâtonnement manifeste dans l'approche aux problèmes que connaît l'économie canadienne (comme le prouve la création récente de la commission MacDonald), et voici le gouvernement devenu le bouc émissaire de la crise.

Une rapide comparaison des principaux indicateurs économiques pour le Canada avec ceux des États-Unis et des principaux pays de l'OCDE nous montre d'ailleurs à quel point la situation s'est dégradée au Canada depuis le milieu des années soixante-dix et plus particulièrement ces deux dernières années (voir Tableau 1, Indicateurs économiques, Canada - États-Unis).

En dépit du programme de lutte contre l'inflation mis en place à l'automne 1975, la hausse des prix demeure plus élevée au Canada que dans la moyenne des principaux pays de l'OCDE et qu'aux États-Unis: 10.6% en 1982 comparativement à 9.6% et 10.3%. Le taux de chômage était de 8.4% en 1982 en comparaison de 9.6% pour les États-Unis et de 6.6% pour les autres pays. La production a chuté de 4.8% en 1982 en comparaison de 1.8% pour les États-Unis et de .5% pour les 7 principaux pays de l'OCDE. Quant aux perspectives économiques, elles sont médiocres puisqu'on ne prévoit guère voir baisser le taux de chômage de manière substantielle avant plusieurs années (soit 12.4% en 1983, 11.4% en 1984, 10.7% en 1985 et 9.8% en 1986). Une nouvelle stratégie de développement n'a-t-elle pourtant pas été mise de l'avant en novembre 1981? Un budget de relance prévoyant $2.4 milliards en projets spéciaux de relance et $2.4 millliards environ de dégrèvements fiscaux pour l'investissement n'a-t-il pas été présenté en avril dernier?

Les critiques ne sont pas sans fondement et sur le plan politique, elles offrent l'avantage énorme de permettre une explication de la crise sans remettre en cause la nature même du système économique dans lequel nous vivons, ce qui évite de poser la question de l'alternative. Après tout, une fois la victime sacrificielle trouvée, pourquoi ne pas croire en une amélioration de la situation économique! Une telle manière de poser le problème de la politique économique et de sa dérive actuelle ne me paraît toutefois pas faire avancer le débat. Ceci revient, une fois de plus, à s'illusionner sur le rôle de l'État dans nos économies et en particulier sur le rôle que celui-ci est amené à jouer dans ce que nous pouvons appeler, par commodité, la gestion de la crise.

Des erreurs ont certainement été commises dans la conduite de la politique économique, ne serait-ce que parce que le gouvernement est loin d'avoir eu et d'avoir encore aujourd'hui une vision très claire tant de son rôle dans une crise qu'il ne maîtrise pas, quoiqu'il en dise, que des retombées de ses politiques économiques sur le plan national et international. Ne lui donnons pas non plus l'absolution pour la lourde part de responsabilité qui lui incombe dans l'ampleur du chômage qui prévaut actuellement au Canada. L'attentisme que nous a montré le gouvernement lors de la présentation du budget le 19 avril dernier prouve qu'en dépit des grandes déclarations et du jonglage de chiffres, il n'entend pas faire de la lutte contre le chômage une priorité. Cependant, n'aller dans cette direction et ne voir dans la dérive de la politique économique qu'un problème de choix et de volonté politiques, c'est inévitablement retomber dans la mystification de l'État et dans le culte dont il a été l'objet dans l'après guerre, au point qu'on en arrive à oublier qu'avant d'être crise de l'État, la crise est d'abord une crise dans la reproduction du capital et le moment d'enjeux importants.

Nous attendons beaucoup de cet État-providence, ce grand Timonier du développement, pour reprendre l'expression de Guy Quaden[1] qui nous a quelque peu illusionné dans les années soixante sur ses capacités de domestiquer la croissance et sur sa nouvelle vocation sociale. Et, en dépit des critiques dont il peut faire l'objet, c'est encore vers l'État que l'on se tourne pour

rétablir la croissance perdue et résoudre le double problème du chômage et de l'inflation. C'est le paradoxe de nos sociétés soulevé par Louis Dumont[2] que de voir chacune et chacun se tourner vers l'État et attendre de lui qu'il ramène les choses à la normale si l'on peut parler ainsi. Pourtant que pouvons nous attendre d'un État qui lui-même est partie prenante à la reproduction d'un système dont la seule raison d'être est l'accumulation du capital, l'accumulation de richesses entre des mains privées. L'État n'est pas neutre et ne peut l'être. Comme le rappelait il y a quelques années Ralph Miliband, en matières d'affaires publiques, "ce qui est possible est déterminé avant tout par ce que le monde des affaires juge acceptable"[3]. Ceci ne l'oublions pas, surtout en période de crise, un moment où les enjeux sont beaucoup trop importants pour que l'État se permette de prendre des gants blancs pour agir. Et c'est toujours dans le sens de la reproduction du capital qu'il agira.

On peut parler aujourd'hui de crise de l'État, crise à la fois financière et de rationalité. Des auteurs comme O'Conner ou Habermas en ont montré l'origine. Évitons toutefois de ne voir dans la crise qu'une crise de l'État. De nombreux éléments entrent en ligne de compte dans le développement et l'approfondissement de la crise actuelle au Canada, comme j'aurai l'occasion de le noter plus loin. Cependant, il faut partir du fait que la crise économique est d'abord et avant tout une crise dans la reproduction du capital. La crise, c'est une rupture dans la continuité de l'accumulation du capital et cette rupture découle tout autant de l'incapacité, devenue évidente avec le tournant des années soixante-dix, du marché et de l'État à assurer la régulation de l'économie que la nécessité d'une restructuration en profondeur de l'économie pour faire face aux contraintes nouvelles qu'impose la division internationale du travail. L'accumulation du capital a fini par se bloquer, non pas à cause de l'inflation, celle-ci n'étant qu'un phénomène parmi d'autres de la crise actuelle, encore qu'il soit nouveau dans sa persistance, mais à cause des difficultés croissantes éprouvées à rencontrer les contraintes de la régulation et la restructuration. Et avec la crise, vient le temps des réajustements et des changements.

Si nous voulons comprendre le pourquoi de ces politiques économiques désastreuses sur le plan social qui seront mises en place à Ottawa à partir de l'automne 1975, c'est d'abord à partir des enjeux actuels de la crise qu'il faut les regarder, mais aussi en fonction du rôle que l'État est amené à jouer par ses politiques économiques dans ce que l'on peut appeler la gestion de la crise. L'intervention de l'État a, certes, ses limites dans une économie de marché et ses politiques économiques sont loin d'être une panacée, comme le prouve la situation économique actuelle, mais il a néanmoins son mot à dire tant dans la régulation que dans la restructuration du capital qu'appelle la crise.

Mais ne tombons pas d'un extrême à l'autre. Évitons de voir dans les nouvelles politiques économiques qu'a cherché à mettre en place le gouvernement fédéral, le résultat d'un plan machiavélique bien programmé dans le temps. L'approche à la crise a été intuitive, empirique, et comme nous le

verrons plus loin, fortement teintée de pragmatisme. En outre, la réponse apportée, une fois le constat des problèmes dressé, a été marquée de la double illusion qu'il était possible de ramener l'économie à l'équilibre en faisant de l'austérité la ligne de conduite de la politique macroéconomique et de relancer l'investissement productif dans les secteurs choisis en apportant au secteur privé le support d'encadrement de l'État ou en multipliant les mesures incitatives. Il faut en tenir compte mais, néanmoins, on peut dire qu'au Canada, la clarté des objectifs et la fermeté des intentions gouvernementales n'a jamais laissé planer l'ombre d'un doute quant à l'orientation que devait prendre la gestion de la crise ni quant aux moyens à prendre. Des dissensions sont peut-être apparues au sein du Cabinet libéral, notamment en 1975 à propos du contrôle des prix et des revenus tout comme c'est peut-être aussi, tardivement et pressé par les événements que le gouvernement a fini par agir, mais le déplacement des priorités vers la lutte contre l'inflation et vers les secteurs des ressources naturelles et des exportations était attendu des milieux d'affaires et faisait l'objet d'un certain consensus. Le risque de dérapage était devenu trop grand en 1974-75 pour qu'on laisse les tensions continuer à se développer tout comme on ne pouvait plus continuer à protéger obstinément une industrie et à poursuivre une politique d'autonomie industrielle dans un contexte d'aussi grande dépendance vis-à-vis des États-Unis et d'ouverture des marchés. Pour le capital canadien et le gouvernement, c'était sur la résorption des tensions inflationnistes et le redéploiement industriel vers le large que devait dorénavant s'orienter la politique économique. La crise forçait les choix. La gestion de la crise commençait.

On peut en retracer brièvement les trois grandes étapes. Elles correspondent sensiblement aux grandes étapes de la crise actuelle et, sans que pour autant le gouvernement ait décidé de modifier en cours de route ses priorités, elles marquent, chacune, un changement dans l'approche à la crise.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANADIENNE DEPUIS 1975: SES GRANDES ÉTAPES

La crise devenue ouverte au Canada, comme ailleurs, à partir de 1974-1975, aura révélé deux choses sur le plan de la politique économique: i) l'échec des politiques économiques de stabilisation de la demande et; ii) l'incapacité de l'économie à résorber les tensions en période de récession.

La période qui a suivi la récession de 1970 a été marquée au Canada par une tentative quelque peu illusoire de restaurer les conditions de la croissance équilibrée et de domestiquer la croissance par des politiques de stabilisation renforcées. Il fallut vite se rendre à l'évidence de l'échec. Le taux de chômage qui était de 4.4% en 1969, un taux déjà supérieur à celui de 1966 (3.4%), n'est redescendu qu'à 5.3% au sommet du cycle en 1974, après s'être maintenu, en dépit de la reprise, à 6.2% en 1971 et 1972. Le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix, après être redescendu à 3.3% en 1970 et à 2.6%

en 1971, dépassait déjà en 1972 le niveau atteint en 1969, (4.8% comparativement à 4.6%). Il atteindra par la suite 7.6% en 1973, 10.9% en 1974 et 10.8% en 1975. On commençait alors à parler de stagflation. (voir graphique 1)

Autre signe qui ne trompait pas, les tensions financières et les goulots d'étranglement avaient dangereusement tendance à se multiplier à l'approche de la pleine capacité de production. Et par surcroît, il fallait compter avec la spéculation sur les marchés internationaux et la forte poussée des prix des matières premières qui commença à s'amorcer au début de 1973, soit deux ans à peine après la reprise.

On a beaucoup reproché, par la suite, le caractère expansionniste de la politique monétaire et budgétaire pendant cette période, notamment en 1972-1973 où, devant la crainte de voir se reproduire une nouvelle récession, le gouvernement décida, suite à son quasi échec électoral de 1972, de soutenir davantage la demande. Ce fut peut-être le cas. Ceci n'explique certainement pas pourquoi les tensions se propagèrent aussi rapidement durant ce court cycle de croissance, ni pourquoi la récession de 1974-1975, au demeurant relativement modérée ces deux années-là au Canada en comparaison des États-Unis, n'a guère eu d'impact sur les différents prix de l'économie. Au contraire, les tensions se maintenaient comme en faisaient foi les statistiques relatives à l'endettement, la croissance de la masse monétaire, le niveau élevé des taux d'intérêt, les hausses salariales, etc. (voir tableau II). Ceci ne laissait présager rien de bon avec la reprise qui s'amorçait aux États-Unis à la mi-75.

C'est dans ce contexte que fut déposé à l'automne 1975 le programme de lutte contre l'inflation en quatre volets dont nous faisions état plus haut. La politique monétaire et le contrôle des prix et des revenus allaient en constituer la pierre d'assise. Pour la première fois, on reconnaissait le caractère structurel de la crise, la nécessité d'assainir l'économie et l'urgence de stabiliser les marchés. L'argumentation invoquée était relativement simple. L'inflation, ce dysfonctionnement du système, tirait sa source des rigidités de l'économie, des déséquilibres qui s'étaient accumulés sur les marchés et des excès de la croissance. Responsable des difficultés économiques, elle devait être vaincue et pour ce faire il fallait donner aux marchés plus de souplesse, résorber les déséquilibres et éliminer les excès. De là viendront les quatre volets du programme, quatre volets qui nous renvoient aux politiques macroéconomiques et microéconomiques, chacune d'elle ayant un objectif spécifique, mais complémentaire, à réaliser: la politique monétaire, le resserrement de la croissance de la masse monétaire la politique budgétaire, la stabilisation des dépenses publiques; la politique des revenus, la réglementation des hausses de prix et de revenus et les politiques dites structurelles, la souplesse des marchés. Enfin, la théorie monétariste servit de support à la politique d'austérité qu'entendait désormais suivre la Banque du Canada en faisant de la croissance de M_1 sa cible monétaire et la théorie néo-keynésienne, au programme de contrôle des prix et des revenus qui sera imposé jusqu'à ce que vienne à échéance la loi anti-inflation, le 31 décembre 1978. (Graphique 2)

Ainsi, en faisant de la lutte contre l'inflation sa priorité et d'un mélange peu orthodoxe en théorie d'austérité monétaire et budgétaire, de réglementation et d'intervention sur les marchés, le moyen d'atteindre l'objectif visé, le gouvernement fédéral entendait restaurer ces grands équilibres de l'économie et en rétablir les conditions de la croissance par son assainissement. L'impact négatif qu'eurent les politiques monétaires et budgétaires sur la reprise attendue de l'économie en 1976, l'aggravation du chômage, la hausse des taux d'intérêt et la reprise rapide des tensions et de l'inflation à partir de 1978-1979, contribuèrent à jeter beaucoup de discrédit sur cette approche. Et, en outre, devant les difficultés croissantes rencontrées par l'industrie canadienne et les problèmes de balance des paiements, il devenait de plus en plus évident que la crise avait des racines beaucoup trop profondes pour qu'il faille uniquement compter sur les politiques macroéconomiques pour lui trouver une issue.

Il faut néanmoins constater deux choses. La première, c'est que même si l'accent sera mis par la suite sur la politique industrielle, les politiques restrictives ne seront pas abandonnées pour autant, la Banque du Canada se faisant même un point d'honneur à faire de l'élimination des attentes inflationnistes et de l'austérité monétaire sa seule ligne de conduite. La seconde, c'est que si le programme de lutte contre l'inflation a pu être sévèrement critiqué, il n'en n'a pas moins permis d'obtenir certains résultats du point de vue de la reproduction du capital. Ces résultats sont certes peu tangibles, mais ils n'en sont pas moins là. Ainsi, le contrôle des prix et des revenus aura-t-il permis de limiter les hausses salariales (cf. Tableau 3) et les politiques monétaire et budgétaire, en demeurant restrictives, ont contribué à renforcer les effets de la crise sur le plan de la régulation et de la restructuration (concentrations et dévalorisation du capital, modernisation des équipements, affaiblissement des organisations de travailleurs(ses), etc.).

La seconde étape de la gestion de la crise, on peut la fixer à 1980. Sans doute aurait-elle été plus avancée s'il n'y avait pas eu la question constitutionnelle et le passage des conservateurs au pouvoir en 1979. Mais si l'amorce d'un changement a commencé à s'opérer à partir de 1978, c'est surtout après l'élection de juin 1980 que l'on va noter le passage à une nouvelle étape. Il faut dire que la nouvelle crise énergétique en 1979 et l'approfondissement de la crise en 1979-1980 y ont été pour beaucoup. Sur le plan de la politique macroéconomique, les politiques monétaire et budgétaire seront de nouveau resserrées. Le resserrement de la fourchette de M_1 par la Banque du Canada à 5 et 6% en 1979, à 9 et 5% en 1980 et 8 et 4% en 1981 et le caractère restrictif donné par le ministre des Finances, Allan MacEachen, à ses budgets en témoignent. Toutefois, c'est surtout la politique industrielle canadienne qui va faire l'objet de révisions importantes. En fait, cela s'imposait.

Nombre d'études étaient là pour témoigner des problèmes structurels rencontrés par l'industrie canadienne tant sur le plan national qu'international. C'est peut-être le Conseil des sciences qui a dressé le bilan le plus lucide. Quoiqu'ayant eu des retombées non négligeables, la politique industrielle

mise en place dans les années soixante, cette politique bâtarde à mi-chemin entre le continentalisme et l'ancienne politique nationale comme l'a désignée Laxer,[4] n'avait guère produit les effets attendus sur le plan de l'autonomie industrielle. La substitution à l'importation ne s'est pas faite, les multinationales américaines demeurent en position dominante, l'industrie est surtout orientée vers l'assemblage et la sous-traitance, la structure du commerce international ne s'est guère modifiée avec le temps, l'innovation et la recherche sont limitées aux seules grandes industries étrangères pour la plupart, les techniques de production sont "rassises", etc. Les faits venaient en outre confirmer la très grande faiblesse de l'industrie canadienne face à la concurrence internationale et même son recul sur les marchés mondiaux dans les secteurs clés comme ceux des ressources naturelles et surtout, peut-être, son peu d'assise dans les secteurs de pointe. Le caractère désuet de la politique industrielle était aussi flagrant qu'était devenue friable et peu adaptée au changement, l'industrie.

C'est dans deux directions que le gouvernement fédéral va réorienter la politique industrielle. Le document déposé en novembre 1981 et intitulé, Le développement économique du Canada dans les années '80, en constitue la pierre de touche.

La recherche d'une plus grande autonomie industrielle n'était plus envisageable dans le contexte nouveau de la division internationale du travail. Elle n'était pas non plus souhaitée par un capital canadien très orienté et dépendant du marché mondial, ni politiquement possible dans une situation de dépendance acceptée vis-à-vis des Etats-Unis. C'est sur les deux lignes de force que constituent les ressources naturelles et les exportations que le gouvernement fédéral a décidé de recentrer sa politique industrielle. Le choix s'imposait de lui-même, et d'autant plus que les ressources naturelles et les exportations devraient connaître, selon les prévisions, une forte expansion dans les années à venir. L'approche est, ici, aussi simple que sur le plan de la politique macroéconomique. Il s'agit de créer, à partir des secteurs de base dans le domaine des ressources naturelles, des filières de productions complètes, intégrées entre elles et extraverties, et de faire de l'entreprise privée le moteur de la relance industrielle.

Parallèlement à ceci, et c'est le second volet de la politique industrielle, il s'agit d'adapter l'économie canadienne à ces nouveaux axes de développement en favorisant la modernisation et la consolidation des industries existantes, en mettant davantage l'accent sur l'innovation, en préparant, selon l'expression du gouvernement, les carrières de demain, etc. C'est ce qu'on appellera l'adaptation au changement.

Le document assigne trois priorités en matière de développement économique, soit le secteur des ressources naturelles (énergie, agriculture, forêt et mines), le secteur manufacturier lié aux ressources naturelles (machinerie, équipements, etc.) et le secteur de la haute technologie, où le

Canada possède déjà un avantage comparatif ou qui se rattache aux ressources naturelles. Cinq domaines d'intervention, dits de développement, y sont également avancés; i) le redéploiement industriel avec pour support les méga-projets et pour contrainte, l'adaptation à la concurrence; ii) le développement des cinq secteurs de base des ressources naturelles soit, le secteur énergétique, l'agro-alimentaire, la pêche, l'industrie forestière et l'exploitation minière; iii) la modernisation des réseaux de transport; iv) l'accroissement de l'effort d'exportation et enfin; v) la révision des politiques de la main-d'oeuvre et de formation.

Bref, il s'agit tout autant, dans une perspective de restructuration, de favoriser le redéploiement du capital dans de nouvelles directions que d'introduire de nouvelles conditions de production, de créer de nouveaux débouchés que d'améliorer l'efficacité de l'industrie, etc. Quant à l'enjeu, il est clair. Il s'agit de définir quelle sera la place du capital canadien dans l'économie mondiale, c'est-à-dire dans la division internationale du travail et d'opter pour la spécialisation. Et c'est ce que résume très bien la phrase suivante du document: "Le développement de l'économie canadienne dans les années 80 sera dominé par deux réalités: le développement plus poussé des industries d'exploitation des ressources naturelles et la rentabilisation de l'appareil industriel en fonction d'une concurrence internationale plus spécialisée". (Le développement ... p. 9)

Véritable énoncé de politique, le document Le développement économique du Canada dans les années 80 n'est pas resté lettre morte ni été sans effet. Le programme énergétique national, la réorganisation des ministères à vocation économique, les méga-projets, la refonte en cours des politiques régionales, du transport, de la science et de la technologie, de l'emploi, des mines, de la forêt, de l'agriculture, de la pêche, etc., l'emphase mise sur les projets spéciaux de relance reliés aux priorités de développement dans le dernier budget, l'importance actuelle de l'effort d'exportation, la réorganisation de l'ACDI et de la Société pour l'expansion des exportations, etc., tout cela s'inscrit dans le prolongement de la nouvelle stratégie de développement. Quant aux effets sur l'industrie, on peut commencer à les voir apparaître au travers du programme de canadianisation du PEN, des subventions et des contrats accordés, de l'orientation nouvelle des investissements productifs ou des résultats sur le plan commercial qui ont commencé à se faire sentir depuis quelques temps.

Par contre, il faut faire remarquer que si dans le cas du programme de lutte contre l'inflation on a surestimé la capacité de réajustement de l'économie, on a ici surestimé la capacité de réponse du secteur privé. L'accueil de cette nouvelle stratégie de développement a été quelque peu mitigé et bien qu'un cadre nouveau de développement ait été proposé à l'industrie canadienne, on ne peut pas dire que la réponse du secteur privé en termes d'investissements ait été aussi forte que pouvait l'escompter le gouvernement. En fait, cette stratégie de développement est davantage une stratégie d'après-crise qu'une stratégie d'issue de crise, comme on s'en rendra compte avec la rechute brutale de l'économie en 1981-1983. (voir graphique 3)

C'est dans cette perspective que l'on peut situer la troisième étape de la politique économique. Elle coïncide avec le dépôt du budget fédéral, le 19 avril dernier. Ce budget ne rompt pas avec la philosophie restrictive des budgets antérieurs. Ce n'est pas un budget expansionniste au sens où l'on pouvait entendre ce terme dans les années soixante. Son originalité, c'est de mettre l'emphase sur la reprise économique par une relance de l'investissement privé que l'on voudrait stimuler par des mesures incitatives et des contrats accordés à des fins d'investissements publics. C'est donc un budget centré sur la relance par l'offre et non par la demande. La gestion des dépenses demeure serrée et par surcroît, le financement des mesures sera assuré par une augmentation de la taxe de vente et une augmentation des recettes fiscales sur le revenu des particuliers.

Au coeur du budget, le programme spécial de relance évalué à $4.8 milliards d'ici à 1987 avec ses 4 composantes; i) réalisation immédiate et accélérée d'un certain nombre d'investissements publics prévus dans les domaines du transport, des ressources naturelles, du tourisme et de l'immobilier, de la haute technologie, de la recherche, de la formation et de la construction navale ($2.4 milliards); ii) adoption de dégrèvements fiscaux en matière d'investissement et de capital-action (manque à gagner de $1.8 milliards); iii) création d'un fonds de relance de l'investissement privé ($300 millions) et iv) d'un fonds de relance des exportations ($300 millions).

Le gouvernement espère ainsi accélérer la reprise qui s'amorce en appuyant fermement le secteur privé.

VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'ÉTAT

Donc, au Canada, gestion libérale de la crise , le fait est indéniable, mais ce n'est pas une gestion libérale tout à fait traditionnelle. Rupture avec la gestion étatique des années soixante, le fait est tout aussi indéniable, mais la rupture n'est pas aussi brutale que le laisserait croire une vision rapide des choses. Les deux points méritent qu'on s'y arrête.

Que ce soit par crainte d'aggraver davantage les tensions économiques et sociales déjà existantes ou bien par choix politique, le fait est que le gouvernement libéral, sans pour autant dévier de ses objectifs et de ses priorités, a conduit la politique économique d'une manière relativement prudente. On ne peut pas dire qu'il ait décidé de forcer de manière brutale la régulation et la restructuration de l'économie. Un choix politique a été clairement fait et l'approche a toujours été d'appuyer par l'intervention étatique le jeu du marché. Cependant, d'aucune manière a-t-on pris le risque de ne compter que sur le jeu du marché ni d'opter pour une politique du pire en provoquant brutalement la régulation marchande. L'État ne s'est ni désengagé de l'économie, ni fait en sorte que les politiques retenues soient mises en place sans discernement.

Un certain nombre de mesures temporaires ont toujours été prises, que ce soit pour soutenir l'emploi ou les industries en difficulté ou limiter l'impact négatif que ne pouvait manquer de provoquer l'effet combiné de la régulation marchande et des politiques mises en place. En outre, que ce soit à propos des politiques macroéconomiques ou des politiques industrielles, l'approche a toujours été plutôt celle du gradualisme.

Ainsi, c'est de manière graduelle que la Banque du Canada s'est efforcée de ramener la croissance de la masse monétaire sur celle de la production, une approche que le gouverneur G.K. Bouey regrette aujourd'hui mais qui, peut-être, aura permis d'éviter la rupture financière. On retrouve ce même gradualisme dans le contrôle des prix et des revenus et surtout dans le cas de la politique budgétaire.

Tout le monde s'accorde à dire que la politique budgétaire n'a été que modérement restrictive depuis 1975. Au premier abord, les statistiques semblent même indiquer que le gouvernement a dévié de son objectif de stabiliser la croissance des dépenses publiques. Le déficit budgétaire est aujourd'hui, selon le dernier budget, de $31.4 milliards, et représente 6% du PNB, ce qui est substantiel par rapport au déficit d'autres pays. Alors qu'aux États-Unis le déficit fédéral représentait -2% et -4% du PNB en 1981 et 1982, il était de 2.4% et -6% au Canada. De même, si l'on prend la part des dépenses publiques dans le PNB, on peut constater que cette part qui était tombée de 21.5% en 1975 à 19.8% en 1979 est remontée par la suite de 21% en 1980, 21.8% en 1981 et 22.3% en 1982.

En fait, le gouvernement a maintenu sa politique délibérée de restriction budgétaire. La gestion plus serrée des dépenses publiques, les modifications apportées aux programmes de transferts, l'application des normes de 6 et 5% au secteur public ou encore les resserrements de personnel dans la fonction publique en témoignent. Comme l'indique le tableau 4 ci-après, les chiffres réajustés des variations conjoncturelles nous le confirment. Ce qui ressort plutôt de ceci, c'est le fait que le gouvernement a décidé de maintenir un certain rôle stabilisateur à la politique budgétaire. Le statu quo relatif des dépenses sociales et l'introduction de quelques mesures ponctuelles de soutien de l'emploi et de l'économie permettent d'expliquer les fluctuations conjoncturelles des dépenses publiques et, en partie, le gonflement du déficit (l'autre partie étant imputable aux allègement fiscaux). Ainsi, en laissant gonfler automatiquement les dépenses, le gouvernement a-t-il pu contribuer à compenser en partie l'impact négatif de ses politiques d'austérité et les effets de la crise sur l'économie et l'emploi.

Dans le cas de la politique industrielle, on retrouve cette même souplesse dans l'approche. C'est de manière progressive que le département d'État au Développement économique s'efforce d'adapter l'économie canadienne au changement et aux réalités nouvelles des années quatre-vingt, pour reprendre l'expression officielle. Un bureau de réadaptation industrielle a été

créé, les programmes d'aide à l'entreprise ont été revisés, plusieurs mesures budgétaires ont été prises afin d'aider la recherche et de favoriser la modernisation des entreprises, des mesures ont été prises pour la reconversion des secteurs dits exposés, etc. Certes, on ne peut pas dire que l'effort gouvernemental soit imposant ni très directif. Ce que je veux seulement noter, c'est que le gradualisme observé dans la politique macroéconomique se retrouve dans la politique industrielle sous la forme d'une adaptation progressive. Les mesures prises sont pour la plupart incitatives aux changements. C'est la politique des petits pas que l'on retrouve ici aussi, une approche qui, dans le fond, n'est guère très différente de celle qui a prévalu dans les années soixante. Ce qui va différer peut-être, c'est le fait que la protection de l'industrie étant de plus en plus difficile à poursuivre, et l'industrie canadienne n'ayant pas d'assise suffisamment solide, l'État se verra davantage contraint que par le passé à prendre lui-même en charge le développement de certains secteurs-clés, comme il l'a fait dans le cas du secteur pétrolier et gazier avec son programme de canadianisation. Mais, pour le moment, la confiance dans le secteur privé demeure et le capitalisme d'État reste limité.

Nous avons parlé de rupture dans la gestion étatique depuis 1975 et en un sens, c'est vrai. La rupture est indéniable et sans doute peut-on dégager suffisamment de tendances nouvelles dans le rôle joué par l'État dans cette crise pour pouvoir dire que nous vivons une période de transition vers un mode de gestion étatique où l'interventionnisme sera beaucoup plus limité, où les politiques sociales seront davantage subordonnées aux politiques économiques et ces dernières, elles-mêmes plus nettement subordonnées aux contraintes extérieures. Toutefois, et c'est ce point qu'il importe de souligner, si rupture il y a eu dans l'approche étatique, on ne peut pas dire que l'État-Providence ou l'État national soit mort pour autant au Canada, comme pourraient le souhaiter certains tenants de l'État minimum.

Des arbitrages se sont imposés dans la crise, tout comme ils s'imposeront dans l'après-crise, et de manière beaucoup plus critique encore dans la mesure où l'État national, à la manière des États provinciaux dans la Confédération, se devra de défendre les intérêts locaux et d'adapter ses politiques macroéconomiques et industrielles en fonction des contraintes extérieures. Le cas de la politique monétaire en est déjà un bon exemple puisque c'est à trois reprises depuis 1975 (fin 1976, fin 1979/début 1980 et mi 1981) que la Banque du Canada dut faire face aux pressions sur le change et opérer, comme le dit très bien le Conseil économique du Canada, "un arbitrage entre les variations du taux de change et les variations des taux d'intérêt afin de minimiser les répercussions de ces mouvements sur l'économie"[5]. On retrouve ce même arbitrage en matière industrielle, où en aucune manière on peut dire que l'appel du large a signifié l'abandon de ce nationalisme bon teint qui a toujours marqué la politique industrielle canadienne. Que l'on pense au PEN, à FIRA, l'agence d'examen des investissements étrangers, à l'ostracisme de la loi sur les banques, etc. Mais c'est encore peut-être le cas des politiques sociales qui mérite le plus l'attention.

Le déplacement des priorités gouvernementales vers la fonction économique et vers le secteur privé n'a pas entraîné au Canada, comme dans d'autres pays, une remise en cause des programmes sociaux existants. C'est d'ailleurs ce que s'est plu à nous rappeler en avril dernier, le ministre des Finances, Marc Lalonde, en proclamant sa fierté d'appartenir à "un gouvernement qui, malgré des tensions financières considérables, n'a dérogé ni à sa volonté, ni à son devoir de venir en aide aux Canadiens qui en ont le plus besoin"[6].

Les faits sont d'ailleurs là pour le confirmer. Certes, une gestion de la décroissance des dépenses sociales a été amorcée, et on peut en voir les effets dans la baisse de la part des paiements de transfert dans les dépenses, qui est passée, une fois le service de la dette déduit, de 62% pour l'exercice financier 1975-1976 à 57% pour l'exercice financier 1981-1982, un peu moins qu'en 1971-72 (57.4%), ou encore dans la modification de la composition des dépenses budgétaires (cf. tableau 5). L'assurance chômage a été modifiée à deux reprises, en 1976 et 1978, les programmes de transferts aux provinces et aux particuliers ont vu leurs fonds alloués être réajustés, et d'autres mesures touchant l'administration des programmes ont été prises mais, sur le fond, les principes généraux comme la justice sociale ou l'universalité des programmes n'ont pas été remis en cause par le gouvernement. Cela ne veut pas dire pour autant qu'on ne s'est pas engagé dans la voie de la révision et d'une plus grande adaptation aux considérations d'ordre économique. Il convient de rappeler que l'un des aspects du programme de lutte contre l'inflation concernait les politiques structurelles. De nombreuses études ont été réalisées, notamment par le Conseil économique du Canada, en vue de réévaluer les différentes politiques économiques et sociales de l'État et d'amorcer ce qu'il est convenu d'appeler la décroissance des dépenses publiques. Le temps n'est pas opportun pour les mettre en application, pas plus qu'il n'est opportun de s'attaquer au déficit. Elles attendent sur la tablette que la reprise s'amorce véritablement et que la Commission MacDonald leur donne suite avec tout le solennel que l'on peut demander d'une Commission royale d'enquête, un peu comme l'avait fait la Commission Rowell-Sirois en 1940.

On le voit donc, il y a beaucoup d'ambiguïté dans la conduite de la politique économique canadienne, une ambiguïté commandée par la prudence et le réalisme politique. Certains y ont vu là une preuve supplémentaire de son incohérence et l'un des facteurs qui a le plus contribué à son échec. Je ne pense pas que ce soit là l'élément le plus intéressant à noter. Ce que cette ambiguïté dénote, c'est tout d'abord le fait qu'un certain nombre de contraintes politiques et sociales s'imposent à l'État et que, sans dévier pour autant de ses objectifs visés, le gouvernement a dû prendre en considération la conjoncture politique, économique et sociale. En essayant de donner des garde-fous aux politiques restrictives, en appuyant la restructuration industrielle d'un appui limité ou encore en conservant une certaine ambivalence dans les politiques macroéconomiques (maintien des politiques sociales) et dans les politiques industrielles (maintien d'une certaine protection et du nationalisme), le gouvernement ne fait que reconnaître, comme nous le verrons plus loin, que la régulation marchande a ses limites et que l'État ne peut se permettre de laisser

aller les choses comme dans une expérience de laboratoire. L'économie n'est pas soumise aux lois de la physique et la reproduction du capital ne fait pas que passer par les lois du marché. Cette intervention de l'État n'en n'a pas moins ses limites...

La seconde remarque que l'on peut faire concerne l'orientation nouvelle de l'État, qui transparaît malgré tout au travers de ces ambiguïtés. Des directions nouvelles ont été prises. On ne sait pas encore trop où va l'État comme le faisait remarquer J.M. Fontaine dans un article récent de Critique de l'économie politique.[7] On devine un nouveau mode d'intervention sur le plan économique et social. On devine aussi que de nouveaux rapports entre l'État et l'économie et entre l'État et la société civile sont en train de se mettre en place. Les contraintes de l'économie mondiale forcent les changements et des glissements dans le mode d'intervention de l'État ont déjà commencé à se faire. J'en noterai brièvement trois: le premier, le gouvernement semble vouloir donner suite à cette recommandation de la Commission de lutte contre l'inflation, qui écrivait en 1979 à propos des politiques macroéconomiques et microéconomiques: "ce qu'il nous faut réellement, c'est une restructuration graduelle et totale des politiques macro et microéconomiques visant à assurer un fonctionnement plus efficace de l'économie avec; i) des interventions discrétionnaires des pouvoirs publics réduites au strict minimum, ii) une aptitude à s'adapter aux perturbations exogènes et aux changements structurels et iii) une élasticité suffisante des prix et des salaires pour qu'une réduction de la demande globale puisse, le cas échéant, freiner la hausse des prix et des salariés au lieu de provoquer une augmentation de chômage et de la sous-utilisation de la capacité de production".[8]

Une seconde direction qui paraît se dessiner concerne les politiques sociales. Le débat est amorcé pour une redéfinition des politiques sociales et leur adéquation aux politiques économiques. La crise aura été la bougie d'allumage.

La troisième direction que semble vouloir prendre le gouvernement concerne la politique industrielle et la gestion du changement. Je reprendrai une autre citation, celle d'un rapport de l'OCDE daté de 1982, et concernant les politiques d'ajustement positives: "Étant donné l'importance de ces relations mutuelles entre croissance économique et ajustement structurel, il est évident que, pour restaurer une croissance durable et non-inflationniste, il faut non seulement mettre en oeuvre des politiques appropriées de la demande, mais aussi les étayer par des politiques efficaces agissant sur l'offre. Il faudra donc que les gouvernements suivent des politiques délibérées d'ajustement positif encourageant la flexibilité et la capacité d'adaptation des marchés face au changement".[9]

C'est à ces niveaux que se situent les points de rupture avec la gestion étatique des années soixante. Une coordination beaucoup plus grande semble vouloir être recherchée entre les politiques macroéconomiques et les

politiques microéconomiques, entre les politiques sociales et les politiques économiques et entre les politiques de stabilisation et les politiques concernant l'offre. C'est un nouveau rapport de l'État à l'économie qui prend forme.

LES LIMITES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANADIENNE

J'en viens maintenant au dernier point que je voulais aborder dans ce texte: la question des limites de la politique économique canadienne.

La poursuite de la politique économique ne s'est pas faite sans heurts ni difficultés. Des nombreuses explications ont d'ailleurs été avancées: rigidités structurelles de l'économie, morcellement de l'industrie, faible productivité, politiques économiques inadéquates, etc. Ce ne sont pas les explications qui manquent. Je n'y reviendrai pas ici. Par contre, s'il y a une chose que nous montre le cours des événements depuis 1974-75, c'est bien les limites et les contradictions de l'intervention de l'État libéral une fois le cercle dit vertueux de la croissance rompu. Le problème n'est ni nouveau, ni spécifique au Canada. Il ne se pose pas moins avec une acuité particulière dans un type d'économie aussi ouverte sur l'extérieur que peut l'être l'économie canadienne.

La reproduction en économie capitaliste ne va jamais de soi. Elle est toujours contradictoire. Seulement, ces contradictions sont encore plus fortes en période de crise et dans un contexte de dépendance à la fois vis-à-vis du marché mondial et vis-à-vis des États-Unis.

Créer les conditions qui vont venir renforcer le processus de régulation et de restructuration que provoque la crise et multiplier les mesures incitatives en faveur de l'entreprise privée ne signifie pas pour autant, et l'expérience canadienne le prouve, que l'économie va se rééquilibrer automatiquement et l'investissement se faire de lui-même comme le prétendent les économistes libéraux. L'économie laissée à elle-même, c'est plutôt l'inverse qui risque de se produire. C'est le piège de la crise. L'expérience de 1929, la croissance soutenue des années soixante et aussi, ne l'oublions pas, l'influence keynésienne, sont restées trop vivaces à l'esprit au Canada pour que le gouvernement n'ait pas fait preuve d'un certain pragmatisme dans son approche. Cela n'a guère été suffisant. Et pour cause! L'effet dépressif de la crise s'est trouvé renforcé du fait que l'économie canadienne, quoiqu'on en dise, n'a pas cette base industrielle ni cette autonomie relative que l'on retrouve dans d'autres pays du centre. L'effritement est devenu rapide dès lors que la concurrence est devenue plus vive et que la spirale vers le bas s'est amorcée. Les tensions inflationnistes ont peut-être fini par être résorbées sur les marchés au cours des trois récessions qui se sont succédées depuis 1974, mais l'économie ne s'est pas réajustée pour autant. Et si les entreprises ont pu retrouver dans la crise les conditions favorables au rétablissement du rapport de force en leur faveur, ceci n'a pas débouché pour autant sur une reprise de l'investissement suffisamment forte pendant les phases d'expansion des différents cycles pour relancer l'économie. C'est plutôt vers la spéculation, la concentration ou vers l'extérieur que se sont canalisés les profits.

A ceci vient s'ajouter l'effet de dépendance et d'intégration à l'économie mondiale. L'impact de la crise aux État-Unis a produit des effets amplifiés au Canada. Le flot des investissements directs s'est interrompu à partir de 1975 pour devenir même très négatif en 1976, 1981 et 1982, la restructuration des multinationales américaines s'est faite au détriment du Canada, les industries américaines ont eu tendance à réorienter leurs flux commerciaux vers les pays du tiers-monde, etc. De plus, l'intégration très forte des marchés financiers canadiens et états-uniens est venue renforcer l'instabilité au Canada par des déplacements de capitaux dans un sens ou dans l'autre en fonction de l'écart entre les taux d'intérêt et des variations du taux de change. Autre élément qui est venu bouleverser les données, l'existence d'une économie mondiale devenue réalité aujourd'hui et dont dépendent directement des pans entiers du capital canadien. La concurrence est devenue beaucoup plus vive et la division internationale du travail impose désormais ses contraintes au marché canadien. Les marchés perdus ne seront pas nécessairement retrouvés et les industries fermées, réouvertes! Le redéploiement industriel et l'introduction des nouvelles conditions de production sont devenu nécessaires mais, vont-ils se faire pour autant au Canada? Le capital canadien multinational est plus enclin à penser marché mondial que marché canadien, et à raisonner en termes de spécialisation, de diversification et de division internationale du travail qu'en termes de développement économique national.

L'après-crise est loin d'être commencée au Canada et inévitablement, c'est vers l'État que l'on se tourne. Or, convient-il de le rappeler, celui-ci n'est ni ce grand planificateur ni ce grand gestionnaire que l'on voudrait peut-être qu'il soit. Partie prenante à la reproduction du capital, avons-nous dit, il en subit les contradictions et son intervention, pour réclamée et nécessaire qu'elle soit, n'en n'est pas moins, elle-même, contradictoire. L'autonomie relative dont jouit l'économie, et que l'État se doit de préserver, fait que ce dernier ne peut se substituer au marché et à l'entreprise privée pour assurer la reproduction du capital. Même en temps de crise! Tout au plus peut-il épauler la régulation marchande ou appuyer le secteur privé, mais les milieux d'affaire n'attendent pas de lui qu'il vienne leur porter la concurrence et encore moins qu'il vienne lui-même "administrer" et "réguler", au sens où on peut entendre ces termes aux États-Unis ou ici, au Canada. Le ministre des Finances en a même fait une ligne conduite officielle en novembre 1982 lors de son exposé sur les perspectives économiques et la situation financière du gouvernement, en présentant ce qu'il a appellé les 6 principes fondamentaux de gestion de l'économie.

Comme le dit très bien Offe, "L'État n'a pas l'autorité de commander la production ou de la contrôler... l'État n'est pas lui-même un capitaliste et l'accumulation ne se fait que dans des unités de production privées".[10] Ne contrôlant pas la production et le capital, l'État ne peut en contrôler la reproduction et encore moins en empêcher le développement des contradictions. Et la crise, une fois amorcée, il en a ni la maîtrise ni le contrôle, tout comme il ne peut en déterminer l'issue. Le paradoxe, c'est que c'est lui qui porte le poids de la crise et c'est encore lui qui porte la responsabilité d'une reprise qui tarde à venir. Le gouvernement ne peut être qu'acculé au pied du mur et

souhaiter que les mesures prises finissent par donner quelques résultats et que l'économie sorte d'elle-même de la crise. Ces contradictions, l'État libéral les traîne avec lui.

L'intervention de l'État a des limites. Elles sont plus ou moins implicites et peuvent plus ou moins être repoussées. Cela dépend du gouvernement et du poids des contraintes. Elles existent néanmoins, et au Canada elles sont très fortes. La dépendance acceptée vis-à-vis du grand frère américain, l'importance du secteur extérieur, le caractère multinational d'une grande partie du capital canadien, la puissance financière internationale des banques canadiennes, etc., représentent tout autant de contraintes qui restreignent fortement la marge de manoeuvre de l'État. L'expérience difficile de la conduite de la politique monétaire canadienne ou les critiques dont font l'objet aux État-Unis, FIRA, le PEN ou la loi sur les banques, montrent que l'on ne peut jouer les règles du jeu à moitié! Le gouvernement libéral a décidé de les accepter et il s'est efforcé de fonctionner avec les contradictions. Et aujourd'hui, il en est là, avec une politique économique à la dérive dont la seule planche de salut est la reprise.

VERS LA REPRISE?

La reprise est aujourd'hui à l'ordre du jour, et tant dans les milieux d'affaires qu'au gouvernement, on s'efforce de croire qu'elle sera durable et plus forte que prévu. Peut-être si l'effet d'entraînement joue et si les exportations connaissent une forte poussée. Il n'en demeure pas moins que l'économie canadienne est aujourd'hui fortement ébranlée sur ses bases.

La régulation de l'économie et la restructuration du capital étaient devenues nécessaires dès le début des années soixante-dix. La crise, par son ampleur qui en a surpris plus d'un, en a imposé. La contrainte et le gouvernement fédéral, nous l'avons vu, en a fait une priorité et une ligne de conduite. Dans les faits, pourtant, on ne peut pas dire que les choses soient allées dans le sens voulu. La crise a certes provoqué des réajustements et l'économie a subi de profondes mutations, mais on ne peut pas dire pour autant que le capital canadien soit parvenu à recouvrer ou plutôt, devrions nous dire, à recréer les conditions d'une véritable relance. Le recul de l'activité économique a fini par engendrer une situation dépressive dont il paraît difficile maintenant de sortir, et l'industrie canadienne a davantage révélé sa friabilité face à la concurrence internationale que sa capacité d'adaptation au changement. Quant aux politiques économiques, pour bien intentionnées qu'elles soient, du point de vue de la reproduction du capital, elles ont davantage contribué à accentuer le mouvement vers le bas de l'économie et à mettre l'industrie dans une situation plus précaire encore qu'à permettre le retour à l'équilibre et la réallocation des ressources vers de nouveaux champs de spécialisation. La crise et les politiques économiques ont mis l'économie en état de choc.

La "récession" de 1982-1983 est peut-être finie mais la crise structurelle que traverse l'économie canadienne, elle, ne l'est pas. Le tissus industriel est effrité et les nouveaux axes de développement n'ont pas encore été pris. Beaucoup d'entreprises ont été fermées sans espoir de réouverture et les industries nouvelles sur lesquelles doit reposer le nouveau modèle de développement tardent à apparaître. Beaucoup d'emplois ont été perdus mais les emplois de demain n'ont pas encore été créés.

Le virage de l'après-crise n'a pas encore été pris au Canada. Tout au plus pouvons nous nous attendre à une reprise conjoncturelle modeste et fort précaire. Rien en tous cas qui puisse justifier l'optimisme du ministre des Finances.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Quaden Guy, Le néocapitalisme, J.L. Delarge, Paris, 1976.

2. Dumont Louis, Homo Hierarchicus, Paris, Gallimard, 1975.

3. Miliband Ralph, L'État dans la société capitaliste, Paris, Maspero, 1973.

4. Laxer James, Canada's Economic Strategy, Toronto, Mc Clelland and Stewart, 1981, p. 79.

5. Les temps difficiles, 19ème exposé annuel, Ottawa, 1982, p. 21.

6. Le discours sur le budget, p. 12.

7. J.M. Fontaine, "L'État-moins-limite de l'État chez les néo-libéraux et les économistes de l'offre", CEP, no. 21, oct. déc. (1982).

8. CLI., Historique de 13 commissions de lutte contre l'inflation, Ottawa, 1979.

9. OCDE, Politiques d'ajustement positives, résumé et conclusion, Paris, 1982.

10. Claus Offe, "The Capitalist State and Policy Formation", in L. Lindberg and al. Stress and Contradiction in Modern Capitalism, 1975, p. 126.

TABLEAU 1

Indicateurs économiques. Canada - Etats-Unis
(1960-1982)

	1967/1960	1973/1967	1980/1973	1980/1960	1979	1980	1981	1982	1982/1979	1983*
Variation de la DNB/ PIB réelle										
Canada	5.6	5.6	2.8	4.6	2.9	.5	3.1	-4.8	.4	2.3
Etats-Unis	4.6	3.6	2.3	3.5	2.8	-.4	1.9	-1.8	.6	1.7
7 principaux pays	5.1	4.9	2.5	4.1	3.2	1.2	1.3	-.5	1.1	
Variation de la productivité (PIB/Habitant)										
Canada	3.6	4.2	1.6	3.1	-1.0	-2.2	-.5	-1.6	-1.1	
Etats-Unis	3.2	2.5	1.3	2.3	-.1	-.9	.8	-.9	-.2	
7 principaux pays	3.9	3.9	1.8	3.2	1.7	.4	1.2	.4	.9	
Taux de chômage										
Canada	4.9	5.1	7.2	5.8	7.5	7.5	7.6	11.1	8.4	12.4
Etats-Unis	5.1	4.5	6.8	5.5	5.9	7.2	7.6	9.7	7.6	10.4
7 principaux pays	3.0	3.1	5.1	3.7	5.4	5.8	6.6	8.4	6.6	
Variation de l'indice des prix à la consommation										
Canada	2.1	5.3	9.8	5.8	9.1	10.2	12.5	10.8	10.6	6.3
Etats-Unis	1.7	4.9	9.2	5.3	11.3	12.5	10.3	6.1	10.3	4.5
7 principaux pays	2.5	5.3	9.8	5.8	9.3	12.2	10.0	6.0	9.6	

(*) Prévisions

Source: OCDE, Statistiques rétrospectives, 1960, 1980, Paris, 1982
Ministère des Finances, Les perspectives économiques du Canada, Ottawa, 19 avril 1983.

TABLEAU 2

Indicateurs économiques (1969-1982)

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
(Taux de variation)														
Produit intérieur réel	6.1	2.4	5.9	5.9	7.8	4.5	.9	5.0	2.9	3.3	3.6	.3	2.6	-4.8
Production manufacturière	7.5	-1.4	5.8	7.7	10.5	3.6	-5.9	5.9	2.0	5.0	4.7	-3.1	1.9	-12.2
Production/H-personne (ind. man.)	5.9	1.5	7.1	4.4	6.3	2.3	-2.6	5.3	4.0	1.6	1.7	-1.9		
Rénumération du travail par unité produite	1.5	6.1	.5	3.2	4.4	13.2	17.8	8.4	6.7	5.0	8.3	12.4	10.6	
Indice des prix à la consommation	4.6	3.3	2.9	4.8	7.6	10.9	10.8	7.8	8.0	8.9	9.1	10.2	12.5	10.8
M_1	7.0	2.3	12.6	14.2	14.6	9.5	13.7	8.0	8.4	10.0	6.9	6.3	3.0	1.2
M_2	10.4	6.8	12.4	10.5	14.2	20.1	15.0	12.6	14.1	10.7	15.7	18.1	14.3	6.0
Salaires	18.8	8.4	10.1	11.7	15.9	19.8	16.4	15.6	10.2	9.6	11.6	11.9	13.8	
Bénéfices de sociétés	7.1	-7.2	12.8	24.4	42.8	30.1	-2.0	1.6	4.7	22.4	36.2	6.6	-8.9	-28.5
Taux de chômage	4.4	5.7	6.2	6.2	5.5	5.3	6.9	7.1	8.1	8.4	7.5	7.5	7.6	11.1
Taux d'escompte	7.5	7.1	6.2	4.75	6.1	8.5	8.5	9.3	7.70	9.0	12.1	12.9	12.9	14.06
Total des fonds obtenus sur les marchés financiers en % du PNB			17.9	15.5	17.7	21.1	20.3	22.6	21.3	27.6	22.9	23.2	28.0	
Solde du poste marchandise (millions de $)	964	3052	2563	1857	2735	1689	-451	1388	2730	4007	4150	7810	6636	17700

Source: Ministère des finances, Revue Economique, avril 1982-avril 1983, Ottawa.

TABLEAU 3

Variations annuelles des salaires et revenus du travail
(1973-1981)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (ensemble des industries)	10.9	14.7	19.2	10.9	7.9	7.1	8.7	11.1	13.4
Revenu du travail (industrie manufacturière)	14.6	17.4	10.3	14.9	8.8	10.3	13.4	8.8	
Salaires hebdomadaires réels (IPC)	.1	.1	3.4	4.7	1.6	-2.7	-0.5	-.1	-1.4
Revenu du travail réel ( )	3.1	3.9	4.0	5.9	.9	-1.8	-1.7	-1.7	-.2

Source: Revenu Economique, avril 1982, pp. 14-70.

TABLEAU 4

Soldes budgétaires des administrations publiques
après correction des variations conjoncturelles
1971 à 1982

Administration fédérale

	Solde observé	Élement conjoncturel	Élement non conjoncturel
($ milliards)			
1971	-0.1	-0.1	0.0
1972	-0.6	0.1	-0.7
1973	0.4	1.0	-0.6
1974	1.1	1.6	-0.5
1975	-3.8	0.0	-3.8
1976	-3.4	0.7	-4.1
1977	-7.3	-0.5	-6.8
1978	-10.7	-0.8	-9.9
1979	-9.3	-0.4	-8.9
1980	-10.2	-2.0	-8.2
1981	-8.0	-1.8	-6.2
1982	-21.1	-9.4	-11.7
(En pourcentage du RNB)			
1971	-0.2	-0.2	0.0
1972	-0.5	0.1	-0.6
1973	0.3	0.8	-0.5
1974	0.8	1.1	-0.3
1975	-2.3	0.0	-2.3
1976	-1.8	0.3	-2.2
1977	-3.5	-0.2	-3.2
1978	-4.6	-0.4	-4.3
1979	-3.5	-0.1	-3.4
1980	-3.5	-0.7	-2.7
Moyenne			
1971-80	-1.9	0.1	-2.0
1981	-2.4	-0.5	-1.8
1982	-6.0	-2.7	-3.1

Source: Ministère des Finances, Le déficit fédéral mis en perspective, Ottawa, avril 1982, p. 62.

TABLEAU 5

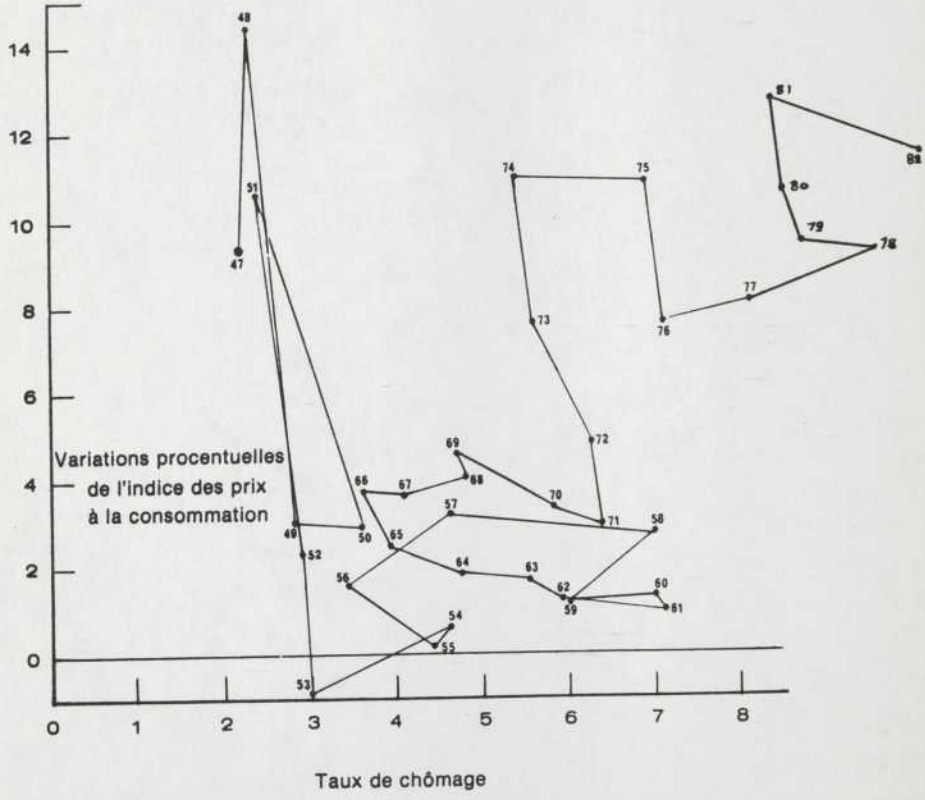
Répartition des dépenses fédérales par fonction

	Services généraux	Protection de la personne	Transports, communications	Santé, services sociaux	Conservation des ressources, développement de l'industrie	Environnement	Éducation, loisirs, culture	Travail, emploi, immigration	Logement	Transferts généraux à d'autres administrations	Service de la dette	Affaires étrangères	Autres	Dépenses générales brutes
	(en pourcentage du total des dépenses)													
1971-72	6.1	12.1	6.6	38.5	6.4	0.1	5.8	1.6	0.4	8.5	7.8	1.7	4.4	100.0
1972-73	6.0	11.0	6.6	41.3	6.5	0.5	5.1	2.3	0.5	7.8	7.2	1.8	3.4	100.0
1973-74	5.7	10.7	7.3	41.4	7.1	1.0	4.8	1.4	0.6	7.8	7.1	1.8	3.3	100.0
1974-75	5.5	9.4	7.1	40.0	9.9	0.9	4.3	1.1	0.7	8.7	7.3	1.9	3.2	100.0
1975-76	5.1	9.2	6.7	41.1	10.6	0.8	4.1	1.2	0.9	7.3	7.7	2.0	3.2	100.0
1976-77	5.5	10.1	6.7	42.1	8.5	0.7	4.2	1.1	1.2	8.3	7.1	1.9	2.7	100.0
1977-78	5.6	10.4	6.4	40.9	7.7	0.7	5.1	1.1	1.1	7.6	7.7	2.4	3.3	100.0
1978-79	5.5	10.4	6.4	41.4	6.8	0.8	5.3	1.1	1.3	6.6	9.3	1.9	3.1	100.0
1979-80	5.1	9.9	5.7	39.4	9.2	0.6	5.0	1.2	1.4	6.6	10.3	1.8	3.5	100.0
1980-81	5.1	9.4	6.3	38.2	10.7	0.5	4.5	1.1	1.5	6.5	10.8	1.6	3.9	100.0
1981-82	5.1	9.5	5.3	36.8	10.8	0.4	4.2	1.1	1.4	6.7	13.6	1.6	3.5	100.0

Source: Ministère des Finances, Le déficit fédéral en perspective, Ottawa, Avril 1983.

GRAPHIQUE 1

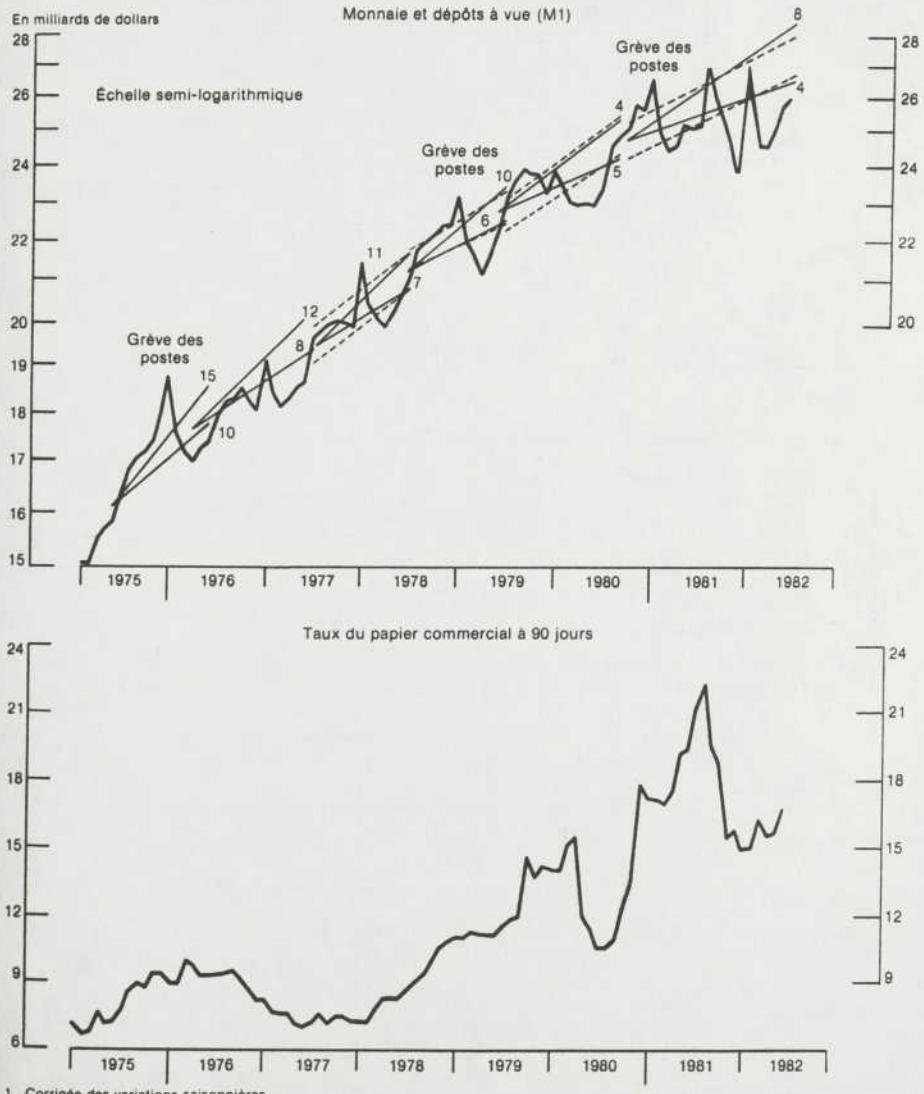
Taux de chômage global et variations procentuelles de l'indice des prix à la consommation, Canada, de 1947 à 1977.



Source: Statistique Canada, Indice des prix à la consommation, cat. 62-001, et Population active, cat. 71-001.

GRAPHIQUE 2

Masse monétaire[1], fourchettes de croissance visées et taux d'intérêt à court terme, Canada, de 1975 au premier semestre de 1982

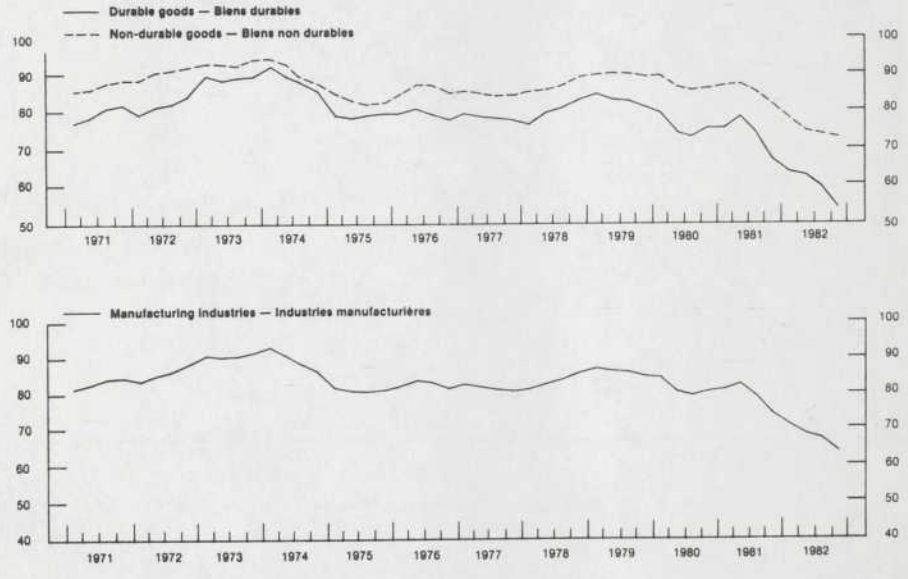


1 Corrigée des variations saisonnières.

SOURCE *Revue de la Banque du Canada*, divers numéros.

GRAPHIQUE 3

Taux d'utilisation de la capacité dans les industries manufacturières au Canada, 1971-1982



II Socialismes de l'Est : crise politique et transformations sociales

Chapitre 5

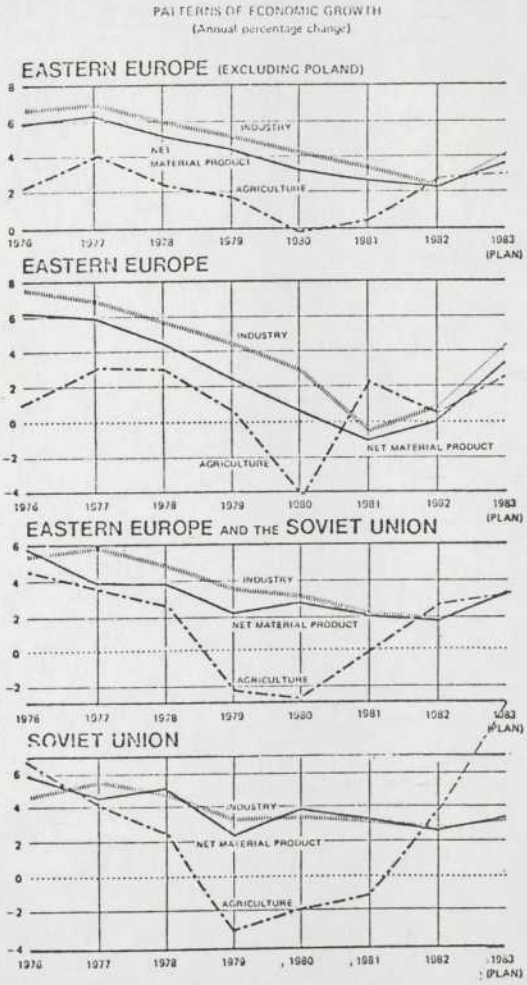
LES FORMES ACTUELLES DE CRISE DANS LES ÉCONOMIES DE TYPE SOVIÉTIQUE

Bernard CHAVANCE*

La tendance de long terme au ralentissement de la croisance sensible depuis le début des années 1960 dans la plupart des pays de l'Est, se manifeste très ouvertement depuis le milieu des années 1970 et finit par déboucher au début des années 1980 sur une véritable situation de crise économique.[1] Au-delà des cas extrêmes de la Pologne (avec sa crise sociale aigüe) et de la Roumanie, l'ensemble de la région se trouve confrontée à des difficultés économiques évidentes, reflétées dans des évolutions statistiques convergentes (cf. tableaux 1 à 4)[2]. Plusieurs années de mauvaises récoltes se sont succédées dans l'agriculture, suscitant parfois des pénuries alimentaires ou conduisant à des mesures de rationnement comme en Pologne, en URSS, en Roumanie. La croissance industrielle fléchit très sensiblement après 1977 tandis que la productivité est partout en baisse. Malgré la sous-estimation statistique des hausses de prix réelles, une inflation ouverte apparaît depuis 1976 dans les indices officiels des prix de détail de tous les pays, outre la Pologne et la Hongrie où le phénomène est plus ancien. Inflation aussi dans l'"économie seconde", dont l'étendue croît rapidement dans la période récente. Le niveau de vie, dont une augmentation relativement régulière était assurée jusque-là, tend à stagner quand il ne régresse pas. Simultanément, on observe, depuis l'ouverture à l'Ouest opérée il y a une dizaine d'années, un endettement croissant en devises convertibles. Les réactions des autorités aux difficultés du commerce extérieur, à part l'Union Soviétique, se sont traduites par une réduction des importations, un ralentissement des investissements, voire une compression de la consommation. À la "stagflation socialiste" répondent des politiques de stabilisaton et d'austérité. Ne vient-on pas de voir le responsable de la "Wharton Econometric Forecasting Ass." féliciter les États d'Europe de l'Est - sauf la Pologne - pour leurs "politiques déflationnistes draconiennes" (FABRA, 1983)? Les plans pour le quinquennat en cours 1981-1985 prévoient une croissance encore plus faible que celle réalisée en 1976-80 (sauf en RDA), mais seule la Bulgarie sera peut-être en état de réaliser l'objectif, les deux premières années écoulées ayant partout ailleurs été témoin de résultats inférieurs aux prévisions quinquennales (UN, 1983). À moins de retournements spectaculaires mais hautement improbables dans le domaine de l'efficacité économique, les années 1980 seront vraisemblablement marquées par une croissance particulièrement réduite.

* Professeur d'économie à l'Université de Paris - et maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales.

TABLEAU 1



Source: UN (1983)

TABLEAU 2

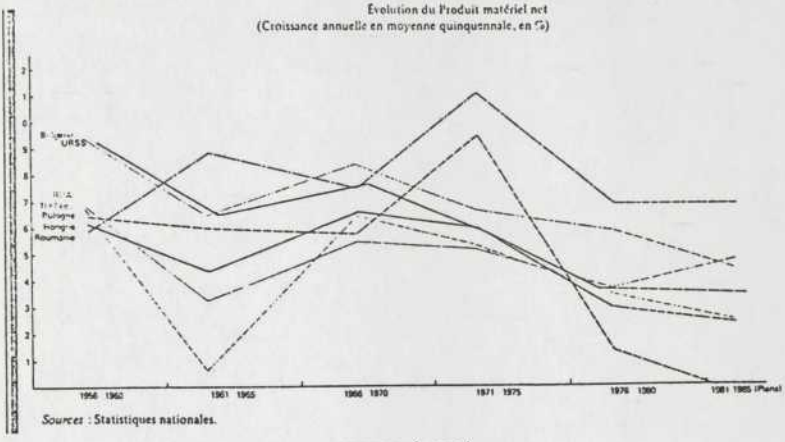
Modifications dans la croissance du produit matériel net
(en %)

	Plan 1976-80	Réalisé	1981	1982	Plan 1983	Plan 1981-85
Bulgarie	7,7	6,1	5	4	3,8	3,7
Tchécoslovaquie	4,9	3,7	- 0,4	0	2	2,0-2,6
RDA	5,0	4,2	4,8	3	4,2	5,1
Hongrie	5,4-5,7	3,2	2	1,5-2	0,5-1,0	2,6-3,2
Pologne	7,0-7,3	1,7	-12,1	-8	2,0-2,5	3,5-5,6 (1983-85)
Roumanie	10,0-11,0	7,3	2,2	2,6	5,0	7,1
URSS	4,7(a)	4,3	3,3	2,6(a)	3,3	3,4
Europe de l'Est	6,6	3,9 (5,0(b))	- 1,1 (2,7(b))	-0,1 (2,3(b))	3,3 (3,6(b))	3,8
Europe de l'Est et URSS	3,3	4,2	2,0	1,8	3,3	3,5

(a) PMN distribué.
(b) Sans la Pologne.

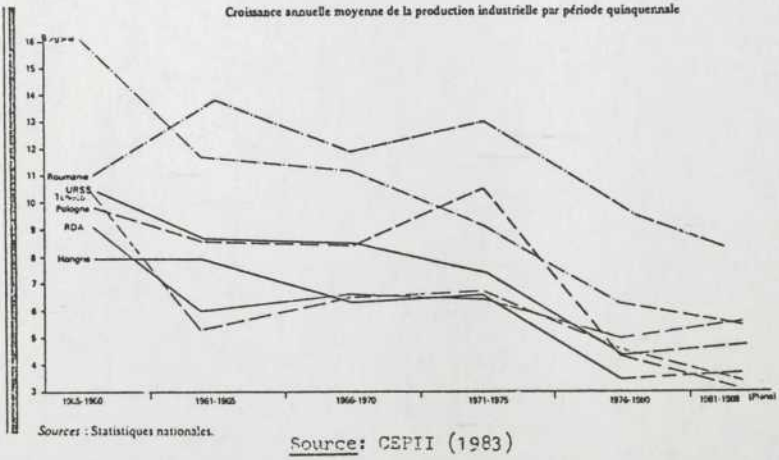
Source: UN (1983). Les chiffres cités proviennent des statistiques officielles nationales.

TABLEAU 3



Source : CEPII (1983)

TABLEAU 4



Source: CEPII (1983)

LES GRANDS TRAITS DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES DE TYPE SOVIÉTIQUE

Les sept pays considérés ont en commun une organisation politique fondée sur la domination du parti communiste au pouvoir, des structures économiques marquées par la propriété étatique du capital et une planification impérative, et l'appartenance à un bloc où s'exerce l'hégémonie politique, économique et militaire soviétique.

À l'exception de la Pologne où prédomine l'exploitation privée, l'agriculture est organisée sous forme essentiellement coopérative, avec un rôle plus ou moins important des fermes d'État. L'État est le principal acheteur et revendeur d'une production agricole dont l'accroissement dépend souvent de l'évolution de l'industrie elle-même. Les revenus paysans dans les fermes collectives varient selon les résultats de l'exploitation, l'évolution des prélèvements étatiques et des termes de l'échange avec l'économie urbaine. Le secteur privé, exploitations individuelles et surtout lopins des paysans coopérateurs, varie entre 3% et 10% des surfaces mais représente selon les pays jusqu'au quart (URSS) ou au tiers (Hongrie) de la production agricole totale.

Le salariat industriel repose sur un marché du travail original, où les travailleurs sont libres de choisir leur emploi. La mobilité importante de la main-d'oeuvre, en particulier chez les jeunes, est favorisée par la pénurie de force de travail, phénomène général accentué par le ralentissement démographique; il est fréquent que les entreprises se concurrencent pour l'embauche de nouveaux travailleurs. Au sein de l'entreprise règne la "direction unique" du directeur nommé par l'autorité administrative de branche et responsable devant elle seule, outre le contrôle du parti dont la hiérarchie redouble celle de l'appareil économique (Lowit, 1980). Les syndicats sont en fait liés à la direction et à l'appareil du parti, tandis que le droit de grève n'est pas reconnu et que toute participation ouvrière effective aux décisions ou à la gestion est absente. La pression pour l'accroissement des salaires de la part des travailleurs est cependant effective quoique non organisée; la pénurie de main-d'oeuvre la favorise ainsi que la mobilité et les gestionnaires n'y résistent pas systématiquement. D'où une tendance, jusqu'à la crise récente, des salaires à croître davantage que la productivité.

L'administration étatique de l'industrie s'opère à travers une gestion hiérarchique par branche de production, dont le modèle est représenté par les ministères sectoriels soviétiques (Chavance, 1982). L'organisation n'est pas uniforme entre les divers pays, et les modifications dans ce domaine sont fréquentes. Toutefois, la logique de la gestion par branche domine dans l'ensemble, malgré les contrepoids à l'autorité des organes sectoriels introduits à travers la concentration d'entreprises en divers types d'associations, et le passage de certaines directions ministérielles à l'autonomie comptable, sur le modèle des entreprises. Les défauts de ce système sont nombreux: Éloignement des responsables au niveau de la branche par rapport aux conditions

concrètes des entreprises et bureaucratisation considérable de la gestion; tendance à la dilution des responsabilités; fragmentation des organes planificateurs en nombreux niveaux où se développent des intérêts divergents, reportant au seul sommet de la hiérarchie politique la prise en compte de l'"intérêt collectif", quelle que soit la façon dont on définisse celui-ci. Ce système constitue un "pluralisme centralisé" (Nove, 1981) ou un "monolithisme décentralisé" (Bauer, 1982). La coordination entre entreprises de différentes branches est généralement perturbée, car la gestion centralisée de l'approvisionnement matériel n'est pas en mesure de faire face à la complexité des échanges inter-industriels, et les unités ne sont pas autorisées à établir directement des liens entre elles: les liaisons horizontales sont médiatisées par des liaisions verticales. Les dysfonctionnements chroniques du système d'approvisionnement expliquent la tendance des branches et des entreprises à une sorte d'"autarcie", par production ou transformation locale de matières premières, d'équipements ou de pièces de rechange, créant un décalage croissant entre la spécialisation administrative des branches et la situation réelle. Enfin une telle structure sectorielle freine le développement technologique et une adaptation à l'évolution de la division internationale du travail (Bauer et Szamuely, 1978).

Le caractère impératif de la planification, que seule la Hongrie a supprimé, signifie la désagrégation progressive des objectifs macro-économiques fixés par la direction politique, en objectifs de branches conférés aux administrations sectorielles, et de ces derniers en ordres détaillés adressés à chaque entreprise. La structure hiérarchique permet donc une liaison et une intégration de la planification macro-économique, "méso-économique" (celle des organisations intermédiaires entre le centre et les unités de base), et micro-économique. Cependant cette liaison, qui distingue un système de plan impératif d'un système indicatif, est en réalité extrêmement conflictuelle et contradictoire. Au sein de la structure hiérarchique, c'est-à-dire de l'appareil gestionnaire, se manifestent des conflits d'intérêts et des comportements divergents (ou convergents mais non coordonnés) entre les agents de différents niveaux, le "centre" (politique), les responsables sectoriels (ministères, directions de branches) et les directeurs, ces derniers étant en outre directement confrontés à des relations contradictoires avec les salariés soumis à leur autorité. Le processus de planification, dans l'élaboration comme dans l'application des plans, consiste en réalité en une succession de marchandages entre les gestionnaires des divers échelons, qui représentent des formes originales de concurrence. Le système de stimulation pour les directeurs récompense le dépassement du plan de production et la réduction de la consommation en ressources, et sanctionne les cas inverses. Les managers sont par conséquent incités à obtenir des plans peu ambitieux de production et de larges attributions de ressources, ils marchandent dans ce but avec l'autorité de branche. Quant à cette dernière, elle marchande avec le centre en cherchant à son tour à se voir allouer le maximum de capital, pour étendre son "empire industriel" et son pouvoir informel. L'entreprise tend donc à maximiser sa demande et à minimiser son offre, à l'aide d'une dissimulation ou d'une déformation de l'information, tandis que l'organe sectoriel cherche à maximiser et sa demande et son offre (Dallago, 1982). De telles pratiques, exprimant les conflits d'intérêts au sein de l'appareil gestionnaire et de la classe dominante,

sont à la fois causes et effets de la régulation pénurique qui caractérise le système.

Le commerce extérieur des pays du CAEM, sauf la Hongrie, repose sur un monopole et une planification étatiques. Les entreprises commerçant avec l'étranger ne le font que par l'intermédiaire d'offices centraux du commerce extérieur. Les prix intérieurs sont déconnectés de ceux du commerce extérieur à travers un système, les "comptes d'égalisation des prix", qui s'apparente à des subventions ou taxes étatiques. Dans les rapports internes au CAEM, comme dans les échanges avec l'Ouest, domine la tendance au bilatéralisme, tandis que les monnaies nationales sont inconvertibles.

Dans l'ensemble des pays enfin, l'"économie seconde" ou "parallèle" constitue une part non négligeable de l'activité globale: elle recouvre tout ce qui s'opère en dehors ou à l'encontre des circuits officiels. Du "vol de la propriété socialiste" à la production illégale de biens ou services divers, en passant par les multiples formes de spéculation (Grossman, 1979), elle concerne également les accords tacites ou échanges informels entre entreprises ainsi que la dissimulation de réserves en matériaux ou main-d'oeuvre par ces dernières, dont l'objet n'est autre souvent que la poursuite des objectifs... du plan (Simis, 1983).

L'ensemble des traits schématiquement résumés ci-dessus se retrouve chez les Sept, mais avec des variations sensibles tenant aux diversités historiques, géographiques, culturelles (Lavigne, 1979a). Les différences sont nombreuses, en particulier entre le géant soviétique et ses 6 partenaires, entre ces derniers même compte tenu des histoires nationales et des relations avec la puissance voisine (Brus, Kende, Mlynar, 1983), mais aussi selon le degré d'industrialisation et d'urbanisation, l'importance de l'ouverture extérieure, le type de compromis éventuel élaboré entre la classe dominante structurée par le parti et la nomenklatura d'un côté, et la population dans ses diverses composantes de l'autre. Il est erroné d'imaginer l'ensemble de ces pays comme un bloc monolithique et uniforme. Toutefois ils possèdent suffisamment de traits communs pour justifier qu'on les range sous la catégorie descriptive de systèmes de type soviétique.

DU DÉCLIN DE LA CROISSANCE À L'ENLISEMENT DES RÉFORMES

Au tournant des années 1950 et 1960, la croissance jusque-là élevée des pays socialistes se ralentit. On assiste à une discussion de plus en plus ouverte des problèmes du modèle de développement en vigueur et du système traditionnel de planification, tandis que l'idée de réforme économique gagne du terrain. Les diagnostics des économistes convergent. La croissance dite extensive fondée sur l'accroissement rapide de la main-d'oeuvre industrielle (d'origine rurale et féminine), des taux élevés d'accumulation, particulièrement dans l'industrie lourde prioritaire (opérés au détriment de l'amélioration rapide de la consommation), s'essoufle inéluctablement à partir d'un certain

niveau de développement et de raréfaction relative des ressources. Les économies industrielles complexes issues de l'industrialisation de type stalinien se laissent moins facilement gérer à l'aide d'une planification hyper-centralisée et par conséquent bureaucratique. Avec le feu vert soviétique, les responsables admettent alors l'option de la réforme, destinée à accroître l'efficacité économique, à stimuler la productivité tout en satisfaisant davantage les besoins de la consommation. Les mesures essentielles concernent une décentralisation de la gestion, accroissant l'autonomie des organes intermédiaires d'administration, ou celle des entreprises, la tutelle des planificateurs sur ces dernières est réduite grâce à un moindre nombre d'indicateurs planifiés, un rôle accru des stimulants économiques liés aux critères marchands (prix, profit) et la mise à la disposition des unités de base d'une part du profit auparavant centralisé, enfin le système généralement incohérent des prix administrés doit être assoupli et rapproché de l'évolution des coûts réels.

Deux interprétations différentes de ces changements, influencées par les conditions socio-politiques nationales, se font jour dans les années 1960: une variante conservatrice visant à un assouplissement limité du système en place, qui va s'imposer dans la majorité des pays à commencer par l'Union Soviétique, et une variante plus radicale, orientée vers le "socialisme de marché" et débouchant sur de nouvelles modalités d'organisation économique et une modification partielle des rapports au sein de la classe dirigeante, et entre celle-ci et le reste de la société. C'est le cas en Tchécoslovaquie entre 1966 et 1968, jusqu'à ce que l'intervention soviétique et la normalisation mettent un terme à l'expérience; mais aussi en Hongrie avec le "nouveau mécanisme" introduit en 1968, et dont l'évolution reste jusqu'à ce jour atypique en Europe de l'Est.[3]

Dans tous les autres pays, en effet, les réformes subissent dès la fin des années 1960 et au cours des années 1970 des blocages et des reculs significatifs, laissant le système traditionnel approximativement intact, dans ses structures comme dans ses contradictions. Ce retour du balancier s'explique par le manque de cohérence interne des réformes proposées, leur caractère partiel, et les résistances politiques et sociales de diverses et puissantes fractions au sein des classes dominantes nationales, appuyées d'un côté par des coalitions complexes d'intérêts sociaux à l'intérieur, et par l'orientation conservatrice de l'appareil soviétique au sein du bloc lors de cette période (Hohmann, 1982).

Une satisfaction accrue des besoins de la population figurait dans les objectifs des réformes. Les dirigeants sont alors à la recherche d'un meilleur consensus une fois le système fermement installé et la déstalinisation en partie effectuée, tout en étant conscients de la corrélation entre une productivité accrue et un meilleur approvisionnement en biens de consommation. La révolte polonaise de 1970 a montré la sensibilité des travailleurs à cet aspect traditionnellement non prioritaire dans le modèle de croissance; déjà un effort avait été demandé aux pays frères pour tenter d'acheter l'acquiescement du peuple tchécoslovaque à la normalisation par l'accroissement du niveau de vie. Malgré

les difficultés d'interprétation statistique dans ce domaine, il n'est pas douteux que la période qui s'étend du milieu des années 1960 au milieu des années 1970 correspond, dans l'ensemble de la région y compris l'URSS, à une amélioration effective des niveaux de consommation, dans le domaine alimentaire, celui des biens de première nécessité comme l'habillement, et celui des biens durables (notamment l'électro-ménager) (Hudson, 1980).

Mais ce néo-consumérisme socialiste qui apparaît dans une décennie où le ralentissement de la croissance semble enrayé, coexiste avec un modèle de développement toujours marqué par les pratiques extensives, la croissance plus rapide du secteur A (biens de production) que du secteur B (biens de consommation), le manque de dynamisme de l'innovation et de la productivité. Les niveaux quantitatifs de la consommation augmentent, mais un décalage subsiste entre l'équipement croissant des ménages en biens durables et les difficultés récurrentes dans le domaine des biens de première nécessité (en particulier ceux qui sont liés à l'agriculture), ou sous le rapport de la qualité, de la distribution, des services. Le logement et l'automobile progressent mais sans avoir le dynamisme observé lors des "trente glorieuses" occidentales. En un mot, une croissance de type fordien ne réussit pas véritablement à s'enclencher, butant notamment sur les obstacles que constituent la priorité au secteur A, devenue une rigidité structurelle résistant même à la réorientation des politiques économiques[4], les contradictions inhérentes à la planification centralisée de la production et des échanges inter-entreprises, et enfin les formes de l'organisation du travail (Urgense, 1982; Drach, 1983). Le rapprochement (partiel) de l'économie hongroise sous le kadarisme d'un modèle néo-fordien est l'exception qui confirme la règle.[5]

Dans la plupart des pays du CAEM, la croissance de la consommation par tête ralentit sensiblement à partir de 1975-76. La consommation ne joue toujours pas le rôle d'une composante d'une intensification de la croissance que lui prêtait certains réformateurs trop optimistes.

L'ÉCONOMIE DE LA PÉNURIE ET LA PLANIFICATION COMME MARCHANDAGE CONCURRENTIEL

Au modèle centralisé de type soviétique, que les réformes n'ont guère amendé, correspondent des formes de régulation originales, que l'on pourrait qualifier de "pénuriques". Les tendances à la pénurie, c'est-à-dire à une insufissance relative de l'offre par rapport à la demande solvable, sont permanentes, tout en se manifestant à divers degrés d'intensité selon les périodes. Elles n'existent pas seulement dans la sphère - davantage visible - des biens de consommation, mais aussi dans celle des moyens de production, et enfin pour la force de travail. Selon la théorie de l'économie de pénurie élaborée par l'économiste hongrois Kornai, les systèmes socialistes constituent des économies d'"aspiration" (suction) fondées sur des "marchés de vendeurs" (c'est-à-dire où le rapport de force est en faveur de ces derniers au détriment des acheteurs), par opposition aux capitalismes traditionnels en tant qu'économies de "pression" (pressure) fondées sur des "marchés d'acheteurs".

La pression signifie que l'offre bute sur les limites de la demande, qu'elle cherche à pousser, tandis que dans l'aspiration la demande excède l'offre, qu'elle tend en quelque sorte à siphonner (Kornai, 1981, 1980).[6] Les causes fondamentales d'une telle situation résident dans les formes institutionnelles de la propriété étatique, la logique et les effets contradictoires de la planification de la production et de l'approvisionnement des entreprises, et les comportements des responsables économiques aux différents niveaux, du "centre" jusqu'aux directeurs. Les divers agents ont en fait une autonomie d'action non négligeable dans le cadre de la centralisation et ils la mettent à profit pour influencer leur propre "plan", dont la réalisation constitue la rationalité que cherche à leur imposer le système. C'est cette rationalité même qui est à la source des plus graves irrationalités de l'économie considérée globalement. Le directeur, confronté à une autorité hiérarchique de branche qui cherche à lui imposer un plan tendu, va se protéger de cette tension comme du défaut chronique de fiabilité de ses approvisionnements planifiés (matières premières, équipements) qui conditionnent la réalisation de ses objectifs de production, en biaisant doublement lors du marchandage qui prélude à l'élaboration du plan: par sous-estimation de ses capacités réelles, et surestimation de ses besoins en travail et en capital pour atteindre les ordres planifiés. Dissimulation partielle des capacités de production, exagération systématique des demandes en approvisionnements matériels et en investissements: telles sont ses armes pour influencer les ordres qu'il recevra d'en haut. Constitution de stocks excédentaires de machines, matières premières, produits semi-finis, combustibles, et enfin de main-d'oeuvre: voilà dans le cours de l'exécution du plan ses moyens pour s'assurer autant que possible, malgré les aléas probables des livraisons en provenance des autres entreprises, de réaliser les objectifs qu'on lui a assigné, et sur lesquels il sera jugé, voire récompensé. Ce pompage systématique des "inputs" de la part des directeurs constitue entre les entreprises une sorte de "concurrence amont". C'est une des causes primordiales de la pénurie de force de travail - d'où l'absence de chômage ouvert - et de biens d'équipement. La demande de ceux-ci par les entreprises tend à dépasser systématiquemnt les capacités existantes, c'est-à-dire l'offre.

Mais le pompage ou l'aspiration des ressources productives par les unités de base se combine avec une logique analogue des autorités administratives et des appareils qui ont pour charge la gestion de la branche. La logique autarcique des lobbies sectoriels (ou régionaux) conduit à une quasi-concurrence corporative entre des bureaucraties économiques (ou politiques) qui entendent bien défendre, voire élargir leurs "empires industriels". À leur tour, elles cherchent à pomper au bénéfice de leur secteur le maximum de ressources, en particulier d'investissements, de la part du "centre", dont il ne faut pas oublier qu'il représente le grand centralisateur et redistributeur d'une partie conséquente du profit réalisé au niveau des entreprises, c'est-à-dire de la survaleur sociale. Un des moyens de pompage à ce niveau est la méthode classique de dispersion des investissements: en ouvrant un nombre excessif de chantiers, les organes sectoriels se donnent des armes pour exiger davantage de ressources du centre lors de la prochaine période planifiée, avec l'argument qu'il faut bien achever les constructions entamées pour éviter un trop grand gaspillage. L'éparpillement de l'investissement est un trait essentiel du modèle traditionnel de développement extensif. Un nouveau type de

marchandage s'opère donc entre les autorités politiques et planificatrices centrales d'un côté, et les organismes intermédiaires de gestion de branche, de l'autre. L'arbitrage central est cette fois ultime, il tranche dans la concurrence inter-branches pour le capital, fixant par là les limites de la concurrence amont des firmes à l'intérieur d'une branche donnée.

On conçoit que dans ce processus de planification "réellement existant" la rationalité sociale supposée découler de la gestion centralisée devienne "réellement inexistante", et cède la place à un mode de régulation issu de l'interaction non maîtrisée de comportements différents, à une sorte d'"équilibre de pénurie" qui fait ironiquement pendant à l'équilibre de sous-emploi keynésien dans le capitalisme traditionnel (Chavance, 1983).

Le siphonnage systématique de main-d'oeuve et de ressources par les entreprises, le pompage de capital social par les organes sectoriels, suscitent des tendances à la pénurie sur le marché du travail et celui des moyens de production. Une telle situation, combinée aux rigidités du modèle de croissance en vigueur, débouche à son tour sur des formes de régulation pénuriques sur le marché des biens de consommation. La pénurie est dès lors une tendance inhérente au système économique lui-même.

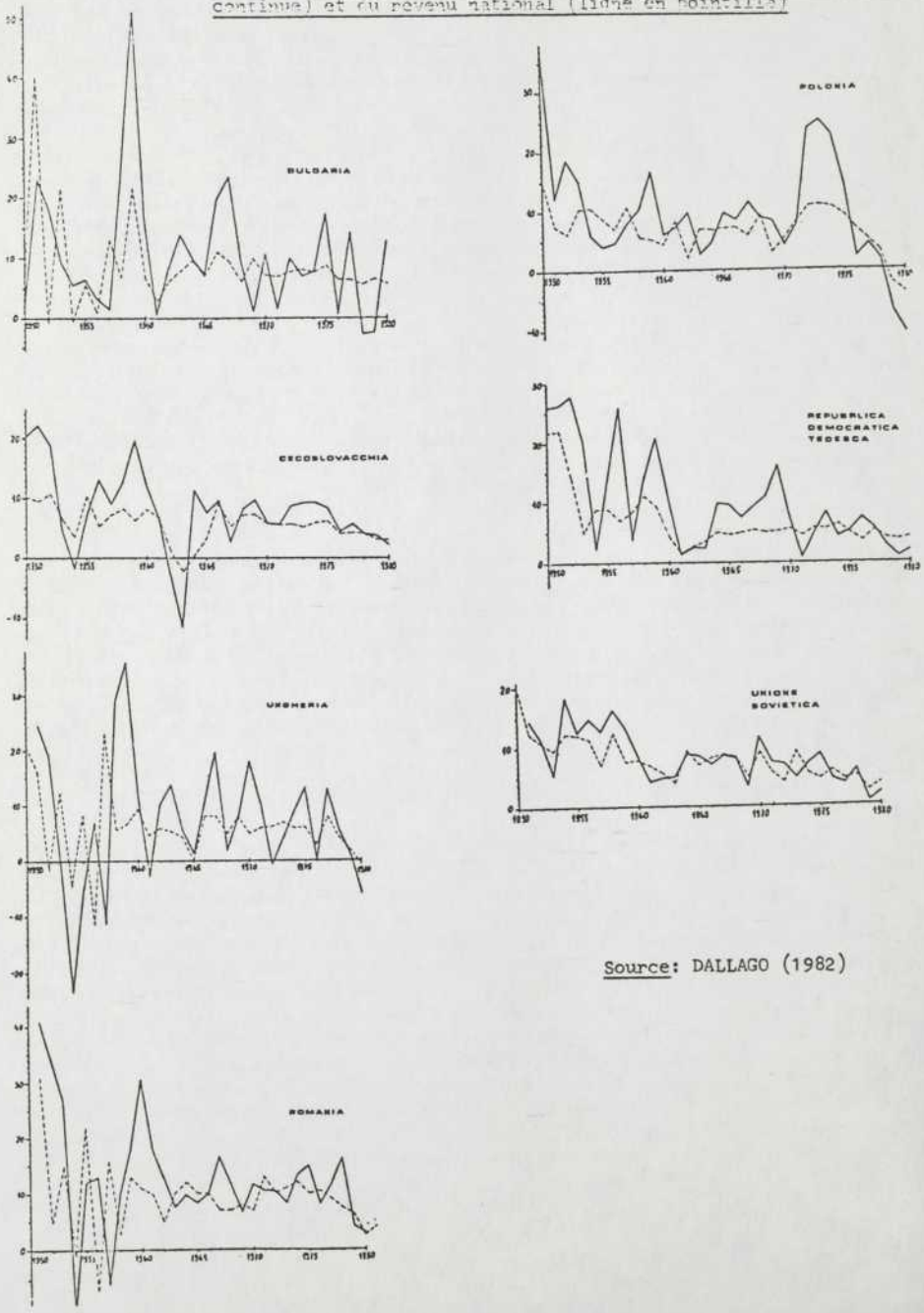
Le concept de régulation pénurique n'implique pas que des pénuries existent constamment, mais que les tensions et les contradictions internes au système se manifestent par des tendances variables à la pénurie aux divers niveaux, et surtout que les changement dans l'intensité relative des diverses pénuries, ouvertes ou latentes, sont la forme essentielle à travers laquelle ces tensions et ces contradictions évoluent, rétroagissent les unes sur les autres, voire se résolvent temporairement. Une illustration nous en est donnée par les cycles d'investissement, étudiés particulièrement par le Hongrois Bauer.

CYCLES D'INVESTISSEMENT ET RÉGULATION PÉNURIQUE

Les caractéristiques typiques de l'investissement dans les pays socialistes sont un taux assez élevé d'accumulation au niveau macro-économique, et des fluctuations particulièrement nettes et marquées dans le stock d'investissement en cours à un moment donné, et dans les dépenses globales d'investissement dans une période donnée (cf. tableau 5). La planification comme "lutte de classes au sein de la nomenklatura" et la complicité partielle entre les pulsions à l'investissement chez les directeurs et les organes sectoriels, mènent à une tendance chronique au surinvestissement, sur laquelle le centre n'a pas de prise directe. Quatre phases se succèdent (Bauer, 1978). Le cycle s'engage par le démarrage simultané de nombreux projets d'investissement (run-up). Puis le processus s'accélère (rush) avec une dispersion croissante des investissements en cours, et un accroissement sensible du taux d'accumulation, freinant la croissance de la consommation ou dégradant la balance commerciale. Le développement de la construction, de la production

TABLEAU 5

Variations en pourcentages annuels de l'investissement brut (ligne continue) et du revenu national (ligne en pointillés)



Source: DALLAGO (1982)

industrielle, des transports, s'accélère, l'emploi ou l'intensité du travail augmentent. Les pénuries de biens et services d'investissement s'intensifient, ainsi que celles de l'allocation matérielle en général (énergie, matières premières, produits semi-finis), de la main-d'oeuvre, des biens de consommation enfin, d'où une éventuelle croissance de l'épargne populaire. Réagissant aux clignotants des pénuries, les planificateurs centraux restreignent l'approbation de nouveaux projets d'investissements, amorçant le retournement du cycle (halt). Alors s'engage la récession (slowdown) dans laquelle les dépenses d'investissements se contractent: de nombreux projets en cours sont retardés ou suspendus, si bien que la proportion d'investissements inachevés augmente. Progressivement, les pénuries dans la sphère de l'investissement se relâchent, tandis que les déséquilibres dans la consommation ou le commerce extérieur commencent à s'atténuer. Cependant la faim structurelle d'investissements des niveaux inférieurs et moyens de la hiérarchie économique relancent le cycle vers le haut dès que les freins mis par le centre sont progressivement desserrés face à l'assainissement relatif de la situation et aux inquiétudes suscitées par la récession.[7]

Ce processus de "régulation par rétroaction négative" fait ressortir le rôle central de la variation des pénuries dans la sphère de l'investissement, engendré par les comportements autonomes des "investisseurs" aux différents échelons, dans l'ensemble des diverses pénuries et leur évolution. Non seulement on observe des "cercles vicieux" de pénuries et de gaspillages (comme dans la liaison entre la constitution de stocks excédentaires de précaution de main-d'oeuvre et de ressources dans les entreprises, et la pénurie globale de force de travail et de moyens de production) (Markus, 1981), mais surtout ressort avec force un "enchaînement des pénuries" basé sur les pulsations de l'investissement, qui se répercutent sur le marché du travail (ou sur les variations de l'activité ouvrière et de l'intensité du travail dans les entreprises), celui des biens de consommation, voire dans le commerce extérieur. La "régulation pénurique" n'est autre que le résultat de l'interaction dynamique complexe des différentes pénuries, à la fois causes et effets des comportements des divers agents économiques et des divers groupes sociaux.

Sans doute le cycle de l'investissement n'est pas le seul phénomène caractéristique de l'anarchie par la planification dans les économies socialistes. On observe notamment des cycles d'activité liés aux périodes planifiées, avec une arythmie du procès de production, ralenti par les goulots d'étranglement et les retards de l'allocation matérielle au début du plan, et accéléré en fin de période pour rattraper le temps perdu (c'est la "tempête" où main-d'oeuvre et équipements sont soumis à l'accélération des cadences, aux heures supplémentaires, au surmenage). De même des études sur la Pologne (Santacroce, 1981) ou sur l'URSS (Sapir, 1983) montrent l'existence de cycles d'emploi en phase avec les variations de l'investissement. Surtout, les pressions constantes quoiqu'informelles des travailleurs pour l'accroissement des salaires incitent les directeurs à accorder des augmentations ouvertes ou déguisées (primes, surqualification) afin de faciliter la réalisation du plan de production. D'où la tendance fréquente à un dépassement des plans de salaires et à

un accroissement de la masse salariale supérieur à l'évolution de la productivité, obligeant périodiquement les autorités centrales à prendre des mesures pour "restaurer la discipline des salaires" dans le but de réduire les tensions inflationnistes et l'intensification des pénuries sur le marché des biens de consommation (Seurot, 1983).[8] Enfin on a pu parler de cycles politiques ou institutionnels liés à la modification des priorités du pouvoir, aux conflits sociaux et politiques majeurs (Tigrid, 1981; Staniszkis, 1982), etc.

Dans l'ensemble, le cycle de l'investissement et la régulation pénurique semblent bien avoir caractérisé la plupart des pays, des années 1950 à la fin des années 1970.[9] Reste à savoir pourquoi et comment, sans sortir du cadre général de l'économie de pénurie, le processus s'est enrayé depuis pour faire place à la crise.

L'OUVERTURE À L'OUEST: DU RELAIS À LA CONTRAINTE

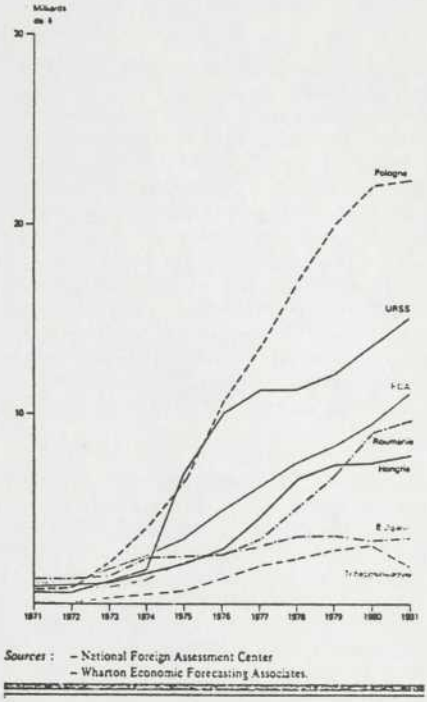
Au début des années 1970, les pays socialistes optent pour une stratégie nouvelle caractérisée par un accent sur l'"intégration socialiste" au sein du CAEM et surtout par le développement accéléré des échanges avec les économies occidentales (Lavigne, 1979b). Facilitée par le contexte de détente et bientôt par l'attitude des pays capitalistes atteints par la crise et désireux de trouver de nouveaux débouchés, cette orientation vise à compenser par des importations alimentaires les difficultés agricoles régionales, et surtout à stimuler une intensification de la croissance à travers d'importantes importations de technologie réduisant à terme l'écart avec l'Ouest. À certains égards, le développement des échanges Est-Ouest apparaît comme un substitut aux réformes économiques dont le recul est quasi-général dans la période; sa fonction est de contourner les difficultés systémiques classiques dans le domaine de l'innovation et du dynamisme technologique. L'objectif est, à terme, de financer ces importations par des capacités accrues d'exportations manufacturières, et énergétiques dans le cas de l'URSS, de la Pologne, de la Roumanie. Dans l'immédiat, le recours à un endettement rendu facile par les difficultés occidentales de la période (à partir de 1973 et surtour 1975, cf. tableau 6) permet de relancer l'investissement tout en maintenant la consommation. La politique volontariste de Gierek en Pologne comme l'industrialisme forcé de Ceaucescu (pétrochimie, sidérurgie) en sont des exemples extrêmes.

Le grand tournant se situe au milieu des années 1970 (CEPII, 1983). Les balances commerciales en devises convertibles se dégradent à la suite de difficultés accrues à exporter sur un marché mondial en récession. Il apparaît bientôt que les espoirs mis dans une stimulation de la croissance intensive par les importations technologiques sont déçus, les rigidités des systèmes de planification entravant la diffusion de l'innovation et des normes de production avancées. La dépendance s'est accrue, mais moins la compétitivité: les produits exportés sont souvent chers et dépassés, les délais mal respectés, la qualité parfois insuffisante, etc. Les économies socialistes ressentent, à divers degrés, le poids croissant de la "contrainte extérieure".

TABLEAU 6

Dette (nette) envers
l'Ouest

Source: CEPII (1983)

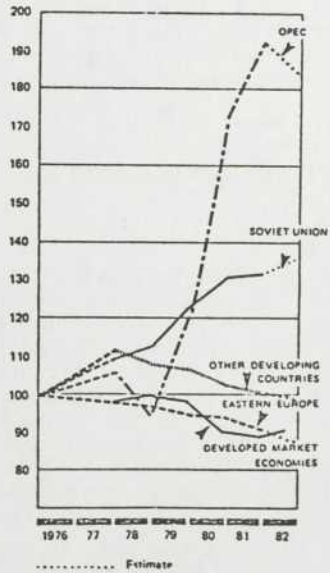


Sources : – National Foreign Assessment Center
– Wharton Economic Forecasting Associates.

TABLEAU 7

Indices des termes
de l'échange (en dollars)
(1975 = 100)

Source: UN (1983)



À l'intérieur du CAEM, où l'URSS fournit une part importante, voire essentielle, des produits énergétiques à ses partenaires, la modification des prix des hydrocarbures soviétiques par révision annuelle sur la base des prix mondiaux des cinq années précédentes, décidée à Moscou en 1975, crée un véri table choc pétrolier socialiste, qui se répétera à partir de 1981. Les matières premières relativement bon marché, source de développement extensif, se raréfient brusquement pour les Six. Dès lors une divergence croissante se manifeste entre l'Union Soviétique dont les termes globaux de l'échange s'améliorent grâce aux exportations énergétiques (y compris vers l'Ouest) et les autres pays qui subissent une dégradation sensible, surtout la Tchécoslovaquie, la RDA, la Hongrie (cf. tableau 7). Le "grand frère" peut maintenir une certaine croissance des échanges avec l'Ouest, tandis que les autres pays sont bientôt (et souvent tardivement) contraints de réduire les importations pour rééquilibrer les déficits commerciaux, freinant par là l'investissement et faisant chuter la croissance.

Alors le piège de l'endettement se referme sur les pays les plus ouverts aux échanges extérieurs (Pologne, Roumanie, Hongrie): le service de la dette grimpe et la hausse des taux d'intérêt vers la fin des années 1970 aggrave encore les difficultés:[10] en 1981 et 1982 les trois pays mentionnés connaissent des difficultés financières majeures.

Les échanges Est-Ouest ont joué dans un premier temps le rôle de relais à la croissance, dont la tendance extensive n'a pas été dépassée, avant de conduire par une sorte d'effet boomerang à un durcissement de la contrainte extérieure, lié à la crise occidentale et à l'endettement (ainsi qu'au recul de la détente), conjointement à la dégradation des termes de l'échange dans le CAEM et aux effets aggravants de l'effondrement de l'économie polonaise. C'est par la conjonction de l'aggravation de difficultés systémiques internes, des conséquences de choix de politiques économiques et de l'impact de la crise occidentale[11] que les économies socialistes se trouvent plongées dans une crise qui avive les tensions inflationnistes et les tendances à la pénurie.

LES ÉCONOMIES SOCIALISTES FACE À UNE "GRANDE CRISE"

Pour reprendre la distinction de Boyer (1979), la situation présente en Europe de l'Est évoque davantage une "grande crise", c'est-à-dire une crise du mode de régulation, qu'une "petite crise" au sein d'un mode de régulation donné. Les mécanismes traditionnels de la régulation pénurique semblent grippés, et la "crise de pénurie" réduit la marge de manoeuvre des planificateurs pris dans un engrenage déflationniste. Bridés par la contrainte extérieure, les États maintiennent une politique restrictive: la réduction absolue (relative en URSS) des investissements se poursuit dans nombre de pays (tableau 8), alors que la "récession" du cycle classique d'investissement durait rarement plus d'un ou deux ans. Au lieu de s'enchaîner, les pénuries se manifestent simultanément, pour l'énergie, les matières premières, les biens d'équipement, l'approvisionnement matériel en général, pour les biens de

consommation (en particulier alimentaires), pour nombre de biens importés, et pour la force de travail. Il ne s'agit pas de nier dans la crise actuelle les facteurs que sont la rareté et le coût croissant des matières premières soviétiques, les difficultés climatiques pour l'agriculture, le ralentissement démographique, ni les répercussions de la crise occidentale. Il est clair cependant que leur impact n'a fait qu'aggraver une crise profonde des systèmes économiques de type soviétique qui mûrissait depuis longtemps.

TABLEAU 8

Investissement brut (en % de variation annuelle)

	1979	1980	1981	1982 (estimation)	Plan 1983
Bulgarie	2,0	7,6	10,4	- 11	- 4
Tchécoslovaquie	1,8	1,4	- 4,6	- 4	- 1,7
RDA	1,4	0,3	1,3	-1,6	-13,4
Hongrie	1,0	- 5,8	- 5,6	-2,5	- 1,0
Pologne	-7,9	-12,3	-22,7	- 16	1,6
Roumanie	4,1	3,0	- 7,1	-2,5	0,7
Europe de l'Est	-1,0	- 2,2	- 7,6	-6,3	-3,4
URSS	0,7	2,4	3,8	2,0	3,2
Europe de l'Est et URSS	0,1	0,9	0,2	-0,4	2,3

Source: UN (1983), d'après les données officielles nationales.

L'acuité des difficultés actuelles fait peser des menaces croissantes sur le niveau de vie. Les plans des années 1970, tout en se montrant moins ambitieux que lors de l'industrialisation de type stalinien (sauf pour la Roumanie et la Pologne), insistaient sur les objectifs d'amélioration de l'efficacité économique et de satisfaction des besoins de consommation (Nove, Hohmann, Seidenstecher, 1982). La vigilance relative des dirigeants des divers pays quant à l'évolution du niveau de vie s'est trouvée avivée par les explosions polonaises de 1970 et 1976. Il semble que la politique délibérée dans plusieurs pays, malgré la baisse de la croissance, a été de limiter la compression de la consommation: celle-ci a augmenté plus vite que l'investissement lors du quinquennat 1976-1980, et l'écart s'est même creusé depuis. Mais le contexte global de tendance à la stagnation a réduit considérablement la marge de manoeuvre dans ce domaine, et les politiques d'austérité se sont multipliées. Limitation des accroissements de salaires, augmentation de certains prix à la consommation (Seurot, 1983), voire réintroduction de rationnements alimentaires, et pénuries diverses ont pu être observées à différents degrés dans nombre de pays (RDA et Hongrie paraissent moins touchées). La conscience de la crise est sensible chez les peuples d'Europe de l'Est, tandis que les pouvoirs jouent sur les oppositions et les différences nationales, mais le modèle de croissance relative de la consommation qui a contribué à la stabilité des systèmes depuis les années 1960 risque de plus en plus d'être (ou est

déjà) remis en cause. D'où les incertitudes sur l'avenir dans un bloc durement ébranlé par la situation polonaise (Schreiber, 1982).

Quelle pourrait être une sortie de crise à l'Est? L'URSS s'est trouvée en mesure, de par la richesse de son sous-sol et grâce à l'hégémonie qu'elle exerce sur le CAEM (Graziani, 1982), d'atténuer le choc de la crise mondiale sur son économie, dont l'ouverture est d'ailleurs la plus faible, tandis que les Six se trouvaient confrontés à un durcissement simultané de leur environnement capitaliste et socialiste. Mais au-delà de leurs différences, la parenté des manifestations de la crise dans les divers pays est évidente. Les formes d'organisation et de planification reproduisent indéfiniment les comportements de développement extensif, alors que les conditions d'un tel développement n'existent plus. La croissance reste marquée par des tendances au gaspillage dont l'origine est clairement systémique. L'appareil productif se montre particulièrement dispendieux en hommes, en énergie, en ressources matérielles, en capital, sans épargner l'environnement. L'efficacité du système est chroniquement anémiée et ne cesse de décroître avec le temps: ce constat se lit entre les lignes mêmes des discours officiels, où la productivité représente une véritable obsession.

Dans le monde du socialisme réellement existant, on recherche de nouvelles formes de régulation. Des formes économiques sont à l'évidence nécessaires, dont la Hongrie malgré ses difficultés pourrait fournir un exemple. Mais surtout le dynamisme ne pourra renaître sans une revitalisation de la société civile, et là nos yeux se tournent vers la Pologne, - l'invention de nouvelles formes sociales associant la majorité des groupes sociaux avec leur diversité et leurs contradictions à un processus de réformes à partir du système existant. Des conflits avec les pouvoirs en place, au niveau national et supra-national, sont inévitables dans une telle perspective, mais des compromis sont aussi possibles. On aurait tort de coire dépassées les notions nées en Pologne de "révolution auto-limitée" (Touraine, 1982) ou de "nouvel évolutionnisme" (Michnik, 1983), ou encore de sous-estimer leurs potentialités dans une situation qui semble partout bloquée. La paradoxe des réformes à l'Est est que lorsque la situation est satisfaisante, les partis au pouvoir considèrent qu'elles ne sont pas nécessaires, tandis que quand la crise est là elles sont trop dangereuses.[12] Il arrive toutefois que des impulsions imprévues contraignent les classes dominantes à sortir des dilemnes où elles se sont enfermées. Il est clair en tout cas qu'elles ne trouveront pas exclusivement en elle-mêmes, ni par elles-mêmes, les forces et les orientations qui sortiront éventuellement les systèmes socialistes de la crise.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Nous traitons ici des Sept pays européens du Comecon ou CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle): Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS. L'expression devenue courante d'"Europe de l'Est", comme le souligne amèrement Milan Kundera, montre à elle seule la disparition politique et culturelle d'un ensemble de pays qui constituaient autrefois l'Europe centrale.

2. Les déficiences des statistiques dans les économies socialistes sont bien connues; les réserves habituelles sous ce rapport doivent être faites d'emblée, d'autant plus qu'on observe ces dernières années un déclin de la quantité et de la qualité des données dans plusieurs pays. Nove (1983) souligne la surestimation statistique des indices de croissance en URSS, liée à la sous-estimation des indices de hausses des prix: "si l'on parle de 2,5% cela équivaut presque à zéro".

3. La planification impérative a été formellement supprimée avec l'abandon de la désagrégation des objectifs planifiés jusqu'aux entreprises. Le système centralisé d'allocation matérielle a été aboli et remplacé par un "commerce de gros des moyens de production", tandis que la réglementation des prix a été assouplie et l'accès au commerce extérieur libéralisé (Hare, Radice, Swain, 1981). Malgré les limites des changements accomplis, qui expliquent la reproduction après les réformes de modalités de régulation pénuriques, l'économie hongroise n'est plus à proprement parler organisée selon le modèle soviétique (Bauer, 1982).

4. "La planification de type soviétique est dans une large mesure restée prisonnière de ses orientations initiales, cristallisées dans certains institutions et certains types d'indicateurs de succès". (Asselin, 1981).

5. Bauer (1982) souligne la politique délibérée depuis 1957 d'orienter les ressources monétaires de la population vers le financement du logement, le rôle des résidences secondaires, du tourisme, de l'automobile, qui contrastent avec les autres pays. La stimulation à accroître les revenus à travers un modèle de consommation plus attractif, auquel il faut ajouter l'importance de la seconde économie (Kenedi, 1982), a dynamisé l'économie hongroise, sans pour autant déboucher sur une véritable accumulation intensive. Bauer considère le cas hongrois comme un extrême du spectre européen des modèles de consommation, l'autre extrême étant l'URSS. Par ailleurs, la priorité "objective" au secteur A ne se manifeste plus depuis les années 1960.

6. La distinction entre économies "contraintes par la demande" et "contraintes par l'offre" remonte à Kalecki (1972).

7. La Chine même, où les facteurs politiques ont toujours joué un grand rôle mais où le système industriel reste fortement marqué par le modèle soviétique, n'échappe pas à des cycles d'investissement analogues. Après deux ans de politique restrictive, les dirigeants avaient en 1982 cherché une certaine relance: c'est en réalité un boom des investissements qui s'est produit, avec une augmentation de plus de 25% par rapport à 1981, et un redressement particulièrement rapide de l'industrie lourde (Lucbert, 1983). Sur les principales théories qui ont été développées à propos des cycles économiques socialistes, voir la synthèse de Dallago (1982).

8. Visitant une usine moscovite en janvier dernier, Youri Andropov a dénoncé la pratique consistant à rectifier le plan en baisse, permettant ainsi de réduire la production sans faire baisser les salaires ni supprimer les primes. La productivité restant insuffisante, "si l'on transpose cela à l'échelle nationale, on constate un équilibre entre la quantité de marchandises et l'argent dont dispose la population". Une hausse des salaires ne peut apporter "une croissance réelle du bien-être matériel si l'on ne trouve pas sur le marché de marchandises belles et bonnes". (Le Monde, 2.2., 1983).

9. Sur les "crises de pénurie" au cours de l'industrialisation accélérée en URSS dans les années 1930, voire Bettelheim (1982).

10. L'analogie est visible avec les "nouveaux pays industrialisés" pris à la même époque au "piège du monétarisme central" (Lipietz, 1982).

11. Portes (1979) montre qu'on a observé à l'Est dans les années 1970 "des déséquilibres intérieurs, créés intérieurement" et non par des tentatives pour corriger des déséquilibres extérieurs qui, dans certains cas, ont été aggravés, et dans d'autres atténués par la crise à l'Ouest". Depuis, bien sûr, les choses se sont compliquées.

12. Sur le paradoxe polonais d'une réforme faite sous l'état de guerre et donc pratiquement inopérante, voir Mink et Tiraspolsky (1983).

BIBLIOGRAPHIE

Asselin, J.-C. (1981), Plan et profit en économie socialiste, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.

Bauer, T. (1978), "Investment Cycles in Planned Economies", Acta Oeconomica, Vol. 21 (3).

Bauer, T. (1982), "The Hungarian Alternative to Soviet-type Planning", Bloomington (Indiana), mimeo.

Bauer, T., Szamuely, L. (1978), "The Structure of Industrial Administration in the European CMEAN Countries: Change and Continuity", Acta Oeconomica, Vol. 20 (4).

Bettelheim, C. (1982), Les luttes de classes en URSS, 3ème période 1930-1941, T. 1, Les dominés, Paris, Seuil/Maspero.

Boyer, R. (1979), "La crise actuelle: une mise en perspective historique", Critiques de l'économie politique, no 7/8.

Brus, W., Kende, Pl, Mlynar, Z. (1983), Processus de "normalisation" en Europe centrale soviétisée. Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Projet "Les crises des systèmes de type soviétique", Étude no 1, Jöln, Index.

CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales) (1983), Économie mondiale: la montée des tensions, Paris, Economica.

Chavance, B. (1982), "Trois types d'économie socialiste: Union Soviétique, Yougoslavie, Chine. Pour une approche comparative", Critiques de l'économie politique, no 19.

Chavance, B. (1983), Le système économique soviétique, Paris, Le Sycomore.

Dallago, B. (1982), Sviluppo e cicli nelle economie est-europee, Milano, F. Angeli.

Drach, M. (1983), "Crise du travail et non-lieu du fordisme dans les économies de type soviétique", Revue d'études comparatives Est-Ouest, no 1.

Fabra, P. (1983), "Déflation en Europe de l'Est", Le Monde, 12. 4.

Graziani, G. (1982), Comecon, dominations et dépendances, Paris, Maspero.

Grossman, G. (1979), "Notes on the Illegal Private Economy and Corruption", in Joint Economic Committee (Congress of the US), Soviet Economy in a Time of Change, Washington.

Hare, P., Radice, H., Swain, N., Eds. (1981), Hungary: A Decade of Economic Reform, London, Allen & Unwin.

Hohmann, H.-H. (1982), "Economic Reforms in the 1970s - Policy with no Alternative", in Nove, Hohmann, Seidenstecher (1982).

Hudson, C. (1980), "Economic Reforms and the Consumer in Eastern Europe", in Nato, Economic Reforms in Eastern Europe and Prospects for the 1980s, Oxford, Pergamon Press.

Kalecki, M. (1972), Selected Essays on the Economic Growth of the Socialist and Mixed Economies, Cambridge, Cambridge University Press.

Kenedi, J. (1982), Faites-le vous-même. L'économie parallèle en Hongrie, Paris, Maspero.

Kornai, J. (1971), Anti-Equilibrium, Amsterdam, North-Holland.

Kornai, J. (1980), Economics of Shortage, Amsterdam, North-Holland.

Lavigne, M. (1979a), Les économies socialistes soviétique et européennes, Paris, A. Colin.

Lavigne, M. (1979b), Les relations économiques Est-Ouest, Paris, PUF.

Lipietz, A. (1982), "De la nouvelle division internationale du travail à la crise du fordisme périphérique", mimeo CEPREMAP no 8225.

Lowit, T. (1980), Autorité, encadrement et organisation du travail dans les industries des pays de l'est européen, Paris, CORDES.

Lucbert, M. (1983), "Les résultats de l'économie chinoise par 1982", Le Monde 5. 5.

Markius, G. (1981), "Planning the Crisis: Remarks on the Economic Systems of Soviet-type Societies", Praxis International, Vol. 1, no 3.

Michnik, A. (1983)

Mink, G., Tiraspolsky, A. (1983), "Pologne 1982: une réforme libérale dans une économie en régression", Le Courrier des Pays de l'Est, no 269, Janvier.

Nations Unies, Commission économique pour l'Europe (1982), Étude sur la situation économique de l'Europe en 1981, New York.

Nove, A. (1981), L'économie soviétique, Paris, Economica.

Nove, A. (1983), "Quelle crise?", Interview de L'Alternative, no 20, Janvier-Février.

Nove, A., HOHMANN, H.-H., Seidenstecher, G. (1982), The East European Economies in the 1970s, London, Butterworths.

Portes, R. (1979), "Effets de la crise sur les pays de l'Est", Revue Économique, Novembre.

Santacroce, P. (1981), Sviluppo economico e squilibri sociali in Polonia, Milano, Etas Libri.

Sapir, J. (1983), Évolution de la gestion de la main-d'oeuvre et cycles d'accumulation en Union Soviétique de 1941 à nos jours, Thèse en cours.

Schreiber, T., Ed. (1982), L'URSS et l'Europe de l'Est en 1981-1982, La Documentation française, Notes et études documentaires, no 4673-4674, Juin.

Seurot, F. (1983), Inflation et emploi dans les pays socialistes, Paris, PUF.

Simis, C. (1983), La société corrompue, Paris, R. Laffont.

Staniszkis, J. (1982), Pologne, la révolution autolimitée, Paris, PUF.

Tigrid, P. (1981), Révoltes ouvrières à l'Est, Bruxelles, Ed. Complexe.

Touraine, A. (1982), Solidarité, Paris, Payard.

UN (1983): United Nations, Economic Commission for Europe, Economic Survey of Europe in 1982, Pre-publication text, Geneva.

URGENSE (1982), "Un taylorisme arythmique dans les économies planifiées du centre", Critiques de l'économie politique, no 19.

Chapitre 6

LES IMPLICATIONS SOCIALES DE LA RÉFORME ÉCONOMIQUE HONGROISE

Károly KISS*

LES RAPPORTS GÉNÉRAUX DES OBJECTIFS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Au cours des étapes de l'histoire moderne, les aspects économiques et sociaux ont revêtu diverses formes de développement. La révolution industrielle survenue au tournant du XVIIIe siècle et du XIXe siècle avec la montée vertigineuse du capitalisme a cristallisé la mise en valeur des seuls avantages économiques. L'économie de cette époque, fonctionnant sur la base des principes du "laissez-faire" et du libéralisme outrancier de l'École de Manchester, a occulté toute la dimension des implications sociales pour ne privilégier que l'unique question de la rentabilité. Dans la sphère économique ce fut la domination brutale du plus fort, du plus "viable" qui a prévalu, et ce par la négation des conditions légitimes de groupes sociaux plus faibles ou moins organisés. Toutefois, cette situation se modifia avec l'éclosion d'organisations ouvrières et de syndicats qui ne firent que refléter, au niveau social, les imperfections théoriques de l'école bourgeoise néo-classique. On finit par contester que le développement, la croissance économique fussent les seules considérations acceptables: il fallait aussi tenir compte - ne fut-ce que minimalement - de leurs répercussions sociales.

Face au postulat de la théorie néo-classique voulant qu'il y ait une adéquation parfaite entre le développement et l'équilibre, la théorie keynésienne fut formulée pour corriger expressément cette erreur et pour donner une réponse plausible au plus grand problème engendré par la libre entreprise, à savoir le chômage de masse. Dès le départ, la théorie de Keynes rompait avec la notion mythique de l'équilibre parfait dénué de conséquences sociales. Elle opta consciemment pour l'élargissement de la demande et pour l'intervention de l'État afin de résorber les contradictions du capitalisme "pur".

* Chercheur à l'Institut d'économie internationale de l'Académie des sciences de Hongrie.

Ce fut cette conception qui marqua la politique de la social-démocratie ouest-allemande pendant la longue période de son gouvernement. Hans Mattholer, ex-ministre de la recherche de la République fédérale d'Allemagne, écrivit à ce sujet:

> "Celui qui croit pouvoir garantir durablement sa compétitivité sur les marchés internationaux alors qu'il s'efforce d'obtenir des avantages au prix de conditions de travail inhumaines, ne pourra guère compter sur un succès durable... Ce n'est qu'en sauvegardant soigneusement et en perfectionnant nos forces de production principales que nous pourrons atteindre des résultats dans la concurrence internationale; une économie exhaustive de la main-d'oeuvre manuelle et intellectuelle de nos travailleurs serait fatale."[1]

D'un point de vue comparatif, cette conception peut être classée sous la rubrique de l'humanisation du travail ou d'une philosophie analogue qui implique un intérêt commun. En effet, les premières tendances apparurent durant la première moitié du siècle en réaction au taylorisme qui plaçait indistinctement l'homme dans la série des facteurs matériels de production, le privant de toute initiative. (Il faut ajouter que certaines tendances de la "prise en considération du facteur humain" ont un caractère manipulateur qui vise uniquement la maximalisation du profit capitaliste.) Néanmoins, la philosophie de l'humanisation du travail a un fondement positif et sa consécration comme son développement se trouvent dans la théorie de Galbraith par l'impératif du point de vue social ("the socialist imperative"). Sa réalisation demande des réformes et des transformations importantes des structures de propriété et de gestion de l'État capitaliste-monopoliste.[2] Dans cette perspective, un élément essentiel de la discussion actuelle qui oppose les monétaristes et les néo-keynésiens porte sur l'évaluation des points de vue social et économique. Les monétaristes sont d'avis qu'une des causes principales de l'inflation occidentale réside dans les dépenses sociales excessives. En donnant une plus grande initiative au jeu des forces du marché, ils souhaitent apporter un remède à l'économie capitaliste frappée par la stagflation; pour ce faire leurs politiques visent la limitation maximale des interventions étatiques et le recul des progrès sociaux. Si nous acceptons qu'une combinaison optimale des points de vue économique et social est nécessaire pour permettre la prospérité de l'économie (ou, du moins, le maximum des limites du système[3]), force est de dire que pour les tenants de la conception monétariste cet optimum est renversé en raison de la trop grande allocation des ressources au domaine social. Quant à nous, et d'un point de vue scientifique, il est extrêmement difficile de valider la thèse centrale prônée par les monétaristes à la lumière des expériences récentes et à cause du manque de recul historique.

D'autre part, l'évolution de l'autre philisophie économique nous amène à aborder les problèmes différemment. Ainsi, à l'opposé du mythe de la concurrence parfaite et de l'anarchie du "laissez-faire" de l'école de Manchester, les socialistes utopiques et, plus tard, les marxistes ont proclamé l'idée d'une société communiste fondée sur l'égalité et la solidarité. Le premier système

économique de l'ère moderne qui s'efforça de fonctionner, sans tenir compte des règles de la production marchande et de la loi de la valeur, fut le communisme de guerre soviétique. Ses résultats catastrophiques, sans parler du faible niveau de développement économique, aboutirent à la détérioration des relations entre les ouvriers et les paysans. Il fallut reconnaître très tôt que la société socialiste ne pouvait non plus se priver du profit, de la production marchande et des éléments du marché. Ces catégories furent restaurées durant la période de la NEP. Par contre, l'introduction de la planification centrale en 1928 remis une autre fois en cause la loi de la valeur et elle fut plus ou moins écartée à mesure que le système économique s'édifiait. Toutefois, des débats sur la concordance entre la planification et la loi de la valeur, sans parler des catégories de production marchande, eurent lieu, et des économistes célèbres comme Boukharine, Lange, Kalecki, Stoumiline firent en sorte que ce problème théorique fondamental gardât toujours son actualité. D'ailleurs à titre d'exemple, la conception de base qui sous-tend les réformes économiques ayant commencé dans les pays socialistes en 1965 provenait effectivement de la conception fondée sur l'unité organique du plan et du marché. Dans l'idéologie socialiste, domina pendant une longue période l'idée selon laquelle c'était dans le mode de production socialiste que les conditions optimales pour la croissance économique et l'efficacité pouvaient être créées. Cependant, l'accumulation des expériences acquises au cours de l'édification socialiste, le développement différencié de la théorie économique socialiste, démontrent le bien-fondé très partiel de cette thèse.

Encore aujourd'hui, les rapports de production socialistes donnent préférence à l'établissement de certaines sortes (mais pas de toutes les sortes) d'optimum, alors que les rapports de production capitalistes favorisent d'autres sortes d'optimum, si bien que le fonctionnement de l'un ou de l'autre correspond à un système logique clos. Ce que nous voulons dire par là peut être expliqué à partir de l'"analogie du supermarché", terme emprunté à l'auteur Janos Kornai. Par le truchement de cette analogie, nous ne pourrons pas, en suivant les rêves nocifs concernant l'établissement d'un système économique optimum procéder d'une manière catégorique pour choisir les qualités les plus avantageuses de tous les systèmes, comme pour la sélection au supermarché des emplettes qui nous conviennent le mieux. Comme le mentionne Kornai: "Il n'est pas possible de choisir des divers paquets, les éléments qui nous plaisent et d'y laisser ce qui nous intimide ou nous inspire la peur"[4].

Plus précisément, la question est de savoir quel est l'optimum qui pourrait être établi au sein des différents systèmes, tant au point de vue de l'efficacité économique, des exigences sociales qu'au plan des valeurs morales. (En d'autres termes: quelle est la combinaison des exigences d'efficacité économique et sociale qui puisse permettre qu'un système donné fonctionne d'une manière optimale?)

Dans la sphère des pays socialistes et, en particulier, dans le milieu des économistes hongrois, on a largement accepté la prémisse selon laquelle la

réalisation des objectifs socio-politiques du socialisme ne sera possible qu'avec un fonctionnement efficace de l'économie. En effet, les activités économiques non-effectives ne permettent pas une croissance adéquate du niveau de vie et les pays socialistes serrent les rangs pour atteindre le niveau des États industriels développés. Dans un système économique stimulé par la poursuite de buts quantitatifs et fonctionnant avec peu d'efficacité et un gaspillage des biens, il y a création d'une pénurie plus ou moins endémique qui entraîne une faible satisfaction des besoins des consommateurs. La situation du "marché des vendeurs" impose sans cesse des épreuves pour toute la société et mène à la corruption et à l'apparition de couches privilégiées. Dans l'intérêt de l'efficacité économique, il faut appliquer des méthodes de marché qui se trouvent en apparence en contradiction avec les principes sociaux de l'économie socialiste.[5] Quand ces méthodes ne sont pas appliquées, les désavantages et autres phénomènes mentionnés plus haut portent préjudices aux principes sociaux et éthiques du socialisme. Il est donc insensé de dire que les principes du socialisme sont irréalisables à cause des irrégularités de la sphère économique, ou bien de déclarer comme étrangères au socialisme des méthodes de l'économie de marché qui pourtant peuvent contribuer à l'obtention de ses objectifs sociaux. Cela nous amène à présenter la "réforme hongroise".

LES PARTICULARITÉS DE LA RÉFORME ÉCONOMIQUE HONGROISE

Le 1er janvier 1968, l'avènement du "nouveau mécanisme économique" s'inspirait de l'idée que l'intensification de l'efficacité économique et, par conséquent, la poursuite des objectifs sociaux du socialiste impliquent un plus grand recours aux éléments du marché. Comme le signalait Istvan Friss à l'époque du dixième anniversaire de la réforme[6], son principe directeur se résumait de la façon suivante: "Il faut avoir un marché qui réglemente de façon qu'il soit lui-même aussi réglementé centralement". On voulait ainsi réaliser un marché centralement réglementé, de manière à ce que la planification à directives, la désagrégation du plan[7], c'est-à-dire le système des instructions administratives, soit supprimée pour que les entreprises puissent être dirigées d'une façon incitative et par le jeu des régulateurs économiques et financiers qui devait leur assurer une certaine marge d'autonomie. En somme, les macro-processus étaient réglementés par le plan central, alors que les micro-processus étaient transmis par le marché réglementé. Le critère principal des activités des entreprises était l'efficacité économique et le profit; de plus, un système de prix adéquat était indispensable pour transmettre correctement les coûts et la situation du marché. Néanmoins, on était conscient que tout en étant requise, la politique de stimulation vigoureuse des rendements individuels pouvait conduire à des écarts de salaires, à une montée du chômage et à des faillites d'entreprise.

1. La réalisation

La réforme progressa avec dynamisme et certains secteurs comme le marché des biens de consommation atteignirent des résultats immédiats et positifs. Or, en 1972, des signes de ralentissement commençaient à se faire sentir au moment même où les autres pays socialistes observaient cette réforme

et n'avaient pas encore pris la décision d'entreprendre une pareille réforme économique. L'expérience hongroise subit aussi les contrecoups de l'extérieur par la stagnation et la crise mondiale. Un processus de recentralisation apporta un nouvel élan. Toutefois, c'est à la fin des années 1970 que l'économie na tionale dut faire face aux effets non contrôlés de la crise mondiale. Des politiques furent adoptées pour réduire au minimum la détérioration des termes de l'échange et pour permettre l'adaptation tout en maintenant les investissements productifs. Par l'effort de concertation, il y eut des modifications en matière de désagrégation des structures d'entreprise à caractère de monopole, pour l'établissement d'un système de prix fondé sur les prix en vigueur au niveau du marché mondial et pour l'unification des cours de change[8] (et, par conséquent, la création des conditions de la convertibilité extérieure du forint hongrois).

Dans cet esprit, un rejeton plus récent de la réforme s'est fortifié au cours des deux dernières années: il s'agit d'une stimulation et d'une expansion vigoureuses des activités des petites entreprises, des petites coopératives, des communautés de travail économique, des transports et de livraisons privées, et surtout du système de bail individuel des unités de services et commerciales (petit commerce, réparations). Pour favoriser l'efficacité et aussi pour combattre la "seconde économie" illégale, la société socialiste a besoin de toutes ces activités privées. Plus encore, on a rejeté officiellement l'ancien principe voulant que la propriété d'État soit développée uniquement et pour la simple raison de son existence ou de sa forme de propriété et une attitude plus conciliant caractérise maintenant notre démarche à l'égard des autres formes de propriété. La propriété non-étatique n'est donc plus assujettie à un statut de marginalité et il s'est avéré (surtout dans le secteur des services, dans le commerce de détail, dans les transports et, dans une moindre mesure, dans la production) que les formes de la petite entreprise et des petites coopératives présentent des avantages incontestables. Ces avantages sont aussi indispensables dans la mesure où ils reflètent la contribution des entreprises privées et coopératives au fonctionnement efficace de l'économie, à une meilleure satisfaction des consommateurs; voilà pourquoi on tend à élargir plus que dans le passé leur sphère d'activité.

2. Évaluation

Comment pourrait-on, en fin de compte, évaluer la réforme économique hongroise commencée il y a 15 ans et portant sur les rapports existant entre le plan et le marché? Les spécialistes les plus en vue du mécanisme économique hongrois[9] sont d'accord pour affirmer que la réforme, malgré tout, n'a pas pu atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée à l'origine. La désagrégation du plan a été remplacée par la désagrégation des régulateurs, alors que le marchandage du plan, caractéristique pour le système du plan à directives, a cédé sa place à un marchandage portant sur les régulateurs. Un marché, tout au moins dans la mesure souhaitée à l'origine, n'a pas été créé: l'environnement du marché fut stimulé par les régulateurs, mais ils ne furent pas capables de remplacer les effets de marché. En parallèle, le système des prix ne

put que simuler les prix du marché mondial, mais il fut incapable de transmettre avec suffisamment de force leurs effets. Le pseudo-marché créé par les régulateurs ne suffisaient vraiment pas, par la vigueur habituelle du marché, à obtenir l'efficacité et la rentabilité.

La critique la plus prononcée aujourd'hui et formulée contre le nouveau mécanisme économique est qu'en dépit des promesses faites au niveau suprême, la normativité ne se fait pas prévaloir, il n'y a pas de traitement égal et unifié à l'égard des entreprises et des unités de gestion économique. D'autre part, il y a un très grand nombre de traitements exceptionnels: soit indirectement, sous la forme de la création de régulateurs favorables ou d'une exemption de leur effet, soit par l'intermédiaire de subventions financières directes (alors que, à l'inverse, les bénéfices allant "au-delà du plan" sont soustraits par différentes méthodes des entreprises atteignant de gros profits). Actuellement, quasiment toutes les entreprises font des bénéfices. Dans ce contexte, les analyses économiques indiquent une tendance fort intéressante: il y a un regroupement de la division selon la rentabilité[10]. Cependant, sous l'effet des changements intervenus dans le système des régulateurs, la diversification des entreprises par le critère de rentabilité fut transformée au début, après une période relativement brève, avec pour résultat que l'ancienne méthode fut restaurée en vertu du fait que le changement des régulateurs n'avait pas atteint l'effet souhaité.

Néanmoins, une partie de ces exceptions fut contraire aux desseins du gouvernement. Elles étaient dues aux résultats des relations et des interventions individuelles informelles qui passaient par tous les niveaux de l'économie. D'autre part, il y avait derrière celles-ci le dilemme de la direction se manifestant à tout moment, à savoir dans quelle mesure et dans quel(s) domaine(s) devait-elle faire prévaloir l'effet polarisant des forces du marché sans que celui-ci ne puisse porter atteinte aux points de vue éthique et sociale. Le point d'harmonie fut difficile à rencontrer puisque les traitements individuels et les interventions directes et fréquentes de l'État étaient, en troisième lieu, justifiés par la situation de la balance des paiements qui se fit sentir jusqu'à ces derniers temps (subventions à l'exportation, restrictions aux importations, crédits pour de nouveaux débouchés). Aussi, depuis ces dernières années, les débats concernant le mécanisme économique devinrent fort animés. On peut considérer maintenant comme une option généralement acceptée que le progrès et la réalisation intégrale de la réforme exigent des changements institutionnels, à tel point qu'ils devront concerner directement les rapports de propriété. En même temps, on reconnaît également que, pendant les 15 années du nouveau mécanisme économique, des résultats considérables ont été enregistrés dans tous les domaines essentiels. Or, ces succès ne sont probablement dûs qu'en partie à la réforme. Ils peuvent être attribués également à la mise en oeuvre d'une politique économique correcte. En même temps, ces deux facteurs sont intimement liés et exercent une relation mutuelle: il est difficile, voire improbable, pour le moins, de conduire une politique économique au succès avec des moyens inadéquats comme, par exemple, un système de gestion inapproprié. Un cas intéressant peut être signalé pour le secteur de l'agriculture. La Hongrie figure parmi les premiers producteurs mondiaux (per capita) de produits agricoles. Il n'y a aucun

doute qu'un certain rôle a été joué par le nouveau mécanisme économique qui a rendu l'économie moins rigide et plus compétitive (bien que les coopératives de production agricole assurant la majeure partie de la production aient toujours disposé d'une marge de manoeuvre et d'une souplesse plus grandes que les entreprises industrielles de l'État). Cependant, le facteur décisif demeura la politique économique qui favorisa le secteur de l'agriculture par des moyens appropriés. Un des éléments actuellement les plus importants de cette politique est l'aide accordée aux petites exploitations individuelles des membres des coopératives de production agricole et la création d'une coopération singulière, d'une symbiose entre les cultivateurs de ces lopins de terre et les grandes exploitations. De même, autre facteur important, les activités des grandes exploitations agricoles ont été autorisées dans d'autres secteurs que l'agriculture.

Cela veut donc dire que l'intégration des éléments du marché n'a pas pu être réalisée dans le système central de l'économie planifiée dans la mesure envisagée en 1968. Cependant, le système de direction et de fonctionnement actuel de l'économie hongroise s'écarte déjà essentiellement, qualitativement du système ayant été en vigueur en Hongrie avant 1968 et existant encore à l'heure actuelle dans les autres pays socialistes; il s'agit d'un système ne comportant pas de directives du plan et aucune désagrégation du plan. "Ce n'est pas la décentralisation des compétences ou le rôle accru des catégories de valeur qui correspond à un signe particulier du nouveau mécanisme hongrois, mais bien la suppression du système compréhensif des indices du plan obligatoires et de la désagrégation du plan[11]."

"Où Christophe Colomb a-t-il débarqué? - demande Tamas Bauer[12] - ... nous avons quitté le système à directives de plan, mais nous ne sommes pas entrés dans le port du marché réglementé." C'est également lui - en se référant à la catégorie élaborée par Kornai - qui constate qu'un système "ni à plan, ni à marché" a été créé, celui-ci fonctionnant d'une manière végétative. Bien qu'il soit capable d'assumer des tâches de routine, il n'est plus à même de réaliser les tâches de plus grande portée, comme la restructuration et le développement technologique de grande envergure au niveau de l'économie nationale. Toutefois, la rentabilité n'est pas devenue le seul critère des entreprises et divers autres critères comme l'accomplissement des engagements d'approvisionnement, l'économie des matières premières et de l'énergie, l'accroissement des exportations, etc., entrent en ligne de compte dans l'appréciation de nos objectifs[13]. Hormis ces quelques réflexions, il importe de dire que la réforme, malgré ses carences et les promesses plus ou moins bien réalisées, a ouvert une nouvelle phase dans le développement économique hongrois. Ses résultats sont palpables, bien présents, et ils se font sentir dans notre vie quotidienne. D'autant plus que cette réforme n'est pas définitive, qu'elle peut évoluer et qu'elle bénéficie du soutien de la majorité de la société hongroise.

LES EFFETS SOCIAUX DE LA RÉFORME

Concernant les effets sociaux, le résultat principal de la réforme est sans aucun doute une amélioration essentielle dans la satisfaction des besoins des consommateurs. Ceci, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, est dû en grande partie à la mise en oeuvre d'une politique économique correcte, notamment dans l'approvisionnement en aliments. Dès 1957, la politique économique hongroise avait eu comme principe cardinal de satisfaire le mieux ou dans la mesure du possible les besoins des consommateurs. Le rôle de la réforme fut aussi incontestable à cet égard, puisque par la suite les entreprises durent exécuter non pas exclusivement en fonction du plan central, mais aussi en fonction des demandes du marché des consommateurs. Puisque le plan ne contraignit plus les entreprises ni du côté de l'output, ni de celui de l'acquisition, leur espace d'opération et leurs possibilités de s'adapter aux besoins de la consommation s'élargirent. Grâce aux nouvelles méthodes, la régulation des macro-processus et l'opérationalisation de la planification devinrent plus efficaces. Bien que l'économie hongroise fonctionne encore de nos jours selon la logique de l'économie de pénurie[14]. À partir de la situation caractérisée par le "marché des vendeurs", il reste qu'une grande amélioration s'est effectuée par rapport à un passé récent et par rapport aux autres pays socialistes.

En effet, plusieurs secteurs récoltent les fruits du nouvel essor de notre économie et certains secteurs (alimentaire, agraire, vêtement et même bâtiment) connaissent une situation de surproduction[15]. Or, le "passage" de l'économie de pénurie vers une économie produisant un excédent, du "marché des vendeurs" au "marché des acheteurs", doit aboutir simultanément à ce que les entreprises et les unités de gestion économique prennent entièrement à leur charge, à court terme comme à long terme (investissements), les décisions adoptées par le plan. Aussi longtemps que cette responsabilité ne leur appartiendra pas de fait, les entreprises s'efforceront d'atteindre leurs résultats économiques par la participation d'un nombre plus élevé des facteurs de production. Cela signifie que les demandes visant tels facteurs de production sont "presque infinies", elles sont "quasiment insatisfaisables"[16] et cela fait naître la pénurie chronique. Afin de faire changer radicalement et qualitativement cet état des choses, il est impérieux de prévoir une transformation des rapports de propriété des entreprises et de bien voir que les conséquences sociales et politiques de telles mesures sont très considérables. Pour l'instant, ce sont les petites entreprises et des activités à bail individuel qui contribuent le mieux à la satisfaction des besoins de consommation, surtout dans les secteurs des services et des transports.

1. Les rapports sociaux améliorés

Par les effets de la réforme, la sphère d'activité des responsables économiques des entreprises et aussi de certains travailleurs a augmenté. Des possibilités plus larges d'initiatives et d'idées ont germé. Selon l'ancienne conception, dans le système à directives du plan, la production servait à la satisfaction des besoins sociaux. Or, du fait que la planification centrale était incapable d'embrasser l'ensemble des processus économiques jusque dans

leurs moindres détails, l'objectif se trouvait directement entravé dans sa fonction.

2. La situation de l'emploi

Lors de l'examen des effets sociaux directs de la réforme (la situation de l'emploi, la différenciation des revenus) un facteur décisif fut l'évolution de la situation de l'entreprise. Pendant la période étudiée, celle-ci a été caractérisée par une bonne santé. Nous l'avons déjà mentionné, peu d'entreprises hongroises ont réalisé des pertes. Pendant ces quinze années, il n'y a eu qu'une seule grande entreprise qui fut liquidée, à cause de la production sans bénéfice.

Cependant, soulignons-le à nouveau l'appréciation finale des activités d'entreprise, ne retiet pas le point de vue exclusif de la rentabilité (étant donné que par la division du travail, l'entreprise n'est responsable que "dans une proportion limitée" sur des bénéfices réalisées à partir de l'approvisionnement en ressources, le problème central concerne la pénurie des facteurs de production). Dans cette perspective, il s'ensuivit que la crainte du chômage anticipée après l'introduction de la réforme s'est avérée comme entièrement mal-fondée. La période examinée a été constamment caractérisée par une progression de la demande de main-d'oeuvre, même au cours des 5 dernières années, malgré les restrictions très vigoureuses appliquées à la croissance et la stagnation des investissements économiques[17]. Dans l'intérêt de la rationalisation de l'emploi, il n'y eut qu'une seule grande entreprise qui eut recours au moyen draconien du licenciement de masse. Néanmoins, les employés devenus trop nombreux ne furent pas mis à la porte et avec l'aide du parti et des syndicats on leur offrit d'autres emplois.

3. Différences de revenus

Garantir le plein-emploi est une priorité de la direction centrale. Or, ceci n'implique pas pour autant le nivellement des salaires. À ce sujet, un point central de la réforme était d'accroître les différences et écarts de salaire dans l'intérêt d'une stimulation des rendements individuels. Pour atteindre ce but, il y eut une grande propagande se manifestant de haut en bas pour influencer cette politique. Malgré tout, les écarts entre les salaires n'augmentèrent pas allant même, à l'inverse, dans le sens d'une diminution.[18] En effet, certaines couches professionnelles et des ouvriers de différentes entreprises ne virent pas leurs salaires se différencier par des écarts de traitement.[19]

En somme, les causes de l'échec de la hiérarchisation des salaires furent tributaires de quelques faits: d'abord, un certain refus des entreprises qui ne voulurent pas augmenter les coûts de production par l'augmentation correspondante des salaires; ensuite, l'impôt progressif qui s'attaqua à des majorations de fond de 6% et plus. En parallèle, la politique des différences

de salaires se heurta de front à un obstacle solidement ancré depuis trois décennies et demie, à savoir la résistance légitime des ouvriers qui fut analysé par l'ouvrage de deux sociologues[20]. La conscience ouvrière contribua donc dans la mise en veilleuse d'une politique ouverte et intense des différences salariales.

4. L'arrière-fond de la stabilité et de l'égalisation des entreprises

Après avoir passé brièvement en revue les facteurs de stabilité des entreprises et les effets sociaux, voyons de façon rétrospective les causes de cette situation.

Il y a eut sans aucun doute une crainte (partagée par la direction centrale ainsi que par une partie de la société) à propos des effets de polarisation des forces de marché qui aurait pu aboutir à des déséquilibres sérieux. En effet, l'application d'une telle politique sur un environnement de grande dimension comporta des risques que l'on ne pouvait prendre à la légère et dont l'estimation était incalculable. Toutefois, l'exemple de la Yougoslavie put nous permettre d'en évaluer plus ou moins bien la portée et de fournir quelques ébauches de comparaison. Dans ce pays, on avait commencé à appliquer les éléments du marché quelques années avant l'expérience hongroise et dans une sphère d'activité plus élargie. Il en résulta des avantages tangiles comme l'indice de l'efficacité qui augmenta rapidement, une compétivité plus forte et le développement d'un embryon de "marché des acheteurs" bénéfique pour les consommateurs. Mais en même temps un chômage très élevé frappa la société yougoslave, une haute inflation devint permanente et un déficit chronique se présenta dans la balance des paiements, accompagnant son ouverture aux marchés extérieurs.

Néanmoins, nous ne pourrions guère affirmer que le "chômage interne" (i.e. l'emploi d'un degré effectif plus bas) des entreprises hongroises est économiquement plus avantageux que le chômage yougoslave ouvert. Nous ne pourrions non plus avancer que l'inflation dissimulée en Hongrie (i.e. la pénurie des marchandises) est meilleure que l'inflation yougoslave plus importante et ouverte. Enfin, il reste que la situation hongroise, en particulier en ce qui concerne l'emploi, est plus tolérable sur le plan social et réduit les tensions sociales.

La force d'inertie de certains facteurs idéologiques est un obstacle pour l'efficacité. L'égalité, la solidarité, la priorité de l'opinion publique sont les principes d'éthique fondamentaux de la société socialiste. Or, ceux-ci sont souvent simplifiés, vidés de leur contenu et mal interprétés dans bien des cas. Par égalité on n'entend pas, par exemple, l'égalité selon le travail effectué; la stabilité signifie pour beaucoup de gens les droits acquis de la permance, alors que la sécurité signifie non seulement le droit au travail, mais aussi le devoir de l'entreprise de garantir ce droit, etc. C'est entre autres pour cette dernière raison qu'il ne fut pas possible de différencier davantage les revenus

et salaires d'entreprise. C'est pour cette raison aussi que les entreprises déficitaires ne pouvaient faire faillite et que la proportion du travail à basse efficacité était si vaste.

Derrière le nivellement des revenus des entreprises et la basse différenciation des salaires se trouva également un principe politico-économique prioritaire d'un bout à l'autre du système: soit de maintenir un équilibre entre le flux de la force d'achat et le fonds de marchandises (cette aspiration engloba autant le pouvoir d'achat de la consommation et le fonds de marchandises que les investissements). La direction économique mit toujours un grand accent sur ces éléments et dans la majorité des cas elle réussit à les réaliser avec succès. C'est de cette façon qu'elle s'efforça de faire obstacle à la "surchauffe" des investissements tandis que le gouvernement souhaita ainsi arrêter l'inflation. Il voulait empêcher l'accumulation d'un trop grand pouvoir d'achat (profits et salaires) de certaines entreprises pour ne pas hypothéquer l'équilibre prévu. Par contre, dans l'intérêt des situations d'équilibre désirées au niveau central, l'autonomie et la différenciation des entreprises souffrirent de cette priorité. Le prix de la stabilité entraîna donc pour les entreprises une faible stimulation matérielle et des désavantages connexes.

Plus spécifiquement, le problème tourna autour de la régulation des revenus des unités microéconomiques (entreprises). Depuis l'adaption de la réforme, ce problème resta toujours entier. Le plan, en prenant comme point de départ une politique de développement et de structure (conçue comme une donnée fondamentale), a fixé les régulateurs et les moyens économiques de manière à ce que les revenus d'entreprise soient accumulés dans les secteurs destinés à se développer plus rapidement. Cependant, l'accumulation de revenus réalisée par l'intermédiaire de régulateurs a eu lieu (dans la plupart des cas) selon une autre répartition, celle-ci étant souvent contraire (ceci indique, d'une part les limites et difficultés de la gestion effectuée par des moyens indirects, par des régulateurs économiques et, d'autre part, le doute sur la justesse de la politique structurale mise au point par la direction centrale). Cela déboucha donc sur le phénomène que nous avons déjà fait connaître au chapitre précédent: le centre se voit constamment contraint de modifier les régulateurs, de formuler des conceptions toujours changeantes et à d'être dans l'incapacité d'observer et de faire observer le principe de la normativité.

CONCLUSION

Pour résumer le processus qui s'est déroulé pendant la période examinée, nous pouvons avancer que vu le manque d'utilisation des éléments de marché, la réforme économique hongroise ne mena pas à une intensification des tensions sociales. Au contraire, les idéaux profondément enracinés dans la société hongroise à l'égard de la stabilité et de l'égalité ont créé des entraves à sa réalisation. À l'heure actuelle, les très lourdes charges provenant de l'extérieur (dettes) renforcent l'intervention de l'État et minimisent l'autonomie

des entreprises et l'application des éléments du marché. On peut donc affirmer avec certitude que l'optimum des points de vue économiques et sociaux n'a pas été atteint au cours des 15 années de la réforme économique hongroise.

Cependant, pour nombre de personnes, il est clair que la condition la plus importante du développement futur reste la volonté de modifier le système institutionnel, les structures de propriété, de gestion et de stimulation des entreprises. La majorité des propositions rendent compte de cet état d'esprit, et cela s'exprime de plus en plus par l'acceptation de propriétés sociales différenciées se partageant harmonieusement les diverses tâches économiques. Pour terminer, on peut supposer qu'un développement ultérieur, basé sur l'introduction effective des éléments de marché (et dans une sphère beaucoup plus large), s'accompagnera d'une amélioration de l'efficacité économique et aussi des objectifs sociaux contenus dans le socialisme. En même temps, cette politique sera difficile à réaliser et le chemin de son accomplissement n'écartera pas les possibilités d'un réveil des tensions sociales.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Frankfurter Rundschau, le 20 avril 1976.

2. J.K. GALBRAITH, Economics and the Public Purpose, A. Deutsch, Londres, 197.

3. Compte tenu des rapports de pouvoir divergents et à cause des ordres de valeur dans les sociétés capitalistes, c'est le point de vue économique qui pèse plus, alors que dans les sociétés socialistes c'est le point de vue social qui a une plus grande importante.

4. Janos KORNAI, "Efficacité et morale socialiste", Valosag, N° 5/1980.

5. Kornai - dans son aticle déjà cité - énumère quatre principes: les salaires socialistes, la solidarité, la sécurité et la priorité de l'intérêt général. Il attaque le point de vue selon lequel il n'y a pas de contradictions entre les deux sortes d'ordre de valeur (d'efficacité générale et d'éthique économique socialiste). "Les expériences prouvent que les deux sortes d'ordre de valeur se heurtent d'une façon inévitable", écrit-il. Nous sommes d'accord avec ses vues dans la mesure où, comme nous l'avons vu plus haut, les conditions créées dans les rapports sociaux socialistes ne représentent pas un optimum général des points de vue économiques et sociaux. Or, selon notre opinion, ceci n'exclut pas qu'on puisse atteindre au sein des divers systèmes sociaux une combinaison optimale des deux sortes de systèmes de besoins caractéristiques pour la société donnée et délimitée par les barrières du système.

6. I. FRISS: "Dix années de réforme économique"; Valosag, 7/1978.

7. La méthode selon laquelle les plans annuels des différentes entreprises étaient déterminés avait un caractère obligatoire à partir du plan central.

8. Jusqu'en 1981, il y avait deux sortes de cours: les cours commercial et touristique.

9. Laszlo Antal, Tamas Bauer, Jozsef Bognar, Janos Kornai, Rezsö Nyers, Marton Tardos et beaucoup d'autres.

10. Voir, par exemple: Janos KORNAI: "Sur la situation actuelle et les perspectives de la réforme économique hongroise". Gazdasag, 3/1982. Ou encore: Laszlo ANTAL: "Un développement avec évitement", Études de l'Institut de recherches financières, 2/1979.

11. Istvan FRISS, op. cit.

12. Tamas BAUER: "La deuxième réforme économique et les rapports de propriété". Mozgo Vilag, 11/1982.

13. C'est sur cette base qu'Ivan Schweitzer appelle le système hongrois de "mécanisme économique fondé sur la responsabilité de l'approvision-nement". Schweitzer, "Quelques relations de l'organisation d'entreprise et du mécanisme économique", Közgazdasagi Szemle, 7-8/1981.

14. Voir l'oeuvre importante et marquant de Janos KORNAI: L'économie de la pénurie, Közgazdasagi es Jogi Könyvkiado, 1980.

15. Par là nous entendons l'offre en excès subsistant après avoir satisfait la consommation nationale et ayant donné suite aux exportations.

16. Terme utilisé par Kornai.

17. La croissance économique a dû être freinée parce que la dépendance de l'économie hongroise à l'égard des importations occidentales est très élevée.

18. Cette constatation concerne le secteur des entreprises et des coopératives, c'est-à-dire le secteur public. Dans la sphère des petites entreprises et des petites coopératives, les revenus dépassent la moyenne.

19. "En 1940, le personnel technique (ingénieurs, techniciens, etc.) gagnait deux fois plus que les ouvriers. En 1970, ce n'était plus qu'une fois et demie, alors qu'en 1979 leurs salaires ne dépassaient que 17% la moyenne de ceux des ouvriers. Il est vrai que la diminution de l'écart de revenus de ces deux catégories est un phénomène se manifestant aussi sur le plan mondial, mais il est alors accentué chez nous."... "La diminution des écarts de salaires a aussi eu lieu à l'égard des chefs. De 1976 à 1981, la différence des revenus entre les directeurs, vice-directeurs d'entreprise et les ouvriers a diminué de 39 pour cent." (Népszabadsag, quotidien hongrois, 9 avril 1983).

20. Lajos HÉTHY et Csaba MAKO: Attitudes d'ouvriers et l'organisation économique. Akadémiai Kiado, 1972.

Chapitre 7

LE MARCHÉ NOIR ET SON IMPACT SUR LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE L'URSS

Luc DUHAMEL*

Le présent travail tente d'apporter une explication de la pratique du marché noir au sein des pays du camp socialiste et en particulier ce qu'il en est en Union soviétique, à la fois superpuissance et pays de la première révolution socialiste. Cette pratique du marché noir qui caractérise ces économies dites socialistes ou de transition est jugée illégale et donc passible d'une poursuite judiciaire par les autorités qui promettent de l'éliminer un jour lorsque les conditions le permettront. Malgré l'intérêt du sujet en ce qui concerne la caractérisation des expériences concrètes de ces économies de transition, nous n'avons pas la prétention d'épuiser un sujet aussi complexe que l'est celui des rapports entre le phénomène du marché noir et le système économique et politique de ces pays.

De même, n'avons-nous pas l'intention de faire l'historique de ce phénomène, nous concentrant plutôt à relever les raisons qui expliquent sa vivacité à l'heure actuelle. Comme obstable à l'étude du marché noir, ajoutons qu'existant officieusement par définition, il ne se prête pas facilement à des analyses qui s'appuieraient sur les statistiques publiées. Néanmoins, il nous semble pertinent d'aborder un tel problème en ces temps de crise des socialismes, d'abord en identifiant les fondements de cette économie parallèle, ensuite en appréciant les politiques communistes en vue de s'y opposer et finalement en dégageant les perspectives concernant le développement du phénomène comme élément contradictoire de ce type de formation sociale.

DÉFINITION DU MARCHÉ NOIR

Selon son appellation, le marché noir consiste en un échange marchand (d'objets et/ou de monnaies) qui se pratique sans qu'il y ait apparence de commerce et qui n'est pas comptabilisé dans l'ensemble des échanges commerciaux officiellement admis par le régime en place. Pour la personne qui s'y adonne, le marché noir peut revêtir de multiples formes. Nous résumons ici les trois formes principales les plus répandues.[1] Il y a premièrement l'achat en plus grande quantité ou de la plus grande quantité possible, indépendamment des besoins, des biens se trouvant sur les rayons des magasins officiels

* Professeur de science politique à l'Université de Montréal.

pour la revente à un prix majoré susceptible d'assurer un profit appréciable à l'acheteur-revendeur.[2] Une seconde forme de spéculation consiste à profiter de son travail afin de spolier les biens de l'État. Ces biens extorqués à l'entreprise sont vendus à un tarif assurant un profit intéressant à ses auteurs.[3] Se greffe à cette activité illégale l'achat de devises occidentales à un taux de change plus avantageux au touriste que ce qu'il obtiendrait au cours officiel. Bien sûr, celui ou celle, en URSS, qui donne pour un dollar quatre ou cinq fois plus de roubles que ne le fait la banque de son pays, sait que grâce à ces devises, il a accès aux magasins spéciaux réservés aux touristes et où il faut toujours payer en monnaie occidentale: on peut se procurer en ces endroits des articles de qualité en provenance de l'Occident ou du pays même mais presque toujours introuvables dans les magasins conventionnels. Compte tenu de la très grande demande de la population pour de tels biens, la distribution trouve assurément preneur et fait les beaux jours du spéculateur au marché noir. Ainsi s'instaure un système ou réseau parallèle de distribution des biens par les gens qui font de ce travail l'activité principale de leur vie; ce système constitue une composante essentielle du marché noir.[4]

LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIAUX DU MARCHÉ NOIR

Aujourd'hui, la pratique du marché noir existe dans tous les pays dits "socialistes". Plusieurs causes militent en faveur de cette déviation, causes qui sont presque toutes rattachées au fait que la fameuse transition du capitalisme au communisme, le socialisme, s'effectue dans des pays où en général il n'y a pas au départ d'industries de biens de consommation. Certes, à ce niveau, il faut distinguer entre la Chine et les pays socialistes européens. Encore que parmi ces derniers, l'inégalité de développement y est régnante. Ainsi, des pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la République Démocratique d'Allemagne (RDA) sont à l'heure actuelle, du point de vue de l'industrie des biens de consommation, plus développés que l'URSS, la Bulgarie, la Pologne et la Roumanie. En outre, ces économies est-européennes développées (Hongrie, Tchécoslovaquie et R.D.A.) le sont cependant moins que celles des pays de l'Europe de l'Ouest. Et surtout, les produits de ces pays doivent servir à la fois à la demande locale et à l'exportation aux autres pays "socialistes". Cependant, les produits importés par l'URSS et les autres pays moins développés du COMECON ne suffisent pas à l'heure actuelle à combler les besoins de ceux-ci. L'inégalité de développement industriel se reflète au niveau de l'ampleur du marché noir: par exemple, cette pratique est beaucoup moins répandue dans un pays comme la Hongrie où la valeur d'échange du ftorin (monnaie hongroise) sur le marché parallèle offre une mince possibilité de profit au spéculateur; or c'est précisément là où l'industrie de consommation est la moins déficiente.[5] En plus, si on revient au cas de l'Union soviétique, le marché noir n'est plus le même que celui du temps de Staline. D'une part, le pays affichant une plus grande industrialisation peut de nos jours doter les ménages des appareils électro-ménagers courants tels cuisinières, réfrigérateurs, radio, télévision, tourne-disques, etc., cependant que d'autre part, les exigences des consommateurs sont plus grandes et des produits forts convoités continuent de manquer. C'est le cas notamment de la voiture qui reste un des produits les plus recherchés sur le marché parallèle. Ainsi,

dans la région de Rostov, en deux ans, sur dix mille voitures vendues, trois mille cinq cents furent achetées par des spéculateurs.[6] Il en est de même du trafic de l'essence: la presse soviétique estime qu'un automobiliste sur trois roule de deux à trois ans sur du pétrole appartenant à l'État[7], ou de d'autres secteurs comme l'alimentation, et la pêche ou les livres..., bref dans tous les cas où la production est très en deça de la demande.[8]

Il existe en URSS une politique de bas prix, qui étant donnée le contexte de pénurie de production, entraîne la spéculation. C'est à cause de raisons avant tout politiques qu'il y a ce que les économistes appellent le "mensonge des prix". L'histoire récente des pays socialistes enseigne que les hausses de prix déclenchent presque instantanément le mécontentement généralisé des populations. Les exemples ne manquent pas pour illustrer cela, à commencer par les événements actuels en Pologne, qui ont comme détonateur la décision prise par le régime d'augmenter substantiellement le coût de certains produits alimentaires. En ce qui a trait à l'URSS, pays qui nous intéresse plus particulièrement, rappelons que les vagues de grève qui ont lieu dans la région de Rostov-sur-le-Don au début des années '60 sont aussi provoquées par des hausses du prix des denrées alimentaires.[9] Cela s'explique: bien que les produits soient souvent peu chers pour le travailleur moyen, il reste qu'il y a certaines catégories de la population qui ont de la peine à joindre les deux bouts et pour qui toute hausse de prix a des conséquences dramatiques sur le niveau de vie lié au pouvoir d'achat. Ce sont ces couches qui risquent le plus de se révolter. Néanmoins, même pour le citoyen moyen, écrit Chalidze:

> "... des prix plus élevés pour des produits de grande consommation auraient un effet déplorable sur le moral ... et, sans nul doute, sur les normes de l'alimentation. À côté de ces dangers, la pénurie de légumes actuels apparaît comme un moindre mal ..."[10]

Le gouvernement veut susciter l'impression que les produits sont accessibles à tous et chacun en les gardant à des p ix relativement bas. D'aucuns pourraient prétendre que le coût peu élevé d'un article ne saurait dissimuler le fait que les produits n'existent pas souvent en quantité suffisante. Pour d'autres cependant, que le régime a réussi à convaincre, on n'a qu'à se présenter les premiers à un magasin pour être certain d'avoir le produit désiré sans attendre trop longtemps.[11]

En outre, le mode de distribution de la masse salariale dans ces économies "socialistes" contribue d'une certaine manière à maintenir, sinon à accroître la pratique du marché noir. Selon les principes du marxisme-léninisme, les écarts de salaires durant la phase de transition socialiste sont caractérisés par l'application du principe "à chacun selon son travail", afin d'encourager le développement des forces productives. Sous certains aspects concrets, des travaux nécessitant une formation plus longue et, partant, plus coûteuse socialement, doivent être rémunérés de façon plus importante, d'où la

contradiction de l'inégalité salariale en phase de transition vers le communisme.[12] Même si l'écart des salaires du plus haut au plus bas niveau est de beaucoup moins important que ce qui existe dans les pays capitalistes développés, l'inégalité salariale, combinée à la pénurie de produits, engendre la constitution d'une élite privilégiée, d'une couche de travailleurs à revenus élevés (directeurs d'usines, informaticiens, académiciens, haut commis de l'État ..., etc.). Ces privilégiés en termes de poste et de revenu peuvent acquérir sans difficulté les rares produits à prix exhorbitants sur le marché noir.

Même en faisant abstraction du facteur idéologique, sur cette question de la répartition des revenus et des inégalités, la politique illustre un parti communiste oeuvrant au sein d'une société aux prises avec un retard économique marqué par rapport à l'Occident avec lequel il doit transiger tout en évitant l'exode des cerveaux et des compétences. L'attrait pour le niveau de vie supérieur des grandes puissances occidentales n'est plus à démontrer. L'activité de marché noir, dont l'envergure et la complexité sont difficiles à mesurer, apparaît ancrée non seulement au sein d'une techno-bureaucratie, mais également dans les couches moins favorisées de la population. Le fait de recevoir une rémunération modeste par rapport à une équipe dirigeante vivant dans l'opulence en incite plus d'un à se faire justice, à ne pas hésiter à entreprendre ce travail lucratif, même s'il est réprouvé par la loi; il s'agit d'ajouter un second revenu sous le couvert et d'améliorer ainsi ses conditions de vie. Comme le prétend Revuz, les incitations seront d'autant plus fortes que le maigre salaire provient d'un emploi donnant accès à des biens fortement recherchés;[13] ainsi en est-il des préposés aux guichets des gares ou des cinémas (où passent pour quelques jours des films occidentaux), des employés des magasins d'alimentation ou des stations d'essence... etc.[14] Ces emplois (dont l'énumération ici n'est pas exhaustive) propices au marché noir ont toujours en commun le fait d'être mal payés et d'être dans le secteur des services, secteur reconnu comme étant celui où abonde le "gaspillage" et le détournement des biens (du marché officiel vers le marché noir). Les Izvestias révèlent qu'en raison de ce marché florissant, on retrouve par exemple parmi les employés des stations d'essence même des diplômés universitaires.[15]

Par ailleurs, l'autonomie de gestion accordée aux usines ou aux magasins fait aussi paradoxalement le jeu du marché noir. Les pouvoirs accrus attribués aux entreprises par les réformes économiques inaugurées en URSS dans les années soixante prévoient entre autres de remettre d'abord à la direction des entreprises l'initiative en matière d'embauche, ensuite d'attribuer aux ouvriers des primes s'ils atteignent le volume de production fixé par le plan. De telles mesures, en apparence bénéfiques pour l'économie du pays, confient à la direction de l'usine la responsabilité d'attirer chez elle les travailleurs les plus qualifiés, ce qui de facto avantage l'usine déjà prospère au détriment de celles-là qui sont déficitaires où les dirigeants n'ont pas les atouts (financiers) susceptibles pour recruter les ouvriers le plus qualifiés. Pour contrecarrer les difficultés de recrutement, ou pour éviter les départs des ouvriers qualifiés et par conséquent de perdre la direction, les dirigeants

de telles entreprises auront tendance à couvrir ceux qui se livreraient à du marché noir à même les produits de l'usine. Si les travailleurs obtiennent par détournement un supplément de revenus, la tolérance des directeurs leur acquiert en échange le maintien de leurs postes. À ce propos, on peut lire dans la Pravda que: "Il arrive fréquemment que les coupables soient couverts indirectement ou même ouvertement".[16] Selon le même journal, l'opinion qui prévaut chez les dirigeants d'entreprise face aux travailleurs qui se livrent à ces activités illicites est rapportée en ces termes: "Qu'ils fassent leur travail même comme cela. Si on les sanctionne, ils se fâcheront, partiront et il n'y aura plus personne pour faire le travail".[17]

Pour leur part, les directeurs de magasins ne se bornent pas à tolérer ces activités illégales, ils s'y livrent parfois eux-mêmes, se basant sur la réciprocité du mutisme:

> "Dans le commerce coopératif, le tiers de toutes les infractions est le fait des directeurs de magasins, des chefs de rayons, de ceux qui devraient pourtant donner l'exemple. Un tiers des délits est commis par des groupes sur la base d'une entente préalable".[18]

Aussi il n'étonne en rien que le nombre de cadres de l'économie qui fraude l'État soit élevé. Toujours selon l'organe officiel du parti, la Pravda:

> "Ces cas sont particulièrement graves dans la mesure où les directeurs, cadres qualifiés, exercent une influence corruptrice sur les jeunes. Le trois quarts des employés de coopératives poursuivis l'an dernier par la justice n'avaient pas trente ans".[19]

Les dirigeants de régions, qu'ils soient du parti ou du gouvernement, ferment souvent les yeux sur ces activités illégales parce que pour eux l'essentiel est de dépasser ou au moins atteindre les objectifs du plan. Les dirigeants, là-bas comme ailleurs, songent avant tout à leur avancement qui aura plus de chances de s'effectuer si la production est élevée à l'intérieur de leur région. Dénoncer la façon dont la réalisation du plan se fait, notamment en recourant au marché noir, c'est, en plus de s'attendre à une baisse de la production, risquer de créer l'impression que cette activité est davantage répandue dans sa région et de ce fait, passer pour un mauvais gestionnaire. Agir de la sorte constitue la meilleure façon pour un responsable d'être remercié de ses services.[20]

Encore faut-il préciser que le détournement de la production n'est pas destiné exclusivement au marché noir ou à la spéculation; un employé peut prendre de l'argent pour son propre budget, un cadre, un objet pour combler un besoin au foyer. Cependant, le marché noir reste le principal bénéficiaire de ces détournements, d'abord parce que les produits qui disparaissent des

magasins sont souvent revendus à des spéculateurs et aussi parce que quels que soient leurs destinataires, ces objets volés constituent une perte pour le marché officiel et à cet égard contribuent à la pénurie et donc au marché noir. La presse officielle soviétique fait souvent état des pertes pour l'économie occasionnées par le détournement des biens. Z. Ditcharov résume dans ce qui suit des propos qui apparaissent fréquemment dans la Pravda:

> "Des produits, des matières premières, prévus, conformément au Plan, pour une certaine destination, passent brusquement "à gauche", ce qui remet en cause l'organisation des livraisons, empêche la réalisation des tâches fixées par le Plan".[21]

L'observation de tels comportements démontre l'ancrage ou l'intégration de la pratique du marché noir au système économique mis en place dans la plupart des États "socialistes": ainsi, l'insuffisance au niveau de l'industrie des biens de consommation provoque le développement des fraudes au sein de l'économie officielle en même temps que les détournements de biens augmentent la pénurie des marchandises disponibles sur le marché officiel et accroissent les activités de marché noir. Un tel état de pénurie provoque de la part des ressortissants des comportements qui alimentent le marché noir, ceux-ci n'hésitant pas à acheter un produit en grande quantité de crainte qu'il disparaisse, sachant par une longue expérience qu'un produit en abondance un jour peut s'avérer introuvable le lendemain. L'achat à profusion entretient la plus grande hantise, à savoir la pénurie, et cela vaut non seulement pour certains produits des plus recherchés, mais également pour les articles les plus divers. Comme indice de l'ampleur de ce phénomène, citons le passage suivant de Brejnev:

> "Ces derniers temps, le Comité central du PCUS et la rédaction des journaux reçoivent des lettres déplorant la disparition dans les magasins de produits que l'on qualifie habituellement de "menus objets": médicaments les plus courants, savon, détergent, brosse à dents et dentifrices, aiguilles, couches, etc. Camarades, cela est impardonnable".[22]

L'augmentation de la production et l'amélioration de la qualité des produits n'éliminent pas nécessairement la pénurie et donc, le marché noir dans ce pays (URSS), non seulement à cause des habitudes acquises par les Soviétiques, mais surtout en raison de la déficience du système de distribution des marchandises. Les insuffisances du réseau d'approvisionnement à travers le pays sont reliées principalement à la faible quantité de magasins et aux arrivages irréguliers de marchandises. Dans ce contexte, des réseaux illicites se forment à partir des informations sur les arrivages dans les centres d'alimentation, les boutiques, et les magasins de biens de consommation en général. Windenberger indique comment un Soviétique en arrive à faire partie d'un tel réseau:

> "Grâce à vos connaissances, à vos relations ou à vos moyens de pression, vous vous spécialisez. Telle denrée devient "votre

affaire". Vous participez à une filière précise dont vous faites "profiter" votre entourage.

L'étape suivante est facile à deviner. Fort de cette capacité que nous avez démontré à fournir tel type de produit, vous pouvez vous associer à d'autres partenaires, par affinité ou par voisinage, pour instituer un réseau doublé d'une centrale d'achat. Dans le principe, c'est simple. L'un d'entre vous se chargera par exemple de la totalité des achats de viande, parce qu'il connaît parfaitement les bouchers de la localité. Un autre s'occupera pour les mêmes raisons, de l'approvisionnement en légumes. Un suivant prendra soin de vous assurer la livraison en produits ménagers. Et ainsi de suite."[23]

Or, ce réseau parallèle de distribution bénéficie d'abord et avant tout à ceux qui disposent d'un surplus de monnaie. Et comme on le sait, les détenteurs de hauts revenus jouissent en plus à cet égard de d'autres atouts qui ne sont pas les moindres, notamment celui d'avoir accès à des magasins contenant des produits en provenance de l'Occident.[24] Certains de ces magasins, appelés "magasins à coupons", sont réservés à ceux dont la fonction comporte des séjours à l'étranger: diplomates, artistes, athlètes, etc. Ceux-ci reçoivent des roubles sous forme de coupons qui leur permettent de s'approvisionner en produits fabriqués à l'Ouest. Et les Soviétiques nantis qui ne vont pas en Occident peuvent aussi acheter à ces magasins en achetant des coupons à un prix de beaucoup supérieur au cours officiel ou en en faisant l'acquisition sur le marché noir. Ces centres d'achat, mis sur pied pour éviter l'exode à l'ouest des spécialistes soviétiques qui doivent s'y rendre, sont devenus une base importante du marché noir. Les spéculateurs font effectivement l'impossible pour s'approvisionner à ces types de magasins en produits qu'ils revendent à forts prix dans le réseau illicite. En outre, les "beriozkas", centres renfermant des produits russes de bonne qualité et souvent inexistants dans les magasins officiels, destinés aux touristes occidentaux, servent à obtenir les précieuses devises occidentales que le régime utilise dans ses échanges sur les marchés occidentaux. L'existence des "beriozkas" favorise le marché noir puisque le spéculateur y puise les meilleurs produits à revendre et stimule davantage encore la demande en devises étrangères (marks, francs, dollars, etc.), seules monnaies ayant cours dans ces centres.[25] Dans de telles circonstances, il n'étonne en rien que les touristes étrangers soient tellement sollicités pour échanger leur argent ou encore pour acheter les produits du pays. N'étant pas admis dans les "beriozkas", les soviétiques recourent aux services d'un touriste ou mieux d'un étudiant étranger, surtout ceux-là qui viennent d'un pays en voie de développement et qui ont plus d'une raison (faible allocation d'étude) de vouloir par ce moyen combler leurs maigres ressources.[26] Qu'il s'agisse de l'élite privilégiée par le système ou des travailleurs à la base ou encore des étudiants étrangers, y compris des touristes, plus d'une fraction de la composition sociale y trouve son compte. Aussi, n'est-il pas étonnant que la lutte contre le marché noir s'avère des plus difficile.

D'une certaine manière - et ceci explique son existence - le marché noir est utile aux régimes "socialistes" en comblant notamment les défaillances de l'économie. Cette activité illégale constitue une véritable économie parallèle et surtout complémentaire à celle qui existe officiellement. Il ressemble à une espèce de marché où on peut puiser tout ce qui manque dans les boutiques de l'État. Les biens sont dès lors vendus selon la loi de l'offre et de la demande, à leur valeur d'échange par des personnes que l'État n'a pas à rémunérer. Les prix obtenus sur le marché noir permettent à ceux qui en font une activité à plein temps de vivre aisément. Le marché noir aide donc au fonctionnement de l'économie socialiste en palliant aux insuffisances engendrées en bonne partie par le refus de reconnaître officiellement les rouages du marché.

Cette économie parallèle fait l'affaire non seulement de ceux ou celles qui s'y prêtent, mais aussi des secteurs qui sont les enfants choyés du système: le complexe militaro-industriel et la sécurité sociale. Les dirigeants de ces secteurs seraient les premiers perdants de mesures qui en diminuant ce réseau d'activités illicites, accroîtraient les investissements dans le domaine de l'industrie légère.

Nous adhérons aux vues de Nove pour qui le caractère centralisé de l'économie constitue une des sources principales des difficultés de l'économie soviétique.[27] Le dogme que le centre, (c'est-à-dire les planificateurs) et non la loi de l'offre et de la demande, détermine pour l'essentiel les besoins des citoyens, contribue à l'existence du marché noir. En effet, comme l'écrit Chalidze, le spéculateur profite des erreurs des dirigeants de magasins qui n'ont pas su commander les articles désirés par le consommateur et aussi des agences à l'importation qui n'ont pas su acheter à l'étranger les produits qu'il fallait.[28] Cette mauvaise gestion qui n'est pas rare en URSS peut être causée par l'incompétence des responsables, mais provient plus souvent du manque d'initiatives qui leur est accordées, le centre conservant la plupart des pouvoirs essentiels et ce, même à la suite des réformes qui ont eu lieu depuis 1960 et qui visaient à opérer une certaine décentralisation de l'économie.

LES PROBLÈMES QUE POSENT LA LUTTE CONTRE LE MARCHÉ NOIR

D'aucuns peuvent prétendre que l'élimination des disparités salariales pourrait contribuer à supprimer en grande partie la pratique du marché noir, puisque ça consisterait à saper le fondement même des inégalités et du mécontentement. Un pays socialiste au stade actuel de développement (URSS, Europe de l'Est), qui prend comme mesure de resserrer l'éventail de salaire, doit s'attendre à un renforcement de la pression en faveur des biens de consommation; une telle mesure concernant d'abord et avant tout ceux et celles qui occupent le bas de l'échelle des traitements, toute augmentation substantielle de leurs revenus ou pouvoir d'achat stimulerait la demande, compte tenu de la politique des bas prix en vigueur. Même en supposant qu'une telle réforme accroisse la productivité de ceux et celles qui recevaient auparavant un revenu modeste, ce résultat ne saurait s'effectuer en un court laps de temps; aussi, dans l'immédiat, l'écart entre l'offre et la demande se creusant,

il en résulterait un nouvel essor du marché noir. Par conséquent, toute politique d'égalisation des revenus et, partant, d'augmentation du pouvoir d'achat des masses ne saurait s'effectuer sans qu'il y ait en proportion une croissance de la productivité, ce qui est loin d'être acquis.[29]

Le processus de décentralisation amorcé sous le règne de Khrouchtchev, et qui consistait à accorder aux entreprises (lire directeurs) une certaine autonomie sur les questions des moyens à choisir en vue de réaliser les objectifs du plan, a fort bien fait le jeu du marché noir. Et en sens inverse, avant 1956, la concentration des pouvoirs à Moscou n'a pas empêché le développement du marché noir. Le rassemblement à la direction des ministères des principaux leviers de décision n'aide en rien à la lutte contre les spéculateurs: les autorités se heurtent en effet à la passivité des gens peu enclins à collaborer avec un pouvoir central qui leur témoigne si peu de confiance. Faute du soutien des masses, le pouvoir devra mettre au point son propre système de lutte contre les spéculateurs, système qui risque d'être plus coûteux qu'efficace, puisque les emplois créés à cette fin sont autant de fonds en moins pour la production. L'État rémunère des fonctionnaires à cette fin, mais il utilise aussi certaines organisations sociales dont l'un des attributs fondamentaux consiste à mener un combat de tous les instants contre le marché noir. En fait, le travail de ce type d'organismes - le contrôle populaire en est un - ne peut s'exercer en toute latitude à cause du manque de coopération des dirigeants régionaux du parti et du gouvernement qui sont peu souvent intéressés à ce qu'on dévoile des aspects négatifs au sein du territoire dont ils ont la responsabilité.[30] À cause du caractère centralisé du pouvoir, ces leaders pourront souvent manipuler ces organisations dans le sens de leurs intérêts.

Selon certains intellectuels de gauche, l'URSS aurait besoin d'une décentralisation autre que celle proposée par Liberman au début des années soixante, qui consisterait à donner à la base ouvrière et paysanne des attributs plus étendus à l'intérieur des unités de production (plutôt qu'aux ingénieurs et aux cadres comme cela s'est produit en URSS à la fin des années '60). Une telle proposition se heurte ici aux problèmes liés aux économies peu développées. Comment empêcher chacun à la base dans les usines, les fermes collectives et les régions de lutter contre la pauvreté et la pénurie de certains produits en accumulant tout ce qui tombe sous la main au travail ou dans l'entourage? Grâce à la décentralisation, les spéculateurs pourraient en toute liberté, sans être inquiétés, faire des affaires d'or, comme en témoignent en Chine les deux tournants vers l'octroi d'une automonie à la base: le "Grand bond en avant" et la "Révolution culturelle" qui ont provoqué une résurgence du marché noir.[31]

Rien n'empêche actuellement l'État soviétique de restaurer des mécanismes d'économie de marché, de reconnaître le droit de vendre selon la loi de l'offre et de la demande en admettant le principe de la liberté des prix. De fait, le régime a pris des mesures en ce sens. Ainsi, depuis la mort de Staline, l'État accorde le droit au paysan de vendre sur le marché libre les pro-

duits tirés de la culture de son lopin de terre. Dans tous les cas où une telle décision a été appliquée, il s'ensuivit une diminution de taille du marché noir. C'est le cas entre autres du marché des voitures usagées et de celui des pièces de rechange pour les automobiles.[32]

Cependant, encore à l'heure actuelle en URSS, les prix de la plupart des biens de consommation sont fixés par l'État. Ce principe a été remis en question en 1961-1962 par l'économiste Liberman, selon lequel il faut produire à l'usine avant tout ce qui peut être vendu à un prix déterminé par la loi de l'offre et de la demande.[33] Cette position qui veut que la production s'oriente vers les désirs des consommateurs et s'écoule au moyen de la liberté des prix aurait porté un dur coup aux spéculateurs, mais heureusement pour ces derniers, elle est formellement rejetée en 1979. Des motifs d'ordre idéologique n'expliquent pas tout. Bien entendu, il n'est pas question pour les planificateurs marxistes de laisser la loi de l'offre et de la demande dicter sa conduite à l'économie, mais il existe aussi le danger que tout pas dans cette direction débouche sur la légalisation du commerce privé à une large échelle. Une telle orientation pourrait porter un dur coup à l'économie collectivisée en entraînant nombre de travailleurs à quitter le secteur étatique attiré par la perspective de revenus nettement supérieurs dans l'entreprise privée.[34]

D'autres groupes ne verraient pas d'un bon oeil la disparition de la spéculation. Nous pensons à toute cette bureaucratie qui a besoin de justifier son pouvoir, qui, à la faveur du marché noir, peut consolider son contrôle fait de tracasseries et de procédures sur ses concitoyens et les touristes. Parmi ceux qui sont employés dans l'appareil de contrôle, il y a, outre les policiers, surtout à la base, les retraités, handicapés, ménagères ou jeunes sans diplôme à qui on a pu ainsi décrocher un emploi. L'élimination ou à tout le moins une diminution du rôle de cet appareil signifierait des mises à pied pour ces employés. Si on prend conscience que ce travail est souvent facile et ne nécessite aucune formation, nous pouvons en déduire qu'il est particulièrement recherché par les éléments les moins instruits et les moins "capables" de la population, ceux qui autrement arriveraient difficilement à trouver un emploi. Comme cette main-d'oeuvre n'est pas qualifiée, il serait difficile de l'orienter ailleurs, en tout cas il serait coûteux de l'orienter vers des secteurs productifs (le coût est évalué en termes d'investissements pour leur donner une formation spécialisée que requerrait leur recyclage vers l'industrie).[35] Mettre ces travailleurs en chômage coûterait moins cher à l'État que de les recycler, mais cela ne résoudrait pas pour autant le problème. En agissant ainsi, le régime économiserait de l'argent, mais perdrait du capital politique puisqu'il ne pourrait plus se vanter d'assurer le plein-emploi. En outre, l'existence du chômage pourrait amener des retombées explosives sur le plan social. Nous pouvons dès lors affirmer que l'existence du marché noir contribue à sa façon à la lutte, quoique d'une façon superficielle, contre le chômage!

Des mesures à l'encontre du marché noir existent comme celle de réajuster la monnaie à sa valeur d'échange réelle face aux autres monnaies; on sait

que des monnaies comme le rouble sont surévaluées au taux de change officiel, de sorte qu'au marché noir les touristes occidentaux obtiennent beaucoup plus pour leur argent. Voilà un des facteurs causant cette pratique illégale qui disparaîtrait si à Moscou on le voulait vraiment. Or, si une telle mesure n'est pas prise, c'est que la réalité actuelle ne comporte pas seulement des inconvénients.[36] Pour ne prendre qu'un exemple, les autorités forcent souvent ceux qui se rendent en URSS à changer des sommes d'argent, tant ceux qui séjournent à titre individuel que ceux qui visitent en groupe sont obligés pour certaines choses d'utiliser la monnaie de leur pays. Parfois, il faut changer chaque jour un minimum d'argent, d'autres devront payer à l'avance leur chambre d'hôtel. De telles contraintes visent bien entendu à freiner les échanges d'argent avec les spéculateurs. Si le taux de change officiel du rouble était amené à sa valeur réelle, cela anéantirait une partie à tout le moins du marché noir, mais il est d'ores et déjà certain que moins de précieuses devises occidentales rejoindraient les coffres de l'État soviétique. Ce dernier donnant plus de roubles pour les monnaies d'Occident, le touriste aurait besoin de changer moins d'argent. En outre et surtout, un taux de change moins avantageux signifierait que le gouvernement soviétique devrait vendre ses produits à l'exportation à un prix moindre.

Quant à l'intensification des sanctions à l'endroit des ressortissants qui se livrent à ces activités illicites, certains dirigeants en ont fait l'essai. Pour sa part, Khrouchtchev avait prévu que sa politique de développement de la production des biens de consommation et une halte relative à la répression stimuleraient le marché noir. Aussi, afin de contrecarrer cette tendance, il crée dès 1957 des "assemblées sociales" dont le rôle est bien défini par Hazad:

> "... to discourage 'parasites', who were defined as persons living with no evident source of income namely as black markeeter exploiting the situation of shortage in consumer's goods to establish often quite extensive illegal economic activities."[37]

Cette instance s'occupe, poursuit l'auteur, de:

> "charges ... brought by the Communist youth league, a trade union or the other public organizations against a citizen whose conduct revealed 'an antisocial', parasite way of life."[38]

Il est décidé de confier à ces assemblées des prérogatives étendues parmi lesquelles elles pouvaient imposer des peines allant de l'interdiction de séjour dans une ville à l'exil dans une région éloignée pour une période maximum de cinq ans. Rapidement, des critiques contre les pouvoirs de cet organisme ont allégué qu'au nom de l'efficacité, on porte atteinte aux droits des individus. Des juristes ont fait valoir que ces assemblées disposent de pouvoirs discrétionnaires, puisque la condamnation est sans appel et qu'elle se prend à partir d'un vote à main levée, certains ont considéré que ces pouvoirs ouvraient la porte à tous les abus et pouvaient même conduire à un retour à l'arbitraire

existant à l'ère stalinienne. En 1965, cette organisation est dissoute et son rôle est désormais tenu par le soviet local.[39] Cette marche arrière indique le refus de réhabiliter ce qui s'apparente de près ou de loin aux méthodes staliniennes, même si, ce faisant, disparaît un organe qui aurait pu lutter efficacement contre les spéculateurs.

Des considérations mêmes morales peuvent freiner la lutte contre la spéculation. En effet, il arrive que le spéculateur ne corresponde pas à l'image traditionnelle du fainéant qui vit entre deux séjours en prison. Il y a un grand nombre de spéculateurs d'occasion, en particulier parmi les employés des services, mais il faut ajouter d'autres personnes qui s'adonnent à ce genre d'activités, des personnes qui ne sont pas astreintes aux queues et qui jouissent davantage de tickets si nous sommes en période de rationnement. Au nombre de ces privilégiés qui ne manquent de rien, nous pensons aussitôt à des haut-cadres de l'économie et du parti, mais aussi à une autre catégorie de citoyens qui peut recevoir un traitement préférentiel et qui inclut des vieillards, des handicapés, des femmes enceintes, etc. Ce groupe possède d'excellentes raisons d'être actif sur le marché noir: à part le fait de se voir attribuer davantage de produits que le citoyen ordinaire, il est devenu plus malaisé pour les autorités de les réprimer. De plus, n'étant pas souvent contraints à un travail comme c'est le cas pour les Soviétiques en général, ils peuvent plus facilement se livrer à la spéculation.[40]

L'intensification de la répression contre le marché noir risquerait d'avoir des retombées néfastes dans les domaines les plus divers, y compris celui des nationalités. En effet, au sein des minorités non russes, particulièrement en Asie centrale et en Transcaucasie, où le marché noir se porte mieux qu'ailleurs, cette activité peut apparaître comme une soupape pour ces peuples, une façon de récupérer une partie des ressources que tire à son profit le centre constitué par les autorités fédérales et dominé par les Russes.[41] De la sorte, des biens produits par ces minorités et commandés par le pouvoir central à Moscou sont, à un degré non négligeable, redistribués en un sens plus conforme à ces populations allogènes. Toute répression accrue contre le marché noir pourrait prendre la forme d'une opression nationale accrue par les Russes contre des nations qui, à part la spéculation, ne possède aucun autre moyen non violent (aucun parti politique ou aucune organisation) pour résister à la centralisation qui caractérise le système politique soviétique. Une telle politique pourrait pousser les Georgiens, Arméniens et Turkmenes à envisager d'autres moyens de résistance, cette fois plus directs, au pouvoir central.

CONCLUSION

Nous avons vu qu'en soi et par définition l'activité de marché noir, par sa pratique et son esprit spéculatifs, entrave, voire contredit le projet de société socialiste. Que cette activité, loin de s'amenuiser avec le temps, accuse une ampleur grandissante, au point d'être complètement intégrée au système mis en place en URSS, comme le démontrent les difficultés pour l'en-

raver sans restaurer ex-officio la liberté de marché à l'occidental. Au niveau social, le marché noir permet, à une partie de l'élite, d'acquérir des biens qui dépassent ses besoins et freine ainsi partiellement son désir d'exode vers l'Ouest. De la même façon, il permet aussi aux plus démunis d'accepter leur sort en leur donnant accès à un revenu d'appoint. En ce sens, cette pratique illicite renforce la cohésion de cette société, et partant raffermit son système politique. Sur le plan économique, le marché noir paraît combler quelque peu la pénurie de production, tout en sauvegardant la politique "socialiste" de maintien des bas prix et en suppléant à certaines déficiences du système de distribution.

Il est loin de notre esprit de penser que le marché noir résout les problèmes de la société soviétique ou encore qu'il n'y a que des aspects positifs (pour le régime).[42] Plus exactement, ce secteur de l'économie parallèle contribue à atténuer les inégalités sociales, les différences entre régions ou entreprises et la discrimination faite à certaines minorités ethniques, bref permet de mieux répartir la pénurie. À côté de ces aspects positifs, le marché noir comporte aussi des aspects négatifs qui sont surtout d'engendrer la pénurie et d'être incompatible avec l'idéologie du régime. Jusqu'ici les aspects positifs ont prévalu, mais rien n'indique qu'il en sera toujours ainsi à l'avenir.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour en savoir plus long, cf. KATSENELINBOIGEN, A.: "Colored Markets in the Soviet Union", Soviet Studies, January 1977, p. 62-85. Sur l'ampleur du marché noir nous renvoyons le lecteur à O'HEARN, D.: "The Consumer Second Economy: Size and Effects", Soviet Studies, April 1980, p. 218-233. Quant aux distinctions entre le marché noir et l'économie parallèle, cf. DUCHENE, G., "L'analyse de la seconde économie" in LAVIGNE, M., Travail et monnaie en système socialiste, Economica, 1981, p. 256 à 287.

2. Nous définissons le marché noir selon les traits qu'en donne KATSENELINBOIGEN, op. cit., p. 81.

3. Parmi ces biens nous incluons les produits alimentaires.

4. KATSENELINBOIGEN, A., ibid., p. 81.

5. Pour l'été 1981, voici un tableau de change des monnaies de trois pays socialistes:

Pour 1,00 $ (U.S.A.)

	Cours officiel	Cours officieux (marché noir)
URSS	1 rouble	de 4 à 5 roubles
Pologne	32 zlotys	175 zlotys
Hongrie	30 forints	37 forints

Comme on le voit, c'est à Budapest que les spéculateurs font de moins bonnes affaires.

6. O'HEARN, D., ibid., p. 220.

7. TENSON, A.: "The Dawn of the Automobile Era Gives a Boost to the Black Markets", Radio Liberty, dispatch, March 27, 1975, cité par O'HEARN, ibid., p. 220.

8. Cf. sur la question des livres, cf. SMITH, H., The Russians, Ouadrangle, 1975, p. 90.

9. Pour plus d'informations sur ces grèves, cf. Chronique des petites gens d'URSS, Seuil, 1981, p. 117-122.

10. CHALIDZE, V., Le crime en Union soviétique, Olivier Orban, 1978, p. 205.

11. Cf. NOVE, A., L'économie soviétique, Economica, 1981, p. 218.

12. LENINE, V.I., Sur la base matérielle et technique du communiste, Novosti, 1969, p. 38.

13. REVUZ, C., Ivan Ivanovitch écrit à la Pravda, Éditions sociales, 1980, p. 241.

14. Pour une illustration parmi tant d'autres de cette spéculation telle que relatée dans la Pravda, cf. VERBAH, G.A., 4 janvier 1979, cité par REVUZ, C., ibid., p. 201.

15. TURISHEV, V., ORLOVSKI, V., Izvestija, 12 janvier 1975.

16. CHVETSOV, V., ibid., 13 avril 1979, cité par REVUZ, C., ibid., p. 229.

17. Ibid., p. 228.

18. Ibid., p. 229.

19. Ibid.

20. Cf. KRAMER, J.M., "Political Corruption in the USSR", Western Political Quarterly, June 1977, p. 223.

21. Pravda, 10 mai 1979.

22. L.I. Brejnev à la session plénière du comité central du Parti communiste de l'URSS, le 27 novembre 1979, rapporté dans La documentation photographique, dossier réalisé sous la direction de Basile Kerblay, août 1980, p. 28.

23. WINDENBERGER, J., PERAUBE, A., DUMONT, J.P., L'URSS à l'ombre des héros, Economica, 1980, p. 247.

24. Selon le témoignage de M. Victor Vinogor, membre du collège régional des avocats de Léningrad, aujourd'hui émigré à Montréal, entrevue qui eut lieu le 3 janvier 1981.

25. Nous trouvons ce type de magasins uniquement dans les grandes villes et centres où affluent les touristes occidentaux.

26. Nous ne saurions sous-estimer ce facteur puisque la grande majorité des étudiants étrangers en URSS proviennent des pays en voie de développement.

27. NOVE, A., ibid., p. 455-456.

28. CHALIDZE, V., ibid., p. 198.

29. Il est difficile pour les Soviétiques de ne pas avoir aujourd'hui à l'esprit ce qui se déroule en Pologne où l'augmentation substantielle des salaires des ouvriers à l'été 1980 n'a pas peu contribué à la pénurie qui existe maintenant (dans la mesure où l'augmentation de la production n'a pas suivi).

30. Cf. (35).

31. Cf. Le Monde, 28 septembre 1978.

32. Cf. KATSENELINBOIGEN, A., ibid., p. 71.

33. Cf. l'exposé des thèses de Liberman dans Notes et études documentaires, 17 février 1969, p. 47 à 49.

34. Cf. CHALIDZE, V., ibid., p. 190.

35. Les dissidents évaluent à 10% la part de la main-d'oeuvre occupée à des tâches de contrôle et de surveillance (donnée prise lors de nos séjours en Union soviétique).

36. Cf. NOVE, A., ibid., p. 218.

37. HAZARD, J.N., The Soviet System of Government, the University of Chicago Press, édition 1957, réédition 1980, p. 89.

38. Ibid., p. 89.

39. Ibid., p. 90.

40. Cf. là-dessus l'exposé de M. Vinogor, spécialiste de la question, à l'Université de Montréal, le 2 mars 1982, intitulé Le marché noir et sa répression en URSS. La copie du texte de l'exposé est disponible au Département de science politique. L'expérience que nous avons de ce pays pour y avoir souvent séjourné, confirme ce phénomène, à savoir que souvent ceux qui nous approchent pour faire du marché noir sont des handicapés ou des gens à la retraite.

41. Sur l'ampleur du marché noir en Asie centrale et en Transcaucasie, cf. KAMER, J.M., Ibid., p. 222; ZEMTSOV, J., La corruption en Union soviétique, Hachette, 1976; DIMOV, A., Les hommes doubles, J.C. Lattis, 1980, p. 123.

42. Cf. là-dessus: BRUZZEZI, J.: Les fonctions de la spéculation et de la corruption dans le système politique soviétique. Mémoire de MA, département de science politique, Université de Montréal, 1983.

Chapitre 8

UNE RÉVOLUTION AUTOLIMITÉE POUR UNE SOCIÉTÉ AUTOGÉRÉE: DISSIDENCE ET CONTESTATION SOCIALE EN POLOGNE, 1976-1983

Bogumil JEWSIEWICKI*

Le phénomène Solidarnosc a fait couler beaucoup d'encre et a soulevé un peu partout une appréciable vague de sympathie. Sa description et ses analyses continuent d'être un terrain d'affrontements politique et idéologique, faute d'une compréhension profonde.[1] Cette révolution "non-socialiste" (mais point anti-socialiste) dans le socialisme réel sembla être une première vraie révolution prolétarienne de l'histoire puisque, jusqu'à la fin, les intellectuels n'ont pas exproprié les ouvriers d'une révolution que les premiers n'ont, au surplus, ni planifiée, ni initiée directement. L'état de guerre a modifié cette situation et Solidarnosc dans la clandestinité semble devenir de plus en plus une chose de son appareil, ce qui contribue à un lent divorce entre l'institution et la société civile.[2]

Cette révolution proclamée autolimitée par son personnel politique et par ses analystes combina en réalité un radicalisme du fait accompli avec la modération de la parole.[3] Contrairement aux nombreuses constructions théoriques visant l'explication du phénomène, le conflit révolutionnaire principal se situe entre un réalisme fondamental de la nation qui est désormais directement - et non par procuration - populaire et la fiction politique de l'"effet du réel". Le radicalisme populaire ouvrier et paysan de sit in exprime un refus des manipulations de la parole permettant le glissement de la réalité vécue vers l'espace illusoire que gère le code sémantique élaboré.[4] Cependant sa raison profonde se situe non pas dans l'incapacité populaire de l'intérioriser, mais dans le refus fondamental de participer à un jeu où le dit remplace, au point de l'exclure du champ politique, le réel. Dans ce sens, le phénomène Solidarnosc marque certainement un éveil de la société civile,[5] non pas dans le sens de sa naissance mais dans le sens de son "passage au politique".[6] Il est significatif à cet égard que les ouvriers n'ont guère cherché à obtenir la gestion directe des entreprises (ce qui a profondément déçu les partisans occidentaux de l'auto-gestion) mais ont désiré saisir l'instrument permettant de soustraire la nomination et la révocation de dirigeants au monopole de l'appareil du Parti. Il s'agissait non pas d'abolir la technocratie ni même la nomemclatura, mais de les soumettre au contrôle politique d'un syndicat ouvrier. Là aussi se situe l'opposition ouvrière contre le jeu sémantique des accords

* Professeur d'histoire à l'Université Laval.

officiels reconnaissant le rôle dirigeant du Parti, donc son monopole politique. Dans le même sens, la volonté d'exclure la parti de l'usine ne marque pas une a-politisation mais bien au contraire confirme la volonté de créer des champs politiques autonomes. Le pluralisme politique fut un postulat populaire indispensable pour anéantir l'"effet du réel".

On pourrait dire en d'autres termes qu'à la fiction de la volonté prolétarienne dont le Parti se prétendait non seulement investie mais avec laquelle elle s'identifia au point d'évaluer le réel au bénéfice de l'"effet du réel", la masse chercha à substituer le réel.[7] La crise profonde du Parti ouvrier unifié polonais ne résulta pas de la preuve évidente que ce dernier donna de son incapacité de résoudre les problèmes réels du pays, ce dont presque personne ne le soupçonna capable depuis au moins 1968 et qui ne fut même pas sa prétention.[8] La crise sociale exigeant la mise du Parti hors du champ politique direct résulta d'un refus massif, dont les raisons doivent encore être analysées, d'accepter dans le domaine du politique la substitution au réel de l'"effet du réel". La population dans son ensemble mais surtout la jeune génération, entièrement élevée dans la culture politique de l'effet du réel, a massivement et brusquement refusé de ne participer au politique qu'à titre de caution collective au seul champ politique reconnu tel que le Parti créait pour y régner.[9]

Contrairement donc aux affirmations courantes, le phénomène Solidarnosc me semble marquer une révolution radicale puisque dans les gestes posés (marginalement dans la parole), il s'agissait de créer un champ politique du réel, de ramener le politique dans l'espace du quotidien, abandonnant ainsi au Parti le champ de l'"effet du réel" ayant perdu toute pertinence une fois que le réel ait acquis le droit de cité dans la politique. Ainsi s'expliquent, à mon avis, les départs massifs du Parti dont les pouvoirs risquaient d'être désormais confinés au champ de l'"effet du réel".

De l'incarnation de la nation, le Parti se transformait de fait en un genre de loge, certes encore puissante, mais point universelle. La lutte, réellement populaire, pour l'information non censurée, tant sur le présent que sur le passé (le caractère politique de l'histoire semble être particulièrement évident pour la société polonaise), constitue une autre preuve de la volonté populaire de se réapproprier le politique par la neutralisation plus que par la destruction de l'"effet du réel". Le phénomène Solidarnosc qui n'est nullement clos, marque non pas le renforcement ou la renaissance de la société civile, mais son passage au politique à travers le refus de confiner le politique à la fiction idéologique. Cette mise en évidence de l'"effet du réel" n'apprenant rien à personne hors du champ politique fut particulièrement radicale dans le domaine politique. La révolution se limita à mettre à nu le caractère ubuesque de l'"effet du réel"; mais en déclarant publiquement que le roi est nu, elle tua la royauté, donc l'espace propre du Parti.[10]

Le gouvernement ne pouvait plus s'appliquer à ajuster la société concrète à l'"effet du réel", ce qui a eu pour effet de rendre impossible la régulation politique par l'étatisation fictive de la société à travers la dissolution du gouvernement dans le Parti. La mise à l'écart du Parti s'accompagne alors d'un intense effort de socialiser l'État par la construction d'un autre "effet du réel" autour d'un nationalisme réaliste a-politique mais tenant compte des réalités géopolitiques. Incapable par définition de confronter la nouvelle construction politique à la réalité sous peine de mettre à nu son caractère factice, le gouvernement militaire appuie son "effet du réel" d'une part sur l'armée et d'autre part sur la fraction "réaliste" de l'intelligentsia, surtout sur l'autorité de "scientifiques" membres de nombreux corps consultatifs. Dans les années 1970, le caractère factice de la socialisation de l'État par la fusion du Parti et du Gouvernement devient à tel point évident que le Parti ayant perdu tout contrôle sur le réel social, l'idéologie de l'exercice du pouvoir glisse vers le nationalisme conservateur. La société politique construit, grâce à la monnaie scripturale des crédits occidentaux, un effet économique du réel glissant de légitimation par la lutte de classes à celle du Welfare State. À la dégradation du potentiel économique global, correspondait la fiction d'une relance de la consommation grâce à l'empire économique ultra-moderne appuyé sur quelques projets peu ou prou réalistes.[11] Statistiquement la Pologne se plaça dans la deuxième dizaine des pays industrialisés du monde et importait de la haute technologique que son économie ne pouvait pas intégrer.[12]

Deux faits semblent justifier une politique apparemment absurde. Les sources internes de l'accumulation sont pratiquement épuisées à la fin des années 1960, à moins de revenir à la politique de collectivisation ou de communisme de guerre pour extraire le capital encore disponible dans le seul secteur non-étatisé, l'agriculture. L'épargne collective ne pouvait pas constituer une source de financement d'une relance économique dans une économie où l'impression des moyens de paiement correspond plus aux projets utopiques des planificateurs et aux pressions politiques qu'aux besoins de la circulation. La politique monétaire faisant partie de l'effet du réel et l'épargne étant plutôt la mesure des besoins non satisfaits faute de l'offre, elle ne peut pas servir à la mobilisaton du capital social. La limite de croissance classique pour les démocraties populaires est atteinte en Pologne à la fin des années 1960. La probabilité d'une crise structurelle, dont certains experts économiques semblaient être conscients, poussa alors à une double opération. Les effets de la lutte interne au sein de la société politique conduisant à la crise de 1968 bloquent la route d'une relance de la lutte de classe et empêchent l'utilisation accrue de l'idéologie marxiste-léniniste aux fins de légitimation. La nationalisme devint la légitimation de facto même si C. Moczar n'a pas pris le pouvoir. Il est, en outre, significatif que ce fut seulement à ce moment-là que l'intelligentsia quitta l'idéologie marxiste-léniniste comme terrain de luttes pour s'approcher alors de la société civile en collaboration plus ou moins conjoncturelle avec l'Église catholique.[13] En même temps, tant pour la légitimation du pouvoir que pour la solution au moins temporaire des conflits internes, la société politique relance la consommation dans une promesse de modernisation. Il est important de noter que le contrôle de cette dernière, par son maintien au niveau des années 1950, s'avéra, en 1970, politiquement impossible et amena la chute de l'équipe de Gomulka. L'utilisation des grèves de la Baltique qui

ajoutent les signes d'une crise politique à celle économique, pour éliminer la tendance "fondamentaliste" est très plausible. Pour conjurer la crise, l'équipe de Gierek choisit sur le plan économique une fuite en avant à laquelle plusieurs facteurs politiques et monétaires internationaux l'invitèrent. Le pouvoir se voulait désormais du type Welfare State et à la promesse explicite d'un paradis politico-éthique fait alors place la promesse du bien-être matériel quasi immédiat. L'intégration dans un des appareils de la société politique devint un important instrument de sa conquête. La division de la société entre eux (ceux qui sont au pouvoir) et nous (qui le subissons)[14] en devient encore plus évidente, enlevant à la participation à l'exercice du pouvoir les justifications idéologiques; sur ce plan, le nationalisme est fort peu opérationnel, comparé au marxisme-léninisme. C'est alors vers les différentes institutions, existantes ou à créer, de la société civile que passa un nombre important d'intellectuels en même temps que s'amorça le passage au politique tant des institutions comme l'Église catholique que d'ouvriers.[15] S'agit-il dans ce dernier cas, d'une pulsion à investir un champ laissé vacant par la société politique occupée à bâtir une fiction économique ou de la conscience diffuse que la crise structurelle exige un changement global? Il est trop tôt pour y répondre. C'est dans cette situation que naît de 1976 à 1980 d'une multitude d'essais de prise en charge du social et du culturel, mais aussi du politique au niveau local, le phénomène Solidarnosc. Dit et vu comme mouvement de contestation économique et culturelle, il est en réalité un mouvement d'abord et fondamentalement politique. C'est au sein de ce mouvement multiple que la conscience est la plus claire qu'il n'y a pas de solution autre que politique à la crise économique que la société traverse. La politisation de la société civile est cependant pudiquement qualifiée par tout le monde d'autogestion, laissant au Parti le champ de l'effet du réel.

La crise globale des rapports entre le pouvoir et la société dans le socialisme réel dont la Pologne constitue un exemple particulièrement aigu, trouve de nombreuses similitudes dans la crise des rapports entre le Pouvoir et la société dans les pays du tiers-monde. Il ne s'agit pas de prétendre à l'identité, le terrorisme légalisé d'un Jaruzelski ne peut pas être identifié avec l'institutionnalisation du terrorisme par un Pinochet, ni même un Mobutu.[16] Néanmoins, dans de nombreux pays du Tiers-Monde et dans les pays du socialisme réel, il s'agit d'un pouvoir étatique qui, profitant d'une sanction extérieure initiale, s'est construit comme préalable à un type particulier de société "moderne" ou "socialiste" et se légitime par le but à atteindre, à savoir le développement accéléré. Le pouvoir existant avant la société qu'il prétend construire non pas en continuité mais en rupture avec le passé, il s'est investi de la mission de construire sa société. Il fut ainsi possible d'inventer une société de transition, que ce soit une société "indigène" d'un pouvoir colonial, une société rurale d'un pouvoir post-colonial, ou une société de démocratie populaire.[17] Le conflit social est censé s'exacerber à titre de la lutte entre l'ancien et le nouveau, de la lutte de classes. Progressivement, le conflit principal est institutionnalisé et sa gestion est prise en main par la société nouvelle dont le gouvernement ne fut qu'étatisation. Le refus de toute forme de participation politique au-delà des institutions et de l'espace du pouvoir fut légitimé par la mission même de ce pouvoir, à savoir opérer une coupure sélective avec le passé pour construire un futur du développement

accéléré. Le refus du politique qui constitue l'aboutissement de la socialisation fictive de l'État dans la société à créer constitua le prix et la rationalisation du développement.

Le contrôle du gouvernement par le parti unique, au point de confondre leurs fonctions, correspond à la rationalisation parfaite du principe de souveraineté populaire, à condition de remplacer la société réelle par celle à bâtir. Les régimes politiques basés sur un tel principe ne peuvent être au mieux qu'autoritaires, puisque malgré tous ses efforts, un parti aussi révolutionnaire et aussi de masse qu'il soit n'est point la société civile et ne la remplace que par un effet de théâtre politique plus ou moins durable.

Ce passage au politique, qui n'est pour le moment qu'un refus d'absence du champ politique que marquent les sociétés civiles, n'est nullement une invention de la vie politique. Toutes les sociétés où on note le phénomène ont connu diverses - et souvent fort élaborées - formes de la vie politique. Il s'agit par contre de l'intention d'un autre champ du politique et de la recherche spontanée de formes non-étatiques, peut-être même non-étatisables. L'économie parallèle, la corruption, la circulation mais aussi la production parallèle de l'information et donc d'une culture de large diffusion ne sont plus marginales. La politisation du phénomène religieux et surtout celle des Églises, y compris l'Église catholique, est frappante. Un pape globe-trotter n'est pas le fait accidentel d'un "exotique" mais un choix logique au moment où l'Église catholique doit définir ses options face à la politisation croissante des sociétés civiles. Il est intéressant de voir comment ce pape, ou plutôt la curie romaine, parfois relance la participation indirecte des fidèles à la vie politique, parfois freine l'engagement direct. L'Église catholique se veut moins apolitique que hors du champ politique classique. Une raison de cette option se situe dans la politisation très forte de l'Islam, mais c'est une raison seconde et conjoncturelle. La raison principale réside dans l'évolution profonde des rapports entre les sociétés civiles et les sociétés politiques dans la majeure partie du globe. Exclues de l'espace du Prince, les sociétés civiles sont en train de bâtir d'autres espaces politiques qui progressivement réduisent l'espace du Prince. L'interpénétration du religieux et du politique place alors les Eglises, et surtout l'Église catholique, devant des choix difficiles.

La réduction de l'espace politique du pouvoir conduit au renforcement apparent des structures de celui-ci (militarisation d'un gouvernement, purges de l'appareil pour en accroître l'efficacité, croissance du rôle des services spéciaux) et à sa neutralisation politique (mise en veilleuse du parti unique, discours et gestes nationalistes, recherche d'un conflit extérieur, etc.). D'autre part, elle contribue par les mécanismes signalés au retrait progressif du Prince de l'espace du politique et à la tentative de transformer en champ spécifique l'économique, le militaire, le social ou même le culturel. C'est le cas de la Pologne où la réforme économique devient le champ spécifique et la raison officielle du gouvernement militaire; c'est le cas de certains pays d'Amérique latine à la recherche d'une solution militaire; c'est le cas de l'Iran et enfin celui des pays de l'authenticité comme le Zaïre.

Comment voir dans ce contexte le phénomène Solidarnosc? Il perd certainement beaucoup de son caractère unique même s'il demeure spectaculaire et exemplaire tant par la rapidité de son explosion que par le caractère durable de la politisation à la base. Peut-être grâce au général Jaruzelski, si l'analyse de J. Staniszkis est exacte, Solidarnosc a échappé à l'institutionnalisation d'un mouvement populaire et surtout à sa confiscation par les intellectuels professionnels. Il est impossible de prévoir quelles formes institutionnelles peut prendre le passage au politique des ouvriers et paysans polonais. Il semble cependant évident que le Pouvoir, probablement conscient qu'il est incapable de supprimer la politisation sans déclencher une guerre civile, cherche à mettre la politique hors du quotidien par un marché tacite, où une mise en veilleuse des activités du Parti et l'abandon des activités idéologiques d'envergure sont troquées contre une retenue des manifestations publiques des activités politiques anti-étatiques.[18] Le retrait forcé du syndicat Solidarnosc dans la clandestinité a en même temps permis d'éviter à court terme, au moins, un conflit entre Solidarnosc en tant qu'organisation nationale et la hiérarchie de l'Église pour le contrôle de la société civile. Ce fait peut d'ailleurs contribuer à accroître l'autonomie de la société civile. Les mécanismes de la répression limitée semblent favoriser à terme le développement des réseaux de solidarité et de coopération entre de nombreux activistes en opposition tandis que la durée de l'état de guerre leur donne un caractère permanent.[19] La présence du "grand frère"[20] impose une certaine responsabilité politique et il est difficile de qualifier d'idéaliste l'opposition politique en Pologne, suivant A. Bromke. La répression limitée face à la contestation limitée approfondit inévitablement l'engagement politique du citoyen moyen et élargit le champ du politique. De nombreux intellectuels demeurent dans l'immigration intérieure où ils ont été poussés par le gouvernement militaire, mais leur silence n'est que partiel puisque leur exclusion des media officiels les forcent à soutenir et à développer les réseaux parallèles. Il ne s'agit point d'une poignée d'extrémistes mais d'un maintien de la participation à une vie culturelle et sociale sinon politique parallèle.

Le conflit politique est entré dans la vie sociale et dans la vie familiale quotidienne du polonais moyen grâce à Solidarnosc et paradoxalement grâce au général Jaruzelski. Face à la répression limitée, la société polonaise fait encore hors du champ politique "légal" - en privé - un dur apprentissage du pluralisme politique et du débat politique. Après la mise en veilleuse forcée du monopole politique du Parti, serait-il possible de revenir à l'érection du politique en chasse-gardée institutionnelle? Le passage au politique de la société civile en Pologne semble un fait, quelles seront ses pratiques?

NOTES ET RÉFÉRENCES

* Ce texte doit beaucoup à M. G. Boismenu, organisateur de la rencontre pour laquelle il fut conçu et à un groupe d'étudiantes et d'étudiants qui ont suivi en 1983 à l'Université Laval mon cours sur la Pologne. Leurs questions critiques et suggestions ont été une source d'inspiration, je les en remercie.

1. Il y a également une autre dimension du phénomène Solidarnosc encore difficile à saisir mais dont la portée sur la gauche socialiste et chrétienne et sur le syndicalisme semble profonde. Le Débat, 25, 1983, p. 3-34 publie sous le titre "La Pologne, et après?" un entretien avec Edmond Maire qui semble témoigner de l'impact indirect de ce phénomène et des réactions françaises sur la pensée du leader de la C.F.D.T.

2. M. Wiewiorka fait une excellente présentation de la situation actuelle en Pologne dans L'Esprit, 1667, 1983 sous le titre "Pologne 1983". Voir aussi, Solidarnosc Bulletin d'information publié à Paris par le Bureau de coordination du Syndicat et reproduisant de nombreux textes de la presse clandestine et pour les publications polonaises, Polityka pour le groupe reformiste associé au gouvernement et Przeglad Tygodniowy, d'une part, et Tygodnik Powszechy d'autre part pour l'opposition "légale".

3. L'adjectif "autolimitée" pour caractériser le mouvement social de Solidarnosc fut d'abord utilisé par certains conseillers du syndicat, membres du KOR, surtout Jacek Kuron. Il est ensuite largement repris par les analystes tant polonais, (voir surtout J. Staniszkis, Pologne la révolution autolimitée, Paris, PUF, 1982) qu'occidentaux, (voir A. Touraine et al., Solidarité, Paris, Fayard, 1982 dont l'équipe fut profondément influencée par le discours "politique" du mouvement).

   Compte tenu des déclarations dans la presse polonaise, surtout celles du syndicat, et des déclarations privées des conseillers comme celles rapportées, par exemple, par A. Bromke, "The Revival of Political Idealism in Poland", Canadian Slavonic Papers, XXIV, 1982, pp. 341-2. L'adjectif me semble appartenir à l'arsenal des termes visant à rassurer le Pouvoir ainsi que le "grand frère" et à se rassurer soi-même. La conscience de caractère radical de la révolution fut pourtant claire même si majoritairement on la veut "tranquille", c'est-à-dire réaliste comme l'affirme, par exemple, T. Mazowiecki, (voir J. Ofredo, Lech Waleza czyli polskie lato, Paris, 1981, p. 95). La prise de position de Walesa lors de la réunion de Radom du 3 décembre 1981 indique clairement la conscience du caractère inévitable de l'affrontement, mais rien dans sa déclaration d'alors ni dans les déclarations actuelles des clandestins n'indique que Solidarnosc envisageait une confrontation illimitée avec le pouvoir. Les interprétations d'A. Bromke, comme celle d'un article de S. Kisielewski, (Kultura 10/409, 1981, p. 130 me semblent abusives). L'adjectif "limité serait plus juste puisque même si la retenue fut un fait du réalisme, la limite tenait compte des intérêts du "grand frère" dont personne n'arriva d'ailleurs à définir l'étendue. L'absence d'un modèle clair de société à réaliser, particulièrement faute d'un large débat public qui dépasse la critique du système à changer, est une autre raison du caractère limité. Les habitudes de communication publique et non seulement le code sémantique, dans un système où le Pouvoir attache une importance immense au contrôle des mots et où pour de nombreuses raisons historiques l'ouvrier et le paysan s'en méfient fondamentalement, furent un obstacle de taille à l'élaboration d'un tel

modèle. La sensibilité du "grand frère" aux mots est par ailleurs un fait bien connu, (voir M. Heller et A. Nekrich, L'utopie au pouvoir, Paris, Calmann-Lévy, 1980).

4. Voir J. Staniszkis, op. cit.

5. Pour ne pas s'éterniser sur l'analyse du concept de la société civile qu'on retrouve dans les travaux de Marx et en remontant la filière chez Hegel (B. de Jouvenel, Du Pouvoir, Paris, Hachette, 1972, pp. 74-93) je m'en tiendrai au sens que lui donne A. Gramsci. R. Fossaert, (La Société: les États, Paris, Seuil, 1981 t. 5, pp. 146-7) résume ainsi une définition opérationnelle: "la société par rapport à l'État (...) immédiatement aux prises avec l'État" qui tient compte de la mouvance de frontière entre les deux. Après une assez longue période de domination des analyses structuro-marxistes, apparentées quant au fond aux analyses fonctionnalistes anglo-saxonnes, la société refait surface en science politique et élargit sa place en histoire à titre d'agent actif. Ainsi, suite aux critiques du totalitarisme par Arendt, Castoriadis, Lefort, etc. on réalise l'existence de la société civile en URSS, voir A. Besançon, M. Malia ou M. Molnar et jusqu'à la Chine - J.L. Domenach. Son existence en Pologne, même sous l'état de guerre, ne fait plus de doute même pour le gouvernement militaire. Le général Jaruzelski décida de déléguer à un colonel la tâche de créer un Institut d'analyse de l'opinion sociale. L'interview avec ce dernier est publiée dans une présentation, probablement involontairement ambigüe. Le titre, "L'art de poser les questions", est associé à la photographie du colonel en uniforme. Ce dernier semble fort préoccupé d'éviter d'analyser l'opinion publique en général, c'est-à-dire de disserter sur l'effet réel, tâche que continue d'accomplir depuis plusieurs années selon lui un institut spécialisé en la matière. Il se méfie également du danger de créer une opinion apparente, ce qui d'ailleurs reviendrait au même (Polityka, 1358, le 14.05.83, p. 6).

6. J'emprunte le concept à J.-F. Bayart, "La politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthodes", Politique africaine, 1, 1981, pp. 53-82 et id. "L'hommage à la reine. Questions de méthodes", CERI, Modes populaires d'action politique. Bulletin de liaison, no 1, 1983, pp. 39-48. Le concept est central pour les analyses du Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique où se situe ma réflexion.

7. M. Molnar, "Pouvoir et société civile dans les pays de l'Europe de l'Est: concepts et réalités", Cadmos, V, 1982, pp. 34-53 présente une très bonne analyse de la relation entre cette prétention du Parti et la tradition occidentale démocratique rationaliste.

8. Gilles Labelle de l'UAQM a fait une excellente présentation des événements liés à la crise du POUP dans un travail présenté à l'occasion de l'atelier sur la Pologne organisé par A. Liebich dans le cadre des travaux du Centre Inter-universitaire d'études européennes de Montréal en 1982/83.

9. L'entretien avec Mikolaj Kozakiewicz dans Sztandar Mlodych du 9 mai 1983 est plein d'informations à cet égard. Il signale le refus des jeunes de participer à toute activité organisée, même d'autogestion ou de loisir. Kozakiewicz divise les jeunes en deux groupes: une minorité à attitude d'agression (actions anti-régime) et la majorité refusant toute vie organisée et se repliant sur la vie privée. Notons que la force de divers mouvements des années 1976-1981 est venue de la pénétration de cette zone d'où la société politique fut exclue. Qui pourrait la structurer actuellement? L'Église?

10. "La connaissance de la pratique populaire de la politique passe inévitablement par la caractérisation de la politique..." comme le remarque justement Bayart, ("L'hommage à la reine...", p. 42) et qui continue en parlant de l'aporie que soulève l'inclusion dans la politique des formes non-structurellement différenciées et non institutionnalisées des gestes posés par la société civile face à l'État.

La détotalisation de la réflexion scientifique est indispensable pour éviter le dilemme de la nécessité d'assimiler un code, au risque de s'assimiler, pour être pris au sérieux par les milieux scientifiques et pour la société politique. C'est en opposition à cette tendance que se situe l'anti-intellectualisme ouvrier puisqu'on identifie, et probablement non sans raison, l'apprentissage d'un code au glissement d'identité et d'intérêts. Voir sur ce sujet J. Staniszkis, op. cit.

Il faut aussi réaliser, comme souligne M. de Certeau dans L'invention du quotidien, (Paris, UGE, 1980, p. 64) et Bayart avec lui, que le bricolage n'est pas une invention pure et suppose l'obéissance aux codes qui s'enracinent et dans cette relation particulière entre le passé intériorisé et le présent qu'on appelle d'habitude culture. Le recours aux pratiques de bricolage politique s'y enracine mais en même temps souligne l'importance de l'autonomie culturelle d'un groupe. Dans le cas polonais un paysan la définit ainsi à l'échelle du pays au début du siècle: "latino-polonaise différence et culture" A. Bien, Bog wysoko - dom daleko, Varsovie, LSW, 1981). Cette description de l'espace social d'identification explique mieux que les sophistiqués de la gauche européenne pourquoi les pratiques de la société civile polonaise adoptent souvent le sentier d'une procession religieuse.

11. Sachs "De l'effondrement polonais", L'Esprit, 1982, pp. 632-638.

12. N. Davis, God's Playground, New York, Columbia Univesity Press, 1982, t. ?, p. 595, dit à juste titre "Poland's Second Industrial Revolution has brought more comfort to the statisticians than to the ordinary consumer".

13. A. Michnik, L'Église et la gauche, Paris, Seuil, 1979.

14. Voir le roman de Zamiatine cité par M. Molnar, op. cit., et ce qui apparaît clairement dans société polonaise comme division entre wladza - (le pouvoir) et "nous autres", division très présente dans le film de A. Wajda, "L'homme de fer".

15. P. Raina dans ses deux livres récents en offre une excellente chronique. Voir sur un autre plan, W. Bienkowski, Theory and Reality, London, Alison and Busby, 1981.

16. Il est certainement impossible de qualifier la société polonaise actuelle de totalitaire même si son régime politique est autoritaire. La vie privée des Polonais non seulement échappe au Pouvoir mais depuis 1970 au moins ce dernier n'essaie même pas de contrôler "la vie sociale privée de ses sujets" un élément important pour la définition de Arendt.

17. Ma communication présentée lors du colloque "Bussiness Empires in Central Africa", SOAS, Londres, mai 1982 "Raison d'État ou raison du capital: l'accumulation primitive au Congo belge", à paraître dans les actes, numéro spécial African Economic History 1984, analyse ce problème en détail.

18. Il est utile de noter que si officiellement on souligne que c'est le gouvernement qui gouverne en Pologne, les dirigeants clandestins par contre soulignent qu'on fait face à"... la guerre que le parti a fait à la nation" - "Discours prononcé le 1er mai à Gdansk par Bogdan Lis", Solidarnosc. Bulletin d'information, 62, 1983, p. 3. Le gouvernement est soucieux de donner l'apparence et peut-être même, dans le cas de son mouvement de quasi-parti politique, PRON, d'entrer en contact avec la société civile. Voir le récent congrès du PRON, Polityka, 1358, 1983, p. 3.

19. M. Wiewiorka, op. cit.

20. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que nous approchons l'année 1984 que G. Orwell a donné pour titre au livre d'où cette expression est empruntée. Il est difficile de confronter ici sa prophétie et la situation polonaise. Sur plusieurs points importants la réalité diffère de sa vision pessimiste comme de celle de C. Milosz dans La pensée captive, (Paris, Gallimard, 1953). L'évolution de J. Andrzejewski, par exemple, qui fut l'un de ceux à qui pensait alors Milosz, montre bien la force de résistance sociale et individuelle à long terme à toute entreprise totalitaire, et Andrzejewki n'est point une exception. On pourrait presque se demander à quel point le gouvernement actuel en Pologne ne contrôle pas effectivement plus que ce que Solidarnosc fut prête à lui concéder en 1981; avec les rues en plus. La presse polonaise actuelle apporte de nombreuses preuves du repli de la vie culturelle, sociale et même économique là où le

contrôle gouvernemental s'exerce difficilement ou pas du tout. Ce n'est pas une contre-société, la clandestinité ne la contrôle pas, c'est la société réelle. L'approvisionnement par exemple continue à se réaliser au sein et par l'intermédiaire des entreprises où les gens travaillent et dont l'autogestion constitue l'objectif officiel de la réforme actuelle. Si le phénomène est aussi important que le signale indirectement Polityka (nos 1358 et 1359, 1983), les mécanismes réels de l'allocation de la force du travail et du contrôle des revenus réels sont en train d'échapper au Pouvoir. S. Podemski dans une analyse du congrès du PRON, Poli tyka, 1358, 1983, p. 3, affirme que d'après la résolution du congrès, le passage de la société de l'objet au sujet du pouvoir n'est pas incompatible avec l'ordre socialiste. Est-il réaliste compte tenu du contexte géo-politique? Si oui, il n'est pas exclu que Jaruzelski soit le Kadar polonais à cette fondamentale différence près qu'il remplacerait (par la force des choses au moins) l'espace économique de réforme par celui du politique. L'entreprise est plus que délicate; Andriei Ryjove dans Nivyie Vriemia no 19 du 6 mai 1983 vient de le rappeler. Une hostilité de principe à tout ce qu'entreprend la société politique polonaise en construction (elle ne me semble pas une marionnette ni une simple extension de celle d'avant 1981) serait aussi stupide que le refus de reconnaître le passage au politique de la société civile.

III Autoritarisme, «ouverture démocratique» ou processus révolutionnaire (Amérique latine)

Chapitre 9

AUTORITARISME ET DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE: LES CAS ARGENTIN, BRÉSILIEN, CHILIEN ET URUGUAYEN

Graciela DUCATENZEILER*

INTRODUCTION

Pendant plusieurs décennies, les intellectuels latino-américains ont prétendu que leur lecture de l'histoire et de la conjoncture était neutre, et que seuls les intellectuels bourgeois ou au service de la bourgeoisie véhiculaient de l'idéologie. Les autres, ceux qui partageaient les aspirations populaires, étaient capables en effet de se placer à l'extérieur de la société, observer l'histoire et ses acteurs, pour ensuite les analyser avec les instruments neutres fournis par la science. Cependant, surtout à partir de la fin des années 50, la politisation des sociétés latino-américaines et l'engagement politique des intellectuels ont marqué leurs analyses du passé comme du présent par leurs propres projets politiques. Les conceptions apparemment les plus rationalistes n'ont pas échappé à cette lecture par "projet interposé". La recherche des coupables d'autant de frustrations augmente avec la profondeur des enjeux. Comme le signale G. O'Donnel,[1] pour l'Argentine "la version racontée est celle d'un échec... Ce sont des histoires amères de la droite et de la gauche, de nationalistes et de libéraux, de populistes et d'oligarques, de nostalgies enragées et d'occasions que chacun croit avoir manquées à cause des autres".

Les expériences autoritaires et le développement des socialismes réels ont provoqué des changements substantiels dans les approches utilisées pour l'étude des sociétés latino-américaines. On assiste non seulement à une généralisation d'approches moins moralisatrices, mais aussi à un déplacement de la problématique. Alors qu'au cours des années 60 prévalait celle du développement, de la dépendance et de la révolution, la problématique des dernières années est celle de la démocratie.

Dans un continent, où d'une part, la bourgeoisie a soit négligé d'assumer le rôle historique de promoteur de pratiques démocratiques, soit renoncé à défendre un projet démocratique, et où, d'autre part, les forces populaires ont rencontré de sérieuses difficultés à structurer un tel projet, la problématique de la démocratie constitue un champ aussi nouveau que les situations qui ont été à son origine.

* Professeure de science politique à l'Université de Montréal.

À partir d'une analyse des convergences et des différences des régimes autoritaires, nous étudierons les conditions propices à leur libéralisation (ouvertures démocratiques) et les possibilités qui s'offrent en vue d'une reconstruction démocratique du système politique. Notre point de départ est que le but principal des coups d'État de nouveau type est la transformation du système politique. Pour ce faire, les régimes autoritaires ont utilisé deux moyens: la répression et la transformation des structures économiques; le second de ces moyens vise surtout la destruction des forces sociales issues soit de la politique économique du populisme (Argentine et Brésil), soit des processus de démocratisation amorcés au tout début du XXième siècle (Chili et Uruguay).

Plusieurs analyses de l'autoritarisme, marquées d'un certain économicisme, soutiennent que ces régimes constituent la forme de domination de la bourgeoisie propre à la périphérie latino-américaine durant la période d'internationalisation du marché interne. Cet économicisme est cohérent avec l'approche dépendantiste qui met l'accent sur les indicateurs économiques et les variables externes.[2] L'autoritarisme répondrait ainsi à une logique du grand capital international qui vise à garantir les conditions de l'accumulation. L'accent est mis sur la surexploitation de la main-d'oeuvre comme condition nécessaire au développement capitaliste en Amérique latine. Le contrôle salarial et la distribution régressive du revenu seraient des conditions essentielles et permanentes pour l'accumulation capitaliste. Fernando Enrique Cardoso et José Serra[3] ont déjà relevé les principales équivoques théoriques de cette analyse. L'accumulation capitaliste n'est pas axée sur la baisse relative croissante du prix de la main-d'oeuvre, mais sur l'augmentation de la composition organique du capital. Bien que la surexploitation de la force du travail soit importante dans une première étape de l'accumulation, une fois le secteur capitaliste avancé établi, "sa dynamique ne dépend plus du développement du sous-développement mais, au contraire, de la création d'un marché de consommation capitaliste. Celui-ci n'est pas seulement composé des dépenses des travailleurs, mais aussi de la consommation des capitalistes, spécialement des entreprises, de l'État et des classes liées au secteur tertiaire".[4]

Malgré leur finesse et leur originalité, même les premières versions de l'État bureaucratico-autoritaire de Guillermo O'Donnell font correspondre les régimes autoritaires à une phase déterminée du développement capitaliste, celle de "l'approfondissement de l'industrialisation". L'autoritarisme apparaît alors comme la superstructure politique nécessaire au développement de ce processus dans la "direction d'une haute intégration verticale de l'industrie, en étroite association avec le capital international".[5]

Bien que les nouveaux régimes autoritaires aient historiquement émergé au cours d'un processus plus général de réorganisation de l'espace économique mondial, la recherche d'une nouvelle place par les économies latino-américaines dans la nouvelle division internationale du travail ne passe

pas nécessairement par des gouvernements militaires ou autoritaires. En d'autres mots, les régimes autoritaires ne sont pas des systèmes politiques nécessaires à cette réorganisation. Ce qui est vrai pour le Cône sud ne semble pas l'être pour la Colombie ou le Vénézuela, par exemple. Le type d'État qui redéfinit la position de chaque pays dans cette transformation est le produit de déterminations politiques, et de la conformation politique que se sont historiquement données les forces socio-économiques en présence. D'autre part, même à l'intérieur des quatre pays du sud que nous allons comparer, il y a des différences significatives aussi bien quant aux institutions politiques mises en place pour assurer la domination que quant aux politiques et projets économiques instrumentés pour permettre une nouvelle forme d'intégration au système capitaliste mondial.

Nous essaierons d'analyser dans quelle mesure cette transformation a été réussie ainsi que l'influence de cette réussite, ou de cet échec, du projet autoritaire sur la reconstruction démocratique du système politique. Notre hypothèse est que seulement dans les cas où la destruction du vieil ordre a été suivi d'un nouveau projet réussi d'accumulation, les conditions ont été créées pour l'établissement d'un pacte social capable de faire échec à la possibilité de nouvelles interventions militaires, permettant ainsi la construction d'une démocratie stable. En premier lieu, nous allons montrer les caractéristiques communes et les différences des quatres régimes autoritaires qui nous concernent. Nous les distinguerons à partir du principal clivage que constitue le libéralisme des régimes argentin, chilien et uruguayen par opposition au nationalisme conservateur du régime brésilien. Dans une deuxième partie, nous discuterons des résultats des régimes autoritaires: dans quelle mesure le discours s'est traduit par une politique cohérente par rapport aux objectifs, et dans quelle mesure également les résultats de telles politiques ont effectivement provoqué les transformations recherchées. Finalement, nous nous attarderons sur les ouvertures politiques et des coalitions démocratiques qui se dessinent en tant qu'alternative à l'autoritarisme; en tenant bien sûr compte du fait qu'il s'agit encore d'un sujet hautement spéculatif.

LES CARACTÉRISTIQUES DES RÉGIMES AUTORITAIRES ARGENTIN, BRÉSILIEN, CHILIEN ET URUGUAYEN: CONVERGENCES ET DIFFÉRENCES

Dans les quatre cas que nous analyserons, les coups d'État militaires ont fait échec soit à des gouvernements populaires, soit à des conjonctures où les mouvements populaires prenaient de la force. Le but principal de l'intervention étant la destruction des forces populistes et radicales.

D'après les auteurs du coup d'État de 1964 au Brésil, le système politique brésilien était menacé par l'intériorisation de la guerre froide et le danger communiste. La mobilisation contre Goulart s'est fait au nom d'un ordre politique démocratique qu'il fallait préserver du communisme et débarasser d'un populiste soumis aux pressions des syndicats et des partis de gauche.

En fait, au delà de la rhétorique militaire, la désintégration de l'État populiste, bien plus que la force qu'on lui attribuait, était à la source d'une radicalisation politique qui s'est traduite par une mobilisation aussi bien des forces populaires que des forces de la bourgeoisie et des secteurs des classes moyennes. À la fin des années 50, "l'État de compromis", en place depuis les années 30, avait perdu une partie de sa légitimité. Les bases sociales de l'État populiste correspondaient de moins en moins aux groupes sociaux qui contrôlaient la production. Par conséquent, les pressions exercées sur cet État devenaient divergentes et contradictoires. Mais malgré le fait que "l'État semblait être en décomposition et que le niveau de mobilisation aurait pu atteindre un point tel que les capacités du système politique auraient été incapables de la contrôler",[6] il ne s'agissait pas d'une situation révolutionnaire dans la mesure où il n'y avait pas une force politique organisée capable de capitaliser sur la crise du populisme. Dans ce sens, le niveau de menace était faible, et la rupture avec le capitalisme ne semblait pas un fait imminent.

Au Chili, le nouvel autoritarisme met fin non seulement aux agissements des secteurs populaires mobilisés, mais aussi à un gouvernement populaire qui se réclamait ouvertement du socialisme. "À la différence d'autres situations en Amérique latine où l'affaiblissement et la désintégration des institutions politiques et des partis fut un processus prolongé dans le temps, au Chili cette situation se produisit abruptement".[7] L'exemple le plus réussi et le plus vivace d'un État de compromis en Amérique latine pris fin d'une manière inattendue. La crise politique de la société chilienne ne débute cependant pas en 1970 avec l'avènement au pouvoir de l'Unité populaire, mais plutôt en 1964 avec le gouvenement démocrate-chrétien. Comme le Brésil de Kubitschek et de Goulard et l'Argentine de Frondizi, le Chili de Frei a connu l'épuisement d'un modèle d'accumulation et son remplacement par un autre qui ne s'harmonisait pas nécessairement avec l'organisation de l'État et du système politique. Frei proposa une nouvelle formule de pouvoir axée sur l'activation politique des secteurs populaires, jusque là exclus de la société politique, accompagnée d'un projet de modernisation capitaliste impliquant une association avec le capital international. "Le talon d'Achille de son projet politique ne se situe pas dans le manque d'appui populaire ... mais au contraire dans ses moyens trop populaires de légitimation".[8] Le "pacte social" implicite qui avait caractérisé la société chilienne fut ainsi rompu. La mobilisation des exclus provoque le début de la crise du système politique. C'est alors que se développe et se répand dans la droite une "nouvelle" idéologie anti-démocratique qui assigne à l'armée un rôle plus conforme aux exigences des "dangers de l'heure".[9] On assiste donc à l'échec du projet réformiste bourgeois et à la consolidation des deux projets opposés: celui de la bourgeoisie et celui des larges secteurs populaires regroupés autour de l'Unité populaire. La victoire de celle-ci, loin de résoudre le problème de l'hégémonie, ne fait que l'amplifier. L'État se transforme en un champ de bataille où se poursuivent les luttes livrées dans la société civile, et apparaît dans toute sa faiblesse. Cependant, malgré l'incapacité de l'UP à détruire le bloc bourgeois et à construire un pouvoir populaire alternatif, l'enjeu était grand; la menace de transformation irréversible du système capitaliste subsisterait tant que l'Unité populaire resterait au pouvoir.

En Uruguay, la crise de l'État de compromis aboutit en 1973 au coup d'État militaire qui maintient cependant à la tête du gouvernement un civil, le président Broadberry. Vers la fin des années 50, l'Uruguay n'avait pas échappé à la crise du modèle de substitution des importations axées sur l'épargne interne. Depuis 1930, les activités reliées à l'élevage stagnaient, tandis que se développaient des activités axées sur l'industrie. Cette industrialisation eut comme instrument un État "populiste développementiste" regroupant des intérêts contradictoires autour d'un projet qui promettait, et avait effectivement engendré, des bénéfices pour tous les groupes de la société uruguayenne. Dans la mesure où il y avait un accroissement de l'excédent, la bourgeoisie terrienne ne manifestait pas d'hostilités au projet. La distribution d'un produit croissant permettait de maintenir un équilibre suffisant entre les classes et de contrôler les conflits suscités par cette même croissance. Cependant, à la suite d'une généralisation de la crise en 1959, l'État commence à connaître de sérieuses difficultés à équilibrer les forces contradictoires. D'une part, il doit assurer aux capitalistes leur marge de profit et, de l'autre, il doit subir les pressions des couches moyennes et populaires qui voient leur niveau de revenu se détériorer rapidement. L'État de compromis commence à s'effriter et, en 1968, le plan de stabilisation économique et les mesures de sécurité mis en application par le président Pacheco Areco marquent la fin de l'État providence en Uruguay. Aux grèves et aux multiples manifestations populaires de mécontentement s'ajoutent l'action militaire du Mouvement de libération nationale, les Tupamaros, et la formation d'un mouvement politique de gauche, indépendant des partis traditionnels, le Front élargi. Cependant, le coup d'État se produira sur plusieurs années, et ce n'est qu'en 1973 que les institutions de la démocratie représentative seront dissoutes.

Sous le couvert de la lutte contre la subversion, l'État autoritaire réprime toute opposition. Plus que le degré de menace réelle de la conjoncture uruguayenne, l'incapacité politique de la bourgeoisie à répondre à la crise pousse à la militarisation de l'État par civils interposés. Paradoxalement, l'intervention militaire ne découle pas de la force du mouvement populaire, mais de l'incapacité de la bourgeoisie à gérer la crise.

Depuis la défaite populiste de 1955, crise politique et crise économique ont été les constantes de la société argentine. L'éphémère État de compromis ne dura que dix ans. La modernisation des années 50, marquée par l'internationalisation du marché interne, ne trouva pas d'équivalent au niveau politique. Les groupes bourgeois se montrèrent incapables d'élaborer un projet hégémonique susceptible de susciter l'adhésion des secteurs importants de la société. La classe ouvrière, prisonnière de son héritage populiste, se révéla également incapable de produire des formes d'action alternatives. Par conséquent, chaque secteur de la société défendait ses intérêts particuliers, sans trouver de terrain d'entente ou de moyen de s'imposer, c'est-à-dire qu'aucun projet n'était suffisamment large pour devenir hégémonique. Le parti péroniste devenu illégal, les syndicats et la Confédération générale du travail canalisèrent, non seulement les luttes économiques de la classe ouvrière, mais aussi les revendications politiques à travers une structure bureaucratique.

Avec une bourgeoisie fractionnée et incapable de se donner une représentation politique unifiée, la lutte politique se fait par des canaux non traditionnels: les Forces armées et les syndicats remplacent les organisations partisanes.

L'incapacité ou l'impossibilité du dernier gouvernement péroniste (1973-1976) de résoudre la crise rend celle-ci encore plus aigüe. Peron, qui dans un certain sens avait été le dernier atout de la bourgeoisie dans son effort pour contrecarrer la radicalisation populaire de la fin des années 60, mourrait en 1974 en laissant une société où la violence constituait la réponse privilégiée à la crise. Violence de droite et violence de gauche recouvraient d'autres formes de lutte qui se développaient dans les usines et les quartiers populaires. Les directions syndicales dénonçaient ces luttes pour la démocratie parce qu'elles mettaient en cause leur propre légitimité. Comme dans le cas brésilien, la rupture du système capitaliste ne semblait pas être un fait imminent. Cependant, la menace s'aggravait dans la mesure où la bourgeoisie perdait contrôle sur le processus du travail. Les militaires intervinrent lorsque l'incapacité du gouvernement gérer la crise devint évidente pour l'ensemble de la société. Par conséquent, au moins au début, cette nouvelle incursion militaire sur la scène politique devenait légitimée, devant l'absence de toute autre alternative capable de structurer les forces en présence.

Les États autoritaires se présentent tous comme le remède à tous les maux de la société produits d'une démocratie ingouvernable. Ils proposent une reconstruction révolutionnaire par laquelle l'efficacité technocratique et la rationalité bureaucratique remplaceraient l'inefficacité de la politique. Ils promettent de dépolitiser aussi bien l'État que la société civile au nom de cette rationalité technocratique.[10] L'approfondissement des conflits politiques et donc de la crise, ont amené les forces armées à intervenir en se présentant comme seule alternative à la désintégration.[11] L'alternative à un État politisé, traversé par les conflits de classes, devient un État fort "qui prétend se présenter lui-même comme une rationalité supérieure et différente de la société civile",[12] et par conséquent, imperméable aux pressions sociales. Pour ce faire, les régimes autoritaires coupent les ponts entre l'État et la société civile et s'érigent en système exclusifs, par l'exclusion politique de tous les secteurs jugés responsables de la "désintégration" sociale et du "chaos", notamment les secteurs populaires auparavant mobilisés. La répression n'est pas un but mais un moyen pour faire échec aux obstacles à une gestion rationnelle de la société. Tous les régimes ont exercé une répression systématique sur le mouvement ouvrier et sur les couches moyennes radicalisées. Cependant, l'importance et le type de coercition (physique, légale et économique) ont été fonctions du degré de la menace. Ainsi, la répression a été beaucoup moins forte au Brésil que dans les trois autres cas considérés.

L'appel à la rationalité, commun aux quatre cas, n'implique cependant pas l'uniformité dans le choix des instruments sous-jacents. Avec certaines nuances; en Argentine, au Chili et en Uruguay, l'État garantit l'exercice de la rationalité par le marché, se limitant à assurer que les forces de ce dernier ne

rencontrent pas d'entraves. Au Brésil, par contre, le régime confie à l'État à la fois le rôle de réglementer la société et d'exercer la rationalité.

À ses débuts, le régime autoritaire y suit la pratique des vieux régimes militaires. Jusqu'en 1968, il s'agissait d'un coup d'État "correctif", conservateur et libéral, dont le but était de rétablir l'ordre constitutionnel "trahi" par les politiques "pelego-communistes". Progressivement, le débat se déplace des questions politiques vers la discussion d'un modèle appelé institutionnel ou modèle "économique brésilien". Le "régime commence à se mesurer par son efficacité économique plus que par des réalisations dans d'autres domaines".[13]

Comme le souligne Cardoso, l'émergence du technocrate comme personnage politique caractérise le régime. L'État ne s'est toutefois pas simplement transformé en un club de fonctionnaires, plus ou moins contrôlé par les militaires, mais il a articulé des intrêts privés à travers des mécanismes de cooptation individuelle et non pas de classe. Les membres de la bourgeoisie sont incorporés à l'État non pas en tant que représentants de leur corporation professionnelle, mais plutôt à titre personnel. Cette forme d'articulation des intérêts de la bourgeoisie permit à l'État de garder une très forte autonomie, non seulement par rapport aux exclus, mais aussi par rapport à l'ensemble de la société civile. Il a ainsi pu garder un rôle d'arbitre du développement en imposant des limites aussi bien aux prétentions des entreprises multinationales qu'aux secteurs locaux d'orientation anti-étatique.[14] L'efficacité technoratique du discours autoritaire en vient à se refléter dans la réalité. Débarassé de l'obligation d'articuler les intérêts de classe ainsi que le faisait son prédécesseur, l'État populiste, le régime défend les intérêts de la bourgeoisie sans entretenir avec elle de liens institutionnels. "Dans ce contexte ... le Prince moderne, dans le cas brésilien, n'est pas le Parti, comme dans l'aspiration gramscienne, mais plutôt l'État lui-même...".[15]

Le 11 mars 1981, en inaugurant sa période constitutionnelle, Pinochet déclarait:

> "Le gouvernement n'accepte les pressions de personne! Les années de démagogie ont favorisé l'étatisme socialisant, dont les conceptions doctrinaires avaient comme origine une profonde méfiance face à l'exercice pratique de la liberté personnelle et la croyance dans la nécessité de soumettre l'action économique et sociale des individus à toute sorte de contrôles et de régulations étatiques qui, loin de diminuer, n'ont fait qu'augmenter de manière inexorable et démagogique. Ce furent ces décennies de démagogie et d'étatisme socialiste qui ont érodé notre vie politique, économique et sociale et qui ont préparé l'attaque-marxiste pour essayer de transformer le Chili en pays communiste".[16]

Le discours de Pinochet, ainsi que les politiques mises en oeuvre, représentent l'ensemble le plus orthodoxe d'application du néo-libéralisme en Amérique latine. L'ennemi ou la cause de la crise étant l'État, il est considéré comme un obstacle à la réalisation de la liberté individuelle etc., dans la mesure où il est le représentant ou le modérateur des volontés collectives plutôt qu'individuelles. En fait, c'est le marché qui devient alors le lieu de la rationalité et de l'efficacité auquel il faut s'en remettre pour organiser la société. D'après Norbert Lechner,[17] la base libérale du projet néo-conservateur peut se résumer en trois points: 1) l'autonomie individuelle, la liberté individuelle ou l'absence de coercition extérieure; 2) le marché comme agent d'intégration: les individus échangent entre eux à travers des relations mercantiles et la société est l'ensemble de ces échanges. "Dans cette association entre propriétaires privés l'intérêt est réalisé par le marché. La "main invisible" du marché assure que chacun en poursuivant son intérêt particulier contribue au bien être de tous"; 3) l'État n'est qu'une autorité dont la fonction est de défendre l'ordre établi par le marché.

La stratégie concrète utilisée pour réaliser le projet libéral repose surtout sur l'économie. Comment rompre avec l'étatisme pervers et ses conséquences au niveau politique (communisme, populisme, etc.)? Par l'application de politiques économiques libérales. "En acceptant une politique économique fondée sur le credo du libéralisme, les forces armées ont admis que le marché, fonctionnant sans restrictions, constituait, d'une manière générale, un instrument efficace pour discipliner les relations sociales et qu'il permettait, en particulier, d'assagir, sans faire appel à la violence, le comportement de la classe ouvrière, de ses organisations syndicales et de ses représentants politiques".[18] Le discours libérateur se fonde donc sur la reconnaissance implicite des inégalités que produirait le modèle. Le démantèlement des organisations des masses passe d'abord par la violence et puis par le retour au marché; en détruisant l'étatisme, on empêche les masses d'échapper à sa discipline dictée par des normes objectives. Ce qui revient à dire que le marché serait emprunt de rationalité. Comme Lechner le signale, il s'agit d'un raisonnement fallacieux "dans la mesure où il prend la rationalité formelle pour un jugement relativement neutre. C'est-à-dire il oppose le marché en tant qu'impératif technique à la démocratie en tant que décision équivoque sur les valeurs".[19]

Le retour au marché se fait à travers plusieurs politiques économiques dont le caractère et l'intensité varient selon le pays: ouverture de l'économie, notamment par la réduction des barrières tarifaires associée à une valorisation des monnaies nationales[20] ; réduction du champ d'action de l'entreprise publique, politique importante sous le régime chilien mais négligeable en Argentine et en Uruguay;[21] réforme financière qui se traduit par la privatisation des banques, la création des nouvelles institutions financières, la libéralisation totale des taux d'intérêt, et la suppression des restrictions aux mouvements de capitaux avec l'extérieur. Ces mesures ont par ailleurs donné lieu à un développement spectaculaire du secteur financier et à l'établissement massif des banques étrangères.

En troisième lieu, ces coups d'État ont tous compté sur l'appui de l'ensemble de la bourgeoisie et de certains secteurs des couches moyennes. L'autoritarisme offrait à la bourgeoisie "l'illusion d'une société ordonnée, efficace, autoréglée et dépourvue de conflits",[22] l'illusion d'une transformation sociale qui rendrait impossible la répétition des expériences politiques antérieures, qu'elles soient radicales ou populistes. "Seule cette nécessité impérieuse d'ordre peut expliquer l'adhésion des patrons de l'industrie, en tant que secteur de la bourgeoisie à un projet économique qui impliquait l'abandon de l'ensemble des privilèges dont ils avaient joui durant les décennies de la politique d'industrialisation et qui faisait passer l'ordre social avant la croissance".[23] Cela n'est pas seulement vrai pour les régimes libéraux de l'Argentine, du Chili et de l'Uruguay, mais aussi pour une grande portion de la bourgeoisie industrielle brésilienne n'appartenant pas à des secteurs jugés prioritaires et ne pouvant par conséquent pas jouir de subventions, de crédits ou d'aides fiscales.

Donc, ce n'est pas un prétendu projet économique qui a permis de construire la solidarité bourgeoise autour des coups d'État autoritaires, mais plutôt la promesse d'instaurer un ordre social propice à la continuité de l'accumulation. Malgré l'orientation économique internationaliste de ce type de régimes, même les secteurs les plus nationaux de la bourgeoisie ont adhéré au projet militaire.

Les nouveaux régimes autoritaires ne se définissent pas uniquement par l'ampleur sans précédent de la répression, par telle ou telle caractéristique des gouvernements qu'ils renversent et des appuis qu'ils trouvent; ou par le type de rationalité qu'ils prétendent imposer. Leur originalité se situe d'abord et avant tout dans le type d'instrument utilisé pour corriger la société. Effectivement, les interventions militaires de type traditionnel se proposent de changer la structure politique de la société en agissant sur l'aspect proprement politique. Le "chaos" n'est pas nécessairement attribué à l'ensemble de la structure sociale, mais plutôt à ses manifestations politiques, aussi bien au niveau de la société civile qu'au niveau de l'État. Et même quand l'ensemble du système économique et social en est tenu responsable, les militaires prétendent le modifier en partant du politique. Le nouvel autoritarisme, par contre, ne s'arrête pas à une intervention politique, il prétend transformer l'ensemble de la société à partir d'une modification des conditions structurelles où le populisme et le socialisme puisaient leur force. Il vise une transformation du système productif qui créerait de nouveaux acteurs économiques et par conséquent des acteurs politiques différents, de telle sorte que le rétablissement d'un système démocratique ne reproduise pas la situation à laquelle il avait voulu remédier. Avec des options différentes, c'est l'objectif que se sont donnés les régimes autoritaires argentin, chilien et uruguayen dès le début, et le brésilien à partir de 1968.

LES RÉSULTATS DES PROJETS AUTORITAIRES

Les échecs économiques plus ou moins retentissants des expériences argentines, chiliennes et uruguayennes ont sérieusement limité l'ampleur des transformations préconisées par ces régimes. Seul celui du Brésil a effectivement réussi à effectuer le changement social implicitement inclus dans son projet. À la suite d'une transformation structurelle de la société brésilienne, de nouveaux acteurs, et de nouveaux conflits, ont fait surface.

Le modèle brésilien s'est caractérisé par un projet d'industrialisation s'appuyant sur un secteur public fort et une association avec les grandes enterprises multinationales. Ce projet s'est traduit par un taux très élevé de croissance industrielle et par une grande expansion de l'emploi industriel urbain qui double entre 1960 et 1970 et qui a contrebalancé la baisse du salaire réel (autour de 35% entre 1964 et 1974).[24] Cette expansion de l'emploi industriel, unie à l'augmentation des revenus des couches élevées, permet l'accroissement du marché interne, c'est-à-dire la demande pour les biens de consommation locaux.

Les conséquences du "miracle" furent aussi grandes pour la classe ouvrière que pour la bourgeoisie. En ce qui concerne cette dernière, "l'existence d'agents sociaux distincts de la bourgeoisie privée qui opèrent comme support de l'accumulation capitaliste, ne change pas nécessairement les mécanismes économiques de son fonctionnement mais a une influence marquante sur les aspects politiques".[25] En effet, le développement capitaliste axé sur les entreprises publiques et le capital étranger ne renforce pas nécessairement la bourgeoisie industrielle. Cependant, avec la fin du "miracle", la bourgeoisie industrielle locale associée au capital étranger commence à revendiquer les pouvoirs perdus au nom de la réorganisation de la société, et la libéralisation ou ouverture politique du régime en témoigne. Il s'agit en effet d'une libéralisation à "usage patronal",[26] étroitement contrôlée par le régime dans le but de rendre à ce dernier une légitimité aux yeux des privilégiés que la période du post-miracle commençait à éroder. Le processus d'industrialisation rapide qu'a connu le Brésil a non seulement doublé l'effectif de la classe ouvrière industrielle, mais a aussi été à l'origine d'une nouvelle classe ouvrière et d'un nouveau syndicalisme. Celui-ci s'est développé à la faveur d'un capitalisme très dynamique, axé sur la concentration du revenu et l'exclusion sociale populaire. Mouvement social qui rompait avec toute la tradition antérieure à 1964, la nouvelle classe ouvrière associée à l'industrie de pointe ainsi qu'à celle privilégiée par le projet autoritaire se concentre dans les grands centres urbains, où se sont établies les grandes entreprises nationales et étrangères. Son originalité ne découle pas uniquement de son association avec les secteurs industriels ou du fait qu'elle regroupe les couches les plus qualifiées et les mieux payées de la classe ouvrière, elle se manifeste par ses revendications et sa définition par rapport à l'État. Ce nouveau syndicalisme se définit par rapport au syndicalisme populiste des années 40 et 50, prisonnier de la tutelle étatique à travers la protection du ministère du Travail. L'indépendance revendique: 1) l'autonomie syndicale vis-à-vis de l'État, en refusant sa

tutelle séculaire, et 2) la négociation salariale directe avec les patrons, sans l'intervention de l'État, 3) la mobilisation de base pour créer les conditions d'un syndicalisme de masse, appuyé sur la démocratie interne.[27]

Même si, comme nous le verrons plus tard, le rôle des classes subalternes n'a pas été déterminant dans le processus de libéralisation actuelle du régime, les forces de l'opposition démontrent une coupure nette avec celle qui avait été la norme pendant l'Estado Novo, aussi bien en ce qui concerne leur structure que les moyens d'actions.

En conclusion, la transformation structurelle de la société brésilienne s'est traduite non seulement par des modifications objectives de l'économie et des classes, mais aussi par une nouvelle configuration politique de ses classes qui cherchent des formes de participation différentes et de nouveaux scénarios de lutte. C'est la "dialectique perverse de l'autorisation développementiste"; la technification de la société, la bureaucratisation de l'entreprise et de l'État, la "modernité" n'est pas une voie à sens unique: elle atteint l'ensemble de la société et est à l'origine des relocalisations aussi du côté des opprimés.[28]

Par contre, les régimes autoritaires néo-conservateurs de l'Argentine, le Chili et l'Uruguay n'ont pas à notre avis consommé la rupture avec la société qu'ils prétendaient transformer.

Au Chili, malgré l'amélioration vers la fin des années soixante-dix de la performance économique mesurée par des indicateurs tels que le taux d'inflation, le taux de croissance du PIB[29] et la diversification des exportations qui a permis au régime de crier au "miracle chilien", l'année 1982 est marquée par une crise économique qui a remis en question le modèle économique lui-même. Le discours libéral entre donc en conflit avec le type de mesures appliquées: dévaluation de la monnaie, tutelle étatique sur huit institutions financières et prise en main par l'État d'entreprises en faillite dépendantes des banques sous tutelle. Au premier semestre de 1982, la production industrielle baissait de 16,9% et le chômage touchait 25% de la population active.[30]

Les salaires réels qui avaient diminué jusqu'à 40% entre 1970 et 1973, sont remontés lentement sans avoir encore retrouvé en 1981 les valeurs de 1970. En même temps, la participation des salariés dans le PIB passait de 52,3% en 1970 à 40% en 1976. La conséquence des politiques sur les salaires et l'emploi ainsi que la diminution du rôle de l'État fut la concentration du revenu au profit des couches à plus fort revenu, principalement la bourgeoisie privée.

Si la transformation souhaitée impliquait une transformation de la structure productive et l'émergence de nouveaux acteurs, de toute évidence, elle n'a pas eue lieu. Le régime chilien n'a réussi que celle qui aurait dû n'être que la première étape de sa révolution, c'est-à-dire la destruction de

l'ancien régime et de ses institutions économiques et politiques. Il a provoqué un rapetissement de la société chilienne et non pas le nouveau modèle d'accumulation capable de lui donner une nouvelle dynamique. Paradoxalement, le rapetissement de la société a suivi celui de l'État, qui en abandonnant ses fonctions traditionnelles de régulateur économique et social, se réduisit désormais essentiellement au rôle d'agent de cohésion, contrôlé par les forces armées et une technobureaucratie civile. La bourgeoisie est représentée par la technobureaucratie qui, à la différence du cas brésilien, ne constituait pas pour elle une concurrente. Effectivement, étant donné le caractère non entreprenant de l'État chilien, le rôle de la technocratie est, d'une part, de créer l'idéologie et d'autre part, d'organiser la libéralisation du marché. Ainsi, les intérêts de la bourgeoisie, même si elle n'a pas récupéré le contrôle des organisations étatiques, n'entrent pas en conflit avec les intérêts de la technobureaucratie. La grande bourgeoisie chilienne et d'autres secteurs bourgeois n'ont vu leurs privilèges que renforcés par le projet autoritaire. Cependant, les entrepreneurs nationaux qui n'ont pas réussi à se réorienter en fonction du projet autoritaire jouent contre la légitimité du régime. La croissance de "nouveaux" groupes économiques autour des activités financières ne nous semble pas suffisante pour permettre à une nouvelle bourgeoisie de perdurer dans le temps. Malgré l'hégémonie acquise par ces secteurs bourgeois sur l'ensemble de la bourgeoisie, il s'agit, à notre avis, de groupes tout à fait indépendants du succès du projet néo-conservateur. Étant donné que la crise financière est relativement récente, il est encore tôt pour observer les conséquences sur ces nouveaux groupes.

En ce qui concerne la classe ouvrière, du point de vue objectif, elle s'est rapetissée avec le pays; en ralentissant le développement de l'industrie, le régime a en même temps diminué les bases des organisations ouvrières. Cette baisse de l'effectif ouvrier, relié à la désarticulation du système politique, a provoqué une crise profonde du syndicalisme chilien. Effectivement, à la différence d'autres pays latino-américains, au Chili la relation parti-syndicat constituait un modèle d'action assez institutionnalisé; c'est-à-dire que les partis politiques constituaient un système de médiation entre les syndicats et l'État. Les transformations politiques ont affecté le syndicalisme dans un double sens: "d'une part on lui a enlevé ses instruments d'intervention dans la vie nationale (les partis) et d'autre part (et comme conséquence), elles le mettent face à toutes ses carences et déformations, fruit d'une relation qui, en étant efficace, l'avait aussi fait très dépendant d'un corps spécialisé de médiations politiques...".[31]

Malgré les efforts du régime pour transformer les syndicats en forces purement professionnelles, le syndicalisme a maintenu une présence significative et les dirigeants n'ont pas renoncé à jouer un rôle dans la formulation de décisions sociales.[32] Cependant, le mouvement ouvrier réagit encore par la défensive et il est encore tôt pour voir quel sera son projet de démocratisation de la société et les instruments concrets de sa réalisation.

Malgré le discours néo-libéral du régime uruguayen, jusqu'en 1979 l'ouverture de l'économie a été plutôt timide. Tout en continuant la protection du marché intérieur, on a promu un processus de reconversion industrielle axée sur les exportations. Par conséquent, l'accent fut mis sur le marché extérieur, au détriment du marché interne. Ce renversement des priorités a entraîné, d'une part, l'appauvrissement de la classe ouvrière et la contraction du marché interne et, d'autre part, une redistribution de la rente entre les mêmes capitalistes. Cette redistribution s'est faite en faveur de l'industrie et d'autres groupes - financiers exportateurs - reliés à l'industrialisation pour l'extérieur, mais au détriment des secteurs producteurs axés sur le marché interne et même de la classe traditionnellement hégémonique, la bourgeoisie agro-exportatrice.[33]

Même si la politique économique du régime uruguayen ne s'est pas traduite par un nouveau modèle d'accumulation ou par une croissance spectaculaire de son économie, certains résultats furent au moins encourageants pour ceux que le projet visait à favoriser. Effectivement, de 1976 à 1981, le taux de croissance annuelle moyen du PIB a été supérieur à 4%; il y a eu augmentation et diversification des exportations; les exportations non traditionnelles sont passées d'environ 38% en 1974 à 70% en 1979.[34] Cependant, les "coûts sociaux" du projet ont été très grands et se sont surtout reflétés sur le marché du travail, réduit en partie par le chômage et par l'émigration - qui n'est qu'une conséquence - ainsi que sur la baisse du salaire réel provoquée par l'inflation, qui s'est maintenue à des niveaux très élevés, et par les politiques de distribution du revenu vers le haut. En 1976, le taux de chômage à Montevideo était de 13%, en dépit du fait qu'entre 1963 et 1975 l'émigration avait représenté 11% de la population totale du pays.

Au début, le modèle autoritaire a eu l'appui de l'ensemble de la bourgeoisie, surtout des propriétaires terriens qui pensaient que le nouveau système leur fournirait un accès plus large à la propriété. Cependant, malgré les différences entre le modèle d'industrialisation substitutive et celui de l'industrialisation en vue de l'exportation, les conséquences sur ce secteur de la bourgeoisie allaient être identiques. L'État ne renonçait pas à son rôle d'intervenant et canalisait l'excédent de l'agro-élevage vers les industries d'exportation. En 1978, le conflit latent entre agro-éleveurs et gouvernement éclate et ce dernier est obligé de libéraliser les prix de la viande et d'adopter d'autres mesures défavorables aux groupes exportateurs. Pour gagner l'appui de la bourgeoisie traditionnelle, le régime applique des mesures qui indisposent son principal allié, qui avec les industriels produisant pour le marché interne, commençent à revendiquer des politiques économiques protectionnistes et l'augmentation du salaire réel.

En résumé, dans la pratique, la politique économique du régime a divisé les forces bourgeoises qui l'avaient parrainée. Par conséquent, les tentatives des Forces armées pour transformer leur politique de fait en une politique de droit échouent. Lorsque, en mai 1980, les "bases" de la Constitution sont publiées et que le débat public est autorisé, une forte opposition,

qui ne se limite pas à la gauche, se manifeste. Les différents secteurs de la société reprochent au gouvernement d'avoir écarté à priori toute idée de négociation et transforment le débat en un jugement porté sur l'ensemble de la gestion du régime civilo-militaire.[35] Quelques mois plus tard, en novembre 1980, le plébiscite sur le projet de Constitution est refusé par 57,2% des Uruguayens.

Le projet d'institutionnalisation du régime est donc rejeté et, par conséquent, le gouvernement n'obtient pas la légitimité; malgré la lenteur du processus par lequel les Forces armées ont obtenu la prise directe du pouvoir, le régime uruguayen apparaît paradoxalement comme le plus militaire de tous les régimes de ce type en Amérique du Sud.

Étant donné les nombreux obstacles autant économiques que politiques à la consolidation d'un nouveau modèle d'accumulation, les possibilités de renforcement des "nouveaux" secteurs bourgeois associés aux secteurs exportateur et financier semblent très minces. La bourgeoisie exportatrice opèrant dans un secteur traditionnel dont les possibilités de croissance sont assez limitées, elle est par conséquent difficilement capable d'imprimer une nouvelle dynamique à la société uruguayenne.

Les couches populaires, elles, ont été réduites par le chômage et l'émigration. Les caractéristiques du modèle n'ont fait, en effet, que les affaiblir par une diminution des effectifs, une baisse du salaire réel, une diminution de la participation des salaires dans le PIB. Dans un régime qui, loin de tenter de récupérer les organisations ouvrières, a plutôt cherché à les faire disparaître, les répressions économique, politique et juridique ont enlevé aux classes populaires toute possibilité d'articuler leurs intérêts. Cependant, le refus de l'institutionnalisation du régime a produit une réactivation du mouvement ouvrier qui se traduit par des manifestations, des réunions et la naissance d'une littérature contre le régime. Il est toutefois difficile de prévoir la forme d'organisation que se donnera l'opposition dans le champ populaire.

L'Argentine représente le cas plus retentissant d'échec du néo-libéralisme; "l'ouverture de l'économie et la surévaluation du peso n'ont pas réduit l'inflation, mais elles ont favorisé l'exode des capitaux et le processus de désindustrialisation. La réforme du secteur financier n'a pas entraîné une relance de l'investissement, mais elle a accentué la vulnérabilité des entreprises endettées".[36] Les "coûts économiques" ont été au moins aussi importants que les "coûts sociaux" du processus. En 1982, le produit par habitant était de 15% inférieur à celui de 1975, et le PIB de 25% inférieur à celui de 1970, les salaires réels étaient de 40% inférieurs à ceux de 1975, l'emploi dans le secteur industriel baissa de 26% entre 1976 et 1980, et le taux d'inflation le plus faible enregistré dans la période fut de 100% en 1980, dépassant les 200% en 1982. Même dans le secteur agro-exportateur que le régime semblait privilégier à ses débuts, les résultats n'ont pas été plus convaincants: en 1980 on enregistre une chute de la production rurale de l'ordre de 2,8%.[37]

Les résultats du projet néo-conservateur ne permettent pas d'affirmer qu'il y ait eu des secteurs spécifiques de la bourgeoisie locale qui aient pu en bénéficier. Une analyse simpliste pourrait trouver des bénéficiaires dans des groupes associés au grand capital international ou dans les firmes multinationales elles-mêmes. Cependant, la désindustrialisation n'a pas frappé simplement l'industrie nationale, mais aussi des firmes multinationales comme General Motors, Massey-Ferguson et Citroën, qui ont quitté le pays.

Comme dans le cas chilien et uruguayen, la réforme financière a été à l'origine de la prolifération de nouveaux groupes économiques associés aux finances. Le taux de croissance annuel du secteur fut de 7,2% entre 1976 à 1980. Cependant, à la fin de 1980, la crise qui frappait l'économie dans son ensemble s'est aussi répercutée sur le marché des spéculations. En 1981, commencent les dévaluations massives de la monnaie, l'institution du contrôle d'échange, et en 1982 le marché financier est mis en tutelle sous le contrôle de la Banque centrale.[38]

Malgré l'ampleur de la crise et la contestation croissante de tous les secteurs de la bourgeoisie, jusqu'à la guerre des Malouines, le gouvernement a pu maintenir une certaine légitimité autour du projet politique. L'après-guerre a mis en évidence l'isolement presque total du régime autoritaire. Les militaires ayant perdu toute leur légitimité ouvrent le front politique en essayant de le contrôler. Ainsi la récurrence cyclique qui a marqué l'histoire argentine depuis 1930 semble vouloir se répéter une fois de plus, les militaires promettent des élections après lesquelles ils se retireront dans leurs casernes.

Depuis 1976, la seule fonction permise aux organisations ouvrières a été la défense des intérêts corporatistes et des conditions de travail de leurs membres, effaçant ainsi toute possibilité de joindre les revendications ouvrières au développement national. Mais en pratique, le gouvernement autoritaire refuse aux organisations ouvrières le rôle limite qu'il lui reconnaît juridiquement. La répression militaire, aussi que la violence juridique et économique, parviennent à immobiliser tous les canaux de l'action ouvrière. Malgré cet affaiblissement objectif et subjectif, dès que les premiers signes de relative libéralisation apparaissent en 1981, le mouvement ouvrier commence cependant à occuper les places cédées par le système. Le même syndicalisme qu'on avait voulu faire disparaître avec le coup d'État de 1976 démontre encore son ancienne vitalité; convoqué en avril 1982 par les forces armées elles-mêmes dans le but d'appuyer la reconquête des Malouines, le processus de mobilisation progressive ne fait que s'accentuer. Les militaires avaient malgré eux mis en mouvement des forces et des expectatives qu'ils allaient ensuite avoir de la difficulté à contrôler.

Comme nous le disions au début de cette section, la rupture, dans le sens d'une transformation radicale de la société, semble avoir été le résultat du régime autoritaire brésilien. Par contre, aussi bien au Chili qu'en Uruguay et Argentine, les transformations induites par les politiques autoritaires ne

semblent pas aller dans le sens d'une rupture, mais plutôt vers un affaiblissement sans alternative réelle des vieilles structures.

Sans postuler une nécessaire univocité entre l'ordre économique et l'ordre politique, les effets pervers du modèle brésilien ont été beaucoup plus importants qu'ailleurs si on les évalue par la création des nouveaux acteurs qui illégitiment le modèle même. En Argentine, au Chili et en Uruguay, par contre, l'insuccès du nouveau modèle d'accumulation proposé a plutôt créé un rapetissement des vieilles structures, les détruisant carrément dans certains secteurs, sans que rien ne surgisse à leur place. Par conséquent, l'ouverture du système politique se traduit par une réactivation des forces antérieures aux régimes autoritaires, porteuses des mêmes conflits qui les avaient trouvées impuissantes au moment des coups d'État.

OUVERTURE ET DÉMOCRATISATION

La difficulté de stabilisation des régimes autoritaires dans les dernières années pose une nouvelle problématique, celle des conditions nécessaires à la libéralisation et au remplacement de ces régimes par des formes démocratiques d'organisation politique.

Même si la problématique entourant les raisons de la désintégration des régimes autoritaires est très récente, deux théories ont été avancées concernant les conditions nécessaires à ce type de processus. La plus répandue a été celle du rôle de la perte de légitimité des régimes autoritaires comme facteur déclenchant du processus de libéralisation. La deuxième théorie met l'accent sur le poids de la présence ou l'absence d'alternatives aux régimes autoritaires et ses conséquences sur la déstabilisation de ces régimes.

L'argument qui attribue la désintégration de l'autoritarisme à la perte de légitimité repose évidemment sur l'hypothèse que la légitimité est nécessaire à la survie d'un régime de n'importe quelle nature. Un pouvoir est légitime dans la mesure où ceux qui l'exercent peuvent appeler d'autres centres de pouvoir à leur défense.[39] L'incapacité de le faire engendrerait la détérioration du pouvoir légitime et par conséquent la destruction du régime. En développant la théorie des alternatives comme causes de la déstabilisation des régimes autoritaires, A. Przeworski[40] soutient que poser le problème en termes de légitimité est un faux point de départ. La stabilité de n'importe quel régime tient moins à la légitimité de ce système particulier, qu'à la présence ou l'absence d'alternatives possibles. Par conséquent, un régime peut se désintégrer seulement si une autre alternative plus légitime lui fait concurrence. Un régime légitime peut être détruit par une alternative plus légitime et, à l'inverse, un régime sans base de légitimité pourrait survivre en l'absence d'une alternative. D'après l'optique choisie par Przeworski, le manque de légitimité ne semble être ni nécessaire ni suffisant pour la désintégration des régimes politiques en général et des régimes autoritaires en particulier.[41]

Dans les cas des régimes autoritaires en Amérique du Sud, les processus de libéralisation ont eu lieu en même temps que les mouvements réclamant la démocratisation du système. Ces mouvements ne représentent pas nécessairement des alternatives mais plutôt des groupes à la recherche d'alternatives. Deux processus de libéralisation en marche, le Brésil et l'Argentine ainsi qu'une certaine réactivation du système politique en Uruguay et au Chili, nous permettent de dégager quelques caractéristiques communes et d'analyser les rapports entre la libéralisation, la légitimité et le développement d'alternatives.

Dans trois de ces cas d'abord les libéralisations semblent être plutôt le produit de tensions à l'intérieur de l'État autoritaire que de pressions exercées par les exclus du système. Effectivement, le processus de libération qui s'amorce au Brésil vers la fin des années soixante-dix fait suite aux revendications des groupes bourgeois en faveur d'une participation accrue au pouvoir, et non pas aux revendications des exclus du projet autoritaire. Plus encore ce passage du pur autoritarisme à la démocratie restreinte ou conservatrice a été une alternative proposée par le régime lui-même; cela veut dire que le projet alternatif naquit à l'intérieur du régime lui-même qui cherchait à élargir les bases de sa légitimité en choisissant une opposition acceptable. En contrôlant le processus de libéralisation, le régime brésilien évitait la désintégration de l'État autoritaire mais, en même temps, l'ouverture du système politique produit des effets adverses, tel que le développement d'alternatives externes au régime, non voulues et par conséquent difficiles à contrôler.

En Argentine, au Chili et en Uruguay, les régimes autoritaires ont été incapables de modifier les rapports sociaux visés par les interventions militaires. La crise hégémonique que connaissaient les trois sociétés au moment du coup d'État n'a pas été résolue. Les bourgeoisies impuissantes, qui avaient réclamé ces interventions, se tournent contre les régimes qui étaient censés la sortir de l'impasse. Dans le cas argentin, la situation est doublée d'une crise économique sans précédent qui a convaincu la majorité des secteurs de la bourgeoisie que les remèdes libéraux étaient plus qu'inopérants. Par conséquent, la désintégration de ces trois régimes autoritaires se produit principalement à cause des tensions internes des systèmes de domination eux-mêmes. La légitimité issue du projet politique initial s'est effritée devant l'inexistence d'une alternative économique dynamique capable d'établir un consensus bourgeois autour d'un plan de développement. Cependant, la contestation bourgeoise ne semble pas avoir emprunté de chemins proprement politiques; elle se fait plutôt à travers ceux qu'on peut appeler les canaux traditionnels d'expressions de la bourgeoisie: les associations patronales. Elle est surtout claire dans le cas argentin où la crise du régime autoritaire est plus importante.

En Argentine, où le processus de libéralisation est très avancé, on peut remarquer que sept ans de gouvernement autoritaire n'ont pas effacé les pratiques politiques du passé. La bourgeoisie, incapable de se constituer en parti, conteste la performance du régime par le biais de ses organisations

corporatistes sans présenter nécessairement une alternative à l'échec du projet autoritaire. Mais bien qu'elles n'offrent pas d'alternatives, ces critiques n'en contribuent pas moins à l'isolement du régime.

Tant dans le cas argentin, qu'uruguayen et chilien, les tensions à l'intérieur du bloc dominant ont ouvert des failles à travers lesquels les classes subalternes ont pu commencer à manifester leur mécontentement. En Argentine, les classes moyennes et populaires ont profité des mesures libéralisantes pour retourner à leurs modes d'expression partisans traditionnels: le parti radical, les syndicats et le parti péroniste. Les forces anti-régime sont sans aucun doute majoritaires, mais démanteler le régime ne veut pas dire nécessairement créer une alternative démocratique stable. La question cruciale est de savoir dans quelle mesure l'opposition anti-autoritaire sera capable d'établir le compromis démocratique qui fera échec à la possibilité d'un nouvel autoritarisme.

Les matchs nuls qui ont abouti à de nouveaux autoritarismes tendent à se reproduire avec leurs échecs. De larges secteurs des classes moyennes et populaires semblent avoir compris que la démocratie est un compromis, mais en même temps elles exigent la reconnaissance de catégories sociales qui ont "le droit de décider sur leur propre destin, qui au niveau général est celui de l'ensemble de la société".[42] Reste à voir aussi la forme que prendra l'alternative de la bourgeoisie.

CONCLUSION

En Uruguay et au Chili, la perte de légitimité du régime ne s'est pas encore traduit par une libération conduisant à l'ouverture démocratique et ce, même si en Uruguay des élections auront lieu en 1984. Dans ces deux cas, il est évident que la désintégration de l'autoritarisme ne s'accompagne pas d'un développement d'alternatives clairement structurées. L'hypothèse de Przeworski d'après laquelle un régime illégitime peut survivre en l'absence d'une alternative plus légitime semblerait donc se confirmer. Dans le cas brésilien, même si l'alternative a surgi à l'intérieur du régime autoritaire, l'ouverture politique a coïncidé avec un projet plus légitime, au moins pour les classes propriétaires. Effectivement, la libéralisation récente du régime autoritaire a obéi en grande partie à l'échec dans la recherche d'une base de légitimité. Cependant, malgré l'ampleur de la contestation, il n'y a pas eu développement d'alternatives nouvelles, mais plutôt une réapparition de vieilles alternatives plus légitimes n'est cependant pas une garantie qu'une fois au pouvoir elles seront capables de construire un système démocratique relativement stable. Leurs échecs du passé rendent très précaire la viabilité de la démocratie.

En Uruguay et au Chili, malgré la forte probabilité de réapparition des vieilles forces politiques comme alternative au régime autoritaire, les possibilités de stabilité démocratique semblent être plus grandes qu'en Argentine. La stabilité politique créée par ces forces avant l'avènement des

régimes autoritaires rendrait la démocratie plus viable. Cependant, la meilleure garantie pour une nouvelle démocratie, réelle plus que formelle, reste encore une nouvelle conception de la politique, capable de créer des nouvelles formes de participation et de négociation des intérêts conflictuels des secteurs sociaux, surtout des classes populaires. C'est l'absence de cette alternative qui freine les processus de libération des régimes néo-conservateurs.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. El Estado burocratico-autoritario 1966-1973. Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1982, p. 483. Voir aussi Tulio HALPERIN-DONGHI, Argentina en el Callejon, Editorial Arcos, Montevideo, 1964.

2. James PETRAS, Ruy Mauro MARINI, André G. FRANK.

3. F.H. CARDOSO, "As Novas Teses Equivocadas", in F.H. CARDOSO, Autoritarismo et Democratizaçao, Rio de Janeiro, Pax e Terra, 1975. José SERRA, "As Desventuras do Economicismo: Três Teses Equivocadas Sobre a Conexao Entre Autoritarismo et Desenvolvimiento", Dados, no. 20, 1979.

4. CARDOSO, op. cit.

5. Guillermo O'DONNEL, "Reflexiones sobre las Tendencias Generales de Cambio en el Estado Burocratico-Autoritario", Buenos Aires, CEDES, 1975.

6. F.H. CARDOSO, "Associated-Dependent-Development: Theoretical and Practial Implications" in Alfred STEPAN, Authoritarian Brazil, New Haven and London, Yale University Press, 1973.

7. Liliana DE RIZ, Sociedad y Politica en Chile (De Portales a Pinochet), Universidad Nacional Autonoma de Mexico, Mexico, 1979.

8. Ibid.

9. Alain ROUQUIE, L'État militaire en Amérique latine, Paris, Seuil, 1982.

10. Dans le cas brésilien, la redéfinition des médiations entre l'État et la société civile n'était pas présente en 1964. La transformation radicale de la société n'était pas un projet chez les putchistes mais elle est apparue graduellement et s'accentue à partir de 1968.

11. Guillermo O'DONNELL, Acerca del "Corporativismo" y la Cuestion del Estado, Documento CEDES/CLACSO, no. 2, Buenos Aires, 1975.

12. G. O'DONNELL, "Les tensions de l'État bureaucratico-autoritaire et la question de la démocratie", Revue de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles, 1-2, 1981.

13. F.H. CARDOSO, "Estado e Sociedade no Brasil", in CARDOSO, op. cit.

14. CARDOSO, op. cit.

15. CARDOSO, op. cit., p. 200.

16. Extrait du discours cité in Norbert LECHNER, "El projecto neo-conservador y la democracia", Critica y Utopia, no. 6, mars 1982.

17. Ibid.

18. Adolfo CANITROT, "Cadre social et monétarisme en Argentine", in Problèmes d'Amérique latine, no. 66, La Documentation française, Paris, 1982.

19. LECHNER, op. cit., p. 73.

20. L'Argentine dont les tarifs douaniers moyens étaient en 1976 de 55% les a réduits graduellement avec l'objectif d'arriver à 15% en 1984 (il y a eu un revirement de cette politique en 1981). Le Chili d'une moyenne de 94% en 1973 passe à 10% en 1979. L'Uruguay n'a débuté ce processus qu'en 1979, les tarifs douaniers ont passé de 103% à 50% en 1980 et on prévoit les porter à 35% en 1985. À ce sujet, voir Alejandro FOXLEY, "Politicas de estabilizacion y sus efectos sobre el empleo y la distribucion del ingreso", Critica y Utopia, no. 4, 1981.

21. En Argentine, malgré le discours anti-entreprises publiques, le régime autoritaire ne diminue pas le rôle des entreprises publiques dans l'économie. Au contraire, ce rôle est accru en même temps qu'on offre des nouvelles opportunités opératives au capitalisme privé à travers la "privatisation périphérique", c'est-à-dire la privatisation de quelques activités secondaires (voir Jorge SCHVARZER, "Empresas publicas y desarrollo industrial en Argentina", Economia de America Latina, no. 3, CIDE, septembre 1979.

22. CANITROT, op. cit.

23. CANITROT, op. cit.

24. CARDOSO, F.H., "Estatizaçao e autoritarismo esclarecido: tendencias e Eimites", Estudos Cebrap, no. 15, janvier-février-mars 1976.

25. CARDOSO, op. cit., 1975, p. 41.

26. Philippe FAUCHER, Le Brésil des militaires, PUM, Montréal 1981.

27. José ALVARO MOISES, "Crise politica e democracia, a transiçao difficil" Revista de Culture e Politica, no. 2, CEDEC, août 1980.

28. F.H. CARDOSO, "La Democracia en las Sociedades Contemporaneas", Critica y Utopia, no. 6, 1982.

29. Le taux d'inflation passe de 300% au début à 40% en 1978, 33,4% en 1979, 35,1% en 1980 et 10% en 1981. Le taux de croissance du PIB passe de -14.3% en 1975 à 9,7% en 1977, 8,3% en 1978, 8,2% en 1979 pour ensuite redescendre. Cependant, en 1978, le PIB récupère seulement le niveau de 1970 (Jacques BRASSEUL, "Le regain du libéralisme économique en Amérique latine 1973-1981" Problèmes d'Amérique latine, no. 66, et FOXLEY, op. cit.

30. En ajoutant les travailleurs compris dans le programme d'emploi minimum dont les salaires sont plus de la moitié inférieurs au salaire minimum.

31. Guillermo CAMPERO, Tendencias Sindicales y participacion desde 1973, photocopie, Santiago, 1982.

32. Ibid.

33. Samuel LICHTENSZTEJN, "Tendencias y creencias sobre la economia uruguaya", Cuadernos de Marcha, no. 1, Mexico, mai-juin 1979.

34. Elles se sont concentrées dans les branches de l'alimentation, le textile, la chaussure, le cuir, la chimie et les minéraux non métalliques (voir Daniel ASTORI, "La politica economica vigente en Uruguay: reajuste interno y teinsercion internacional", Economia de America Latina, no. 6, CIDE, 1982.

35. Cristina TORRES, "Uruguay, l'échec de la tentative d'institutionnalisation du régime", Problèmes d'Amérique latine, no. 64, 2e semestre 1982.

36. "Politiques économiques: libéralisme, monétarisme et endettement", Notes et études documentaires, no. 66, 1982.

37. Ricardo SIDICARO, "Bourgeoisie et autoritarisme en Argentine: divergences et coïncidences", Amérique latine, no. 5, printemps 1981.

38. Journal Clarin, Buenos Aires, dimanche 6 mars 1983.

39. Arthur STINCHCOMBE, Constructing Social Theories, New York, Harcourt, 1968.

40. A. PRZEWORSKI, Problems in the Study of the Transition to Democracy, communication présentée à la conférence "Prospects for Democracy: Transitions from Authoritarian Rule", Woodrow Wilson Center, Washington, D.C., septembre 25-26, 1979.

41. Ibid.

42. CARDOSO, "La démocracia ...", op. cit.

Chapitre 10

CRISE ET DÉMOCRATISATION DES RÉGIMES AUTORITAIRES DANS LES PAYS SEMI-INDUSTRIALISÉS: COMPARAISON DES CAS ESPAGNOL ET BRÉSILIEN

Diane ÉTHIER*

INTRODUCTION

Notre analyse de la crise et de la démocratisation des régimes autoritaires espagnol et brésilien s'inspire d'une nouvelle problématique sur l'État capitaliste dépendant.[1] Il nous semble donc essentiel, avant d'aborder notre sujet, d'exposer les trois principales hypothèses sur lesquelles se fonde notre démarche méthodologique.

1. La démocratisation des dictatures en Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal) et l'ouverture du régime brésilien depuis 1974-75 peuvent être caractérisées comme des processus visant à modifier la forme d'existence de l'État capitaliste dépendant et non sa nature de classe ou ses fonctions essentielles. Le régime politique, en effet, est distinct de l'État; il est sa forme d'expression. L'État est d'essence abstraite; il est une "catégorie dérivée du capital", un "capitaliste collectif en idée"[2] dont la fonction est de garantir le maintien des rapports de production. Le régime politique est la forme d'existence de cette catégorie comme le prix de marché est la forme concrète de la catégorie valeur. Cependant, il n'est pas uniquement une déduction logique de la catégorie État; sa nature est également déterminée par les classes et fractions de classes qui spécifient la formation sociale. Il est une cohésion de forces sociales déduite en partie du jeu de la lutte des classes. En ce sens, le régime politique est relativement autonome de l'État. Ce concept permet d'infirmer les thèses dépendantistes et néo-marxistes latino-américaines selon lesquelles l'État d'exception ou à la légitimité restreinte est une caractéristique structurelle de la semi-industrialisation ou du modèle trisectoriel d'accumulation[3] qui, depuis la fin des années soixante, est dominant dans les sociétés semi-développées dépendantes de la périphérie. Parce qu'il possède une autonomie relative par rapport à la nature de classe de l'État, le régime politique peut évoluer, se modifier, - entre autres par un élargissement de sa base de légitimation - sans que soient fondamentalement remis en cause le modèle de développement économique et la place de la formation dans la division internationale du travail et capital.

Alors que les régimes politiques des formations du centre possèdent une autonomie relative par rapport à l'État, les régimes politiques semi-périphériques possèdent une double autonomie relative: par rapport à l'État,

* Professeure de science politique à l'Université d'Ottawa.

d'une part, et par rapport aux gouvernements et au capital des pays du centre, d'autre part. L'État capitaliste dépendant en effet est un État-Nation sur lequel s'exerce de façon médiatisée, à travers les lois de l'économie mondiale, la domination du capital financier et des régimes politiques des nations industrialisées. Les régimes semi-périphériques sont relativement autonomes du centre dans la mesure où l'État-Nation dont ils sont déduits est lui-même relativement autonome du centre. Cette thèse s'oppose aux visions économiste et instrumentaliste de l'État dépendant. Elle s'appuie sur deux propositions: 1) le capitalisme périphérique n'est pas uniquement le produit des facteurs exogènes; il est également le produit des interventions de l'État dans le secteur productif, i.e. dans la production des rapports de production, interventions suscitées par l'absence d'une classe bourgeoise locale forte; 2) l'économie mondiale, surtout depuis la fin des années soixante, en raison de l'émergence des "nouveaux pays industriels" et de l'accentuation des contradictions inter-impérialistes, ne peut plus être définie en termes dichotomiques (centre/périphérie, nord/sud); l'émergence de la nouvelle division internationale du travail (NDIT) a profondément modifié l'articulation des rapports dominants/dominés tant au sein du centre qu'au sein de la périphérie et entre le centre et la périphérie; la restructuration du marché mondial et du système géo-politique international a eu en particulier pour effet de diversifier les liens de dépendance des États-Nations semi-développés, et d'accroître par le fait même leur marge de manoeuvre par rapport au capital multinational.

Compte tenu de la double autonomie relative des régimes politiques semi-périphériques, l'étude des modifications de la forme de l'État dans les nations dépendantes semi-industrialisées doit tenir compte de deux séries de facteurs: 1) le degré d'autonomie relative dont bénéficie la formation par rapport au centre, celui-ci étant déterminé par les modalités spécifiques de l'industrialisation et de la pénétration des rapports marchands au sein du marché national, les interventions de l'État dans ce processus et la conjoncture du marché mondial; 2) le degré d'autonomie relative dont bénéficie le régime par rapport à la formation, celui-ci étant défini par l'histoire et la configuration particulière des rapports de classes.

2. La nouvelle division internationale du travail s'est traduite par l'industrialisation d'un certain nombre de pays en voie de développement (PVD) au cours des années 1950-80, tant en Amérique latine, en Afrique, et en Asie qu'en Europe du sud. Cette industrialisation s'est effectuée selon trois modes principaux: la substitution classique d'importations, la promotion des exportations et la substitution d'exportations. À la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, la SE devient le mode dominant d'accumulation dans l'ensemble des NPI.[4] En ce sens, et bien que l'articulation de ces trois modes ait varié d'un pays à l'autre, il est possible de comparer les modèles de développement de différents États semi-industriels appartenant à des régions distinctes de la semi-périphérie. (Par exemple, l'Espagne et le Brésil).

3. Si la nouvelle division internationale du travail entraîne la convergence des stratégies d'accumulation dans les PSI, elle entraîne également une convergence des modes de gestion du travail, de consommation et d'intervention

étatiques de ces formations sociales, de telle sorte qu'il est possible de parler d'un mode de régulation spécifique aux pays semi-industriels, mode de régulation qualifié par Alain Liepietz de "préfordiste".[5] Cette propostion renforce la pertinence d'une comparaison entre pays semi-périphériques.

Le texte qui suit tente de vérifier en partie ces trois postulats. Dans un premier temps, nous tenterons de démontrer la convergence des modèles de développement espagnol et brésilien. Dans un deuxième temps, en nous servant du concept de la double autonomie relative des régimes semi-périphériques, nous essaierons d'expliquer et de comparer l'ouverture démocratique du régime au Brésil, depuis la fin des années '70 et la transition post-franquiste en Espagne, depuis 1976.

LA CONVERGENCE DES MODÈLES D'ACCUMULATION ESPAGNOL ET BRÉSILIEN

L'État capitaliste dépendant n'est ni spécifique aux formations sociales latino-américaines, ni spécifique aux sociétés du tiers-monde. Les formations de l'Europe du sud, l'Espagne en particulier, sont également des États capitalistes dépendants dans la mesure où leurs mode d'industrialisation/accumulation sont similaires à ceux des autres économies semi-développées depuis l'apparition d'une nouvelle division internationale du capital et du travail, au cours des années quarante et cinquante. Le fait que la Grèce, le Portugal et l'Espagne soient considérées par la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE, l'ONUDI, etc. et divers auteurs (P. Jacquemot, Marc Raffinot, B. Balassa[6]) comme des "cas sûrs" de "nouveaux pays industriels" ou "économies semi-industrielles", avec le Brésil, le Mexique, la Yougoslavie, la Corée du sud, Taiwan, Hong-Kong et Singapour[7], est certainement indicatif du fait qu'il existe une convergence entre les modèles de développement de ces sociétés appartenant à des espaces géographiques distincts. Toutefois, les études de type positiviste et quantitativiste ne permettent pas d'affirmer qu'il s'agit d'États capitalistes dépendants similaires et comparables. Il faut, pour démontrer cette propostion, comparer les modalités d'insertion de ces formations dans l'économie mondiale, donc, confronter leurs schémas d'accumulation depuis trente ans. Les théories "de la troisième demande" et les approches néo-marxistes latino-américaines ont servi, au cours des dernières années, à comparer les modes d'industrialisation/accumulation des PSI latino-américains, africains et asiatiques.[8] L'internationalisation du modèle import-substitution (1ère et 2e phases) au sein de la périphérie classique a donc été vérifiée. Cependant, aucune étude de ce genre, à notre connaisance, n'a tenté de comparer les PSI sud-européens aux PSI du tiers-monde, de l'Amérique latine en particulier - à l'exception de quelques études partielles effectuées par des historiens espagnols traditionnels et les fonctionnalistes Salvador Giner et Eduardo Sevilla.[9] Les États capitalistes dépendants de cette région sont considérés, par l'économie politique critique du développement, comme des cas à part, en raison de leur histoire antérieure spécifique (l'Espagne et le Portugal sont d'anciennes

métropoles) et en raison de l'influence des conceptions dichotomiques et mécanistes de l'économie mondiale (schéma centre/périphérie ou nord/sud) qui ont prévalu au sein de cette discipline depuis 1960.

Un des objectifs de notre recherche est de démontrer l'existence de modes de régulation similaires dans les formations sociales espagnole et brésilienne au cours de la période 1950-1970. Cet objectif implique une comparaison des modalités d'extorsion et de répartion de la plus-value, des procès de travail et des modes de gestion de la force salariée, des modes de consommation et des régimes politiques. Elle conduit à la constatation qu'il existe une réelle convergence non seulement des fonctions essentielles de l'État, mais des formes d'intervention ou d'existence de cet État, dans les deux formations, au cours de la période indiquée. Compte tenu des limites de ce texte, nous nous contenterons ici d'exposer la convergence des deux modes de valorisation en insistant davantage sur le cas espagnol puisqu'il est moins connu.

1. La divergence des deux modèles (1900-1930)

Au cours des trois premières décennies du XXe siècle, le développement du capitalisme s'effectue sur des bases différentes en Espagne et au Brésil. Au Brésil, l'accumulation s'effectue principalement dans le cadre du modèle agro-exportateur: l'industrie se développe de façon complémentaire aux activités agricoles et commerciales tournées vers le marché extérieur.[10] L'accumulation industrielle, contrôlée par la bourgeoisie urbaine nationaliste de la côte, est demeurée très dépendante du capital britannique, d'une part pour les importations de biens manufacturés, d'autre part parce que son développement est articulé à l'exportation du café, secteur contrôlé par l'oligarchie latifundiaire et les capitaux anglais. En Espagne, par contre, cette période correspond au développement du capital financier monopoliste madrilène et basque aux dépens du capital financier catalan. L'oligarchie latifundiaire castillane, par un transfert de sa rente agricole et le rapatriement des capitaux investis dans les anciennes colonies (Cuba, Philippines...), se reconvertit en bourgeoisie bancaire. Elle contrôle, par l'intermédiaire de la Banque Hispano-Américaine et la Banque Espagnole de Crédit, en association avec le capital bancaire basque (Banque de Bilbao, Banque de Santander, Banque de Viscaye), l'ensemble du processus d'accumulation industriel "national".[11]

2. Le recul du capitalisme espagnol et l'accélération de l'industrialisation brésilienne (1930-1950)

Cependant, alors que la crise des années trente et l'adoption du modèle import-substitution favorise au Brésil, au cours de la période 1930-50, une consolidation de l'État national et un développement important de l'accumulation industrielle locale dans le secteur des biens de consommation non durables, en Espagne, la guerre civile (1936-1939) et le modèle autarcique, imposé par la dictature franquiste (1939-1950), entraînent une désindustrialisation, une chute de la production agricole et manufacturière. Selon différents auteurs, ces facteurs expliquent pourquoi, en 1950, l'Espagne possède

une structure industrielle plus retardée que celle des pays du cône sud de l'Amérique latine.[12] Bien que le rapport salarial autoritaire, instauré par la dictature, ait permis une forte augmentation du taux d'exploitation, l'accumulation ne produit aucune formation nouvelle de capital brut, aucune reproduction élargie significative des moyens de production. La crise de réalisation, provoquée par l'effondrement du marché interne et l'isolement de l'Espagne (particulièrement étanche durant la guerre), se résout par une fuite massive des capitaux et de la main-d'oeuvre vers les pays européens. L'analyse des conséquences de la guerre civile et de l'arrivée au pouvoir, en tant que fraction hégémonique, de la Phalange, représentante des intérêts précapitalistes du latifundia et de la petite-bourgeoisie traditionnelle, est fondamentale pour saisir la rupture que représente, dans l'histoire du développement capitaliste espagnol, la période 1936-1950. Cette rupture annule en quelque sorte l'avance prise par le capitalisme industriel ibérique sur les néo-colonies latino-américaines depuis la fin du XIXe siècle, en dépit de l'effondrement de l'empire. Désormais, - c'est ce que démontre la période ultérieure - les modalités de l'accumulation espagnole seront principalement déterminées par le centre et les conditions du marché mondial. La période des années cinquante, caractérisée par l'adoption du plan de pré-stabilisation, marquent l'insertion de l'Espagne, parallèlement à celle du Brésil, dans la nouvelle division internationale du travail.

3. La convergence des deux modèles d'accumulation (1950-1970)

La période 1950-1960 révèle des convergences très nettes entre les modèles de développement espagnol et brésilien. Elle est caractérisée, dans les deux formations, par la mise en place des conditions pour la pénétration massive du capital étranger et le redémarrage de la croissance dans le cadre de l'export-substitution; ouverture du marché national aux investissements étrangers et reprise des échanges avec le centre; interventions de l'État visant à développer les infrastructures et les services nécessaires à l'implantation du modèle trisectoriel et à ré-orienter les investissements vers les branches en amont du secteur 2, interventions qui impliquent l'endettement de l'État auprès des institutions financières internationales (publiques surtout), la croissance des importations de technologies, biens d'équipements et intermédiaires, la modification des politiques fiscales, monétaires, économiques et sociales, etc.

Cette ré-orientation de l'accumulation est, dans les deux cas, déterminée par les caractéristiques et les limites du nouveau mode de régulation (le fordisme) adopté par les pays du centre: elle vise, dans un premier temps, à fournir de nouvelles sources de réalisation au capital financier et dans un deuxième temps, à solutionner, par la délocalisaiton des industries fordistes, la chute du taux de profit dans les entreprises où précisément s'est mise en place la nouvelle codification post-tayloriste des rapports de production.[13] Elle est donc imposée de l'extérieur à certains PVD, d'une façon relativement indépendante des conditions internes antérieures d'accumulation. Au Brésil, l'export-substitution succède à l'import-substitution; en Espagne, la stratégie

économique de la pré-stabilisation permet de développer simultanément l'industrie des biens non durables et la mise en place des conditions pour la remontée de la production industrielle vers les biens durables et intermédiaires.[14] L'étude de ces deux cas démontre, à l'instar d'autres analyses comparatives sur les modes d'industrialisation à la périphérie, que les nouvelles formes de diffusion des rapports marchands, après 1945, s'accomodent de différentes structures productives. Le facteur décisif à partir duquel s'impose la NDIT est la crise de réalisation des années trente et les limites de la régulation monopoliste dans les sociétés capitalistes avancées. Toutefois, la détermination des causes exogènes n'est pas absolue. La transition vers l'export-substitution exige la présence d'au moins deux conditions essentielles dans les PVD - qui expliquent par ailleurs pourquoi l'industrialisation ne s'effectue que dans certaines formations sociales de la périphérie: 1) une accumulation préalable suffisante (extensive ou intensive, dans le secteur agricole ou industriel) permettant à l'État de financer en partie les investissements nécessaires dans les infrastructures, l'industrie lourde et les services; 2) l'existence d'un État-Nation capable d'assumer la double fonction de reproduction des rapports de production. Ces deux conditions sont réunies dans le cas du Brésil et de l'Espagne.

La comparaison de ces deux cas démontre cependant que les formes politiques (le régime politique) à travers lesquelles s'est effectuée la mise en place des conditions pour l'implantation du modèle trisectoriel varient d'un pays à l'autre. Au Brésil, la transition (1945-1964) s'effectue dans le cadre du régime populiste - bien que la crise de ce régime s'approfondisse progressivement au cours des mandats successifs de G. Dutra, G. Vargas, J. Kubitschek, J. Quadros et J. Goulart -; en Espagne, elle se réalise dans le cadre d'un régime à légitimité restreinte qui, à partir de la crise politique de 1951, au cours de laquelle les technocrates de l'OPUS DEI remplacent les hommes de la Phalange aux postes-clés du gouvernement, prend la forme d'une dictature "bureaucratico-militaire".[15]

Au cours des années soixante, phase de consolidation et de croissance maximale du modèle, les régimes politiques espagnol et brésilien deviennent comparables, ce qui tendrait à démontrer que la forme d'exception ou régime à légitimité restreinte est une caractéristique essentielle de la phase de maturation du modèle, celle au cours de laquelle les taux de croissance atteignent leur plus haut niveau. Cette explication est toutefois insuffisante si nous tenons compte de la dérivation du régime politique. En fait, l'évolution respective des régimes politiques espagnol et brésilien au cours des décennies cinquante et soixante s'explique principalement par la conjoncture de la lutte des classes dans chacune des formations. Nous ne pouvons cependant approfondir ici davantage cette question.

LA TRANSFORMATION DES RÉGIMES POLITIQUES ESPAGNOL ET BRÉSILIEN

Il existe une autonomie relative de la forme de l'État par rapport à la formation sociale ou à la nature de classe de l'État-Nation. Cette autonomie

relative explique pourquoi il peut se produire une transformation du régime politique sans que cette transformation implique une crise du mode d'accumulation et une relocalisation significative de la formation dans la division internationale du travail. L'analyse comparée de la transition post-franquiste en Espagne et de l'ouverture démocratique au Brésil illustre cette proposition. En Espagne, comme nous allons tenter de le démontrer, la crise politique du franquisme (qui s'amorce en 1969) est déterminée principalement par l'accentuation de la lutte des classes et la transformation des rapports/alliances entre les factions au pouvoir d'une part, et entre les classes dirigeantes et les masses travailleuses d'autre part. Cette crise politique n'est pas articulée à une crise du modèle de croissance, mais elle est par contre en partie déterminée par l'accentuation des contradictions inter-impérialistes (mutations de la division du travail au centre) et leur induction au sein de la formation sociale ibérique. En termes plus concrets, nous pouvons dire que la transformation du régime politique en Espagne est relativement déterminée par la nécessité objective d'une restructuration et d'une modernisation de l'économie en fonction d'une intégration plus prononcée de l'Espagne à la Communauté économique européenne. Cette restructuration, appuyée par certaines bourgeoisies européennes (allemande et britannique surtout), certaines sections du capital américain et certaines fractions du bloc au pouvoir en Espagne, implique, entre autres, une modification de l'organisation et de la gestion du travail, une réforme de l'appareil administratif et des instances de l'État qui assurent la reproduction idéologique et physique des classes (Église, famille, éducation, système de santé ...), une modernisation des appareils juridique et militaire. Cependant, et c'est le point essentiel sur lequel nous allons insister, si elle se traduit par un changement de la forme de l'État plutôt que par une modernisation technocratique de la forme "à légitimité restreinte" en place depuis 1939, c'est en raison des caractéristiques particulières de la lutte des classes à l'intérieur de la formation. La transition démocratique sans rupture en Espagne témoigne clairement en définitive de la double autonomie relative du régime semi-périphérique puisqu'elle est dérivée, jusqu'à un certain point, des mutations conjoncturelles de l'économie mondiale, tout en étant principalement déterminée par la configuration interne des rapports sociaux.

Le cas brésilien est très différent. La crise de la dictature militaire est déterminée principalement par la crise du modèle d'accumulation export-substitution. Cette crise elle-même est double: elle est d'abord issue d'un blocage de la croissance en raison des contradictions inhérentes au modèle trisectoriel d'industrialisation puis, renforcée considérablement par les effets de la crise de valorisation au centre sur les économies semi-périphériques. Cette double crise a provoqué la faillite financière du pays et resserré dramatiquement les liens de dépendance de la formation vis-à-vis du capital et des gouvernements du centre, remettant ainsi en question l'autonomie relative du régime par rapport à l'économie mondiale. Les exigences économiques, financières et commerciales imposées à l'État brésilien par les grandes banques internationales publiques et privées, les organisations "d'aide au développement" et les gouvernements des pays industrialisés - le gouvernement américain en particulier[16] - imposent le maintien d'un rapport salarial autoritaire et d'un régime à légitimité restreinte.

Par ailleurs, les caractéristiques particulières de la lutte des classes aujourd'hui au Brésil démontrent qu'il n'est pas possible d'envisager la constitution d'un pacte social ou d'un compromis historique, comparable à celui du régime post-franquiste, susceptible d'engendrer une modification de la forme de l'État. L'alternative politique au Brésil se pose dans des termes différents. Compte tenu de l'ampleur et des formes que prendra l'accentuation des contradictions sociales, dans le contexte de l'ouverture démocratique amorcée depuis la fin des années soixante-dix, où le régime opèrera une rupture complète avec l'État capitaliste et le système impérialiste, où il sera consolidé. Cette consolidation peut cependant s'effectuer de deux façons, compte tenu de la force du mouvement d'opposition, au sein du bloc au pouvoir et à l'extérieur de l'appareil d'État: par la destruction des nouveaux espaces démocratiques ou par un réaménagement technocratique et superficiel des mécanismes institutionnels de contrôle et d'intervention du pouvoir.

Nous allons maintenant tenter d'expliciter très brièvement ces propositions.

1. Le cas espagnol

La crise de la dictature franquiste, comme l'ont démontré différents auteurs, est dérivée en partie de l'accentuation induite des contradictions inter-impérialistes, elles-mêmes provoquées par la volonté du capital monopoliste européen, à la fin de la décennie soixante, d'élargir et de consolider le Marché commun tout en renégociant ses rapports de dépendance avec le capital hégémonique américain en déclin.[17]

Cet objectif, soutenu principalement par la RFA et le Royaume-Uni, implique l'intégration des économies sud-européennes à la CEE. Mais il pose en même temps la nécessité d'une restructuration et d'une modernisation de ces économies, dans le cas de l'Espagne il signifie, entre autres, la monopolisation, la spécialisation et la modernisation technologique de l'agriculture, la concentration, la centralisation et la restructuration de certaines branches de l'industrie lourde (charbon, sidérurgie, construction navale, etc.), la transformation des procès de travail (hausse de la productivité par l'innovation technologique, les réductions de personnel, le "turn over", l'introduction du travail à temps partiel et partagé), donc par conséquent, la réforme des lois du travail, la libéralisation du marché, la modification des politiques tarifaires, commerciales et monétaires, le renouvellement des méthodes de gestion au sein de l'appareil administratif, etc. Dans la mesure où l'intégration à l'Europe passe également par un resserrement des liens de Madrid avec l'OTAN, la modernisation de l'armée devient un objectif prioritaire des partisans du changement.

L'intégration de l'Espagne à l'Europe unie et l'adaptation conséquente de son système socio-économique, il faut le souligner, ne sont pas simplement

le fruit d'un réaménagement du rapport de force entre les puissances impérialistes occidentales; elle est l'aboutissement logique du processus d'industrialisation dépendante amorcé au début des années cinquante. Celui-ci, en dépit de sa convergence avec le modèle brésilien, possède des caractéristiques spécifiques, qui expliquent d'ailleurs pourquoi la phase de croissance maximale de l'export-substitution (1962-1969/70) ne débouche pas sur une crise d'accumulation, comme au Brésil (en 1974). Faute de pouvoir élaborer davantage cette question essentielle, nous en soulignerons trois, fort importantes: 1) le processus d'industrialisation en Espagne a été plus intégré qu'au Brésil, la remontée de l'import-substitution vers la section des biens de capital fixe s'effectuant concurremment au développement des industries de biens durables durant les années soixante; 2) l'État franquiste s'est appuyé sur le capital financier espagnol, en particulier sur les ressources des grandes banques madrilènes et basques, pour développer l'industrialisation, de sorte que son intervention dans le secteur productif a été moins prononcée que celle de l'État brésilien et le recours à l'aide financière extérieure moins importante; 3) l'émigration massive de la paysannerie espagnole vers les pays européens et le développement de l'industrie touristique ont permis à l'État d'équilibrer sa balance des paiements et d'assurer aux entreprises locales de biens de consommation non durables, une demande plus haute et plus soutenue. À ces trois caractéristiques spécifiques, il faut ajouter celle de la diversification des liens de dépendance de l'Espagne par la pénétration des capitaux européens dès le début de la décennie soixante, au sein du marché ibérique. Alors qu'au Brésil, jusqu'aux années soixante-dix, l'alliance dominante est constituée par les FMN américaines, l'État et la bourgeoisie locale, en Espagne cette alliance inclut les FMN américaines et européennes, l'oligarchie financière et la "bourgeoisie industrielle intérieure". L'État joue, au sein de cette alliance, un rôle plus secondaire que l'État brésilien, en raison même de la puissance de l'oligarchie financière.

La crise politique du régime en 1969 est produite par deux séries de contradictions sociales: les contradictions entres les fractions et classes du bloc au pouvoir, aiguisées par le développement du capitalisme semi-industriel, au cours des années cinquante et soixante, et par les nouveaux objectifs de certains secteurs du capital monopoliste européen d'une part; les contradictions antagoniques entre la classe ouvrière, certaines couches intermédiaires et l'alliance au pouvoir. Dans un premier temps, Franco, puis son successeur légitime, Juan Carlos, vont tenter de sauvegarder le consensus entre les fractions modernistes (représentées par l'OPUS DEI, certaines sections du clergé et du Movimiento) et autarciques (Armée, Phalange, haut-clergé, propriétaires terriens). Mais ni le gouvernement Carrero Blanco (1969-73), ni le gouvernement Arias Navarro (1973-76) ne parviendront à rétablir la cohésion du bloc au pouvoir. La reconnaissance politique officielle du régime par les gouvernements européens, condition essentielle au développement du processus d'intégration, exige une libéralisation formelle des institutions politiques et juridiques. Cette opération sera entreprise dès juillet '76 par le nouveau gouvernement Adolfo Suarez, constitué essentiellement de technocrates franquistes, moins identifiés à la dictature que les hommes du précédent gouvernement. Les conditions dans lesquelles s'effectue le processus d'adoption de la loi de révision constitutionnelle par les Cortès, de juillet 1976 aux

législatives de 1977, de même que le contenu de cette loi, témoignent clairement, comme l'ont démontré plusieurs auteurs,[18] que la libéralisation vise, à ce moment, à "continuer le franquisme sans Franco", "à remaquiller le visage de la dictature".

C'est donc essentiellement le développement du mouvement d'opposition, considérablement renforcé par l'unification des coalitions dirigées par le PSOE et le PCE au sein de la Coordination démocratique, en 1976, qui forcera la monarchie franquiste à accepter le compromis historique et à s'engager dans la voie de la transition démocratique, véritable modification de la forme d'existence de l'État, non seulement parce qu'elle conduit à un remodelage substantiel du système juridico-politique et du rapport salarial, mais surtout parce qu'elle élargit la composition de classes du bloc au pouvoir.

Deux conditions essentielles en définitive ont rendu possible la transformation du régime autoritaire en Espagne: d'une part la menace d'une rupture révolutionnaire, d'autre part l'existence d'une alliance entre les principales forces de l'opposition anti-franquiste et certaines sections de l'oligarchie depuis le début des années cinquante.[19] Si, d'une part, la libéralisation contrôlée a favorisé, en 1975 et 1976, une escalade du mouvement de résistance populaire, celui-ci a fourni les conditions pour que se concrétise le pacte social entre le PSOE, le PCE, la monarchie et la démocratie-chrétienne, élaboré progressivement au cours des deux décennies précédentes en vertu de la revision par les socialistes et les communistes, de leurs lignes idéologiques et de leurs stratégies politiques. L'adhésion de la classe ouvrière et des couches moyennes à cette politique de transition sans rupture a constitué le facteur décisif de sa réussite, puisqu'elle a fourni au nouveau régime sa base de légitimation. Celle-ci, cependant, n'aurait pu être obtenue si les organisations de gauche n'avaient pas été unies et si elles n'avaient pas exercé, sur la majorité des travailleurs, un contrôle idéologique et organisationnel étroit. La confiance et la crédibilité dont bénéficiaient les socialistes et les communistes au sein du mouvement ouvrier, grâce à leur rôle au cours de la guerre civile et de la période de résistance anti-franquiste, leur a permis de détourner le mouvement d'opposition vers des objectifs réformistes. Les effets de la crise mondiale sur l'économie espagnole et les conséquences concrètes de la collaboration ont cependant affaibli sérieusement le consensus social et renforcé la position des nostalgiques de la dictature. L'élection d'un gouvernement socialiste représente dans ces conditions une dernière chance pour la démocratisation sans rupture.[20]

2. Le cas brésilien

Comme nous l'avons souligné, la crise de la dictature militaire au Brésil est déterminée par une double crise du modèle de développement économique. Il s'agit plus précisément d'une crise structurelle du modèle trisectoriel d'accumulation, amplifiée par les effets de la crise de valorisation du capital du centre. La crise énergétique de 1973, les répercussions de l'inflation dans les pays industrialisés sur le coût de ses importations, la hausse des

taux d'intérêt et le resserrement des conditions de prêt des banques et agences internationales, l'effondrement de la demande mondiale pour les matières premières et les biens agricoles de la périphérie en raison de la récession, les politiques protectionnistes des pays industrialisés, etc., ont successivement accentué les contradictions du capitalisme brésilien et hypothéqué la transition vers le modèle quadrisectoriel, amorcé en 1974, afin de surmonter l'épuisement du modèle trisectoriel des années 1964-1972. La faillite financière actuelle du Brésil est en fait l'aboutissement logique d'un processus d'industrialisation qui, en raison de ses contradictions, de ses déséquilibres et de sa dépendance par rapport au capital extérieur, ne peut surmonter par lui-même les contrecoups d'une crise du SEM.

Tel n'est pas le cas de tous les "nouveaux pays industriels". Certains se tirent beaucoup mieux que d'autres de la crise présente, bien que les modalités de leur industrialisationn soient dans l'ensemble comparables à celles du Brésil. Le cas de l'Espagne est significatif à cet égard. Il faut donc, pour comprendre les raisons de la faillite brésilienne, cerner les caractéristiques spécifiques de l'industrialisation dépendante dans ce pays et, en particulier, les causes du ralentissement de la croissance miraculeuse des années 1968-72.

Trois causes principales ont provoqué la crise d'accumulation en 1972-73: les déséquilibres et contradictions de la structure productive engendrés par la "désubstitution des importations" dans le secteur primaire; la stagnation de l'industrie locale de biens non-durables, en raison des limites de la demande interne; l'endettement croissant de l'État face au capital financier étranger.[21]

La dépendance des industries face aux importations de machineries et biens d'équipements a progressivement suscité, au cours des années soixante, une baisse des investissements et de la demande dans le secteur 2, entraînant une chute du taux de profit moyen dans l'industrie. Le sous-développement de la section des biens de production a été favorisé par les FMN, qui refusaient de délocaliser le progrès technique, par l'État, qui fut obligé d'accroître les importations de capital fixe en raison de sa dépendance financière, et par la position non concurrentielle des firmes locales de machines-outils face aux FMN.

Cette crise d'accumulation a été renforcée par une crise de réalisation des industries locales de biens finis tournées vers le marché intérieur, en raison du mode de consommation excluant de larges couches de la population.[22]

Finalement, cette structuration particulière de l'industrie - l'expansion accélérée du secteur de biens durables de consommation retardant l'accumulation dans les secteurs de biens de production et de biens non durables de consommation - s'est combinée avec le développement d'un système financier qui connaissait un essor spéculatif, tourné largement vers la consommation

interne et basé, en harmonie avec l'ensemble de cette stratégie d'accumulation, sur l'endettement externe. Ce dernier élément est nodal, car il occupe une place stratégique dans la reproduction du système.

> "Celui-ci a permis de maintenir, d'une part, un déficit croissant dans les balances commerciales et de services, en créant ainsi des conditions favorables à une expansion accélérée des F.M. À ces charges croissantes s'ajoutent les frais d'amortissement de la dette, qui augmentent encore plus le recours aux ressources externes. (...) L'ensemble de cette politique a pu être menée à bien sans entraves jusqu'à la période récente, grâce essentiellement à la situation du marché international de capitaux depuis 1970, caractérisée par une disponibilité excessive d'euro-dollars mais sa base, un excès de liquidité persistant dans ces marchés, était fragile". D'autre part, cette dépendance accrue des ressources externes a affecté doublement l'évolution du système financier local".[23]

À partir de 1974, sous les présidences de Geizel et Figueiredo, l'État brésilien a tenté de surmonter cette crise d'accumulation et les effets de la récession mondiale par le développement de l'industrie locale des biens d'équipement (instauration du modèle quadrisectoriel). Dans un premier temps, cette production a été orientée vers le marché industriel local, mais dès la fin des années '70, elle a été réorientée vers le marché extérieur.[24] Cette remontée de l'import/export substitution vers l'amont n'a cependant pas permis de relancer l'accumulation sur une base durable, d'une part parce qu'elle a accentué l'endettement externe de l'État et, d'autre part, parce que la principale source de revenus, les exportations de matières premières et biens agricoles, a été tarie par la récession mondiale, de plus en plus profonde, à partir de 1978-79. Les exportations de biens manufacturés ont pour leur part été ralenties par les politiques protectionnistes des PI.

Cet enchaînement a conduit en 1981 à la faillite financière du pays et à sa mise en tutelle par le FMI et le capital américain.

L'aggravation de la crise, à partir de 1974, a donc eu deux types d'effets sur le plan politique: d'une part, elle a complètement soumis l'État aux volontés du capital transnational; d'autre part, elle a vivement accentuée les contradictions de classes, tant au sein des milieux dirigeants qu'entre les masses travailleuses et le régime en place. Face à cette situation, le gouvernement Figueiredo a choisi la stratégie de "l'ouverture démocratique": amnistie des exilés, libéralisation de la censure, suspension des formes les plus brutales de répression, légalisation des partis d'opposition, organisation d'élections "libres..." Cette ouverture a permis un développement sans précédent, depuis 1964, des luttes revendicatives, comme en Espagne au cours de la période de restructuration du franquisme (1975-76). Toutefois, comme nous le soulignions en introduction de ce troisième chapitre, les possibilités

d'un compromis historique conduisant à la modification de la forme d'exceptions sont réduites en raisons des caractéristiques du mouvement d'opposition brésilien. Celui-ci est très divisé sur le plan idéologique. Il n'existe pas de coordination nationale et de plate-forme minimale commune des tendances oppositionnelles qui permettrait de négocier un nouveau pacte social avec certaines fractions du bloc au pouvoir. Aucun des partis actuels de la gauche (PMDB, PT, PDT, PDB) n'est en mesure d'assurer la représentativité des principaux secteurs de la classe ouvrière et de donner au compromis historique éventuel une base de légitimation nationale. Par ailleurs, le danger d'une rupture révolutionnaire est, à court terme, moins aigu que dans l'Espagne de 1975-76, en raison de cet "éparpillement" organisationnel, géographique, classiste et idéologique des forces oppositionnelles.

CONCLUSION

Dans la mesure où ce texte visait à présenter les principales hypothèses d'une recherche en cours, nous ne pouvons ici que tirer certaines conclusions préliminaires sur la crise et la démocratisation des régimes espagnol et brésilien.

La forme d'État d'exception, nous l'avons vu, n'est pas une caractéristique structurelle du mode d'accumulation "export-substitution". La transformation démocratique des régimes autoritaires semi-périphériques dépend toutefois du degré d'autonomie relative dont bénéficie l'État-Nation par rapport au capital et aux gouvernements du centre. En ce sens, les possibilités de changement politique au Brésil sont plus réduites qu'en Espagne puisque le capitalisme brésilien est nettement plus dépendant du centre que le capitalisme espagnol. Cette dépendance a conduit à l'épuisement du modèle de croissance en 1974 et au renforcement des effets de la crise mondiale sur l'économie brésilienne depuis cette date. La tutelle imposée à l'État brésilien par les banques internationales et le capital américain hypothèquent dès lors sérieusement la transition sans rupture vers une forme d'État à légitimité plus large.

Dans la mesure où le régime politique possède une autonomie relative par rapport à la formation sociale, sa transformation est également déterminée par les caractéristiques et les conditions de la lutte des classes à travers laquelle s'exerce, de façon indirecte ou médiatisée, la détermination des conditions objectives. À ce niveau, nous avons tenté de montrer qu'au Brésil, les conditions pour un pacte social entre l'opposition et certaines fractions du bloc au pouvoir, permettant de relégitimer le régime aux yeux des masses, n'existaient pas à l'heure actuelle. L'alternative politique au Brésil se pose alors en termes plus antagoniques: consolidation de la dictature, sous une forme ouverte ou déguisée, ou transformation révolutionnaire de la nature de classe de l'État.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cette problématique est celle de notre thèse de doctorat: Développement et modernisation de l'État autoritaire semi-périphérique (Analyse comparative des cas espagnol et brésilien). Elle s'inspire des thèses de trois nouveaux courants de pensée au sein de l'école néo-marxiste: le courant néo-structuro-marxiste (P. Salama, G. Mathias, J. Meireles, J.L. Gonzalez, J. Vallier, A. Fernandès ...), le courant de la régulation (R. Boyer, M. Aglietta, H. Bertrand, A. Liepietz, G. Mistral ...) et celui de la dérivation de l'État (J. Hirsh, J. Holloway, J. Picciotto ...). Elle se réfère également aux travaux récents des néo-keynésiens sur la nouvelle division internationale du travail et la semi-industrialisation (Frôbel, Heinrich et Kreye, I. Wallerstein, P. Jacquemot, J. Perrin, P. Judet, J. Robinson ...) et aux analyses développées par les théoriciens latino-américains "de la troisième demande": C. Furtado, R. Mauro, Marini, Tamames, etc.

2. L'école de la dérivation, à l'instar de l'école structuro-marxiste (N. Poulantzas, M. Castells, S. de Brunhoff, etc.), distingue l'État et sa forme d'existence concrète du régime politique. Toutefois, alors que l'essence de l'État est déduite historiquement des classes sociales chez les structuro-marxistes, elle est, chez les théoriciens de la dérivation, déduite logiquement de la catégorie capital. L'État est dérivé de la succession des catégories: marchandise, valeur, capital.

   "Sans la catégorie d'État, la catégorie capital ne peut se concevoir. L'État est déduit ou, dit autrement, dérivé du capital pour deux raisons: il est le garant du maintien du rapport de production, il participe de manière décisive à l'institution même de ce rapport". (Gilberto Mathias, Pierre Salama, L'État sur-développé, Ed. Maspero, Paris 1983, p. 22). Sur la théorie de la dérivation de l'État, voir entre autres: J. Holloway, J. Picciotto, State and Capital, Ed. Edward Arnold, Londres 1978; Héléna Hirata, "Capitalisme d'État, Bourgeoisie d'État et mode de production techno-bureaucratique", CEP (NS), no. 6, Maspero, Paris 1979; Rosdolski, La Genèse du "Capital" chez Marx, Ed. Maspero, Paris 1976; J.-M. Vincent, "État et Classes sociales, sur un Livre de N. Poulantzas", CEP (NS), no. 19, Maspero, Paris 1975.

3. L'industrialisation dans les pays dépendants de la périphérie s'appuie sur une trisectorialisation de l'économie, i.e., un secteur produisant des biens de consommation finals, peu dynamique, où prédominent les firmes locales; un secteur dynamique produisant des biens de consommation durables où dominent les FMN; un secteur de biens intermédiaires et lourds dominé par l'État et les "joint-venture". La part de la production industrielle destinée au marché extérieur est de plus en plus importante. C'est la raison pour laquelle ce modèle est souvent désigné sous le terme "export-substitution". Voir à ce sujet: Pierre Salama et Patrick Tissier, L'Industrialisation dans le sous-développement, Ed. Maspero, Paris 1982; Pierre Jacquemot, "Les Économies semi-industrialisées contemporaines", in Revue canadienne d'études du développement, vol. III, no. 1, 1982, pp. 95 à 127.

4. Voir à ce sujet: Salama et Tissier op. cit.; Pierre Judet, Les nouveaux pays industriels, Ed. Ouvrières, coll. Nord/Sud, Paris 1981; Jacquemot op. cit. et "Modèle théorique d'accumulation en économie semi-industrielle à base exportatrice" in Cahiers de l'UER Sciences des Organisations, Université Paris-Dauphine, no. 76, 1979.

5. Alain Lipietz, "L'industrialisation du tiers-monde: une issue à la crise? in Le monde diplomatique, octobre 1981, pp. 19-20.

6. Bela Balassa, Development Strategies in Semi-Industrialized Countries, John Hopkins University Press, Baltimore, 1981.

7. Voir Judet, op. cit.

8. Voir par exemple les études de Samir Amin sur l'Afrique du nord et de l'ouest; celles d'Immanuel Wallerstein sur l'Afrique et l'Europe du sud; celles de Phillip Foster et Aristide Zolberg sur le Ghana et la Côte d'Ivoire, de Lawrence Alschuler sur la Côte d'Ivoire et l'Argentine.

9. Salvador Giner et Eduardo Sevilla, "From Despotism to Parliamentarism: Class Domination and Political Order in the Spanish State" in Richard Scase Ed., The State in Western Europe, Croom Helm, Londres 1980; Salvador Giner, La Estructura social de Espana, Ed. Tecnos, Madrid, 1980.

10. Voir en particulier Celso Furtado, Analyse du modèle brésilien, Ed. Anthropos, Paris, 1976.

11. À ce sujet, voir entre autres: Juan Munoz, El Poder de la Banca en Espana, Ed. "Zyx", Barcelone, 1972; Ignacio Fernandez de Castro et Antonio Goytre, Las Clases sociales en Espana al Umbral de los Anos '70, Ed. Siglo XXI, Madrid, 1974.

12. C'est entre autres le point de vue de A. de Miguel et J. Salcedo, Dinamica del Desarrollo industrial de las Regiones espanolas, Ed. Tecnos, Madrid, 1972; Antoni Jutglar, La Era industrial en Espana, Ed. Planeta, Barcelone, 1962; Carlos Rama, La Crisis espanola del Siglo XX, Fondo de Cultura economica, Buenos Aires, 1960; Manuel Tunon de Lara, La Espana, del Siglo XX, Libreria espanola, Paris 1971.

13. Comme l'explique Robert Boyer dans "La crise actuelle: une mise en perspective" in Critique de l'économie politique (NS), nos. 7-8, avril-septembre 1978, les nouveaux rapports sociaux fordistes dans le secteur

des biens de consommation sont caractérisés par une augmentation des salaires porportionnelle aux gains de productivité et à la hausse du coût de la vie.

14. Voir: J. Ros Hombravella et al., Capitalismo espanol: de la Autarqui a la Estabilizacion, Ed. Edicusa, Madrid, 1973; Ramon Tamames, Espana 1931-1975: una Autologia Historica, Ed. Planeta, Barcelone 1980.

15. Selon le concept de Guillermo O'Donnell.

16. Depuis décembre 1982, le FMI et les États-Unis ont imposé trois conditions au Brésil pour le refinancement de sa formidable dette de 90 milliards de dollars (US): 1. une réduction du déficit du secteur public; 2. la suppression des subventions à l'agriculture afin d'éliminer la concurrence des produits américains et brésiliens; 3. l'abandon de la politique d'indexation des salaires. Voir à ce sujet: Julia Juruna, "L'économie brésilienne sous tutelle?" in Le Monde Diplomatique, janvier 1983, p. 8.

17. Voir Nicos Poulantzas, La crise des dictatures, Ed. Maspero, Paris 1975; Louis Paramio, "Hégémonie et domination dans l'Espagne de l'Après-guerre" in Zona Abierta, no. 4, 1975: Ludolfo Paramio, "Le bloc dominant dans l'Espagne franquiste" et Jorge Reverte, "La crise économique en Espagne" in Les Temps Modernes, Dossier Espagne, no. 357 bis, 1976.

18. Voir Georges Dmitri Lavroff, "Les institutions politiques de l'Espagne. La Constitution du 29 décembre 1978" in Notes et Études Documentaires, la Documentation française, nos 4629-4630.

19. Cette alliance se concrétisa par le pacte socialo-monarchiste de 1947 et la politique de réconciliation nationale, adoptée par le parti communiste en 1952. Sur les caractéristiques du mouvement d'opposition anti-franquiste de 1950 à 1977, voir entre autres: Marcelino Camacho, L'Espagne, une conquête de la démocratie, Ed. Flammarion, Paris 1979; Santiago Carillo, Demain l'Espagne, Ed. du Seuil, Paris 1974; Tierno Enrique Galvan, "Un regroupement des oppostions: la fin des contracdictions", Le monde diplomatique, mai 1975.

20. Diane Éthier, "Les élections du 28 octobre en Espagne: le difficile pari des Socialistes" in Le Devoir, 10 octobre 1981.

21. Voir: André Fernandes, "Le passage à un nouveau mode d'accumulation au Brésil: les racines de la Crise de 1964" et "Dictature militaire et nouvelles formes d'accumulation/distribution au Brésil (1964-1974)" in CEP (NS), nos. 16-17, avril 1974.

22. Celui-ci implique que 15% seulement de la population a accès aux biens de consommation, i.e. les classes riches (5%) plus les couches moyennes supérieures et la classe ouvrière spécialisée (10%).

23. Fernandes, op. cit., pp. 118-119.

24. Voir: Pierre Salama, "Un nouveau procès d'accumulation" in CEP (NS), nos. 16-17, avril 1974; Peter Evans, Dependent Development, the Alliance of Multinational, State and Local Capital in Brazil, Princeton University Press, Princeton 1979; Pierre Jacquemot op. cit.; Gilberto Mathias, "État, firmes multinationales et procès de travail en Amérique latine" in CEP (NS), no. 6, janvier-mars 1979.

Chapitre 11

CRISES ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AU MEXIQUE: ENJEUX ET PERSPECTIVES (1975-1982)

Cary HECTOR*

Au Mexique il y a crise non seulement parce que les chiffres sont à la baisse, au Mexique il y a crise parce que se dessine un nouveau modèle d'accumulation, parce qu'il y a des ajustements au sein du bloc (de classes) au pouvoir et que se décide non seulement l'importance de l'État et de son rôle dans la récession, mais aussi sa place dans le modèle de développement par substitution complexe d'importations en voie d'implantation.

INTRODUCTION: LA PROBLÉMATIQUE DE LA CRISE

La citation précédente de l'économiste mexicain Perzabal implique une démarche conceptuelle et méthodologique qui problématise la crise comme phénomène total, structurel (Gramsci), c'est-à-dire affectant les rapports sociaux (économiques, politiques, idéologiques) dans leur ensemble. Cette approche disqualifie d'emblée (c'est-à-dire en termes de pouvoir d'explication historique) celles de type empiriste ou aprioriste qui prévalent, en général, dans les nombreux traitements de la crise. À quoi nous ajoutons volontiers l'approche de type téléologique, approche d'autant plus préjudiciable qu'elle connote d'entrée de jeu "une appréciation de l'issue de la crise" (Poulantzas, 1976: 23).

Dès lors, les implications analytiques de la démarche privilégiée ici sont pour nous contraignantes: 1) si pour des raisons d'exposition, nous devons aborder séparément la forme économique et la forme politique de la crise, nous n'en postulons pas moins leur interaction réciproque, sans que toutefois ne nous effleure la notion d'une quelconque déductibilité (l'une de l'autre) ou encore d'un passage mécanique (donc obligé) de l'une à l'autre; 2) l'interaction réciproque pose à son tour le problème de la nature des rapports entre crise économique et crise politique. Rapports complexes, établis par divers types de médiations qui renvoient, pour l'essentiel, au degré et aux

* Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

formes d'institutionnalisation des rapports sociaux (par exemple, le Mexique comme régime politique "semi-pluraliste" et "semi-corporatiste" (M. Camacho, 1980: 23), au conditionnement (conjoncture) interne et externe de la situation de crise elle-même, etc.; 3) en particulier, la traduction de la crise économique en crise politique "n'implique pas une concordance chronologique, c'est-à-dire une contemporanéité des deux crises et de leurs processus propres (...)" (Poulantzas, 1976: 27). Les décalages (déphasages) entre les deux peuvent s'exprimer en antériorité, postériorité ou en articulation à retardement de la crise politique par rapport à la crise économique, en raison de la spécificité du champ politique.

À la lumière des considérations précédentes, il devrait apparaître évident que nous ne saurions prétendre proposer ici un traitement le moindrement exhaustif de la crise mexicaine.[1] Il s'agit plus simplement et plus modestement d'identifier une série de questions pertinentes, de circonscrire un ensemble de données de base, puis, en fin de parcours, de signaler quelques pistes d'analyse et d'interprétation. Notre propos sera en conséquence balisé par les interrogations suivantes: d'où vient la crise mexicaine? Comment se déploie-t-elle? Quels enjeux et perspectives se dégagent-ils de la confrontation des forces sociales à l'épreuve des contradictions dont la crise est la manifestation?

Ces interrogations, pensons-nous, peuvent servir à souligner l'exemplarité du cas mexicain, situation d'autant plus remarquable qu'elle frappe un grand pays semi-industrialisé de l'Amérique latine (nous y reviendrons). Que s'est-il passé, en effet, pour que le deuxième pays le plus peuplé de l'hémisphère (72 millions d'habitants), représentant un cinquième du produit intérieur de la région, projeté au cours des dernières années comme un autre "miracle économique" (taux de croissance annuel autour de 8% entre 1978 et 1981), généralement louangé pour la stabilité de son système politique sans parallèle en Amérique latine, que s'est-il passé pour que ce pays se trouvât, en septembre 1982, littéralement au bord de la faillite économique et financière?

ANTÉCÉDENTS DE LA CRISE

Dans sa forme économique, il est admis que la crise plonge ses racines dans le développement économique et social en cours dans la société mexicaine depuis les années quarante. À son tour, ce développement est conditionné par une trame de fond dont nous nous contenterons d'esquisser les contours. Pour ce faire, nous reprenons à notre compte la périodisation suivante, que mettent en oeuvre la plupart des études socio-historiques sur le Mexique contemporain:[2]

- Avant la révolution de 1910, domine le modèle dit de "développement tourné vers l'extérieur" mis en marche dès 1880 avec la dictature de

Porfirio Diaz. Pourtant, malgré la révolution, les mouvements de masse récurrents, la "révolution constitutionnaliste" (1917), etc., ce modèle, basé sur le latifundisme et les enclaves du capital étranger, n'entre en crise qu'en 1929-1938;

- Avec le gouvernement du général Lazaro Cardenas (1934-1940), s'installe le "développement par substitution d'importations". Il s'agit d'un modèle de type nationaliste qui stimule l'action de la bourgeoisie nationale et favorise l'interventionnisme étatique (cf. nationalisation du pétrole en 1938) pour promouvoir l'industrialisation. Ce modèle prendra de l'essor en 1940-1946 sous le sexennat d'Avila Camacho.

- À partir de 1946 et jusque dans les années cinquante, le modèle nationaliste sera pour ainsi dire retourné par les monopoles et le capital multinational, ce qui reflète pleinement la nouvelle dynamique de l'économie mondiale d'après-guerre ("multinationalisation") et notamment de son nouveau pôle hégémonique: le capital américain. Il s'agit alors d'un type de développement qui ne sera pas trop familier en Amérique latine: industrialisation dépendante et subordonnée, avec pressions inflationnistes récurrentes, déséquilibres régionaux, inégalités croissantes (et criantes) dans la distribution du revenu, etc.

- Il faut attendre le milieu des années cinquante pour voir les classes dominantes mexicaines amorcer un certain réajustement avec une orientation dite de "développement stabilisateur", lequel s'étendra sur pratiquement deux décennies et contribuera à asseoir l'image de la prospérité relative du Mexique: croissance économique soutenue du PIB (6% par année), expansion et diversification de la production industrielle, commercialisation croissante de l'agriculture, fixité du taux de change après la dévaluation de 1954, lente croissance des prix et des salaires, mais aussi concentration croissante du revenu, monopolisation et "transnationalisation" accélérées, etc.

- Il est généralement admis que le "développement stabilisateur" arrive à épuisement à la fin des années soixante et qu'en conséquence le Mexique entre dans les années soixante-dix (mandat de Luis Echeverria) en <u>situation de crise structurelle</u>. Celle-ci aura comme détonateur la conjoncture (récession) de 1975-1976 (voir infra), elle-même traduisant l'impact de la crise mondiale à travers son expression étatsunisienne (chute du PIB américain de 5,5% en 1973 à 1,8% en 1975).

LE MEXIQUE DANS LA CRISE

1. Le versant économique: crise/rupture du modèle d'accumulation avec une conjoncture de récession comme détonateur

> Environ 18 millions de défavorisés des zones rurales vivent dans une misère extrême; 40 millions de Mexicains ont un régime alimentaire inadéquat et 30% de la population consomment 10% de la nourriture produite, tandis que les 15% ayant le pouvoir d'achat le plus élevé, en consomment 50%. Seul un tiers de la population bénéficie de la sécurité sociale; les soins médicaux ne représentent que 2% du PNB. Il manque 5 millions de logements et 40% des chef de famille n'ont jamais terminé leurs études primaires.
>
> Pablo Gonzalez Casanova, 1980.

1.1 Entendue comme rupture du modèle d'accumulation identifié au "développement stabilisateur", la crise s'installe tout au long de la période 1970-1976, s'y déploie pleinement et atteint son point de condensation avec la conjoncture de récession de 1975-1976. Avec une convergence remarquable, les observateurs ou analystes[3] de la scène économique mexicaine mettent l'accent sur l'épuisement du modèle d'accumulation et donc, par implication, sur sa restructuration nécessaire comme préalable à toute sortie de la crise.

En quoi consiste cet épuisement?

Du même coût très révélateur (et très typique) de la fonction légitimatrice du discours étatique mexicain, le Plan global de desarrollo 1980-1982 de Lopez Portillo[4] nous en fournit une synthèse explicite et convaincante. En voici quelques éléments: dès 1965, crise de la production agricole, notamment alimentaire, déficitaire par rapport à la croissance démographique, et cela, compte tenu de la stratégie d'appui au secteur industriel et à l'agriculture commerciale; les signes de cet épuisement deviennent également évidents ailleurs: aggravation de la dépendance financière, technologique et alimentaire; absence grandissante de compétitivité de l'industrie avec apparition de goulots d'étranglement dans des secteurs-clés, déficit chronique de la balance des paiements; inefficience et inéquité du système commercial; aggravation de la concentration personnelle, sectorielle et régionale du revenu; déphasage de l'apparail bureaucratique, et surtout incapacité de créer des emplois, etc.

Dans une analyse économique sui generis, il conviendrait bien entendu de hiérarchiser l'éventail de ces signes d'épuisement du modèle et de dégager leur articulation principale quant à la signification de la crise. Pour notre propos, il suffira, dans un premier temps, de repérer l'évolution de la crise à partir d'un certain nombre d'indicateurs. Nous pourrons ensuite, au-delà de ces données empiriques, en rechercher l'expression structurelle concrète.

Évolution de la crise économique
au Mexique, 1971-1977

Indicateurs	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Produit intérieur brut (PIB) (a)	3,4	7,3	7,6	5,9	4,1	1,7	3,2
Investissement privé (a)	-0,4	-0,6	10,8	20,1	-1,6	-0,2	-21,6
Investissement public (a)	-9,4	39,4	22,9	-4,9	19,9	-12,4	12,2
Production industrielle (b)	2,5	9,5	9,2	7,2	4,3	3,3	4,7
Production agricole (c)	2,0	0,5	2,2	2,8	0,9	-2,8	2,7
Indice des prix (d)	4,5	5,6	12,4	24,0	16,7	22,2	32,3
Dette extérieure (e)	4,5	5,0	7,0	9,9	14,2	19,6	22,9
Déficit de la balance des paiements (e)	0,7	0,7	1,1	2,5	3,6	3,0	1,5

(a) différence en % de l'année précédente
(b) différence en % dans les activités industrielles (mines, pétrole, pétrochimie, manufactures, construction et électricité)
(c) différence en % dans les activités agricoles (y compris élevage et pêche)
(d) augmentation en % (1960 = 100)
(e) en milliards de dollars U.S.

Source: Adapté de Harris et Barkin (1982: 8) qui eux-mêmes s'appuient sur des sources mexicaines.

Ce tableau n'appelle pas beaucoup de commentaires. Seulement deux remarques: après une amorce de reprise en 1972-1973 (le taux de croissance du PIB a plus que doublé) - imputable sans doute à l'influx massif d'investissements publics -, la détérioration est nettement prononcée à partir de 1974 et coïncide avec la récession mondiale (1974-1975). Par ailleurs, on notera que la crise atteint son point culminant en 1976 (chute du PIB à 1,7%, investissement privé en dessous de zéro, dette extérieure proche de 20 milliards de dollars, etc.). À ce stade, est à l'oeuvre la conjoncture de récession comme détonateur de la crise (1975-1976); elle débouche elle-même sur la dévaluation du peso à la fin d'août 1976.

1.2 La conjoncture de récession s'entend principalement de deux ordres de facteurs, internes et externes:

a) Dans le premier cas, il s'agit à toutes fins pratiques, de la disparition des bases matérielles du modèle d'accumulation. Nous devons ici nous contenter d'en énoncer les manifestations les plus importantes: décapitalisation

du secteur agro-pastoral, contraction de l'investissement privé, déficit budgétaire, endettement public croissant, processus inflationniste en accélération, etc. (Perzabal, 1979 [2e éd. 1981]: 70-71). En particulier, il convient de signaler la crise du secteur agricole qui va connaître son taux de croissance le plus faible, non seulement durant le mandat d'Echeverria (0,3% en moyenne), mais aussi durant toute la décennie 1970-1980 (2% en moyenne), alors que le taux de progression démographique se situe à 3,5%. D'où la hausse des prix alimentaires et le recours de plus en plus massif à l'importation pour pallier au déficit alimentaire. (Ainsi, par exemple, depuis 1977 le Mexique s'est vu contraint d'importer entre 6 et 10 millions de tonnes de céréales et de protéagineux)[5].

b) En ce qui concerne les facteurs externes, il s'agit essentiellement de l'incidence de la propre conjoncture de récession américaine sur le déroulement de la crise mexicaine. En effet, l'on ne saurait pleinement comprendre celle-ci sans faire intervenir les relations de forte dépendance (commerciale, financière, touristique, etc.) du Mexique vis-à-vis des États-Unis.[6] Retenons ici deux facteurs d'aggravation de la crise: les échanges extérieurs et le taux d'intérêt. La contraction de la demande américaine qui se traduit par une baisse des exportations mexicaines entraîne des pertes sensibles de devises qui, à leur tour, réduisent la capacité mexicaine d'importer. D'où le recours (par l'État et le secteur privé importateur) à l'endettement externe pour financer leurs importations en biens d'équipement (machine, technologie), alimentant ainsi le cercle vicieux entre déséquilibres externes et endettement (I. Cabrera, 1981: 45). Quant à la "solidarité monétaire" entre le Mexique et les États-Unis, "elle rend nécessaire l'alignement des taux d'intérêt internes (du Mexique) et se traduit [...] par une transmission des influences déflationnistes" (américaines) (D. Besnainou, 1982: 163).

1.3 À partir de cette conjoncture de récession, l'État mexicain s'engage désormais dans des stratégies de redressement de la situation: vers la fin de son mandat, Echeverria met de l'avant un programme de "développement partagé" qui n'aura pas l'air de plaire à certaines fractions de la bourgeoisie (groupe de Monterrey) en dissidence ouverte. Quant à son successeur, Lopez Portillo, il se donnera pour tâche immédiate le re-démarrage de la machine économique, D'où son programme de départ: "l'Alliance pour la production".[7] Le nouveau "boom" pétrolier sera, à partir de 1976, consciemment mis à contribution pour relancer le Mexique sur la voie d'une croissance économique spectaculaire. Le "miracle" se sera produit en effet de 1977-1978 à 1981. Or, dès la mi-1981, les signes d'une récession provoquée, entre autres, par la contraction du commerce mondial, la hausse des taux d'intérêts sur les marchés financiers ainsi que par le fléchissement des prix du pétrole, annoncent la fin certaine du miracle.

La suite de l'histoire se déroule en moins d'un an: entre février et septembre 1982, le Mexique côtoie visiblement et dangereusement la faillite économique et financière. Dans la foulée de la double dévaluation du peso, de

la nationalisation des banques et du contrôle généralisé des changes, s'impose une nouvelle ère "d'austérité" et de "rénovation morale" qu'annonce gravement le nouveau tenant de la présidence, Miguel de la Madrid, dans son discours d'installation, le 1er décembre dernier.

1.4 Au-delà de son conditionnement conjoncturel, qu'exprime la crise? En d'autres termes, que révèle-t-elle sur le plan des structures? À la suite d'un certain nombre d'analyses de la situation de crise[8], nous pouvons signaler les principales observations suivantes:

- d'une façon générale, dépendant et subordonné, le développement industriel s'est en outre révélé:

  - inégal, c'est-à-dire modulé par des rythmes et des formes de croissance inégaux entre les différentes branches de la production, indiquant notamment une intégration industrielle surtout verticale et faiblement horizontale;

  - sur-protégé: le protectionnisme excessif ayant entraîné une production industrielle à coûts élevés et démontrant une faible compétitivité sur le marché international;

  - dépendant du crédit international et de l'augmentation de la dette extérieure pour financer l'accumulation interne. (Estimée à 80 milliards de dollars au début de la décennie, celle-ci s'est révélée l'élément le plus spectaculaire de la crise, plaçant le Mexique, après le Brésil, au 2e rang des pays les plus endettés du monde).

  - cette industrialisation a de plus produit un secteur tertiaire (commerce et services) dysfonctionnel et disporportionné par rapport à la capacité industrielle et au marché interne.

- sur le plan du développement agricole, nous pourrons noter avec Perzabal (1979: 65-66):

  - l'émergence d'une agriculture bi-polaire: néo-latifundium/minifundim avec les conséquences suivantes: concentration, au cours des derniers 35 ans, de la terre irriguée, du crédit, de 62% du capital, des marchés d'exportation, etc., au pôle néo-latifundiste; au pôle minifundiste: le chômage, les travailleurs agricoles, les paysans sans terre et les revenus de subsistance.

  - la désagrégation de l'ejido (structure de propriété communautaire de la terre), facilitant ainsi son intégration au développement du capitalisme à la campagne.

  - la transformation du secteur d'élevage, le rendant inapte à jouer un rôle de support dans la période de substitution complexe des importations.

Les indications précédentes n'épuisent pas - loin de là - les multiples aspects de la crise comme mouvement de structures: des phénomènes comme le chômage et le sous-emploi, les déséquilibres régionaux, la concentration du revenu, la surexploitation de la force de travail, etc., mériteraient également d'être pris en considération dans ce contexte. Contentons-nous de faire valoir le fait qu'articulés aux développements précédents, ils viendraient sans doute corroborer l'essentiel, c'est-à-dire l'épuisement du modèle d'accumulation en vigueur.

LE VERSANT POLITIQUE OU LA CRISE D'HÉGÉMONIE

> C'est [...] avec des institutions fragilisées que le Mexique entre dans l'ère du pétrole. C'est un État plus vulnérable qui doit affronter les incertitudes d'un avenir immédiat chargé de promesses mais également lourd de périls.
>
> Heriberto Flores, 1980.

Ayant esquissé dans l'introduction notre approche conceptuelle et méthodologique de la crise, il convient ici de spécifier l'expression de celle-ci dans le champ politique, et cela au double point de vue théorique et historique-concret.

2.1 Théoriquement, nous admettons avec Poulantzas (1976: 28-30) les principaux points de référence suivants. La crise politique désigne un processus "à rythme propre, avec des temps forts et des temps faibles, des hauts et des bas, et qui peut souvent s'étaler sur une longue durée" (...). Écartant l'interprétation catastrophiste courante ("déflagration instantanée ou momentanée"), cette conception de la crise recouvre certes une "situation-conjoncture précise", mais met l'accent sur des "modifications substantielles des rapports de force de la lutte des classes". Tout en ne s'y réduisant pas, elle comprend d'emblée la crise de l'État. Celui-ci étant, on le sait, le lieu de condensation des rapports de classe, il s'agira, en situation de crise, de repérer "les éléments propres de crise au sein des appareils d'État" (contradictions de classe, alliances de classe, émergence de nouvelles forces sociales, rapports entre celles-ci et les formes d'organisation-représentation des classes, etc.). Enfin, la crise politique s'articule nécessairement à une crise idéologique qui, par rapport à l'État, se traduit en une crise de légitimation.

2.2 Ces préalables étant posés, il s'ensuit que sur le plan historique-concret, nous nous garderons bien entendu d'un double écueil: à savoir, prétendre "déduire" la crise politique de la crise économique ou encore "réduire" celle-là à celle-ci. En fait, au Mexique, dans sa dynamique d'évolution comme processus, la crise politique est antérieure à la crise économique proprement dite: elle devient manifeste dès le milieu des années soixante, avec même des antécédents remontant à la fin des années cinquante (grèves généralisées de 1958 et 1959). Elle devient "systématique" à partir de 1968 avec la répression violente et délibérée du mouvement étudiant. En d'autres

termes, sous la poussée des revendications des couches moyennes nouvellement constituées et de groupes urbains marginalisés s'accentuent les tendances autoritaires et répressives du système politique. Dès lors, se révèle également l'effritement progressif de la stabilité politique proverbiale de l'État mexicain, stabilité forgée et institutionnalisée depuis les années vingt et trente (Obregon, Calles), renforcée et consolidée durant le mandat de Cardenas (1934-1940) puis diversement renouvelée et "modernisée" par les successeurs de ce dernier.

L'explication de cet effritement peut être recherchée dans la combinaison de deux facteurs: 1) l'usure des moyens traditionnels de contrôle et de domination par l'État; 2) la montée du mouvement populaire depuis les années soixante.

En effet, ainsi que le signale Gonzalez Casanova (1970: 409 et suiv.), de 1946 à nos jours, l'État mexicain a pu mettre en oeuvre des systèmes de médiation/cooptation assurant de façon quasi prévisible le fonctionnement et la reproduction du pouvoir sans ruptures ou cassures majeures. À quoi il faut ajouter sa longue tradition d'hégémonie (idéologique) exercée sur les masses en tant que garant-dépositaire-interprète légitime des "valeurs de la révolution mexicaine" ("nationalisme", "indépendance", "libéralisme", etc.). En ce sens, poursuit l'auteur, "l'État a reconnu l'existence de la lutte des classes et l'a contrôlée à travers la médiation. Les classes ont reconnu la version officielle de l'État et se sont comportées en conséquence [...]".

Or, avec la montée du mouvement populaire, cette hégémonie subit une érosion active, dans la mesure où celui-ci suscite - ne serait-ce que de façon encore limitée - un désengagement[9] idéologique et politique face aux structures établies du pouvoir. En effet, ce mouvement se traduit dans la création et la mobilisation d'organisations populaires, paysannes et syndicales indépendantes[10] tout au long de la décennie soixante-dix, l'éclosion de mouvements sociaux radicaux dans différentes régions du pays, la naissance de mouvements d'opposition, voire l'éclatement de révoltes spontanées, la formation d'actions de protestation (voire de destitution) contre certains gouverneurs d'État, etc. Il n'est pas jusqu'aux partis de gauche qui, même fragmentés idéologiquement et organisationnellement, n'aient contribué à faire vaciller - dans ce contexte de crise - l'emprise idéologique de l'État et de son parti - le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) (voir infra sur le processus d'unification de la gauche).

Combinée aux frustrations, tensions et revendications liées à la crise économique, cette montée du mouvement populaire se réfracte au sein du bloc au pouvoir ainsi que de l'État et de ses organes de support (syndicats officiels, partis-appuis, organisations de masse, etc.). Dès lors s'impose au pouvoir la nécessité de reconstituer la cohésion politico-idéologique autour de priorités, choix, projets, etc., capables de créer une issue viable à la crise et, à terme, de consolider les bases du nouveau modèle d'accumulation rendu historiquement nécessaire.

Émerge alors sous Echeverria "l'ouverture démocratique", que viendra aviver une politique extérieure de velléité "tiers-mondiste", voire "anti-impérialiste". On sait qu'Echeverria n'aura pas réussi - loin de là - à retourner la situation de crise dont l'apogée coïncide, nous l'avons dit, avec la fin de son mandat. Il reviendra à Lopez Portillo, son successeur, de poursuivre et de concrétiser la "réforme politique" (1977-1979).

Pour comprendre et mettre en perspective cette double initiative de "ré-institutionnalisation", il apparaît indiqué d'interjeter ici quelques brèves annotations relatives au système politique mexicain[11] comme tel.

2.3 Ce système qui émerge de la Révolution de 1910 est enraciné dans la Constitution de 1917. En son centre: le Parti révolutionnaire Institutionnel (PRI), fondé en 1929 sous l'appellation de Parti national révolutionnaire (PNR). Selon son fondateur, Plutarco Elias Calles, général de la Révolution, le parti devait être l'instrument du "passage définitif du Mexique, de la condition historique de pays d'un seul homme, à celle de nation régie par des institutions et par des lois" (rapporté par H. Flores, 1980: 48). Lieu de rassemblement fonctionnel de différentes fractions et tendances de la Révolution, le parti se confond progressivement avec l'État en même temps qu'il sert d'instrument de contrôle social.

Deux étapes subséquentes vont bouleverser les structures existantes dans le sens d'un "verticalisme" encore plus marqué et de la suprématie du pouvoir présidentiel.

En 1938, sous le mandat du général Lazaro Cardenas, le PNR se mue en PMR (Parti de la Révolution mexicaine) et prend appui sur quatre secteurs:

1) un secteur ouvrier (la Confédération des travailleurs du Mexique CTM);

2) un secteur paysan (la Confédération nationale paysanne (CNP); (ces confédérations étant créées sous les auspices du gouvernement, respectivement en 1936 et en 1937);

3) un secteur populaire regroupant la Fédération des syndicats des Travailleurs au service de l'État (FSTSE), puis, à partir de 1943, la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP);

4) un secteur militaire, supprimé en 1940 par suite de professionnalisation des forces armées. Ces secteurs fonctionnent comme des courroies de transmission du pouvoir et consacrent ainsi les tendances corporatistes de ce dernier.

Enfin, en 1946, le PRM adopte son appellation actuelle (PRI). Désormais dépositaire de la révolution "institutionnalisée", le PRI monopolise la vie politique, pourvoit à la présidence de la République, au Congrès de l'Union, aux législatures locales (et ce jusqu'à la moindre municipalité) et fournit à l'État le personnel de ses appareils.

Mais, nous l'avons déjà dit, le système est aussi "semi-pluraliste". Il tolère à sa droite le principal parti d'opposition, le PAN (Parti d'action Nationale), fondé en 1934 et recrutant sa base électorale dans la bourgeoisie catholique, les classes moyennes urbaines conservatrices et certains milieux d'affaires. À sa gauche, le Parti communiste mexicain (PCM), fondé en 1919, sera réprimé sous Calles, toléré par Cardenas et légalisé en 1946. Interdit de nouveau, il survivra dans l'illégalité formelle jusqu'à la "réforme politique" des années soixante-dix.

En plus et à côté du PCM surgissent et survivent dans une existence fragile, souvent éphémère, toute une série de petits partis ou mouvements de gauche. Mentionnons pour mémoire le PMT (Parti mexicain des travailleurs), le PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs - de tendance trotkyste), le PST (Parti socialiste des travailleurs, le PSR (Parti socialiste révolutionnaire), le PPM (Parti du peuple mexicain, issu d'une scission au sein du PPS), etc. Ces partis formeront en août-septembre 1981 la Coalition de gauche puis s'unifieront (le PRT excepté) sous le sigle PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique). Le PSUM présentera un candidat unique aux élections présidentielles de 1982.

Le PRI suscite ou encourage également la création de partis-appuis comme le Parti populaire socialiste (PPS, fondé en 1948 et le Parti authentique de la Révolution mexicaine (PARM), fondé en 1954, sans qu'à aucun moment l'un ou l'autre des partis ne puisse vraiment s'ériger en rival du Parti d'État. Il en est de même des organisations parallèles qui voient le jour en oppostion ou en rupture avec les structures officielles du pouvoir. Du moins, telle sera la situation prédominante jusqu'à l'éclatement de la crise à la fin des années soixante.

Ouelles sont les modalités de fonctionnement du système?

Sur le plan formel, il serait difficile d'affirmer qu'il s'agit d'un système de parti unique mais la réalité historique et courante montre que la prépondérance institutionnelle et socio-économique du PRI demeure encore incontestable même si elle se fait de plus en plus problématique. Le principe de la concentration du pouvoir vers le sommet et au sommet (c'est-à-dire entre les mains du président) constitue la clef de voûte du système. Dès lors, le tenant de la présidence dispose d'un instrument de gouvernement certes très "personnalisé" (clientélisme, caciquisme, allégeances personnelles, etc.), mais aussi objectivé ("sacralisé") par sa filiation historique et sa légitimité politique et idéologique.[12]

Il s'agit d'un État-parti[13], interventionniste dès ses origines et de par la Constitution même, "organisateur et désorganisateur" des classes (cooptation, médiation, exclusion, etc.) dont le fonctionnement repose, entre autres, sur les éléments suivants: l'hégémonie idéologique, nourrie de nationalisme ("révolutionnaire"), de libéralisme (surtout économique) et de démocratie ("à la mexicaine"); l'alliance avec la classe ouvrière et la paysannerie organisées sous son égide; l'intégration-promotion-cooptation des classes moyennes urbanisées, professionnelles; et, bien entendu, l'association des classes dominantes aux décisions politico-économiques de l'État, association plus ou moins conflictuelle selon la conjoncture.

Au sein de l'État, la bureaucratie politique (la "BP") demeure la principale force motrice et organisationnelle du système, même si elle est fractionnée en tendances souvent en confrontation (les "technocrates", les "idéologues", etc.). Par ailleurs, la longévité et la prépondérance de l'État-parti s'expliquent aussi par une interpénétration caractérisée avec la société civile ainsi que par une culture politique officielle envahissante. Celle-ci se renouvelle par la recherche d'une majorité plutôt organique qu'électorale (même si cette dernière est institutionnellement vitale pour la légitimité du système). Enfin la marginalisation ou la minorisation permanente de l'opposition (ou des oppositions) constitue un principe d'action fondamental du système: son mode d'exercice s'étend de la participation tolérée à l'exclusion plus ou moins légale jusqu'à la répression ouverte.

Le symbole caractéristique de la stabilité politique qui en découle réside dans la passation "en douce" de la présidence, d'un mandat à l'autre, depuis Cardenas. Mais, depuis la fin des années soixante, ce symbole ne fait plus illusion: face aux pressions et revendications cumulées de larges secteurs de la population, au désengagement électorale (abstentionnisme de plus de 50% en 1979), donc à la nécessité d'un renouvellement de la légitimité idéologique et politique, mais aussi face à la montée inquiétante (pour le pouvoir) du mouvement populaire indépendant, le besoin d'une "ouverture démocratique" et d'une "réforme politique" s'est fait sentir de manière pressante et irrémédiable, sous peine de risquer le débordement social et politique qui pourrait justement se conjuguer à la crise économique des années soixante-dix.

2.4 En quoi consistent "l'ouverture démocratique" d'Echeverria et la "réforme politique" de Lopez Portillo? Quels en ont été les objectifs et les résultats dans le contexte de la crise? Nous suggérons ci-après une synthèse d'éléments de réponse car il s'agit là, on s'en doute, d'un champ d'interprétations controversées, au demeurant reliées aux perceptions et positions politiques qui les sous-tendent.[14]

"L'ouverture politique" s'inscrit directement dans la foulée de la répression de 1968, suivie de la perte de légitimité politique de l'État-parti, manifeste notamment dans "la révolte de la génération ascendante contre les

gestionnaires de l'héritage révolutionnaire", dans "la marginalité politique de secteurs sociaux de plus en plus vastes" et dans "la dissidence ouverte d'intellectuels", jusque-là choyés par le régime (H. Flores).

Dans un premier temps, Echeverria s'applique à pratiquer une certaine libéralisaiton idéologique et institutionnelle: libération des prisonniers politiques de 1968 à la fin de 1971, création d'un "Comité national d'auscultation et de coordination (CNAC), promulgation d'une "Nouvelle loi fédérale électorale" (1973), visant à renforcer "la proportionnalité et la représentativité" au sein du système politique (A. Saldivar). Ainsi, selon cet auteur, il s'agit, en prévision des élections législatives de 1973: a) de mettre en déroute "le parti de l'abstention"; b) de renforcer les partis d'opposition; c) d'améliorer l'image et la crédibilité du PRI. Sous l'empire de cette libéralisation politico-électorale émergent de nouveaux mouvements et des partis qui entendent se situer à la gauche du PRI tout en se confortant d'une certaine bienveillance présidentielle, notamment le Mouvement d'action et d'unité socialiste (MAUS), ainsi que le PST, le PMT et le PSR auxquels nous avons déjà fait allusion (cf. supra, p. 11).

Or, non seulement ce stimulant électoral ne produit pas les résultats escomptés (le taux d'abstention passe de 36,19% en 1970 à 39,70% en 1973), mais aussi il s'accompagne -- et ce, jusqu'à la fin de la période -- de la poussée du mouvement populaire revendicatif, souvent spontané, parfois inspiré "de très haut" (H. Flores): nombreux mouvements de grève dans de petites entreprises entre 1972 et 1975, notamment dans les États de Mexico, Morelos ainsi que dans le District fédéral, grèves visant aussi bien des revendications salariales que des objectifs de démocratisation syndicale; surgissement d'organisations syndicales indépendantes -- phénomène connu depuis comme "l'insurrection syndicale"; prises de terres et jacqueries paysannes; révoltes municipales; activités terroristes (cf. ligue du 23 septembre) et de guerilla (notamment dans l'État de Guerrero), etc.

Face à ce qui apparaît comme une montée des enjeux par rapport à ses propres initiatives, le pouvoir réagit par l'utilisation de la répression institutionnelle ouverte et la formulation d'un discours présidentiel de type radical-populiste (A. Saldivar). Ce discours entendrait ainsi opter délibérément pour une "stratégie de la tension" (et de la crise), afin de "placer le régime devant la nécessité absolue de sa propre transformation" (rapporté par H. Flores). Or, cette "stratégie de la tension", en s'articulant à la conjoncture de récession de 1975-76, va mettre en sérieuse alerte la fraction traditionnelle de la bourgeoisie regroupée autour de la COPARMEX (Confédération patronale de la république mexicaine) et donner le ton à la campagne présidentielle de Lopez Portillo. Celui-ci entreprendra alors de contourner la fronde patronale avec "l'Alliance pour la production" (cf. note 7) et cherchera à canaliser la radicalisation politique ambiante par la "réforme politique".

La "réforme politique" se déploie comme réforme constitutionnelle (Loi du 6 décembre 1977) et comme réforme électorale (Loi sur les organisations politiques et les procédures électorales - LOPPE - du 30 décembre 1977. Dans le premier cas, il s'agit de sanctionner trois objectifs: a) la constitutionnalisation des partis politiques; b) l'institution d'un système de représentation proportionnelle; c) l'extension des compétences du législatif (H. Flores, 1980: 60-61). Quant à la LOPPE, elle vient établir les conditions de reconnaissance des partis politiques (d'abord à titre conditionnel, puis à titre définitif). Elle institue également le statut "d'Association politique nationale" accordé aux organisations ne regroupant pas les 65 000 adhérents requis pour la reconnaissance définitive comme parti politique mais ayant un minimum de 5 000 adhérents. Ces associations peuvent participer aux élections fédérales à condition de s'incorporer à un parti politique. Sous l'empire de cette Loi, trois partis obtiennent leur statut définitif (le PAN, le PARM et le PPS0), tandis que le PCM, le PST et le PDM (Parti démocrate mexicain) obtiennent leur reconnaissance conditionnelle.*

On peut légitimement soutenir que la "réforme politique" cherche à poursuivre et approfondir "l'ouverture démocratique" dans le sens d'un élargissement de la participation populaire et d'une volonté réitérée de renforcer la représentativité politique du système. Le premier test de cette double démarche aura été les élections fédérales (législatives) du 1er juillet 1979. Les deux tableaux suivants en donnent une certaine indication:

Pourcentages de participation nationale (1979)

PRI	68,35
PAN	11,06
PPS	2,82
PARM	2,16
PCM	5,10
PST	2,25
PDM	2,12
Autres	(non significatif)
Votes nuls	6,08

* Quelques modifications additionnelles ont été apportées à la LOPPE entre décembre 1980 et janvier 1982. Il s'agissait de combler ou de corriger certaines lacunes constatées lors des élections législatives de 1979. La modification la plus importante touche la première section de l'article 68 de la LOPPE: elle établit désormais l'obtention automatique de la reconnaissance définitive par tout parti qui obtient au moins 1.5% du vote (national), mais aussi la perte de cette reconnaissance en cas de pourcentage inférieur au minimum. Voir Comercio Exterior, Mexico, vol. 38, no. 8, Août-82: 808.

Nombre de sièges obtenus (1979)*

	Scrutin majoritaire	Scrutin proportionnel	Total
PRI	296	0	296
PAN	4	39	43
PCM	0	18	18
PARM	0	12	12
PPS	0	11	11
PST	0	10	10
PDM	0	10	10
Total:	300	100	400

* Selon la révision constitutionnelle de 1979, la chambre est composée de 300 membres élus au scrutin majoritaire à un tour (circonscriptions uninominales) et de 100 membres élus au scrutin proportionnel (circonscriptions plurinominales). La LOPPE, avec ses cinq chapitres et 250 articles, établit dans le détail les modalités d'application de ces deux scrutins. Voir Diario Oficial, Secretaria de Gobernacion, 30 décembre 1977.

Source des tableaux: Comision Federal Electoral (CFE, 1979a), reproduit et adapté de Silvia Gomez Tagle, op. cit.: 252-253.

Sur le plan formel, la prépondérance du PRI se fait à nouveau écrasante. Or, celle-ci occulte la progression non moins fulgurante de l'abstentionnisme qui passe cette foix-ci de 36,74% en 1979 à 50,17% en 1979. Selon H. Flores, ce taux ne vaudrait que pour les seuls électeurs inscrits; si l'on y ajoute le nombre des non-inscrits (d'âge électoral), on constate un taux d'abstention de 58,29%. On comprend alors que la réforme politique ait laissé, dans les milieux officiels, "une impression d'échec qui rejaillissait sur le président, sur le système politique et sur l'ensemble des institutions".

Par contre, un revirement spectaculaire s'est opéré avec les élections fédérales (présidentielles et législatives) du 4 juillet 1982. Aussi bien la participation électorale (plus de 22 millions de votants sur un total de 31.5 millions d'électeurs inscrits) que les résultats des élections (voir tableau ci-après) vont servir d'aval au bien-fondé de la réforme politique. Ce vote, dira Le Monde (rapporté par Comercio Exterior, oct. 1982: 1073), constitue "une victoire de la réforme politique du président Lopez Portillo".

Pour la première fois dans l'histoire politique du Mexique, le corps électoral avait à choisir entre 7 candidats à la présidence, tandis que 9 partis politiques officiellement reconnus et inscrits (y compris bien entendule PRI)

acceptaient de jouer le jeu de la démocratie représentative. Les résultats préliminaires des élections, tels qu'indiqués par la CFE (Comision Federal Electoral), indiquent les données suivantes:

Élections présidentielles de 1982

Parti	Nombre de voix	Pourcentage de voix
PRI	16 145 254	71,63
PAN	3 700 045	16,41
PSUM	821 995	3,65
PDM	433 886	1,93
PRT	416 448	1,85
PPS	360 565	1,60
PST	342 005	1,52
PARM	242 187	1,07
PSD	48 413	0,21
AUTPES (non inscrits)	28 474	0,13
Total	22 539 272	100,00
Votes nuls	1 058 616	
Abstention	7 923 482	
Total	31 516 370	

Source: CFE, reproduit et adapté de Comercio exterior, août 1982: 807, tableau 1.

Ce deuxième test de la "réforme politique" apparaît donc, en termes conjoncturels, convaincant pour le pouvoir, sinon concluant: il confirme une remontée du PRI dans l'opinion publique (de 68,35% des voix en 1979 à 71,63%). Mieux et même plus fondamental: le vote abstentionniste se tasse de manière significative: de 50% en 1979 à environ 22% en 1982. Y auront sans doute contribué la mobilisation politique soutenue pendant un an (1981-1982) et la campagne électorale axée sur les enjeux économiques du moment (d'évaluation, inflation, baisse de la croissance) et donc sur l'avenir politico-économique du Mexique.

Voudra-t-on alors affirmer que le pouvoir a atteint, quelque dix ans plus tard, les trois objectifs visés par la "Nouvelle loi Fédérale Électorale" de 1973 selon l'interprétation de A. Saldivar? (cf. supra, pp. 12-13). Des gains incontestables ont été marqués: la "victoire sur l'abstentionnisme" est sinon

décisive, du moins politiquement et idéologiquement importante (légitimation): d'un point de vue strictement électoral, "le renforcement des partis d'opposition "s'avère plutôt ambigu: alors que le PAN - opposition de droite -passe de 11,06% (1979) à 16,41% (1982), l'opposition de gauche (y compris les partis-appuis) régressent sensiblement: ainsi, par exemple, le PSUM n'aura obtenu que 3,65% (1982), comparé au 5,10% du PCM en 1979; quant à l'amélioration de "l'image et de la crédibilité" du PRI, sa concrétisation va sans doute au-delà du score de 71,63% dont s'enorgueillit le parti: encore faut-il que cette nouvelle poussée de soutien électoral puisse trouver sa contre-partie en satisfaction des besoins révélés et reconnus dans la campagne présidentielle.

Au total, l'appréciation générale qu'on peut dégager de la plupart des analyses portant sur cette période ("ouverture démocratique" et "réforme politique") montre qu'il s'est agi d'une entreprise à la fois de consolidation - relégitimation de l'État-parti, de canalisation et de contrôle des nouvelles forces sociales émergentes ainsi que d'institutionnalisation des revendications et des conflits sociaux en ascension dans la période. En ce sens, il convient sans doute de nuancer le tassement de l'abstentionnisme électoral par les gains de stabilisation ou de rééquilibrage tout relatif du système. Car les problèmes de fond qui ont servi de motivation à la "réforme politique" restent posés dans la mesure où leur solution réside, à moyen/long terme, dans le dépassement de la crise elle-même (entendue comme mouvement de structures).

ENJEUX ET PERSPECTIVES OU LE RAPPORT ENTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LA CRISE POLITIQUE

Nous abordons ici un champ d'interrogations, de propositions, d'alternatives, voire de "modèles" aussi vivement labouré que celui de la crise proprement dite. Pourtant, un critère essentiel semble les baliser d'emblée: celui de vision politique. Ce n'est point par hasard. En effet, le déploiement de la crise suscite une polarisation sociale grandissante qui se reflète aussi bien dans la compréhension de celle-ci (et de son interprétation) que dans les positionnements idéologiques et pratiques des groupes et classes en action. En schématisant à l'extrême, il apparaît plausible d'opposer la (les) perspectives(s) du bloc au pouvoir à celle(s) des courants et forces, institués ou en émergence, à "l'extérieur" du pouvoir.[15]

1. Un courant identifié à des noyaux progressistes du PRI, à la CRM et à certains partis-appuis comme le PPS, le PST ainsi qu'aux idéologues de la bureaucratie politique tendrait à favoriser un projet national-révolutionnaire. Celui-ci viendrait renforcer le rôle de l'État et profiter à la bourgeoisie nationale ainsi qu'à certaines couches de la bourgeoisie monopoliste locale, bref aux fractions de la bourgeoisie proches du secteur public et jouissant d'une influence certaine (sinon d'une représentation directe) au sein de l'État. Les maîtres-mots de ce projet s'écrivent: "modernisation", "ajustements", "rationalisation", etc.

Il s'agirait de mettre en train une série de mesures allant de plans de développement pour l'industrie, l'éducation, la santé, etc. à la nationalisation du système bancaire, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie alimentaire, de l'industrie pétro-chimique secondaire, de l'immobilier, etc. Il s'agirait, en somme, de parfaire, dans les conditions actuelles, le vieux rêve de "capitalisme d'État" lié à la révolution mexicaine, notamment depuis l'époque de Cardenas. C'est en un certain sens le retour au "cardenismo", c'est-à-dire à l'idée d'un État national relativement indépendant et autonome dans la création et la reproduction des conditions d'accumulation.

La réalisation d'un tel projet dépendrait essentiellement, d'une part, du degré de résistance de la bourgeoisie monopoliste étrangère et de ses alliés locaux, notamment de ses appuis au sein de la propre bureaucratie politique, d'autre part, de l'approfondissement de la "réforme politique", c'est-à-dire dans le sens de l'élargissement (et du renouvellement) des bases politiques et sociales du pouvoir en place avec, au total, un renforcement idéologique et politique de l'État "national-révolutionnaire".

Or, la face inversée de ce projet ou plutôt son retournement existe dans la possibilité d'une hégémonie proprement monopoliste avec le signe dominant du capital étranger. La politique économique s'orienterait vers la restriction des salaires, des dépenses publiques, de la monnaie en circulation et de l'inflation: elle favoriserait la vente massive du pétrole brut et du gas naturel pour diminuer le déficit de la balance des paiements, une politique de stabilité monétaire, le respect par l'État des domaines d'investissement du secteur privé, le contrôle des prix, etc. (Perzabal, 1981: 134). Une telle orientation se traduirait politiquement par une accentuation marquée des structures autoritaires du pouvoir. Ce néo-libéralisme des monopoles pourrait, à terme mais pas nécessairement, déboucher sur une "sud-américanisation" du Mexique (fermeture du système politique, irruption de l'appareil militaire et policier au centre de l'État, exclusion économique et sociale consciente des classes populaires, etc.). Ce courant trouverait des appuis technocratiques au sein de la BP, et aurait comme support économique les fractions de la bourgeoisie traditionnelle autour du Groupe Monterrey et de ses alliés. L'échiquier politique de droite (pour l'essentiel le PAN) serait le principal bénéficiaire de cette perspective.

2. À "l'extérieur" du pouvoir, la vision des enjeux et perspectives de la crise trouve son expression dans les groupes, mouvements, partis, etc., se concevant comme et se situant dans l'opposition de gauche au pouvoir. Il va sans dire que l'éventail des positions et actions de cette opposition présente beaucoup de variations et de différences dont on ne saurait rendre compte ici et qui reflètent au demeurant le foisonnement même de cette opposition depuis le début de la décennie soixante-dix. Nous nous en tiendrons à sa vision dominante qui, pour n'être pas qu'une hypothèse de pensée, traduit un double phénomène: le processus - encore à ses débuts - d'unification de la gauche et l'expression électorale de la polarisation socio-politique suscitée par la

crise. Cette vision dominante de l'opposition de gauche est portée, depuis l'été 1981, par la Coalition de la Gauche qui formera, quelques mois plus tard, le PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique) dont nous avons fait état antérieurement (supra: 11).

Avec ses alliés et partenaires (intellectuels, syndicats indépendants, organisations populaires),* le PSUM défend la thèse, prônée d'abord par le PCM, selon laquelle la crise actuelle du Mexique s'interprète comme la transition ou le passage au capitalisme monopoliste d'État.[16] Bien entendu, les formulations et les nuances varient d'un groupe à l'autre ou d'un auteur à l'autre. Mais, sur le fond, les traits saillants de ce capitalisme monopoliste d'État demeurent les suivants: domination des monopoles avec orientation vers le marché mondial, rôle de l'État réduit au statut de médiateur pour les secteurs modernes des classes moyennes et de la classe ouvrière organisée; sur le plan politique: alliances ad hoc combinant les concessions et la répression, etc. Rendu inévitable par les "modèles" d'accumulation suivis par le Mexique et ayant conduit à l'affaiblissement de l'État face aux monopoles (surtout au cours de la décennie soixante-dix), ce passage au capitalisme monopoliste d'État devra toutefois compter avec la résistance organisée des nouvelles forces sociales et politiques en émergence.

Cette vision de la crise mexicaine et des voies de son dépassement pose des problèmes autrement plus complexes de "transformation en profondeur", de "rupture", de "révolutionnarisation" sinon de "révolution" de l'ensemble des structures de la société mexicaine: un autre projet de société avec, comme prémisse indispensable, un bloc de pouvoir alternatif et hégémonique.

Pour certains, notamment le Parti révolutionnaire des travailleurs, de tendance trotskyste, (non membre du PSUM), il s'agit d'accumuler des forces révolutionnaires en vue d'accéléter le passage au socialisme. Pour d'autres, principalement le PSUM, il s'agit de pousser l'approfondissement de la réforme politique, l'élargissement de l'espace politique et de la démocratie, de résoudre les problèmes d'indépendance nationale, de justice sociale, etc., bref de créer les conditions ou les bases politiques de la longue marche vers le socialisme. Que celui-ci soit à l'ordre du jour ou un objectif à long terme, il demeure toutefois un enjeu à caractère stratégique diversement apprécié par les groupes, partis ou mouvements se reconnaissant dans cette dynamique d'opposition de gauche.

---

* Citons, entre autres, la COCEI (Coalition ouvrière paysanne étudiante de l'Isthme), le Courant socialiste, l'Unité de la gauche communiste et le Parti ouvrier socialiste, organisations qui participèrent à la campagne électorale du PSUM en vue des élections présidentielles du 4 juillet 1982.

Ces perspectives de l'opposition de gauche s'inscrivent objectivement dans une trajectoire de cumul de forces (comme mouvement de masses notamment) d'où pourrait émerger un nouveau bloc alternatif de pouvoir. Toutefois, à court/moyen terme, cette opposition est partie prenante de la dynamique du jeu politique dominé par le PRI et, à ce titre, doit donc - à l'instar de toute opposition officielle - participer aux actes de gouvernement*. On se rend aisément compte que cette "institutionnalisation" ne manquera pas d'exercer des effets de pouvoir (en principe contraignants) sur les possibilités de développement de l'opposition comme force automone. (C'est là un dilemme classique et trop bien connu pour qu'on ait à s'y attarder davantage).

Déjà la "réforme politique" avait suscité de nombreux débats (et des craintes) quant aux effets de division qu'elle pouvait entraîner au sein de l'opposition (notamment divergences de tactique et de stratégie). On craignait en particulier les effets de ralentissement du processus d'unification des forces de gauche face à un pouvoir qui disposait en fait des instruments et moyens de contrôle institutionnel de l'action politique rendue possible par la réforme. D'où, pour l'opposition, le développement nécessaire et simultané du travail politique et idéologique "à l'extérieur" du pouvoir.

Après les élections de juillet 1982, le Comité central du PSUM a publié un communiqué dans lequel il déclarait, entre autres choses: "aujourd'hui nous sommes la première force d'opposition au système et la principale alternative face à l'État... La campagne électorale a mis en évidence l'existence de deux options politico-programmatiques pour le pays [...]. Celle de la continuité du système représenté par le PRI et celle du changement démocratique et socialiste". (C'est nous qui soulignons), (cf. Asi es, 6-12 août 1982, rapporté par Comercio Exterior, octobre 1982: 1074).

EN GUISE DE CONCLUSION: QUELLE(S) SORTIE(S) DE CRISE?

Cette interrogation pourrait être abordée et traitée selon les axes de référence liés aux "options politico-programmatiques" mentionnées dans la citation précédente. Nous reviendrons ainsi à la double perspective de la section III, à savoir: "à l'intérieur" et "à l'extérieur" du pouvoir. On le voit bien, une telle approche suggère une dichotomie d'emblée abstraite, voire irréelle dans le court/moyen terme: la ou les sortie(s) de crise comme action

---

* Au moment de la campagne présidentielle de 1982, le PSUM (en tant que coalition de gauche) disposait de 19 députés fédéraux, 16 députés régionaux, 5 mairies et 19 échevins ("regidores") de conseils mucipaux (cf. Comercio Exterior, août 1982: 811). Après les élections de 1982, le nombre de députés fédéraux était distribué comme suit: PRI: 295, PAN: 51, PSUM: 17, PDM: 12, PST: 11, PPS: 10 (cf. Comercio Exterior, octobre 1982: 1075).

de gouvernement et comme projet politico-idéologique. Or, ce n'est qu'une apparence: une approche non strictement institutionnaliste et enrichie d'une vision historique-concrète (tendances profondes) permettrait effectivement de lier les deux perspectives et d'échapper ainsi au traitement conjoncturel de la sortie de crise. Il s'agit là d'une problématique que nous n'avons ni le loisir ni les moyens de mettre en oeuvre ici. Contentons-nous de la signaler et de l'esquisser, ne serait-ce qu'allusivement, dans la réponse à l'interrogation soulevée.

Sous Lopez Portillo a émergé une première tentative de sortie de crise: la sortie par le pétrole, à partir de 1979. Nous l'avons déjà dit (cf. supra, note 7), il s'agissait non seulement d'une utilisation délibérée du pétrole comme "arme de développement", mais aussi et surtout d'une entreprise majeure de restructuration (économique et politique) avec la planification sectorielle étatique comme principal levier de commandes et d'initiatives. Fort de sa nouvelle richesse pétrolière[17], le Mexique s'affirmait, pour la première fois depuis 1981, à nouveau comme "puissance pétrolière" (de 15% de la valeur totale des exportations à environ 75% en 1981).

La "politique économique du pétrole" permettra à Jésus Silva-Herzog F., Secretario de Hacienda y de Crédito Publico, de fournir, entre autres, le bilan suivant pour 1977-1981:[18]

- création de 900,000 emplois annuels, d'où un taux annuel d'augmentation de 5,1%;

- triplement de l'industrie pétro-chimique, doublement de la production de fertilisants et de camions, augmentation de plus de 50% de la capacité électrique installée, etc.;

- changements dans la structure industrielle, accélération de la création d'entreprises productrices de biens de capital, consolidaiton et renforcement des PME, modernisation de l'appareil commercial, etc.;

- taux de croissance annuel du PIB de 8,5%, du revenu per capita de 5,4%, de la masse salariale (taux moyen supérieur à 5%), le tout en termes réels.

Or, la contrepartie négative de ce bilan, surtout à partir de 1980, indique que la stratégie pétrolière de sortie de la crise aura plutôt sérieusement approfondi des déséquilibres structurels de première importance pour l'avenir économique à moyen/long terme du Mexique.[19]

En effet, il devient évident que le processus de croissance économique par le pétrole a eu pour effet premier de creuser un écart significatif et grandissant entre le rythme d'expansion du secteur pétrolier et celui du secteur non pétrolier de l'économie. Les secteurs les plus dynamiques (dans le secteur non pétrolier) auront été (par ordre descendant de croissance): la construction, l'électricité, les manufactures, (le commerce et les services), puis l'agriculture. Le secteur manufacturier ralentit de façon notable en 1980 et connaît, "pour la première fois depuis l'après-guerre et durant une période d'essor", un rythme d'expansion inférieur à celui de la production totale. Enfin, la faible croissance de l'agriculture entraînera, au cours de ces mêmes années, l'importation massive de produits et biens alimentaires (de 558 millions de dollars U.S. en 1975 à 1,7 milliard en 1980 selon des données de la Banque mondiale en 1981).

En définitive, l'économie mexicaine apparaît alors en chute libre si l'on en juge par les éléments suivants:

- "croissance explosive" du déficit en compte courant de l'économie non pétrolière: de 2,4 milliards de dollars en 1977 à 16,6 milliards en 1980;

- la totalité de l'augmentation du surplus pétrolier aura contribué à "financer seulement l'augmentation du déficit industriel", lequel, à lui seul, correspond à 70% du déficit du secteur non pétrolier;

- importance croissante des paiements nets à l'extérieur (intérêts sur la dette extérieure et remise de profits au capital étranger).

À l'ensemble de ces éléments internes, il convient d'ajouter un certain nombre de facteurs externes auxquels nous avons déjà fait allusion (contraction du commerce mondial, chute des prix des matières premières, baisse de la demande mondiale de pétrole, etc.).

Bref, le pétrole n'aura pas été la panacée, non seulement à cause du spectre de "pétrolisation" qu'il a fait planer sur la société mexicaine mais aussi, d'une part, à cause de la dimension hautement aléatoire dont il est affecté par suite de l'instabilité du marché pétrolier, d'autre part, à cause des conditions de dépendance accrue qu'il entraîne pour le Mexique, notamment et en tout premier lieu vis-à-vis des États-Unis.

Reste que dans une perspective politico-idéologique, le pétrole comme "ressource interne du développement" a permis et permet encore au pouvoir de laisser entrevoir la restructuration ou le rééquilibrage par des perspectives

d'expansion économique au profit de la majorité de la population. Cela a justement constitué et constitue encore l'objet de débats intenses[20], à savoir la réorientation des "priorités nationales" vers des objectifs de croissance compatibles avec une politique de redistribution de revenus, de création d'emplois, de diminution des déséquilibres régionaux, etc.

Le nouveau tenant de la présidence, M. de la Madrid, entend parer au plus pressé, c'est-à-dire maîtriser la conjoncture de récession et juguler, au moins à court terme, la situation de crise proprement dite. En effet, dans son discours d'installation, Miguel de la Madrid se donne un délai de deux ans pour opérer la remontée avec un plan en dix points.[21] Priorité y est donnée à la lutte contre l'iflation, à la récupération de l'emploi, à la diminution des dépenses publiques, à la réforme fiscale, etc. Pour y parvenir: "l'austérité" et "la rénovation morale" (c'est-à-dire la lutte contre la corruption).

À moyen/long terme, les enjeux sont incontournables: comment "réajuster" le nouveau modèle d'accumulation à partir des revenus excédentaires du pétrole? Quel sera le rôle de l'État au cours des années quatre-vingt dans un contexte de monopolisation de l'économie? Comment poursuivre la réforme politique (et la contrôler) dans un contexte d'émergence de nouvelles forces politiques et sociales appelées de plus en plus à contrer l'hégémonie politique et idéologique du pouvoir en place? Ces questions renvoient indubitablement à la problématique du projet de société pouvant susciter et stimuler les réponses appropriées. M. de la Madrid choisit le nationalisme révolutionnaire comme "projet national", comme "la conscience de notre identité et projection collective" (cf. Discours d'installation). Ainsi, sur le plan interne, la boucle semble être bouclée, c'est-à-dire le Mexique du PRI réaffirme sa trajectoire dans le cadre de "la Révolution".

Au niveau mondial, c'est-à-dire dans le cadre de la division internationale du travail, le dépassement global (économique et politique) de la crise mexicaine pose le problème de la viabilité de la semi-industrialisation comme modèle de développement. À ce sujet se développe toute une problématique[22] dont nous ne pouvons pas rendre compte ici. Toutefois, l'hypothèse de la "désintégration populiste" que des auteurs comme Samir Amin émettent[23] à propos des pays semi-industrialisés (compte tenu de l'impasse à laquelle est condamné ce modèle de développement) ne nous semble pas plausible dans le cas du Mexique: historiquement, l'État mexicain demeure encore fort de sa base de masses (même contrôlées et manipulées) et dispose encore d'un pouvoir de négociation (national et international) que n'a pas évacué la monopolisation de l'économie; les forces de répression (armée, police) sont encore contrôlées politiquement et sont partie prenante de l'État-parti; enfin dans le contexte de l'économie mondiale en restructuration, le Mexique est devenu (par son endettement) une pièce-maîtresse du système financier international que l'on tient justement à préserver de la "désintégration". Dès lors, se pose la question de la compatibilité entre le "nationalisme révolutionnaire" mexicain et l'économie mondiale à l'heure de la "reaganamics".

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'économie mexicaine des années récentes a suscité une littérature abondante, parfois inégale et répétitive. Nous privilégions notamment les sources suivantes: CIDE, La economia mexicana (Mexico, 1981) México, hoy, México, Siglo XXI, 1979 (6e éd. 1982), en particulier la première partie: "La crisis economica: evolucion y perspectivas"; Richard L. Harris et David Barkin, "The Political Economy of Mexico in the Eighties," Latin American Perspectives, (no. spécial: Mexico in the eighties), 32, vol. IX, No. 1, winter 1982; Nora Lustig, (dir.), Panorama y perspectivas de la economia mexicana, México, El Colegio de México, 1979; Carlos Perzabal, Acumulation capitalista dependiente y subordinada: el caso de México (1940-1976), México, Siglo XXI, 1979 (2e éd, 1981); Comercio Exterior, plusieurs numéros.

2. Voir, entre autres, Julio Labastida Martin del Campo, "De la unidad nacional al desarrollo estabilizador", in: America Latina, historia de medio siglo, México, Siglo XXI, vol. 3: 328-376; Pablo Conzalez Casanova, "México: el desarrollo mas probable", México, hoy, op. cit.: 405-419.

3. Sur la crise économique proprement dite, voir en particulier: Ignacio Cabrera, "Crisis economica y estrategia petrolera", Cuadernos Politicos, México, no. 28, avril-juin 1981: 43-61; Carlos Perzabal, "Caracteristicas de la crisis en México", Historia y Sociedad, México, no. 17, 1978: 48; Pablo Gonzalez Casanova, "Le développement économique du Mexique", Problèmes économiques, Paris, la Documentation française, 25 mars 1981, no. 1716: 23-29; José Manuel Ouijano, "La crise économique au Mexique", Amérique latine, Paris, CETRAL, no. 12, oct.-déc. 1982; 91-96.

4. Plan global de desarrollo, México, Secretaria de Programmacion y de Presupuesto, 1980: 37.

5. En 1980, le gouvernement de Lopez Portillo mettra en place le SAM (Système alimentaire mexicain), programme de relance de la production nationale qui vise à atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici 1985 pour un groupe de 25 produits agricoles de base (consommation populaire). Pour une appréciation critique du SAM, voir Oscar Musalem Lopez, "Voyage au pays de l'utopie rustique: le Mexique paysan", Amérique latine, Paris, CETRAL, no. 7, 1981: 15-19.

6. À titre indicatif: près de 70% des échanges extérieurs du Mexique se font avec les États-Unis; les deux tiers des investissements étrangers au Mexique sont d'origine américaine; fin 1977, les trois quarts de la dette (publique et privée) mexicaine correspondaient à des créances détenues par des banques américaines, etc. Sans compter que "l'économie frontalière", à part des problèmes spécifiques qu'elle pose, constitue un apport en devises non négligeable pour le Mexique ($400 millions en 1977).

7. "L'Alliance pour la production", sorte de PEP mexicaine (toutes proportions historiques gardées) visant à rallier les fractions industrielles de la bourgeoisie (en particulier celle de Monterrey) autour des premières orientations économiques du nouveau gouvernement. Il faut aussi préciser que sous Lopez Portillo (1976-1982) s'enclenche en fait la première amorce d'une entreprise de restructuration majeure du modèle d'accumulation, notamment par l'utiliation délibérée du pétrole comme "arme de développement" et par l'introduciton, à partir de 1979, de la planification sectorielle systématique dans la machinerie économique étatique: le Plan global de développement, le Plan National de développement industriel, le Plan du système alimentaire mexicain et le Programmme d'énergie. Au débit des années 80, les premiers effets de cette entreprise apparaissent aussi bien impressionnants qu'ambivalents.

8. Voir en particulier Perzabal op. cit. et Cabrera op. cit.

9. Bien entendu, il faudrait plus que cet énoncé de principe pour mesurer de manière significative l'étendue et la profondeur de ce désengagement. Au demeurant, les appréciations à ce sujet varient beaucoup d'un secteur à l'autre, ou d'un auteur à l'autre. Toutefois, à ce stade, on peut signaler des indices convergents et exprimant tendanciellement ce désengagement: l'abstentionnisme électoral particulièrement élevé au cours de la décennie 70 (voir "Réforme politique", infra), la mise sur pied d'organisations populaires, professionnelles et syndicales indépendantes (ou en tout cas qui prétendent à ce statut), le processus d'unification politique de la gauche oppositionnelle, les propres entreprises politico-idéologiques de reconquête de la légitimité par le pouvoir, etc.

10. Il n'est pas possible, dans le cadre et l'espace de ce travail, de rendre compte, même approximativement, de ce foisonnement multiple et multiforme du mouvement populaire des années soixante. À titre indicatif, on peut consulter: Raul Trejo Delabre, "El movimiento obrero: situacion y perspectivas", Mexico, hoy, op. cit.: 121-151. Voir en particulier: "La insurgencia sindical": 135-143. Sur les luttes populaires dans les municipalités voir: Adriana Lopez Montjardin, "La lucha popular en los municipios", Cuadernos Politicos, Mexico, no. 20, Abril-junio 1979: 40-51.

11. Les ouvrages de référence sur le système politique mexicain n'abondent pas en français, contrairement à la prolifération des ouvrages et études en américain depuis les années soixante, prolifération explicable sans doute par les relations "privilégiées" entre le Mexique et les États-Unis. On peut encore se référer au classique de Pablo Gonzalez Casanova, La démocratie au Mexique, Paris, Anthropos, 1969; pour un éclairage sur la problématique de la participation, voir Albert Meister, Le système mexicain, Paris, Anthropos, 1971. Pour une vue d'ensemble critique du système dans le contexte de crise (en 1976), voir "El sistema mexicano",

no. spécial de Nueva Politica, México, vol. 7, no. 2, abril-junio 1976. Nous nous inspirons ici en particulier de Julio Labastida M. del Campo, "Proceso politico y dependencia en México (1970-1976)", in: Revista Mexicana de Sociologia, vol. 39, num. no. 1, 1977: 193-227; aussi de Manuel Camacho, "El futuro immediato", in (La clase obrera en la historia de México, México, Siglo XXI, 1980, en particulier: 87-100; Américo Saldivar, Idéologia y politica del estado mexicano (1970-1976), Mexico, Siglo XXI, 1980; enfin Heriberto Flores, "L'évolution du régime mexicain de l'ouverture démocratique à la réforme politique", Problèmes d'Amérique Latine, LVII, Paris, Notes et Documentaires (La Documentation française), 1980, nos. 4579-4580: 47-72.

12. Le fait que le président mexicain soit investi de pouvoirs institutionnels et personnels d'une très grande étendue ne signifie pas qu'il puisse les exercer de manière arbitraire ou indiscriminée, en violation de la "règle suprême du jeu politique", à savoir que le président "est appelé à être facteur d'équilibre et d'harmonie, non de rupture du "compromis national". (Victor Flores Olea, 1974: 482). C'est pourquoi aussi "la dictature est étrangère à ce système", qu'il s'agisse de dictature personnelle ou de dictature bureaucratique. (M. Camacho op. cit., pp. 91-92).

13. Au cours de la décennie soixante-dix a poussé toute une floraison d'études sur l'État mexicain. La crise stimulera à nouveau ce courant de réflexions. Citons à titre indicatif: Jorge Carrion, Alonso Aguilar M., La burguesia, la oligarguia y el estado; Juan Felipe Leal, Mexico, estado, burocracia y sindicatos, México, Ed. "El Caballito", 1976; Mario Huacuja R., José Woldenberg, Estado y lucha politica en el México actual, México, Ed. "El caballito", 1976. Jorge Alonso (dir.), El Estado mexicano, Mexico, Editorial Nueva Imagen, 1982.

14. Voir en particulier dans México, hoy op. cit., les contributions de Gonzalez Casanova, Carlos Pereyra et de Louis Villoro; dans Alonso, op. cit., celles de Silvia Gomez Tagle, Alberto Aziz et Carlos Ruiz; aussi: A. Saldivar, op. cit. pp. 149-171; C. Perzabal, op. cit. pp. 64-71, H. Flores, op. cit., pp. 52-71).

15. Pour une vue d'ensemble de cette problématique, voir Rolando Cordera, Carlos Tello, México, la disputa par la nacion, México, Siglo XXI, 1981, en particulier les chapitres 3 et 4. Pour une vision critique, voir les contributions déjà signalées de Gonzalez Casanova (1979) et de Perzabal (1978 et 1981).

16. Parmi les promoteurs explicites de cette thèse, on peut mentionner, entre autres, Perzabal, Sergio de la Pena, Fernando Carmona (voir sa contribution dans Alonso, op. cit., ainsi que le courant animé par la revue Estratégia, etc.

17. Avec 72 milliards de barils de pétrole en réserves prouvées (contre 6 milliards en 1976), le Mexique s'est hissé en 1982 au quatrième rang mondial derrière l'URSS, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Au 18 mars 1982, la plateforme d'exploitation d'hydrocarbures (pour la consommation interne et l'exportation) a été fixée à 2,5 millions de barils par jour (mbj). De cette plateforme se dégage une exportation moyenne de 1,5 mbj, ce qui aura permis au Mexique d'engranger 14 milliards de dollars en devises. (Cf. José Lopez Portillo, "Sexto informe presidencial", (Extraits), Comercio Exterior, Mexico, vol. 32, no. 9, septemmbre 1982: 919-141).

18. Jésus Silva-Herzog F., (Discours devant la XLVII Convention nationale Bancaire), Comercio Exterior, Mexico, vol. 32, no 8, août 1982: 881-886.

19. Pour les données qui suivent, voir CIDE, op. cit.: 9-10.

20. Voir notamment, dès 1979, Las perspectivas del petroleo mexicano, El colegio de Mexico, 1979. La campagne présidentielle de M. de la Madrid aura touché ce thème, et devenu président, il a tenu en février 1983 un "forum de consultation populaire" à ce sujet. Voir le document: Foro de Consulta Popular sobre Energéticos y Mineria, Feb. de 1983, Secretaria de Energia, Ninas, Industria Paraestatal. Pour une perspective critique: Ignacio Cabrera, "Las opciones del petroleo", mars 1983, miméo.

21. Voir Miguel de la Madrid Hurtado, "Mensaje a la nacion", Comercio Exterior, décembre 1982: 1278-1985.

22. Voir notamment Alain Lipietz, De la nouvelle division internationale du travail à la crise du fordisme périphérique, Paris, CEPREMAP, no 8225, 1982; Christian Palloix, De la socialisaiton, Paris, Maspéro, 1981; Pierre Salama et Patrick Tissier, L'industrialisation dans le sous-développement, Paris, Maspéro, 1982.

23. Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, La crise, quelle crise?, Dynamique de la crise mondiale, Paris, Maspéro, 1982.

N.P.: Référence non numérotée: Denis Besnainou, "L'industrie mexicaine; les limites de l'atout pétrolier", Économie prospective internationale, no. 10, 2e trimestre 1982: 157-253.

Chapitre 12

QUELLES ALTERNATIVES EN AMÉRIQUE CENTRALE ?

Pierre BEAUCAGE*

Corrigeons tout de suite ce que le titre peut avoir de prétentieux. Je n'essaierai pas ici de jouer les futurologues: d'autant plus que la région est présentement le lieu d'un tel bouillonnement de contradictions, tant au plan interne qu'international, que les brain trusts les mieux équipés semblent avoir du mal à s'y retrouver...

Je ferai plutôt un retour en arrière, pour tenter de dégager certains facteurs sociaux qui ont influencé l'histoire récente des cinq républiques et qui jouent un rôle de premier plan dans la crise actuelle.

Je pars de l'analyse de Torres-Rivas (1980a, 1983) à l'effet que la région centro-américaine - à l'exception du Costa Rica - se trouve présentement à un point de son histoire où les structures qui ont prédominé pendant le dernier siècle (le "modèle oligarchique") deviennent inopérantes. J'y ajoute que, dans ce contexte, ce sont les projets de société et les formes d'organisation produites par les diverses classes, fractions et alliances qui constituent le facteur crucial (ce qui ne lève pas les entraves majeures que constituent les conditions matérielles héritées du passé). Et c'est à l'examen des forces politiques centro-américaines que je m'attacherai ici (envoyant ceux que l'examen approfondi des données économiques intéressent aux nombreux travaux publiés récemment sur la question (Monteforte Toledo, 1972; Tores Rivas, op. cit.; Castillo, 1980; Jonas et al., 1974; Beaucage, 1979).

IDÉOLOGIES ET SOCIÉTÉ EN AMÉRIQUE CENTRALE

Les analyses de gauche des sociétés latino-américaines ont parfois en commun avec celles de droite la simplification outrancière des facteurs en jeu. Aux conseillers de Reagan qui voient aux prises la "démocratie" et le "communisme international", il arrive qu'on se contente d'opposer des binômes comme "le Peuple et l'Impérialisme" ou le "Réformisme et la Révolution". Bien que ces

* Professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal.

dernières catégories puissent fournir un cadre global pour classer provisoirement certains phénomènes sociaux, elles nous semblent largement insuffisantes pour cerner la spécificité des processus en cours. Ceux-ci ne peuvent s'expliquer non plus par la seule conjoncture internationale, qu'il s'agisse de la crise ou des affrontements entre les super-grands.

Mon hypothèse de base est que la poussée inéluctable des "forces de modernisation" au sein des sociétés centro-américaines n'a pas entraîné une évolution linéaire de ces sociétés. En fonction de la diversité des structures de classes, d'une part, des stratégies adoptées par diverses fractions ou alliances de classes d'autre part, on débouche sur deux "modèles", inégalement achevés... et engendrant eux-mêmes leurs propres contradictions. Dans un premier temps, je caractériserai ces deux "modèles" et les comparerai à l'évolution concrète de chaque société de l'après-guerre jusqu'en 1975; puis j'essaierai de cerner l'impact de la crise économique mondiale sur chacune d'entre elles, ce qui nous amènera à la conjoncture actuelle.

L'"ÉTAT OLIGARCHIQUE" CENTRO-AMÉRICAIN: TRAITS COMMUNS

Les sociétés centro-américaines du vingtième siècle sont issues des "révolutions libérales" de la fin du siècle dernier qui firent passer les ressources foncières et le pouvoir politique aux mains d'une classe dominante (l'"oligarchie") axée sur l'agro-exportation. (Les conservateurs défaits représentant le secteur de quasi auto-suffisance). Ce processus commun ne se déroula pas de façon identique dans les cinq pays (Cf. Torres Rivas 1968; Beaucage 1979). Au Guatémala et au Salvador (les deux pays les plus densément peuplés), l'État libéral expropria massivement la population indienne, assurant ainsi aux planteurs de café (nationaux et européens) une source inépuisable de main-d'oeuvre. Dans ces deux pays, on assiste à une consolidation plus rapide de l'État (professionnalisation de l'armée, structuration d'un "secteur public", développement systématique d'une idéologie nationale, etc.) (Torres Rivas 1980b).

Dans les trois autres républiques, des terres moins bonnes et moins bien situées et surtout une moindre densité de la population, firent que le "modèle oligarchique" se développa selon d'autres modalités. Au Costa Rica, une oligarchie de gros planteurs et commerçants se dégagea progressivement (Arias 1976: 30) de la multitude de petits et moyens producteurs des vallées centrales, entraînant des inégalités sociales moins criantes qu'au Nord. Au Honduras et au Nicaragua, la dispersion d'une population peu nombreuse sur des territoires relativement vastes se traduisit par la persistance de noyaux régionaux de pouvoir économique et politique, noyaux dont l'intégration dans un État unique se poursuivra bien avant dans le vingtième siècle. (Au Honduras, la création d'une vaste enclave bananière constituera un facteur supplémentaire de désarticulation économique et sociale entre la Costa Norte et le reste du pays). Au plan ethnique, l'identité indienne guatémaltèque persista malgré l'intégration poussée des autochtones aux plantations, comme salariés saisonniers. Au Honduras et au Nicaragua, les minorités caraïbe et miskito gravitèrent plutôt autour des enclaves bananières et forestières.

Dans tous les cas, c'est l'économie d'agro-exportation qui détermina, à des degrés divers d'achèvement, les structures sociales nationales: division entre campagne productrice et la ville, où était dépensée la rente foncière tirée du café et de la canne; au sein de la campagne, division entre le pais util (la zone agro-exportatrice) et l'arrière-pays (altiplano, tierra adentro) où la paysannerie produit pour sa subsistance entre les périodes de salariat.

La nature des rapports sociaux qui s'instaurent en Amérique centrale à partir de 1870 ne fait pas l'unanimité des chercheurs. Car on y assiste à la fois à l'extension du marché et du salariat et au maintien de formes politiques fort différentes de cette "démocratie représentative" que Marx et Engels considéraient typique du capitalisme. Pour certains (Menjivar 1980), c'est la brutalité du processus d'expropriation de la fin du 19e siècle (qu'il assimile à l'"accumulation primitive") qui explique le maintien ultérieur d'un État autoritaire, au Salvador. Je crois pour ma part (Beaucage 1979, 1981) qu'à l'exception de l'enclave bananière l'économie de plantations en Amérique centrale n'était pas caractérisée par des rapports de production capitalistes. Et ce, pour deux raisons: a) la main-d'oeuvre ne fut jamais réellement "libérée" mais la classe dominante utilisa en permanence pour l'asservir les "contraintes extra-économiques" (répression ouverte) et b) la plantation n'enclencha pas un processus d'accumulation capitaliste, la rente étant essentiellement consommée de façon improductive. Donc, jusqu'à la seconde guerre mondiale, les pays d'Amérique centrale restent donc dominés par une classe de grands propriétaires, disposant du quasi-monopole des terres aptes à l'agro-exportation, et utilisant une main-d'oeuvre paysanne qu'un État "fort" a pour fonction de reproduire comme salariés saisonniers. Au Guatémala, Honduras et Costa Rica, l'entreprise étrangère (United Fruit) qui possède une bonne part du patrimoine foncier a des intérêts convergents avec ceux de l'oligarchie locale: elle utilise des terres différentes pour un produit différent et prendra soin de ne pas concurrencer l'oligarchie dans l'embauche de ses travailleurs (qu'elle recrutera beaucoup aux Antilles ou parmi les minorités nationales de la Côte Nord-est).

Les partis politiques qui occupent la scène sont le Parti libéral et le Parti conservateur, le premier dans une position dominante depuis la fin du siècle dernier. Leurs différences idéologiques s'atténuent progressivement et ils représentent essentiellement des factions d'une même classe (avec les clientèles paysannes et urbaines) luttant pour les avantages matériels que comporte le contrôle de l'appareil d'État.

LA CRISE DE L'ÉTAT OLIGARCHIQUE

Le "modèle" commença à manifester de graves signes d'usure lorsque la crise des années trente amena l'effondrement des prix des produits exportés. Au Guatémala et au Salvador, la république devient dictature militaire ouverte pour réprimer le soulèvement paysan (Salvador) ou obliger les Indiens à cueillir presque gratuitement le café (Guatémala). Par ailleurs, l'opposition militaire des travailleurs des enclaves bananières (Costa Rica, Honduras) n'empêcha pas les transnationales de réduire substantiellement la surface de leurs plantations, provoquant un repli forcé vers l'autosubsistance.

La brutalité adoptée par les régimes guatémaltèque et salvadorien (ceux où le modèle était le plus achevé) manifesta l'incapacité croissante de ce pouvoir à surmonter les contradictions entre les rapports agraires jusque-là dominants et les changements survenus dans les dernières décennies, localement et internationalement. Au plan international, on assiste, à partir de la seconde guerre mondiale, à une marginalisation progressive de la région quant à ses exportations: la part de l'Amérique centrale dans les exportations mondiales décroît de 50% à 14% pour le café (1890-1935) et de 54 à 36% pour les bananes (1924-1957) (Torres Rivas 1968: 99).

Au plan national, la structure des classes sociales s'est peu à peu modifiée. Si la classe ouvrière proprement dite demeure concentrée dans les enclaves bananières, les villes ont assisté à l'émergence d'une petite bourgeoisie qui atteint une relative autonomie politique et idéologique face à l'oligarchie: elle puise son inspiration, de façon assez éclectique, dans les grands courants de pensée internationaux de l'époque (marxisme, fascisme, social-démocratie et démocratie-chrétienne).

C'est au Costa Rica (pourtant traditionnellement assez stable) que les signes de ces changements de fond vont d'abord se manifester par des politiques et des alliances de classes inédites. Le président Carderon Guardia, du Parti Républicain (parti de l'oligarchie) amorce en 1942 une série de réformes sociales (Lois de sécurité sociale, Code du Travail) qui lui aliènent une partie des classes dominantes. Pour se maintenir au pouvoir, il doit chercher l'appui du Parti communiste costaricain (son ex-opposant) et surtout, de l'Église catholique. L'opposition à ce "populisme autoritaire" agglutine progressivement des éléments aussi disparates que la droite conservatrice (Parti démocrate) et des groupes nouveaux, se voulant à la fois "anti-yankees", "anti-capitalistes" et "anti-communistes": tels le Centro para et Estudio de los problemas nacionales, l'Accion démocratica de José Figueres, bientôt fondus dans le Parti social démocrate. En 1948, suite à une double contestation électorale, c'est par un coup d'État que le Parti social-démocrate de Figueres (devenu "Armée de Libération nationale") prend le pouvoir. Pendant 18 mois de régime de facto, Figueres licencie l'armée (qui ne sera jamais reformée), renouvele presque entièrement le personnel de l'État et réprime l'opposition "caldero-communiste" dans l'espoir de voir adopter son projet de "deuxième république": nationalisation des banques, contrôle sur le secteur agro-exportateur (par l'impôt sur le capital) et intégration des ouvriers et des paysans en associations corporatives sous contrôle de l'État (Schifter, 1981: 116). L'électorat et l'assemblée constituante rejettent le projet: les forces social-démocrates acceptent le verdict. Devenus le Parti de libération nationale (en 1951), les social-démocrates développeront, au cours de leurs nombreux mandats ultérieurs, une politique qui élargit les réformes sociales de Calderon et entraîne une plus grande intervention économique de l'État; il devient le régulateur du processus d'industrialisation (partielle) au cours des trois décennies suivantes.

En termes de classes, le PSD ne dispose, à l'origine, que d'une base sociale restreinte: la petite-bourgeoisie urbaine moderniste. Après 1951, le PLN réussira à s'attirer progressivement la majorité des paysans (par des politiques de soutien des prix et de crédit) et une fraction des classes dominantes. Le PLN favorisera une certaine industrialisation en combinant protectionnisme et stimulants fiscaux, ce qui lui gagnera l'appui des nouveaux industriels: ces derniers, d'abord costaricains, s'associeront plus étroitement au capital américain après l'implantation du marché commun Centro-américain, en 1960. De même, la nouvelle classe ouvrière appuiera en bonne partie le PLN. L'opposition conservatrice, formellement regroupée dans le Parti d'unification nationale (PUN) n'arrivera pas à élaborer de projet alternatif à la social-démocratie: la défense du vieux libéralisme ne présentant que peu d'attrait pour la majorité de l'électorat, elle gagnera parfois les élections sur la base de la lutte contre la corruption ou la réduction des dépenses d'État. Le PC est, quant à lui, demeuré marginal.

Le Costa-Rica illustre l'un des deux modèles de "modernisation" qui ont caractérisé l'Amérique centrale de l'après-guerre. Une redistribution limitée des nouvelles richesses produites, s'accompagnant d'une participation à un parti de type populiste, ont permis que s'effectue en douceur la transition entre deux régimes: le régime oligarchique, au service exclusif d'une poignée de gros planteurs et commerçants et une démocratie bourgeoise assez typique, où le secteur agro-exportateur doit composer avec les intérêts industriels, étrangers et nationaux de même qu'avec certains représentants des classes populaires. Ce modèle, selon nous, est inséparable de la structure de classes particulière et des formes d'alliances qui ont prévalu lors de la transition. Pour ce qui est des classes, l'oligarchie costaricaine (des 5% des planteurs qui possèdent la moitié des plantations) a dominé la scène à partir de 1870 en combinant une idéologie républicaine "patriarcale" à l'usage intermittent de la force brute. Les classes dominantes se sont d'abord opposées au réformisme des administrations Calderon-Picado (1940-48), pour ensuite se voir imposer au terme d'une brève "guerre civile" (1948) des changements politiques et sociaux... qui laissèrent cependant leur pouvoir intact. (Arias Sanchez, op. cit.). Les politiques "développementistes" (desarrollistas) qu'adopta par la suite le Parti de libération nationale (PLN) lui permirent d'ailleurs de diversifier ses activités en s'associant au niveau capital étranger (essentiellement des transnationales industrielles américaines).

C'est l'appui d'une vaste paysannerie (petite et moyenne) qui a fourni au PLN son principal soutien populaire, jusqu'à ce qu'il puisse s'incorporer une partie du prolétariat industriel à côté des classes moyennes. Cette "social-démocratie", bien qu'elle ait adhéré par la suite à l'Internationale socialiste, présente, on le voit, des caractères tout à fait spécifiques. Elle est issue de l'"assimilation" à la démocratie bourgeoise, non pas du mouvement ouvrier comme en Europe, mais bien d'une organisation aux affinités idéologiques plutôt fascistes-corporatistes (Schifter 1981: 68 suiv.). L'anti-communisme viscéral de Figueres - qui s'est reproduit dans le Parti jusqu'à nos jours - n'a rien d'une rupture d'alliances anciennes: il fait partie des fondements mêmes du mouvement.

1. Le Guatémala

La situation fut radicalement différente au Guatémala et au Salvador. Les dictateurs Ubico et Hernandez durent tous deux démissionner suite aux troubles des années 1944-45. Dans les deux cas, les mouvements qui les renversèrent étaient aussi vastes que spontanés et inorganisés, composés des nouvelles classes urbaines (étudiants, petits commerçants, professionnels, travailleurs), ainsi que de fractions de l'armée.

Au Guatémala, la chute d'Ubico en 1944 créa un vide de pouvoir, qui fut provisoirement rempli par un dirigeant d'orientation libérale, le docteur Arévalo. Les nouveaux partis qui apparurent alors se caractérisèrent par une faible cohérence idéologique et la prédominance d'un leadership autoritaire, d'où des scissions et glissements fréquents vers la gauche ou la droite: d'une part, en fonction du rapport de force au sein de la direction, d'autre part, de plus en plus, en fonction de la dynamique créée dans l'ensemble de la société par la "révolution" de 1944.

Avec le réveil du monde paysan, à la fin des années quarante, cette dynamique allait échapper de plus en plus aux protagonistes du début, pavant la voie au coup d'État de 1954. Au niveau des partis, c'est le Frente popular libertador, qui domine la scène de 1944 à 1948. Il vise une "modernisation" du pays, promulgue un code du travail, améliore l'éducation et établit les bases d'un système de sécurité sociale. Il hésite à heurter de front les intérêts des grands propriétaires, qui rejettent tout ce qui pourrait remettre en cause leur contrôle absolu des campagnes (telle la "Loi d'affermage obligatoire" qui touchait les terres en friche). Ils sont représentés par le colonel Arana, chef des forces armées, en qui ils voient le futur président. Après l'assassinat de ce dernier, en 1949, la droite entreprendra de regrouper l'armée, pour renverser de force le régime, avec la bénédiction de l'Église et des États-Unis.

Mais entre-temps, la polarisation de la société entraîne une consolidation et une radicalisation des forces de changement sous la présidence d'Arbenz (1949-54): tant pour la petite-bourgeoisie (qui aspire à une modernisation capitaliste et à une démocratie élargie) que pour les masses paysannes qui veulent la terre et les jeunes syndicats, le changement ne pourra se faire qu'en récupérant (par des moyens légaux autant que par l'action directe) les ressources fondamentales du pays, qui sont entre les mains de l'oligarchie du café et de la United Fruit. On connaît la suite; la promulgation de la loi de Réforme agraire fut le signal attendu par les forces de droite: fort du soutien important de l'Église et avec l'appui matériel et politique des États-Unis, le colonel Castillo Armas, à la tête d'une troupe de mercenaires regroupés au Honduras, envahit le pays et déposa le gouvernement Arbenz en 1954.

Pendant les trois années qui suivirent, le gouvernement de Castillo Armas (qui avait fondé le Movimiento de liberacion nacional) s'employa à désarticuler tout le mouvement d'opposition, réformiste ou révolutionnaire: suppression de plus de 500 syndicats, restitution aux grands propriétaires

(dont la United Fruit) de 99% des terres, distribuées aux paysans, tandis que l'assassinat, l'emprisonnement arbitraire où l'exil était le lot de dizaines de milliers d'opposants de toutes tendances (Jonas et Tobis 1974: 74 suiv.).

Une fois terminé le "grand nettoyage", la classe dominante guatémaltèque et son protecteur américain crurent possible le rétablissement d'une certaine légitimité politique - ce dont manquait totalement le MLN, dont la brutalité, la corruption et l'incompétence étaient trop évidentes. Ses successeurs, les généraux Ydigoras (1958-63) et Pralta (1963-66), tentèrent en vain de l'obtenir et finirent tous deux en disgrâce auprès de Washington. La moindre tentative de réforme se heurtait à l'intransigeance de l'extrême-droite (MLN) et n'arrivait pas à désamorcer les forces populaires (p. ex. les grandes grèves de mars-avril 1962). En même temps, se développait rapidement un mouvement de guérilla - le premier en Amérique centrale et l'un des premiers d'Amérique latine.

Or, les États-Unis, qui "aidaient" massivement le Guatémala, souhaitant vivement lui donner un profil "Alliance-pour-le-progrès", qui aurait permis d'en faire une sorte de modèle de "développement dans la liberté" pour le reste du continent.

Cela donna lieu à la dernière mobilisation électorale des masses au Guatémala: en 1966, était élu à la présidence Julio Cesar Mendez Montenegro. Connu pour sa participation à la révolution de 44, et ancien avocat ouvrier, il fut désigné - à la mort de son frère Mario - à la direction du Partido revolucionario, formation dont la trajectoire avait été pour le moins "sinueuse" depuis sa fondation en 1958. Il sut s'attirer un large appui populaire - jusque dans les rangs mêmes de la guérilla! - et l'emporta sur le MLN et sur le "parti des forces armées" (le PID). Bien qu'il s'identifiât, le soir de son élection, comme "le troisième gouvernement de la révolution", ses réformes demeuraient lettre morte, tandis qu'il donnait à l'armée, sous direction américaine, le soin de balayer la guérilla, fut-ce au prix d'un bain de sang: plus de 8 000 morts, entre 1968 et 1970. Par la suite, l'activité des partis légaux, et les élections elles-mêmes, se poursuivent au milieu d'une indifférence croissante: de 1966 à 1978 le pourcentage officiel d'abstention a crû de 44 à 64! (Black 1983: 20).

Un certain nombre de partis demeurent cependant en existence (certains fort précairement, p. ex. la social-démocratie)[1] et les élections se succèdent à tous les quatre ans.

Cela tient, selon moi, à une double série de facteurs. En premier lieu, l'intégration croissante du Guatémala au marché mondial après 1954, et la masse des investissements américains qui affluèrent après 1960 (création du Marché commun centro américain) n'entraînèrent pas le développement d'une classe dominante homogène. Aux gros caféiculteurs traditionnels - (clientèle de base du MLN) - s'ajouteront des capitalistes agraires dans les secteurs du coton et du bétail, et une bourgeoisie industrielle et financière étroitement

associée au capital américain. Ces diverses factions se disputeront, jusqu'à ce jour, le contrôle de l'État et des avantages qui s'y rattachent. Ils le feront à travers une foule de partis éphémères, dépourvus d'idéologie propre et centrés sur un "homme fort": les élections, dans ce contexte, permettent une certaine redistribution du pouvoir entre les factions, qui traduit l'évolution du rapport de forces. Mais c'est l'armée (renforcée par la lutte contre-insurrectionnelle) qui constitue l'arbitre permanent des conflits. Cela se manifeste d'abord par la tendance des partis, après 1960, à choisir presque uniquement des candidats militaires aux présidentielles.

Progressivement, c'est le haut commandement lui-même, enrichi par la spéculation foncière et l'"absorption" d'intérêts financiers, qui s'impose comme groupe dominant au plan économique et politique. C'est cette fraction des militaires qui accapare la présidence de 1970 à 1982, le ministre de la Défense devenant obligatoirement le prochain président.

Pendant cette période, l'armée guatémaltèque se développe en une super-institution, possédant son université, sa chaîne de télévision, sa propre banque et ses services (Aguilera 1982: 47 suiv.).

Et parallèlement, la tendance normale de l'opposition, tout au long de la période, sera vers la lutte armée; l'étroitesse des "ouvertures" canalisent sur cette voie la plupart des forces. Ainsi, en 1960, de jeunes officiers nationalistes refusent la subordination d'Ydigoras aux États-Unis et se soulèvent: ils prendront le maquis, formant le noyau des Forces armées rebelles (FAR). Ils seront rejoints, tout au long des années '60, par des étudiants, ouvriers (suite aux grèves de 1962) et des paysans qui réalisent que le problème séculaire de la terre ne peut être réglé à l'intérieur de la "démocratie limitée" des Généraux. Si la répression massive de 1968-70 écrase militairement le mouvement, l'aggravation des contradictions sociales dans la décennie suivante agglomérera de nouveaux partisans autour des noyaux révolutionnaires reformés. Le mouvement social d'opposition légale (groupes syndicaux et populaires) qui connaît un essor rapide pendant la brève ouverture - aussitôt refermée - de Kjell Laugerud (1974-78) lui fournira de nouveaux contingents, lorsque la répression rendra "moins dangereuse la lutte de guérilla que l'action légale". Dans une situation aussi polarisée, les tendances modérées, réformistes telles la social-démocratie ou la démocratie chrétienne, demeureront marginales.

Ainsi, à l'opposé du Costa Rica, la structure des classes du Guatémala (régime oligarchique "achevé") et les comportements politiques extrêmement rigides des anciennes et nouvelles classes dominantes, bloquèrent tout processus d'"ouverture" politique par rapport aux classes montantes qui tendaient à s'organiser au plan politique et syndical.

Le "modèle" guatémaltèque de modernisation suppose une alliance entre un groupe au pouvoir extrêmement restreint et le capital étranger. Ce

"développement par exclusion" présente des avantages évidents pour les investisseurs, agro-exportateurs et industriels: les salaires restent faibles et les charges sociales sont négligeables.[2] Ses contradictions ont tôt fait d'éclater, également: étroitesse du marché interne et, au plan politique, tensions croissantes entre l'oligarchie et les secteurs exclus. Ces derniers ne comprennent pas seulement la paysannerie et la classe ouvrière, mais également la petite-bourgeoisie et - à un moment donné - les autres fractions dominantes par rapport à celle qui monopolise le pouvoir. D'où la nécessité pour l'armée de médiatiser ces contradictions... jusqu'à ce que son haut commandement se transforme lui-même en "fraction exclusive"... La militarisation de plus en plus profonde de l'appareil politique et son débordement sur l'économie s'avèrent donc la voie nécessaire pour surmonter les contradictions du modèle.

2. Le Salvador: le parti unique des 75 familles

La situation dans l'autre "république des planteurs" fut à la fois similaire et différente. Les troubles de 1945, s'ils obligèrent le dictateur Hernandez à démissionner, n'ébranlèrent pas l'ordre oligarchique comme au Guatémala. Les masses paysannes, particulièrement, encore sous le coup de la matanza de 1932, ne bougèrent pas et l'armée conserva le pouvoir.

Les années qui suivirent furent marquées par une certaine diversification de l'agriculture d'exportation (sucre, coton), mais l'oligarchie en conserve le contrôle, tout comme de l'industrie naissante. La concentration des terres entre ses mains ne fit que s'accroître, ainsi que le nombre de paysans sans terre (North 1982: 48). Mais comme au Guatémala, les villes grossissent beaucoup, du fait d'une industrialisation partielle comme du gonflement des services et de la fonction publique.

Au plan politique, les gouvernements militaires d'Osorio et de Lemus introduisirent un certain nombre de réformes "modernisantes" (développement de l'infrastructure, de l'éducation, promotion industrielle...). De sorte que le processus d'industrialisation rapide des années soixante ne se réalisera pas sous l'impulsion directe du capital étranger, comme au Guatémala, mais sera dû largement à une différentiation interne de la classe dominante: les branches industrielle, financière et commerciale bourgeonneront à partir du latifundio agricole, qui leur fournira l'essentiel du capital. Le capital étranger s'y "infiltrera" principalement par l'exportation de technologie et l'offre de débouchés extérieurs (Castillo 1980: 65-67). L'oligarchie, dès 1950, vit l'utilité de se doter d'une légitimité politique plus grande, par la création d'un parti de type "clientéliste" qui pourrait intégrer au pouvoir des représentants des classes urbaines montantes (employés, professionnels) et certaines secteurs ruraux. Ce fut d'abord le Partido revolucionario de unificacion democratica, (PRUD) inspiré du PRI mexicain, qui réussit pendant dix ans à occuper la scène politique. Le Partido de conciliacion nacional (PCN) créé par le colonel Riviera en 1961, jouera le même rôle et restera au pouvoir jusqu'en 1979. La stabilité sociale et politique permit de maintenir une "ouverture" limitée face aux partis et organisations démocratiques ou de gauche "légale" jusqu'à ces dernières années.

La "formule" salvadorienne supposait un certain nombre de pré-requis:

a) Les structures agraires demeurent inchangées, assurant à l'oligarchie le maintien de l'exploitation de la paysannerie, importante source de revenu. Par conséquent, pas de politique à la campagne où l'armée assume directement le pouvoir.

b) Les diverses forces d'opposition acceptent le "jeu démocratique", c'est-à-dire l'arbitrage suprême de l'armée sur la vie politique et le jeu électoral. Ce qui veut dire accepter les résultats électoraux officiels, même quand il y a eu fraude massive, mais aussi appuyer l'invasion du Honduras (en 1969) et ne mentionner la "transformation" agraire que lorsque le gouvernement lui-même décide d'en parler (en 1970)...

Le système du parti unique, c'est une lapalissade, ne tolère l'opposition que ... dans l'opposition. Or, le changement dans la composition des classes sociales urbaines, de même que des influences internationales, entraînèrent, à partir de 1964, un réalignement des forces qui mina les bases du PCN. Le premier parti à profiter de l'"ouverture" de Rivera, fut le Parti démocrate-chrétien (PDC) de Napoléon Duarte. Fondé en 1961 (dans le cadre d'une percée latino-américaine de la démocratie chrétienne - Solorzano Martinez, 1982) - et avec le soutien discret de l'Église), il devient, dès 1964, le premier parti d'opposition à l'Assemblée législative et Duarte est élu maire de San Salvador. Un discours politique attrayant ("la révolution dans la liberté") et des réformes administratives (p. ex. la mise sur pied de groupes d'action communautaire) lui assurent une base sociale durable au sein de la population urbaine. En même temps, se formait un courant social-démocrate, qui donna naissance, au Partido Accion renovadora, (PAR) puis, en 1965, au Movimiento nacional révolucionario (MNR). Le Parti communiste lui-même, banni depuis 1932, put faire une certaine rentrée publique à travers l'Union démocratica nacionalista (UDN).

Malgré les limites précises établies par les militaires au processus démocratique, les contradictions engendrées par ce développement - sans redistribution - étaient telles que, dès 1972, la victoire de l'opposition (regroupée au sein de l'Union nacional de oposicion - UNO) devenait possible.

À partir du moment où elle sentit que le pouvoir risquait de lui échapper, la classe dominante salvadorienne vit la nécessité de redéfinir les bases du pacte politique. Une polarisation s'amorça alors dans ses rangs: d'une part, ceux qui continuaient d'appuyer le système oligarchique traditionnel (parti unique de facto, etc.) et, d'autre part, ceux qui préconisaient un régime carrément fasciste (dès 1968, elle crée l'organisation para-militaire ORDEN). Quant à la UNO, après s'être fait ravir par le PCN les deux élections présidentielles, de 1972 et 1976, elle entreprit de se redéfinir sur un plan social plus large (voir plus loin).

Au Salvador, on le voit, malgré des similitudes structurelles profondes avec le Guatémala, la dynamique des forces politiques a été fort différente. La démoralisation des forces populaires après 1932, a permis à l'oligarchie, de définir seule, pendant longtemps, le cadre et les enjeux de la lutte politique, auxquels se sont soumises les principales forces d'opposition. Les années 1970 ont montré clairement quelles étaient les limites du réformisme tolérable et en quel sens s'orientait son alternative.

Du côté de l'opposition, ce sont les forces réformistes qui ont dominé la scène jusqu'à la fin des années soixante-dix, moment où plusieurs réalisent que cette voie débouche sur un cul-de-sac. Ce n'est qu'à partir de ce moment que la lutte armée se présentera comme une alternative valable pour une partie de l'opposition. À cet égard, l'attitude du Parti communiste, - le plus ancien de tous les partis politiques salvadoriens et le plus ancien PC d'Amérique centrale - est symptomatique. Engagé tout de suite après sa création aux côtés des paysans insurgés (1932), il doit opter par la suite pour la clandestinité. Après 1945, il se consacrera à élargir sa base d'appui auprès des classes moyennes, en évitant les actions qui en feraient de nouveau la cible de la classe dominante. Ce n'est qu'en 1980, après l'éclatement de la guerre civile qu'il ralliera les forces révolutionnaires devant l'impossibilité d'une "autre voie" (Declaracion conjunta 1981: 12) (Morales 1982: 76).

3. Le Honduras

Au Honduras et au Nicaragua, l'après-guerre amena peu de changements rapides. Dotés de territoires assez étendus mais dépourvus de voies de communication et faiblement peuplés, ils ne connurent ni l'urbanisation et l'industrialisation partielle qui caractérisèrent les trois autres républiques. C'est essentiellement l'agro-exportation qui s'y développera après 1955. Au Honduras, on a deux sous-ensembles régionaux fort distincts: la Costa norte, fief des compagnies bananières, seul secteur où le capitalisme soit développé, et l'intérieur, succession de vallées et coteaux où coexistent grands domaines et petites propriétés paysannes d'autosubsistance. Le Parti libéral a l'une de ses principales bases d'appui sur la Côte nord, tandis que les Nacionalistas (conservateurs) dominent le sud.

Dans l'après-guerre, l'enclave bananière de la Côte nord (qui produisait plus de 70% des exportations en 1950) connut un déclin progressif à la fois en valeur absolue (jusqu'en 1958) et en valeur relative (jusqu'à nos jours): en 1977, les fruits exportés ne représentaient plus que 25% de la valeur totale des exportations. De 1935 jusqu'en 1960 (correspondant en bonne part à la dictature de Carias) (Slutzky et Alonso 1979: 3e tableau hors-texte), on observe en fait un repli global vers une petite production d'autosubsistance et de production locale. C'est ce qui explique, en bonne partie, selon nous, l'orientation de la vie politique hondurienne pendant cette période. Si des dizaines de milliers de travailleurs agricoles et portuaires de la Tela Railroad, déclenchèrent en 1954 la plus grande grève ouvrière qu'ait encore connu l'Amérique centrale, ce n'est pas dans un contexte d'essor de la

classe ouvrière, comme l'affirme Volk (1981: 7), mais bien parce qu'ils sentaient leurs positions de plus en plus menacées. Certains résultats immédiats furent atteints (hausses salariales jusqu'à 15%), mais le programme de "rationalisation" de la production qui suivit entraîna la mise à pied de plus de la moitié des travailleurs (Volk 1981: 8). Au plan politique, la grève fut l'un des catalyseurs d'un processus important. Un dirigeant du Parti libéral, Villeda Morales, s'empara de certaines revendications des grévistes (p. ex. un Code du travail) et des chômeurs/paysans sans terre (la redistribution des terres en friche) pour se faire élire à la présidence. La promulgation de l'Alliance pour le Progrès (1961) donna à ce processus de "réforme par le haut" l'appui politique de Washington.

Fait symptomatique du faible développement du pays, ce ne sont pas les nouvelles lois du travail qui provoquèrent l'ire de la classe dirigeante hondurienne mais plutôt la Réforme agraire - bien qu'elle n'affectât que marginalement la propriété privée, puisque 80% des terres distribuées appartenaient à l'État. S'y opposèrent la fraction nacionalista, particulièrement, mais aussi une bonne partie des riches libéraux inquiets de la mobilisation large et spontanée des paysans autour de la Réforme agraire. Un coup d'État porta au pouvoir le colonel Lopez Arellano, qui arrêta les redistributions et démembra l'opposition. La défaite dans la guerre contre le Salvador permit la création d'un éphémère front multipartie autour d'un "Plan politique d'Unité nationale", qui porta au pouvoir un vieux nationalista, Cruz, en 1971.

En moins de deux ans, la corruption et la violence (massacre de Los Horcones) faisaient perdre au nouveau gouvernement toute crédibilité. Un nouveau coup d'État redonna le pouvoir à Lopez Arellano, qui cette fois chercha à s'allier (jusqu'à son renvoi en 1975) au secteur "modernisant" de la classe dominante hondurienne (nouveaux agro-exportateurs - caféiculteurs, coopératives bananières - et industriels en quête de crédits): une "ouverture démocratique" (face aux organisations paysannes populaires) et une réforme agraire limitée donneront au régime militaire une base sociale comparable à celle dont jouissait Villeda Morales en 1963 avant d'être renversé par ce même Lopez Arellano! Mais le "réformisme militaire" ne devait pas faire long feu, pas plus que son antécédent civil. Les mêmes forces sociales qui avaient organisé la chute de Villeda Morales firent déposer Lopez Arellano en 1975, autour d'une histoire de pot-de-vin qui prit le nom - bien sûr - de Bananagate.

Contrairement aux trois cas précédents, donc, au Honduras, la "modernisation" induite par le Marché commun et le flux des investissements étrangers ne transformeront sensiblement pas la structure des classes.

Mais les contradictions s'accentueront entre une paysannerie toujours plus nombreuse (formant plus de 60% d'une population qui double à tous les vingt ans) et une oligarchie foncière en pleine expansion et avide de terres; entre 1952 et 1965 seulement, la surface des ejidos - terres communales - diminua de 40% (Volk 1981: 14). Suite à ces changements, qui seront "gérés"

tant bien que mal par les partis politiques traditionnels et l'armée, aucune formation politique nouvelle n'apparaîtra: le Parti libéral se voudra d'abord le représentant des forces nouvelles, avant de dériver (1969) à une identité de vues avec les nacionalistas; l'armée suivra la même trajectoire entre 1972 et 1975.

Si l'évolution sociale ne se traduit pas par la création de nouveaux partis, sauf d'éphémères formations "personnalistes", il en va autrement du mouvement populaire et paysan, dont l'axe principal sera la réforme agraire. Il se développe depuis vingt ans en force sociale durable et autonome (à la différence de ce qui s'est passé dans les pays voisins).

Ce phénomène s'explique à mon sens tant par la longue tradition de propriété communale, de même que l'absence de parti réformiste ou révolutionnaire pour le prendre en tutelle...

4. Le Nicaragua

À l'instar du Honduras - et pour les mêmes raisons socio-géographiques - le Nicaragua ne sentira vraiment l'impact des grands changements économiques internationaux qu'à partir de la fin des années cinquante. Ils provoqueront l'expansion rapide de la culture cotonnière le long de la côte pacifique (la plus peuplée) de même que l'accroissement des secteurs traditionnels (sucre, café et surtout bétail) (Wheelock 1979: 206) et secondairement, une certaine urbanisation et un début d'industrialisation. Mais, pour l'essentiel, le pays conserva son rôle d'exportateur de matières premières, rôle que ne fit qu'accentuer le Marché Commun Centro-américain (après 1960). L'expansion du coton supprima rapidement les formes traditionnelles d'exploitation (fermage, métayage ...) pour les remplacer par le salariat saisonnier. La stratégie économique du "clan Somoza" fut de tenter de monopoliser la nouvelle richesse produite, par l'accaparement des terres agricoles sans titre légal (tierras nacionales) et la main-mise sur le système financier et industriel.

Le système politique nicaraguayen ne refléta que très tardivement les changements, et pour cause: la dynastie Somoza concentrait tous les pouvoirs de l'exécutif, intervenait librement au niveau du judiciaire et se payait le luxe d'une assemblée au rôle purement décoratif. Comme au Costa-Rica voisin - mais pour des raisons fort différentes - il n'existait pas d'armée constituée au Nicaragua. Craignant qu'elle ne serve éventuellement de base à un rival, Somoza lui avait préféré la Guardia nacional, garde personnelle placée directement sous son commandement et dont il contrôlait étroitement les activités.

Dans ce contexte, les élections et l'existence même des partis "officiels" d'opposition constituaient un soutien au régime et non une alternative. Au niveau des groupes dirigeants, ceci permettrait une certaine négociation de postes et de privilèges: le parti libéral de Somoza - automatiquement

vainqueur - partageait une partie du butin avec la loyale opposition conservatrice. Au niveau populaire, la carte rouge des libéraux - la magnifica - était la condition essentielle pour tout emploi public, permis de commerce, etcé

Les diverses caractéristiques économiques et politiques du Nicaragua en faisaient un pays relativement a-typique. Au plan économique, il fut toujours le moins touché par l'économie d'agro-exportation, n'ayant connu ni l'expansion caféière ni l'enclave bananière. Au plan politique, le pouvoir "dynastique" des Somoza ne se confond pas avec les formes classiques de domination oligarchique. En effet, on ne trouve pas au Nicaragua la concentration extrême de la propriété foncière et de la richesse qui (au Salvador et au Guatémala, par exemple) "appellent" la concentration du pouvoir politique. Un fondement important du régime somoziste se retrouve outre-frontières, au niveau des intérêts politico-stratégiques des États-Unis: après avoir occupé pendant 23 ans cet autre "pays-canal", ils optèrent pour en laisser la garde à un obscur militaire qui serait toujours leur obligé. Il faudra attendre plus de quarante ans pour que s'effondre cette dictature sous la poussée d'une révolution populaire. Le modèle du "développement-avec-exclusion", que le régime porta - pour ce qui est du second terme - à son paroxysme, en vint à constituer un facteur d'instabilité sociale; le phénomène se produisit plus tard qu'au Guatémala et au Salvador, mais avec une netteté encore plus grande des oppositions.

La chape de plomb du somozisme ne pouvait permettre aux forces d'opposition - indépendamment des intérêts qu'elles représentent - de s'exprimer dans des partis ou des secteurs de l'armée. Leur seul refuge fut la clandestinité - pour les révolutionnaires - ou l'intégration dans le Parti conservateur: les dissidents réformistes y constituèrent une aile séparée, l'Accion Nacional conservadora, (ANC) sous la direction de Pédro Joaquim Chamarro, en 1970.

Pour ce qui est des groupes de guérilla, ils s'organisèrent dès les années soixante, comme au Guatémala. Installés dans les régions peu peuplées du nord, ils ne représentèrent jamais une menace réelle pour le régime, et Somoza leur infligea des revers militaires considérables, comme à Pancazan, en 1967.

La crise finale du régime s'amorcera après 1972, lorsque la clique de Somoza s'accaparera non seulement une bonne part de l'aide internationale destinée aux victimes du séisme (qui détruisit Managua), mais également la part du lion du mouvement économique de reconstruction qui s'ensuivit. L'ANC de Chamorro agglutina autour d'elle des forces sociales multiples, y compris les quelques syndicats tolérés par le régime.[3] En 1974, il fonde l'Union démocratique de libération, (UDEL) regroupement encore plus large dont il devient président.

À ce stade, les forces d'opposition sont similaires à celles qui prirent le pouvoir en 1944 au Guatémala et en 1948 au Costa-Rica; qui appuyèrent

l'UNO de 1970 à 76, au Salvador; et qui se mobilisèrent pendant les intermèdes réformistes au Honduras. Il s'agissait de vastes alliances de classes aux contours diffus, dirigées par des leaders charismatiques populistes - Aréaval, Figueres, Duarte, Chamorro. Leur objectif: moderniser l'appareil juridico-politique pour permettre l'entrée du pays dans le monde nouveau du développement capitaliste (considéré indéfini) de l'après-guerre. Le moyen principal: le triomphe électoral d'un large front regroupant toutes les forces nouvelles, autour d'un programme de réformes impliquant une redistribution de la richesse. La violence était, en règle générale, exclue (sauf au Costa-Rica, en 1948). Même les PC qui firent souvent partie de tels fronts (PGT - Guatémala, UDN - Salvador et PSN - Nicaragua) adhèrent à cette règle et fustigent les "aventuriers" de la guérilla dont l'action "sert de prétexte à la répression".

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SES EFFETS

À partir de 1975, le moteur même des transformations profondes de la région, c'est-à-dire le possibilité de son intégration à une économie mondiale capitaliste en expansion, commence à montrer des signes d'essouflement. Et c'est dans les pays où les changements avaient été les plus importants que le choc est plus sensible: au Salvador et au Guatémala, les sources d'investissements se tarissent; les filiales des multi-nationales installées dans les zones franches - d'où elles réexportaient à peu de frais vêtements ou calculatrices - licencient des travailleurs ou ferment carrément.

Au début, la crise semble limitée à l'industrie et l'agro-exportation continue de prospérer: le café connaît jusqu'en 1979 un niveau de prix record, et le coton fait de même - jusqu'en 1977 - stimulé par la hausse des prix du pétrole qui rend moins concurrentielles les fibres synthétiques. Mais la contraction mondiale des échanges affecte bientôt, brutalement, ces derniers secteurs. Dès lors, s'additionnent: crise de la balance commerciale, qui restreint les importations industrielles et fait monter en flèche le prix des denrées de base, maintenant importées; dette extérieure intolérable - atteignant au Costa-Rica les 1 000 $ U.S. par habitant -; et crise des finances publiques, qui oblige à des coupures aigües dans des services publics déjà insuffisants.

L'impact de la crise sera fort différent selon les pays. Au Guatémala, au Salvador, et au Nicaragua, un mouvement d'opposition populaire en ascension précipite la crise politique; tandis qu'au Costa-Rica, le régime s'en tire intact, avec un appui renforcé à la social-démocratie (PLN), et qu'au Honduras règne une situation confuse. Un autre facteur international, sera la politique des Droits de l'Homme du président Carter. Élaborée dans le contexte de l'après-Vietnam (tout comme l'Alliance pour le progrès de Kennedy l'avait été dans l'après-Cuba), cette politique tentera d'influencer les divers régimes latino-américains dans le sens d'un "développement-avec-participation".

Ces deux facteurs joueront de façon différente sur les divers pays, en fonction de leur dynamique interne. Au Nicaragua, Guatémala et au Salvador, la crise contribuera à la polarisation rapide de la société.

Au Nicaragua, l'appétit gargantuesque du clan Somoza, surtout pendant la période de reconstruction qui suit le séisme de 1972, l'avait isolé progressivement de l'ensemble de la société, y compris de l'Église et des secteurs bourgeois: ces derniers se sentaient de plus en plus attirés par l'UDEL de Chamorro, qui bénéficiait en outre d'une certaine sympathie de la part de Carter. À l'automne 1977, coup sur coup, le FSLN[4] lance une offensive en octobre dans l'est et le nord du pays - montrant qu'il a survécu à la répression - tandis qu'en novembre La Prensa, dirigée par Chamorro, publie un manifeste de douze personnalités réclamant un gouvernement démocratique (avec participation du FSLN). Somoza tente de briser le mouvement en faisant assassiner Chamorro en janvier 1978...

La suite est bien connue. En janvier-février, une grève nationale (paro civico) lancée par le COSEP (Consejo superior de la empresa privada - la fédération patronale) paralyse tout le pays, pendant que le FSLN attaque des villes de province. La bourgeoisie nicaraguayenne, soucieuse de garder la direction du mouvement, mettra sur pied divers organes à cet effet (tel le Movimiento democratico nicaraguense, de Robelo, le Frente amplio de Oposicion ...) et multipliera les pressions auprès de Washington pour qu'il fasse démissionner Somoza avant qu'il ne soit trop tard. En fait, il est déjà trop tard: grèves et manifestations populaires se multiplient, et débordent le cadre d'"instruments de pression" auquel voudrait les confiner le FAO. Le FSLN accroît ses attaques et en septembre 1978 est acclamé en libérateur par la population des villes, malgré les bombardements massifs de l'aviation somoziste qui font échouer le soulèvement.

Dès lors le régime est en position strictement défensive: la Garde nationale, même inconditionnellement fidèle, ne peut venir à bout d'une insurrection généralisée - contrairement à ce que Somoza croira jusqu'à sa chute. L'opposition bourgeoise, qui s'obstine dans sa volonté de médiation, se heurtera à l'intransigeance du dictateur, et verra la direction du mouvement populaire passer au FSLN.

Le cas du Nicaragua illustrera - malgré son caractère limite, presque caricatural - que le modèle de "développement avec exclusion" ne saurait indéfiniment survivre à l'aggravation des tensions que vient précipiter la crise économique. Le mécontentement devient tel qu'une remise en cause limitée du régime - tel que proposé par l'UDEL, puis le FAO - déborde rapidement ce cadre pour suivre les consignes de gauche révolutionnaire si elle sait faire preuve d'audace et d'habileté politique.

La leçon portera: à la fois auprès des dirigeants des pays voisins, aux prises avec des problèmes similaires, et auprès du gouvernement américain, que la stabilité politique de la région préoccupe au premier chef. Les politiques ultérieures des États-Unis et des gouvernements de la région réfléteront une volonté de corriger les contradictions inhérentes au modèle.

La situation salvadorienne présente, avec la précédente, des similitudes importantes jusqu'en 1979. Après 1970, la guerre avec le Honduras ferme un débouché important pour la jeune industrie salvadorienne et prive le pays de sa soupape traditionnelle pour son "surplus de population", c'est-à-dire la paysannerie constamment expropriée par la concentration et la réaffectation des terres. Malgré les nouveaux stimulants pour l'investissement étranger (zone franche, exemptions d'impôts), le processus d'industrialisation ralentit considérablement dans les années soixante-dix: la bourgeoisie salvadorienne elle-mêmme se détourne vers la spéculation immobilière (PRS, 1977: 37 suiv.).

Mises à pied, licenciements, fermetures d'usines frappent durement les classes populaires urbaines dont la condition était déjà parmi les plus mauvaises en Amérique centrale. La dégradation progressive de l'économie, s'ajoutant à l'expérience des élections truquées de 1972 (expérience renouvelée en 1976), renforcèrent la crédibilité de la gauche révolutionnaire, alors représentée par trois courants principaux: les Forces populaires révolutionnaires (FPL), l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), la Résistance nationale (RN).[5] Ces trois groupes, malgré leurs divergences politiques, adoptèrent cependant, après 1975, des stratégies convergentes par rapport au mouvement populaire: en plus des actions classiques de guérilla (attaques contre des établissements militaires et gouvernementaux, enlèvements d'industriels contre rançon, etc.), ils s'impliquèrent dans les luttes quotidiennes des paysans, ouvriers, enseignants et leurs membres occupèrent bientôt des postes-clefs dans plusieurs organisations populaires (syndicats, regroupements de quartier, etc.).

Pendant ce temps, le général Molina (1972-76) tentait de se donner un appui populaire par un mini-programme de réformes ("Lois de transformation agraire") qui avait l'appui d'une fraction de la bourgeoisie salvadorienne; mais il dut abandonner face à l'intransigeance de la majorité des grands propriétaires terriens. Son successeur Romero (1976-79) opta pour la répression pure et simple: l'armée et la police s'engagèrent carrément, à côté des forces paramilitaires (ORDEN, EGB), dans l'élimination de l'opposition. Cette fois, la cible n'était plus seulement les organisations politico-militaires d'extrême-gauche, mais toute l'opposition politique ou populaire: syndicalistes, membres de communautés chrétiennes de base, étudiants, militants social-démocrates ou démocrates chrétiens jugés trop engagés, etc. Dans les trois années de dictature de Romero, on dénombra 3 000 victimes, record depuis la guerre civile de 1932. Mais la répression, comme au Nicaragua, renforça l'opposition plutôt que de l'anéantir, et ce furent les organisations politico-militaires - les seules qui aient été structurées pour faire face à ce genre de situation, qu'elles avaient prévue - qui virent s'accroître rapidement leur influence, tandis que s'effritait celle de la Démocratie chrétienne.

Il apparut en 1979, que non seulement le pays suivait un cours parallèle au Nicaragua, mais que le changement risquait d'y être encore plus radical, vu l'hégémonie quasi-complète de la gauche marxiste sur le mouvement de masses. Contrairement au Nicaragua, ce n'étaient pas les regroupements patronaux qui appelaient aux grèves et manifestations (dont l'une rassemblera, en janvier 80, plus de 200 000 personnes à San Salvador), mais bien des organisations de masses dirigées par la gauche révolutionnaire.

Les forces au pouvoir disposaient également d'atouts qui firent défaut à Somoza. En premier lieu, un appareil d'État, très autoritaire, certes, mais qui ne s'était pas identifié avec la dictature d'un seul homme; une armée régulière, professionnelle; des partis, dont une opposition démocratique en questionnement mais non décapitée. Sous Romero, l'unité politique de la classe dominante - que représentait le PCN - avait cédé le pas à un clivage entre certains éléments réformistes qu'appuyait Carter - et la faction dominante, fasciste.

Ces factions avaient leur parallèle dans l'armée où elles se manifestèrent par le regroupement de jeunes officiers (la juventud militar) gagnés aux idées de réforme, et hostile à la répression sauvage. Le 15 octobre 1979, ces jeunes officiers déposent Romero et annoncent la création d'une Junte de gouvernement qui incluera, à côté de membres des Forces armées des civils provenant de ... l'UNO, soit de la DC, du MNR et de l'UDN. Ainsi pensait-on court-circuiter un processus à la nicaraguayenne, où toute l'opposition se retrouverait dans un front dirigé par l'extrême-gauche.

Le coup d'État causa une surprise et une période d'attente au sein du mouvement populaire, surtout après que furent promulguées la nationalisation des banques et un ambitieux projet de Réforme agraire, qui, s'il avait été réellement appliqué, aurait complètement changé la structure de la propriété.[7] La Junte reçut par ailleurs l'appui complet et immédiat des États-Unis. Mais les réformes ne formaient que l'un des volets de son programme: l'autre impliquait la poursuite et la systématisation de la répression. Dès les premiers mois de gouvernement, le total des victimes équivalait à celles des trois années de Romero: 3 000. Pour l'année 80 seulement, il s'établira à 15 000. Le nouveau gouvernement - et son protecteur international -, visant à se créer une base populaire par les réformes, ne pouvait atteindre cet objectif qu'en éliminant l'alternative politique que représentaient pour de vastes secteurs du peuple les organisations révolutionnaires de la sorte.

La première junte ne dura pas trois mois: en janvier, le MNR (social-démocrate) et l'UDN - (communiste) se retirèrent, pour ne pas perdre toute crédibilité. La deuxième junte éclata en mars: pour sauvegarder ce qui restait du gouvernement grâce auquel la DC avait enfin atteint le "pouvoir", Duarte lui-même, misant sur son prestige d'ancien maire réformiste de San Salvador, entra au cabinet où on le nomma peu après président. À la phase "répression avec réformes" succédait la phase "répression seule".

Le mouvement populaire, dans les six mois qui suivirent le coup d'État, évolua vers une plus grande unité organisationnelle, coordonna sa stratégie, élargit l'éventail politique qu'il représentait et publia un programme de gouvernement: en janvier 80, est créée la Coordination révolutionnaire de masses (CRM), qui regroupe les organisations populaires dirigées par la gauche révolutionnaire, en mai se forme le Front démocratique révolutionnaire (FDR)[8] qui inclut en outre, le parti social-démocrate (MNR) - son président est président du FDR - plusieurs syndicats et associations professionnelles et le Mouvement populaire social-chrétien (MPSC), dissident de la DC. En septembre 1980, sera formé le Front Farabando Marti de liberation nationale (FMLN), intégrant les commandements des quatre forces de guérilla des principales organisations (FPL, ERP, RN et PC).[8]

Au niveau des formes d'action: le mouvement, qui privilégiait jusqu'au printemps 1980 les larges mobilisations, surtout dans les villes (manifestations, occupations d'usines et d'églises), optera alors, face à la répression massive, pour un repli sur les campagnes, où des "zones contrôlées" seront établies, dans le nord et l'est du pays. En même temps, on assiste à un changement dans la forme principale de lutte: à partir de septembre 1980, on passe à la lutte armée, les autres formes étant jugées dépassées par l'évolution de la situation.

L'offensive générale de janvier 1981 n'aboutit pas au renversement du gouvernement Duarte-militaires, pas plus que les contre-offensives de l'armée - aidées par le Honduras - ne pourront écraser la guérilla, forte de plusieurs milliers d'hommes et solidement implantée dans les campagnes. L'armée salvadorienne se contentera finalement de créer un "cordon sanitaire" autour des zones contrôlées, que l'on soumettra à des bombardements nourris. Le nombre des victimes a déjà largement dépassé les 30 000 de 1982.

Le gouvernement salvadorien se trouve alors dans une double impasse. L'échec du projet réformiste de 1979 et le recours généralisé à la violence ont isolé Duarte du mouvement populaire autant que pouvait l'être Romero et ce, face au mouvement révolutionnaire le plus puissant de la région. Par ailleurs, l'extrême-droite lui reproche son passé réformiste et lui préférerait clairement un dur de dur. Misant sur le fait qu'il représente la seule voie "modérée", il annonce des élections pour mars 1982; le FMLN les dénonce comme une "farce", mais déclare également qu'elles n'auront pas lieu et s'emploie activement à cette fin. Les résultats seront déroutants: plusieurs centaines de milliers de salvadoriens iront aux urnes (contredisant le FMLN) et, intimidés, désemparés, distribueront leurs votes entre la DC, l'extrême-droite faciste du colonel d'Aubuisson (ARENA) et même le vieux PCN qui refait surface. L'État salvadorien, déjà tiraillé par les tensions entre Duarte et des militaires, devient dès lors proprement ingouvernable, les diverses forces s'annulent réciproquement. Il en résulte une perte d'efficacité militaire sensible (p. ex. rébellion d'Ochoa), et les forces révolutionnaires, après octobre 1982, reprennent graduellement du terrain. Le cas du Salvador démontre encore une fois - s'il en était besoin - qu'il faut plus qu'une crise économique pour ébranler une dictature. Le mouvement populaire salvadorien

n'a pu profiter, comme celui du Nicaragua, d'un "effet de surprise" et affronte l'État le mieux structuré de la région. Le repli sur les campagnes et la guerre ouverte - auquel il s'est vu acculer par la répression - l'a privé d'un élément important, sans doute indispensable dans les conditions concrètes du pays: une organisation urbaine - syndicats, étudiants, habitants des bidonvilles - comme celle qu'elle possédait avant 1980, capable de mobiliser les gens autour de leurs revendications immédiates. Il semble que la direction du FDR - FMLN en soit aujourd'hui convaincue, et la reconstruction de ce "front" (reactivacion del frente de masas) est l'une de ses priorités. Une insurrection large et spontanée semble exclue et il apparaît qu'on mettra à profit chaque "espace politique" possible pour consolider le mouvement urbain.

Au Guatémala, la crise s'amorce sous le général Laugerud. Ce dernier élu en 1974 avec la fraude habituelle compta sur une économie en plein essor pour "stabiliser" socialement son régime. Il se fit le promoteur d'un programme de coopératives dans les hautes terres indiennes, pendant qu'il concédait aux travailleurs une plus grande latitude dans la négociation des conventions collectives: le tout devait permettre au régime de se gagner l'appui des secteurs "modérés", en isolant définitivement l'"extrême-gauche". Les résultats furent diamétralement opposés: face à la dégradation rapide de leurs conditions de vie, les ouvriers se regroupèrent. En 1976, autour d'une grève à Coca-Cola, se forme le Comité national d'unité syndicale (CNUS); en 1978, c'est au tour des ouvriers agricoles saisonniers - 49% de la population active agricole - de former le Comité d'unité paysanne (CUC). Les actions militantes d'envergure se succèdent: marche des mineurs d'Ixtahuacan sur la capitale (1977), grève générale (1978) ... (ALAI 1979: 25-29; 1981: 5-8).

Avec l'arrivée au pouvoir de Lucas Garcia, en 1978, l'ouverture "démocratique", même très partielle, cède définitivement la place au terrorisme d'État: enlèvements, tortures, assassinats se succèdent à un rythme sans précédent, et visent sans discrimination étudiants, députés sociaux-démocrates, syndicalistes et paysans.

Contrairement à d'autres dictatures qui imposent le silence aux media concernant la répression et la violence, Lucas Garcia sembla encourager ce genre de publicité ... qui ne devait jamais révéler les vrais auteurs des crimes, bien entendu. Le résultat - fruit du calcul ou de la bêtise - fut de répandre dans l'ensemble de la population un climat de terreur généralisée: pas plus le petit-bourgeois de Ciudad Guatémala que le paysan des montagnes ne se sentaient à l'abri de ses forces anonymes qui enlevaient, torturaient, arrêtaient arbitrairement les véhicules ou enfonçaient les portes des maisons.

Les conséquences du terrorisme d'État furent dramatiques pour le mouvement populaire. Les organisations légales de revendication (syndicats, associations étudiantes) furent décapitées, leurs survivants devant choisir entre l'exil ou la clandestinité.

Le Front démocratique contre la répression (FDCR), regroupement large de protestation contre les abus du régime, subit le même sort. En contre-partie, les organisations politico-militaires connaîtront un essor considérable. Il s'agit de quatre groupes formés autour de noyaux de survivants de la guérilla des années soixante: les plus importants sont l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) et l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA); auxquels s'ajoutent deux plus petits, les Forces armées revelles (FAR) et le PGT - Nucléo, une scission du Parti guatémaltèque du travail (PGT).

Avec la réduction du mouvement légal après 1978 et surtout après 1980, les groupes de guérilla deviennent la principale opposition au régime. Disposant de bonnes assises au sein de la population (particulièrement dans les régions indigènes de l'ouest et du nord-ouest), ils échappent aisément à la répression de Lucas et opèrent bientôt dans la majorité des départements du pays. Si on compare avec la situation nicaraguayenne, la grande différence est ici l'absence - ou l'impossibilité? - d'un large mouvement anti-dictatorial qui comprenne les villes. Le terrorisme d'État de Lucas s'est avéré ici plus efficace que la répression classique de Somoza. Les affrontements demeurent donc essentiellement d'ordre militaire, bien que, dans la zone des plantations, un syndicat clandestin - le Comité d'unité paysanne (CUC) - ait pu organiser et gagner une grève générale des ouvriers agricoles. Par rapport au Salvador et au Nicaragua, la lutte révolutionnaire se déroule donc selon un schéma beaucoup plus proche de la guérilla classique ("guerre populaire prolongée"), sans la participation directe des masses à l'action.

Le bilan du régime de Lucas Garcia, à la veille des élections de 1982, peut se résumer ainsi: au plan militaire, il contrôle encore le pays, mais s'avère impuissant à contenir l'ascension de la guérilla, tandis qu'au plan politique, s'il a réussi à étouffer la lutte populaire ouverte, les niveaux de violence et de corruption ont stigmatisé son gouvernement, même selon les critères de la classe dirigeante guatémaltèque, et du gouvernement américain, qui en ont vu d'autres!

Les États-Unis et, semble-t-il, les milieux d'affaires guatémaltèque voulaient comme nouveau président un civil, Maldonado, candidat d'une coalition incluant la Démocratie chrétienne: il jouissait d'une certaine popularité dans les villes et son élection aurait permis de parler d'un "retour à la démocratie" après une décennie d'autoritarisme militaire. Il semble avoir remporté la majorité des voix, mais ce fut l'ex-ministre de la Défense de Lucas, le Général Guevara, qui se proclama vainqueur: ce qui laissait présager que se poursuivrait la décomposition de l'appareil d'État et de l'Armée. Après deux semaines de confusion, un coup d'État vint rectifier la situation: le Gén. Rios Montt, ex-candidat de la D.C. - en 1974 -, assuma les pleins pouvoirs, aussitôt reconnu par les États-Unis.

La politique de la Junte, depuis un an, a confirmé les analyses qui furent faites peu après la prise du pouvoir (Le Bot et Morin 1982; Tzur 1982:

349-351). Comme le coup d'État d'octobre 1979 au Salvador, celui du Guatémala visait à redorer le blason terni d'un gouvernement, en projetant une image de paix, de justice et de renouveau; contrairement à l'autre, il n'impliquait aucune réforme en profondeur, l'expérience salvadorienne ayant démontré son peu de factibilité, compte tenu des structures et de la conjoncture actuelle. Au plan idéologique, l'opération semble avoir largement réussi: les sermons hebdomadaires de Rios Montt, la suppression dans les villes de certains abus criants (rapine organisée, brimades ouvertes de la police, etc.) ont fait leur effet sur une population accablée par quatre ans de terreur politique. Au plan militaire, cependant, l'escalade de la répression se poursuit, centrée cette fois sur les régions indiennes de l'altiplano; 9 000 morts en 6 mois. On ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec Mendez Montenegro (1966-70), président "libéral", qui avait cautionné l'écrasement de la guérilla au prix d'un massacre.

Ici encore, il semble extrêmement difficile à une organisation de guérilla, même très bien structurée et avec de fortes bases locales, de renverser un État qui dispose d'un appareil de répression des plus perfectionnés et qui peut garder le contrôle idéologique et politique des villes. Or, sur ces deux tableaux, le régime Rios Montt a marqué des points importants par rapport aux précédents.

Les élections qui ont eu lieu en novembre 1981, au Honduras, et en février 1982, au Costa-Rica, révèlent dans ces deux derniers une dialectique différente de celle qui s'est engagée entre la répression militaire et la montée du mouvement révolutionnaire dans les trois autres républiques.

Au Honduras, on note cependant de nombreux traits communs. D'abord un régime militaire pratiquement ininterrompu depuis 1963, mais brièvement réformiste (1972-75) et moins répressif que ses voisins.[9] Les militaires au pouvoir y connaissent cependant à la fin de la décennie (particulièrement sous le Gén. Paz Garcia) un processus de décomposition similaire (corruption généralisée, scandales administratifs, etc.). De plus, ils se révèlent totalement incapables de réagir face à la crise économique qui s'installe en 1979 (chute des prix du café et des bananes).

Traditionnellement liés au Parti nationaliste, ils se trouvaient face à une double opposition. D'une part, le Parti libéral, qui depuis 1957 rassemblait la petite bourgeoisie réformiste et la nouvelle bourgeoisie (industriels, caféiculteurs moyens). D'autre part, un mouvement populaire important bien qu'encore divisé entre plusieurs tendances: il a été marqué par les luttes paysannes des deux dernières décennies, et sa tendance générale a été vers une radicalisation (création de l'Union Nationale des Paysans - UNC - suite à des occupations massives de terres, etc.).

Ce qui caractérise à la fois l'opposition bourgeoise et la grande majorité des forces populaires, en 1980, c'est la volonté de transformer le système social par des réformes. Le maintien de certains espaces démocratiques par les militaires (syndicats, presse d'opposition) et les changements limités qu'ils pas permis à ce jour la constitution d'un fort mouvement révolutionnaire (tant les partis d'extrême-gauche que les organisations politico-militaires sont encore très restreints[10]).

C'est dans ce contexte qu'on peut comprendre un transfert de pouvoir, des militaires aux civils, qui ne nécessite ni coup d'État ni révolution. Les élections à l'Assemblée constituante, en avril 1980, comme celles à la présidence, en novembre 1981, montrèrent qu'une vaste majorité de Honduriens avaient foi dans le système électoral (ce qui contraste avec l'absentionisme croissant dans les deux pays voisins) et que le Parti libéral remportait l'adhésion du plus grand nombre.

Mais seule une analyse superficielle ou sciemment faussée pourrait identifier l'élection d'un président civil Suazo Cordova et la démocratisation. En fait, les militaires n'ont "cédé la place" qu'à deux conditions: a) qu'aucune enquête ne soit menée sur les années d'administration militaire et surtout; b) que l'état-major ait un droit de véto sur toute nomination au cabinet. Suazo Cordova avait donc, dès son assermentation, les mains liées: l'homme fort du régime demeure le Gén. Alvarez, chef du Conseil supérieur des Forces armées.

Il est extrêmement important de noter que le développement des Forces armées, loin d'être freiné par la transition au gouvernement civil, s'est constamment accéléré ces dernières années. Cela est dû, en premier lieu, à l'aide militaire américaine, estimée à 10 millions en 1982, soit la plus forte somme après le Salvador (Volk, 1981: 28-29); aide qui s'accompagne d'un entraînement intensif des troupes honduriennes (ibid). Contrairement à ce qui se passe au Guatémala et au Salvador, cette croissance n'a pas pour but premier de faire face à une crise sociale interne, mais bien d'appuyer les incursions des bandes somozistes au Nicaragua - ce qu'elles font depuis un an -et de participer à des opérations conjointes contre le FMLN - comme en juillet 1982 dans le département de Morazan.[11]

Ces activités "externes" ne vont pas sans conséquences internes cependant. Le Gén. Alvarez, formé au Pérou, en Argentine et aux États-Unis, est également ex-directeur du Département national d'investigation (services honduriens de renseignement) et son ascension récente a coïncidé avec une "nouveauté" sur la scène politique hondurienne: les "disparitions" (27 cas en 1982 d'après le Comité de défense des droits humains - CEDOH -, Boletin informativo (no 18), nov. 1982: 8). La répression semble viser en premier lieu, pour l'instant, des Salvadoriens exilés, les Honduriens travaillant à la solidarité avec les réfugiés salvadoriens et le peuple nicaraguayen. On retrouve également des militants paysans et ouvriers, un dirigeant communiste et un candidat du FPH, (deux formations politiques légales).

En résumé, si le Honduras ne semble pas s'engager maintenant dans la dialectique révolutionnaire, c'est principalement dû à la nature même du mouvement populaire (objectifs et mode d'action), qui répond à son tour aux facteurs structurels et historiques examinés dans la première partie. Mais outre la crise économique qui limite énormément la marge de manoeuvre du gouvernement, un facteur risque de peser lourd dans la balance dans un futur immédiat: la militarisation rapide du pays - au-delà de l'apparence des élections - à des fins d'intervention régionale. Ce facteur pourrait entraîner des contradictions internes telles que la précaire "ouverture" actuelle céderait la place à un régime militaire ouvert: le Gén. Alvarez, converti depuis peu au fondamentalisme, comme son collègue Rios Montt, serait le candidat tout désigné...

Le Costa-Rica est le seul pays de la région où le choc de la crise économique, pourtant considérable, n'ait pas entraîné de changements politiques. Pourtant, c'est l'un des pays de la région où le déclin a été le plus net depuis quatre ans: une dette extérieure de plus de quatre milliards de dollars (obligeant à la suspension des paiements au début de 1982), une réduction des salaires réels de 45% en trois ans, et un État-Providence près de la banqueroute (CEPAS 1983: 539-541). Les élections de février 1982 ont tout simplement porté au pouvoir le candidat du P.L.N., Monge, en remplacement de Carazo Odio, du Partido Unidad...

En fait, c'est en jouant sur les mêmes éléments internes et externes qui ont causé la crise que le nouveau président tente à présent de la résoudre. À la source des quatre milliards de dette extérieure on retrouve deux facteurs principaux: le déficit de la balance commerciale (croissant depuis 1970 et refinancé constamment par des emprunts) et le déficit budgétaire

(responsable à lui seul de 2,7 milliards). Or le déficit endémique de la balance commerciale s'enracine dans la politique d'industrialisation - dite de substitution d'importations - mise de l'avant par tous les gouvernements au pouvoir depuis 20 ans. Cette politique, avec les programmes d'éducation, de santé et de sécurité sociale a été à la base du "développement avec redistribution" qui a permis une certaine diversification économique tout en maintenant la paix sociale: l'État finançait largement les industries qui créaient de l'emploi, ce qui accroissait la demande et ainsi de suite. Mais les revenus des agro-exportations se sont avérés de plus en plus insuffisants pour compenser la demande, particulièrement anarchique, de facteurs de productions requis par l'industrie. L'État a emprunté à l'étranger pour combler la différence. De même , le coût des politiques sociales eût tôt fait de dépasser de beaucoup les rentrées fiscales: l'État a emprunté...

Le P.L.N., qui s'est toujours identifié particulièrement avec la politique de réformes, jouit encore, après 35 ans, d'une grande crédibilité auprès de ses clientèles rurales et urbaines. Monge a emporté les élections en affirmant qu'il redresserait la situation sans que le peuple ait trop à souffrir. Sa politique de redressement a eu deux axes. Au plan interne, il en a appelé au

politique de redressement a eu deux axes. Au plan interne, il en a appelé au patriotisme des Costaricains pour faire les sacrifices nécessaires. Il les révélera peu à peu par la suite: augmentation des tarifs pour les services publics (électricité, eau courante...), fin des subventions à de nombreux produits de base (p. ex. la farine), augmentation minime des salaires (alors que l'inflation fut de 89% en 1982). Au plan extérieur, il entreprit d'abord de manifester bien haut son appui à la politique américaine en Amérique centrale: Monge réussit à enlever le droit de parole au délégué sandiniste à la réunion de l'Internationale socialiste, multiplia les appuis à l'opposition nicaraguayenne et reçut chaleureusement Reagan lors de sa tournée de décembre. Puis il essaya de le monnayer... Mais le Costa-Rica n'a pas la position stratégique du Honduras et n'a même pas d'armée: les États-Unis lui donnent donc au compte-gouttes l'aide qui afflue au Honduras; on exige en échange une subordination stricte du pays aux directives du FMI - réduction des dépenses publiques et des importations, etc. - et des facilités encore plus grande pour le capital étranger.

En l'absence d'un large mouvement social autonome, et d'une droite fasciste organisée, Monge demeure sans doute le chef d'État qui dispose actuellement de la plus grande marge de manoeuvre dans la région pour ce qui est de sa politique interne. Mais son succès - et le sort du "modèle tico" - dépendent présentement, pour l'essentiel, de décisions économiques extérieures. Si le pays plonge dans le chaos, ce sera par suite du refus des banques privées de renégocier la dette extérieure de 500 millions, beaucoup plus vraisemblablement qu'à la suite de l'"invasion sandiniste" dont Monge fait grand état.

L'histoire récente de l'Amérique centrale illustre bien les limites structurelles auxquelles se heurte toute tentative d'"ouverture" dans des États oligarchiques, dans le contexte international actuel. Il s'est avéré impossible, au Salvador et au Guatémala, de maintenir au pouvoir un gouvernement réformiste, qui à la fois puisse vaincre la résistance farouche des secteurs hégémoniques, et satisfaire minimalement les revendications populaires. D'où, après de brefs intermèdes, le retour à la dictature ouverte... laquelle se trouve bientôt confrontée à l'isolement social, et subit des pressions (locales et internationales) pour mettre en oeuvre quelques réformes. Le Honduras et le Costa-Rica pourraient eux-mêmes bientôt être entraînés dans cette spirale.

Quant à l'issue révolutionnaire, elle pose un double problème. Il paraît déjà clair qu'on ne pourra copier la révolution nicaraguayenne pas plus qu'on ne put copier, dans les années soixante, la révolution cubaine. Les processus spécifiques de chaque pays impliquent des appareils politiques et militaires plus forts, en alerte, et directement supervisés par les E.U. À un autre niveau, le renversement de la dictature comme au Nicaragua place la coalition révolutionnaire devant un dilemme prolongé: comment mobiliser toutes les forces sociales anti-dictatoriales (patrons et ouvriers, intellectuels et paysans) pour reconstruire le pays, tout en s'assurant que ne se recréera

pas en même temps une société fondée sur l'inégalité. Et ce, sous des pressions internationales de plus en plus lourdes. Quelles que soient les "erreurs" qu'on puisse leur reprocher, les sandinistes auront, pour la première fois, brisé le carcan séculaire qui pèse sur les peuples d'Amérique centrale. C'est une histoire nouvelle qui s'y écrit, et ils ont réussi à préserver l'originalité de leur expérience.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Selon Black, seulement entre 1978 et 1981, l'armée et les groupes paramilitaires assassinèrent 20 dirigeants du Front uni de la révolution (FUR), 16 du Parti socialiste démocratique (PSD) (deux formations social-démocrates) et 70 militants et maires chrétiens-démocrates (1983: 20). Pour une présentation plus complète du terrorisme d'État guatémaltèque, voir Rudel 1981.

2. Le budget de l'État guatémaltèque ne représentait, en 1977, que 9% du PIB, sans doute un record mondial!

3. Il s'agit de la Confédération générale du travail (CGT) et de la Confédération nationale des travailleurs, (CNT).

4. Pour une analyse détaillée des causes profondes et des conséquences de la Guerra del futbol, voir Carias 1970.

5. Plus particulièrement Jimenez 1974 la tendance tercerista ou troisième. En En 1975, le FSLN s'était scindé en trois tendances: l'une préconisant la "guerre populaire prolongée" et s'était établie dans les régions peu peuplées du nord: la seconde, "prolétarienne", misait sur le travail politique dans les villes, auprès de la classe ouvrière et des autres couches populaires; la troisième, enfin (tercerista) mettait l'accent sur d'audacieux coups de main - attaques de garnisons, séquestration de personnages importants - pour ébranler la dictature et "éveiller les masses".

6. Les FPL sont nées en 1970 d'une scission au sein du PC, suite à l'appui donné par ce dernier à l'État, lors de la guerre contre le Honduras. L'ERP provient des secteurs chrétiens progressistes, et se forma en 1971. La Resistencia nacional se sépara en 1975 de l'ERP.

7. La loi de Réforme agraire prévoyait deux étapes. La première qui devait commencer immédiatement devait exproprier toutes les propriétés supérieures à 500 ha, affectant 15% des terres arables parmi les plus productives. La seconde phase (annoncée mais jamais appliquée) devait exproprier les terres dépassant 150 ha: elle aurait touché 60% des meilleures

terres du pays. Enfin, en avril 80, fut ajoutée une "Phase 3", à effet immédiat attribuant la propriété de leurs parcelles aux métayers et fermiers (Simon et Stephens 1981: 19-20). En fait, elle excluait de tout partage 60% des paysans sans terre, soit les ouvriers saisonniers, n'assurait aucune protection aux bénéficiaires face aux attaques meurtrières de l'armée et des paramilitaires (id: 70-71). Et enfin, elle eut pour résultat l'éviction de milliers de métayers, car les propriétaires terriens modifièrent la forme de tenure avant l'application de la loi. Soulignons qu'après les élections de mars 82, le gouvernement Magana a entrepris de restituer aux latifundistas les terres distribuées par la Réforme...

8. Pour une présentation plus complète, voir NACLA, Vol. 14 (No 4) juil-août 1980: 34-35. Quant au programme pour un Gouvernement Démocratique Révolutionnaire, il comprend, entre autres, la nationalisation des banques, du commerce extérieur, de l'électricité et du raffinace du pétrole, l'expropriation des monopoles, la réforme agraire, une réforme foncière urbaine; l'universalisation et l'amélioration des services de santé et d'éducation. Cf. FMLN - FDR 1981: 34-40.

9. Nous voulons dire par là qu'ils n'ont pas à leur passif des dizaines de milliers de victimes, comme les Somoza, Romero, Lucas Garcia... La répression permanente contre le mouvement paysan, ouvrier et étudiant se traduit plutôt par le harcèlement, les arrestations et détentions arbitraires pendant les années soixante-dix. Des cas comme le "massacre de Los Horcones" (11 victimes) demeurent isolés.

10. Il existe aussi au Honduras deux organisations politico-militaires préconisant le renversement de l'État par la force: le Front morazaniste pour la libération du Honduras (FMLH) et le Mouvement populaire de libération (Cinchoneros (MPL)). Connus par certains coups d'éclat, ils n'ont encore que peu d'influence. Quant aux partis dits de gauche et d'extrême-gauche (PCH, PC m-l H.P.S.), plusieurs ont formé avec d'autres forces progressistes un front électoral en 1981 le Front patriotique hondurien (FPH).

11. Voir à ce sujet l'intéressante déposition de J.H. Buchanan, officier à la retraite, devant le sous-comité des affaires interaméricaines du Congrès (reproduit dans NACLA 1982 (no 5) pp. 2-12.

BIBLIOGRAPHIE

AGUILERA, Gabriel
1982 "The Process of Militarization in the Guatemalan State" in Latin American Research Unit Studies, Vol. 5 (no 1), pp. 41-58.

ALAI (Agence latino-américaine d'Information)
1979 Le mouvement ouvrier et populaire en Amérique latine. "Interview du CNUS du Guatémala", pp. 25-31, Montréal.

ARIAS SANCEZ, Oscar
1976 Quien gobierna en Costa Rica, San José (Costa Rica) EDUCA.

BEAUCAGE, Pierre
1979 "Quelques remarques sur la formation de la classe ouvrière en Amérique centrale" in Travail, capital et société, Vol. 12 (no 2), pp. 3-18.

BEAUCAGE, Pierre
1981 "El Salvador: Quelques jalons pour comprendre l'histoire récente" in Annales des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (no 2), pp. 15-26.

BLACK, George
1983 "Garrison Guatemala" in NACLA: Report on the Americas, Vol. 17 (no 1), pp. 2-35.

CASTILLO, Donald
1980 Acumulacion de capital y empresas transnacionales en Centroamerica. Mexico, Siglo XXI.

CEDOH (Centro de documentacion de Honduras)
Boletin informativo. Tegucigalpa.

CEPAS
1983 (Centro de Estudios para la Accion Social) "Balance de la situacion" en ALAI - Servicio informativo. Vol. 7 (no 34), Montréal, 25 mars 1983, pp. 539-541.

"Declaracion conjunta de los partidos comunistas y obreros de Centroamerica,
1981 Mexico y Panama" in Boletin de informacion, Vol. 19 (no 1), pp. 10-16.

FDR-FMLN
1981 El Salvador: On the Treshold of a Democratic Revolutionary Victory. El Salvador.

JONAS (EODENHEIMER), Susanne et aliis
1974 La inversion estranjera en Centroamerica. San José (Costa Rica) EDUCA.

JONAS, Susanne et David TOBIS
1974 Guatemala. Berkely (E.-U.), North American Caucus on Latin America.

LE BOT, Yvon et Louise MORIN
1982 "Le rôle du patronat et des militaires dans le coup d'État au Guatémala" in Le Monte diplomatique, Mai 1982, p. 9.

MENJIVAR, Rafael
1980 Accumulacion originaria y desarrollo del capitalismo en El Salvador, San José (Costa Rica) EDUCA.

MEZA, Victor
1981 Honduras: "Crise du réformisme et situation politique" in ALAI Guatémala, Honduras. Les organisations populaires. Dossier ALAI, Montréal, pp. 19-30.

MONTEFORTE TOLEDO, Mario
1972 Centroamerica, Mexico, Instituto de Investigaciones Sociales de la UNAM (2 vol.).

MORALES, José Luis
"Amérique centrale: l'émergence d'une nouvelle gauche", in Amérique centrale: géopolitique et révolution. Montréal, Dossier ALAI, no 5, pp. 25-.

NORTH, Lüsa
1982 Bitter Grounds: the Roots of Revolt in El Salvador, Toronto, Between the Lines.

Partido de la Revolucion salvadorena (m.-l.) (PRS)
1977 El Salvador. Una perspectiva revolucionaria, San Salvador.

RUDEL, Christian
1981 Guatemala, terrorisme d'État. Paris, Karthala.

SCHIFTER, Jacobo
1981 La fase oculta de la guerra civil in Costa Rica. San José (Costa Rica), EDUCA.

SLUTZKY, Daniel et Esther ALONSO
1979 Les transformations récentes de l'enclave bananière au Honduras. Paris, CETRAL (Cahier de recherche no 8).

SIMON, L.R. et J.C. STEPEHNS
1981 El Salvador Land Reform 1980-81. Impact Audit. Boston, Oxfam America.

SOLORZANO Martinez, Mario
1982 "Social-démocratie et démocratie chrétienne en Amérique centrale" in Amérique centrale: géopolitique et révolution. Montréal, Dossier ALAI no 4, pp. 13-24.

TORRES RIVAS, Edelberto
1968 Interpretacion del desarrollo social centroamericano. Santiago du Chili, ILPES.

TORRES RIVA, Edelberto
1980a "The Central American Model of Growth; Crisis for Whom?" in Latin American Perspectives, Vol. 7 (no 2-3), pp. 24-44.

TORRES RIVAS, Edelberto
1980b "La formacion del Estado y el sector publico en Centroamerica y Panama" in Revista Mexicana de Sociologia, Vol. 42 (no 2), pp. 561-590.

TORRES RIVAS, Edelberto
1983 "La crise de l'Amérique centrale, quelle crise? in Bulletin d'information (no 5), Montréal, Centre de Documentation d'Amérique latine.

TZUR, Daniel
1982 "Elecciones en Centroamerica - la parte in Estudios Centroamericanos (no 402), San Salvador, avril 1982 reproduit dans ALAI - Servicio informativo, Vol. 6 (no 22), Montréal, 22 août 1982, pp. 347-351.

VOLK, Steven
1981 "Honduras: on the Bonder of War" in NACLA: Report on the Americas. Vol. 15 (no 8), pp. 2-36.

WHEELOCK, Jaime
1978 Imperialismo y dictadura, Mexico, Siglo XXI.

Deuxième partie

L'État canadien en crise

I Crise du régime et transformations de l'appareil d'État

Chapitre 13

L'ÉTAT CANADIEN, LA RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Duncan CAMERON*

Pendant la période de l'après-guerre trois éléments principaux ont caractérisé la politique économique canadienne. Premièrement, le Canada adopta des politiques libérales face aux investisseurs étrangers. Deuxièmement, on prôna la mise en place de politiques sociales, associées à "l'État providence". Troisièmement, la gestion économique du pays fut conçue dans l'optique des politiques Keynesiennes. Ce n'est que dans les années récentes qu'on s'est mis à émettre des doutes sérieux sur l'efficacité de ces politiques étatiques. En effet, la crise économique mondiale et ses effets au Canada ont provoqué des changements importants dans ces trois domaines. Cependant, on constate que, si des revirements ou des modifications se sont manifestés, depuis, dans la politique économique canadienne, aucun consensus véritable, par contre, n'a été établi jusqu'à ce jour, autour d'un ensemble cohérent de politique de rechange.

Pour comprendre l'État canadien d'aujourd'hui, il importe de souligner, dès le départ, que celui-ci n'est pas neutre ni autonome dans ces interventions.[1] Bien qu'il y ait une logique étatique et que celle-ci signifie que la volonté des dirigeants étatiques ne doit pas être négligée, il existe surtout des contraintes quand il s'agit d'implantation de politiques nouvelles. Sans soutenir la thèse que l'État canadien se conduit selon la règle dite de la facilité, on peut quand même reconnaître aisément que le rôle de l'État canadien est bien circonscrit par son environnement.[2]

Il sera question ici des récentes tentatives de restructuration économique annoncées par le gouvernement libéral, lors de la présentation du budget MacEchen de 1981, dans un document intitulé Le développement économique du Canada dans les années quatre-vingt. Notre étude traite du rapport qui existe entre l'État et l'économie au Canada, mais elle a surtout pour objet d'illustrer les contraintes imposées à l'État canadien par les liens qui existent entre le Canada et l'économie mondiale. Nous analyserons, en outre, quelques limites propres à l'intervention étatique au Canada. À ce

* Professeur de science politique à l'Université d'Ottawa.

sujet, nous reconnaissons que les récents remaniements administratifs effectués dans les agences qui détiennent les principales responsabilités dans la conduite des relations extérieures canadiennes sont particulièrement intéressantes et importantes.

POURQUOI EST-IL QUESTION DE RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE?

La crise économique mondiale a révélé les faiblesses de la politique économique canadienne. Bien que peu écoutés pendant les années soixante, les arguments avancés par les nationalistes canadiens (on pense surtout ici à Walter Gordon) semblaient plus pertinents lorsque la balance extérieure négative en matière des produits manufacturiers devenait significative: 87.6 $ milliards pour les années soixante-dix, dont 60.6 $ milliards pour les cinq dernières années de cette décennie.[3] En plus des inquiétudes manifestées au sujet des échanges internationaux, il y a consternation face à la performance en ce qui concerne l'inflation et l'emploi. Les mesures de politiques fiscale et monétaire semblent impuissantes face à la stagflation des années soixante-dix.[4]

C'est dans ce contexte que le gouvernement canadien proclame, en novembre 1981, que "le renouveau économique national est l'objectif premier...".[5] En janvier 1982, le Cabinet du Premier ministre annonce un premier pas majeur vers l'implantation des stratégies envisagées en novembre: la transformation des ministères à caractère économique. On propose donc la création d'un ministère d'État pour le développement économique et régional: une agence centrale à qui est attribuée la responsabilité des enveloppes budgétaires du développement économique (46.8 milliards) et de l'énergie (42.6 milliards). Ce ministère sert de secrétariat à un comité du Conseil des ministres chargé de ces responsabilités, ce qui veut dire que le dossier régional lui est confié en plus des politiques globales du développement économique.[6]

Dans la même optique, le ministère de l'Expansion régionale et le ministère de l'Industrie et du Commerce sont réunis pour former le nouveau ministère de l'Expansion régionale et Industrielle. Le ministère des Affaires extérieures hérite, alors des fonctions de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce en matière de politique commerciale internationale et de promotion des exportations. Les dossiers de la Société d'expansion des exportations et de la Société commerciale du Canada relèvent désormais du portefeuille des Affaires extérieures.

Selon le communiqué du Cabinet du Premier ministre, le ministère des Affaires extérieures est appelé à être transformé afin d'occuper, de façon agressive, les marchés internationaux d'exportation et d'accorder la priorité aux questions économiques dans l'élaboration de la politique étrangère. Le but de cette réorganisation est d'intégrer le ministère, de façon efficace, dans les consultations inter-ministérielles en matière de politique économique. On explique que "les questions commerciales sont de plus en plus les questions

contentieuses qui existent au niveau des relations inter-étatiques". D'après le document du Cabinet du Premier ministre, le Canada doit donc se faire valoir à l'étranger par un ministère capable d'exprimer nos intérêts économiques aussi bien que politiques.[7]

Face à une concurrence accrue, au niveau du commerce international, qui impose un renouveau économique national, le gouvernement canadien ressent le besoin de la présence d'un ministère des Affaires extérieures qui soit non seulement dynamique à l'étranger, mais habilité à jouer un rôle important dans l'élaboration des politiques nationales de rechange économique. Donc le mandat du nouveau ministère des Affaires extérieures était non seulement de prendre en charge les relations commerciales internationales, mais de devenir un acteur important en politique économique. On constate dès lors que si la recherche d'un renouveau économique a amené le gouvernement canadien à transformer le ministère des Affaires extérieures, c'est parce que l'évolution de l'économie mondiale a été à l'origine des efforts du gouvernement libéral pour établir une stratégie de structuration économique.

EN QUOI CONSISTE LE RENOUVEAU ÉCONOMIQUE?

La stratégie économique qui a été proposée au Canada en novembre 1981 démontre chez les dirigeants étatiques leur volonté de prendre leurs distances par rapport aux politiques économiques de la période d'après-guerre. D'abord, on est prêt à intervenir plus directement dans le processus décisionnel en matière d'investissements pour tenter d'assurer que l'industrie canadienne récolte une plus grande part des retombées économiques. On signale même la possibilité de favoriser les industries contrôlées par des intérêts, face aux entreprises étrangères domiciliées au Canada, dans l'octroi des contrats découlant des investissements dans les "méga-projets", pierre angulaire de la stratégie du renouveau économique.[8]

Deuxièmement, on s'inquiète de l'avenir de "l'État providence", car on voit qu'au fur et à mesure que les disparités régionales augmentent, la capacité d'assurer un niveau de services sociaux uniforme à travers le Canada diminue. Sans un régime social équilibré à l'échelle nationale, on affirme que l'unité du pays, déjà très fragile, deviendrait très difficile à maintenir dans l'avenir. Pour contrer la tendance qui s'affirme vers l'inégalité des programmes sociaux au pays, on propose un développement régional plus équilibré par l'intermédiaire d'une intervention étatique qui agirait sur la promotion des méga-projets dans les régions défavorisées. Plutôt que de permettre que le libre jeu des forces du marché économique détermine le lieu et le niveau des investissements nouveaux, on suggère des politiques qui soutiendraient l'activité économique dans toutes les régions canadiennes.

Troisièmement, on constate l'échec des politiques Keynesiennes. On est même prêt à reconnaître que les mesures qui visaient à stimuler l'économie

ont eu un impact négatif sur la croissance économique parce qu'elles ont contribué à créer l'inflation. Étant donné qu'on considère l'inflation comme l'élément destructeur de l'investissement, l'objet premier des politiques publiques devient la lutte contre l'inflation, par l'intermédiaire des politiques monétaristes, dont la responsabilité de la mise en application est confiée à la Banque du Canada, qui peut compter sur le soutien du gouvernement. Cependant, les libéraux sont obligés de reconnaître que les effets du monétarisme sont néfastes à l'emploi. Lorsque l'inflation grimpe en même temps que le chômage, les dirigeants étatiques expliquent ces déboires en les mettant au compte d'une situation mondiale difficile.

Un déficit chronique au compte courant de la balance des paiements canadienne est considéré à Ottawa comme la principale contrainte imposée à la gestion économique. Pour financer ce déficit, on a recours aux taux d'intérêt élevés. D'ailleurs, les inquiétudes manifestées au sujet du taux de change du dollar canadien imposent des taux d'intérêt légèrement supérieurs aux taux d'intérêt américains. Avec la montée en flèche de ces derniers, le Canada abandonne, en 1979, le monétarisme strict et, pour défendre le dollar canadien, accepte que la croissance de la masse monétaire canadienne doit être liée au besoin de maintenir les taux d'intérêt canadiens au-dessus des taux américains. En même temps, toute relance économique par l'intermédiaire des dépenses gouvernementales est considérée comme impossible. Le présumé lien direct entre le déficit fiscal et le niveau des importations canadiennes exclut le recours aux dépenses supplémentaires. Cependant, le déficit fiscal grimpe de toute façon, car la faiblesse économique augmente les dépenses sociales et diminue les revenus des contribuables et, par conséquent, ceux du gouvernement.

Face à une conjoncture défavorable aux politiques Keynesiennes" de relance écononomique, où le définit fédéral inquiète déjà les milieux financiers, le gouvernement cherche des moyens d'intervention plus sélectifs. Devant l'échec du monétarisme comme stratégie anti-inflationniste, les libéraux cherchent à convaincre les électeurs que les problèmes économiques sont dus à la situation internationale, et non aux politiques économiques du gouvernement.

LES INSUFFISANCES DE LA STRATÉGIE CANADIENNE

Conçue pour faire face à concurrence internationale, la stratégie économique du gouvernement canadien est devenue rapidement victime de la conjoncture internationale. Cette stratégie visait à une relance économique par l'intermédiaire des méga-projets. Le rapport publié par le Groupe d'étude sur les grands projets a répertorié "(...) $440 milliards de grands travaux, principalement dans le secteur de l'énergie et des ressources naturelles, (...) envisagés d'ici la fin du siècle". Cependant, vu la faiblesse de l'économie mondiale et, en particulier, la chute des prix du pétrole, l'avenir prévu pour les investissements énergétiques, qui constituaient 84% des investissements prévus, n'est plus ce qu'il était à l'époque où le rapport fut rendu public. De

surcroît, la stratégie canadienne fut déployée dans le secteur manufacturier "tant pour fournir les machines, l'équipement et les matériaux nécessaires à la mise en valeur des ressources que pour soumettre ces dernières à une transformation plus poussée".[9] Évidemment, sans une demande internationale des produits énergétiques canadiens, les retombées économiques souhaitées dans le secteur manufacturier ne pouvaient se produire.

En fait, le marché international des produits énergétiques est devenu très instable. Les pays en développement, au sujet desquels la stratégie prévoyait qu'(ils), "... constitueront un débouché de plus en plus important pour les biens et les services liés à l'exploitation et à la transformation des ressources naturelles, domaine dans lequel l'industrie canadienne devrait être compétitive", sont en difficulté financière.[10] L'ensemble des pays dits "en développement" subit un niveau d'endettement supérieur à $600 milliards et certains d'entre eux souffrent carrément d'une crise liée à leur incapacité de rembourser leurs dettes. Plutôt que d'apparaître comme un marché en expansion, le tiers-monde semble être une des principales sources d'inquiétude quant à l'avenir économique international.

L'idée principale qui sous-tendait la stratégie canadienne, c'était de créer des liens positifs entre le 20% du PNB qui représente l'exploitation des ressources et le 20% du PNB qui représente le secteur manufacturier. On envisageait "que nous pouv(i)ons être à la pointe du progrès technique sur des marchés mondiaux choisis".[11] Les grands projets devaient servir, alors, à promouvoir l'adaptation des techniques canadiennes et étrangères dans l'ingénierie, l'approvisionnement des services à haute technologie et la commercialisation des produits nouveaux. Mais toute la stratégie reposait sur la capacité d'exporter les ressources naturelles. Sans l'expansion des marchés extérieurs, les investissements dans les grands projets ne semblaient pas rentables et, en effet, ces investissements tardent à venir.

DE LA POLITIQUE NATIONALE À LA STRATÉGIE LIBÉRALE

Tout comme la politique dite "nationale" de Macdonald et de ses conservateurs, elle-même mise de l'avant à l'aube d'une dépression mondiale (1879-1896), la stratégie libérale a souffert d'une économie mondiale en décroissance. Cependant, si la politique nationale en 1879 a repris vie à partir de 1896, grâce au succès des agriculteurs de l'Ouest qui réussirent à vendre leur blé sur les marchés mondiaux, elle n'a jamais atteint tout à fait son but: le développement d'une industrie canadienne capable de conquérir les marchés d'exportation.

De nos jours, ce qui frappe l'analyste du renouveau économique annoncé en 1981, ce sont les ressemblances que celui-ci partage avec la politique nationale du 19e siècle. D'abord, dans les deux cas, l'objet visé est l'industrialisation. Les efforts de Macdonald pour promouvoir le secteur manufacturier peuvent être qualifiés de mercantilistes. Ils reposaient sur une

politique tarifaire protectionniste, la construction d'infrastructures économiques avec l'aide étatique et l'agrandissement du marché intérieur à l'immigration. Il faut préciser que le Canada n'était pas seul à implanter des politiques mercantilistes. Les États-Unis aussi bien que l'Allemagne ont tenté de rivaliser avec la Grande-Bretagne dans la domination des marchés mondiaux, en adoptant des mesures destinées à assurer le développement industriel. Mais, dans le cas canadien, la stratégie mercantiliste n'a pas produit tous les fruits escomptés dans l'industrialisation auto-centrée. Son principal effet fut de renforcer les liens entre la production des matières premières et le marché mondial: l'industrialisation s'est faite selon un mode de développement dépendant.

Le principal défaut de la stratégie de 1981, c'est de ne pas avoir saisi que les difficultés économiques canadiennes étaient essentiellement dues à une crise de ce mode de développement. De plus, la nouvelle stratégie canadienne cherchait à renforcer ce mode de développement plutôt qu'à le transformer.

La dépendance économique canadienne est, en réalité, une triple dépendance. Premièrement, les exportateurs canadiens de matières premières sont tributaires des marchés extérieurs. La production effectuée pour le marché intérieur ne suffit pas pour rentabiliser les investissements engagés dans l'infrastructure économique nécessaire à l'exploitation des ressources naturelles. Deuxièmement, étant donné que la production est acheminée vers l'étranger, on a fait appel aux investisseurs étrangers pour financer la construction des projets de cette infrastructure et pour participer dans la production des matières premières. Mais la dépendance développée envers les marchés monétaires et les marchés des capitaux hors frontières limite la capacité de l'État à intervenir pour influencer les pratiques des firmes étrangères au Canada. Par exemple, le dirigisme étatique risque de déplaire aux milieux financiers américains et peut même provoquer l'établissement aux États-Unis de mesures protectionnistes face aux exportations des produits canadiens. Troisièmement, la présence de capitaux étrangers crée une situation où les sorties de fonds qui s'opèrent sous forme d'intérêts, de dividendes et de profits deviennent une charge lourde pour la balance des paiements internationale. Afin de financer ces sorties, on a recours soit à un rythme d'exportation des matières premières accéléré, soit à des emprunts publics plus importants, ou à une dévaluation de la monnaie. De plus, depuis 1974, le Canada est devenu un exportateur net de capitaux sous forme d'investissements directs, ce qui implique l'existence d'une pression accrue sur le déficit extérieur.

Il est clair que ces trois formes de dépendance sont liées. La dépendance sur la plan de l'exportation des ressources naturelle entraîne l'augmentation de l'investissement étranger, ce qui limite la capacité d'intervention de l'État sans avoir à craindre d'en subir les conséquences en ce qui concerne l'accès aux marchés d'exportation et aux sources extérieures de financement. La politique étatique est donc, d'une part, circonscrite par ces conditions extérieures et, d'autre part, liée au besoin de financer ce mode de développement dépendant. Le peu d'expansion que connaît l'industrie canadienne

s'est fait à l'ombre de la production qui s'opère dans le secteur des matières premières. Les investissements étrangers s'implantent au Canada afin de bénéficier des politiques protectionnistes canadiennes. Le secteur manufacturier, placé en grande partie sous le contrôle étranger, dessert principalement le marché intérieur. L'innovation technique et les hautes instances décisionnelles restent les responsabilités des maisons mères et les succursales canadiennes ne sont pas mandatées pour promouvoir les exportations.

À l'intérieur de l'État, on voit paraître périodiquement des poussées vers la libéralisation des échanges avec les États-Unis. Cependant, cette option libre-échangiste implique une plus grande dépendance politique du Canada vis-à-vis les États-Unis, car la restructuration économique qui suivrait une entente éventuelle de libre-échange serait vulnérable advenant un changement d'attitude chez les dirigeants américains. Un régime protectionniste américain pourrait renverser l'entente et fermer les débouchés pour lesquels l'économie canadienne aurait été restructurée. C'est pour cette raison que l'option libre-échangiste est rejetée par les instances politiques canadiennes en tant qu'option valable. Mais, dans un monde où les négociations internationales au sujet des barrières tarifaires et non tarifaires sont importantes et où l'enjeu canadien est considérable, mais non le pouvoir d'influencer les résultats, le mouvement vers un certain libre-échangisme, à l'échelle internationale, a apporté des résultats qui placent le Canada dans une position qui se rapproche de celle qu'aurait connue le Canada s'il avait adopté l'option libre-échangiste avec les États-Unis.

Le facteur constant dans le développement économique canadien depuis la colonisation, c'est l'importance des marchés extérieurs comme débouchés pour la production des matières premières. La politique économique du temps de Macdonald à nos jours a été liée au développement de l'infrastructure économique qui était nécessaire à la production des ressources et à leur acheminement vers l'étranger. Mais cette forme d'investissement a renforcé la dépendance du Canada envers le marché mondial. De plus, le fait d'avoir orienté la politique économique vers le financement des projets d'infrastructure dans le domaine des ressources naturelles, soit au moyen des subventions étatiques, comme dans le temps de Macdonald, soit par la politique libérale pratiquée envers les investissement étrangers dans la période d'après-guerre, a été déterminant pour l'évolution de l'État canadien.

CONCLUSION: LES FAIBLESSES DE LA POLITIQUE ÉTATIQUE CANADIENNE

L'État canadien est tributaire des politiques mises en avant depuis plus d'un siècle pour favoriser la production et l'exportation des ressources naturelles. Le développement industriel autrefois protégé par les mesures tarifaires l'est beaucoup moins aujourd'hui. Les politiques de renouveau économique proposées par le gouvernement libéral révèlent les mêmes faiblesses que celles de la politique nationale du 19e siècle. Dans les deux cas, une conjoncture internationale favorable est prérequise pour en assurer la réussite. Pour les dirigeants étatiques le problème est le suivant: une conjoncture

défavorable les oblige de financer directement les projets d'infrastructure, car, en l'absence des exportations, à cause de la faiblesse de l'économie mondiale, le niveau de production dans le secteur des ressources ne permet pas de rentabiliser les investissements en infrastructure. Assumer ces coûts limite l'intervention directe en vue d'assurer l'industrialisation.

La stratégie libérale qui consistait à promouvoir l'industrie canadienne par l'intermédiaire des grands projets démontre l'étendue des problèmes que rencontre un état qui n'a pas connu de développement auto-centré pour reformuler ses politiques économiques. Une véritable stratégie industrielle canadienne demanderait un contrôle plus direct des mécanismes de financement industriel tandis que le libéralisme économique nécessite surtout une conjoncture où il y a une croissance internationale. Le protectionnisme d'autrefois a mauvaise presse, mais tous les États, exception faite d'une puissance hégémonique, pratiquent les politiques néo-mercantilistes. Pour un État comme le Canada, pénétré par l'investissement étranger et divisé par le partage des pouvoirs entre les provinces et le fédéral, la voie libérale semble plus facile à défendre tant à l'extérieur, surtout face aux Américains, qu'à l'intérieur. Cependant, l'État canadien s'est montré prêt lui aussi à adopter les mesures néo-mercantilistes (dans le secteur pétrolier, par exemple). Les provinces, telle la Saskatchewan, sont intervenues, à leur tour, directement pour assurer la direction des activités économiques. Si l'intervention étatique ne s'est pas fait d'une façon plus cohérente et articulée, c'est probablement parce que les contraintes extérieures, et ici on pense surtout à la balance des paiements, limitent sa capacité d'agir. Lorsqu'on ajoute à cela la forte influence des capitalistes au sein de l'État canadien et la domination de l'idéologie libérale dans les débats engagés autour d'une stratégie industrielle, on voit que l'État canadien est loin d'être une figure menaçante à l'égard de qui que ce soit.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'État comme acteur autonome est un thème qu'on retrouve souvent dans les écrits de science politique. Récemment, aux États-Unis, ce courant de pensée semble avoir gagné du terrain. Voir surtout: Theda SKOCPOL, States and Social Revolutions, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

2. L'État canadien est capitaliste avant tout en ce sens qu'il favorise l'accumulation du capital et les conditions de reproduction de la force de travail. Même si l'État canadien se comprend mal lorsqu'on le présente comme un instrument d'action où les processus de représentation et l'articulation des intérêts produisent des ensembles plus ou moins cohérents qu'on appelle communément "politiques publiques", il n'empêche que les interventions étatiques méritent notre attention.

3. Voir Glen WILLIAMS, Not For Export, Toronto, McClelland and Stewart, 1983.

4. À ce sujet, voir notre article "Wage Earners, the Liberals, and the Canadian Economy", Our Generation, Vol. 15, No. 14, (Spring 1983).

5. Le développement économique du Canada dans les années quatre-vingt, Ottawa, Gouvernement du Canada, novembre 1981, p. 1.

6. Reorganization for Economic Development, Press Release, Office of the Prime Minister, January 12, 1982.

7. Ibid.

8. Voir Major Canadian Projects Major Canadian Opportunities. A report by the consultative task force on industrial and regional benefits from major Canadian projects, Ottawa, June 1981.

9. Le développement ..., op.cit.

10. Ibid.

11. Ibid.

Chapitre 14

L'ÉTAT ADMINISTRATIF ET LES ENJEUX DES TRANSFORMATIONS ADMINISTRATIVES RÉCENTES: LE CAS CANADIEN

Carolle SIMARD*

Au sein des sociétés comme le Canada, l'intervention totalisante de l'administration a été maintes fois décriée et ce, par plus d'un groupe. Tant la droite que la gauche dénoncent l'emprise grandissante des mandarins de l'administration, en dépit des divergences qui les opposent quant à l'élargissement sans cesse croissant du territoire administratif et des tâches qui lui sont assignées. L'espace administratif devient poreux et les frontières qui le séparent du social et du politique sont de plus en plus ténues à mesure que s'estompe la démarcation traditionnelle entre les normes administratives et les normes politiques et sociales. Nous sommes loin des administrations consacrées par l'analyse juridique et selon laquelle les structures administratives constituent des instances subordonnées. Certes, le schéma n'est pas totalement inversé, mais les postulats de la conception classique sont désormais dépassés. Les organes administratifs sont imbriqués aux organes politiques; et le modèle d'organisation et de fonctionnement des pays modernes ne se comprend qu'à travers cette articulation.

Les mutations profondes qui caractérisent l'ensemble des pays industrialisés se matérialisent sous différentes formes. Au Canada, comme partout ailleurs, elles sont multidimensionnelles et quadrillent la totalité de l'espace social. Cette mutation généralisée interpelle tout le monde puisqu'elle implique la redéfinition d'un nouvel ordre mondial. Nouvel ordre économico-politique qui se matérialise, au sein de l'appareil d'État, par des transformations qui en modifient la nature profonde. Il ne sagit donc plus de changements de degré mais bien de changements de nature. L'État-providence s'amoindrit au profit d'un État administratif dont les contours sont difficilement cernables et saisissables.

Au sein de l'appareil d'État canadien, les modifications intervenues dans le champ administratif[1] s'articulent à ce contexte. Depuis la fin des années 1960, l'organisation gouvernementale canadienne a été réorganisée de fond en comble. La commission d'enquête sur l'organisation du gouvernement[2] avait déjà permis, dès 1962, d'impulser diverses mesures destinées à accroître l'efficacité et le rendement. Les modifications législatives de 1967 ont accéléré

* Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

ce processus de rationalisation[3], en fixant des règles nouvelles en matière de gestion du personnel public. L'appareil étatique central a, par la suite, été réorganisé, et la complexité de son fonctionnement s'est accrue.

L'ampleur des transformations intervenues depuis lors ne facilite guère le travail des personnes préoccupées par l'analyse des phénomènes administratifs. Si au plan quantitatif, il n'est guère facile de les dénombrer et de les catégoriser, l'exercice relève de la prospective lorsqu'il s'agit d'en mesurer les effets sur le développement de l'appareil d'État canadien. Mais plus que d'autres, certains changements traduisent le sens de cette évolution. Attardons-nous d'abord à ceux-ci après les avoir sériés.[4]

Considérons d'abord les structures, et notamment les organismes ministériels et les administrations décentralisées (sociétés de la Couronne), et examinons si en terme numérique, des changements notoires apparaissent.

A travers les missions qui leur ont été confiées, considérons ensuite les domaines d'activité dans lesquels ces organismes sont censés intervenir. Puis, voyons si au plan des personnels, une transcription corrélative s'est produite.[5]

En seconde partie, les changements de type quantitatif seront appréhendés. Ce sont les effets de la loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement qui retiendront l'attention et ce, afin d'en évaluer l'incidence sur le cadre décisionnel. Enfin, l'examen des conclusions tirées par les Commissions royales d'enquête et liées à ces questions, nous amènera à traiter et ce, à travers le poids de l'administration et de la bureaucratie, des formes nouvelles du marché politique canadien. Ceci, afin de poser un certain nombre de constats sur la nature profonde de l'appareil d'État canadien et sur le sens que revêt l'évolution décrite précédemment.

ÉVOLUTION DES TENDANCES ET TRANSFORMATIONS CONSTATÉES

1. Les structures centralisées

La loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement a créé cinq catégories de ministres de la Couronne: les ministres chargés de ministères, les ministres chargés de fonctions parlementaires spéciales, les ministres sans portefeuille et deux catégories de ministres d'État. Les ministres d'État chargés des départements d'État sont créés par une proclamation du Gouverneur en conseil et sont établis "à des fins déterminées"; ils doivent élaborer de nouvelles politiques dans des domaines où celles-ci s'avèrent nécessaires et urgentes. Les autres ministres d'État sont habituellement nommés par le Gouverneur en conseil et assistent un ou plusieurs ministres ayant la responsabilité générale d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental.

L'examen de la liste des ministères faisant partie du Cabinet depuis 1970 laisse voir peu de différences, si ce n'est au niveau des ministres d'État et des départements d'État. Le nombre de portefeuilles ministériels n'a guère changé, encore que certaines modifications méritent d'être soulignées. Notons la création du ministère des Postes en 1971 puis, sa transformation en société de la Couronne, en 1981. Soulignons également certains réaménagements, entre autres la fusion du MEER et de l'Industrie et du Commerce annoncée en 1982, et la création du ministère de l'Environnement, quelques années auparavant.

Mais revenons aux ministères d'État et considérons quelle importance ils ont. En 1980, il existait trois ministères d'État établis à des fins spécifiques; il s'agit du Département d'État au Développement économique et régional, du ministère d'État au Développement social et du ministère d'État aux Sciences et à la Technologie.[6] Pour sa part, la réorganisation ministérielle de janvier 1982 a accru l'autorité du secrétariat d'État aux Affaires extérieures par l'intégration du volet commerce international. Par les enveloppes budgétaires que ces ministres contrôlent et par la tutelle qu'ils sont censés exercer plus ou moins directement sur les ministres exécutifs, c'est-à-dire ceux qui ont la responsabilité des ministères, il est clair que ces personnes exercent une grande partie de l'autorité gouvernementale. C'est d'ailleurs dans ces domaines d'activité, particulièrement dans le secteur économique, que l'apparition de ministres d'État (ils sont censés, rappelons-le, aider un ou plusieurs ministres ayant une responsabilité ministérielle) apparaît significative. En 1982, l'on trouve des ministres d'État auprès de ces ministères et organismes: Petites entreprises et Tourisme, Multiculturalisme, Science et Technologie, Conseil du trésor, Finances, Commerce international, Mines, Relations extérieures, Commission canadienne du blé. Dans six cas sur neuf, ces ministres travaillent auprès d'organismes dont la mission est d'ordre économique.

2. Les structures décentralisées

Au Canada, ces structures décentralisées sont communément appelées sociétés de la Couronne. Elles sont généralement créées par décret du Conseil en vertu de la loi sur l'administration financière.

Il n'est guère facile de connaître le nombre exact des sociétés dans lesquelles le gouvernement détient un intérêt. D'une part, parce que les entreprises contrôlées par le gouvernement se sont multipliées au cours des dernières années, d'autre part, en raison de la prolifération des corporations filiales et de leurs filiales. En 1977, une liste établie par le Secrétariat du Conseil du trésor faisait état de l'existence de 309 sociétés, même si quelques mois plus tard leur nombre s'élevait, semble-t-il, à 373, et l'on comptait toujours...[7] Pour sa part, le Bureau du Contrôleur général du Canada, d'après une liste établie et révisée en novembre 1981, en identifie 306[8]. Sont recensées, huit catégories de sociétés dans lesquelles le gouvernement détient un intérêt. Enumérons-les: a) corporations de département de la couronne (annexe "B", loi de l'administration financière); b) corporations de mandataires de la couronne (annexe "C", loi de l'administration financière); c)

corporation de propriétaires de la couronne (annexe "D", loi de l'administration financière); d) autres corporations du gouvernement; e) corporations d'entreprises mixtes; f) corporations filiales et leurs filiales; g) corporations associées; h) autres organismes. Le tableau 2 (page suivante) montre leur distribution numérique.

Considérons maintenant les secteurs d'activité dans lesquels ces sociétés sont censées intervenir. Ne retenons que les corporations et les autres organismes, car en ce qui concerne les filiales et les sociétés associées, il s'avère difficile d'identifier le ministère dont relève la société "mère". Par le biais du portefeuille responsable, regardons quelle est la vocation dominante des 128 sociétés restantes. Mais d'abord, regroupons les ministères autour de quatre secteurs d'activité: 1- économique, 2 - politique, 3 - soutien et service au public, 4 - bien-être social, loisirs et culture; nous obtenons ce profil:

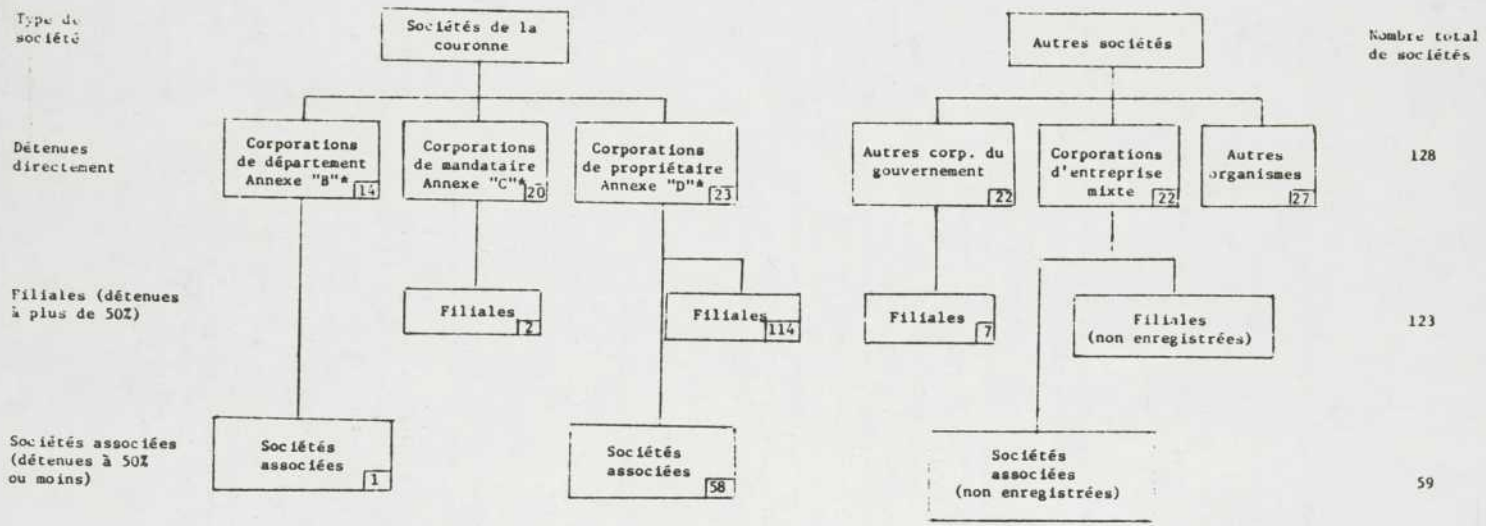
TABLEAU 1

Domaines d'activité des ministères

Domaines	Ministères
Secteur économique:	Expansion industrielle régionale Science et Technologie Finances Pêches et Océans Agriculture Travail Energie, Mines et Ressources Transports Communications Travaux publics
Secteur politique et administration publique générale:	Affaires extérieures Secrétariat d'État Solliciteur général Bureau du Conseil privé Justice Conseil du Trésor
Secteur soutien et service au public:	Affaires des anciens combattants Statistique Canada Défense nationale (civils) Emploi et immigration Consommation et Corporations Approvisionnements et Services Revenu national Environnement
Secteur santé, bien-être social, loisirs et culture:	Santé nationale et Bien-être social Affaires indiennes et du Nord

TABLEAU 2

Sociétés dans lesquelles le gouvernement détient un intérêt



* Ces annexes se trouvent dans la loi sur l'administration financière.
** Exclut toutes les filiales ou sociétés associées des corporations d'entreprise mixte.

Source: Bureau du Contrôleur général du Canada, novembre 1981.

En regroupant les 128 sociétés au sein des secteurs d'activité identifiés et ce, par ministère responsable interposé, l'on a cette répartition: secteur économique: 89 - secteur politique et administration publique générale: 13 - secteur soutien et service au public: 13 - secteur santé, bien-être social, loisirs et culture: 13.[9] En fait, 69% des sociétés de la Couronne étudiées relèvent de ministères dont l'activité dominante est liée au secteur économique; les autres 30% sont distribuées également au sein des trois autres secteurs d'activité.

Ces organismes décentralisés de type fonctionnel, censés accroître la spécialisation dans un secteur déterminé d'activité, traduisent des changements au sein de l'appareil central d'autorité. Celui-ci se caractérise par une relative stabilité, voire un plafonnement, tandis qu'en parallèle, s'y greffe un véritable appendice industriel et commercial. Ces sociétés ont un budget total de 30 milliards de dollars, chiffre qui donne la mesure du degré de spécialisation obtenu. Si elles rendent compte au Parlement, par ministre interposé, de leurs activités et du processus par lequel s'effectue l'allocation des ressources humaines et financières, elles constituent dans de nombreux cas, aux dires du vérificateur général[10], une agglomération de petits griefs dont les contribuables font les frais. Cette politique de décentralisation, qui touche particulièrement le domaine économique, industriel et commercial ne se traduit pas, bien au contraire, par une décentralisation effective du pouvoir. Il faut plutôt l'appréhender dans une perspective de concentration du pouvoir politique, question qui sera abordée dans la deuxième partie.

3. Les personnels

Au cours des dernières années, et en association étroite avec la constante des changements abordés antérieurement, il importe de rappeler que le personnel administratif a, lui aussi, changé. Au plan quantitatif certes, mais aussi et surtout d'un point de vue qualitatif.

Le contexte dans lequel l'appareil d'État central s'est développé et s'est spécialisé dans les années 1970, a entraîné une forte croissance du nombre de fonctionnaires. Durant cette période, c'est le secteur public fédéral qui a connu l'augmentation relative la plus importante[11]. Sous l'effet combiné de l'expansion des cinq premières années et des mesures d'austérité ayant marqué les années subséquentes, près de 60,000 nouveaux postes ont été créés au cours des années 1970. Ce gonflement s'est fort inégalement traduit d'une catégorie à l'autre, puisqu'à la fin de la décade et par rapport à 1970, la catégorie soutien administratif n'avait augmenté ses effectifs que de 25%, et la catégorie exploitation de 18%. Pour leur part, les catégories scientifiques et spécialistes et exploitation ont connu une hausse respective de 30% et de 50%. Quant à la catégorie administration et service extérieur, elle s'est accrue de 99%, tandis que la catégorie haute direction augmentait de 150%.[12] La fonction publique fédérale s'est "professionnalisée" au cours de cette période; c'est l'employeur qui embauche le plus grand nombre de décisionnaires et de commis au Canada.

L'augmentation du personnel de direction supérieure procède de la poussée des effectifs, dans un contexte de croissance accélérée. Des changements majeurs au plan de l'organisation, et conséquemment des personnels, ont eu lieu. La fonction administrative est devenue plus complexe, se démarquant d'autant des tâches issues de la prestation des services gouvernementaux. La réorganisation de l'appareil d'État central (nous y reviendrons) et la prolifération de centres de responsabilité devenaient incompatibles avec la multiplication rapide des postes de cadres supérieurs et l'absence d'homogénéité de leurs status et fonctions. D'où la mise en place, au cours de 1981, de la catégorie gestion, formée des groupes direction et gestion supérieure et comptant près de 2,000 membres chacun. Le processus de dotation de ces postes demeure sous l'autorité de la Commission de la fonction publique, bien que les pouvoirs de dotation des sous-chefs aient été considérablement élargis. Ceux-ci exerçent désormais la totalité des pouvoirs de dotation pour tous les groupes et niveaux, exception faite de ceux de la nouvelle catégorie. Les données disponibles actuellement ne nous permettent guère d'évaluer si cette nouvelle catégorie freinera l'expansion du personnel de direction supérieure. Mais l'on en doute, puisque l'appareil étatique central, dans sa tentative constante d'ajustement, semble condamné à croître sans fin.[13] Certes, cette croissance ne concerne pas que les structures décrites antérieurement. Mais sur la base de ce qui précède, l'on présume que la professionnalisation et la rationalisation des différentes branches de l'administration canadienne ont déjà profondément modifié l'appareil central d'autorité. C'est dans cette perspective que l'évolution du processus de gestion des politiques et des dépenses sera abordée. D'un point de vue factuel d'abord, ensuite par le biais d'une réflexion sur le sens de ce nouveau contexte.

LE CADRE DÉCISIONNEL

1. L'exposé factuel

Depuis 1970 notamment, l'on observe de nombreux changements relatifs aux mécanismes de la prise de décision. Ceux-ci concernent tant les structures du Cabinet que les organes exécutifs divers.

Certes, le Cabinet demeure toujours l'endroit où on dit le dernier mot au gouvernement fédéral. Mais au cours des dernières années, comme la nature et le nombre des questions se prêtaient de moins en moins à des délibérations regroupant au moins 30 personnes, le système des comités du Cabinet a été institué. Ces comités étudient les divers mémoires, projet de loi compris et ce, préalablement à l'ensemble du Cabinet.[14] Il existe des comités politiques et d'autres de coordination; après discussion, ceux-ci transmettent leurs recommandations au comité des priorités et de la planification. Le comité des priorités, composé de 13 personnes, est présidé par le premier ministre. En font partie le ministre des Finances, le président du Conseil du trésor ainsi que les présidents des différents comités. D'autres membres peuvent être appelés à joindre ce "cabinet interne" et ce, afin d'assurer une présence régionale. Ce cabinet interne a d'énormes responsabilités puisqu'il centralise

l'ensemble du processus décisionnel. Bien sûr, les décisions prises au sein du comité fédéral des priorités peuvent être révisées par l'ensemble du Cabinet, mais ce dernier n'a plus les moyens de la tâche. Puisque c'est le comité des priorités qui s'acquitte, désormais, de ces fonctions: définir les priorités gouvernementales, répartir le budget entre les différents comités et ce, sur la base du "système des enveloppes", ratifier toutes les décisions des différents comités, définir la nature du cycle budgétaire, voir aux relations fédérales-provinciales et aux problèmes issus du système de péréquation. Le poids politique du comité des priorités l'est d'autant plus qu'il contrôle l'ensemble du budget fédéral réparti en dix enveloppes. Au sein de ce comité prestigieux, certaines personnes sont plus puissantes que d'autres, non seulement par les dollars qu'elles contrôlent, mais parce qu'elles ont le pouvoir d'influencer les différents programmes. Les titulaires des ministères d'État au Développement économique et régional et au développement social maîtrisent, à eux seuls, près de 50% du budget total. Les ministres responsables sont en effet chargés de coordonner l'ensemble des politiques du secteur concerné et d'arbitrer les différends entre les ministres titulaires des portefeuilles, tant dans le domaine social, que dans le domaine économique et régional.

Le processus décisionnel paraît moins centralisé qu'auparavant, étant donné l'existence de comités relativement autonomes dans des sphères d'activité distinctes. Mais le poids du comité des priorités, combiné au pouvoir de ceux qui contrôlent les secteurs névralgiques, contredit cette impression. Entourées par les puissants mandarins de la fonction publique fédérale, ces nouvelles structures assurent l'intégration des fonctions "managériales" aux fonctions de coordination. Et à l'instar des ministères d'État, le Conseil du trésor et le ministère des Finances exercent nombre de responsabilités politiques, tandis que la ligne de démarcation entre les organes à dominante politique et ceux à dominante financière devient de plus en plus ténue.

Deux organismes assurent la coordination de ces structures exécutives: le Bureau du premier ministre et le Bureau du Conseil privé. C'est au sein de ce dernier que chaque comité du Cabinet dispose d'un secrétariat, composé de fonctionnaires et d'administrateurs. Tous dépendent du secrétaire du Conseil privé, le fonctionnaire le plus influent de l'administration fédérale. Celui-ci, par le biais du secrétariat des priorités et de la planification, coordonne, avec le premier ministre, l'ensemble de ce nouveau système.

Cette description, fort sommaire[15], peut en laisser plusieurs perplexes, puisque l'on croit généralement que le Parlement, sinon le gouvernement, contrôle l'ensemble des actes législatifs. Il n'en est rien, et depuis une quinzaine d'années il émerge un processus contradictoire; celui-ci procède de la centralisation du pouvoir politique et de la création concomitante d'organes exécutifs censés favoriser la décentralisation. Année après année, depuis la fin des années soixante, les changements intervenus au sein de l'appareil administratif central ont certes contribué à moderniser le processus de gestion et de décision. Les nouvelles structures mises en place, étant donné la croissance de l'État et l'extension de ses missions, s'étendent à tous les domaines

d'activité tandis que les formules administratives retenues sont multidimensionnelles. La déconcentration, qu'elle soit fonctionnelle ou encore territoriale, se combine à la décentralisation administrative; un tel quadrillage, à dominante bureaucratique, a favorisé le gonflement des organismes de contrôle au sein de l'appareil central d'autorité. Ainsi, la société politique a étendu son emprise sans, pour autant, accroître la participation et la démocratisation.

Les changements de structure, dont nous avons relevé certaines constantes, sont la transcription, plus ou moins exacte, des rapports de force prévalant au sein des groupes porteurs de ces transformations. Aussi logiques et rationnels soient-ils, ils n'ont d'autre but que d'augmenter le pouvoir des uns et d'accroître la dépendance des autres.

Mais la multiplication des commissions royales d'enquête et ce, dans plus d'un secteur, s'oppose à cette vision des faits. Car celles-ci sont censées être apolitiques et exprimer un point de vue peu controversé, puisque fondé sur l'expertise.

Au Canada, trois rapports ont été particulièrement importants au chapitre de l'organisation gouvernementale; ce sont les rapports Glassco, Lambert et d'Avignon.[16] La Commission Glassco recommandait de laisser "la gérance gérer" et prônait l'accroissement de la responsabilité ministérielle. Elle transformait le Conseil du trésor en un outil de gestion fort influent et augmentait considérablement ses pouvoirs. Dès 1966, le Conseil du trésor devient une structure autonome, responsable du Secrétariat du Conseil.[17] Cette même année, les amendements apportés à la loi sur l'administration financière multiplient ses prérogatives. Désormais, le Conseil du trésor contrôle les programmes, les budgets et le personnel.

C'est en 1979, que la Commission Lambert, créée à l'issue du rapport alarmant du vérificateur général et selon lequel le gouvernement avait perdu le contrôle des deniers publics, a remis son rapport. L'effet de certaines de ses recommandations est d'accroître la centralisation et ce, tant au plan fiscal que financier. Le rapport du président du Conseil du trésor de mars 1981[18] relativement à cette question, laisse supposer une volonté de renforcer le poids et l'influence des organismes de vérification, tout en favorisant une responsabilité gouvernementale et parlementaire accrue. Ces objectifs, complémentaires en soi, demeurent cependant inconciliables avec une certaine règle voulant que plus on développe l'importance des mécanismes de contrôle, plus ils se multiplient, et plus il devient difficile, voire impossible, pour les institutions représentatives, d'en évaluer la performance.

Quant au Rapport d'Avignon, il fait un certain nombre de recommandations sur la gestion du personnel et le principe du mérite. La Commission Lambert avait déjà suggéré d'étendre l'autorité du Conseil du trésor en la matière, particulièrement à l'égard du personnel de direction supérieure. Le

document du Conseil du trésor de 1981, évoqué précédemment, souscrit à cette suggestion et propose la création d'une nouvelle catégorie de personnel de direction supérieure. Sous le contrôle du Conseil du trésor[19], ce nouveau groupe d'employés "seniors" est censé augmenter l'efficience des programmes, étant donné leur flexibilité et leur grande autonomie. Les mutations interministérielles sont susceptibles d'être réduites au minimum, diminuant d'autant les délais inhérents au processus de dotation.

Certes, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'État administratif canadien s'est professionnalisé et s'est rationalisé. De nombreux services à la population sont désormais disponibles pour tout le Canada et ce, par bureaux régionaux interposés. Quant au "système des enveloppes", il permet désormais une distribution planifiée des ressources financières entre les grands domaines d'intervention de l'État. Tout se joue au niveau des comités du Cabinet tandis que l'arbitrage final relève du comité des priorités et de la planification.

Ces changements ont donné lieu à des ajustements structuraux, au profit des organismes centraux. Ils sont désormais très puissants et de plus en plus centralisés. L'adoption des diverses recommandations issues des rapports Glassco, Lambert et d'Avignon procède de la même logique; et dans tous les cas, le processus centralisateur s'est amplifié. N'en doutons pas, le rapport de la commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement au Canada sera marqué, lui aussi, du sceau de la centralisation.

2. Le poids de l'administration

Les données factuelles qui précèdent ne sont utiles que dans la mesure où elles sont susceptibles de favoriser une réflexion critique sur la place de l'administration au sein de la société politique canadienne. Derrière l'apparence des faits relevés, est-il possible de faire surgir l'invisible, de dépasser le stade de la transcription perceptible? Cette question est d'autant plus importante qu'elle suppose l'identification de constantes, voire de dominantes. Elle suppose aussi que l'on puisse donner un sens à ces transformations. En d'autres termes, demandons-nous si la crise que traverse actuellement le Canada ne sert pas d'excuse au renforcement d'un processus dont la logique profonde n'a rien à voir avec la lettre d'un discours rationaliste et administratif.

C'est maintenant devenu un lieu commun de dire qu'au Canada, comme partout ailleurs dans l'ensemble du monde industrialisé, la taille du gouvernement n'a cessé d'augmenter. Au plan des dépenses d'abord, ensuite en terme d'effectifs. Ce phénomène, constant depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en a conduit plus d'un à poser le problème de la fin de l'État-providence, ou à tout le moins, celui de la fin d'un certain type d'État.

Revenir sur les données chiffrées n'est plus essentiel à ce stade-ci[20] ; car, à toujours mettre de l'avant les aspects factuels, l'on ne fait qu'occulter la question, pourtant essentielle, du lien entre l'accroissement du poids administratif des États et les transformations des règles du jeu démocratique. C'est au niveau politique que la question se pose désormais, car le fossé est de plus en plus profond entre ceux qui font le processus administratif et ceux qui en sont exclus. Entre ceux qui le structurent et ceux qui en constituent la partie visible. Nous faisons face, dès lors, à un changement de nature plutôt qu'à un changement de degré, puisque l'État n'est pas simplement plus administratif qu'il y a cinq ou dix ans. Il est différent et ce n'est plus le même État.

Certes, le développement de l'État-providence s'est soldé par la prolifération des organes administratifs, prolifération dont a découlé un plus grand partage des ressources consacrées à la santé et à l'éducation. Mais ce partage cache d'énormes différences; celles-ci traversent l'ensemble du champ administratif, niveau où se structurent les activités sociales, quand elles n'y sont pas déterminées. La face visible de l'État, qu'incarne le monde des petits fonctionnaires, dissimule fort mal l'autre face, cachée cette fois, d'un État administratif qui se développe autour des organismes centralisés de gestion et de planification, sous le contrôle étroit d'une machine technocratique à l'abri de toute vérification. Seulement quelques hommes en maîtrisent les rouages. L'effet combiné de la crise et des transformations ordinatiques à venir, voile, en le légitimant, un tel processus, initié depuis longtemps. Sa mesure transparaît à travers le pouvoir déterminant de certaines structures étatiques et le contrôle érodé des assemblées parlementaires.

Les administrations consacrées par l'analyse juridique n'existent plus. Puisque ce sont les structures administratives qui impulsent et contrôlent tous les projets d'envergure. Remisés à la marge, les organes représentatifs n'ont simplement plus les moyens des contrôles qu'ils sont censés exercer. L'administration régule l'ensemble du système politique tandis que les instances élues occultent, tant bien que mal, la manière dont le système politique est colonisé par l'administration. Dans plus d'un domaine, elle fournit aux élus les moyens d'expertise requis, ces derniers ayant perdu l'initiative des lois et la possibilité de pouvoir en disposer de manière libre.

La logique administrative, censée traduire l'égalité unidimensionnelle, a fait basculer les fondements des institutions politiques. L'exécutif a supplanté le législatif et ce glissement centralisateur s'accompagne d'une emprise étatique sans précédent. Les débats parlementaires demeurent limités aux approximations et aux généralités, et ce fait transforme la nature du "marché politique" canadien.

La mesure de cette mutation politique profonde ne se limite pas aux changements structuraux dont nous avons fait état précédemment. Si nous avons longuement insisté sur ceux-ci, c'est qu'ils traduisent, au-delà des

arguments rationnels qui les fondent, les grands principes qui les sous-tendent. Leur combinaison nous porte à croire qu'au-delà d'une réflexion sur la crise financière et budgétaire de l'État canadien, c'est à celle, fondamentale cette fois, de légitimité de l'État, qu'il y a lieu de s'arrêter. Et dont les différents enjeux, concentrés dans le champ administratif, traduisent l'ampleur. Leur analyse laisse poindre l'émergence d'un État dual, administratif et centralisé d'un côté, politique et décentralisé de l'autre, et au sein duquel les structures antérieures de sujétion et de domination se reproduiront, tout en s'adaptant.

Au sein de l'État administratif, les postes d'entrée ne sont pas tous de même nature. Ceux qui procèdent de la partie administrative et centralisée de cet État ne sont pas interchangeables et demeurent réservés aux groupes administratifs élitaires. Quant aux autres, ils sont plus ou moins interchangeables et s'incarnent à travers le monde des petits fonctionnaires, partie visible de cet État. Mais la prise en compte de l'aspect totalisant du champ administratif pose le problème des transformations des règles du jeu démocratique. Puisque c'est à ce niveau que les rapports politiques sont déterminés. Certes, des tendances contradictoires émergent de ce glissement ainsi que des changements induits dans la nature même de cet État. La restructuration de l'État canadien autour de pôles à dominante économique soulève la question de l'après-crise et de la place de cet État en des lieux où il demeure absent et de sa disparition à des niveaux où il est toujours présent. Pour sa part, l'intégration de la ressource ordinatique dans le champ administratif pose un défi majeur aux structures étatiques. La totalité administrative dont elles procèdent entraînera sans doute un déplacement des lieux structurant les rapports politiques. C'est le problème du lien entre l'arrivée de la technique dans un environnement totalisant, et les transformations du jeu démocratique que cela suppose. Car le déterminisme induit par l'ordre administratif s'accorde mal avec cette alliance des contraires, enjeu majeur de ce que l'on appelle déjà "l'après-crise".

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Il est bien sûr difficile, voire impossible, de démarquer le champ administratif du champ politique. Pour les fins de l'analyse, nous considérerons ce que Chevallier et Loschak, dans leur livre Introduction à la science administrative, appellent le "bloc exécutif". Il s'agit des personnes nommées et élues chargées du fonctionnement de l'appareil politico-administratif.

2. Rapport Glassco, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962.

3. Il s'agit de "la loi sur les relations de travail dans la fonction publique", de "la loi sur l'emploi dans la fonction publique" et des modifications à "la loi sur l'Administration financière de 1952".

4. La métode chronologique a été éliminée parce qu'elle ne facilite guère le nécessaire processus de hiérarchisation de ces changements.

5. Certes, il eut été intéressant de considérer les crédits accordés aux différents domaines d'activité. Nous y avons cependant renoncé, compte tenu que cet aspect a déjà été abordé ailleurs, et fort bien. Voir les excellents travaux de l'Institut de recherches politiques.

6. Rappelons que le ministère d'État pour les Affaires urbaines a été aboli en 1979.

7. Secrétariat du Conseil du trésor "Government-Owned and Controlled Corporations", Ottawa, Conseil du trésor, 1977.

8. Précisons que l'on procède à la mise à jour d'une autre liste qui sera disponible début avril. Cette seconde liste incluera d'autres types de renseignements.

9. Cinq sociétés relevant du ministère des Communications ont été classées dans ce secteur d'activité même si l'activité dominante de ce ministère est plutôt d'ordre économique.

10. Agent du Parlement, le vérificateur général est chargé, entre autres, de vérifier les comptes des sociétés de la Couronne et de divers autres organismes.

11. Même si depuis quinze ans la croissance s'est ralentie, la part totale des employés régis par la loi sur l'emploi a, quant à elle, augmenté.
Voir Richard Bird, The Growth of Public Employment in Canada, Toronto, Institut de recherches politiques, 1974.

12. D'après les données du Rapport annuel 1979, volume 1, Commission de la fonction publique.

13. Daniel Latouche, Une société de l'ambiguïté, Montréal, Boréal Express, 1979, et J.D. Barber, "Some Consequences of Pluralization in Government", dans H.S. Perloff (ed.), The Future of the United States Government, New York, 1971.

14. Bien sûr, sauf si le premier ministre en décide autrement, et lors d'une situation exceptionnelle.

15. Le lecteur intéressé peut consulter l'excellent article de R. Van Loon. "Stop the Music: the Current Policy and Expenditure Management System in Ottawa", Administration publique du Canada, volume 24, no 2, p. 175-199.

16. Ces rapports portaient respectivement sur l'organisation du gouvernement, sur la gestion financière et l'imputabilité, et sur la gestion du personnel.

17. Auparavant, celui-ci relevait du ministère des Finances.

18. Conseil du trésor, Accountable Management, Ottawa, mars 1981.

19. Rappelons que les autres catégories d'employés relèvent des ministères, en vertu des pouvoirs délégués par la Commission de la fonction publique.

20. Voir l'ouvrage de Richard Bird, The Growth of Public Employment in Canada, op. cit.

Chapitre 15

LA NOUVELLE RATIONALITÉ DE L'ÉTAT

James Iain GOW*

Ouand on compare le fonctionnement de l'administration québécoise à la fin des années 1960 avec celui du début des années 1980, on est frappé par la remise en question d'un type de rationalité qui semblait s'installer alors pour de bon. Cette rationalité fut celle de l'expansion. Ses mots d'ordre étaient: planification, développement, animation et participation. Elle s'inscrivait dans un contexte d'État-providence, celui-ci se présentant d'ailleurs comme le fruit du fédéralisme coopératif. Aujourd'hui on cherche la rationalité qui préside à l'évaluation des programmes et de la gestion et aux coupures de services, d'effectifs et de traitements des employés publics. Dans ce texte, après avoir rappelé brièvement comment le contexte a changé, nous passons en revue les changements observables dans les priorités et les méthodes de l'administration québécoise. Ensuite, nous essayons de trouver les leçons de cette expérience en termes de ce que l'on peut raisonnablement attendre de l'administration comme fonctionnement efficace.

Cette question dépasse en importance les préoccupations de l'administrativiste imbu d'idées d'efficacité et d'efficience. La déception manifestée par les citoyens aujourd'hui à l'endroit de leurs gouvernements tient sans doute à des facteurs qui échappent en réalité au contrôle de ceux-ci. Néanmoins, nous voyons que leurs possibilités d'innovation et d'intervention sont hypothéquées par les capacités des administrations publiques d'agir de manière efficace et économe. Ce point est souligné par l'observation d'un de nos sociologues expérimentés, Guy Rocher, à partir de son expérience récente de la haute fonction publique:

> ... aussi étonnant que cela soit, ce sont les limites internes à l'État qui sont les plus sérieuses contraintes à l'exercice du pouvoir politique.[1]

Voilà la perspective dans laquelle nous abordons cette étude.

* Professeur de science politique à l'Université de Montréal.

AUTRES TEMPS, AUTRES MÉTHODES

1. Un contexte très différent

En 1970, le Québec venait de connaître une décennie où la planification et la participation étaient à l'honneur. Après des expériences avec le Conseil d'orientation économique (1961-1968) et le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-65), on semblait avoir atteint une certaine maturité avec la substitution à ces organismes respectivement de l'Office de planification (1968), devenu l'Office de planification et de développement en 1969, et de l'Office de développement de l'est du Québec (1968). À cette même époque on transformait les Conseils économiques régionaux existants en Conseils de développement régional avec l'intention de les associer étroitement à l'aménagement du territoire.[2] D'autres organismes centraux venaient d'être créés après des essais et des tâtonnements, le ministère des Communications et celui de la Fonction publique, qui devait notamment représenter le gouvernement-employeur dans les négociations avec les syndicats de la fonction publique ainsi que du secteur public entier. En 1968, le Québec se donne un Protecteur du citoyen calqué sur l'ombudsman suédois ainsi que de son adaptation au système parlementaire en Nouvelle-Zélande. En 1970, ce fut enfin le Conseil du trésor qui, en succédant au Conseil de la trésorerie (1961), devint le comité de la direction administrative centrale, jouissant d'importants pouvoirs délégués et d'un effectif d'experts capables de le seconder dans son travail.

Ce noyau d'organismes centraux devait permettre à l'État du Québec d'assumer ses nouvelles responsabilités. Celles-ci comprenaient d'une part des tentatives plus actives d'orientation de l'économie (par le truchement d'investissements de capital, d'aides financières aux entreprises et d'un réseau d'entreprises publiques avant à sa tête la Caisse de dépôts et de placements ainsi que l'Hydro-Québec), et les nouvelles responsabilités de l'État au niveau des grands programmes de protection sociale: après l'assurance-chômage (1959), l'assurance-hospitalisation (1961), l'assitance médicale (1965) et l'aide sociale (1969), on a adopté l'assurance-maladie en 1970 et l'année suivante ce sera la loi créant le réseau des services de santé et des services sociaux (le Bill 65, selon la terminologie de l'époque).

Or l'ensemble des grands programmes sociaux adoptés au Québec au cours des années 1960 correspond bien avec la définition de l'État-providence donnée par Pierre Rosanvallon:

> L'État-providence est le dernier mot de l'État laïc: après que l'État-protecteur eut affirmé sa souveraineté en s'émancipant du religieux, il en efface les derniers signes en l'intégrant. Aux aléas de la charité et de la providence succèdent les régularités de l'État.[3]

Sa perspective est particulièrement juste au Québec puisque c'est seulement au cours des années 1960 que l'État remplace l'Église dans la plupart des champs

sociaux et éducatifs. Rosanvallon note également le lien entre ce type d'intervention et les méthodes de calcul des probabilités statistiques. Si l'État peut penser à jouer le rôle de la providence dit-il, c'est à cause des progrès des "techniques modernes de l'assurance".

Malgré le fait que la plupart des programmes portaient le sceau du gouvernement du Québec, ils ne représentaient pas moins des tendances généralement admises au Canada à cette époque. Tous les programmes mentionnés avaient leur origine dans une proposition fédérale, à l'exception de la loi Castonguay de 1971 créant le réseau des institutions des affaires sociales. Tous les gouvernements au Canada s'attribuaient une part plus grande du produit intérieur brut, celui-ci ayant néanmoins doublé au Québec au cours de la décennie, grâce aux effets combinés de la production accrue et de l'inflation. En ce qui concerne l'inflation, elle inquiétait beaucoup les gouvernements depuis quelques années, mais fut assez modeste (5% en 1969)[4] par rapport aux taux des années 1980.

Il n'est point besoin d'insister sur les changements qui sont intervenus dans le contexte depuis lors. Aujourd'hui, sous les effets de l'inflation et du chômage, les mots d'ordre sont coupures budgétaires, évaluation de gestion et de programme, l'imputabilité (ou la responsabilité des fonctionnaires), l'égalité des chances et l'accès à l'information. Du noyau d'organismes centraux mentionnés ci-haut, le ministère de la Fonction publique et l'Office de planification et de développement sont appelés à disparaître à brève échéance. La position du Conseil du trésor s'est renforcée, mais c'est surtout en tant que contrôleur de l'administration. En 1982, le gouvernement du Parti québécois abandonne l'une de ses contributions originales aux structures politico-administratives en abolissant les postes de ministre d'État dont les titulaires devaient coordonner les activités de développement économique, social et culturel ainsi que de l'aménagement, de la réforme électorale et de la condition féminine.[5]

Dans une économie décroissante, le gouvernement tente par des moyens exceptionnels, mais sans succès, de freiner la croissance du budget de l'État en termes du pourcentage du produit intérieur brut qu'il représente. À vingt-sept pour cent en 1982-83, le chiffre québécois dépasse de loin ceux des autres provinces, situation qui trouve son reflet dans un niveau d'imposition aussi plus élevé.[6] En même temps, le gouvernement fédéral essaie de limiter sa part de responsabilité financière pour les programmes qu'il a lancés dix ou quinze ans auparavant, à partir de son pouvoir de dépenser, ajoutant ainsi aux difficultés financières du Québec comme de toutes les provinces.[7]

2. Le fonctionnement administratif et les méthodes de travail

En examinant brièvement comment les méthodes semblent avoir changé depuis une dizaine d'années, nous nous référons principalement à quatre

volets, à savoir les méthodes budgétaires, la gestion du personnel, la participation des citoyens, ainsi que les rôles respectifs des technocrates et du personnel politique. Quelques expériences en cours seront aussi mentionnées.

a) La gestion des dépenses

En 1970 on s'apprêtait à introduire au Québec la budgétisation par programmes. Cette politique était à l'étude au COEQ, puis à l'OPDQ, depuis 1967. Son instauration prochaine fut annoncée par le ministre des Finances, Raymond Garneau, au moment du discours sur le principe de Loi de l'administration financière, en décembre 1970. En fait elle fut utilisée pour la première fois lors de la présentation du livre des crédits de l'année 1973-74.[8] Nous reviendrons à cette question plus loin, mais rappelons ici les prétentions de cette méthode. Elle devait permettre l'analyse scientifique des propositions budgétaires par l'emploi d'une grille inspirée de l'analyse des systèmes. Au lieu de la méthode traditionnelle concentrée sur les moyens utilisés par les différentes unités administratives, le PPBS proposait l'analyse de toutes les activités en termes de moyens appliqués à la réalisation d'objectifs. L'analyse fins-moyens devait comprendre tous les coûts et tous les avantages escomptés. C'était une technologie décisionnelle exigeant une grande rigueur conceptuelle et la mise au point d'indicateurs quantitatifs d'objectifs, de production, d'impact, etc. On opposait cette idée de décisions rationnelles au pragmatisme de la méthode traditionnelle des incréments où seules étaient débattues chaque année les modifications proposées au budget de l'année précédente.[9]

En adoptant le PPBS, le Québec fut encore une fois en bonne compagnie, suivant de près le gouvernement fédéral, qui employait un système analogue depuis 1969. La méthode québécoise fut plus rigoureuse à certains égards, car la notion même de programme restait terriblement vague dans la réforme d'Ottawa.[10]

Aujourd'hui, les formes de la budgétisation par programme sont toujours en place, mais personne ne pense qu'elle fonctionne comme elle devait le faire ni qu'elle a satisfait les attentes qu'elle avait suscitées.[11] On constate que c'était une méthode plus propice à l'expansion qu'au retranchement. Face à la nécessité de couper ses dépenses, le gouvernement du Québec donne l'impression de couper là où il peut. Très souvent ses coupures prennent la forme de réductions procentuelles généralisées: cette méthode a déjà servi pour les secteurs décentralisés, soit l'éducation et les affaires sociales. On a fait certaines rationalisations des services hospitaliers, par exemple, mais la règle est plutôt la coupure horizontale qui oblige l'hôpital (comme la commission scolaire ou l'université) à décider du lieu des coupures précises.[12] Un autre genre de coupure horizontale est la réduction généralisée des effectifs, qu'on pratique au sein de la fonction publique même depuis deux ou trois ans. Evidemment, une forme extrême de ce genre de coupure horizontale se trouve dans les projets de loi 70 et 105 de 1982, qui ont réduit les salaires des employés du secteur public entier et imposé de nouveaux contrats en forme de

décrets. Or, les coupures horizontales sont contre l'esprit du PPBS, qui les aurait dirigées vers les programmes et les éléments de programme les moins efficaces.

Malgré le fait qu'il y a beaucoup d'improvisations dans les coupures, on en peut pas dire qu'il s'agit toujours de mesures aveugles. Au contraire, suivant l'esprit du jour, l'on procède à des études comparatives et à des évaluations de la gestion des programmes. Bon nombre d'études comparatives tendent à montrer qu'il coûte davantage au Québec qu'en Ontario pour garder un malade dans un lit d'hôpital pour un jour ou un élève dans une école.[13] C'est sans doute une démarche légitime, mais elle ne porte que sur l'efficience, c'est-à-dire le rapport entre les coûts de production et un niveau de production donné. La question des fins et des objectifs est repoussée hors vue et l'on suppose que les soins hospitaliers sont à peu près les mêmes, et qu'ils servent aux mêmes fins en Ontario et au Québec. Encore une fois, c'est beaucoup moins sophistiqué et moins complet que l'aurait voulu le PPBS. Il peut être légitime de constater que les employés d'hôpital au Québec, à un moment donné, jouissent de deux ou trois pour cent de congés payés de plus par an que ceux de la province voisine.[14] Néanmoins, c'est l'analyse par pièces détachées et l'abandon du moins temporaire de l'analyse intégrale exigée par le PPBS. Celle-ci aurait exigé que l'on examine les fins d'un séjour à l'hôpital et d'autres moyens d'atteindre ces fins dans le but de choisir parmi eux celui qui permettait le maximum de résultats.

Donc, les évaluations récentes s'inspirent de méthodes développées au prix minimum sous le PPBS, mais les indicateurs retenus portent davantage sur les coûts que sur les productions ou les résultats.

La même remarque s'applique aux évaluations qui se font actuellement sous l'impulsion du Conseil du trésor. Selon l'enquête de Riverin et Hamel à l'automne de 1981, celles-ci portent beaucoup plus sur les processus de gestion que sur le contenu des programmes ou encore leurs effets. Encore là, le mobile de l'évaluation était davantage la recherche de coupure qu'une rationalité accrue. Aux yeux des deux auteurs, le Conseil du trésor se trouve dans un conflit de rôles lorsqu'il est le commanditaire d'études d'évaluation, car

> ... sa façon d'exercer les coupures actuellement ne favorise pas nécessairement les programmes qui sont gérés le plus efficacement pas plus qu'elle ne pénalise ceux dont la gestion laisse à désirer (à moins de cas flagrants).[15]

L'évaluation était toujours censée faire partie de la méthode rationnelle portée par le PPBS. En effet, en se donnant des indicateurs quantitatifs d'objectifs, d'impacts et de production, on devait préparer la voie à une évaluation ultérieure des résultats en s'inspirant de ces mêmes critères. De l'expérience québécoise, on peut retenir pour l'instant deux observations. D'abord, le volet "évaluation" n'a pas été introduit; il n'a attiré l'attention de la haute direction administrative que lorsque la crise financière le rendait nécessaire.

Ensuite, dans un tel contexte, cette étape de la procédure administrative tend à perdre sa fonction de contrôle de la qualité, soit des programmes, soit de la gestion, dominée comme elle l'est par la recherche d'économies.

b) La gestion du personnel

En 1970, le nouveau ministère de la Fonction publique accomplit un travail important d'étude et de conception visant à éclairer la gestion des ressources humaines au sein de l'administration québécoise. Ainsi furent publiés en 1970 et en 1971 une série de documents portant sur la dotation en personnel, la planification des effectifs, le perfectionnement du personnel de même qu'une étude sur les caractéristiques des cadres supérieurs.[16] En matière de perfectionnement, le ministère entretenait des liens avec la nouvelle École nationale d'administration publique. Une contribution originale sur le plan des méthodes introduites par le ministère à cette époque fut le système intégré de gestion, série de dossiers informatisés fournissant une banque de données sur les effectifs, les budgets, les opérations de gestion et même sur les employés. C'est une des innovations les plus durables du MFP, dont la dernière version date de 1980, soit le système automatisé de gestion des informations sur le personnel.

Autrement dit, au début des années 1980, les activités prioritaires et les méthodes ont beaucoup changé. On ne recrute presque plus et l'accent porte sur la mobilité interne des fonctionnaires, comme sur la réaffectation des employés mis en disponibilité. Toute une nouvelle doctrine de la mobilité s'est développée, impliquant une attention accrue aux problèmes de perfectionnement des fonctionnaires professionnels et cadres.[17] Une réforme qui semble bien fonctionner est le système développé au Conseil exécutif pour conseiller le Premier ministre sur les nominations aux emplois supérieurs et les titulaires de ces emplois quant à l'orientation de leur carrière.[18] La révision des traitements des cadres supérieurs selon l'évaluation de leur rendement paraît aussi assez bien accueillie. Avec cette méthode, introduite en 1980, les cadres supérieurs sont informés des attentes de leurs supérieurs quant aux responsabilités qui sont leurs. Ces "attentes signifiées" deviennent alors les clés de l'évaluation, elle-même la base des augmentations de traitement.[19] Exceptionnellement, en 1982, les cadres supérieurs n'ont reçu aucune hausse de traitement.

Ces méthodes s'insèrent dans la perspective d'une meilleur utilisation des ressources humaines de niveau élevé. D'autres nouvelles politiques et méthodes existent pour les femmes, les personnes handicapées et les communautés culturelles. En l'absence de recrutement externe, ces programmes connaissent des difficultés de démarrage. Le plus ancien et le plus important, celui à l'endroit des femmes, est appliqué dans ce sens que tous les ministères et organismes ont leur agent responsable de la préparation d'un plan d'action afin de réaliser l'égalité entre hommes et femmes dans la gestion du personnel.

Ces actions sont généralement incitatives et ne sont pas, pour le moment contraignantes pour les ministères et organismes. Par ailleurs, un programme d'égalité des chances risque de coûter cher, puisqu'il implique l'élimination de certains écarts de traitements des services de garde, etc.[20]

Parmi les autres programmes qui rencontrent une résistance de la part des ministères et organismes, il y a Formacadres et la banque de personnes mises en disponibilité. Formacadres est un programme qui, sur une période assez longue (de quatre à cinq ans), vise à préparer des fonctionnaires professionnels à des tâches de cadre supérieur, et ce par des cours de formation intercalés avec des stages. Le problème des diplômés est le même que celui des diplômés des programmes de longue durée de l'École nationale d'administration publique, à savoir qu'ils ne peuvent pas être assurés d'obtenir un poste de cadre à la suite de cet investissement de leurs temps et énergies. De plus, ils ont été hors-circuit assez longtemps et courent le risque de se faire oublier. Aux niveaux inférieurs, le même phénomène se joue en ce qui concerne les personnes mises en disponibilité: les ministères tentent de résister à l'affectation forcée de ces personnes lorsqu'ils ont des emplois à combler. Ils préfèrent pouvoir tenir un concours dans l'espoir d'obtenir les meilleurs candidats possibles. Ces deux cas témoignent de la force de résistance des ministères et organismes qui ne trouvent pas leur intérêt dans des programmes des organismes centraux.[21] Les techniques qui facilitent leur travail, comme le système d'information de gestion ou celles se rapportant aux individus comme les mesures psychométriques, se développent et se perfectionnent.

c) La participation des administrés

La participation avait été un des mots d'ordre des années 1960. Elle avait pris des formes des plus variées. La plupart des ministères s'étaient donnés plusieurs conseils où étaient représentés les différents groupes intéressés par leur champ d'action. Les espoirs fondés dans la consultation se basaient cependant autant sur des essais plus spontanés de faire participer les "forces vives" de la société aux affaires de l'État. Le développement des commissions scolaires régionales et la mise en place d'un réseau d'écoles secondaires polyvalentes lors de l'opération 55 se faisaient grâce à la création un peu partout sur le territoire, de comités régionaux de planification scolaire, composés de représentants d'autorités civiles et religieuses ainsi que de divers groupes socio-économiques. Cette expérience coïncide avec celle du Bureau d'aménagement de l'est du Québec, les deux introduisant la notion nouvelle d'animation. Celle-ci impliquait la présence sur le terrain d'experts dans le but d'aider les populations à définir leurs besoins. Le BAEQ était remarquable cependant parce qu'il devait animer des populations des villages du Bas du fleuve et de la Gaspésie, celles-ci étant souvent sans structures d'intervention et sans objectifs précis pour soutenir des revendications. D'autres expériences d'animation connurent des succès: le programme de télévision éducative pour adultes dans le Saguenay (TEVEC) et l'animation sociale dans plusieurs agences de bien-être social des grands centres urbains. L'animation était également l'une des tâches des bureaux régionaux du ministère de l'Éducation créés à la fin des années 1960.

Vers 1970, une certaine déception avait déjà remis en doute l'animation sociale. Les citoyens de l'est du Québec, ayant dû patienter depuis le dépôt du rapport du BAEQ en juillet 1965, exprimaient par des manifestations leur mécontentement face aux lenteurs de mise en application de l'entente fédérale-provinciale de 1968. Le mode de fonctionnement assez anarchique du programme fédéral de la Compagnie des jeunes canadiens avait suscité des réserves et même la colère des administrations municipales, notamment celle de Montréal. Deux tendances se manifestèrent alors. D'un côté, un bon nombre de manifestations, occupations de bureaux, marches etc., permettaient à des groupes plus ou moins organisés des actions ponctuelles et sporadiques. De leur côté, les administrations cherchaient à structurer davantage la participation. Vers 1970-71, on observe ce phénomène sur trois fronts, à savoir le développement régional, l'organisation scolaire et l'établissement d'un réseau d'institutions des affaires sociales.

En ce qui concerne le développement régional, J.J. Simard a montré comment les conseils de développement régional étaient passés d'un rôle de participation populaire à celui d'agent dans le réseau de planification, en même temps que leur composition reflétait un retour en force des autorités traditionnelles et des petites bourgeoisies locales.[22] Dans le domaine de l'éducation, le Bill 27 de 1971 introduit deux nouveautés, soit l'élection des commissaires scolaires au suffrage universel et celle d'un comité de parents dans chaque école. Ces deux réformes furent étendues à l'Ile de Montréal en 1972. Partout on a réduit le nombre de commissions scolaires dans le but de les renforcer et de mieux équilibrer le système. Finalement, le Bill 65 a créé un nouveau réseau d'institutions de santé et d'aide sociale, les centres locaux de services communautaires, les centres hospitaliers, les centres de services sociaux et les centres d'accueil, chacun ayant sur son conseil d'administration des représentants élus par la clientèle en même temps que des représentants des employés professionnels de ces institutions.

Une décennie plus tard, la participation populaire paraît fort réduite, tandis que le mode de participation des groupes bien structurés est renforcé. D'abord, l'expérience des élections scolaires et des affaires sociales a été très décevante. La participation électorale est bien en deça de celles des élections municipales qui, elle, n'est pas forte. Aux élections des établissements des affaires sociales, elle est moins de cinq pour cent; à celles des comités de parents, elle est un peu plus forte, tandis que pour les élections scolaires elle se situe entre 10% et 20%.[23] D'après les réformes en cours ou annoncées, la solution préférée pour les municipalités régionales de comté et les nouvelles commissions scolaires est la représentation indirecte; suivant en cela, les modèles des communautés urbaines et des centres régionaux de santé et des services sociaux auxquels on évite d'accorder le légitimité que leur confèrerait le fait d'avoir été élus au suffrage universel.

Le gouvernement du Parti québécois, surtout avant de ressentir trop fortement la crise financière, consultait beaucoup la population. Ses modes de

consultation privilégiés étaient la mise à contribution des associations régionales et locales du parti et des audiences devant l'une ou l'autre des commissions parlementaires.

Par ailleurs, la participation populaire est réduite à des expressions de colère ou, selon la formule de G. Fortin, à une demande de maintien de services.[24] Chose certaine, on ne fait plus d'animation, car celle-ci fut un moyen de solliciter une demande de services. Plus que jamais, la participation implique des groupes ou organismes bien organisés, comme ce fut le cas des sommets économiques ou ceux entre le gouvernement et les municipalités. Ainsi, une tendance corporatiste qui était déjà évidente en 1970 paraît encore plus forte aujourd'hui.[25]

d) Relations entre politiciens

En 1970, le Québec vivait encore sous le signe des technocrates. Déjà pendant la Révolution tranquille, les observateurs avaient souligné l'importance des nouvelles compétences recrutées au sommet de l'appareil administratif.[26] À la surprise générale, après l'élection de 1966, Daniel Johnson n'a pas mis la hache dans la haute fonction publique, mais gardait plutôt certains des plus en vu comme Claude Morin et Arthur Tremblay, en y ajoutant d'autres comme Jacques Parizeau, Julien Chouinard et Roland Parenteau. En 1970, Robert Bourassa se présentait comme jeune technocrate; il proposait de faire appel aux cadres de l'industrie privée pour renforcer la fonction publique provinciale. Certains candidats au poste de chef des deux principaux partis, notamment Jean-Guy Cardinal et Pierre Laporte, avaient essayé d'avancer leurs causes en dénonçant l'emprise des technocrates, mais sans grand succès.

En 1976, l'une des caractéristiques du gouvernement du Parti québécois était la présence d'une aile technocratique dominante.[27] Chose intéressante, au lieu de chercher une alliance avec la fonction publique, le gouvernement a plutôt pris les moyens de la contrôler le plus efficacement possible. Avec les ministères d'État, il s'est donné des superstructures au-dessus des ministères où les règles de fonctionnement de ceux-ci ne s'appliquaient pas. Les ministres péquistes ont accentué la tendance déjà amorcée sous le gouvernement Bourassa de se servir des cabinets ministériels pour assurer la direction politique des ministères, pratique qui a provoqué un ressentiment et une résistance chez les cadres supérieurs.[28] Aussi, tandis que le gouvernement consultait largement avant d'introduire des réformes législatives touchant les citoyens, il a préparé et déposé en 1977 son projet de réforme de la loi de la fonction publique sans consulter les fonctionnaires ou leurs associations. La raison de cette démarche semble avoir été le désir du gouvernement de récupérer certains pouvoirs cédés lors des négociations collectives précédentes et ce, au nom d'un renforcement du régime de mérite.[29] Donc, malgré la sympathie initiale d'un grand nombre de fonctionnaires pour un gouvernement interventionniste et souverainiste, les relations entre fonctionnaires et la direction politique n'ont pas été des meilleures. Évidemment, l'obligation que le gouvernement s'attribuait en 1982 de récupérer des sommes importantes au

chapitre des salaires et d'autres pouvoirs touchant les promotions, les affectations et la sécurité d'emploi, n'a fait qu'élargir le fossé qui séparait le gouvernement des fonctionnaires.

Sur le plan du fonctionnement de l'État, le Québec assiste actuellement à l'aboutissement d'une réflexion amorcée depuis plusieurs années sur les rapports entre les fonctionnaires et les élus. Au même moment que le gouvernement fédéral nommait une Commission royale d'enquête sur l'imputabilité et la gestion financière (la Commission Lambert), plusieurs personnalités politiques au Québec, dont l'ancien ministre Claude Forget, réfléchissaient sur la nature inadéquate des mécanismes de contrôle parlementaire traditionnels, comme la responsabilité ministérielle.[30] Les fonctionnaires sont trop nombreux, disait-il, et les questions abordées trop nombreuses et complexes pour qu'une seule personne puisse en assumer toute la responsabilité devant les députés et le public.

La solution que l'on a trouvée, dans le sillon du rapport Lambert, c'est la notion "d'imputabilité". Sur des questions touchant leur gestion, les hauts fonctionnaires pourront être tenus de répondre directement devant les députés. Selon la commission québécoise qui s'est prononcée en faveur du concept, l'imputabilité veut dire

> ... (qu') un mandataire est responsable de la réalisation de son mandat devant son mandant. Par ailleurs, un régime d'imputabilité diffère fondamentalement d'un régime de responsabilité parce qu'il requiert la participation objective d'une tierce partie spécialisée, aussi indépendante que possible des deux autres.[31]

Aux yeux de la commission, l'agent indépendant serait le Vérificateur général avec un mandat élargi.

Ainsi, avec l'évaluation, le mot imputabilité est devenu un nouveau mot d'ordre à Québec. Pour être appliquée, cette notion exige que l'on puisse faire dans les faits une distinction entre politique et administration, car la direction politique, selon cette proposition, relève toujours du gouvernement du ministre et de son cabinet. Deux réformes des dernières années peuvent paraître encourageantes à cet égard. D'une part, depuis la création du poste en 1968, le Protecteur du citoyen a su critiquer l'administration, parfois sévèrement, sans pour autant se brouiller ouvertement avec les gouvernements successifs. D'autre part, la nouvelle pratique des "attentes signifiées" aux cadres supérieurs suggère qu'il est possible de définir leur tâche de manière à ce qu'ils soient appelés à répondre de leur gestion sur la base de critères précis. On associe l'instauration d'un régime d'imputabilité à une autre réforme en cours, soit la mise en application de la loi d'accès à l'information. Il sera d'autant plus facile de demander des comptes aux administrateurs que l'administration sera transparente.

Pour conclure sur le changement dans le mode de fonctionnement de l'administration, on peut dire que l'on fait bien des choses plus systématiquement qu'il y a treize ans, mais que les espoirs qu'on avait alors d'installer des méthodes d'une planification scientifique ont été oubliés. Par ailleurs, la participation s'est structurée davantage et l'animation sociale abandonnée. Le contrôle politique sur l'administration s'est réaffirmé. Deux tendances déjà présentes en 1970 se sont accentuées, soit la structurite et la sur-réglementation. Depuis 1976, selon le Répertoire administratif 1983, le gouvernement actuel a créé trois nouveaux ministères, en a restructuré six autres et, surtout, créé une cinquantaine d'organismes plus ou moins autonomes. Quant aux règlements, ils ont doublé en nombre en neuf ans. La prolifération des textes réglementaires a été si rapide que l'on donne comme une raison de refaire la Loi de la fonction publique (pourtant ne datant que de 1978), l'abolition des trois volumes de règlements qui en découlera et la possibilité de recommencer à neuf.[32]

DES LEÇONS À TIRER DE L'ÉVOLUTION DES MÉTHODES DE L'ADMINISTRATION

Ayant constaté des changements importants dans les méthodes administratives et dans le mode de fonctionnement de l'administration, on peut être tenté de les attribuer uniquement à la crise économique et financière. Mieux vaut, croyons-nous, évaluer l'expérience des dix années depuis l'introduction du PPBS afin de mieux comprendre l'appareil politico-administratif et éviter de passer d'un excès de pensée à l'autre. Car, autant les objectifs et les méthodes ont changé, autant les fonctionnaires et les académiques ont embarqué sur la nouvelle voie de l'évaluation et de l'imputabilité. Si c'était autre chose que de nouveaux slogans dont le monde de l'administration aime tant s'affubler, il faudrait les aborder avec franchise et réalisme.

1. Les défauts conceptuels du PPBS

Nous avons appelé la méthode du PPBS le rationalisme intégral. Elle pourrait représenter le point culminant de la légimité juridico-rationnelle de Max Weber, car elle essayait de réduire la rationalité à une question de méthode. Ayant trouvé la bonne technologie décisionnelle, il aurait suffi de l'appliquer intégralement. Or, cette approche était très naïve quant à la présence de la politique en administration publique. Elle sous-estimait l'importance des personnes par rapport aux méthodes, elle ignorait le problème des intérêts des technocrates et elle était, somme toute, imprévoyante.

a) Naïveté politique

La méthode du PPBS supposait que le personnel politique pouvait et voulait formuler des objectifs clairs et constants. Par le dialogue fins-moyens, elle devait raffiner et même pondérer ceux-ci.[33] Nous n'insisterons pas ici sur certaines des faiblesses de cette notion qui ont été identifiées depuis longtemps par de nombreux auteurs dont Aron Wildavsky est le mieux connu.[34] En bref, la méthode s'inspirait d'un modèle commercial qui était

difficilement applicable aux coûts et aux bénéfices non-monétaires. Elle n'offrait pas de moyen d'assurer les arbitrages nécessaires entre les demandes en compétition pour les biens et services publics. Pire encore, elle assurait une fonction d'occultation des luttes politiques, car ce qu'elle présentait de manière neutre comme étant l'établissement de priorités, d'objectifs et d'indicateurs était, pour le politicologue, un processus de filtrage, de réduction et de pondération de la demande sociale.[35]

Appliquées au Québec, ces observations ne perdent rien de leur pertinence. Au cours des années 1970, on a vu que les intérêts du personnel politique ne coïncidaient pas nécessairement avec ceux des fonctionnaires et que la logique des cabinets ministériels n'était pas celle des méthodes administratives. Aussi incroyable que cela puisse paraître, l'approche rationaliste intégrale oubliait que la logique politique consiste entre autres choses à accomoder les forces externes qu'on ne peut ignorer impunément, que celles-ci s'appellent prêteurs d'argent, entreprises commerciales et industrielles, syndicats du secteur privé ou public ou contribuables en colère. Depuis deux ou trois ans, on dirait que les deux soucis majeurs du gouvernement québécois à ce chapitre étaient de répondre aux attentes des maisons américaines qui établissent les cotes de crédit du Québec sur le marché financier américain et de comprimer les budgets affectés aux traitements et autres conditions de travail des fonctionnaires et des employés du secteur public.

C'est l'observation de Guy Rocher que "plus on demande à l'État d'intervenir, plus celui-ci rencontre d'obstacles et de limites à son action".[36] La première limite qu'il identifie, c'est le nombre et la qualité des pressions subies par le personnel politique et les hauts fonctionnaires. Cette observation nous amène à la seconde faiblesse que nous observons dans le PPBS, soit sa sous-estimation de l'importance des personnes.

b) L'importance des personnes et les contraintes du temps

Ce facteur est d'une grande importance, même s'il peut être résumé en peu de mots. Après Richard French et son analyse des méthodes décisionnelles du gouvernement fédéral, Guy Rocher nous dit que plus rare encore que l'argent est le temps des décideurs.[37] Le Conseil des ministres, le Conseil du trésor et les autres comités du Conseil des ministres sont surchargés. Le nombre de pressions qui s'exercent sur un gouvernement aujourd'hui fait qu'il vit de crise en crise. Si ce n'est pas la stratégie référendaire ou la négociation constitutionnelle qui exige son attention prioritaire, ce sont des négociations collectives du secteur public, ou le chômage ou la réforme scolaire suivis de centaines de problèmes qui attendent leur tour. Aux États-Unis, les multiples pressions exercées lors de l'adoption de mesures budgétaires ont fait l'éducation brutale de celui qui devait être le génie financier du gouvernement Reagan, David Stockman.[38]

Cette constatation s'applique autant aux hauts fonctionnaires qu'au personnel politique. Un autre oubli de la méthode rationaliste concerne l'appui

nécessaire à toute réforme administrative de la part de la direction. Les fonctionnaires sont très sensibles aux intimations des vraies priorités de leurs patrons et ils ne mettront pas en vigueur une réforme à moins d'être persuadés qu'elle a l'appui sérieux de ceux-ci. Dans le cas du PPBS, il semble que l'équipe qui l'a implanté a été ensuite mutée à d'autres postes dans le cours normal des affectations et que ses remplaçants ne l'ont pas poussé avec la même vigueur. Quoiqu'il en soit, les considérations de personnes nous rappellent que le meilleur système possible doit être mis en place et animé par des individus qui y croient et que les mutations fréquentes du personnel cadre ouvrent la porte à toutes sortes de dilutions et de détournements de la volonté nécessaire pour l'imposer.

c) Les intérêts des fonctionnaires

Le rationalisme intégral mettait de côté un autre fait bien connu, c'est-à-dire que les fonctionnaires, comme tout le monde, ont des intérêts à défendre. Il n'est pas besoin d'insister là-dessus, car il y a une abondante littérature, notamment de l'école du "public choice", qui est basée sur cette idée.[39]

Relevons dans le cas qui nous concerne deux formes que cette action intéressée peut prendre. Il y a d'abord la défense du service, c'est-à-dire la force de résistance des ministères et organismes. Guy Rocher cite avec approbation le sociologue français J.-F. Kesler qui dit:

> ... l'action gouvernementale peut être limitée par les structures et les traditions administratives. Chaque ministère, chaque direction a tendance à mener sa propre politique, qui survit aux ministres et aux directeurs.[40]

À Québec, comme à Ottawa, les ministères se servent de leur contrôle des ressources et des informations pour tenir tête aux organismes de coordination supraministérielle. La disparition des postes de ministre d'État n'est qu'une confirmation de cette tendance.

Ce que la méthode du PPBS négligeait, c'est la capacité d'apprentissage des fonctionnaires dans les services de réalisation ou d'exécution. Si on prépare son budget selon les règles du jeu, sans exagération aucune, pour se le faire couper ensuite comme tout le monde, et bien la prochaine fois on s'y prendra en y mettant davantage de stratégie. Si on doit présenter les activités du service par ordre de priorité, alors on s'arrangera pour placer en bas de la liste une activité intouchable pour des raisons politiques ou autres. Il y a dix ans un observateur chevronné à Ottawa estimait qu'une nouvelle réforme donnait l'avantage aux organismes centraux pendant un certain moment, le temps que les ministères prenaient avant de savoir comment la manipuler à leur avantage.[41] Quelque chose de semblable serait la règle à Québec aussi.

En plus de l'intérêt du service, il y a des intérêts des catégories d'employés. Le Québec a été témoin depuis au moins quinze ans d'un gonflement des effectifs de cadres supérieurs, y compris les postes de sous-ministre et de sous-ministre adjoint, de même que des postes de professionnel. Le nombre d'emplois de cadre aurait triplé depuis quinze ans, tandis que le taux d'encadrement aurait doublé depuis une dizaine. C'est cette tendance qui avait amené Roch Bolduc à dire que les premiers bénéficiaires de la Révolution tranquille et ses suites, ce furent les hauts fonctionnaires.[42] Cette tendance nous amenerait à la prédiction, qui est celle des tenants du "public choice" d'ailleurs, qu'en cas de coupures les fonctionnaires couperaient dans les services à la clientèle avant de sabrer dans les postes de cadre.[43] Or, malgré des directives interdisant cette pratique, il semble bien qu'elle soit utilisée, sans que l'on puisse dire que cela se fait systématiquement.[44]

De toute façon, ces exemples suffisent pour rappeler que les techniques administratives, qu'elles soient de planification ou autres, sont véhiculées par des fonctionnaires qui ont divers intérêts à défendre et que c'est vraiment faire preuve d'innocence que de penser qu'ils s'en serviront toujours de manière désintéressée.

d) L'imprévoyance

Le dernier reproche que l'on peut faire aux métodes de planification d'il y a dix ou quinze ans, c'est leur imprévoyance. Riverin et Hamel reprennent en l'endossant l'opinion de la Commission Lambert que le signe le plus inquiétant dans la gestion des deniers publics a été "le glissement apparem ment imprévu vers un accroissement des déficits".[45] Il faudrait faire la part des choses ici entre les erreurs de prévisions des fonctionnaires et les hésitations des gouvernements dont l'horizon est généralement la prochaine élection. Néanmoins, on peut reprocher à ceux qui prêchaient la doctrine du rattrapage, le fait d'avoir négligé de nous avertir sur quelle pente ils nous entraînaient. Par exemple, il semble bien y avoir eu entente entre la direction politique et administrative pour centraliser les négociations du secteur public et faire coïncider les échéances des conventions collectives pour qu'on puisse avoir le maximum de dérangement possible à tous les trois ans et l'application immédiate à tout le secteur public de toute concession nouvelle.[46]

On peut certes rétorquer que cette situation n'est nullement attribuable aux méthodes de planificaiton et encore moins au PPBS. Néanmoins, c'est une conséquence directe des interventions de l'État et à l'avenir il faudrait en tenir compte avant de décider d'une solution à un problème politique. L'imprévoyance s'observe également dans les conséquences des politiques de gestion du personnel. Non seulement y a-t-il eu une croissance rapide au niveau des cadres, mais aujourd'hui cette catégorie est comblée par des personnes dont l'âge moyen est de 45 ans et ce, à tous les niveaux de cadre. Également plus du tiers des professionnels font partie de la classe 1, la plus

élevée, et le gouvernement prévoit que dans trois ans environ les trois quarts des professionnels auront accédé à la classe 1.[47] Nous avons donc une fonction publique surpeuplée aux sommets avec les conséquences que cela implique pour les jeunes diplômés d'université, les surnuméraires et au plan des batailles pour la sécurité d'emploi. Aurait-il été possible d'éviter cette situation, étant donné les besoins en personnel qu'avait l'État depuis quinze ans? Peut-être que non, mais on a agi comme si la croissance pouvait durer indéfiniment. Encore là les intérêts des fonctionnaires coïncidaient avec ceux des dirigeants politiques.

2. Les implications aujourd'hui

Ces réflexions donnent raison à Alain Plantey lorsqu'il dit:

> L'effet durable des choix exige donc qu'ils soient précédés de précautions, d'études, de consultations, de réflexions de nature à garantir leur sagacité et leur efficacité, malgré toute la difficulté de prévoir le résultat d'interventions à moyenne ou à longue échéance...[48]

C'est peut-être là l'un des bienfaits de la crise actuelle que le sentiment de prudence qui prévaut à Québec aujourd'hui, car il ne faut pas faire de l'évaluation et de l'imputabilité de nouveaux dogmes.

On ne saurait être contre l'évaluation, il est certes utile de savoir ce que l'on obtient pour son argent. Par contre, on peut passer aux mêmes excès ici qu'avec le PPBS: si on pousse trop loin la recherche d'indicateurs ou de mesures on risque d'aboutir à des cadres rigides sans prise sur le réel (que ce soit la situation concrète de l'administrateur ou bien l'appréciation que peut en faire le leadership politique).[49]

Il ne faudrait pas que l'évaluation serve uniquement de nouveau moyen de contrôle entre les mains des organismes centraux. Le système bureaucratique est basé sur la méfiance, c'est un système qui cherche à tout prévoir, à tout réglementer afin de limiter autant que possible les comportements aberrants de la part des fonctionnaires. Malheureusement, elle limite également le sens de responsabilité et d'initiative de ceux-ci.

Le mouvement vers l'imputabilité reconnaît ce problème, car sans délégation de pouvoirs, celle-ci est vide de sens.[50] Il semble que l'on évolue vers un mode de gestion axé davantage sur des relations contractuelles que sur la réglementation. Ceci nous apparaît plus réaliste dans la mesure où, en rendant le fonctionnaire plus responsable de sa gestion, on pourra associer l'intérêt des personnels et des services à l'intérêt général, tel que défini par les politiques gouvernementales et les lois.

C'est dans cette perspective qu'il faut examiner la dernière trouvaille de la doctrine québécoise, soit le service à la clientèle. On dit que c'est une idée radicale de soutenir que les fonctionnaires sont au service de leurs clients plutôt que de l'État.[51] Encore là on peut être difficilement contre l'idée, mais il faut émettre quelques réserves. C'est souvent un moyen d'introduire par la porte arrière l'idée du marché si chère aux tenants du "public choice". Or, le marché n'est pas connu comme un lieu où l'on privilégie l'équité, ni la protection du patrimoine culturel ou de l'environnement.[52] De plus, dans un grand nombre de cas, le client individuel n'est pas nécessairement le meilleur juge de son intérêt (par exemple, la pollution, la sécurité routière, le contrôle des aliments et des produits pharmaceutiques).[53] Dans cette perspective, des demandes de dérégulation à l'avantage des forces du marché doivent être examinées cas par cas. Un recul de la réglementation trop abondante et tatillonne est très souhaitable, mais d'autres alternatives comme l'imputabilité ou d'autres formes de liens contractuels peuvent être aussi des alternatives intéressantes. Par ailleurs, nous sommes d'accord avec François Demers qu'il serait à l'avantage des syndicats du secteur public de s'associer au mouvement du "service à la clientèle".[54]

À propos d'imputabilité et de service aux citoyens, il faut rappeler que la réglementation et les indicateurs demeurent essentiels. Sans règles et critères précis, on risque de tomber dans l'arbitraire le plus complet. Les clients ont besoin de connaître leurs droits, de prévoir quelles règles s'appliqueront à leur cas. Par ailleurs, l'emploi d'indicateurs va rendre possible l'introduction de l'imputabilité, car ils sont nécessaires à la formulation des attentes.

Il semble que l'on évolue vers une situation d'une plus grande variété de modes de gestion. Il y a des unités administratives, par exemple, qui ont introduit la budgétisation à base zéro (BBZ), sans que l'on en ait cependant fait un modèle d'application générale. Certains services ont établi des systèmes d'évaluation de gestion sans être obligés de le faire par le Conseil du trésor. D'autres expérimentent avec la qualité de vie au travail, sorte d'autogestion très informelle, sans élections, ni répartition formelle des tâches. C'est peut-être le signe d'une prudence ou sagesse de procéder à diverses expériences sans introduire un schème dominant que l'on tente d'imposer à tout le système.

CONCLUSION

Le nouveau contexte dans lequel se trouve l'administration québécoise apporte de nouvelles priorités et de nouvelles méthodes. L'administration agit de manière plus systématique, mais il ne reste des méthodes rationalistes introduites vers 1970-1973 que des instruments de contrôle des coûts. Les principales réformes privilégiées à Québec aujourd'hui concernent l'évaluation et l'imputabilité. Il semble qu'on évolue vers une plus grande délégation de pouvoirs, assortie de relations de contrôle un peu plus contractuelles et un peu moins réglementaires. Également, on procède à diverses expériences au lieu de miser toujours sur de vastes réformes centralisées.

Si oui, on trouverait dans les méthodes de l'administration des éléments de solutions à la crise des finances publiques, éléments qui pourraient, après la fin de celle-ci, rendre l'administration plus efficace et plus responsable.

NOTES ET RÉFÉRENCES

En plus des sources citées plus loin, cette étude est basée sur des entrevues avec une dizaine de cadres ou de professionnels du secteur public québécois, faites à Québec et à Montréal pendant le mois de mars 1983. L'auteur désire remercier ces personnes ainsi que ces collègues qui ont commenté la première version du texte, soit André Blais, Louis Gendreau et Michel Barrette.

1. Guy Rocher, "Le sociologue et la sociologie dans l'administration publique et l'exercice du pouvoir politique", Sociologie et sociétés II, 2 (octobre 1980), p. 53.

2. J.J. Simard, La longue marche des technocrates, Laval, Éditions Albert Saint-Martin, 1979, p. 89.

3. Pierre Rosanvallon, La crise de l'État-providence, Paris, Éditions du Seuil, 1981, p. 26.

4. Un tableau comparatif des dépenses publiques provinciales est donné par André Blais et Kenneth McRoberts, "Dynamique et contraintes des finances publiques au Québec", Politique 3, (hiver 1983), p. 29. Le chiffre de l'inflation vient du Discours du budget du 18 juin 1970, p. 7.

5. Le système de ministères d'État est décrit dans le Rapport annuel 1980-1981 du ministère du Conseil exécutif.

6. Blais et McRoberts, loc. cit., p. 32 et J.I. Gow, "Perspectives historiques sur les compressions budgétaires", Politique 3, (hiver 1983), p. 16.

7. Ministère des Finances, Québec, La nature et l'évolution des transferts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec: 1972-1977 et 1977-1982, octobre 1981 et Audrey Doern, "Public Administration: Federalism and Intergovernmental Relations", Canadian Public Administration XXV, 1, (hiver 1982), p. 569.

8. Raymond Garneau, Journal des débats du 15 décembre 1970, p. 2271, et Jacques Benjamin, Planification et politique au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, ch. 3. Le système québécois est décrit dans un document du Conseil du trésor, Le système de budget par programmes et son utilisation au gouvernement du Québec, Québec, 1972.

9. André Gélinas, Le budget-programme, étude comparative, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1969, pp. 7-13. Sur le PPBS en général, voir André Gélinas et Yvon Tremblay, L'activité gouvernementale, Québec, Conseil d'orientation économique, 1968. Jocelyn Jacques et Michel Paquin, Le budget de programmes, Québec, Éditeur officiel et Éditions Agence d'Arc, 1977, le Conseil économique du Canada, L'État et la prise des décisions, 8e exposé annuel, Ottawa, Information Canada, 1971 et Rationalisation des choix budgétaires: vers une nouvelle raison d'État?, Paris, La Documentation française, Notes et études documentaires, Nos. 3815-3816, le 20 septembre 1971.

10. André Gélinas, Le budget-programme, étude comparative, Québec OPDQ, 1969, pp. 23-25.

11. Alphonse Riverin et Jean Hamel, L'évaluation dans le secteur public québécois, Les Cahiers de l'ENAP no 5, juillet 1982, p. 17. La même opinion est très répandue à Ottawa, cf. Richard French, How Ottawa Decides, Toronto, James Lorimer, 1980, p. 157.

12. Riverin et Hamel, op. cit., p. 37, le Rapport de la Commission Bisaillon, Pour une fonction publique sensible aux besoins des citoyens, moderne, efficace et responsable, Québec, juin 1982, p. 120, et Véronique Robert, "Hôpitaux: l'inacceptable", L'Actualité vol. 8, no 1 (janvier 1983), pp. 21-27.

13. André Blais et Kenneth McRoberts résument certaines de ces études dans "Public Expenditure in Ontario and Quebec, 1950-1980: Explaining the Differences", communication présentée au colloque sur le développement de l'État au Québec et en Ontario, à l'ENAP, Montréal, 1981. Voir aussi Gérard Bélanger, Économique du secteur public, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1981, pp. 16-30.

14. Jean Dufort, Comparaison de l'efficacité de l'utilisation du personnel travaillant dans le réseau des hôpitaux du Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, Québec, Ministère des Affaires sociales, 1981, pp. 140-151.

15. Kiverin et Hamel, op. cit., p. 37. Voir aussi le rapport Bisaillon, op. cit., p. 120.

16. Du ministère de la Fonction publique, Préparation du plan d'effectifs, août 1970, Préparation du programme de dotation en personnel, 1971, Analyse statistique des données concernant le nombre de cadres supérieurs et d'adjoints dans la fonction publique, principes et pratiques, 1971.

17. Denise Leblanc-Bantey, ministre de la Fonction publique, "Expérience et prospective de la fonction managériale au sein du gouvernement du Québec", conférence au colloque de l'Association des MBA du Québec, Québec, le 17 novembre 1981.

18. Pierre Martin, "Réforme administrative et emplois supérieurs; le point après trente mois", conférence prononcée à l'ENAP, le 27 février 1981.

19. Rapport annuel du ministère de la Fonction publique 1980-81, p. 18.

20. Cf. l'échange entre Pauline Marois, ministre d'État à la condition féminine et Jean-Louis Harguindeguy, président du syndicat des fonctionnaires provinciaux, devant la Commission permanente de la justice, Journal des débats du 14 octobre 1981, pp. B-1820-1834.

21. Rapport annuel du ministère de la Fonction publique 1980-81, p. 14 et plusieurs personnes interviewées.

22. Jean-Jacques Simard, op. cit., pp. 88-96.

23. Germain Julien, "La gestion des établissements publics, où la participation pose plus de problèmes qu'elle n'en résout", Le Devoir du 19 octobre 1982, p. 13.

24. Gérard Fortin, "Les transformations du pouvoir (1966-1980)", dans Nadia Assimopoulos et al., La transformation du pouvoir au Québec, Laval, Éditions Albert Saint-Martin, 1980.

25. François Demers, Chroniques impertinentes du troisième Front commun syndical, Montréal, Nouvelle Optique, 1982, pp. 23-32 et Dominique Clift, "L'État et les groupes d'intérêts: perspectives d'avenir", Administration publique du Canada XXV, 2 (été 1982), pp. 265-277.

26. Cf. André Laurendeau, "Québec: an IV", Le Devoir du 22 juin 1963 et Louis Martin, "Les hommes derrière le pouvoir", Le Magazine Maclean, octobre 1964, p. 26.

27. Vera Murray, Le parti québécois de la fondation à la prise de pouvoir, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, pp. 194, pp. 231-233.

28. Guy Rocher, loc. cit., p. 51, Micheline Plasse, Les chefs de cabinet ministériels au Québec: la transition du gouvernement libéral au gouvernement péquiste (1976-1977), Mémoire de M.Sc. (Science politique, UQAM, 1979, pp. 415-435, et Roger Brissette, La perception des hauts positionnaires québécois face aux cabinets ministériels, Mémoire de M.Sc. (Science politique), Université de Montréal, 1983.

29. Voir les Actes du premier colloque sur la réforme et le changement en administration publique, Bilan de la loi 50, UQAM, mars 1980, notamment les textes de Denis de Belleval, "La nouvelle loi sur la fonction publique de 1978", pp. 106-124 et de Julien Bauer, "Le principe du mérite et les droits de fonctionnaires dans une fonction publique syndiquée", pp. 180-192.

30. Claude Forget, "L'administration publique: sujet ou objet du pouvoir politique", Administration publique du Canada XXI, (été 1978), pp. 234-242. La commission Lambert est la Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité, dont le rapport final date de 1979, (Ottawa, ministère des Approvisionnements et des sevices).

31. Rapport Bisaillon, p. 32.

32. La Presse du 17 novembre 1982 et Gérard Bélanger, op. cit., p. 11.

33. Cf. Jacques et Paquin, op. cit., p. 243, Conseil économique du Canada, op. cit., pp. 33-38 et Philippe Huet dans La documentation française, op. cit., p. 24.

34. Aron Wildavsky, The Politics of the budgetary process, 3e édition, Boston, Little Brown, 1979. Les positions de Wildavsky furent présentées dans Rationalisation des choix budgétaires, op. cit., pp. 63-67. Sur les difficultés techniques de cette méthode, voir Bernard Bonin et Patrick Moran, "L'environnement et la portée de l'évaluation", Administration publique du Canada XXIV, 3 (automne 1981), pp. 387-403.

35. Jean-William Lapierre, L'analyse des systèmes politiques, Paris, PUF, 1973.

36. Guy Rocher, loc. cit., p. 53.

37. Ibid., pp. 55-56 et R. French, op. cit., p. 152.

38. Willim Grieder, "The Education of David Stockman", The Atlantic Monthly, décembre 1981, pp. 27-54.

39. Cf. William Niskanen Jr., Bureaucracy and Representative Government, Chicago, Aldine-Atherton, 1971.

40. Guy Rocher, op. cit., p. 554 citant Jean-François Kesler, Sociologie des fonctionnaires, Paris, PUF, (Que sais-je? 1082), 1980, p. 117.

41. J.O. McCrindell, "Some Refletions on Administrative Reform in the Federal Government", Optimum VI, 2, (1975), pp. 56-74 et Bonin et Moran, loc. cit., pp. 400-402.

42. Denise Leblanc-Bantey, op. cit., Louis Bernard, op. cit., p. 7, et Roch Bolduc, "Perspective historique: l'évolution de l'administration publique au Québec", Conférence donnée à l'Université Concordia le 21 janvier 1980, p. 24.

43. Albert Breton et Ronald Wintrobe, "Bureaucracy and State Intervention: Parkinson's Law", Administration publique du Canada XXII, 2, (été 1979), pp. 208-226.

44. Pierre Bouchard et Sylvain Vezina, Le développement bureaucratique du secteur des affaires sociales au Québec, mémoire de M.Sc. (science politique), UQAM, 1982 et Louis Bernard, loc. cit., p. 8 et Véronique Robert, "Hôpitaux: l'inacceptable", l'Actualité, janvier 1983, p. 21ss.

45. Riverin et Hamel, op. cit., p. 18, citant le rapport Lambert, p. 14.

46. Gérard Hébert, "Le régime québécois des secteurs publics et parapublics: réflexion", Relations industrielles, XXXVII, 2, (1982), pp. 420-430 et Gérard Bélanger, op. cit., pp. 30-35.

47. Louis Bernard, op. cit., p. 7 et La Presse du 12 février 1983, p. A9.

48. Alain Plantey, Prospective de l'État, Paris, CNRS, 1975, p. 141.

49. Riverin et Hamel, op. cit., pp. 12 et 26 et dans The Public Evaluation of Covernment Spending, sous la direction de G.B. Doern et A.M. Maslove, Toronto, Institut de recherches politiques, 1979, articles de W. Irwin Gillespie, "Fool's Gold: the Quest for a Method of Evaluating Government Spending", p. 53 et Harry Rogers "Program Evaluation in the Federal Government", p. 89.

50. Rapport Bisaillon, pp. 11-12 et Louis Bernard, op. cit., pp. 19-20.

51. Rapport Bisaillon, p. 49 et L. Bertrand, loc. cit., p. 15.

52. A. Paul Pross, "From System to Serendipity: the Practice and Study of Public Policy in the Trudeau Years", Administration publique du Canada XXV, 2 (hiver 1982), p. 542.

53. Léon Courville, "L'État et ses problèmes: la taille ou la ceinture", Administration publique du Canada XXI, 4 (hiver 1978), p. 550.

54. François Demers, op. cit., pp. 152-153.

II Tendances et réalignement des forces, partis et mouvements politiques

Chapitre 16

LE MOUVEMENT DES FEMMES ET LA CRISE

Évelyne TARDY*

INTRODUCTION

Dans cet article, on veut montrer que le Mouvement des femmes, défini au sens large, ne tire plus bénéfice de ce qui l'a caractérisé jusqu'ici, c'est à dire son éclatement, sa diversité, son hétérogénéité. En temps de crise, au contraire, cette hétérogénéité l'affaiblit et le rend vulnérable. La crise, nous allons le montrer, a des effets "pernicieux" sur le Mouvement des femmes, l'acculant aux choix crucial de "la ligne de feu ou la poêle à frire.[1]

La dernière partie de l'article se veut justement une réflexion sur les options qui s'offrent au Mouvement des femmes, si choix il y a: "la ligne de feu".

QU'ENTEND-ON PAR MOUVEMENT DES FEMMES?

Est-ce la même réalité que l'on recouvre quand on parle de Mouvement féministe, de femmes en mouvements, du Mouvement ou tout simplement du féminisme? Contrairement à Suzanne Blaise, nous serions tentées de ne voir là que les facettes d'une même réalité.[2]

Ainsi, par exemple, le féminisme, au sens large, est vu par Nicole Laurin-Frenette comme:

> "L'ensemble du discours qui dénonce des conditions faites aux femmes dans la société et énonce des modalités de transformation de ces conditions. Des personnes, des groupes et des organisations d'orientations différentes se partagent le discours et l'activité féministe. Ainsi le féminisme ne se limite-t-il pas obligatoirement à l'étape contemporaine ou récente de l'histoire des femmes, à laquelle il est habituellement assigné".[3]

* Professeure de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

Or, le Mouvement des femmes, lui aussi pris au sens large, peut être vu comme: des personnes, des groupes et des organisations différentes qui se partagent le discours et l'activité féministe, tout en ne caractérisant nullement la période actuelle.

Il est exact que le Mouvement des femmes, précisément à travers son aile radicale, comme l'a précisé Diane Lamoureux[4], se définit de plus en plus comme un véritable mouvement social au sens "tourainien du terme", c'est-à-dire "comme une conduite socialement conflictuelle et culturellement orientée".[5] Il se présente comme une conduite consciente, d'un ensemble relativement organisé de personnes réunies par des caractéristiques ou des intentions communes, luttant contre un adversaire et avançant un projet de société.

Mais le Mouvement des femmes, le féminisme au sens large, ne peut caractériser uniquement les Québécoises et le discours véhiculé depuis les années soixante-dix. En effet, depuis de longues années déjà, les femmes du Québec ont revendiqué et lutté pour la reconnaissance des droits les plus élémentaires.

Un obscurantisme important n'a pas permis, jusqu'à ce jour, de rendre compte de l'ensemble de ces luttes, malgré les efforts réels de certaines féministes pour montrer que les femmes du Québec avaient aussi une histoire.[6]

C'est pourquoi il peut paraître arbitraire de situer historiquement le Mouvement des femmes au Québec. Néanmoins, pour un certain nombre de sociologues et surtout d'historiennes, "la naissance du Mouvement des femmes au Québec, coïncide avec le mouvement de réforme urbaine qui se propage au Canada, à la fin du XIXe siècle".[7]

Yolande Pinard, qui a retracé les débuts du Mouvement des femmes, a montré que le Mouvement qui avait pris naissance à Montréal en 1893 avec la création du Conseil local des femmes de Montréal (MLCW), section montréalaise du Conseil national des femmes du Canada (NCWC) créée la même année, était articulé "autour de la réorganisation du travail philanthropique dans la métropole, de la défense de l'égalité des femmes au travail, et de la promotion plus globale de leurs droits".[8]

Le Mouvement des femmes au Québec était non seulement tributaire de l'évolution du Mouvement des femmes au Canada, amorcé depuis 1870, mais d'une façon plus générale de celui amorcé dans le monde occidental.[9]

Les historiennes du Collectif CLIO qui ont retracé l'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles, n'hésitent pas à dire que "le rôle joué par cette première génération de féministes marque une étape importante dans le processus de libération des femmes".[10]

C'est vrai que pour beaucoup d'entre nous le Mouvement des femmes au Québec, tel que nous le connaissons depuis le début des années soixante-dix, peut paraître très éloigné des premières revendications organisées des femmes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Mais le féminisme actuel a ses racines "dans le passé collectif des femmes" et ce nouveau féminisme, comme on s'est plus de la caractériser, n'est que l'aboutissement" des tensions vécues par les femmes des générations précédentes".[11]

En effet, si nous voulons parler de "nouveau féminisme", il faut, ont remarqué Véronique O'Leary et Louise Toupin, qu'il y en ait eu un "ancien".[12] Comment d'ailleurs, dira Françoise Picq, "ne pas voir la continuité entre leur lutte et la nôtre".[13] C'est effectivement ce que fait remarquer Nicole Laurin-Frenette quand elle dit:

> "La forme des revendications féministes, dans le passé, est différente de leur forme actuelle, par la force du contexte et de la conjoncture dans lesquels elles s'inscrivent. Pour moi, le sens des luttes féministes demeure néanmoins le même, aujourd'hui comme hier: libérer les femmes de la contrainte qu'elles subissent, parce qu'elles sont des femmes, dans le mariage, la vie familiale, le travail, la politique, les relations sexuelles, l'activité intellectuelle, culturelle...".[14]

LE MOUVEMENT DES FEMMES: AMPLEUR ET DIVERSITÉ

Si en 1899 le Mouvement des femmes regroupait vingt-sept associations et rassemblait quelques milliers de membres, aujourd'hui, au Québec, le Mouvement est l'expression de plusieurs centaines de milliers de femmes.[15] Le Conseil du statut de la femme (CSF) a, depuis 1979, établi chaque année un répertoire de groupes de femmes afin d'assurer une liaison avec et entre les groupes et faciliter des actions communes ou complémentaires par le biais de son service de Consult-Action.[16] Ainsi, en septembre 1982, on pouvait dénombrer 50 associations et groupes à caractère provincial[17] et 1392 autres à caractère régional et local, répartis de la façon suivante à travers neuf régions du Québec: 464 pour la région de Montréal, Lanaudière, Laurentides, Laval, La Montérégie, 225 pour la Mauricie et les Bois-Francs, 157 pour la région du Saguenay Lac-St-Jean, 156 en Estrie et 149 à Québec; le Bas St-Laurent-Gaspésie--regroupait 106 associations et groupes, l'Outaouais 79, l'Abitibi-Témiscamingue 34 et enfin la Côte Nord 22.[18]

Le nombre de membres que l'on retrouve dans ces groupes ou associations est des plus variés. Tantôt il s'agira d'un collectif regroupant une poignée de femmes, comme par exemple le Collectif d'intervenantes féministes pour la santé mentale à Montréal, tantôt nous avons affaire à une association qui a ses ramifications dans toutes les régions du Québec, comme l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) avec ses 35,000 membres, les Cercles de fermières qui regroupent 75,000 femmes, ou encore la Fédération des femmes du Québec (FFQ) avec 100,000 membres.

Ces chiffres en soi sont impressionnants, surtout si l'on considère que le CSF ne prétend pas présenter "une liste exhaustive et encore moins une image complète de ce qu'est l'organisation des femmes au Québec".[19]

Par ailleurs, peut-on considérer comme composants du Mouvement des femmes, même avec la définition large que nous avons retenue, toutes les associations ou groupes de femmes?

S'il est vrai que certains groupes s'affichent résolument féministes, d'autres hésitent encore à le faire tout en dénonçant les conditions faites aux femmes. Par contre, on retrouve également un certain nombre d'autres qui visent uniquement la défense des intrérêts professionnels de leurs membres ou la promotion de "la femme et de la famille" sans, pour le moment du moins, remettre en question la situation des femmes dans la société.

Cependant, ces femmes ont fait un premier pas et certainement pour elles, l'un des plus importants: sortir de leur isolement et se regrouper, entre femmes, pour des actions communes.

Il est évident que les activités, les objectifs, les luttes, les formes du discours sont des plus variés parmi ces 1442 groupes et associations, mais doit-on décider, plus ou moins arbitrairement, d'en inclure ou d'en exclure tel ou tel du Mouvement? Ce serait ne pas tenir compte de la réalité suivante: que la prise de conscience des femmes de leur oppression est un processus qui n'a rien de standard et les voies sont multiples pour y arriver.

Il n'est qu'à évoquer le cheminement qu'a fait une association comme l'AFEAS ces dernières années. Cette organisation, à travers la défense de ses membres, entre autres les femmes collaboratrices du mari, a développé toute une réflexion et un discours sur l'exploitation des femmes dans l'entreprise familiale.[20] Ainsi, en 1981, un sondage de l'AFEAS révélait que plus de 70 pour cent des membres se disaient féministes, alors que cinq ans auparavant, même à la tête de l'association, on se défendait de l'être.[21]

La diversité du Mouvement des femmes n'a fait que s'accentuer ces dernières années. Les femmes du Québec brisent leur isolement et agissent sur de multiples fronts, dans toutes les régions du Québec; on s'attaque au viol, à la pornographie, à la violence faite aux femmes sous toutes ses formes, à la santé des femmes, aux conditions d'avortement, aux problèmes de garderies, du travail salarié et de la formation des femmes, à la question des communications etc..., sans pour autant négliger le domaine juridique où s'institutionnalisent les droits.

Le discours du Mouvement, discours aux multiples voix, il faut le reconnaître, a remis en question l'ensemble des conditions de vie et de travail des femmes et les divers pouvoirs établis ont été obligés d'en tenir compte. Pour illustrer le type de gains réalisés depuis quelques années qu'on se rappelle, dira Rosette Côté, du Comité des femmes de la CEQ:

> "L'ordonnance 17 sur les congés de maternité, la création des cliniques Lazure, la révision du code civil, la loi sur les perceptions des pensions alimentaires, la loi sur le retrait préventif de la femme enceinte, la loi sur les normes minimales d'emploi qui incluait le personnel domestique, la révision de la charte des droits et libertés de la personne et la loi sur la retraite... et j'en passe".[22]

Il est indéniable que ces dix dernières années, les femmes ont fait des gains dans un grand nombre de domaines, mais la période actuelle de crise que nous vivons est là pour rappeler aux femmes que ces conquêtes sont bien fragiles.

"Les affaires des femmes sont classées par certains parmi les hors-d'oeuvre de l'abondance.... La crise a des priorités plus pressées"[23], dira Lise Bissonnette dans Le Devoir, ajoutant:

> "Quand on ne recrute plus, on ne recrute plus de femmes et l'inégalité s'accentue. Quand on ne modifie plus les régimes sociaux discriminatoires à l'égard des femmes, on accroît leur pauvreté relative".[24]

LES EFFETS "PERNICIEUX" DE LA CRISE SUR LE MOUVEMENT DES FEMMES

La crise, malgré ce qu'en pense notre Premier ministre, n'est pas "unisexe".[25] Tout le monde sait, dira Lysiane Gagnon que:

> "Ce sont dans une large proportion les femmes qui sont les premières victimes du chômage et de la récession, dans la mesure où elles sont souvent les dernières embauchées, les premières licenciées, dans la mesure où le resserrement du marché de l'emploi empêche pour beaucoup tout retour au travail, dans la mesure où elles sont exclues des centres de décision et généralement confinées dans les emplois inférieurs, dans la mesure où elles sont concentrées dans les secteurs mous les plus affectés par la crise, dans la mesure où ce sont les femmes qui forment la majorité des assistés sociaux et des vieillards miséreux, etc.".[26]

Mais voilà tout le monde ne le sait pas. Chaque mois, on nous informe, à travers l'enquête de Statistique Canada, de la progression du nombre de

Canadiens ou Québécois qui cherchent un emploi, et l'on finit par oublier que le masculin inclus le féminin et que parmi le nombre grandissant de chômeurs il y a aussi, et en plus grande proportion souvent, des chômeuses.

L'EMPLOI DES FEMMES: UNE SITUATION QUI RISQUE DE SE DÉTÉRIORER ENCORE PLUS DANS LES ANNÉES À VENIR

La plus faible syndicalisation des femmes[27], l'augmentation du travail à temps partiel[28], le taux élevé du chômage des femmes[29] et le développement de la sous-traitance dans la production industrielle et dans certains services, y compris le travail de bureau[30], contribuent à détériorer les conditions d'emploi et de travail des femmes. La crise accentue cette détérioration et même les perspectives qu'ouvrent la micro-technologie ne font pas présager une amélioration des conditions de vie des femmes, au contraire.

Selon Heather Menzies, d'ici 1990, un million de Canadiennes se retrouveront en chômage à cause de l'implantation de la micro-technologie.[31] Ce sont d'ailleurs les services où sont concentrés majoritairement les femmes en emploi qui seront davantage touchés par la micro-technologie: "On prévoit qu'entre 20 et 40 pour cent des emplois de ce secteur disparaîtront à titre de conséquence directe de l'automation".[32]

Il semble bien que les femmes ne pourront même pas bénéficier des nouveaux emplois que va créer la technologie informatique puisque ce sont surtout dans les emplois d'informaticiens et autres spécialistes au niveau de l'analyse, l'interprétation et la gestion que se feront les principaux gains d'emploi.

Or, comme le faisait remarquer le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, dans son mémoire présenté au Groupe d'étude de la micro-technologie et de l'emploi[33], moins de femmes que d'hommes ont reçu la formation nécessaire pour exercer ce type d'emploi. Deuxièmement, de nombreux employeurs n'envisagent ni d'embaucher, ni de former des femmes dans ces nouvelles spécialités et enfin de nombreuses femmes continuent de s'orienter vers les secteurs dits féminins, traditionnellement occupés par des femmes. C'est d'ailleurs ce que confirmaient les statistiques des inscriptions au CEGEP qui montraient que même si les inscriptions féminines au CEGEP en 1980 ont été presque aussi nombreuses que les inscriptions masculines, les filles continuent à être orientées et à s'orienter vers les Lettres (76 pour cent des inscriptions étaient féminines) ou les Arts et sous-représentées en sciences pures et appliquées (21 pour cent des inscrits étaient des femmes).[34]

La situation n'est guère différente au niveau universitaire. Si bien qu'il est peu probable, à moins d'une formulation et d'un recyclage intensif, que les femmes puissent, en grand nombre, occuper les nouveaux emplois qui sont davantage destinés aux diplômés des sciences exactes et des sciences administratives.

Il semble bien que du côté de l'emploi le temps des "vaches grasses" soit terminé et pour un bon bout de temps. Ceci ne peut qu'exacerber les tensions entre hommes et femmes, car en période de pénurie d'emploi les femmes sont considérées par beaucoup d'hommes comme des "voleuses de job", et les décisions d'embauche tendent à favoriser les hommes.

Mais les tensions entre femmes peuvent également être exacerbées en raison de la concurrence accrue que vont se livrer les femmes entre elles au niveau de l'emploi, ce qui ne peut que nuire, à plus ou moins long terme, au Mouvement des femmes.

C'est ce que semble craindre Claire Bonenfant présidente du CSF quand elle dit:

> "Si les femmes ont espéré et revendiqué ensemble pendant 10 ans, aujourd'hui freinant ce mouvement de solidarité et de complicité une situation économique désastreuse vient modifier l'échiquier, faisant s'opposer intérêt individuel et collectif. Chacun songe surtout à conserver son emploi".[35]

L'énergie que le Mouvement a mis ces dernières années à faire certains gains, paraît actuellement canalisée vers la simple protection des positions acquises. Les groupes se battent à Montréal et en régions pour maintenir, ici, une garderie ouverte, là, un centre d'aide aux victimes de violence. Les besoins des femmes sont sûrement plus considérables en temps de crise qu'en période de prospérité, mais les ressources financières pour aider ces femmes diminuent en pérode de crise.

Par ailleurs, en période de bonne conjoncture, quand les employeurs cherchaient une main-d'oeuvre féminine, certaines revendications pouvaient passer et ont passé; par contre, en temps de crise, non seulement les revendications ne passent plus, mais les femmes se retrouvent perdantes sur divers plans.

En effet il n'y a pas que sur le terrain de l'emploi que ce jeu-là se joue; la situation est analogue au gouvernement. C'est ce parallèle que fait Colette Beauchamp dans la reuve Châtelaine quand elle écrit:

> "En excluant Pauline Marois du Comité des priorités l'automne dernier, le Premier ministre démontrait que c'est seulement en temps d'élection ou de référendum que nous sommes importantes et que notre situation mérite d'être améliorée. Entre cette attitude et "Rentrez chez vous travailleuses, les hommes sont revenus du front", vous voyez une différence?"[36]

Comme le fait remarquer Louise Vandelac[37], la crise pour les femmes, signifie non seulement un renforcement de la famille et des rôles traditionnels, voire même du sexisme, mais elle signifie surtout une diminution des revenus, revenus qui sont déjà particulièrement bas pour cette catégorie de travailleurs[38], une détérioration des conditions de travail, en emploi et au foyer, et surtout une perte du pouvoir politique.

EN TEMPS DE CRISE, LES REVENDICATIONS DES FEMMES SONT, POUR L'ÉTAT, DES PRÉOCCUPATIONS SECONDAIRES

Du côté du pouvoir politique, bien qu'elles n'aient pas fait des gains très importants[39], les femmes ont réussi en 1978, à élaborer une politique d'ensemble de la condition féminine, que le gouvernement du Parti québécois avait endossée et qu'il s'était engagé à réaliser, même si, comme le remarquait avec humour Lise Payette, "au fond ce qu'ils auraient souhaité, c'était une politique de la "famille". Cette politique de la famille, ils se sont d'ailleurs empressés de la mettre sur pied dès le départ de Lise Payette, mobilisant une bonne partie des énergies de sa remplaçante depuis ce temps.[40]

Pour faciliter la mise en applicaton des recommandations de la politique d'ensemble[41], on avait créé , en septembre 1979, un ministère d'État à la Condition féminine dont était titulaire Mme Lise Payette. Celle-ci siégeait également au Comité des priorités, dont le mandat est de recommander au Premier ministre l'établissement des priorités du gouvernement et d'en surveiller, par la suite, la mise en oeuvre.

Pour Mme Lise Payette, et pour la cause des femmes, ça pouvait être perçu comme un gain.

> "J'avais échangé l'offre du Premier ministre de me faire ministre déléguée à la Condition féminine pour un poste de ministre d'État à la Condition féminine avec accès au Comité des priorités... je savais pourtant que c'était là que se prenaient les grandes décisions, celles concernant le budget, les priorités législatives et les orientatons politiques. Il me paraissait normal que toutes les questions concernant les femmes y trouvent une porte-parole. Il accepta.
> Par la suite, certains ont dit que j'avais été piégée. Même maintenant, je crois encore que le piège, c'était le rôle de ministre déléguée".[42]

Dans le piège, si piège il y a, on y a fait tomber Madame Pauline Marois, le 9 septembre 1982, lors du remaniement ministériel. Elle devient ministre déléguée à la Condition féminine et se vit écartée du Comité des priorités, comité renforcé et doté d'un secrétariat qui, selon les dires même du

Premier ministre, deviendrait l'instrument privilégié de la relance économique.[43] Sur ce Comité où se retrouvaient les ténors de cette future relance économique, on pouvait voir messieurs Jacques Parizeau, Yves Bérubé, Camille Laurin, Pierre-Marc Johnson, François Gendron et Jacques-Yvan Morin, qu'on avait oublié mais qui su et pu se faire repêcher.[44] Sur cet "intercabinet", pour reprendre l'expression de Bernard Descoteaux du Devoir, les femmes et surtout les intérêts des femmes n'étaient plus représentés.

Claire Bonenfant, présidente du Conseil du Statut de la femme depuis 1978, a réclamé, au nom du Conseil mais aussi au nom des femmes du Québec, un revirement du Premier ministre, lui rappelant que les femmes représentaient plus de 50% de la population et plus de 40% de la population active. Elle se disait consciente

> "qu'en temps de crise économique, on crée une psychose pour inciter les femmes à retourner à leur cuisine, prendre soin de leurs enfants (diminution des garderies), de leurs parents et ceux de leur conjoint (fermeture des maisons pour personnes âgées) et laisser au chef de famille "naturel", l'homme, le marché de l'emploi".[45]

Pour plusieurs ce fut perçu comme une véritable "insulte faite aux femmes".[46] "Les femmes n'ont pas les moyens de reculer"[47], disaient les Comités syndicaux de condition féminine de l'intersyndicale, considérant que "les quelques espoirs que les femmes pouvaient nourrir envers ce gouvernement, meurent avec le remaniement ministériel".[48]

On reprocha à Pauline Marois d'avoir accepté si facilement cette insulte. Quatre attachées politiques sur sept, dont un homme, remirent leur démission à la ministre.[49] Lesley Lee, du comité de la Condition féminine de la CSN, dans une lettre ouverte à Pauline Marois, écrivait ceci: "Votre silence nous apparaît comme une complicité. Je vous prie donc de parler".[50]

Plus récemment, à l'occasion du 8 mars 1983, plus d'une centaine de participantes à un atelier, dans le cadre des journées d'activités à l'UQAM, ont exigés sa démission.[51]

On peut se demander si réellement il y a eu perte de pouvoir et régression, car en fait quel pouvoir Pauline Marois peut elle avoir sur ce comité? Mais il y avait plus: Lysiane Gagnon l'a très justement exprimé quand elle écrit:

> "Le dernier geste du Gouvernement Lévesque, à l'égard des femmes, est plus insolent encore que toutes les omissions et toutes les négligences, dans la mesure précisément où il s'agit

> d'un geste symbolique qui n'a aucune justification... même pas la sempiternelle justification financière à la Bérubé. L'insulte, autrement dit, est gratuite et aurait pu être évitée".[52]

Il aura fallu à René Lévesque le temps d'une bonne "gestation" pour revenir sur sa décision, céder aux demandes de nombreux groupes et associations de femmes et réintégrer Pauline Marois au Comité des priorités.[53]

Considérant que la crise frappe les femmes sur plusieurs fronts à la fois, quelles options s'offrent au Mouvement des femmes à l'heure actuelle?

LA POÊLE À FRIRE OU LA LIGNE DE FEU

Étant foncièrement optimistes, nous avons peine à croire en la "dérive du Mouvement des femmes".[54]

Nous l'avons signalé, le Mouvement des femmes est éclaté puisqu'on y trouve aussi bien des "radicales" que des femmes aux options traditionnelles, aussi bien des jeunes que des personnes âgées, des citadines que des fermières, etc. Néanmoins, malgré la conjoncture défavorable, le Mouvement conserve encore aujourd'hui tout son dynamisme et le Front commun contre la pornographie qui a regroupé au-delà de 100,000 femmes illustre la vitalité de ce Mouvement.

Malgré le poids énorme que fait peser la crise sur le Mouvement, il est peu probable que les groupes et les associations de femmes choisissent "la poêle à frire", c'est à dire le recul, le repli, l'isolement et la soumission. Par contre, le Mouvement semble hésiter à affronter la scène politique, et ce, par peur du pouvoir et par peur de la "récupération".

Simone de Beauvoir a dit que c'était un piège d'exercer comme femme le pouvoir dans un monde d'hommes[55] et que par ailleurs

> "Il y a contradiction à vouloir entrer dans un système dont on a profondément horreur. Peut-être que pour le changer, il faut y entrer, mais d'autre part on est changé soi-même si on y entre. C'est ça le grand danger".[56]

Ceci pose à la fois le problème de la "spécificité féminine", c'est à dire de valeurs propres aux femmes, et de la "récupération des femmes" par le pouvoir.

Si l'on rejette l'idée d'une "nature féminine", option malgré tout revendiquée par un certain courant chez les féministes[57], d'où viendrait ce désir de vouloir changer le pouvoir actuel concentré entre les mains des hommes?

En 1975, Simone de Beauvoir, dans un débat avec des féministes sur ce sujet, se demandait si "le fait de l'oppression n'avait pas développé chez les femmes une certaine qualité, ou ne les avait pas empêchées de tomber dans certaines erreurs".[58]

Culturellement, les femmes n'ont pas, dans l'ensemble, été initiées à la compétition, la violence, l'agressivité, comme l'ont par exemple été les hommes, ce qui expliquerait que les femmes soient si fortement représentées dans les Mouvements pour la paix et même les Mouvements écologistes, qui visent la "préservation" de notre environnement.

Ces réflexions, en dehors du refuge dans une sorte de "féminitude" dramatique selon nous pour le Mouvement des femmes, n'ont pas été menées loin ni au Québec ni ailleurs. Par contre, l'autre aspect du problème, cette peur maladive de la "récupération", a conduit le Mouvement des femmes à une certaine paralysie, comme le signalait Camille Raymond dans le journal féministe La Vie en Rose. "Le mot même est piégé car il coupe l'herbe sous le pied avant même d'agir".[59]

La crise, d'un côté accule les femmes à choisir "la ligne de feu" si elles ne veulent pas reculer. Quelles seraient alors les options?

Micheline De Sève et Claire Dugay, récemment, ont lancé l'idée d'"un Mouvement politique féministe".[60] Elles précisent que dans la conjoncture actuelle ce besoin se fait de plus en plus sentir. Elles ne développent pas, cependant, leur idée davantage; pensent-elles à un parti féministe?, à un regroupement du style Regroupement des femmes québécoises?[61]

Invitée à tracer un bilan à l'occasion du 8 mars 1983, Claire Bonenfant précise qu'il ne sert à rien d'avoir huit femmes à l'Assemblée nationale si les femmes n'investissent pas les partis politiques".... À moins d'aller massivement à l'Assemblée nationale, on ne changera rien à l'exercice du pouvoir".[62] Elle reconnaît ne pas avoir réussi pleinement à faire prendre conscience aux femmes de l'importance de leur force politique, de l'importance de participer au pouvoir.

L'idée d'un parti féministe a, à maintes reprises, été envisagée par des féministes européennes, américaines et même canadiennes, mais jusqu'ici l'expérience n'a été tentée que dans très peu de pays; et même dans ces pays où ils existent, les partis féministes ont eu un impact très limité.[63]

Avec ses 350 à 400,000 membres, le Mouvement des femmes, s'il donnait naissance à un parti, n'aurait pas sans doute le problème de recrutement que peuvent rencontrer d'autres mouvements comme le Mouvement socialiste au Québec par exemple. Par contre, l'hétérogénéité des femmes qui le compose serait un obstacle majeur, actuellement du moins, à la formation d'un tel parti, et malgré le chiffre imposant des effectifs du Mouvement, il est probable que le parti qui en serait issu resterait relativement petit.

Non seulement les groupes ont des objectifs, des discours, des modes d'action différents, mais ils ne s'affichent pas tous féministes. De plus, le Mouvement regroupe des femmes de classes sociales différentes et d'options politiques différentes. La seule plate-forme commune, c'est la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes: un tel dénominateur commun peut suffir à l'encadrement d'un mouvement, non à celui d'un parti politique, me semble-t-il. C'est pourquoi, dans un premier temps, il me semble plus réaliste de penser à un "Front commun politique des femmes" plutôt qu'à un parti.

Que faut-il entendre par là? Un front commun politique des femmes viserait une mobilisation générale des groupes et associations qui composent le Mouvement sur un objectif commun: faire élire le maximum de femmes aux prochaines élections provinciales, quelles que soient les couleurs des partis puisque, comme le constatait Lysiane Gagnon,

> "Le parti libéral du Québec, à cet égard ressemble au PQ comme un frère: Les chefs et les programmes s'équivalent, et les femmes n'y ont pas moins de poids, ni dans le parti ni dans la députation, que chez les péquistes. Et le PLQ est lui-même dépassé, en cette matière, par ses cousins du fédéral".[64]

Les groupes qui politiquement ne se rattacheraient à aucun des partis actuels pourraient éventuellement présenter des candidates féministes indépendantes, même si, compte tenu du mode de scrutin, les chances d'être élues sont alors pratiquement nulles.

Notre recherche sur les mairesses du Québec, réalisée en 1980,[65] nous a permis de constater que toutes les femmes qui occupaient cette fonction reconnaissaient avoir pris leur expérience dans les associations de femmes en particulier. Cette expérience avait contribué à les décider à se lancer sur la scène municipale. Par contre, une fois arrivées là, ces femmes se sentaient très isolées dans ce monde d'hommes.

C'est à partir de là que nous avons réfléchi, quelques collègues et moi-même, à la façon d'utiliser cette information. Pourquoi ne pas inviter les groupes et associations à mettre à leur programme d'action l'action politique et

faire en sorte que ceux-ci encouragent et supportent, à l'intérieur de leurs rangs, des candidatures de femmes?

Pouquoi ne pourrait pas circuler, dans l'ensemble du Mouvement des femmes, le mot d'ordre suivant: votons pour une femme dans nos comtés réciproques, quelque soit la bannière sous laquelle se présente la candidate, à condition que celle-ci se soit publiquement engagée à défendre, quelque soit les circonstances ou les allégeances, la cause des femmes.

Un tel mot d'ordre aurait pour effet d'amener les différents partis politiques à se trouver des candidatures féministes. Ce serait déjà un pas en avant.

La question principale qu'on peut se poser en dehors de sa "faisabilité", c'est la suivante: une femme, parce qu'elle est une femme, défendra-t-elle, plus qu'un homme, la cause des femmes? Les Margaret Tatcher ou Indira Gandhi ont-elles réellement amélioré le sort des femmes dans leur propre pays?

Ceci est une question piégée, car on sait très bien que l'anti-féminisme n'est pas l'apanage exclusif des hommes. Par contre, il est certain que l'Assemblée nationale, avec 50% et plus de femmes, ne serait plus la même, et la politique, qu'on le veuille ou non, reflèterait davantage qu'actuellement les revendications et aspirations des femmes. Même si de nombreuses féministes restaient sur leur faim, on peut penser qu'on en arriverait à une réduction des inégalités entre hommes et femmes dans tous les secteurs de la société et ce serait toujours cela de gagné.

Je pense qu'on ne peut se contenter de dire comme Yolande Cohen "Et si on n'en voulait pas, de leur politique!"[66], car de toutes façons on ne nous demande pas notre avis, on nous l'impose et nous la subissons passivement, sans que nous prenions les moyens de la changer.

Ces réflexions sur les moyens de changer les règles du jeu actuel sont, comme vous pouvez le constater, à l'état embryonnaire, mais le premier pas à faire n'est-il pas de lancer le débat sur ce terrain que trop longtemps le Mouvement des femmes a négligé: Le terrain politique!

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Geneviève Auger et Raymonde Lamothe, De la poêle à frire à la ligne feu, Montréal, Boréal Express, 1981, 232 p.

2. Suzanne Plaise, Des femmes de nulle part, Tierce, Paris, 1980.

3. Nicole Laurin-Frenette, "Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État", Femmes et Politique, coll. Idéelles, Montréal, Éditions du Jour, 1981, p. 148.

4. Diane Lamoureux, "Mouvement social et lutte des femmes", Sociologie et Sociétés, Montréal, PUM, Octobre 1981, vol. XIII, no 2, pp. 131 à 138. N.B. Alain Touraine considère d'ailleurs que le "Mouvement féministe est un mouvement social" dans Lettres à une étudiante, Paris, Le Seuil, 1974, p. 152.

5. Alain Touraine, La voix et le regard, Paris, Seuil, 1978, p. 104 et 108.

6. En particulier Micheline Dumont-Johnson, "Histoire de la condition de la femme dans la province de Québec", Études no 8 préparées pour la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, Ottawa, Information Canada, 1971, pp. 1 à 57.
Yolande Pinard, "Les débuts du Mouvement des femmes", Les femmes dans la société québécoise, Montréal, Boréal Express, 1977, pp. 61-87. Et surtout la toute récente Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles, par le collectif CLIO, Coll. Idéelles, Montréal, Quinze, 1982, 521 p.

7. Collectif, "Le Mouvement des femmes au Québec", Politique aujourd'hui, nos 7-8, 1978, p. 167.

8. Yolande Pinard, op. cit., p. 61.

9. C'est en 1888 que s'est créé au États-Unis le Conseil international des femmes (ICW) qui lors de sa seconde réunion à Londres en 1899 regroupa 5,000 femmes représentant 600,000 féministes réparties dans onze conseils affiliés, cité par Andrée Michel, Le Féminisme, Que sais-je?, no 1782, Paris, PUF, 1980, p. 77.

10. Collectif CLIO, op. cit., p. 329.

11. Idem, p. 474.

12. Véronique O'Leary et Louise Toupin, Québécoises Deboutte!, Montréal, Ed. du Remue-ménage, 1982, Tome 1, p. 47.

13. Françoise Picq, "1970-1980: Sauve qui peut, Le MLF", La Revue d'en face, Tierce, 1981, no 11, p. 17.

14. Nicole Laurin-Frenette, op. cit., p. 170.

15. Selon Chantale Michaud, du CSF, on peut évaluer l'ensemble des groupes et associations répertorié dans le répertoire à environ 350 à 400,000 femmes.

16. Répertoire régional des groupes de femmes, 1982-83, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, septembre 1982, p. 1.

17. Par associations provinciales, on retient les groupes ayant des unités régionales ou locales ainsi que certains groupes qui par leur activités, ont un impact provincial ou qui se sont définis comme tel. Répertoire des groupes de femmes du Québec, op. cit., p. 1.

18. Compilations par régions effectuées à partir du répertoire.

19. Répertoire ..., op. cit., p. 1.

20. La femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif, AFEAS, 1976.

21. Louise Lévesque, "L'AFEAS, Modération et prudence", La gazette des femmes, vol. 3, no 5, janvier 1982, p. 25.

22. Rosette Côté, "Les effets de la crise sur les femmes", document interne, Comité des femmes, 1982.

23. Lise Bissonnette, "Autres illusions perdues", Le Devoir, mars 1983, p. 2.

24. Ibid.

25. M. René Lévesque a déclaré effectivement que la crise était unisexe, dans le sens qu'elle frappait indistinctement tout le monde, en réponse à la lettre de Claire Bonenfant, présidente du CSF.

26. Lysiane Gagnon, "Terriblement sexiste", La Presse, 7 déc. 1982, p. A7.

27. Le taux de syndicalisation des femmes en 1976 était de 30,2% contre 36,9% chez les hommes. Gouvernement du Québec, CSF, Chiffres en main, Éditeur officiel, 1981. p. 57.

28. En 1980, l'emploi à temps partiel représentait 18,7% de l'emploi total chez les femmes et 4,9% de l'emploi masculin. Les femmes représentaient 70% de l'ensemble des travailleurs à temps partiel. Depuis 1980 le développement de ce type de travail n'a fait qu'augmenter.

29. En 1981, le taux de chômage (moyenne annuelle) était chez les hommes de 9.8% et chez les femmes de 11.3%; en 1982 même si la crise prend de l'ampleur et réduit les écarts entre hommes et femmes, les hommes conservent un taux de chômage (moyenne annuelle) inférieur aux taux de chômage des femmes 13.7% contre 14.1%, les différences étant plus marquées chez les adultes de 25 ans et plus: 10.6% chez les hommes et 11.4% chez les femmes. Statistiques Canada, catalogue no 71001.

30. Céline Saint-Pierre, "Micro-électronique et réorganisation du travail dans le secteur tertiaire", Colloque sur la micro-informatique dans le travail et l'éducation, Univ. Laval, 13 oct. 1982, pp. 9 et 10.

31. Heather Menzies, "Les effets de la micro-électronique sur le milieu de travail", Conférence, Ottawa, 31 mars 1980 (p. 133 dans le recueil des communications).

32. Micro-technologie et emploi: Question d'importance pour les femmes. Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, Mémoire présenté au Groupe d'étude de la micro-technologie et de l'emploi, juillet 1982, p. 13.
Voir également Boris Mather, James Stinson, George Warskett, Les conséquences de la micro-technologie pour les travailleurs et travailleuses au Canada, I.R.A.T., Montréal, texte no 3, 1982, 11 p. ou encore Céline Saint-Pierre, "Micro-électronique et réorganisaiton du travail dans le secteur tertiaire", op. cit.

33. Conseil consulatif...., op. cit., p. 70.

34. Chiffres en main, op. cit., p. 91.

35. "Le Conseil du statut de la femme prêche dans le désert", Le Devoir, 16 octobre 1982, p. 6.

36. Colette Beauchamp, "Non au revirement de Lévesque", Châtelaine, février 1982, p. 25.

37. Louise Vandelac, "La crise, le travail ménager et les féministes italiennes", Les Cahiers du Grif, Bruxelles, avril 1977, no 16, p. 5.

38. "Plus de 60% des travailleurs gagnant moins de 5,00 $ de l'heure sont des femmes", Chiffres en main, op. cit., p. 35.

39. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, le nombre de femmes députées est passé de 1 en 1973 à 5 en 1976 à 8 en 1981. Actuellement il y a une ministre déléguée à la condition féminine, Madame Marois, et une ministre à la Fonction publique, Madame Leblanc-Bantey, qui risque de ne plus l'être bien longtemps étant donné l'abolition prévue du ministère de la Fonction publique et son rattachement au Conseil du trésor. Que deviendra Madame Leblanc-Bantey?

40. Cf. François Cyr et Francine Sénécal, "Réflexions en marge du débat sur la politique familiale du pouvoir", Conjoncture, no 3, printemps 1983, pp. 103 à 106.

41. Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, Pour les Québécoises: Égalité et indépendance, Québec, Editeur officiel, 1978, 335 p.

42. Lise Payette, Le Pouvoir? connais pas, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 65.

43. "Le remaniement ministériel, un ajustement, non un chambardement", (texte intégral de la déclaration du Premier ministre René Lévesque), Le Soleil, Québec, 10 septembre 1982.

44. Michel David, "Morin est réintégré au Comité des priorités", Le Soleil, Québec, 30 septembre 1982.

45. "Abolir le ministère d'État à la Condition féminine et..." (texte intégral de la lettre de la présidente Claire Bonenfant au Premier ministre du Québec, René Lévesque). La Gazette des femmes, C.S.F., vol. 4, no 5, nov.-déc. 1982, p. 21.

46. Huguette Lapointe-Roy, Prés. et Huguette O'Neil, Vice-Prés. de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), "Une insulte faite aux femmes", La Tribune, Sherbrooke, 14 décembre 1982.

47. Thème du 4e rapport (1982) du Comité de condition féminine de la CSN.

48. "Les femmes n'ont pas les moyens de reculer", Le Devoir, 22 nov. 1982.

49. Ghislaine Rheault, "Quatre démissions au cabinet de Mme Marois", Le Soleil, Québec, 3 nov. 1982.

50. "Parlez Madame Marois", Lettre ouverte à Pauline Marois ministre de la Condition féminine, Le Soleil, Québec, 23 nov. 1982.

51. "Des militantes veulent la tête de Mme Marois", Le Devoir, 8 mars 1983.

52. Lysiane Gagnon, "Triste anniversaire", La Presse, 20 novembre 1982.

53. Renée Rowan, "Madame Marois annonce sa propre réintégration au Comité des priorités du cabinet provincial", Le Devoir, 17 juin 1983, p. 3.

54. Marie Jo Dhavernas, "Une seule solution: autre chose", La Revue d'en face, no 11, 1981, pp. 32 à 36.

55. "Simone de Beauvoir interroge Jean-Paul Sartre", L'ARC, Aix-en-Provence, no 61, 1975, p. 11.

56. "Des femmes en lutte", L'ARC, no 61, 1975, p. 25.

57. Voir entre autres les articles de Catherine Ravelli et Marie-Jo Dhavernas dans La Revue d'en face, Paris, Tierce, no 4, 1978, pp. 18 à 29.

58. "Des femmes en lutte"..., op. cit., p. 26.

59. Camille Raymond, "Le spectre de la récupération", La Vie en Rose, Montréal, mars 1980, p. 10.

60. Claire Dugay et Micheline de Sève, "Le temps n'est pas encore à la fête: Pour un mouvement politique féministe", Les Cahiers du socialisme, no 10/11, Automne 1982, pp. 11 à 35.

61. André Yanacopoulo, "Sous le signe de l'ambiguité", Femmes et Politique, Collectif, Collec. Idéelles, Ed. du Jour, Montréal, 1981, p. 60.

62. Rollande Parent, "D'entrée de jeu, les partis devraient accorder 40% des sièges aux femmes", Le Devoir, 7 mars 1983, p. 5.

63. L'Espagne et la Belgique ont des partis féministes. Le Parti féministe du Canada créé en 1979 a fini par s'éteindre.

64. Lysiane Gagnon, "Triste anniversaire", op. cit.

65. E. Tardy, A. Gingras, G. Legault et L. Marcoux, La politique un monde d'hommes?, Collec. science politique, Cahiers du Québec, Ed. Hurtubise, HMH, 1982, 111 p.

66. Yolande Cohen, "Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir", Femmes et politique, Coll. Idéelles, Ed. du Jour, Montréal, 1981, p. 203.

Chapitre 17

DÉVELOPPEMENTS, TENSIONS ET LIGNES DE CLIVAGE DU MOUVEMENT OUVRIER AU CANADA

Serge DENIS*

INTRODUCTION

Dans les sociétés capitalistes avancées, à régime libéral, le mouvement ouvrier se présente comme l'une des grandes institutions sociales. Ses syndicats, par exemple, constituent généralement les organisations socio-économiques les plus massives, les plus importantes numériquement. Cette constatation - empirique - doit être complétée d'une vision plus analytique du phénomène: historiquement, le mouvement ouvrier est apparu comme la traduction organisée des poussées d'abord spontanées de résistance économique, puis d'une volonté plus articulée de promotion de leurs intérêts de la part des travailleurs salariés. Par une évolution presque naturelle, la trajectoire déboucha sur la formation du syndicalisme moderne. Ce cadre évolutif, et ses causes profondes servirent de creuset (et de vivier) à l'éclosion d'une opposition d'aspect plus général aux conditions de vie et de travail, elle-même renforcée par les mesures de répression auxquelles se heurtait l'action revendicative. Cette opposition dessina l'impulsion première à la création des partis ouvriers, bien que partout l'entrée sur la scène politique fut moins naturelle, l'évolution moins "rectiligne" que dans les cas des syndicats.[1]

Les organisations ainsi constituées devinrent à la fois porteuses et représentantes du mouvement de classe, sources de développements nouveaux et éléments de renforcement de ce mouvement. Nées comme expression privilégiée du développement d'une nouvelle force sociale, elles connurent une expansion rapide. Il est à cet égard significatif que l'une des premières analyses scientifiques de la vie des partis portât sur la social-démocratie allemande, parti ouvrier se réclamant du marxisme: c'est peu avant la première guerre que Roberto Michels publia en effet son étude la plus célèbre. Le sous-titre qu'il donna, "Essai sur les tendances obligarchiques des démocraties", annonçait notamment l'intention de cerner les conditions de la dynamique interne à l'organisation ouvrière maintenant établie. Dès 1915, un nouvel essai apparaissait sur ce dernier thème, avec La faillite de la deuxième Internationale de Lénine, qui voulait aussi souligner les éléments principaux de l'évolution socio-politique des grands partis ouvriers. Les points de vue n'étaient bien sûr pas identiques, et l'explication des phénomènes relevés

* Professeur de science politique à l'Université d'Ottawa.

(pourtant fort semblables) apparaît divergente. Mais Michels et Lénine cherchaient à rendre compe d'une même réalité, qui s'était graduellement façonnée et que nous pourrions saisir sous le vocable "d'institutionnalisation": d'une situation originelle d'illégalité et de contestation des régimes, le mouvement ouvrier en était venu à coexister avec eux, et même à y tisser des liens suivis. Pour les deux auteurs, les grandes organisaitons en place ne s'acquittaient dorénavant que bien imparfaitement du rôle pour lequel elles avaient été constituées. On connaît le fond de l'argumentation. Pour Michels, la nouveauté procédait d'abord de déterminations de type sociologique, de celles précisément qu'analyse la sociologie des organisations.[2] Chez Lénine, elle était concomitante aux transformations économico-politiques ayant conditionné le surgissement d'une couche sociale privilégiée, la "bureaucratie ouvrière", couche appuyant ses positions sur une fraction du mouvement de classe, celle représentée par "l'aristocratie ouvrière": l'aristocratie et la bureaucratie étaient liées à l'ordre en place pour le maintien de leur niveau de vie et de leur situation sociale.

Il n'est pas de notre propos de reprendre ici cette discussion. Son rappel nous permet pourtant d'introduire deux considérations essentielles au traitement de notre sujet. Le mouvement ouvrier ne s'est pas développé en vase clos. Une fois (massivement) constitué, son évolution a été soumise à de multiples pressions, notamment de pressions à la conciliation issues de forces devant lesquelles il a dû imposer sa reconnaissance. Progressivement, les tendances à s'engager dans la direction ainsi pointée ont également articulé son existence, de sorte que sa nature a manifesté des traits contradictoires. Il est demeuré, sur le fond, porteur et représentant d'un mouvement de classe formé contre les normes du régime privé des moyens de production, directement tributaire de cette naissance. Il est, par ailleurs, devenu l'une des grandes institutions de la société fondée sur ce régime, fonctionnant normalement à l'intérieur des cadres qui en règlent la reproduction. Nous pensons que ces traits sont toujours présents au sein du mouvement ouvrier, mais nous posons comme hypothèse que leur conflit s'exacerbe en période de crise profonde. D'un autre côté, les études de R. Michels et de V.I. Lénine ont aussi le mérite d'attirer l'attention sur les relations internes à la structuration du mouvement de classe. Nous pensons, également, qu'une situation de crise économique pèse sur la dynamique intérieure de l'organisation ouvrière: elle pousse à l'apparition d'oppositions et de différenciations, pouvant modifier les rapports qui y sont établis. Dans un cadre d'ensemble, finalement, nous évaluons qu'une telle période questionne, soumet à réévaluation des orientations ayant tenu lieu jusque là de traditions, notamment sur le terrain politique.

Nous allons essayer de cerner chacun de ces éléments, en abordant spécifiquement les points de rupture qu'on peut déceler. Nous ne prétendons cependant pas, par ce texte, offrir davantage qu'une introduction conceptualisée à l'étude des développements actuels au sein du mouvement ouvrier.

CONJONCTURE DE CRISE ET MOUVEMENT OUVRIER

Les situations de crise économique sont vécues socialement par le mouvement ouvrier en termes immédiats de fermetures d'usines, chômage massif, baisse des revenus, pertes de propriétés, etc... Si les divers courants de l'économie politique disputent toujours de la caractérisation juste de la crise actuelle, personne ne l'assimile plus aux crises habituelles du cycle des affaires. Ses effets sont plus profonds, plus fondamentaux pour la société, et beaucoup plus pénibles pour la main-d'oeuvre salariée. La jeunesse et les femmes travailleuses sont touchées massivement[3], mais les mises à pied pénètrent des secteurs industriels relativement stables jusqu'ici, fortement syndiqués, et qui regroupent majoritairement une force de travail masculine.[4] Pour les travailleurs des secteurs public et para-public, la tendance s'est traduite en des politiques de 6-5%, de pressions au gel des salaires et à la réouverture des conventions signées; au Québec, plus précifiquement, en une volonté gouvernementale de récupération de sommes déjà versées, de gel salarial modulé par la suite et de mises en disponibilité massives dans l'enseignement. Tout le mouvement ouvrier a vu ces mises en disponibilité comme prélude à autant de mises à pied.

Cette situation ne préjuge cependant pas des réactions d'ensemble face à la crise. Il faut, à cet égard, se méfier des conceptions économistes simples, mécaniques, voulant que, de soi, une détérioration marquée des conditions sociales entraîne une radicalisation du mouvement ouvrier. La détérioration fut beaucoup plus grave après 1929, précipitant plusieurs régions d'Amérique du nord dans la catastrophe, réduisant au chômage une proportion de salariés nettement plus importante qu'aujourd'hui. Et pourtant, la grande dépression n'amena au Canada, jusque vers le milieu des années 1930, que des mobilisations ouvrières marginales, exceptionnelles. Règle générale, il n'y a ni manifestation, ni grève pour sauver l'emploi ou s'opposer aux amputations de salaires. Les dirigeants des vieux syndicats de métier tiennent même un discours très conservateur, opposé par exemple à l'instauration de politiques sociales réelles, d'un régime pubic d'aide aux sans-travail (jusqu'en 1930-31); et cela, tout aussi significatif, sans que ces dirigeants ne soient l'objet d'oppositions particulièrement fortes, de contestations périlleuses pour eux à l'intérieur des organisations. D'une certaine façon, au cours des récentes années, la tendance à l'acceptation (relative) des réouvertures à la baisse de conventions signées, des concessions en période de négociations, etc..., correspond du côté du mouvement ouvrier aux comportements qui suivaient 1929. Il y a un penchant, un état d'esprit qui poussent à considérer comme "recevables" les demandes patronales de réductions, en échange par exemple d'une promesse de sécurité d'emploi. L'état d'esprit correspond, d'après nous, à l'aspect institutionnalisé de la vie du mouvement ouvrier, au fait qu'il semble partie prenante d'une société plus large, à laquelle s'articule sa propre existence. Les conditions économiques finalement favorables des dernières décennies ont renforcé la perception, qui lie au niveau même de la conscience son sort matériel à celui du tout.

Dans les premières années de la grande dépression, l'inclination sert à expliquer le comportement étonnamment calme des masses laborieuses. Elle ne constitue cependant pas le seul facteur qui rende compte de la situation. La polulation ouvrière d'Amérique du nord n'était alors que très faiblement regroupée en syndicats, le mouvement ouvrier se présentait comme une organisation largement minoritaire.[5] Au sens littéral des mots, cette population n'était pas en position de réagir, d'intervenir à son propre compte.[6] Son "calme" découlait également du fait qu'elle avait peine à se mettre en mouvement comme groupe particulier au sein de la société. Ces conditions évoluèrent progressivement; il n'en demeure pas moins que, de manière générale, la classe ouvrière fut incapable de réactions suivies et importantes au plus fort moment de la crise. Sur ce terrain, il faut constater que la situation est différente aujourd'hui, qualitativement modifiée. Le poids social du mouvement ouvrier est une réalité acquise qui a pénétré massivement les principaux secteurs industriels du pays. Les services publics et para-publics sont globalement syndiqués. Ce qui n'implique pas qu'une majorité de la main-d'oeuvre industrielle et manufacturière soit présentement organisée, mais ce qui signifie que la crise ne s'est pas ouverte dans un quasi-vacuum social.[7]

Il faut même aller plus loin. Malgré les difficultés qui se posent toujours à lui, le mouvement ouvrier du Canada a atteint aujourd'hui la puissance probablement la plus grande de son histoire, une capacité d'intervention sans commune mesure avec ce qu'il connaissait auparavant. Phénomène qui s'est manifesté, en achevant de se constituer, au cours des vingt-cinq dernières années. Cette évolution précède l'ouverture de la crise actuelle, et devient une composante de sa conjoncture. Elle ne découle pas de la crise, elle est un facteur qui conditionnait déjà le contexte socio-politique. Elle définit une situation différente de celle qui prévalait au début de la grande dépression, alors qu'en Amérique du nord le mouvement ouvrier était en position de recul depuis 1922-1923. Cette fois, la capacité d'engager de grandes actions de protestation, la disponibilité à se regrouper apparaissent beaucoup plus rapidement, sont tout de suite décelables. Ainsi, il y a manifestation de quelque 100,000 travailleurs devant le Parlement d'Ottawa le 21 novembre 1981, contre les politiques économiques du gouvernement Trudeau et les hauts taux d'intérêt; grève de 100,000 fonctionnaires et ouvriers de la construction en Colombie Britannique à l'été 1982; grève de 10,000 travailleurs de Chrysler en Ontario (décembre 1982); manifestations de masse à répétition au Québec: 25,000 à Montréal le 3 avril 1982 contre les plans budgétaires des cabinets Trudeau et Lévesque, à l'appel des centrales C.S.N.-C.E.Q.-F.T.Q., 30,000 devant l'Assemblée nationale le 11 juin 1982 contre la loi 70, 50,000, le 29 janvier 1983, à nouveau devant l'Assemblée nationale contre les lois 70 et 105; dans la toute dernière période, puissante mobilisation des enseignants du primaire-secondaire et des cegeps au Québec, et apparition immédiate d'une volonté d'appui dans toutes les provinces du Canada.

Ce type d'activités correspond davantage au premier trait de l'existence du mouvement ouvrier que nous avons souligné: celui référant à sa constitution comme organisation autonome face aux forces dominantes de la société, qui le place en situation d'opposition à ces forces. On saisit facilement la contradiction qui se profile entre cette situation et la dynamique qui

procède des caractéristiques d'institutionnalisation. Il faut voir pourtant qu'au cours des deux dernières années la tendance à certaines concessions et la disponibilité aux actions de masse sont allées de pair, du moins chronologiquement. La même période a vu se développer des comportements qui, face à la crise, protestent contre les forces dominantes, se situent en position de revendication face à elles, et d'autres qui reviennent à prendre en charge soi-même les problèmes de cette société et de ses entreprises, dans des formules de solution communes avec ces forces. Les positions officielles du mouvement ouvrier ont reflété cette ambivalence, d'un bout à l'autre du Canada.

Le dernier congrès du C.T.C., tenu à Winnipeg en mai 1982, s'est ainsi déclaré en rupture avec les exigences et les politiques du régime en place. Il a interdit, sous peine d'exclusion, que ses unions affiliées consentent des réouvertures à la baisse de conventions signées, il s'est engagé à appuyer les groupes syndiqués qui combatteraient les concessions, et il a adopté le principe d'une grève générale de 24 heures contre le gouvernement Trudeau. Il a, de plus, réclamé la propriété publique des banques, et décidé une campagne de riposte à la loi C124 du 6 et 5%.[8] Les fédérations provinciales du C.T.C. ont endossé ces orientations[9], cependant que la C.S.N., lors de son dernier congrès, adoptant des positions avoisinantes, décidait d'une grève générale en coordination avec le C.T.C. et d'une marche des chômeurs sur le Parlement.

Premier mouvement significatif contre les 6-5%, celui des fonctionnaires de la Colombie britannique devant le gouvernement Bennett qui, dès le 27 juillet 1982, avait fait sienne la politique du cabinet Trudeau. Une grève générale est entreprise (elle durera cinq jours), et Jim Kinnaird, président de la Fédération des travailleurs de la province, annonce que celle-ci va mettre tout son poids derrière les syndiqués. À l'époque il y avait déjà eu, suite à de larges consultations, refus des salariés des secteurs public et para-public au Québec de réouvrir leurs conventions de 1979. La direction de la C.S.N. appuyait de même la volonté des travailleurs du transport de Montréal, affectés à l'entretien du métro et des autobus, de maintenir leur clause d'indexation et de ne pas accepter les demandes de la C.T.C.U.M. visant à réajuster à la baisse leurs revenus, i.e. à les aligner sur certains groupes, syndiqués ou pas, du secteur privé.[10] Au printemps, 1982, les dockers de Colombie britannique avaient rejeté les exigences de concessions des employeurs, et voté à l'unanimité le débrayage.[11] À l'automne, les travailleurs canadiens de l'automobile, chez Chrysler bien sûr mais aussi chez G.M., annonçaient leur intention de ne pas se soumettre à de nouvelles exigences de concessions salariales.

Nous ne reprenons ici que quelques exemples servant à illustrer un point de vue officiel du mouvement ouvrier, qui est contraire à celui des premières années de la grande dépression.[12] La tendance fut confirmée non seulement par la grève illégale et illimitée des enseignants québécois, mais par la série de votes d'action qui ont suivi la formation du Front commun: le 23 novembre 1982, le président Lessard de la Fédération des affaires sociales

(C.S.N.) annonce à son conseil fédéral que le vote de grève obtenu auprès des syndiqués est le plus fort depuis 1966, représentant le point de vue de 66 à 75% des membres et des syndicats affiliés; à la C.E.Q., 80% des enseignants avaient donné un mandat de grève, et c'est à l'unanimité qu'à la toute veille du déclenchement de l'arrêt de travail, un congrès spécial de la centrale décide de passer à l'action.[13] Pendant l'affrontement, les votes de reconduction sont aussi durs (99% à l'Alliance des professeurs de Montréal), et c'est au 2/3 environ que les enseignants choisissent de défier la loi 111. La mobilisation avait été confirmée dès le 9 janvier 1983, quand les 800 délégués C.S.N.-C.E.Q.-F.T.Q. au Conseil d'orientation du Front commun avaient voté à l'unanimité la réalisation progressive d'un débrayage général à partir du 26 janvier, et l'organisation d'une marche sur le Parlement trois jours plus tard.[14]

À n'en pas douter, cette disposition d'ensemble procède d'une volonté revendicative devant les forces dominantes de la société. On la retrouve également dans les documents d'analyse du syndicalisme canadien, que ce soit, par exemple, dans les études sur l'évolution des salaires des employés gouvernementaux québécois[15], ou dans les dossiers éducatifs du Congrès du travail du Canada et de ses unions affiliées.[16] Le "Labour's economic programme" du C.T.C. revendique notamment un contrôle du capital ("policies that control capital"), l'imposition de mesures de contrôle des changes et de réduction "arbitraire" (sic) des taux d'intérêt, une mobilisation des ressources financières du pays par les gouvernements en vue d'une reprise des activités productives, une taxation plus élevée des compagnies et individus fortunés, une extension des programmes sociaux, la création d'entreprises publiques ("crown corporations in auto parts, mining and forestry machinery and equipment"), de même que des restrictions à l'importation. Ce ne sont pas là, dit-on, des mesures néo-keynésiennes, parce qu'elles visent une intervention gouvernementale permanente et à long terme, une redéfinition en profondeur du déploiement productif, quand les néo-keynésiens s'en tiennent à des actions ponctuelles de "tripotage" ("tinkering").[17]

Cela étant dit, on constate pourtant que dans la conduite quotidienne de ses affaires, le mouvement ouvrier s'oriente aussi, parfois simultanément, selon un point de vue qui procède d'une logique divergente. Ainsi, en Colombie britannique, alors même que les employés gouvernementaux en grève rejetaient à 93% les dernières offres du premier ministre Bennett, ils reprenaient le travail. Leurs négociateurs approuvaient bientôt une entente de principe couvrant 15 mois, au cours desquels l'augmentation moyenne prévue serait de 6% environ, ajustée en avril 1983 selon une formule "tenant compte de la productivité dans le secteur public, du niveau des revenus en taxes du gouvernement, de l'indice des prix à la consommation et de l'état de l'économie"; s'ajoutait une clause par laquelle chaque syndiqué recevrait du gouvernement deux obligations de 100,00 $ faisant partie d'un fonds de relance de 250 millions, qui vise à financer des prêts sans intérêt pour l'achat de demeures individuelles et comme aide à l'entreprise privée. John Fryer, président du syndicat des fonctionnaires, avait eu l'idée de ces deux dernières clauses, fondées, d'après ses explications, sur la reconnaissance que tous les citoyens de la Colombie britannique doivent contribuer à la reprise économique.[18] Au

Québec, on apprenait en septembre que le Front commun des secteurs public et para-public tardait à se former, parce que les représentants de la C.S.N. et de la F.T.Q. étaient prêts à entériner des concessions que refusaient ceux de la C.E.Q. Jean-Guy Dubuc écrivait dans La Presse que la C.S.N. et la F.T.Q. "affirment vouloir régler la question salariale avant novembre; donc elles acceptent des concessions".[19] Si nous ne pouvons entreprendre dans le cadre de ce texte l'analyse de la politique salariale finalement conclue entre les trois centrales[20], mentionnons qu'elle comportait l'intention suivante: "À la différence du passé où un montant était spécifié à l'avance (dans les contrats signés, S.D.), nous proposons qu'une disposition soit incluse pour intégrer aux échelles, à la fin de l'année, un montant correspondant au taux de croissance réel de l'économie".[21] Au Conseil général de la F.T.Q., tenu en novembre 1982, le président Louis Laberge relança officiellement "l'idée d'un 'fonds de solidarité' financé par des contributions volontaires des travailleurs, qui serviraient à la création d'emplois et qui seraient déductibles d'impôts".[22] Le 19 janvier, quelques jours avant la date prévue du déclenchement de la grève générale, et alors que se menaient les pourparlers de dernière heure entre le premier ministre et les leaders des trois centrales, on apprenait que ces derniers s'intéressaient à certains aspects de l'entente négociée par les fonctionnaires de Colombie britannique. Les centrales québécoises rejoignaient John Fryer afin de mettre au point une contre-proposition visant à relancer l'emploi à partir des sommes que concéderaient les membres du Front commun. Fryer déclarait: "les dirigeants du Québec discutent des façons d'utiliser l'argent concédé pour la création d'emplois et aussi d'une formule pour récupérer les coupures salariales. Ils veulent en particulier en savoir plus long au sujet des "obligations"..., et comment cela a été calculé dans l'entente survenue ici".[23] À ce moment la loi 105 avait été votée[24], et les principaux groupes du Front commun acceptaient progressivement les amputations de salaires.

Ici encore les exemples pourraient se multiplier, souligner plus longuement les conventions signées qui se plient aux exigences des employeurs. Citons au hasard le cas suivant:

"Malgré les recommandations de leur exécutif syndical, les travailleurs de la compagnie Expro, de Valleyfield (P.Q.), ont accepté dans une proportion de 55% les ... offres patronales ... Selon un porte-parole syndical, le principal argument qui a joué lors du vote a été la crise économique. Le responsable de l'information du syndicat ... croit que les offres monétaires sont insuffisantes et que ce sont les employés eux-mêmes qui paieront les frais d'installation de certains appareils à l'usine avec les gains que la compagnie pourra faire sur les salaires".[25]

Du côté du C.T.C., principale centrale ouvrière canadienne, on ne s'est pas engagé officiellement jusque là. Mais un an après le congrès de Winnipeg, il est évident qu'on ne s'est pas engagé non plus dans une orientation de préparation à la grève générale, d'impulsion aux actions contre les 6-5% et les concessions. Au mois de décembre 1983, les journaux annonçaient

que deux membres de l'exécutif expliquaient que le C.T.C. avait aussi laissé tomber l'idée d'une grève générale pour 1983. En janvier, la centrale manifestait l'intention de collaborer à la préparation du prochain budget fédéral, si celui-ci visait la création d'emplois, et acceptait finalement de participer au nouvel organisme fédéral de prévision des besoins en main-d'oeuvre ("manpower forecasting system") avec le gouvernement et l'entreprise privée. Le même type de collaboration était mis en place, de manière plus spécifique, dans l'automobile, et on prévoyait des formules semblables pour l'industrie forestière et aérospatiale. En ce sens, nous pouvons établir que l'action déployée depuis un an procède autant, voire davantage, de la recherche commune de solutions à la crise avec les gouvernements et le patronat, que d'une volonté d'affrontement perçue dans les résolutions du congrès de Winnipeg. Du côté du N.P.D., Ed Broadbent avait expliqué dès mai 1982 que son parti ne pouvait endosser les projets d'action illégale (perspective de la grève générale) contre la situation faite à la population travailleuse. À la mi-octobre 1982, et malgré ses dénonciations des gouvernements, il proposait même des réductions budgétaires de 2.2 milliards.[26] Le tollé fut immédiat, tant dans le N.P.D. qu'au C.T.C, parce que la proposition semblait agréer la nécessité des coupures gouvernementales....

Ainsi donc, parallèlement et/ou conjointement aux déclarations et actions d'opposition, se manifeste une disponibilité à la "concertation", à la conciliation des intérêts, aux restrictions. Développement que l'on peut saisir explicitement dans cet extrait du texte adopté par le Conseil confédéral élargi de la C.S.N. tenu le 12 décembre 1981, et qui portait sur la "crise économique":

"Vouloir agir en ignorant ces contraintes (notamment les contraintes fiscales que subissent les entreprises au Québec par rapport à la situation dans d'autres provinces, S.D.), c'est prendre le risque sinon davantage d'accentuer la baisse du taux de profit et son effet sur les fermetures, la diminution des investissements, la fuite des capitaux, la hausse des prix et conséquemment provoquer l'aggravation des difficultés actuelles: chômage, diminution des services publics, inflation, ignorer ces conditions objectives, c'est donc atteindre le contraire des objectifs recherchés" (document Perspective et plan d'action, Conseil confédéral de la C.S.N., 12 décembre 1981).

De fait, la conjoncture de crise a agi comme un révélateur sur le mouvement ouvrier, faisant surgir et permettant d'isoler (plus aisément) les éléments contradictoires de son existence; davantage, à ce stade, sous la forme d'une accentuation des traits propres à chaque élément, que sous celle d'une exacerbation comme telle de leur conflit mutuel. Phénomène qui est en tout point comparable d'un bout à l'autre du pays.

Cette réalité n'est bien sûr pas statique. Les effets propres de la crise économique influent sur sa dynamique. À terme, les orientations et les solutions proposées sont évaluées en fonction des améliorations apportées, ou pas, à la situation du chômage, des pertes de revenus, etc.... En ce sens, la

grève des ouvriers de Chrysler déclenchée au mois de novembre dernier (votée à 99%, elle dura du 5 novembre à la mi-décembre) en Ontario est extrêmement significative: d'abord, parce que l'Union des travailleurs de l'automobile (T.U.A., travailleurs unis de l'automobile) constitue le plus fort syndicat au Canada implanté dans l'entreprise privée; ensuite, parce que les ouvriers de Chrysler en Amérique du nord ont représenté, au cours des récentes années, le premier groupe syndiqué d'importance à se résigner, parmi d'autres concessions, à des reculs salariaux. Depuis 1979, devant les profondes difficultés économiques de Chrysler Corp., les employés avaient accepté de suspendre l'application de leur clause d'indexation et de perdre la parité salariale avec ceux de G.M. et de Ford. En 1982, les T.U.A. évaluaient à 1 milliard de dollars environ leurs pertes salariales depuis 1979. À l'automne 1982, la direction américaine de l'union en venait à une entente de principe avec la compagnie sur la base d'une perpétuation modulée des concessions. L'entente était rejetée par les membres (une première dans l'histoire des T.U.A., comme disait le New York Times du 8 novembre 1982), mais l'action était repoussée à janvier. En Ontario, les propositions patronales étaient aussi rejetées, cependant que des grèves spontanées de milliers de membres (à Ajax, Windsor...) se faisaient jour. De sorte que le débrayage général fut engagé dès novembre. Après trois années de concessions, les emplois n'avaient pas été sauvegardés (les travailleurs de Chrysler au Canada et aux U.S.A. étaient passés de quelque 100,000 à un peu plus de 46,000), et les reculs salariaux joints à l'inflation faisaient que ceux qui avaient conservé leur travail ne pouvaient tout de même pas sauver ce qu'ils considéraient "essentiel" (par exemple, propriété de sa maison, capacité d'envoyer ses enfants au collège).

Ce qu'on rejetait, c'était des offres patronales qui "liaient les augmentations de salaires aux profits futurs de la compagnie".[27] En décembre, malgré toutes ses explications passées, Chrysler modifiait substantiellement ses offres, et le contrat était signé.

La signification de l'événement vient de ce que l'orientation des concessions, comme telle, s'était avérée incapable de tenir ses propres engagements. Pour les travailleurs toujours à l'emploi de Chrysler (comme, à plus forte raison, pour ceux qui attendaient un éventuel rappel) la démonstration était complétée. Nous pensons que l'exemple a valeur de signe avant-coureur. Une conjoncture de crise prolongée risque de miner la tendance aux ajustements, à la conciliation et aux restrictions, pour tous les groupes, et donc à renforcer les perspectives alternatives. Surtout que les discours officiels assurant une solution prochaine des problèmes ont maintenant fait place à des prévisions de chômage massif chronique, malgré une reprise possible du cycle des affaires.[28] Une revue financière américaine expliquait en janvier que les gouvernements occidentaux et l'entreprise privée ne peuvent élaborer présentement de remède au chômage, et que si quelque programme avait des chances de succès à moyen terme, "ce sont les travailleurs qui vont avoir à en défrayer une grande partie des coûts".[29] Dans un cadre où les pronostics les plus autorisés affichent un tel pessimisme, la conjoncture pousse vers des conclusions semblables à celles des syndiqués de Chrysler. C'est-à-dire, au

bout d'un temps, à un volonté consciente de rompre avec les méthodes conciliatrices. Ces processus ont cours à l'heure actuelle, ils ne sont pas achevés. Le mouvement chez Chrysler est significatif, en ce qu'il exprime l'évolution d'un groupe de travailleurs qui se plia aux concessions avant que les demandes directes en ce sens fussent largement répandues.

LES PRESSIONS À L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Historiquement, les situations de crise économique ont tendance à amener un développement de l'intervention politique du mouvement ouvrier.

Selon le professeur Georges Haupt, l'envol réel des grands partis social-démocrates européens fut ainsi contemporain de la dure dépression des années 1880. Ceux-ci apparaissent massivement comme "réponse ouvrière" à une conjoncture d'ensemble où les gains économiques sont de plus en plus difficiles, et où il y a "lutte acharnée d'intérêts, d'opinions, (au sein) des classes dominantes déclenchée par la fluctuation des cours économiques".[30] Au Canada et aux U.S.A., l'action politique ouvrière et populaire est un phénomène qui connaît une nette impulsion dans les années 1930 (création du C.C.F. en 1932). Les crises ne sont pas bien sûr le seul facteur qui explique ce type de développements, et ne représentent pas le seul moment où ils se produisent. Mais il est un fait qu'elles semblent pousser à une "reconversion politique" (G. Haupt) partielle des activités du mouvement ouvrier.

Nous pensons que la tendance se vérifie à l'heure actuelle au Canada. L'action sur le seul terrain économique (ou prioritairement sur ce terrain) apparaît de plus en plus aléatoire. Bien qu'on relève toujours l'existence de grèves économiques, l'année 1982 au Québec fut celle qui connut le moins d'arrêts de travail depuis les dix dernières.[31] Les débrayages du Front commun furent davantage nécessités par la détermination d'éviter les reculs, de maintenir le statu quo au chapitre normatif (enseignants) et de sauver l'emploi, que par une volonté d'amélioration des conditions de travail et de revenus (1972, 1976). Dans leurs prévisions pour l'année 1983, les dirigeants des grands syndicats canadiens (métallurgie, bois, automobile) n'entrevoient pas de gains économiques comparables à ceux négociés lors de précédents contrats de travail.[32] À cela s'ajoute, évidemment, les lois de restrictions et même d'amputations des salaires pour les employés des services publics et para-publics, avec possibilité d'extension de ce type de mesures au secteur privé. Notons que ces lois abrogent le mécanisme même de négociation des conditions économiques, la possibilité légale si l'on veut de gains réels sur ce terrain.[33] Ce qui tend à ordonner les développements sur un axe différent de celui des années précédant la crise. Le débrayage chez Chrysler fut engagé pour récupérer des concessions, et à la fin 1982 l'union faisait face à une possibilité de nouvelles mises à pied dans l'industrie (1,400 chez American Motors). Selon son président, il est peu probable que les 20,000 membres canadiens au chômage depuis trois ans (sur 120,000) soient réembauchés dans un avenir prévisible.[34]

Par ailleurs, la crise économique atteint la puissance même des syndicats, en faisant chuter le nombre de cotisants, en vidant les caisses. Au Québec, selon l'analyse de Gisèle Tremblay, les syndicats du privé ont perdu de 20 à 50 % de leurs membres.[35] Même réalité dans la grande majorité du secteur manufacturier et industriel, à travers le Canada: par exemple, 35% des 49,000 membres du Syndicat international des travailleurs du bois en Colombie britannique sont sans emploi. Les finances des centrales syndicales et des unions affiliées sont directement attaquées: la C.S.N. fait face à un lourd déficit, le S.I.T.B.A. discute de fondre en une seule unité ses régions "est" et "ouest" au pays afin d'amoindrir les coûts de son fonctionnement[36], les permanences de plusieurs unions sont réduites à leur plus simple expression. On est placé dans une situation où l'insatisfaction et les besoins des membres grandissent, où il faut faire plus, mais avec moins de moyens. Les méthodes coutumières, les lieux forts habituels de l'action doivent donc être modifiés. Bob White, président des T.U.A. au Canada, explique ainsi qu'il va falloir "dans l'avenir exercer des pressions politiques plus fortes. Les décisions gouvernementales sur les taux d'intérêts, les contrôles des salaires, le commerce et les autres questions qui touchent les travailleurs ne peuvent trouver de solution à la table de négociations".[37] Donatien Corriveau, président de la C.S.N., déclarait en février que "le monde syndical devrait arrêter de penser en terme de convention collective et aller plus loin", c'est-à-dire exiger des emplois et une révision du Code du travail: il lui est maintenant obligatoire de transposer son combat "sur un terrain plus carrément politique".[38] Le fait que ces conclusions soient partagées par des syndicats d'origine et de tradition idéologique différentes, et au-delà des spécificités régionales, montre qu'il s'agit d'une évolution tributaire de la conjoncture actuelle, et non de telle ou telle doctrine particulière.

Cette évolution tend à se déployer selon les deux pôles de l'existence du mouvement ouvrier que nous avons relevés. Elle fait pénétrer "un terrain plus carrément politique", mais elle s'y dispose comme en prolongement des activités passées, à caractère relativement contradictoire. D'un côté, elle pousse le mouvement ouvrier à "gauchir" son discours et ses perspectives, à développer l'opposition aux gouvernements en place. De l'autre, pour défendre les intérêts ouvriers en une période particulièrement difficile, elle développe une volonté de participation au plus haut niveau dans les processus de décision politique, avec ces mêmes gouvernements; en cherchant, d'une certaine façon, que les décisions politiques ne reflètent pas que la poursuite des intérêts patronaux, et prennent aussi en considération les représentations et les besoins ouvriers. Mais prise globalement, cette évolution indique qu'en fonction de la dépense et de la promotion même des intérêts économiques, il y a accentuation de l'intervention au niveau politique.

Donatien Corriveau, après ses déclarations sur l'action politique, avait expliqué aux journalistes que "cela ne signifie pas pour autant l'appui à une formation politique ou à une autre". L'action politique pourrait par exemple déboucher sur une négociation nationale pour l'ensemble du mouvement ouvrier.[39] La précision s'inscrivait dans un cadre qu'il avait déjà expliqué quatre mois auparavant lors d'une entrevue: les travailleurs du Front commun, disait-il, pourraient accepter un gel des salaires à condition de recevoir

l'assurance que les sommes épargnées servent à la création d'emplois; il serait possible d'en venir à une entente signée sans que le gouvernement augmente sa masse salariale, si les syndiqués décidaient "par eux-mêmes du partage" de cette masse. La C.S.N. était prête à participer au sommet de solidarité proposé par R. Lévesque, à condition que ce sommet, réunissant les grands agents économiques, ait "un certain pouvoir décisionnel".[40] Ce "pouvoir décisionnel", dans le cadre de rencontres-négociations nationales, se situe effectivement sur le terrain politique. Au début mars 1983, on apprenait que la F.T.Q. entendait procéder au lancement de son fonds de solidarité, avec un capital de risque de 200 à 500 millions de dollars, afin de créer 45,000 emplois. Le ministre Biron, de l'Industrie, commerce et tourisme, se montrait emballé, et offrait à la centrale les ressources de son ministère pour l'utilisaiton des sommes. Depuis, il a prêté à la F.T.Q. un de ses hauts fonctionnaires qui fera rapport à son "secrétariat à la participation". Selon le ministre, l'idée maîtresse est de "faire participer les travailleurs à la gestion", "ce qui supposera une transformation des stratégies syndicales", il s'agit d'une "nouvelle mentalité"...[41] Plus révélatrice, cependant, a été la propension manifeste aux rencontres au sommet et à huis-clos entre les instances dirigeantes des centrales québécoises et le gouvernement au cours de la dernière période, particulièrement à l'occasion de l'affrontement avec le Front commun. Rencontres que tout le monde a vu comme "sommet politique"[42], sources d'espoir pour la "paix sociale", et visant à éviter les débrayages.[43] Dans la première semaine d'avril, une indiscrétion révélait aux journaux qu'une réunion quasi clandestine, au sommet, avait rassemblé messieurs Laberge et Corriveau avec des représentants du gouvernement et du patronat. Les phénomènes sont analogues dans toutes les provinces et au niveau du C.T.C..

Cela dit, l'axe d'évolution est loin d'être pleinement développé: personne ne l'a encore officiellement articulé, on ne s'y engage que par réunions secrètes ou discussions à huis-clos. Pour notre part, nous jugerons que le facteur premier d'explication de cette réalité est à rechercher du côté des solutions mêmes que les divers gouvernements ont à présenter, dans le fait qu'ils ont fort peu à lui offrir. Or, la collaboration ouverte se justifie auprès des syndiqués par les mesures positives qu'ils peuvent en retirer, le maintien et la progression des conditions générales de vie. Les gouvernements demandent cette collaboration: par exemple, le ministre Bérubé parle aujourd'hui de la nécessité d'une "négociaiton globale" avec le mouvement ouvrier, et Marc Lalonde veut la coopération des syndicats à la mise sur pied d'un centre de recherche national sur la productivité et la croissance de l'emploi. Mais les déclarations du ministre Bérubé suivent les brusques amputations de salaires des employés du gouvernement, et le développement de la technologie et de la productivité est synonyme pour les syndicats de mises à pied nouvelles, ainsi que le notait le chroniqueur du Globe and Mail Wilfred List: il ne saisissait pas l'intérêt que pouvait avoir la proposition du ministre Lalonde pour le C.T.C..[44] Surtout, selon Pierre-Marc Johnson[45], que les gouvernements ne peuvent promettre de respecter leurs engagements, que suite à l'entente de l'été dernier avec ses fonctionnaires, le premier ministre de Colombie britannique annonçait en décembre qu'il lui faudrait tout de même couper 25% des postes dans le secteur public[46], et que le cabinet Lévesque rejetait en mars la

demande syndicale majeure de négociation sectorielle multipatronale. De fait, les appels des gouvernements à la collaboration prennent à l'heure actuelle, pour les dirigeants du mouvement ouvrier, la coloration simple d'appels à la prise en charge de leurs politiques auprès des travailleurs, sans contrepartie. Situation extrêmement difficile, produite directement par la conjoncture de crise, et qui contrecarre les dispositions souvent bienveillantes d'un côté comme de l'autre.

Cette donnée, jointe à la dynamique oppositionnelle qu'entraînent la détérioration des conditions de vie et de revenus et les mesures législatives répressives, expliquent par ailleurs le durcissement politique qui se fait jour aussi. Parallèlement à une recherche de pénétration des mécanismes de décision, les organisations ouvrières ont gauchi leurs perspectives politiques, questionné la légitimité sociale de ceux qui gouvernent.

Dans la suite du congrès de Winnipeg, la perspective du "perfect union" C.T.C.-N.P.D. fut relancée par la grande centrale canadienne. Cette perspective vise le renforcement de l'unité du mouvement syndical avec son "bras politique" qu'est le N.P.D., afin de poser directement la question du pouvoir, de s'offrir comme alternative aux partis dominants. En cours d'année, l'axe d'intervention fut nettement accentué, entre autres à l'occasion du congrès de la Fédération des travailleurs de l'Ontario (fin novembre 1982). Non seulement par les discours multiples qui revinrent de façon inhabituelle sur cette nécessité, mais par les déclarations mêmes qu'y fit Dennis McDermott. Le président du C.T.C. expliqua que les problèmes économiques ne pouvaient être réglés par les procédés de la négociation collective; la solution résidait dans la conquête du "pouvoir politique grâce à l'alliance des syndicats avec le N.P.D.". Nous ne sommes pas de véritables syndicalistes, continua-t-il, si nous ne décidons pas de jouer un rôle politique important: cela n'exclut pas l'action sur le terrain syndical "direct", mais cela signifie "que la solution ultime" est politique. "Nous pouvons nous débarrasser des libéraux une fois pour toutes", il faut détruire, éliminer le Parti libéral comme force politique; "après nous reviendrons au vieux système bipartite, avec nous à gauche et les tories à droite". Les concessions ne servent à rien, parce que les unions ne peuvent garantir la sécurité d'emploi que les employeurs promettent, "et les employeurs non plus".[47]

À la conférence économique du C.T.C. tenue les 1er et 2 mars, D. McDermott revint sur la question. Le C.T.C. a des solutions aux problèmes économiques, dit-il, mais leur mise en pratique nécessite la prise du pouvoir par le N.P.D., et donc que les efforts soient démultipliés pour renforcer sa popularité auprès de l'électorat.[48] Par ailleurs, notons que l'action politique s'envisage aussi, présentement, sur un terrain extra-parlementaire: par la formation de comités régionaux spéciaux d'opposition inter-syndicale au contrôle des salaires, par la mise sur pied d'un National Anti-124 Committee réunissant une trentaine d'unions touchées par cette loi fédérale, et par les efforts de quelques responsables rassemblés autour de J.C. Parrot (président

du syndicat des postiers) visant l'élaboration d'un "programme national d'action" contre les contrôles, dont le point culminant reste l'organisation d'une grève générale jusqu'à satisfaction.

La tendance est évidente, elle n'est cependant pas encore pleinement déployée, matérialisée. L'une des causes en est probablement la réponse même du N.P.D. qui, malgré certaines variantes, n'est pas jusqu'ici aussi militante, apparaît plus modérée. Il y a la déclaration d'Ed Broadbent au congrès de Winnipeg du C.T.C., qui disait ne pouvoir s'associer à des projets d'action illégale (i.e. grève générale), de même que ses propos sur la réduction des dépenses publiques (bien qu'il prétende avoir été mal interprété). Il y a eu la défaite du gouvernement Blakeney en Saskatchewan, que tout le monde a vue comme le produit, d'abord, de sa loi de retour forcé au travail contre les grévistes des hôpitaux: à l'intérieur de la Fédération des travailleurs de la Saskatchewan, des secteurs importants s'opposèrent à un renouvellement de l'appui électoral.... Au moment où ces lignes sont écrites, il semble que l'union soit "perfect" en Colombie britannique contre le premier ministre sortant Bennett.... La situation n'est donc pas figée, mais à l'heure actuelle le parti semble retarder sur les volontés exprimées par les syndicalistes.

C'est au Québec cependant que les développements furent les plus expressifs sur ce terrain. Dans cette province, le mouvement ouvrier ne possède pas de véhicule politique qui lui soit propre, de parti qui lui serve de "bras politique". Pour de multiples raisons, la population laborieuse et les syndicats se sont massivement reconnus au cours des quinze dernières années dans le nationalisme populaire du Parti québécois. À ce niveau, la conjoncture de crise a entraîné une évolution majeure, une brèche, un lézardement gros de transformations qualitatives. Mentionnons qu'aux dernières élections québécoises, la F.T.Q. appela officiellement à voter pour le P.Q., alors que la C.S.N. et la C.E.Q. manifestèrent une neutralité bienveillante à son égard. La crise a amené le gouvernement Lévesque à réagir d'une manière et selon des politiques qui furent immédiatement associées par les centrales à l'orientation Thatcher-Reagan, unanimement vues comme pro-patronale et anti-ouvrière. En fait, elle provoqua une situation où le "préjugé favorable aux travailleurs" fit place à des politiques de coupures et d'amputations des salaires, d'affrontement ouvert avec les syndicats, d'incapacité aussi à réduire le chômage. La menace d'un congédiement en bloc des professionnels du S.P.G.Q. rappela amèrement l'action du président Reagan contre les contrôleurs aériens.

Il n'est pas de notre propos de revenir sur l'ensemble des péripéties ayant marqué les relations entre le parti au pouvoir et les 300,000 employés publics. Il faut cependant souligner les éléments suivants. Objectivement, dans l'évolution politique-historique de la province, le mouvement de la classe ouvrière (et pas seulement les organisatons comme telles) a cherché pendant toute la dernière époque à s'exprimer, à se coordonner politiquement par le canal du Parti québécois. Nous l'avons dit, c'est par ce véhicule qu'ont voulu se manifester sur le terrain du pouvoir politique les aspirations populaires et ouvrières. La victoire de 1976 marquait bien, au niveau de la conscience, le

"début d'un temps nouveau"; elle n'était pas perçue comme relevant de l'alternance habituelle au gouvernement de partis traditionnels. Or, c'est contre le gouvernement de ce parti qu'on vota dans chaque secteur, puis à l'unanimité des 800 délégués des trois centrales au Conseil d'orientation du Front commun le 9 janvier 1983, la grève générale, illégale et illimitée. C'est ce gouvernement qui apparut comme un ennemi politique à faire plier, à combattre. La grève des enseignants, notamment, se développa face à un arsenal législatif qu'on avait jamais vu. La manifestation des 50,000 devant l'Assemblée nationale samedi le 29 janvier fut une démonstration de masse d'abord politique. Le harcèlement de tous les ministres, à chacune de leurs sorties pendant des semaines, la colère exprimée par les enseignants, notamment à l'entrée du dernier Conseil national du parti, s'inscrivaient aussi dans un brusque processus de maturation politique. C'est aux cris d'"élections! élections!", "P.Q. battu, vendu", etc... que des fonctionnaires sabotèrent des conférences de presse ministérielles.[49] À tel point qu'avec la résistance de la C.E.Q. et de la F.N.E.E.Q. (C.S.N.) à la loi 111, la rumeur courut d'une consultation électorale précipitée. La légitimité même du gouvernement était questionnée, par l'une des forces principales qui l'avaient porté au pouvoir. Dès le mois de décembre, la C.S.N. réclama officiellement la démission du Cabinet. Après la loi 111, dans le sillage du mouvement ouvrier, tous les organismes de défense des droits sociaux et démocratiques dénoncèrent le gouvernement.

Il faut prendre la mesure de ces développements. Il y avait rupture dans la grande coalition façonnée depuis 1968, sur la base d'une résistance de type socio-économique (et extra-parlementaire). Cette fois, le déchirement amené par la conjoncture de crise était palpable, immédiatement observable. D'après nous, au Canada, il s'agit de la transformation la plus importante à être survenue au cours de la dernière période dans l'évolution du mouvement ouvrier.[50]

Le processus engagé connut diverses expressions. Quand elle exigea sa démission, la C.S.N. et son président expliquèrent que le Parti québécois s'était "disqualifié au plan national, économique et social".[51] En début mars, Louis Laberge de la F.T.Q. déclara que le gouvernement était condamné, et que la question était maintenant de savoir s'il restait une chance de sauver le parti. En ce sens, il demanda au Conseil national du P.Q., s'ouvrant le 5 mars, d'exprimer sa dissidence face à la loi 111. Le Conseil national appuya cependant ladite loi "dans toute sa rigueur".[52] À notre connaissance, il n'y a pas eu depuis de développements politiques officiels sur ce terrain de la part des leaders des trois centrales, si ce n'est que l'orientation à la F.T.Q. pourrait présentement chercher une voie de réforme, ou de contrôle syndical à l'intérieur du Parti québécois.[53] En novembre, des enseignants de St-Jérome décidaient d'envoyer chacun 100,00 $ à la caisse du Parti libéral, dans l'espoir de faciliter la chute du P.Q.. Les libéraux firent savoir qu'ils acceptaient les sommes, mais ne s'engageraient "à rien" devant les syndiqués; il ne croyaient pas, non plus, que le Québec "soit mûr pour la création de P.A.C.s (Political Action Committees, S.D.) comme aux États-Unis".[54] La perspective n'eut cependant pas d'écho, le rejet (nouveau) du P.Q. ne s'accompagnant nulle part ailleurs d'une volonté de retour (manifestée d'une quelconque façon) aux

libéraux. Lors du colloque du C.T.C. tenu les 5-6-7 et 8 mars derniers à Québec sous le thème "L'égalité maintenant" (colloque convoqué comme contribution à la lutte contre l'oppression spécifique aux femmes), les quelque 600 délégués adoptèrent à l'unanimité une recommandation disant notamment:

"- Qu'il soit résolu que le C.T.C. travaille avec les syndicats affiliés pour mettre en place des gouvernements fédéral et provinciaux qui représentent les intérêts des travailleurs et travailleuses;

- qu'il soit résolu que le mouvement syndical fonde un parti des travailleuses, travailleurs au niveau provincial (Québec, S.D.), dans l'année qui suit, afin de préparer des candidats à de futures élections. Les syndicats devront défrayer les coûts nécessaires à la mise sur pied de ce parti et assurer le suivi".

Chez les enseignants, les manifestations de rupture avec le parti de René Lévesque sont légion. À la Fédération des affaires sociales - C.S.N., la décision fut prise, lors d'un Conseil fédéral en mars, d'organiser une "anti-campagne de financement du P.Q.". Les employés des secteurs public et para-public, par ailleurs, se sont rassemblés en plusieurs localités devant les bureaux de ministres et de députés du P.Q. pour dénoncer l'action gouvernementale, aux mois de décembre, janvier et février derniers.

Ces phénomènes connaissent aujourd'hui une première transcription (souvent locale) avec l'apparition d'aspirations à des candidatures indépendantes, notamment pour les partielles de juin. De syndicalistes, de membres du P.Q., de militants de groupes populaires surgissent des lieux de rencontres qui prennent l'aspect d'une articulation initiale sur le terrain électoral (en fait au niveau de la contestation du pouvoir politique) du processus de rupture avec le Parti québécois. L'évolution est encore limitée; elle n'en indique pas moins l'ébauche d'un type de réorientation politique, dont l'impulsion concrète procède de la conjoncture actuelle.

LES RELATIONS INTERNES AUX ORGANISATIONS OUVRIÈRES

L'ensemble des développements qu'entraîne cette conjoncture, même s'ils ne sont pas automatiques, se réfractent bien évidemment à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les éléments contradictoires qui servent à définir son existence sont déjà, en période "normale", source de différenciations internes (généralement non cristallisées cependant, aux contours pas toujours bien définis, qui apparaissent et disparaissent continuellement). Cette dynamique tend à s'activer quand les problèmes se font plus sérieux, plus pressants, que les exigences pèsent davantage.

Il est certain qu'il y a des instances et des services particuliers au sein du mouvement ouvrier dont les activités tiennent davantage des mécanismes de coexistence avec la société ambiante: services de négociation, appareils permanents de gestion des conventions collectives, hautes directions,

instances qui, de manière générale et en fonction de leurs responsabilités, sont quotidiennement en contact avec les gouvernements, les avocats et experts patronaux, etc. Il est vrai, sur le fond, que les sommets de la hiérarchie syndicale adoptent plus facilement un comportement de prudence et de compromis. Par exemple, durant la dernière négociation du Front commun, l'attitude de Donatien Corriveau est clairement plus réceptive aux demandes de concessions et de négociations au sommet que celle de Yves Lessard, président de la F.A.S. Ce dernier est continuellement obligé de confronter ses déclarations et ses prises de position au jugement des 800 délégués du Conseil de sa fédération. Il y a là un premier indice de différenciation, qui apparaît notamment au Conseil d'orientation du Front commun en janvier, quand les délégués des trois centrales interdisent de fait que soient même proposées en assemblée générale des formules d'acceptation des coupures. Or, sous une forme ou une autre, cette démarche faisait partie des orientations arrêtées par les hautes instances des trois centrales....

Il faut pourtant noter que le mode d'expression de ce type de phénomène n'est pas mécanique, qu'il ne s'articule pas nécessairement, par exemple, sous la forme d'une opposition en bloc de la "base", d'un côté, et du "sommet", de l'autre. Les clivages s'expriment aussi verticalement, puisque les processus sociaux touchent l'ensemble du mouvement ouvrier, et que le "sommet" lui-même existe dans le cadre d'une autonomie des organisations face à la société bourgeoise. Par exemple, dans le cours des années 1930, aux U.S.A., l'exacerbation du conflit interne aux syndicats conduisit à la scission militante du C.I.O. Cette scission mit en cause certaines des assises de l'articulation du syndicalisme au système ambiant. Elle n'en fut pas moins dirigée par le président des mineurs John L. Lewis, qui jusque là s'était toujours montré aussi conservateur que les autres chefs de l'A.F.L....

Présentement, au Canada, l'une des expressions les plus visibles du développement de ce conflit apparaît dans l'opposition grandissante entre messieurs Parrot et McDermott, en fait entre J.-C. Parrot, président des postiers et l'un des vice-présidents du C.T.C., et la majeure partie de l'exécutif de la centrale comme des bureaux de direction des grandes fédérations. Les attaques mutuelles entre Parrot et McDermott sont directes, ouvertes et publiques. Le leader des postiers dénonce la tactique quotidienne des instances supérieures du C.T.C., qui se réduit, dit-it, aux messages publicitaires dans les journaux, aux représentations auprès du Cabinet et à l'annonce d'une campagne spéciale pour battre les libéraux aux prochaines élections. Cela revient à accepter les contrôles aujourd'hui. Lors du meeting de l'Alliance de la fonction publique à Ottawa, en septembre 1982, sur les contrôles salariaux, Parrot et McDermott se retrouvèrent sur la même tribune. Le président du C.T.C. revenait d'une rencontre avec le ministre Lalonde et proposa grosso modo le type d'action que l'on vient de rappeler. Parrot centra son intervention sur la nécessité d'une préparation à la grève générale; il déclara que les responsables qui ne sont pas prêts à offrir cette option aux travailleurs "devraient se serrer la ceinture, accepter le 6-5%, et laisser la place".[55]

En prévision de l'année 1983, et devant des pronostics économiques toujours pessimistes, Dennis McDermott déclara que le temps n'était certes pas "à ériger des barricades"[56], alors que J.-C. Parrot remit l'accent sur l'organisation d'une riposte de masse: le principal problème, expliqua-t-il, c'est de trouver trente dirigeants solides au pays, capables de faire face au gouvernement.[57] Devant la loi 111 contre les enseignants du Québec, le président des postiers en appela à la mobilisation générale de tout le mouvement ouvrier du Canada, proposition pour laquelle D. McDermott le traita "d'irresponsable" et de personnage voulant jouer "à la vedette".[58] Cette opposition conduit donc aujourd'hui à l'affrontement interne, et va constituer un enjeu du prochain congrès du C.T.C.: la question est posée d'une réorientation de l'exécutif national, ou du renvoi de J.-C. Parrot.

Dans le N.P.D., l'évolution s'enclenche autravers le questionnement qui se généralise sur les fruits (électoraux) des orientations suivies depuis quelques années. Le caucus fédéral a appuyé systématiquement l'opération de "rapatriement unilatéral" du premier ministre Trudeau, en expliquant notamment qu'il fallait en finir avec les palabres constitutionnels pour passer à l'étude de la question économique. Quand le C.T.C. a voté la perspective d'une grève générale sur cette question, Ed Broadbent a refusé son appui; même s'il s'est maintenant désolidarisé des libéraux, ses propos sur la réduction des déficits budgétaires et le caractère, d'après les sondages, inexistant ou incompris des alternatives qu'il propose, rendent peu efficace son opposition. En Saskatchewan, le parti s'est comporté comme tous les autres gouvernements devant les employés d'hôpitaux, et en Colombie britannique, on mentionnait en début de campagne cette année que les propositions "modérées" de Dave Barrett soulevaient de l'insatisfaction.[59] Or le parti, systématiquement au niveau fédéral, perd du terrain d'après toutes les enquêtes sur les intentions de vote. En pleine conjoncture de crise économique! Le questionnement sur cette réalité, qui prend l'aspect - au moins partiel - d'un recul dans la faveur populaire concomitant aux orientations dites "modérées", nous semble présentement le lieu où peut se développer une contestation des politiques officielles de la dernière période.

Au Québec, malgré la radicalisation de la situation, il n'est pas apparu de clivages soutenus au sein des hautes instances des centrales syndicales, comparables au conflit Parrot-McDermott. Il n'y a pas non plus de courant constitué de base qui se soit organisé en contradiction avec les dirigeants officiels. L'affrontement du Front commun a pourtant donné lieu à une série impressionnante de dénonciations et de résistances devant les politiques suivies ou proposées par les "sommets" du mouvement ouvrier, avant tout au niveau des instances intermédiaires de délégués ou des assemblées larges de responsables élus des trois centrales. Nous ne pouvons en établir, dans le cadre de ce texte, un relevé complet. Mentionnons, pourtant, l'opposition toujours réitérée aux rencontres des présidents syndicaux avec René Lévesque, à la hargne manifestée au Conseil fédéral de la F.A.S. en novembre 1982 parce que la grève était continuellement remise, au rejet en décembre par les responsables locaux de la C.E.Q. de la démarche proposée par l'équipe de négociations: cette dernière n'avançait pas alors de date précise pour le

débrayage général, reportait l'action à un moment indéterminé.[60] Le fait que le report du débrayage général en novembre et les premières concessions se soldèrent par une obstination toujours aussi manifeste du Cabinet, et par la promulgation de la loi 105 (décrets), renforça le phénomène, suscita davantage de méfiance. À un degré, et selon une constance qu'il est inhabituel de constater au Québec.

La tendance connut sa pleine démonstration au Conseil fédéral de la F.A.S. tenu dans les premiers jours de février 1983, quand 72% des délégués refusèrent le cadre de règlement endossé majoritairement par leurs dirigeants et négociateurs. Le vote fut pris dans une atmosphère survoltée de dénonciations du gouvernement, et de règlement de comptes entre les élus intermédiaires et la direction de la fédération, appuyée par celle de la C.S.N. Près de deux mois plus tard, une analyse du journal La Presse était titrée "Saura-t-on éviter que ça "saute" à la F.A.S.?" (26 mars 1983); pour le Conseil confédéral de la C.S.N. tenu à la mi-avril, les délégués opposèrent une liste de 13 syndiqués aux 15 soumis par leurs dirigeants comme porte-parole de la fédération: les 13 candidats de base furent élus; ils forcèrent également la convocation d'une réunion devant tirer le "bilan des négociations" dès le mois de juin, alors que par trois fois les instances dirigeantes cherchaient à la repousser à l'automne; à la dernière réunion de leur Conseil fédéral (fin du mois d'avril à Hull), ils adoptèrent des résolutions voulant que, dorénavant, tous les responsables des négociations soient élus et révocables, et que le huis-clos des pourparlers avec les employeurs soit levé.

Nous ne pouvons multiplier les illustrations de ce phénomène, qui se répéta dans tous les milieux impliqués[61]: l'exemple de la F.A.S. reste cependant le plus visible.[62] À l'heure actuelle, au Québec, la différenciation interne au mouvement ouvrier (occasionnée par la conjoncture de crise) s'articule d'abord au niveau de l'opposition des cadres intermédiaires élus à la démarche des équipes de négociations et des leaders des centrales dans l'affrontement du secteur public avec le gouvernement. Elle demeure encore peu explicite - de façon générale - dans le secteur privé. Chez les employés gouvernementaux, elle suppose une volonté de contrôle direct sur les orientations et décisions des syndicats.

UNE PREMIÈRE CONCLUSION

En égard à nos hypothèses de départ, nous pouvons dégager rapidement de premières conclusions d'étape. La conjoncture de crise pèse effectivement sur la vie et l'évolution du mouvement ouvrier, c'est en fonction de celle-ci que ses principales résolutions, discussions et actions ont été engagées au cours de la dernière période. C'est d'ailleurs sur le terrain d'une résorption des problèmes sociaux qu'ultimement sont évaluées les orientations et démarches arrêtées. De la même manière, les interventions récentes du mouvement ouvrier ont procédé d'abord d'une volonté de défense socio-économique - y compris quand elle a entraîné des poussées politiques - et d'une opposition aux mesures de crise des gouvernements. En ce sens, le poids est

très réel. La conjoncture de crise ne représente cependant pas le seul facteur qui rende compte de la situation. Le degré d'organisation acquis, fruit de l'évolution passée, constitue un prisme au travers duquel se réfracte l'efficace de la conjoncture de crise. Il nous a semblé que ce prisme est d'une nature différente de celui des années qui suivent 1929; et en ce sens, la réaction d'ensemble est plus immédiate, la protestation vient plus rapidement.

La détérioration des conditions sociales n'a pourtant pas atteint le seuil connu dans les années 1929-1934. L'impulsion à l'action est d'ores et déjà présente, mais dans l'état actuel d'organisation, elle n'a pas l'intensité qu'une "dépression" comparable à celle de 1929 développerait. Au Québec, les votes de grève générale illégale et illimitée ne se sont pas pris d'abord sur les coupures de 19% des salaires, mais sur le rejet des mises en disponibilité et sur l'opposition aux prétentions gouvernementales de décret des conditions de travail. L'activité a cependant un caractère défensif nouveau, qui est le produit direct de la crise. Au Canada anglais, l'évolution est tout à fait similaire. D'après nous, une aggravation systématique des problèmes sociaux accentuerait tous les phénomènes que nous avons étudiés. Leurs actuel caractère d'inachèvement relève autant des traits relativement récents des transformations enclenchées, que d'une situation socio-économique qui n'a pas franchi le seuil de la catastrophe et du chaos.

Des processus extrêmement révélateurs sont néanmoins en cours. Le mouvement ouvrier tend à se déployer sur un terrain plus décidément politique, dans un effort de prise directe sur les processus décisionnels d'ensemble: soit par une pénétration des mécanismes actuels de décision, en collaboration avec les forces qui les dominent, soit par une contestation du pouvoir de ces forces, et la recherche d'une alternative. Au Canada-anglais, ce dernier élément s'exprime dans le discours visant à hisser le "bras politique" des syndicats au pouvoir. Au Québec, l'évolution a amené l'éclosion d'une rupture avec la Parti québécois. Cette "rupture" n'est bien sûr pas complétée, elle est néanmoins engagée et consciemment posée. Par ailleurs, la situation de crise a entraîné un développement plus soutenu et plus marqué des processus de différenciation interne au mouvement ouvrier, processus qui reposent sur les pôles divergents qui servent à définir son existence dans les cadres établis. Ce qui pouvait s'envisager théoriquement en début de crise est dorénavant réalité effective.[63] Le phénomène, pour l'instant, semble s'ordonner de manière partiellement différente au Québec et dans l'ensemble du C.T.C. Il est cependant modéré à ce qu'il nous semble maintenant, par un facteur plus directement subjectif: le mouvement ouvrier québécois et canadien n'a pas l'expérience récente des tendances organisées, disputant ouvertement les orientations et les postes de direction. On ne voit jamais (ou presque), par exemple, de groupes constitués présentant dans ses divers congrès de contre-rapports à ceux de l'exécutif sortant, et se portant, sur cette base, candidats. Cette absence de tradition constitue aujourd'hui un frein subjectif au développement des différenciations internes. La conjoncture actuelle peut cependant amener au franchissement d'étapes significatives dans cette voie.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Et quel que soit, pour chaque pays pris séparément, l'ordre d'apparition entre syndicats et partis, la chronologie nationale à ce niveau pendant d'une combinaison de facteurs multiples (dispositions juridiques, etc...).

2. Voir la préface de René Rémond dans l'édition Flammarion, Paris, 1971, de: Roberto Michels, Les partis politiques.

3. Ainsi 750,000 jeunes de moins de 25 ans au Canada sont sans emplois, alors que la moitié des chômeurs recensés au Québec ont moins de 24 ans. Dans cette province, depuis le début de l'année 1983, le taux de suicide chez les jeunes est devenu le plus élevé du monde.

4. Automobile, métallurgie, bois, etc... Voir, par exemple, la courte présentation du Toronto Star, 13 avril 1983, sur les 176,000 sans emploi de la région de Toronto, et l'analyse sur l'industrie canadienne de la construction (chômage quasi-endémique touchant présentement de 30 à 40 % de la main-d'oeuvre) dans le Globe and Mail du 28 janvier 1983.

5. En 1932, il n'y a guère plus de 7% de syndiqués aux U.S.A.; au Québec, les chiffres oscillent entre 7 et 12 % pour toute la décennie 1930; ordre de grandeur identique à l'échelle du Canada.

6. C'est d'ailleurs sur ce terrain que les grandes mobilisations de la deuxième moitié des années 1930, puis de l'après-guerre apporteront les acquis les plus durables.

7. Toutes les organisations qui ne sont pas considérées comme "syndicats de boutique" étant comptées, il y a entre deux et trois millions de syndiqués au Canada; ce qui permet "matériellement" que surgissent aujourd'hui des réactions de classe devant les problèmes qui assaillent la société.

8. Plan d'action envisagé par le C.T.C. en réplique au projet de loi C124, publié par l'Alliance de la fonction publique, juillet 1982.

9. Ou s'étaient déjà prononcées en faveur de telles résolutions.

10. Voir notamment "Document adressé par le Syndicat du transport de Montréal au ministre Marois", en réponse à l'enquête menée par le commissaire Jutras sur les relations de travail à la C.T.C.U.M. (en vertu de la loi 47), 12 juin 1981, 27 pages.

11. Ils s'engageront à partir de septembre dans des ralentissements de travail; à la mi-octobre, les employeurs décrèteront un lock-out; le 5 novembre, le gouvernement fédéral adoptera une loi spéciale ordonnant la réouverture des ports: une semaine plus tard, il y aura entente de principe. S'il n'y avait pas eu entente, la loi spéciale menaçait d'imposer le 6-5%, mais les dockers avaient répliqué qu'ils s'y opposeraient de toutes leurs forces. Ils obtinrent 20% d'augmentation, et gardèrent le monopole de manutention des "containers", que contestaient les employeurs.

12. Jusqu'en 1931, environ, les dirigeants des syndicats de métier traditionnels liés à l'A.F.L. avaient accepté officiellement, dans plusieurs cas, des réductions de salaires pour sauver l'emploi.

13. La Presse, 8 janvier 1983, Le Droit, 24 janvier '83.

14. Le Droit, 10 janvier 1983.

15. Voir "Après dix années de front commun, notre bilan salarial", Bulletin de liaison no 2, secteur public C.S.N.

16. Notamment, de Ed Finn, "The Attacks on Workers' Wages", C.U.P.E. (Syndicat canadien de la fonction publique), s.d., Ottawa.

17. "A Glossary of Economic Terms", H-3, p. 4 et p. 5.

18. John Fryer annonça d'ailleurs qu'il démissionnerait de son poste de président si l'entente était rejetée par les syndiqués. On apprit vers la fin octobre qu'elle avait été acceptée. La formule d'ajustement d'avril 1983 n'était pas une clause d'indexation ayant pour but unique la protection de revenus, cependant que la deuxième clause acceptait qu'une part des augmentations se traduise sous forme de prêts à des compagnies.

19. La Presse, 11 septembre 1982.

20. Voir "Pour une politique salariale dans le cadre d'une entente C.S.N.-F.T.Q.-C.E.Q.", septembre 1982, Secteur public, C.S.N.-F.T.Q.-C.E.Q.

21. Idem.

22. Le monde ouvrier, Bulletin de la F.T.Q., décembre 1982, p. 11.

23. The Province, 18 janvier 1983.

24. La loi 105 décrétait notamment les conditions de travail et de salaires.

25. Le Devoir, 9 mars 1983. Rappelons qu'en octobre 1982, par exemple, Dona tien Corriveau, président de la C.S.N., avait annoncé que cette fois le Front commun allait devoir procéder par priorités, qu'il ne pouvait agir sur la base de "l'arbre de Noël" de toutes ses revendications (La Presse, 22 octobre 1982).

26. The Toronto Star, 3 novembre 1982.

27. The Globe and Mail, 5 novembre 1982.

28. Voir notamment les prévisions pour les années 1983 et 1984 du Conference Board of Canada, Globe and Mail, 28 janvier 1983, celle du rapport The Ontario Economy, 1982-1995, de P. Dungan et G. Garesch - Université de Toronto - et D. Crocker du Ontario Economic Council (Globe and Mail, 31 mars 1983).

29. Business Week, 31 janvier 1983. La revue ajoutait que les divers gouvernements comptent sur "l'apathie des jeunes" chômeurs pour préserver la paix sociale".

30. Georges Haupt, "Socialisme et syndicalisme", in Jean Jaurès et la classe ouvrière, Collection Mouvement social, Les éditions ouvrières, Paris, 1981, p. 29 à 66, citations 35 et 36.

31. D'après le Centre de recherche et de statistique sur le marché du travail, La Presse, 31 janvier 1983.

32. "Labor Resigned to Slim Pickings in 1983 Bargaining", The Globe and Mail, 28 décembre 1982.

33. Situation qui déjà rejoint le secteur privé, soit juridiquement (ce fut le cas avec la loi fédérale ordonnant la cessation de la grève des dockers en Colombie britannique), soit par la menace (l'obligation faite aux travailleurs des chantiers maritimes de Lauzon, à Québec, d'accepter les 6-5% pour qu'il y ait octroi par le gouvernement fédéral d'un contrat permettant la poursuite des activités de l'entreprise - La Presse, 20 novembre 1982).

34. The Citizen, 30 décembre 1982.

35. La Presse-Plus, 19 février 1983.

36. Interview avec M. Jean-Marie Bédard, directeur de la région "est" du S.I.T.B.A. (C.T.C.).

37. The Citizen, 30 décembre 1982.

38. Le Devoir, 21 février 1983.

39. Idem.

40. La Presse, 30 octobre 1982.

41. La Presse, 13 avril 1983.

42. Editorial de Michel Roy, La Presse, 15 janvier 1983.

43. The Gazette, 21 janvier 1983.

44. The Globe and Mail, 25 avril 1983.

45. Le Devoir, 12 mars 1983, analyse de Lise Bissonnette.

46. The Citizen, 23 décembre 1982.

47. The Globe and Mail, 24 novembre 1982.

48. The Globe and Mail, 3 mars 1983.

49. Voir, notamment, La Presse, 18 décembre 1982.

50. La justification ultime à la reconnaissance du P.Q. comme canal politique privilégié trouvait sa source dans la prétention du parti à donner satisfaction aux revendications d'ordre national. L'évolution fut facilitée par la série d'échecs subie par le P.Q. sur cette question depuis 1980, qui déjà avait suscité dans les syndicats nombre d'interrogations sur le bien-fondé d'un appui aux démarches du péquisme.

51. Voir texte complet, "La faillite du gouvernement du Parti québécois", document du Conseil confédéral - C.S.N., 17 décembre 1982.

52. Le Devoir, 7 mars 1983.

53. Par exemple, sous la forme de candidats syndicaux, mandatés, qu'on présenterait aux assemblées de comité du P.Q. lors des mises en nomination. Développement à l'état d'indice cependant, qui nous a été suggéré lors d'une entrevue avec des militants syndicaux du nord-ouest québécois.

54. La Presse, 20 novembre 1982. Les P.A.C.s américains visaient notamment, à l'origine, à discipliner le vote ouvrier de manière à constituer une pression efficace sur les grands partis. En début décembre, La Presse (4 décembre 1982) annonçait qu'en vertu de la loi sur le financement des partis, les chèques des enseignants de St-Jérôme pourraient être "illégaux".

55. Discours reproduit in Agenda, bulletin de discussion interne au N.P.D., Vol 2, septembre-octobre 1982.

56. The Globe and Mail, 28 décembre 1982.

57. Le Droit, 29 décembre 1982.

58. Le Devoir, 22 février 1983.

59. Le Devoir, 21 avril 1983.

60. D'après une entrevue avec deux délégués d'école de la région de Montréal.

61. Un dernier exemple: au syndicat des fonctionnaires provinciaux, qui n'est plus affilié à l'une des grandes centrales, une pétition circule en février demandant la démission du président Harguindeguy: celui-ci avait ratifié une lettre d'entente avec le gouvernement, non soumise aux membres, alors même que ces derniers avaient donné à la majorité un mandat de grève générale (Le Devoir, 19 février 1983, La Presse, 19 février 1983).

62. À la C.E.O., le phénomène s'estompa naturellement avec le déclenchement et la pouisuite de la grève générale; il s'est manifesté à nouveau, suite à conciliation, spécifiquement face à l'équipe de négociations dirigée par Robert Bisaillon; mais il n'atteint pas l'intensité notée à la F.A.S.

63. Voir notamment Roch Denis et Serge Denis, "L'orientation politique du mouvement ouvrier au Canada-anglais et au Québec, du référendum au rapatriement de la constitution", à paraître à l'automne 1983.

Chapitre 18

LA CONSTRUCTION DE SOLIDARITÉS NATIONALES CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Raymond HUDON*

Parlant de la crise qui résulte de l'actuel mouvement de restructuration du capitalisme mondial et qui affecte les efforts d'une articulation renouvelée des ensembles économiques "nationaux" à cette réalité changeante, il ressort de plus en plus nettement que cette crise "nous confronte à un formidable redéploiement de la domination du capital sur le travail".[1] Les justifications les plus élémentaires formulées par divers conseillers de service identifient couramment les taux de rémunération présumément trop élevés accordés aux travailleurs comme une des sources majeures des problèmes aigüs qui, largement partagés, sont spécialement sentis au sein des classes populaires. Dans la mesure où l'on parvient à convaincre, les conditions se trouvent ainsi créées pour entreprendre une offensive anti-syndicale parée de l'impératif de construire des solidarités "nationales" assez solides pour permettre de mieux affronter les conditions découlant d'une concurrence internationale implacable.

De ces temps-ci, les interventions gouvernementales rattachées à ce type d'opération se trouvent principalement conjuguées au mode de la nécessité de réduire les déséquilibres budgétaires de l'État et les écarts entre travailleurs du secteur étatique et ceux du secteur privé. De cette manière, les organisations syndicales représentant les travailleuses et les travailleurs du secteur étatique constituent des cibles "privilégiées" pour accomplir une restructuration significative des rapports de force. Pour dégager le sens des gestes plus récents posés par les gouvernements canadien et québécois et surtout pour saisir leur portée réelle sur le mouvement syndical, il s'impose de dépasser le caractère plus immédiat de ces événements.

Ainsi, cette présentation vise d'abord à cerner les sources de l'offensive anti-syndicale qui se manifeste maintenant avec transparence. Il apparaît pertinent de faire subséquemment ressortir, par une brève présentation de la réponse syndicale, la capacité limitée de résistance qui marque présentement la résistance syndicale. En une période où la défense de ses acquis se révèle

* Professeur de science politique à l'Université Laval.

suspecte pour ceux qui, nombreux, ont déjà tout ou beaucoup perdu, la légitimité de l'action syndicale se trouve profondément minée. C'est dans ce contexte de transformation des pratiques syndicales, pas nécessairement du discours, que prennent place les appels plus pressants des dirigeants politiques en faveur d'un effort national et d'un mode de fonctionnement "corporatiste". Ces appels sont définis plus précisément dans une troisième partie pour justement faire voir leur contribution à un affaiblissement encore plus prononcé des positions syndicales. La prise en considération des divers éléments qui précèdent permet enfin de placer en perspectives l'effritement observable des solidarités syndicales et de relier ce dernier phénomène à des tendances plus profondes au sein des sociétés contemporaines.

LES SOURCES DE L'OFFENSIVE ANTI-SYNDICALE

Les gains obtenus par les travailleurs le furent régulièrement au prix de luttes âpres et soutenues. La volonté manifestée depuis un peu plus d'une dizaine d'années de réduire le coût du travail ne révèle donc pas des attitudes forcément nouvelles. La détermination démontrée à traduire cette volonté apparaît cependant constituer une des spécificités de la dernière décennie.

Au début des années soixante-dix, le gouvernement canadien fit le pari que les organisations syndicales collaboreraient en restreignant volontairement les revendications salariales de leurs membres pour ainsi assurer la compression de la part des salaires dans le calcul des coûts de production. Les raisons invoquées pour appuyer une telle démarche étaient généralement ramenées à l'impérieuse nécessité de juguler l'inflation à laquelle on attribuait des effets néfastes sur la capacité concurrentielle de l'industrie canadienne au sein du marché mondial. Comme l'illustre ce témoignage de John Deutsch à la fin de la deuxième Conférence économique nationale tenue sous sa présidence en 1974, on ne rejeta pas le recours aux menaces à peine voilées pour convaincre d'une adhésion volontaire aux principes de restrictions.

> Tenons-nous à notre genre de société avec ses libertés, ses potentialités, sa flexibilité et ses possibilités de progrès sociaux? Ou, au contraire, en arriverons-nous à un autre système social ou politique qui sera l'aboutissement d'un taux continu et toujours plus élevé d'inflation? Un tel taux continu et toujours plus élevé d'inflation produirait des contraintes et des changements sociaux ainsi que des tensions auxquels nous serions incapables de parer, sauf par l'utilisation de processus différents et plus arbitraires que ceux auxquels nous sommes habitués.[2]

Plutôt que d'accepter si "aimable" invitation à la modération, les organisations syndicales réclamèrent avec ardeur l'indexation des salaires de leurs membres. Ces réclamations furent spécialement vigoureuses au Québec, où il fut décidé "de lancer une vaste campagne en vue de la réouverture des conventions collectives et des décrets" en s'appuyant sur le précédent créé en

1972 par l'obtention de cette indexation pour les travailleurs des services publics alors réunis en Front commun.[3] Devant la détermination affichée par les travailleurs, on dut faire bon nombre de concessions. Mais ce fut bien à contrecoeur. Car l'aggravation de la récession empêchait, comme le souligne Cy Gonick, que l'on refile aux consommateurs l'accroissement des coûts du travail. Le résultat fut que la progression des profits des compagnies entre 1974 et 1975 connut un déclin sensible.[4] Une intervention énergique apparut donc s'imposer.

En octobre 1975, le gouvernement Trudeau imposa le contrôle des prix et des salaires malgré qu'il ait fait campagne en 1974 en s'opposant spécifiquement au projet conservateur en ce sens. L'effet recherché fut en grande partie atteint, comme est amené à le noter le Conseil économique du Canada (C.E.C.), qu'on peut difficilement accuser d'être à la remorque du discours syndical: "Les résultats obtenus avec ce programme indiquent que l'application de mesures de contrôle pendant quelques années peut contribuer à ralentir considérablement le rythme d'augmentation des salaires".[5] Il vaut de voir plus précisément à quoi correspondent les résultats obtenus.

> Sous l'effet des contrôles, la hausse salariale moyenne consentie pour la première années dans les principales conventions collectives est tombée d'environ 20% en 1975 à 7% en 1978. Cette baisse correspond trop étroitement à la ligne directrice alors en vigueur en matière de revenu pour être considérée comme une simple coïncidence. Par ailleurs, l'impact décisif du Programme de lutte contre l'inflation sur les ententes salariales a été confirmé par des analyses économétriques.
>
> Le Programme de lutte contre l'inflation n'a pas donné d'aussi bons résultats dans le cas de l'augmentation des prix. L'IPC [indice des prix à la consommation] n'a enregistré qu'une faible baisse, passant d'un peu moins de 11% en 1975 à 9% en 1978. Cela représente plus du double de l'objectif de 4% prévu dans le Livre blanc intitulé Offensive contre l'inflation, qui fut rendu public au moment de la mise en oeuvre du programme.[6]

Comme le fait remarquer le C.E.C., ces résultats "ont confirmé les soupçons répandus dans le mouvement ouvrier à l'effet que ces mesures [de contrôle] ne visent pas tant les prix que les salaires. Par conséquent, les milieux ouvriers s'opposent plus que jamais à ce genre de réglementation, et cette opposition se manifeste aussi à l'égard d'autres formes de politiques de revenus." Cette opposition se trouve cependant en grande partie limitée par le fait que "les contrôles jouissent d'un appui considérable parmi le public en général".[7] De plus, l'état de mobilisation des forces syndicales, dont il sera plus longuement question ultérieurement, n'est plus actuellement ce qu'il était il y a sept ou huit ans; on ne pourrait vraisemblablement répéter qu'avec

grande difficulté une journée de grève générale contre un éventuel contrôle des salaires comme celle qui, le 14 octobre 1976, avait rallié "1.2 million de syndiqués canadiens".[8]

Pourtant, les menaces de recours à des contrôles se révèlent aujourd'hui plus explicites que lors de la période qui avait précédé les contrôles de 1975. Le C.E.C. exprime ainsi l'avis net qu'une politique visant "les hausses de prix et de salaires" risque de demeurer grandement inefficace "aussi longtemps que la politique conserve un caractère volontaire et qu'elle ne prévoit aucune sanction, [car] il demeure difficle de convraincre les particuliers et les groupes de sacrifier leurs propres intérêts en se privant d'un revenu plus élevé pour le bien général, ce dernier prenant la forme d'une baisse de l'inflation".[9] La défense des intérêts particuliers des membres qui fonde l'existence de l'organisation syndicale fournit toute la matière utile pour justifier une attaque énergique contre le mouvement syndical, en prenant même exemple sur l'administration Reagan: "Les mesures rigoureuses prises à l'égard des contrôleurs aériens ont permis au gouvernement américain de manifester sans équivoque son intention de ne pas déroger des lignes directrices, même sous la menace de grèves illégales."[10]

Le lien direct établi entre une hausse des salaires et la progression de l'inflation a souvent été contesté par les porte-parole syndicaux. Les tenants d'un programme de contrôles reconnaissent parfois que l'incidence des salaires sur le taux d'inflation n'est peut-être pas si important, précisant même que le revenu réel des travailleurs peut avoir connu un déclin.[11] Malgré les acquis indiscutables des politiques de restriction des hausses salariales illustrées par les données du tableau 1,[12] il semble bien qu'on juge les résultats obtenus encore très insuffisants, comme le montrent les commentaires formulés par le C.E.C.

> [Le tableau 1] permet de voir comment l'effet conjugué de l'évolution des taux de change et des fluctuations dans les taux de rémunération de la main-d'oeuvre a favorisé le Canada au cours de la dernière décennie. Alors qu'au début des années 70, le salaire horaire au Canada venait en seconde place derrière les États-Unis, à la fin de la décennie, la rémunération salariale (exprimée en dollars E.-U.) dans six des dix pays industrialisés était plus élevée qu'au Canada. Par contre, les coûts de fabrication au Japon représentent moins des deux tiers de ceux enregistrés au Canada. Il est encore plus frappant de constater que les nivaux de rémunération dans les pays en voie de développement les plus avancés ne représentent qu'entre un huitième et un tiers de ceux versés au Canada.[13]

Les préoccupations qui guident et appuient la volonté manifestée de réduire le taux de croissance de la rémunération dépassent donc visiblement l'objectif apparemment plus concentré d'une politique de réduction du rythme

TABLEAU 1

Rémunération horaire estimative[1] des travailleurs de la production dans l'industrie manufacturière, Canada et autres pays industrialisés, 1970-1981

Dollars É.-U.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pays industrialisés:												
Canada	3,46	3,91	4,31	4,66	5,45	6,11	7,20	7,54	7,69	8,15	9,04	9,86
États-Unis	4,18	4,49	4,84	5,26	5,75	6,35	6,93	7,59	8,30	9,08	10,00	11,06
Belgique	2,06	2,44	3,16	4,19	5,12	6,54	7,03	8,46	10,39	12,02	13,18	11,13
France	1,72	1,93	2,34	3,08	3,41	4,58	4,76	5,31	6,54	7,90	9,23	8,28
Allemagne	2,33	2,76	3,34	4,56	5,32	6,19	6,60	7,79	9,65	11,26	12,26	10,47
Italie	1,74	2,10	2,55	3,17	3,62	4,60	4,38	5,08	6,09	7,19	8,26	7,59
Pays-Bas	2,12	2,55	3,13	4,28	5,33	6,53	6,98	8,15	9,98	11,47	12,17	10,25
Suède	2,93	3,23	4,03	4,93	5,63	7,18	8,21	8,85	9,65	11,33	12,51	11,88
Royaume-Uni	1,49	1,74	2,03	2,25	2,60	3,27	3,12	3,35	4,28	5,50	7,37	7,43
Japon	0,99	1,18	1,58	2,19	2,67	3,05	3,30	4,03	5,54	5,49	5,61	6,23
Pays nouvellement industrialisés:												
Mexique	..	..	..	..	..	1,89	1,95	1,75	2,01	2,34	2,97	3,65
Brésil	..	..	..	..	..	1,13	1,29	1,46	1,67	1,73	1,70	2,14
Corée	..	..	..	..	..	0,37	0,47	0,63	0,86	1,14	1,09	1,17
Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	1,13	1,25	1,30	1,40
Taiwan	..	..	..	..	..	..	..	..	0,80	1,01	1,27	1,52

[1] La rémunération horaire totale comprend tous les paiements directs versés au travailleur (rémunération pour le travail effectué, les vacances et autres congés rémunérés, et toute rémunération en nature ou sous forme de primes, avant toute retenue sur le salaire, quelle qu'elle soit). Elle comprend également les "avantages sociaux" comme les déboursés de l'employeur au titre de la sécurité sociale, des assurances, etc. Ces données sont tirées d'enquêtes périodiques portant sur les coûts de main-d'oeuvre: les résultats ont été interpolés pour les années intermédiaires. Les petites différences entre les niveaux de rémunération ne doivent pas être considérées comme significatives. La rémunération totale est calculée par heure de travail.

Source: U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Office of Productivity and Technology, juillet 1982 (données inédites).

de croissance de l'inflation. Elles doivent être aussi rattachées aux exigences de la concurrence internationale, comme le font directement ressortir les commentaires du C.E.C. qui précise: "Les données sur les niveaux de rémunération mettent en relief l'avantage concurrentiel dont disposent les pays nouvellement industrialisés, surtout dans le cas des produits dont la technologie est largement accessible."[14] Il faut cependant ajouter que les employeurs ne se limitent pas à réclamer une décélération du rythme de croissance des salaires. Le Conseil du patronat du Québec (C.P.Q.) n'avait-il pas, au milieu des années soixante-dix, soutenu que les salariés occupaient "sans doute la meilleure situation de tous les partenaires sociaux" (sic) en référant à des avantages débordant la comptabilisation des seuls salaires?

> Avec le développement industriel, l'employé a vu diminuer son insécurité économique. Non seulement l'entreprise industrielle moderne offre-t-elle de bons salaires mais les profits qui assurent sa croissance garantissent aussi à ses employés une relative sécurité d'emploi. De plus, elle offre une foule d'avangages complémentaires, des bénéfices qui sont de moins en moins "marginaux". Une récente étude du Thorn Group de Toronto portant sur cent compagnies privées confirme que l'ensemble des bénéfices marginaux, qui n'occupaient en 1953 que 15% de la masse salariale, représente aujourd'hui 28% de cette même masse salariale.[15]

Cette évaluation du C.P.Q. n'est pas tout à fait erronée. Il importe tout de même de la compléter, en autant que le Canada est concerné, par une comparaison avec ce qui s'est passé dans d'autres pays industrialisés pour ainsi placer dans une juste perspective ce que l'on peut observer touchant l'accroissement des bénéfices additionnels à la rémunération horaire directe des des travailleurs de la fabrication au Canada. Les données présentées au tableau 2[16] conduisent d'ailleurs les analystes de l'Agence d'examen de l'investissement étranger à y voir des avantages remarquables pour les employeurs canadiens.

> Les bénéfices additionnels à la rémunération horaire directe ainsi que le taux de change s'avèrent les plus importants facteurs de l'écart entre le niveau de rémunération au Canada et celui des autres pays industrialisés. Selon [une étude récente du ministère de l'Industrie et du Commerce], le taux des bénéfices additionnels à la rémunération horaire dans le secteur canadien de la fabrication était de 30 pour cent en 1980, alors qu'il atteignait 36 pour cent aux États-Unis et s'échelonnait entre 63 et 97 pour cent en Allemagne, en Belgique, en France, en Italie, en Suède et aux Pays-Bas. Ainsi, les employeurs canadiens ont l'avantage d'une charge de rémunération moins lourde au chapitre de bénéfices que la plupart des autres pays industrialisés.[17]

TABLEAU 2

Taux des bénéfices additionnels à la rémunération horaire directe des travailleurs de la fabrication dans dix pays[1]

	1960	1965	1970	1975	1979	1980
États-Unis	17.9	20.3	24.7	31.4	35.5	36.4
Belgique	38.9	47.9	56.2	68.3	72.1	72.4
Canada	15.4	16.2	19.8	22.8	29.2	30.1
France	54.5	62.0	60.3	70.9	79.6	80.6
Allemagne	35.0	36.5	43.1	57.3	62.3	63.4
Italie	70.3	75.9	79.2	99.4	96.0	97.0
Pays-Bas	38.5*	43.8*	56.7*	70.0*	72.1*	73.6*
Suède	16.5	22.7	26.5	45.4	61.3	63.0
R.-U.	10.9	13.3	15.0	23.9	30.0	31.7
Japon	12.6*	13.1*	13.2*	14.3*	18.8*	20.0*

Note: Les données de 1979 sont des estimés préliminaires.
Les estimés de 1980 sont provisoires.
* tous les employés
[1] ces taux sont en devises locales

Source: Données du ministère américain du travail, mars 1981.

Ces données, éloquentes en elles-mêmes, prennent une signification encore plus importante quand on ajoute que "ces comparaisons ne tiennent pas compte des niveaux de productivité, qui sont importants dans le calcul des coûts de main-d'oeuvre" et surtout quand on précise que "la productivité au Canada, définie en termes de production par personne-heure, s'est accrue à un taux moyen annuel de 3,7 pour cent entre 1961 et 1980, soit à un taux beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis".[18]

Ces attaques sur la rémunération globale, non seulement sur la rémunération directe, ne diminuent aucunement la détermination à affaiblir la résistance syndicale, surtout si l'on considère que plusieurs des avantages additionnels à la rémunération directe furent régulièrement obtenus à la suite de pressions syndicales. Ce que les organisations syndicales manquent rarement de rappeler. L'offensive anti-syndicale trouve encore des sources supplémentaires de justification dans l'effet de nivellement ou, plus justement, de réduction des écarts salariaux que l'action de négociation entraîne. Comme le montrent les données du tableau 3[19], l'influence des syndicats apparaît sensible, car "l'étude de la distinction entre travailleurs syndiqués et non syndiqués indique que l'action syndicale a contribué à accélérer la compression des écarts, puisque, dans chacun des emplois spécialisés retenus, la différence est nettement plus faible chez les travailleurs syndiqués".[20]

Dans la mesure où il est juste de présumer avec le C.E.C. que "les travailleurs n'éprouvent pas d'attrait pour les emplois hautement spécialisés dont le niveau de rémunération ne compense pas le temps supplémentaire affecté à la formation, ce qui mène à des pénuries dans cette catégorie d'emplois"[21], il se révèle probable que l'on en vienne à percevoir l'action syndicale comme une nuisance. Cette présomption de nuisance syndicale est ostensiblement déduite de l'identification explicite de "toute une gamme de politiques et de programmes touchant les salaires et les heures de travail, la sécurité et l'hygiène industrielles, les griefs et la sécurité d'emploi".[22] Il serait difficile de touver une allusion plus directe aux effets de "distorsion" introduits par les syndicats, effets que l'on se propose de contourner par des programmes de création d'emplois!

> On trouve, dans le marché du travail d'aujourd'hui, un certain nombre de programmes visant à sauvegarder les droits et le bien-être des travailleurs. Ces mesures perturbent néanmoins l'action des forces purement économiques et peuvent introduire des désincitations et des distorsions dans le processus d'allocation des travailleurs. Certains employeurs considèrent, par exemple, qu'il existe un écart considérable entre la productivité attendue des ouvriers les moins qualifiés et le salaire brut qu'ils doivent leur verser. En abaissant le coût des salaires, la création directe d'emplois peut donc corriger les distorsions de ce genre.[23]

TABLEAU 3

Écarts de salaire[1] interprofessionnels pour les travailleurs syndiqués et non syndiqués entre certaines catégories hautement spécialisées et une catégorie non spécialisée, Canada, 1974-1979

Pourcentages

	Statut syndical[2]	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Outilleur-ajusteur	Syndiqué	142,7	132,8	128,8	129,4	132,3	128,7
	Non syndiqué	153,1	150,6	147,9	152,2	153,2	158,2
Opérateur de machine, entretien	Syndiqué	135,1	129,4	127,3	125,4	128,3	126,5
	Non syndiqué	144,8	141,5	142,1	141,0	141,3	145,8
Soudeur, entretien	Syndiqué	139,8	132,7	132,1	129,8	132.2	128,3
	Non syndiqué	145,3	147,9	148,7	144,8	144,3	150,3
Réparateur d'appareillage électrique	Syndiqué	142,8	136,3	134,0	131,7	135,1	132,3
	Non syndiqué	161,2	159,4	157,1	154,2	155,3	155,7
Ajusteur-monteur	Syndiqué	142,3	133,7	132,1	130,9	135,2	132,9
	Non syndiqué	151,9	154,6	154,2	149,2	154,6	150,2
Charpentier, entretien	Syndiqué	128,1	123,8	124,6	123,0	124,3	121,2
	Non syndiqué	135,1	132,7	131,9	134,6	130,0	130,0
Tuyauteur, entretien	Syndiqué	144,9	134,3	133,7	132,0	135,9	132,5
	Non syndiqué	162,2	166,9	159,7	162,2	164,1	163,1
Plombier, entretien	Syndiqué	128,9	128,4	126,4	123,3	127,0	125,4
	Non syndiqué	146,0	143,0	145,6	148,3	144,5	144,5
Mécanicien de machines fixes, première classe	Syndiqué	147,3	142,9	138,6	135,0	128,9	130,4
	Non syndiqué	180,2	180,0	181,0	192,2	173,9	180,5
Journalier, non-production (taux de rémunération horaire moyen)	Syndiqué	4,03 $	4,80 $	5,50 $	6,11 $	6,37 $	7,03 $
	Non syndiqué	3,41 $	4,00 $	4,43 $	4,76 $	5,10 $	5,51 $

[1] Le taux de rémunération horaire moyen de chaque catégorie professionnelle spécialisée est exprimé en pourcentage du taux de la catégorie non spécialisée (journalier). Un taux de 100% signifierait qu'il y a égalité de rémunération entre une catégorie spécialisée et la catégorie non spécialisée.

[2] Le statut de syndiqué (ou de non syndiqué) signifie que plus (ou moins) de 50% des travailleurs d'une catégorie donnée dans une entreprise sont représentés par une unité de négociation.

Officiellement destinés à réduire le chômage, les programmes de création d'emplois viseraient donc à contrer "le rétrécissement des écarts [salariaux qui] peut être imputable à la progression plus rapide des salaires de base que des rémunérations offertes aux échelons supérieurs"[24] et, conséquemment, à rectifier "le processus d'allocation des travailleurs"! On doit ainsi comprendre que ce processus, relié par le C.E.C. à la possibilité d'un large redéploiement des emplois, devrait mieux traduire une adaptation de l'évolution de la division internationale du travail et aux changements technologiques jugés inévitables et urgents pour conserver ou améliorer ses avantages concurrentiels au sein de l'économie mondiale.

Ce "redéploiement des emplois" dont parle le C.E.C. suggère en fin de compte une adhésion au principe de la mobilité de la main-d'oeuvre. Mobilité géographique, d'abord, qui se trouverait, selon John Hayes, grandement entravée par les arrangements constitutionnels en vigueur au Canada, à un degré même plus poussé, sous certains aspects, qu'au sein de la Communauté économique européenne (C.E.E.).[26] Mais aussi et peut-être surtout, mobilité sectorielle qui se grefferait à un programme visant à "adapter l'industrie canadienne aux nouvelles réalités de la concurrence internationale" et comportant, "entre autres, l'adaptation des techniques, la réorganisation des usines et des méthodes de production et, dans certains cas, l'abandon complet des opérations, avec tout ce que cela comporte du point de vue du redéploiement des ressources concernées (les travailleurs, notamment) vers d'autres activités".[27] Ce programme, ce n'est sûrement pas le président de la Banque de Montréal qui s'en dissocie quand il pose que, pour le Québec, "la solution, c'est de remplacer des industries par d'autres, d'en créer de nouvelles, dans des secteurs en pleine croissance, générateurs d'emplois. Mais on ne peut sortir quelqu'un de sa filature et le mettre le lendemain à fabriquer des circuits intégrés; il y a tout un processus d'adaptation entre les deux..."[28] Et s'il avait poursuivi dans l'esprit de plusieurs énoncés du C.E.C., il aurait sans doute désigné les "inutiles rigidités" introduites par les conventions collectives négociées avec les syndicats!

En sommme, si l'on s'est rarement aventuré à réclamer la disparition des syndicats, il apparaît bien clair que ceux-ci peuvent difficilement esquiver l'attaque. Du moins sont-ils contraints de se renier en bonne partie s'ils acceptent que les sources des problèmes économiques se ramènent fondamentalement à des taux de salaires trop élevés, à des taux de rémunération globale trop coûteux, à des écarts salariaux insuffisants, à une mobilité géographique et sectorielle trop limitée de la main-d'oeuvre, etc. C'est pourtant autour de ces enjeux que s'articule l'offensive anti-syndicale qu'il est maintenant possible d'observer à travers diverses interventions patronales et gouvernementales destinées à réduire la résistance à une réorganisation du travail. D'autant plus que les gains des syndicats comportent couramment des effets d'entraînement au-delà même des rangs syndicaux.

> Il semble juste d'observer qu'au Canada, la sécurité d'emploi, la sécurité au travail, les procédures de griefs et les dispositions connexes résultent essentiellement du processus de la

> négociation collective. On ne trouve donc ces protections, de façon formelle, que dans les secteurs syndicalisés; les gouvernements de toutes les provinces ont [cependant] dû fournir une protection minimale correspondante pour les secteurs non syndicalisés, par des lois sur les relations de travail.[29]

La réponse syndicale à diverses invitations à la collaboration se fit sans doute trop attendre au goût de plusieurs.

LA RÉPONSE SYNDICALE

Dans l'analyse de la conjoncture actuelle, on peut toujours rappeler que "s'il avait fallu attendre la collaboration de la législation bourgeoise, les syndicats n'auraient jamais réussi à faire la percée qu'ils ont faite dans l'histoire du 19e et du 20e siècles, au Québec comme ailleurs dans le monde". Ainsi, si on doit reconnaître "que l'attaque patronale contre les syndicats atteint un rare degré de brutalité dans la présente conjoncture de crise économique", on se hâte de souligner que "la riposte des travailleurs demeure néanmoins possible et nécessaire".[30] Cependant, il faut bien souligner que la "riposte" syndicale a perdu beaucoup de son intensité au cours des plus récentes années. Les réclamations du mouvement ouvrier n'ont pas radicalement changé au cours des dix dernières années; il faut toutefois noter que la force politique du mouvement syndical s'est trouvée grandement amoindrie ces derniers temps. La collaboration, carrément rejetée il y a seulement quelques années, apparaît ou semble du moins apparaître beaucoup moins répréhensible.

Ainsi, seulement quelques mois, on pourrait même parler de quelques semaines, après l'adoption de la loi 111 dont on a assez souvent fait ressortir la sévérité exemplaire et sans précédent et après celle des lois 68, 70 et 105 qui réduisaient quasiment à rien le pouvoir de négociation des employés des secteurs public et parapublic, les dirigeants de trois centrales, la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.), la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et la Centrale des syndicats démocratiques (C.S.D.), acceptaient de participer, le 30 mars 1983, à une rencontre à huis clos convoquée par le Premier ministre québécois pour discuter de relance économique. "Fait à signaler, cette rencontre ne portait que sur les problèmes du secteur privé et on a volontairement escamoté le volet des négociations dans le secteur public."[31] Un témoin privilégié des démarches qui avaient préparé cette rencontre soutenait, seulement quelques jours avant sa tenue, que les pressions en faveur de ces exercices de concertation provenaient avec une insistance particulière du monde syndical. Son témoignage était en grande partie confirmé, quelque deux semaines plus tard, par une intervention "spectaculaire" du président de la C.S.N. Celui-ci, lors d'une réunion du Conseil confédéral de la centrale tenue à la mi-avril, invitait ceux qui s'opposaient à toute forme de concertation à s'élire de nouveaux dirigeants s'ils le jugeaient approprié.

> Si le problème réel est un problème de confiance, réglons-le comme tel. Mais ne nous empêchons pas par la méfiance systématique, par les rumeurs sourdes de corridors, par les jeux purement politiques, d'aller en tout état de cause et dans toutes les circonstances défendre partout les travailleurs qui nous confient le mandat de les représenter.[32]

Manifestement, on se trouve maintenant assez éloigné de la situation qui prévalait au début des années soixante-dix, du moins selon la lecture qui en était alors faite à travers le Rapport Fantus.

> The extremist positions adopted by provincial union leadership and their potential effect on the attitudes of the rank and file will be a continuing cause of concern. Industrial investors will also be worried about the possibility of a spill-over into the private sector of the labor relations problems which have arisen in the public sector.[33]

A la suite de la rencontre du 30 mars dont il fut question ci-haut, le président du C.P.Q. soulignait le "vrai désir de dialogue" qui animait les participants et parlait de réunion des "gens de la famille"!

Pour les tenants des explications des comportements sociaux articulées autour de l'existence d'élites ou d'oligarchies, le changement de leadership syndical constituerait sans doute la source la plus importante de cette réorientation des attitudes syndicales. Il importe tout de même de rappeler que la mobilisation, potentielle et souvent réelle, d'une bonne partie du mouvement ouvrier représentait il y a seulement dix ans une "menace" beaucoup plus grande que ce n'est présentement le cas. Ainsi, en 1973, il avait suffi que la C.S.N. entreprenne une tournée visant à "informer les syndicats de la teneur et des conséquences du bill 89"[34] pour que le gouvernement Bourassa décide de ne pas aller au-delà de la première lecture de ce projet de loi. Ce dernier, intitulé Loi assurant le bien-être de la population en cas de conflit de travail, avait pour objectif de réglementer le droit de grève dans les services publics et d'assurer, en pareilles circonstances, le maintien des services essentiels. En supposant qu'adopté, le projet de loi 89 deviendrait "un boomerang" et qu'ainsi "ceux qui se [réjouissaient] d'enfin mater les syndicats, pour exploiter plus à leur aise les travailleurs, [connaîtraient] les jours sombres qu'ils auront eux-mêmes provoqués"[35], le discours syndical était alors considéré crédible. Car on avait nettement le sentiment qu'il ne s'agissait pas de simples discours. La grogne syndicale, on le savait, n'était pas le fait des seuls dirigeants.

Il se révèle pertinent de signaler qu'en l'espace de quelques années, la position des organisations syndicales comme organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs a eu fortement tendance à se détériorer. Cette situation contraste singulièrement avec ce que l'on avait pu observer au cours

des années soixante: "de 1961 à 1967, le nombre de syndiqués augmente de 7% par rapport à la main-d'oeuvre active. Cette croissance est surtout due aux remarquables progrès que fait le syndicalisme dans deux secteurs d'activités jusque-là marginalement organisés: le commerce et, surtout, le secteur public et para-public."[36] Comme le souligne Jean-Marc Piotte, "la valorisation de la fonction publique et para-publique impliquait [...] qu'on accorde à ces employés les moyens syndicaux pour qu'ils conquièrent cette 'valorisation'".[37] S'il est simplement rappelé qu'en 1974, les syndicats représentaient 34.2% de la population active et 41.3% des travailleurs rémunérés au Québec, les chiffres reproduits au tableau 4[38] fournissent une bonne indication du déclin relatif du syndicalisme québécois. A l'évidence, la progression du chômage accentue les effets liés à l'absence de progression des effectifs.

Un des effets immédiats de cette tendance est de miner la prétention des centrales syndicales à leur "responsabilité conjointe quant à la défense des intérêts de l'ensemble des travailleurs du Québec"[39]. Cette prétention constitue l'objet de nombreuses attaques, d'autant plus que l'on insiste régulièrement pour faire ressortir que les taux globaux de syndicalisation tendent à masquer le fait que seulement un peu plus d'un travailleur sur cinq est syndiqué dans le secteur privé comparativement à près de trois sur cinq dans ce que l'on définit comme le secteur public.[40] Telle concentration des effectifs syndicaux explique vraisemblablement pourquoi, de ces temps-ci, l'offensive contre les syndicats apparaît viser spécialement ceux qui représentent les employés du secteur public. D'ailleurs, les porte-parole de ces syndicats doivent bien être conscients que les effets d'entraînement qu'ils veulent rattacher aux gains obtenus par leurs affiliés du secteur public peuvent aussi jouer en sens inverse. Le C.E.C., pour sa part, le pense assez explicitement.

> Aux État-Unis, les lignes directrices obligatoires à l'égard des salaires dans le secteur public ont eu des répercussions importantes sur les hausses de traitement des employés fédéraux. Le plafond de 4,8% imposé par l'administration Reagan a probablement contribué à ralentir la progression des salaires dans ce pays.[41]

Les organisations syndicales réalisent évidemment que "dans sa stratégie de négociation avec le secteur public, le gouvernement se sert amplement de cette sous-syndicalisation des travailleurs du secteur privé", particulièrement quand il établit ses comparaisons "entre les deux secteurs".[42] La réponse proposée par les syndicats consiste plutôt à convaincre que "l'accès massif à la syndicalisation est la seule façon d'ouvrir la voie à de vrais changements au Québec".[43] On a bien tenté, de plus, de montrer que tous les syndiqués étaient confrontés à "un même problème de fond: les retombées d'une crise économique dont les travailleurs et les travailleuses écopent le plus durement, tant dans le secteur privé que dans le secteur public".[44] Mais, du côté patronal et gouvernemental, l'heure n'est pas aux expressions de sympathie sur le sort réservé aux syndiqués dans la recherche de solutions à la crise.

TABLEAU 4

Taux globaux de syndicalisation, Québec, 1977-1979

Années	Effectifs syndicaux	En % de la population active	En % de la main-d'oeuvre potentielle[e]	En % des travailleurs rémunérés[f]
1977[a]	850 750	30,5	32,9	37,0
1978	815 882[b]	28,9[c]	32,4[c]	36,9[c]
1979	849 318[b]	29,5[d]	32,5[d]	36,4[d]

[a] Les taux pour l'année 1977 sont tirés de: F. Delorme. "Quelques données sur la syndicalisation au Québec en 1977", dans la revue Le marché du travail, volume 1, numéro 1, 1979, pp. 34 à 38, CRSMT, ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

[b] Les données sur les effectifs syndicaux proviennent de Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, rapport 1979, partie II, syndicats ouvriers, Statistique Canada 71-202.

[c] Moyennes annuelles de la population active, Statistique Canada, 71-529.

[d] La population active, Statistique Canada, 71-001.

[e] On exclut de la population active les travailleurs indépendants ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

[f] Le concept de travailleurs rémunérés exclut aussi bien les chômeurs que les travailleurs indépendants ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Lors de la présentation par la C.E.Q. et la C.S.N. d'un mémoire conjoint au nouveau gouvernement québécois, le Premier ministre et quelques-uns de ses ministres s'étaient appliqués à faire l'éloge du mouvement syndical et à le rassurer. Pendant qu'un ministre qualifiait de "réaliste" les revendications présentées sur les lois du travail, les services publics, les mesures économiques et sociales, etc., un autre ne ménageait pas ses termes: "Ce mémoire est complet. Il arrive à point nommé et je voudrais vous rassurer sur le fait que le développement économique du Québec ne se fera pas sur le dos des travailleurs ni du point de vue santé ni du point de vue économique." Le Premier ministre lui-même avait l'évaluation généreuse: "vous venez de faire le plus impressionnant des tours d'horizon, la plus impressionnante des analyses, qui nous ait été présentée depuis notre arrivée au pouvoir."[45] Six ans plus tard, lors de la présentation de son discours inaugural du 23 mars 1983, le Premier ministre se montrait beaucoup plus enclin à jouer le rôle du préfet de discipline. Laissant grandement tomber son penchant autrefois exprimé à se révéler le maître généreux, il s'attardait à évoquer la nécessité de "changer comme société". Selon ses propos, l'État devait "manifester une plus grande faculté d'adaptation aux défis nouveaux et introduire plus de souplesse dans son fonctionnement, notamment en responsabilisant davantage ses employés, à quelque niveau que ce soit".[46]

Son message sur le sens des responsabilités s'adressait officiellement à tous mais visait plus spécialement, comme le texte le montre abondamment, les syndiqués des services publics. Ce message, il se greffait par ailleurs assez bien aux exhortations nombreuses formulées à l'endroit de l'ensemble du monde syndical, traduites explicitement par Gérard Dion.

> [...] il va falloir que les syndicats eux-mêmes s'ajustent au contexte économique, social et politique de notre époque et tiennent compte de la conjoncture dans laquelle nous nous trouvons. Le monde a évolué depuis cent ans: l'économie, les techniques de production, le marché des produits, la condition des travailleurs ne sont plus les mêmes.
>
> Depuis une trentaine d'années toutes les institutions se sont questionnées sur leur nature, leur rôle, leur stratégie d'action pour s'ajuster. On a questionné l'État, les entreprises de l'intérieur et de l'extérieur; même l'Eglise catholique l'a fait. [...] Pourquoi le syndicalisme serait-il la seule institution à refuser de faire son auto-critique et à traiter d'anti-syndical quiconque ose aborder un pareil problème?[47]

La réponse à cette dernière question, les travailleurs l'ont amplement exprimée, depuis déjà quelque temps, avec la conviction qu'ils continuaient à payer la note malgré les tentatives de s'"ajuster au système économique. Plus on se débat, plus on cale."[48] Le fort scepticisme qui se trouve ainsi traduit est en pratique relié autant aux changements technologiques qu'aux nombreuses fermetures d'entreprises et aux multiples licenciements collectifs qui en découlent.

> Ces changements [technologiques], particulièrement importants en cette période de crise, où le capital tente par tous les moyens de rentabiliser ses investissements, se font le plus souvent au détriment de leurs conditions de travail et de vie. Une étude récente, réalisée au Canada auprès de 102 firmes industrielles et commerciales, démontre que pour chaque nouveau poste créé suite à des changements technologiques, au moins trois employé(e)s sont mis à pied. Cela sans parler du risque d'une déqualification et d'un contrôle plus accentués du travail que représentent de tels changements pour la majorité des travailleurs et des travailleuses, sans parler également de nouveaux dangers qu'ils devront affronter pour leur santé.[49]

Si chacun prenait finalement son mal en patience et acceptait de se sacrifier pour l'"intérêt général", on s'adonnerait sans doute à exprimer sympathies et sentiments de "solidarité morale" pour admettre les effets coûteux, mais nécessaires pour réussir la restructuration de l'économie imposée par les "dures réalités" de la concurrence internationale. C'est d'ailleurs en puisant à cette réalité que l'on justifie régulièrement les nécessaires compressions du secteur étatique. Cependant, à partir du moment où des organisations de travailleurs osent dire que ces conditions font que "les affrontements avec la classe ouvrière vont s'intensifier"[50], la sympathie semble rapidement laisser place à l'agacement. Cet agacement se trouve aiguisé si l'on ajoute que "tous doivent prendre conscience que les enjeux dépassent maintenant leur quotidienneté et nous projettent dans la spirale de la mondialisation électronique et des "tiques" accrochés au cul des nouvelles théories".[51] A une époque où l'on s'évertue à démontrer l'urgence de prendre le virage technologique, la réplique est grandement prévisible. Elle vient d'un ministre du gouvernement Lévesque.

> Il y a encore des militant engagés dans le Parti québécois qui croient dans le Québec, mais qui sont encore victimes de ces égoïsmes de classes. Je ne peux comprendre qu'on soit à la fois dévoué à l'idée d'un Québec et en même temps incapable de faire des arbitrages quand son intérêt personnel est en cause. Il va falloir que notre société mûrisse. Elle va mûrir uniquement si on lui montre le chemin du dépassement.[52]

DES APPELS A UN EFFORT NATIONAL ET "CORPORATISTE"

Le "dépassement" exigé par les dirigeants québécois suggère un certain retour à l'époque du capitalisme naissant quand l'on s'efforçait de mettre "en contraste les conséquences heureuses des activités dictées par l'intérêt avec les calamités que déchaîne le libre jeu des passions".[53] Traduit dans le langage d'un autre ministre québécois, cela voulait plus spécialement dire qu'il fallait mettre fin à toute relation conflictuelle, donc passionnée: "Il importe que tous les agents économiques s'efforcent d'éliminer les conflits

inutiles et fournissent une contribution tangible à l'accroissement de la productivité industrielle et commerciale, que tous se sentent responsables de l'état de l'économie québécoise."[54]

Bien sûr, malgré une volonté ferme de "structuration du dialogue du Québec", on devait bien reconnaître la quasi-impossibilité de "faire disparaître les intérêts particuliers, même opposés, des groupes qui composent la société".[55] L'émergence d'un esprit de concertation au sein d'une société "trop fragmentée" demeurait tout de même un objectif qui devait permettre de "déboucher sur certaines formes de consensus. D'où la nécessité de [...] se parler avec respect et sans se prêter d'intentions belliqueuses dès le départ."[56] Le discours du gouvernement québécois sur la nécessité de la concertation puisait par ailleurs à des sources bien "respectables".

> Pour progresser, le Québec doit être compétitif, non seulement avec les autres parties du Canada, mais aussi avec le reste du monde pour ce qui est des biens et services qu'il produit. Nous estimons que l'État, les patrons, les syndicats ouvriers et les travailleurs ont des responsabilités collectives et partagées en ce domaine.[57]

Le gouvernement péquiste ne fit en fin de compte qu'ajouter l'ingrédient de la conscience nationale: "L'émergence d'une conscience nationale et la volonté de concertation des agents économiques sont indispensables à une articulation des moyens à mettre en oeuvre pour assurer le développement du Québec tant au point de vue économique que social et culturel".[58] On comprend ainsi mieux ce que cela veut dire quand on proclame que "la souveraineté, c'est d'abord et avant tout un état d'esprit, une manière de vivre et une manière de fonctionner"![59] Du côté syndical, on s'est cependant montré réticent à participer à la construction de solidarités nationales élaborées "pour unifier le tout, pour cimenter [des] agents économiques aux intérêts 'divergents'".[60]

L'insistance du gouvernement québécois à affirmer l'insuffisance "de conscience nationale et de concertation des agents économiques indispensables à une articulation des moyens à mettre en oeuvre pour assurer le développement économique, social et culturel"[61] a incité bon nombre à percevoir une orientation corporatiste à travers ces appels. Pour mesurer la justesse de cette perception, il convient tout d'abord de proposer une définition du corporatisme, empruntée à Leo Panitch: "une structure politique par laquelle, au sein du capitalisme avancé, les groupes socio-économiques organisés et rattachés à la production se trouvent intégrés au moyen d'un système de représentation et de rapports de coopération entre leaders et d'un système de mobilisation et de contrôle social en ce qui touche les masses."[62] Pierre Elliott Trudeau a voulu voir, dans le passé, "la preuve la plus accablante de notre monolithisme idéologique" à travers "l'univocité, la constance, l'enthousiasme" qui avaient entouré la propagation de "l'évangile corporatiste".[63] Ceci ne

justifie pas cependant de se représenter le corporatisme par sa seule formulation idéologique.[64] En ce sens, les orientations apparemment corporatistes qui sous-tendent les discours sur la collaboration responsable et raisonnable ne devraient duper personne sur la portée effective de ces discours.

Un conditionnement idéologique se révèle évidemment préalable à l'établissement du corporatisme, mais il ne le constitue pas. Ce que les responsables politiques traduisent bien en rappelant qu'"il ne suffit pas, bien sûr, de lancer un appel à la solidarité pour que la concertation se réalise. La concertation et la coordination dans l'action nécessitent en effet un long cheminement, partant d'une même perception de la réalité et de la nécessité de travailler en commun." Ce long cheminement apparaît d'ailleurs essentiellement requis pour permettre "d'amorcer un dialogue constructif qui devra inévitablement conduire à des concessions mutuelles".[65]

Des organisations syndicales ont exigé une participation pleine et égalitaire de manière à éviter que les concessions exigées ne visent que les salaires et revenus d'emploi tout en négligeant de demander des comptes aux détenteurs du capital.[66] D'autres ne voulaient surtout pas contribuer à "créer l'impression que les travailleurs, en particulier les syndiqués, sont l'un des facteurs de cette crise [...], alors qu'ils en sont d'abord les cibles et les victimes, tout comme le sont les classes populaires en général".[67] Les réticences syndicales trouvaient d'ailleurs confirmation à travers les tentatives d'implantation de la concertation. Ainsi, les représentants du monde patronal et de l'entreprise ont clairement manifesté leur opposition à un partage égal du pouvoir entre les divers agents: le capital, le travail et l'État.[68]

Les résultats des initiatives de l'État favorisant la concertation se révélèrent en réalité variés. Du côté d'Ottawa, on semble avoir réussi mieux, au moins plus rapidement, en parvenant à réunir en juillet 1978 "cinq représentants du monde industriel, cinq membres du bureau du Congrès du travail du Canada, un professeur d'université et un président choisi dans le secteur privé" au sein d'un comité chargé "de faire des recommandations [...] pour une politique générale de l'économie".[69] Ce "comité de synthèse" poursuivait en pratique le travail entrepris auparavant par un ensemble de 23 groupes de travail sectoriels mis sur pied à la suite de la conférence fédérale-provinciale des Premiers ministres sur l'économie qui s'était tenue en février 1978.[70] Le gouvernement du Québec a peut-être mis plus de temps à atteindre son objectif de concertation, mais les expériences les plus récentes de rencontres au sommet dont il fut question plus haut tendent à faire croire qu'il y a eu un rattrapage significatif.

Les éléments présentés dans les premières sections de cet exposé font cependant ressortir que le rapprochement constaté ne découle pas de gains favorisant les organisations de travailleurs! D'ailleurs, les multiples arguments avancés pour montrer la nécessité des compressions salariales permettent difficilement d'envisager des orientations différentes. Il reste effectivement

peu de place pour le doute quant aux effets sur les syndicats d'une politique de restructuration des économies "nationales" visant à ajuster et adapter ces dernières aux transformations profondes de l'économie mondiale. Dans l'énoncé de sa politique de troisième option, en 1972, le gouvernement canadien jugea approprié de rappeler que "la coopération étroite du gouvernement, du monde des affaires et du travail tout au long des étapes de l'application de cette politique serait essentielle" et il estima devoir "aussi s'employer à créer un climat propice à l'expansion des entreprises canadiennes".[71] Il était cependant révélateur, et grandement révélateur, que l'on précise dès ce moment ne pas prévoir "que cette option doive entraîner des modifications radicales dans les relations entre le gouvernement et le monde des affaires, même si le gouvernement devait alors suivre de plus près encore l'orientation de l'économie".[72] En d'autres termes, les concessions n'avaient pas à venir prioritairement de ce côté...

De ce qui tout juste précède, on conçoit que tout effort d'implantation d'un fonctionnement corporatiste doit nécessairement se traduire par des relations tripartites et dépasser des rapports bipartites État-patronat ou État-syndicats.[73] Il ressort par ailleurs que l'ajustement des parties respectivement impliquées comporte, en cette phase plus spécifique de restructuration du capitalisme, plus d'exigences du côté syndical. Contrairement à ce qui a pu s'observer à l'époque de la crise des années trente, la phase actuelle de réorganisation de la production capitaliste conduit plus généralement à soutenir la nécessité d'une décroissance significative de l'intervention directe de l'État dans l'activité économique, pour le voir remplir avec plus de force ses rôles de planification et de gestion globale de l'emploi et des salaires.[74] Dans ces conditions, on en est graduellement venu à se convaincre que l'État "ne peut se permettre d'offrir des rémunérations qui dépassent toutes celles du secteur privé".[75]

> La politique de rémunération de l'État doit [...] tenter d'être le plus neutre possible quant aux prix et à l'emploi. Un écart salarial important entre les secteurs public et privé est source d'inflation et a des effets sur l'emploi. En effet, la rémunération du secteur public influence l'ensemble de la structure salariale et peut se traduire par un accroissement du chômage surtout dans une économie ouverte comme le Québec qui se doit de maintenir sa compétitivité.[76]

C'est donc en tenant compte de ce contexte qu'il importe d'analyser la récente offensive contre les employés du secteur public et leurs organisations. Dans le but de faire partager les responsabilités de cette attaque, on a fait noter que "les travailleurs du secteur privé accepteront difficilement que leurs conditions de travail (salaires et sécurité d'emploi surtout) soient très inférieures à celles qui ont été déterminées dans le secteur public".[77] L'aiguisement par les autorités politiques de ce ressentiment réel ne doit tout de même réussir à camoufler que les travailleurs du secteur privé se trouvent aussi visés, par association ou entraînement tout d'abord, mais aussi plus directement. En effet, même si l'on prend soin d'agrémenter ses propositions de la

perspective d'"une plus grande participation des travailleurs à la vie de l'entreprise", les objectifs poursuivis laissent peu de place à l'ambiguïté: "Le nombre et la durée des grèves et des lock-outs, le taux d'absentéisme, la fréquence des accidents, les ralentissements de travail, les problèmes de productivité dénotent qu'il y a place pour de l'amélioration dans les relations patronales-ouvrières."[78] On ne doit en somme pas perdre de vue que ces interventions se greffent à la politique de "redéploiement de l'économie qu'entend favoriser le gouvernement"[79] et que cette politique exige une main-d'oeuvre "responsable" tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Cela demeure vrai aussi bien du côté d'Ottawa que du côté de Québec. Et si jamais on y tient vraiment en haut lieu, on songera à un fonctionnement corporatiste dès lors que l'on aura réussi à "responsabiliser" à travers l'émergence d'une "conscience nationale"!

L'EFFRITEMENT DES SOLIDARITÉS SYNDICALES

Compte tenu de l'offensive qui se déployait avec force contre eux, les syndiqués du secteur puplic ont été amenés à se rendre compte que leurs "intérêts et [leurs] besoins coïncidaient avec ceux des autres travailleurs et travailleuses"; ils ont aussi tenté de croire que leurs solidarités s'étaient "élargies, sur le plan de la négociation, mais aussi sur [le plan...] politique".[80] Cette assertion de la C.E.Q., ressemble cependant de plus en plus à un voeu qu'à une réalité solide. Il y a seulement quelques annés, on était assez unanime à travers le mouvement syndical québécois à dénoncer "la politique des petits pas", ou de grignotage des droits syndicaux.

> C'est une politique hypocrite et prenant les apparences de l'objectivité; c'est une politique d'autant plus redoutable et dont il faut absolument que nous prenions conscience. Devant cette politique, profondément vicieuse, il n'y a qu'une attitude possible: refuser absolument de céder du terrain. Les amendements proposés [au code du travail] sont mauvais en eux-mêmes, et ils sont mauvais au surplus parce qu'ils constituent une opération faisant partie, sans doute, d'une campagne à moyen et à long terme, qu'il est impérieux de contrer tout de suite.[81]

Au milieu des années soixante-dix, on partageait encore la conviction que toute attaque contre les syndicats des employés du secteur public représentait une attaque contre l'ensemble du mouvement syndical. Force est de constater un sérieux effritement de la solidarité syndicale. Et cela ne tient pas seulement à la rebuffade servie au Front commun des employés du secteur public et parapublic lors du dernier affrontement avec l'Etat québécois en 1982-1983. Bien sûr, la C.E.Q. a constitué le dernier groupe à renoncer à la résistance contre l'attaque gouvernementale; mais ses membres furent régulièrement les derniers à le faire dans chaque Front commun précédent. Bien sûr, les syndiqués du secteur privé et ceux du secteur public sont devenus suspicieux les uns envers les autres et cela se répercute spécialement au sein de la C.S.N. où les fédérations du secteur privé se trouvent en position

minoritaire.[82] En soulignant que "les fédérations du secteur privé commencent à relever la tête" à la C.S.N.[83], il est tentant de suggérer, comme le fait le président de cette centrale, que "la stratégie de division du gouvernement entre les hauts et les bas salariés a fonctionné".[84] Mais, déjà, au printemps 1976, on affichait peu de sympathie pour les professionnels syndiqués affiliés à la C.S.N. "disant que "ces gens-là" ne croient pas vraiment au syndicalisme, "ils sont trop riches""![85]

En cherchant des explications à ce qui se passe à l'intérieur de la C.S.N., on pourrait se montrer tenté de suggérer, comme on l'a fait pour interpréter la scission qui en 1972 a lourdement affecté cette centrale, que celle-ci n'a pas "su trouver l'heureuse alchimie qui lui aurait permis de conserver les anciens [les cols bleus des secteurs industriels en difficulté] et de faire une place aux nouveaux venus [les employés du secteur public et parapublic]".[86] Il faut cependant bien voir que le problème des relations entre syndiqués du secteur public et syndiqués du secteur privé déborde largement les problèmes de structure et de fonctionnement organisationnels. On peut bien proclamer que "la solidarité syndicale peut même dans l'avenir apporter une transformation profonde de la société"[87]; on doit néanmoins admettre l'extrême fragilité et volatilité de cette solidarité actuellement. Tout au moins doit-on noter que la traduction organisationnelle de cette solidarité semble actuellement très mouvante.

Il est pertinent de constater que les réalignements du syndicalisme ont eu tendance à se manifester aux moments où il subissait les pires assauts du patronat et de l'État. Les attaques répétées du gouvernement Duplessis contre le mouvement syndical avaient sans doute contribué à un rapprochement des organisations syndicales dans les années cinquante, "des négociations [en vue d'une union organique s'étant] même engagées entre le C.T.C. [Congrès du travail du Canada] et la C.S.N."[88]. Les rapports de plus en plus conflictuels entre l'État et ses employés expliquent aussi probablement en grande partie qu'"au début de 1977, la C.S.N. et la C.E.Q. [aient] mis sur pied conjointement un 'Comité de l'unité syndicale' [et aient] soumis un échéancier afin de permettre un large débat sur l'unité syndicale qui pourrait déboucher éventuellement sur la fusion organique des deux centrales"[89]. Il n'est vraisemblablement pas exagéré de soutenir maintenant que les syndiqués du secteur privé affiliés à la C.S.N. éprouvent plus de sympathie pour le "projet de Fonds de solidarité pour la création et le maintien de l'emploi" par lequel la F.T.Q. entend démontrer que "les travailleurs québécois sont prêts à s'impliquer activement pour favoriser une relance économique"[90] que pour toutes les dénonciations à l'emporte-pièce de l'autoritarisme et du "fascisme" du gouvernement Lévesque formulées par les syndiqués du secteur public.

En somme, la volonté des divers gouvernements de construire des solidarités nationales ne peut que forcer une remise en question des formes de l'action syndicale. Plus remarquablement et plus profondément, cet effort de faire émerger des solidarités élargies a toutefois comme effet de faire s'étioler les bases de solidarités sociales traditionnellement plus restreintes. Les

tenants du "dialogue" entre partenaires sociaux et agents de l'économie ont interprété ce résultat de leurs interventions comme "un certain affaiblissement des oppositions à caractère purement idéologique qui ont caractérisé les sociétés occidentales il y a quelques années, période où l'on a assité à des confrontations verbales chez les étudiants, les groupes ethniques, les travailleurs"[91]. Il se révèle toutefois plus avisé de voir avec Alain Lipietz qu'"en fait, c'est un nouveau modèle d'industrialisation, de nouveaux modes de consommations, de nouvelles relations sociales qu'il s'agit d'inventer, au Nord comme au Sud, et nécessairement ensemble".[92] Pour l'instant, le capital et ses agents politiques ont nettement orienté leurs interventions en ce sens, essayant en même temps et avec un succès certain de faire percevoir toute lutte de résistance des forces les plus sévèrement touchées comme lutte d'arrière-garde et rétrograde. C'est la position inconfortable dans laquelle se trouve actuellement placé le mouvement syndical.

Dans un processus de transition comme celui dont on est présentement témoin, "il est difficile aux droits acquis de résister".[93] Surtout quand le recours constant à la majorité silencieuse sert d'alibi aux changements proposés et voile les intérêts ainsi servis: "Tous les systèmes actuels fonctionnent sur cette entité nébuleuse, sur cette substance flottante dont l'existence n'est plus sociale, mais statistique, et dont le seul mode d'apparition est celui du sondage."[94] Mais plutôt que d'imaginer derrière le processus d'homogénéisation apparent et momentanée des sociétés un "trou noir où le social s'engouffre"[95], il semble justifié de voir poindre à l'horizon une organisation renouvelée des relations sociales au sein de laquelle le travail ne sera pas disparu.

Le syndicalisme, forme organisée du travail, subira des transformations se greffant à la redéfinition actuellement en cours du travail dans la mesure même où sa capacité de résistance se révèle grandement affaiblie. L'évocation d'une telle perspective ne justifie pas pour autant les anathèmes sur le peu d'adaptabilité de l'organisation syndicale alors que le travail en général subit des attaques rappelant celles qui avaient accompagné les bouleversements majeurs qui ont historiquement marqué l'organisation du travail social. Au bout du compte, syndiqués ou pas, peu de travailleurs se trouvent à l'abri de la politique de "redéploiement du travail" dont certains éléments viennent d'être retracés, et beaucoup se trouvent profondément tiraillés entre la résistance ou la collaboration. Il demeure grandement présomptueux de soutenir que tout est joué, dans un sens ou dans l'autre.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Vincent Dagenais, "Crise et stratégie syndicale", dans Gilles Dostaler (ed.), La crise économique et sa gestion, Actes du colloque de l'Association d'économie politique (Université du Québec à Montréal, 25-26 septembre 1981), Les Editions du Boréal Express, Montréal, 1982, p. 159.

2. Conseil économique du Canada, Evolution des priorités. Compte rendu de la Conférence économique nationale, (Montréal, 1er-3 décembre 1974), Information Canada, Ottawa, 1975, p. 64.

3. (Collectif), 150 ans de luttes. Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976), Confédération des syndicats nationaux/Centrale de l'enseignement du Québec, Montréal/Québec, 1979, p. 193.

4. Cy Gonick, Inflation and Wage Controls, A Canadian Dimension Publication, [s.l.], 1976, p. 117.

5. Conseil économique du Canada, Les temps difficiles. Politiques et contraintes, Dix-neuvième exposé annuel, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 1982, p. 107.

6. Ibid., p. 108.

7. Idem.

8. (Collectif), 150 ans de luttes, op. cit., p. 195.

9. Conseil économique du Canada, Les temps difficiles, op. cit., p. 107. Ce type d'argument n'est aucunement réservé aux membres du C.E.C.; voir, par exemple, Clarence L. Barber et John C.P. McCallum, Controlling Inflation. Learning from Experience in Canada, Europe and Japan, Institut canadien de politique économique/James Lorimer & Company, Publishers, Ottawa/Toronto, 1982, p. 12.

10. Conseil économique du Canada, Les temps difficiles, op. cit., p. 107.

11. Clarence L. Barber John C. P. McCallum, Controlling Inflation, op. cit., pp. 99-100.

12. Tableau reproduit de Conseil économique du Canada, Les temps difficiles, op. cit., p. 62.

13. Idem.

14. Idem.

15. Conseil du patronat du Québec, Des profits, oui, mais pour qui?, Les Editions du Jour, Montréal, 1976, p. 45.

16. Tableau tiré de L'investisseur étranger, vol. 5, no 1, automne 1981, p. 3.

17. "Niveau de rémunération assez bas au Canada", dans ibid., pp. 2-3.

18. Ibid., p. 3.

19. Tableau tiré de Conseil économique du Canada, Pénuries et carences. Travailleurs qualifiés et emplois durant les années 80, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 1982, p. 78.

20. Ibid., p. 77.

21. Ibid., p. 75.

22. Ibid., p. 3.

23. Ibid., pp. 115-116. Le "budget de relance" présenté le 19 avril 1983 par le gouvernement canadien peut au moins donner prise à des interprétations pas nécessairement orthodoxes!

24. Ibid., p. 75.

25. Ibid., p. 2.

26. John A. Hayes, Economic Mobility in Canada. A Comparative Study, Etude préparée pour le ministère de l'Industrie et du Commerce et le Bureau des relations fédérales-provinciales, Gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 1982, p. 52.

27. Conseil économique du Canada, Pour un commun avenir. Une étude des relations entre le Canada et les pays en développement, Approvisionnements et Services Canada, Hull, 1978, p. 59.

28. William D. Mulholland, "Le monde vu par un banquier", entrevue publiée dans L'actualité, vol. 8, no 4, avril 1983, p. 14.

29. Conseil économique du Canada, Des travailleurs et des emplois. Une étude du marché du travail au Canada, Résumé et recommandations, 1976, p. 56.

30. Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, La conjoncture au Québec au début des années 80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire, La Librairie socialiste de l'Est du Québec, Rimouski, 1980, p. 137.

31. Voir "Lévesque a présidé un 'mini-sommet' en secret", dans Le Devoir, 6 avril 1983, p. 3.

32. Voir Pierre Pelchat, "Donatien Corriveau déplore l'absence de concertation", Le Soleil, 16 avril 1983, p. A4.

33. The Fantus Company (Chicago), Industrial Development in Quebec, Étude préparée pour le ministère de l'Industrie et du Commerce, Gouvernement du Québec, Québec, mai 1972, p. III, 10.

34. Confédération des syndicats nationaux, 89. Le bill Fantus, 1973, p. 11.

35. Ibid., p. 3.

36. Jean-Marc Piotte, "Le syndicalisme au Québec depuis 1960", dans Diane Ethier, Jean-Marc Piotte et Jean Reynolds, Les travailleurs contre l'État bourgeois, avril et mai 1972, Les Editions de l'Aurore, Montréal, 1975, p. 20.

37. Ibid., p. 31.

38. Tableau tiré de Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, L'état de la situation socio-économique, La conférence au sommet, Québec, 1982, p. 59.

39. Centrale de l'enseignement du Québec, Mémoire de la Centrale de l'enseignement du Québec sur le projet de loi no 126 portant sur les conditions minimales de travail, mars 1979, p. 1.

40. Ces données, valables pour 1976, sont tirées de Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, op. cit., p. 60. On y précise:

"Le secteur public comprend les travailleurs oeuvrant au sein de l'administration publique ainsi que dans l'enseignement et les services médicaux et sociaux. Le secteur privé se définit par complément au secteur public."

41. Conseil économique du Canada, Les temps difficiles, op. cit., p. 107.

42. "La crise, ça se combat!", Le monde ouvrier, mars 1982, p. 13.

43. "Seul l'accès massif à la syndicalisation ouvrira la porte à un vrai changement", Le monde ouvrier, juin 1980, p. 8.

44. "Coupures et fermetures: une même lutte", Le monde ouvrier, avril 1982, p. 7.

45. Réactions reproduites dans Centrale de l'enseignement du Québec et Confédération des syndicats nationaux, Mémoire commun de revendications présenté par la C.S.N. et la C.E.Q., au gouvernement du Québec, 28 février 1977, p. 62.

46. René Lévesque, Discours inaugural, 23 mars 1983, Extraits reproduits dans Le Soleil, 24 mars 1983, p. A-13.

47. Gérard Dion, "D'abord enrayer la désyndicalisation" Le Devoir, 20 avril 1983, p. 7.

48. Confédération des syndicats nationaux, Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel. La C.S.N. propose un changement radical, 1971, p. 3.

49. Confédération des syndicats nationaux, Du travail pour tout le monde, Manifeste des travailleurs et travailleuses victimes de fermetures d'entreprises et de licenciements collectifs, 1982, p. 19.

50. Centrale de l'enseignement du Québec, Négociation C.E.Q. Animation, (Pour des solutions sociales et progressistes à la crise), février 1982, p. 21.

51. Jean-Claude Tardif, "Quand le travail s'ébarouit, le travailleur prend le rhume", Magazine C.E.Q., (Economie), Hiver 1982 , p. 11.

52. Propos du ministre Yves Bérubé cités dans Centrale de l'enseignement du Québec, Le droit de grève: outil de la démocratie, facteur de progrès social, Mémoire présenté à la Commission parlementaire du travail et de la main-d'oeuvre sur les moyens d'améliorer les négociations et l'exercice du droit de grève, septembre 1981, p. 22.

53. Albert O. Hirschman, Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée, Coll. Sociologies, Presses universitaires de France, Paris, 1980 (1977), p. 34.

54. Propos de l'ex-ministre Rodrigue Tremblay, cités dans Centrale de l'enseignement du Québec, Le développement économique au service du peuple québécois, Point de vue sur la réalité socio-économique du Québec, Sommet économique de Pointe-au-Pic, 24-26 mai 1977, p. 9.

55. Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Le bilan des conférences socio-économiques du Québec, de mai 1977 à décembre 1978, mars 1979, p. 93.

56. Discours d'ouverture du Premier ministre, dans Rapport, Le sommet économique, Pointe-au-Pic, mai 1977, p. 14.

57. Chambre de commerce de la province de Québec, Politiques d'action/75, Montréal, 1975, p. 38.

58. Gouvernement du Québec (Ministère d'État au Développement économique), Bâtir le Québec. Enoncé de politique économique, Editeur officiel du Québec, Québec, 1979. p. 100.

59. Enoncé retracé dans un feuillet conçu par le Parti québécois pour sa campagne de financement du printemps 1983.

60. Centrale de l'enseignement du Québec, BATIR LE QUEBEC ou l'exploitation tranquille de la majorité, Edition spéciale de la revue Ligne directe, février 1980, p. 11.

61. Gouvernement du Québec (Ministère d'État au Développement économique), op. cit., p. 61.

62. Leo Panitch, "Corporatism in Canada?", dans Richard Schultz, Orest M. Kruhlak et John C. Terry (dir.), The Canadian Political Process, Holt, Rinehart and Winston of Canada, Toronto, 3ème éd., 1979 (1970), p. 53.

63. Pierre Elliott Trudeau, "La province de Québec au moment de la grève", dans Pierre Elliott Trudeau (dir.), La grève de l'amiante, Les Editions du Jour, Montréal, 1970, p. 35.

64. Leo Panitch, op. cit., p. 53.

65. Gouvernement du Québec (Ministère d'État au Développement économique), op. cit., p. 85.

66. Congrès du travail du Canada, "Labour's Manifesto for Canada", dans Robert K. Logan (dir.), The Way Ahead for Canada. A Paperback Referendum, Lester and Orpen, Toronto, 1977, pp. 98-99.

67. Centrale de l'enseignement du Québec, Propositions pour une sortie de crise à l'avantage de la majorité, Conférence au sommet de Québec, 5-7 avril 1982, p. 2.

68. Richard W. Phidd et G. Bruce Doern, The Politics and Management of Canadian Economic Policy, The Macmillan Company of Canada, Toronto, 1978, p. 548.

69. Conseil des ministres au Développement économique, Vers la croissance industrielle. Poursuite du dialogue, Gouvernement du Canada, Ottawa, 1979, p. 1.

70. Douglas Brown et Julia Eastman, The Limits of Consultation. A Debate Among Ottawa, the Provinces and the Private Sector on an Industrial Strategy, Industrial Policy Series, Conseil des sciences du Canada/ Institute of Intergovernmental Relations (Queen's University), Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 1981, p. 42.

71. Mitchell Sharp, "Relations canado-américaines: choix pour l'avenir", Perspectives internationales, numéro spécial, automne 1972, pp. 20-21.

72. Ibid., p. 21.

73. Leo Panitch, p. 54.

74. Idem.

75. Gouvernement du Québec (Ministère d'État au Développement économique), op. cit., p. 141.

76. Ibid., p. 140.

77. Ministère du Travail (Gouvernement du Québec), Le travail. Point de vue sur notre réalité, Le sommet économique du Québec, mai 1977, p. 17.

78. Ministère d'État au Développement économique, Le virage technologique. Bâtir le Québec - Phase 2. Programme d'action économique 1982-1986, Gouvernement du Québec, Québec, 1982, p. 211.

79. Gouvernement du Québec (Ministère d'État au Développement économique), op. cit., p. 272.

80. Centrale de l'enseignement du Québec, Contre-réforme et appel au corporatisme. Propos sur un discours ministériel, Négociation C.E.Q. Animation, février 1982, p. 5.

81. Confédération des syndicats nationaux, Le gouvernement capitaliste contre le syndicalisme. Organisons la résistnce, mai 1975, p. 6.

82. Voir Pierre Pelchat, "La FAS au coeur du désaccord. Frictions entre élus du privé et du public", Le Soleil, 19 avril 1983, p. A2.

83. François Demers, "Syndicalisme: la grande dérive", dans Le temps fou, no 27, avril 1983, p. 29.

84. Pierre Pelchat, "Entrevue avec Donatien Corriveau. A l'heure des choix", Le Soleil, 23 avril 1983, p. B3.

85. Pierre Dupont et Gisèle Tremblay, Les syndicats en crise, Les grands dossiers de l'actualité, Les Editions Quinze, Montréal, 1976, p. 53.

86. Jacques Rouillard, Histoire de la C.S.N. (1921-1981), Les Editions du Boréal Express/Confédération des syndicats nationaux, Montréal, 1981, p.242.

87. Ibid., p. 307.

88. Paul Bélanger, "Mutations du syndicalisme québécois: hypothèse en vue d'une recherche", dans Fernand Harvey (dir.), Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, Coll. Etudes d'histoire du Québec, Les Editions du Boréal Express, Québec, 1973, p. 194.

89. (Collectif), 150 ans de luttes, op. cit., p. 205.

90. "La F.T.Q. lance son fonds de solidarité pour la création et le maintien de l'emploi", Le monde ouvrier, avril 1983, p. 10.

91. Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, Le bilan des conférences socio-économiques du Québec, op. cit., p. 94.

92. Alain Lipietz, De la nouvelle division internationale du travail à la crise du fordisme périphérique, Invervention au colloque "Problemi della reprisa europea e del nuovo ordine economico internazionale", Modène, 25-27 novembre 1982, p. 34.

93. Lewis A. Coser, Les fonctions du conflit social, Coll. Sociologies, Presses universitaires de France, Paris, 1982 (1956-1967), p. 95.

94. Jean Baudrillard, A l'ombre des majorités silencieuses ou la fin du social, Bibliothèque Médiations, Denoël/Gonthier, Paris 1982 (1978), p. 25.

95. Ibid., p. 9.

Chapitre 19

DISCOURS DES PARTIS SUR LA CRISE ET CRISE DES DISCOURS PARTISANS AU QUÉBEC

Jean-Pierre BEAUD*

> "Les partis, comme les tendances au sein des partis, n'ont d'existence que relationnelle et il serait vain d'essayer de définir ce qu'ils sont et ce qu'ils professent indépendamment de ce que sont et professent leurs concurrents au sein du même champ".
>
> Pierre Bourdieu,
>
> "La représentation politique", Actes de la recherche en sciences sociales, no 36-37, février-mars 1981, p. 9.

Le court texte qui suit n'est que l'ébauche d'une réflexion sur le thème des partis au Québec face à la crise. Nous voudrions en fait dans les prochaines pages, d'une part, présenter l'analyse que font de la crise (essentiellement de la crise économique) les principaux partis (PQ et PLQ) présents sur la scène provinciale et surtout, d'autre part, faire "l'analyse de ces analyses". Nous nous en tiendrons donc aux discours que produisent et reproduisent les partis, sans chercher à savoir (ce pourrait être le but d'une autre recherche) si effectivement les partis, les gouvernements font ce qu'ils disent faire ou vouloir faire, ni si l'analyse qu'ils font de la situation est juste. Notre but n'est donc pas, nous instituant en expert, de décerner à tel ou tel parti le prix de la bonne analyse, mais il est de voir la logique de la production des discours sur la crise, d'analyser ces discours pour ce qu'ils sont au moins partiellement, c'est-à-dire des éléments (des armes) dans la lutte que se livrent les organisations pour le contrôle du pouvoir politique.

La crise est donc un prétexte pour analyser le champ politique et les luttes entre les acteurs de ce champ. C'est aussi, dirions-nous, un "bon" prétexte, en ce sens que ce thème semble s'être imposé à ces acteurs comme le point central de leurs discours. On pourra dire qu'il ne pouvait en être autrement, tant les effets de la crise sont voyants (nombre de chômeurs, fermetures d'entreprises,...). Il n'est pas bien sûr dans notre intention de

* Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

nier la réalité de ces effets. Ce que nous aimerions montrer, toutefois, c'est que ce thème, loin de s'être imposé naturellement comme thème central, a été le résultat des luttes entre les agents du champ politique, alimentées, il est vrai, par d'autres luttes extérieures à ce champ. En fait, comme on le verra, c'est au moins autant sur la priorité à accorder à un thème que sur les solutions à adopter, sur les politiques à mener que se nouent les oppositions à l'intérieur du champ. L'enjeu et le résultat de la lutte que se livrent les organisations et à travers elles les hommes et femmes politiques, c'est d'abord l'imposition du thème dominant, du terrain (économique, politique, "constitutionnel",...) sur lequel on va se battre.

Analyser les discours sur la crise, c'est aussi analyser les luttes pour l'imposition des définitions, du vocabulaire même qui serviront à penser le réel. Par exemple, il n'est pas indifférent que l'on parle de crise plutôt que de récession ou de difficultés, qu'on en étende les effets au-delà du domaine économique plutôt que de l'y restreindre, etc. Il serait important de saisir la logique de cette lutte. La recherche que nous avons entreprise et qui sous-tend ce texte devrait y contribuer,

Analyser les discours sur la crise, c'est également s'interroger sur l'efficacité de ces discours. Comme le soulignent avec lucidité les auteurs d'un document du Parti québécois sur la crise économique et politique, "les périodes de crise remettent dramatiquement en question les projets politiques et les institutions qui permettent de les réaliser".[1]

Nous chercherons alors à savoir s'il n'y a pas une crise des discours partisans et si oui, comment elle se manifeste.

LA CRISE: THÈME DE DISCOURS, THÈME DE DISCORDE

Comme le fait remarquer Pierre Bourdieu, le discours d'un parti politique et de son personnel ne saurait s'interpréter indépendamment des discours des autres partis et des personnels concurrents. Plus précisément,

> "... la production de prise de position dépend du système des prises de position concurremment proposées par l'ensemble des partis antagonistes, c'est-à-dire de la problématique politique comme champ de possibilités stratégiques objectivement offertes au choix des agents sous la forme des positions effectivement occupées et des prises de position effectivement proposées dans le champ".[2]

Le discours des partis politiques ne serait donc jamais vraiment un discours "au premier degré", ce serait toujours un discours à partir d'autres discours et même souvent un "discours sur d'autres discours".

Et le thème central autour duquel s'articuleront, devront s'articuler ces discours, ces prises de position est bien le premier enjeu des luttes symboliques que se livrent les organisations partisanes. Il s'agit alors, nous l'avons dit, d'imposer le terrain d'affrontement et plus fondamentalement d'imposer l'idée que l'on a amené l'adversaire à reconnaître la priorité de ce terrain. Cette stratégie, on le comprendra, est surtout typique des forces d'opposition; elle se dégage très clairement des propos des libéraux provinciaux. Ainsi pour Gérard D. Lévesque:

> "Il convient (...) de noter que toute la scène politique québécoise a été dominée de 1976 à la fin de 1981, par le débat sur la question nationale, le référendum et le rapatriement de la Constitution. Dans presque tous les cas, l'objectif de croissance économique était soit absent, soit secondaire".[3]

Ce ne serait donc, selon Gérard D. Lévesque, que tout récemment, alors que la crise devenait évidente, que le Parti québécois aurait consenti à porter, timidement et à regret, le débat sur le terrain de l'économie. L'affrontement, toutefois, n'aurait pas eu lieu faute d'adversaires, le Parti québécois et le gouvernement qui en est issu ayant finalement "quitté l'arène".[4] Il s'agit donc pour le PLQ tout à la fois d'imposer le terrain économique comme terrain de lutte, ou plus précisément "d'imposer l'idée qu'on a imposé ce terrain", d'arracher à l'adversaire l'aveu que voilà bien un terrain d'importance (ou d'imposer l'idée qu'on a arraché cet aveu) et de montrer que même dans les moments difficiles que nous vivons le PQ reste accroché malgré tout au débat national (ou d'en imposer l'idée).

Le problème n'est donc pas tant de savoir si effectivement c'est bien le Parti libéral qui a réussi à faire porter le débat sur l'économie, mais de savoir s'il a bien réussi à en imposer l'idée. Il semble que sur ce point ses efforts n'aient pas été vains, comme en témoignent les réactions à l'annonce que la prochaine élection porterait sur le thème de l'indépendance[5], même s'il est vrai qu'ils n'ont pas été totalement "couronnés de succès". En effet, c'est peut-être autant le thème de la crise (privilégié par le PQ) que celui de l'économie (privilégié par le PLQ) qui a été le dénominateur commun des discours politiques récents. Et ce thème doit sans doute sa "popularité" au fait, bien sûr, qu'il est d'actualité[6] et qu'on ne peut ignorer totalement les revendications de ceux qui font les frais de la crise et surtout de ceux qui s'en font les porte-parole, et au fait qu'il est un substitut, de par sa polysémie, de tous les thèmes traditionnellement privilégiés par les agents du champ politique québécois. Ainsi, derrière ce thème, il faut voir, pour le Parti libéral du Québec par exemple, le thème de l'économie. Une autre lutte importante, indissociable de la première, concerne donc la façon de poser le problème de la crise: qu'y a-t-il, que met-on derrière ce terme ("crise") presque magique, puisqu'il permet de donner des apparences d'explication aux phénomènes qu'on ne sait, qu'on ne veut expliquer (le fameux "c'est-la-faute-à-la-crise")?[7]

LA CRISE: LES DIAGNOSTICS

La crise, affirment les libéraux, étant essentiellement économique, la façon d'en sortir c'est par l'économie et par le changement des attitudes ("le virage idéologique" dont parle par exemple Raymond Carneau[8]) qui lui sont liées. Comme le mentionne très clairement Reed Scowen,

> "Dans ce débat sur les rôles respectifs des secteurs public et privé dans l'économie, les seules idéologies dont nous pouvons tenir compte sont: le pragmatisme, les coûts, l'efficacité et la compétitivité".[9]

Cette crise, reconnaissent-ils, frappe plus durement le Québec que la plupart des autres provinces canadiennes, et à ce propos ils font à peu près le même constat que les péquistes. Toutefois, les raisons de cette moindre résistance du Québec à la crise tiendraient, d'une part, à un déplacement "naturel" (l'Ontario en faisant également les frais) des activités vers l'ouest du continent[10], d'autre part, au retrait du gouvernement provincial du terrain économique[11] et à son incapacité à gérer les affaires de la province.[12] La crise, selon les libéraux, existerait bien certes, mais comme une contrainte qui s'impose à tous: elle serait en fait un test permettant de départager les bons gouvernements (les bons gestionnaires) des mauvais. Les meilleurs s'adapteront aux nouvelles conditions économiques, prospèreront, les moins bons disparaîtront: c'est en ces termes qu'il faudrait ultimement poser le problème.[13]

La crise au Québec, répondent les péquistes, est autant politique qu'économique, ou plutôt si cette crise qui est mondiale[14] frappe si fort le Québec, c'est du fait de la spécificité économique et politique de "la province":

> "... la situation de dépendance politique du Québec explique pourquoi le Québec est doublement touché par la crise économique et pourquoi il est toujours affecté davantage quand les temps sont durs".[15]

En fait il y aurait, comme l'explique par exemple Sylvain Simard, deux logiques inconciliables: une logique canadienne et une logique québécoise.

> "Favoriser les exportations de produits finis, c'est un objectif qui passe obligatoirement par la croissance de l'Ontario, parce que c'est là que se retrouvent les principales industries manufacturières canadiennes qui visent les marchés internationaux (...). Disons-le franchement. Même s'il n'était composé que d'amoureux inconditionnels de Québec, un gouvernement fédéral qui agirait autrement mènerait une politique désastreuse pour l'ensemble du Canada (...). Le gouvernement fédéral n'a pas le choix, qu'il soit libéral ou conservateur. Ou plutôt il a le choix: écraser le Québec, ou écraser le Canada".[16]

C'est ce qu'exprime en une formule Pierre Fréchette, professeur au département d'économique de l'Université Laval:

> "Monsieur Trudeau protège le dollar canadien avec les chômeurs québécois".[17]

La crise serait même d'abord politique, le Canada étant affligé, comme l'écrivent les responsables du Centre d'animation politique, d'une crise politique permanente.[18] La crise économique serait alors en quelque sorte le révélateur d'une crise politique structurelle.

Une bonne partie du débat actuel porte donc sur la façon de porter le problème de la crise, et à ce propos le colloque auquel nous participons alimente lui aussi le débat: derrière le titre même du colloque apparaît une façon de penser la crise, de penser les rapports entre l'économique, la politique et l'idéologique, puisqu'on y parle de "crise" économique, de "transformations" politiques et de "changements"idéologiques.

Imposer une façon de "lire la crise, c'est aussi imposer une façon d'en sortir: s'il est vrai que la crise au Québec est autant politique qu'économique, ou plus exactement qu'on ne saurait dissocier la crise économique de la crise politique structurelle, alors on ne peut songer à des remèdes purement économiques. C'est pourquoi la lutte entre les organisaitons, et donc indirectement celle entre les groupes, classes, fractions de classes qu'elles mobilisent, qu'elles représentent (aux deux sens du terme - "rendre présent, rendre visible" et "agir au nom de ..." -), est si importante pour la définition même du "mal qui frappe le Québec".

Quel est le résultat - provisoire - de cette lutte? L'état actuel de nos recherches ne nous permet pas de le dire. Tout au plus pouvons-nous fournir quelques éléments de réponse. Il semble tout d'abord que le Parti québécois éprouve certaines difficultés à "faire valoir" son message. Mais peut-il en être véribablement autrement? Son discours, comme d'ailleurs celui de tous les partis au pouvoir qui tentent de convaincre les électeurs de changer le système, n'est-il pas piégé? S'il est un bon gouvernement provincial, s'il réussit à gérer convenablement les affaires du Québec, ne conforte-t-il pas le système qu'il dénonce? S'il échoue par contre, s'il ne peut faire aussi bien que les autres, s'il ne peut atteindre ses objectifs par la faute du système, ne se "brûle"-t-il pas plus qu'il ne "brûle" le système, aux yeux de l'électorat? Le Parti québécois en fait échapperait difficilement à une logique de perversion qui veut que quelle que soit la stratégie suivie, le résultat obtenu n'est jamais celui espéré. Contraint, pour échapper à une logique, de toujours expliquer que "si ça va mal, c'est de la faute du système", "si ça va bien, c'est malgré le système", le Parti québécois, plus encore que ses adversaires, est sensible à toute remise en cause générale des discours de partis. Cette lassitude, ce désenchantement, cet apolitisme que d'aucuns croient déceler, le Parti québécois aurait bien involontairement contribué à les créer et en ferait en quelque

sorte les frais. Arrivera-t-il à convaincre la population que la souveraineté est un outil contre la crise économique[19] que

> "c'est à moyen et à long terme, c'est-à-dire pour la période qu'il faut pour réaliser les investissements qui créeront les emplois de demain, que l'indépendance aura ses effets les plus bénéfiques sur le plan économique"?[20]

que

> "lorsque les Québécois auront décidé démocratiquement de centraliser leurs décisions à Québec, et lorsque les Canadiens auront décidé de centraliser, à leur façon, les leurs à Ottawa, les deux logiques cesseront d'être contradictoires pour devenir, pour la première fois de leur histoire, complémentaires"?[21]

Les difficultés que le PQ éprouve actuellement pour mobiliser son électorat traditionnel (cf. la dernière campagne de financement) laissent à penser qu'il lui faudra plus que des discours sur la social-démocratie et sur l'indépendance pour surmonter et la crise économique et la crise politique.

Il y aurait donc, c'est du moins l'hypothèse qu'à ce stade nous formulons, crise du discours péquiste, ou plus exactement crise d'un certain discours péquiste. Et si nous parlons de crise, ce n'est pas seulement parce que le Parti québécois ne parvient pas à imposer son explication (la crise économique est d'autant plus ressentie au Québec qu'elle est doublée ici d'une crise politique) et ses solutions (l'indépendance et la social-démocratie), puisqu'en fait le coeur même de ce message ne semble jamais s'être vraiment imposé[22], mais aussi et surtout parce qu'un certain nombre de ceux qui traditionnellement reproduisaient, relayaient, approuvaient ce discours, le remettent actuellement en cause.

Même s'il est difficile d'expliquer les problèmes de recrutement et de financement[23] qui se posent actuellement à l'organisation uniquement comme les effets d'une désaffection du public vis-à-vis du message péquiste traditionnel, de nombreuses recherches ayant montré que les causes idéologiques étaient loin de rendre compte à elles seules, par exemple, du phénomène du militantisme[24], il demeure que ce message, quoique imparfaitement maîtrisé, sans doute, par certains sympathisants, adhérents et même militants, doit bien au moins avoir servi à rationaliser quelques départs, retraits, ...

Très significatifs nous paraissent être, d'une part, les critiques (inadéquation entre un certain discours et une certaine pratique, par exemple) venant de milieux anciennement très favorables au parti (enseignants, intellectuels, ...), et d'autre part, surtout, les problèmes "générationnels" qui travaillent l'organisation. Les jeunes, rappelons-nous que pendant longtemps

le Parti québécois a été considéré comme le parti des jeunes[25], y entreraient moins qu'auparavant et s'y sentiraient souvent mal à l'aise.[26]

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'à l'intérieur même du parti plusieurs proposent soit de "ranimer les ardeurs militantes" en fixant de nouveaux objectifs (création d'une aile fédérale et donc création d'une nouvelle structure, de nouveaux postes et peut-être d'un nouveau discours ou du moins d'une nouvelle version d'un discours traditionnel), soit d'amorcer une réflexion sur le programme du parti, qui pourrait aller, comme le suggère Sylvain Simard, jusqu'à une remise en question de celui-ci: la "crise de l'État-providence" rendrait urgente une telle refonte de la pensée du parti concernant l'État. On proposerait donc, en quelque sorte, de modifier, au moins partiellement, le discours tenu par l'organisation.

Si nous avons parlé jusqu'ici de la crise d'un certain discours, et non de la crise de l'ensemble des discours produits par l'organisation, c'est que, est-il besoin de le rappeler, un parti tient rarement un seul discours et que ce qui est vrai d'un message n'est pas nécessairement vrai de tous les messages. Ainsi, il nous semble qu'un autre discours tenu également par l'organisation et principalement par le gouvernement qui en est issu tend, au niveau du champ politique et au moins dans certaines couches de la population, à trouver un écho, ou peut-être est-il tout simplement l'écho d'un autre discours (celui tenu, par exemple, par le PLQ): le débat y est centré autour des notions de secteur privé, de productivité, d'économie(s), ...[27]

À qui attribuer la paternité réelle d'un tel discours? C'est là bien un des enjeux de la lutte que se livrent les organisatons (partisanes et autres) et même les fractions à l'intérieur de ces organisations.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. La souveraineté: outil de développement économique, document diffusé par le Secrétariat national du Parti québécois, sans date.

2. "La représentation politique. Élément pour une théorie du champ politique", Actes de la recherche en sciences sociales, nos 36-37, février-mars 1981, p. 9. Comme on le verra, notre texte doit beaucoup aux travaux de Pierre Bourdieu.

3. Notes pour le discours de G.D. Lévesque en réponse au discours inaugural du 23 mars 1983, document diffusé par le Siège social du Parti libéral du Québec.

4. "La dernière session devrait être (...) celle de la "priorité à l'économie". Le discours économique du gouvernement est demeuré jusqu'à la fin ce qu'il était dès le 9 nov. 81: un effort de rhétorique qui n'a eu aucune suite positive digne de mention. L'incohérence dans l'action, le divorce entre le discours et les actes sont demeurés la première caractéristique de l'attitude gouvernementale", Notes pour le discours de G.D. Lévesque en réponse au discours inaugural du 23 mars 1983, document déjà cité.

5. Voir à ce propos, exemple parmi bien d'autres, la première question que les journalistes de Plus (supplément hebdomadaire de La Presse) posaient tout dernièrement à René Lévesque: "Vous avez évoqué vous-même la possibilité que la prochaine élection se fasse sur l'indépendance. Dans le contexte actuel, après le conflit du secteur public, après le référendum, après la récession, comment peut-on penser que cette question puisse être de brûlante actualité"?, Plus, vol. 1, no 15, 21 mai 1983, p. 3.

6. Mais n'est-ce pas là d'ailleurs une tautologie? Un thème d'actualité n'est-il pas d'abord, les dirigeants d'organisations le savent bien, un thème que l'on impose comme étant d'actualité?

7. Il n'est pas question, répétons-le, de nier ici qu'il y ait crise ni qu'on puisse rendre compte de bien des phénomènes à partir du concept de crise. Il nous apparaît toutefois qu'il sert bien souvent, et nous ne devons pas nous en étonner, à évacuer les véritables problèmes: s'il est vrai que la crise est mondiale, quelle est alors "notre" marge de manoeuvre? Bien des discours (gouvernementaux et autres) sont de ce type. Il faudrait également se demander ce que cela signifie que de parler de "crise des théories", "crise du marxisme", "crise économique", "crise politique", "crise ...".

8. Pierre O'Neill, "Raymond Garneau en appelle au virage idéologique pour la relance du Québec", Le Devoir, 19 mai 1983.

9. "Parachever la Révolution tranquille: un programme pour le Parti libéral du Québec", Le Devoir, 19 mai 1983.

10. "Par contre, il était très évident dès cette époque que notre économie subissait une tendance favorisant le déplacement de l'activité économique vers l'ouest du pays, et, dans une moindre mesure, vers la côte est. Cela signifiait qu'en pratique, pour un avenir prévisible, l'économie des régions comprises entre le Nouveau-Brunswick et le Manitoba sont devenues et resteront plus vulnérables à la conjoncture que le reste du Canada", Notes pour le discours de G.D. Lévesque en réponse au discours inaugural du 23 mars 1983, document déjà cité.

11. "Quand ce momentum a été dissipé, quand les investissements de l'Hydro ont commencé à plafonner (comme le reconnaît le ministre des Finances), quand le dollar canadien s'est stabilisé, nous au Québec sommes plongés "tête baissée" dans le débat national et la polarisation référendaire (la seule vraie priorité du gouvernement actuel)", ibid.

12. "L'incohérence dans l'action, le divorce entre le discours et les actes sont demeurés la première caractéristique de l'attitude gouvernementale (...). Non seulement le gouvernement n'est-il pas parvenu à endiguer la débâcle économique et la contraction spectaculaire de l'emploi et des revenus, mais il y a lui-même contribué puissamment..." ibid.

13. Ce raisonnement, bien sûr, n'est pas spécifique au Parti libéral: il est devenu courant (cf. également tout le discours autour du "virage technologique") de poser le problème de la crise en termes de "défi à surmonter", faute de quoi ...

    On s'interrogera également sur cette idée devenue un cliché selon laquelle après tout la crise aurait du bon puisqu'elle nous contraindrait à nous débarasser de nos mauvaises habitudes.

14. "Nous sommes tous dans la même galère économique", extrait de l'allocution de Sylvain Simard, vice-président du Parti québécois, au colloque organisé par le PQ sur le thème "L'économie du Québec, crise et mutation", dimanche 27 mars 1983, Université de Montréal.

15. La souveraineté: outil de développement économique, document déjà cité.

16. Voir le texte, déjà cité, de son allocution au Colloque sur "l'économie du Québec, crise et mutation".

17. Sur la situation économique et l'État québécois, dossier du Centre d'animation politique, Montréal, Parti québécois, mai 1982, p. 20.

18. Voir l'ensemble du dossier intitulé "L'économie du Québec: crise et mutation, dans lequel on insiste particulièrement sur les deux logiques contradictoires:

    > "La logique canadienne s'appuie donc inévitablement sur la lente érosion de la société québécoise. Parier sur cette logique, c'est accepter que doive disparaître un jour ou l'autre cette société distincte et originale (...). Il n'y a pas de malice dans cette fatalité. Pour des raisons de progrès et, jusqu'à un certain point de survivance, la société canadienne-anglaise ne peut pas laisser le Québec devenir contagieux ...", p. 21.

19. Voir le document déjà cité intitulé La souveraineté: outil de développement économique.

20. Allocution de Sylvain Simard, texte déjà cité.

21. Dossier sur L'économie du Québec: crise et mutation, texte déjà cité, p. 22.

22. Voir, par exemple, les résultats du référendum.

23. Baisse très importante du nombre des adhérents, puisqu'on serait actuellement très loin des 300 000 membres que le parti aurait eu à un moment (on parle aujourd'hui de 160 000 adhérents); objectif "modeste" de la dernière campagne de financement.

24. Voir, par exemple, les travaux de Daniel Gaxie.

25. Voir, pour ce qui concerne l'analyse du personnel péquiste, notre étude "Hiérarchie partisane et sélection sociale: l'exemple du Parti québécois (1968-1978)", dans V. Lemieux, dir., Personnel et partis politiques au Québec, Montréal, Boréal Express, 1982.

26. Voir, par exemple, les propos récents du député Gilles Baril.

27. Ce qui ne veut pas dire qu'on n'y parle point d'indépendance ou même de social-démocratie.

Chapitre 20

SOCIAL DEMOCRACY AND THE UNIONS: WHAT'S LEFT ?

John RICHARDS*

In this essay I advance two theses. The particular thesis is that the NDP's attempt to transplant the British Labour Party model of politics into Canadian political soil has reached the limit of its potential. If the federal NDP is to make any significant electoral advance, its leaders must undertake some strategic changes. The more general thesis is that, in North America, social democratic parties can only achieve electoral success by adopting strategies best described as populist. Populism is an exasperating concept because it refers to such seemingly unrelated things. In due course I shall attempt to lend it some precision.

The first section summarizes evidence from recent polls and the British Columbia election on the electoral prospects of the two Canadian political parties that lay claim to the label "social democrat" - the New Democratic Party and the Parti Quebecois. They are currently both in serious trouble. The second section considers the contradictions posed for a social democratic party if it fails to recognize the extent to which trade unions, in a post-Wagner Act age of industrial relations, have become significant "vested interests". The third is an historical sketch of the evolution of anglophone social democrats from pursuit of a "left populist" to "labour party" strategy since the 1930's depression.

Were elections held at the time of writing in May 1983, poll results imply the PQ would decisively lose office. An interesting parallel exists between the "winters of discontent" experienced by the PQ in 1982-83 and by the British Labour government in 1978-79. In the British case, bitter public sector strikes erupted against the wage restraints imposed under the government's incomes policy. In Quebec public sector, workers struck over the government's rupture of past trends in public sector bargaining policy: its decision to constrain the aggregate public sector wage bill and divert public funds towards stimulation of private sector emloyment. In both instances the immediate response of the majority was a conservative one, "a plague on both

* Professeur d'économie politique à la Faculté d'administration, Université Simon Fraser.

your houses": on organized labour for its expectations of growth in real wages during periods of low or negative growth in national (provincial) real income and its resistance to policies intended to increase labour productivity, and on social democratic parties for having, in the past, displayed favouritism to "big unions".

Turn to the NPD. In a current election, poll results suggest the NDP caucus would be reduced to a rump representing concentrated islands of working class voters in Vancouver, Winnipeg, and perhaps Oshawa (the riding of the pary leader, Ed Broadbent). During the worst economic depression since the 1930's, popular support for the NDP has stagnated; it has fluctuated around 20%, the level garnered in the last federal election of 1980. The party to profit from public dissatisfaction with federal government economic policies has been the Conservatives, and this to such an extent the next federal election looms for the NDP as a repeat of John Diefenbaker's moment of populist glory in 1958. Between the elections of 1957 and 1958 the popular vote for the Co-operative Commonwealth Federation (CCF), the NDP'S predecessor, did not decline dramatically (from 10.7% to 9.5%), but representation in the House of Commons fell from 25 to 8. The massing of voters behind one of the "old-line" parties defeated CCF MPs who depended for victory - as do current NDP MPs - on "coming up the middle" in three-way contests. The problem facing the NDP has been curtly summarized by Allan Gregg, a professional pollster:

> When you ask the question which party is least likely to represent your own interests, 61% of people cite the NDP right off the top, notwithstanding the huge antipathy to the federal Liberals right now.[1]

The shock to CCF members of their 1958 electoral catastrophe was probably a necessary precondition to their accepting reorganization of the CCF into the NDP, and it may well require a similar electoral catastrophe in 1984 (George Orwell's prophetic date) before the current generation of NDP leaders undertakes any substantial reassessment of strategy.

The recent election in British Columbia can only add to the foreboding among those in the federal NDP. In the previous provincial election, held in May 1979 during a "boom" phase for provincial ressource sectors, Social Credit won a narrow victory over the NDP, both in the legislature (31 to 26 seats) and in the popular vote (48.2% to 46.0%). By contrast, the election in May 1983 took place during a "bust" phase: the relative decline in provincial employment between 1981 and 1982 was second only to Quebec's. Since 1981, the provincial government has invested massively in the rail infrastructure required to develop coal deposits in the Northeast of the province - at a time of falling real energy prices and low export demand. Thereby it exposed itself to criticism for having squandered public funds by seriously overestimating the growth in export demand, and having exacerbated unemployment in the long-established southeastern coal fields. Polls commissioned by the two major parties between 1979 and 1983 had at various times given the NDP a lead in excess of 10%. As late as March 1983, the NDP's polling gave it a lead in the

16 most marginal ridings of 6%; this compared to a 2% lag in these ridings in 1979. Yet Social Credit won - handsomely in terms of the legislature (35 to 22 seats by the unofficial count), more narrowly in terms of popular vote (49.8% to 44.9%).

The major national parties, Conservative and Liberal, are diminutive actors on the provincial stage, but given the small spread between Social Credit and NDP in many ridings, their votes affected some outcomes. In 1979, the provincial Conservatives fielded a full slate; in 1983 they fielded few candidates and their popular vote collapsed (5.1% to 1.2%). Undoubtedly most 1979 Conservatives voted Social Credit or Liberal in 1983. The Liberals did the reverse - few candidates in 1979, nearly a full slate in 1983 - and their vote increased accordingly (0.5% to 2.7%). I surmise that the Liberals drew voters in roughly equal numbers from each of the two major parties plus Conservatives. None of these electoral shifts among minor parties suffice to explain the NDP to Social Credit swing between the pre-election polls and the election results.

One explanation is sampling error in polling, but the size of the swing makes that highly unlikely. A reasonable hypothesis - no polling evidence exists to confirm or refute - is that, in a context where neither party advocated any clear policy initiatives, the one issue that emerged during the campaign, public sector compensation levels, proved decisive. NDP leader Dave Barrett consciously avoided specific policy on grounds that any policy, radical or moderate, inevitably creates potential losers as well as winners, and that a party maximizes votes by ambiguity: alienate no one: "leave them guessing". The NDP based its campaign on a vague promise to spend 500 $ million on job creation - without specifying whether the jobs were to be in the public or private sector, in forestry or some other industry, temporary or permanent. Social Credit promised "more of the same". The result was qualified tentative preferences by many marginal voters, and a high level of undecided in polling. Midway in the campaign, Barrett stated his intention to abolish the provincial program of restraint imposed on public sector salaries. By general consensus of Social Credit spokesmen and by begrudging admission of many for the NDP, this became the central issue, to the extent one existed, that swung marginal voters away from the NDP. Barrett's position strengthened union support for the NDP, but these votes were already his. Among marginal voters, Premier Bennett succeeded in raising the spectre of a NDP government awarding large salary increases, financed by the average taxpayer, to public sector workers.

The common thread running through these poll and electoral results is the relation between social democratic parties and organized labour. Since the founding of the NDP in 1961, the strategic option pursued by anglophone social democrats has been to create a Canadian equivalent of the British Labour Party. In an attenuated form, this strategy embodies the Marxist idea that a party of the left should be the "political arm of labour", and the Jacobin ideal of a powerful centralized state. In particular, this meant copying the

British tradition of a formal affiliation between a parliamentary party and a trade union congress. It also meant faith in the capacity of a unitary state to solve political problems and, as a corollary, mistrust of the federal idea as a conservative ploy to baulk realization of the "general will".

Such a strategy faces several contradictions. Later we shall comment briefly on its incompatibility with the widespread demand by Canadians for decentralized government. Here I want to stress the failure of its advocates to realize the extent to which, in the post-Wagner Act age of industrial relations, trade unions are, to use the populist term, important "vested interests". As much they are primarily devoted, and legitimately so, to the welfare of their members, not to the realization of some left-wing program of social change.

Since the market power of unions derives, not solely but in part, from their legal rights to exercise a degree of monopoly in labour markets (rights to deny employer access to non-union workers), unions have an obvious conservative interest in preserving the legislative status quo. Militant in defending their own interest, unions have not in general been the initiators of broader coalitions to realize major social change.

The granting of a measure of monopoly power to trade unions is perfectly justifiable as a prerequisite to social peace in a class-divided capitalist society, as a necessary offset to the superior ability of employers to collude in wage bargaining. However, specifying the extent of monopoly power that unions may exercise in the labour market is a central political problem for all industrial societies. Many citizens, including workers who are not union members and yet form part of the natural constituency for a party of the left, fear that a "labour party" is incapable of addressing this issue.

Public sector unions pose special problems of bilateral monopoly: public sector workers are the sole providers of many goods and services; government is the sole employer. The generation of public sector workers, whose formative years were the 1930's depression, accepted low wages in exchange for the relative security of government employment. For the following generation the probability of mass unemployment seemed remote, and they demanded (in the words of the 1960's CUPE slogan) to "catch up". Unionization of public sector workers proceeded rapidly during that decade and with it came realization of collective bargaining rights including, in most occupational categories, the right to strike. By one measure, Canadian public sector workers as a group achieved parity with the private sector by the mid-1970's.[2] Comparing wage scales between sectors is an admittedly difficult exercise, and for particular low paid, primarily female, occupations a case exists for the public sector to set wages above comparable private levels. Whatever modifications are introduced, the government acting as agent of the ultimate employer, namely the citizen, must invoke some concept of private sector comparability in determining public sector compensation. To pay

significantly more implies a form of income redistribution which, given the incidence of taxation, is likely to be regressive. It means capture by public sector workers of a portion of the consumer surplus from the provision of public goods. Many citizens - again including many private sector workers within the natural orbit of the left - fear that a "labour party" leadership, acting as the "political arm of labour" for a trade union congress in which public sector unions play an increasingly important role, cannot maintain a reasonable measure of equity between private and public sector workers.

We have broached two problems for a "labour party" - specification of the extent of union legal rights to exercise monoply in labour markets, and its exercise of the role of public employer. A third is inflation.[3] Some on the left argue that inflation is a minor annoyance, and a party of the left should not expend energy on devising policies for price stability. The widespread public demand for policy to contain inflation does, however, have a reasonable basis. (To admit this is not to deny that the monetarist solution creates costs, in terms of unemployment, greater than the costs of inflation). Inflation does not produce equi-proportionate changes in wages and prices; it increases the extent of relative price movements. Where relative price movements are unpredictable, inflation randomly enriches some and impoverishes others. Inflation also diverts entrepreneurial energies from the production of "real output" to the generation of information about relative price movements, and hence generation of speculative income. Speculative demand in turn exacerbates relative price movements (e.g. volatile housing prices arising from the speculative component of real estate demand in recent years).

Inflation is a complicated social problem, about which economists continue to disagree despite having constructed models of increasing elegance. Where uncertainty exists, ideology prevails. Given the failure in many countries of conventional Keynesian fiscal/monetary policies to contain inflation during the 1970s, intellectual and public support grew for the economic mutant, monetarism, which had survived for decades as a minor species at the University of Chicago and a few other niches. Monetarists argued that inflation could only occur if "validated" by accommodating governments providing an ever-increasing money supply. If government applied a well-publicized rule for a low fixed rate of growth of the money supply, organized groups would quickly learn that inflation was to be contained, would lower their demands for nominal wage and price increases. Monetarists have linked a quantity theory of money explanation of inflation to a vigorous critique of government intervention intended to regulate aggregate economic demand. Keynesian policies of fiscal stimulus have, it is argued, a short term effect of raising employment at the current wage and price levels. But the additional aggregate demand must inevitably raise some prices. Workers realize their real wages are declining and demand higher nominal wages, which in turn reduce aggregate demand for labour. Ultimately a new equilibrium arises, at a higher price level, but with no change in employment. The unambiguous cause of inflation in monetarist models is excessive governement demand on economic resources; the prescription, an end to activist intervention by left-of-centre governments.

While union spokesmen have, for obvious reasons, resisted the monetarists' conservative policy implications, some have been attracted to this side of the inflation debate because it attributes no role to organized labour in explaining inflation. Like any monopoly, unions distort relative prices, conclude the monetarists; they do not affect the rate of change of prices. The alternative line of analysis of inflation, which, crudely, has been labelled "post-Keynesian", attributes a central role to "vested interests", including trade unions, that have segmented their respective markets into "fix-price" and "flex-price" sectors. In the former, real prices/wages change slowly due to the costs of recontracting; in the latter, changes in market forces of supply and demand produce rapid change in real and nominal levels. If "fix-price" sector contracts are indexed to inflation (cost-of-living clauses in union contracts, inflation-indexed interest contracts, etc.), then nominal prices/wages will change rapidly in the fix-price sector. By incorporating the behaviour of "vested interests" as central features, post-Keynesian inflation models offer, in my opinions, far more satisfactory explanations of inflation than do the monetarists.

Legislation to abet collective bargaining has granted extensive powers to unions to deny employer access to non-union labour. Thereby - and this is inevitable - such legislation serves to increase segmentation in labour markets, and weaken the effect of changes in market forces on wage rates within unionized sectors. The result is an ability of unions to set wage rates in terms of "fair shares" as perceived by their members: "fair shares" relative to past rates of growth of real wages, relative to wages in other regions and industries, or relative to corporate profits. Unions are certainly not alone among interest groups in utilizing their market power to set the prices of their respective services in terms of self-defined "fair shares". Corporations price to realize target rates of return; in a similar manner professional associations set fee schedules, and agricultural marketing boards set prices.

I admit the central concept of "fair shares" to be ill-defined. How do unions and other "vested interests" define respective "fair shares"? In terms of historical precedent? What, then establishes the precedents? Why do "vested interests" strive to realize "fair shares", and not to maximize subject their respective constraints? Perhaps information costs partially reconcile the two goals. It may be too costly - if not humanly impossible - to determine an explicit long run maximization strategy for all states of the economy when uncertainty is important. "Vested interests" may opt for "fair share" rules of thumb as workable approximations to maximization.

For many reasons, the sum of these "fair shares" during the 1970's exceeded the available national income and serious inflation ensued. Why in the 1970's and not the 1950's or 1960's? One reason is that North American economies during the last decade experienced a dramatic decline of average annual labour productivity growth. Compared with average rates above 2% during the 1950's and 1960's, Canadian labour productivity (GNP per employed

person) has since 1973 grown on average at a zero rate, i.e. not at all. Since 1973, any increase in income by one group in the labour force has necessarily been at the expense of some other. For example, dramatic rises in the relative prices of key commodities (oil, cereals) enriched some Canadians, but obviously at the expense of others. Such external price shocks triggered an inflationary wage-price spiral on the part of losers to restore their "fair shares". The policy prescription that follows is imposition of some form of incomes policy - an administrative/political mechanism to limit wages in particular sectors, other incomes, and perhaps some prices. (We are not here addressing the complicated question of "what incomes policy"? but, as an aside, legislating for workers in large firms the right to parity representation on boards of directors may well be an appropriate quidproquo for the subtraction from collective bargaining rights entailed by any incomes policy).

To summarize, academic economists, politicians, central bankers, businessmen and trade union leaders have advocated inflation policy based on the relative importance each attaches to the aggregate money supply and growth of government spending on the one hand and, on the other, to "vested interests" launching wage-price spirals. In the late 1970's monetarists won the policy debate in number of countries - including Canada, United Kingdom, and United States - and have since conducted experiments designed to demonstrate the efficacy of their solution. They succeeded in restricting the supply of credit, but initially the fundamental wage-price spiral persisted. The demand for money to finance economic transactions at higher price levels drove real interest rates to record high levels, collapsed ultimately the demand in interest-sensitive sectors, and produced a dramatic world-wide depression. Only after massive unemployment of men and machines weakened the price-setting power of large corporations and unions has inflation slowed. Monetarist policies, by lowering the available GNP to allocate, have themselves exacerbated the competition over income shares and contributed to potential future inflation if and when unemployment falls.

The alternative public policy is also subject to criticism. Any incomes policy implies some inefficiencies: more bureaucracy and further blunting of the (already very blunt) market processes whereby resources move from low to high productivity sectors in response to relative price changes. These costs are far less, I am convinced, than those entailed by vigorous government-induced deflation.

While public opinion polls in Canada have consistently shown majority support, even among unionized workers, for incomes policies, Canadian union leaders have consistently opposed them, for good reasons and bad. The good reason is that, too often, conservative governments have introduced incomes policies as a means to subtract from collective bargaining right and to check wage income only. The bad reason is that trade unions have refused to address the external cost, in the form of inflation, from unfettered collective bargaining. So long as union leaders oppose in principle all forms of explicit income planning, and constrain the NDP to do likewise, they increase the

probability that citizens support monetarism, the most arbitrary form of incomes policy: restricing the supply of credit and the fiscal stance of the public sector until the necessary unemployment is reached to halt any wage-price spiral.

The three contradictions of a "labour party", particularly the matter of unions and inflation, have prevented Canadian social democratic leaders from contributing creatively to political debate on economic policy. To be blunt, the federal NDP has become largely irrelevant on economic policy.

"What's to be done"? One answer is that of disillusioned ex-socialists who have adopted variants of "neo-conservatism". Their solution - dismantling of the legal rights of organized labour, reduction in the size of the public sector, and reliance on free market outcomes - understimates the extent to which key legislation, abetting collective organization by workers and enabling the welfare state, is part of an implicit social contract among classes. To break it means, in the long run, major class-based social conflict, and an unacceptable increase in inequality of income distribution. A second answer is that of Marxist fundamentalists who deny that the power of organized labour in a capitalist society has fundamentally changed since the 19th century. They generate what might be described as "Marxist Gomperism": an automatic rationalization of all union wage claims as subtractions from property income, and refusal of any analysis of their actual impact on income distribution or on inflation. In reaction, the "people", those who by definition pay for gains made by "vested interests", frequently turn to authoritarian leaders who promise to make the trains (in Mussolini's case) or the planes (in Reagan's) run on time.

It is time, the federal NDP became once again a "left"populist" party. The first comment must be one of modesty: there are many ways to lose; there may be no way to win. More academically, electoral success depends on external exogenous events as well as on strategic choices by party leaders, and one must avoid using the effects of the former as justification for criticism of the latter.

At this point we must undertake a little political history. The Co-operative Commonwealth Federation was born in Calgary in 1932 as an amalgam. Numerically, it was dominated by agrarian populists, but it also comprised a few trade unionists, many of them Marxist-influenced, and a small but vocal contingent of intellectuals around the League for Social Reconstruction, an organization constructed in imitation of the British Fabian Society. During its first decade, the CCF resembled - in organizational form, platform, and biography of its leaders - American precedents such as the Populists, Non-partisan League and other farm-labour parties. In many ways the CCF and Social Credit (founded in Alberta in 1935) were the last major political manifestations of midwestern agrarian populism, a radical political culture whose

roots extend from the Populists through the Grangers, to Jacksonian Democrats and the "left wing" of the American revolution - Thomas Jefferson was always the preferred hero of the revolution among southern and midwestern radicals.

Any concept that simultaneously purports to describe the CCF and Social Credit should excite a certain suspicion. Are there any features among the heterogeneous political phenomena so labelled? Some have concluded there ought to be none, and that we ought instead to analyze so-called "populist" phenomena under a range of more precise concepts - agrarian protest, mass politics, direct democracy, etc. I disagree. Its persistance in both popular and academic political analysis suggests we need it to describe a pattern of radical politics not encompassed by other labels. I suspect most readers are unfamiliar with the history of the North American populist tradition. What follows is a cryptic introduction.[4]

Originally, "Populists" were simply supporters of the People's Party. It enjoyed considerable electoral success in the South and West of the United States during the agrarian revolt of the 1890's. The People's Party provided a sweeping critique of the "gilded age" of American capitalism. Its program demanded an expansionary monetary policy including coinage of silver, nationalization of railroads, a graduated income tax and, most controversial of all, the "subtreasury plan" - a combination of central bank, publicly owned banking system, and marketing agency for the most important crops. The Populists sought to improve the quality of American democracy by extension of the franchise to women and use of the initiative and recall as legislative procedures. In terms of policy, the People's Party was the first major American equivalent of European mass social democratic parties.

The Democrats, in 1896, nominated as presidential candidate William Jennings Bryan, a "silver Democrat" with populist sympathies. Meeting after the Democratic convention, the Populists bitterly divided. On the right the "fusionists" hoped to unite all forces in the West favouring monetary expansion, and consequently advocated Populist endorsation of Bryan. On the left the "midroaders" opposed Bryan; they sought to steer the Populists down the "middle of the road" avoiding alliances with either Republicans or Democrats. The fusionists succeeded in committing the People's Party to support Bryan for president; the midroaders succeeded in getting the party to nominate its own vice-presidential candidate - Tom Watson, a midroader from Georgia. In the presidential election the "plutocrat" "goldbug" McKinley won; Watson recorded a dismal vote. Badly split, the People's Party creased to pose a serious political threat after 1896.

From this initial meaning use of the term populist has been vastly extended. In summary, it now refers to: 1) a large number of agrarian protest movements organized in both Canada and the United States; 2) the 19th century movement (Narodism) among Russian intellectuals that extolled the communitarian virtues of the traditional Russian peasantry; 3) certain

authoritarian regimes (of which Juan Peron's in Argentina during the decade following World War II is perhaps the paradigm) whose leadership has aligned itself with the common people and in opposition to some alternative disparaged elite; 4) contemporary political organizations and leaders who, in varying degrees, attempt to win electoral support by appealing to the shared interests of the ordinary people, interests allegedly flouted by powerfully organized "vested interests" in control of established political parties.

In ordinary language usage political movements and ideas are "populist" to the extent they display a strong faith in the "common man's" virtues, in the ability of ordinary people to act together politically despite potentially serious class, racial, regional or religious cleavages among them. A closely related feature is a conviction that a network of concentrated political and/or economic institutions (the "vested interests") wield unwarranted power and, as a corollary, a major goal of movements labelled populist has been decentralization of economic and political power to the "people", either as individuals or as represented in regional and local governments.

A distinction between populism and all variants of European socialism is substitution in the populist catechism of "people" v. the "interests" for the socialist "worker" v. the "capitalist". The populist vision is to unite the "common people". Industrial workers are an important component of the alliance, but they do not enjoy a privileged position or have a unique historical role to play. Equally important, the populists have a more eclectic sense of the enemy. In agrarian movements, the "vested interests" have comprised railway syndicates, industrial trusts, national banks, "old-line" political parties and, on occasion, certain powerful trade unions.

Populism can be either a left- or right-wing phenomenon. From the conflict between fusionists and midroaders to the Social Credit versus CCF struggles for political hegemony in the Canadian prairies during the 1930's, North American agrarian populist organizations polarized into left and right variants, distinguishable in terms of the nature of the electoral alliance sought, the extent of the critique of contemporary capitalist society, the scope of reforms advocated, and organizational form. While for both the idea of the local community and of the region predominated over that of nation or class, left populists usually attempted to organize an explicit farm-labour alliance; right populists minimized conflict among local groups and attempted a regional alliance of all against external (eastern) interests. Second, left populism proposed a general critique of corporate capitalism - the railroads, mining companies, manufacturing trusts, as well as financial institutions; right populists concentrated their attack on the power of banks to limit the money supply and raise the price of credit.

Populists have traditionally made the anarchists' case against concentrated power but, here too, left and right populists differed. The anarchism

of the left populist has been directed primarily against corporate abuse of power; that of the right populist consistently supported the institution of the individual family-owned farm, advocated legislation for its protection, and spoke in terms of increased competition ("breaking up the trusts") as a solution to farmers' problems. To this extent, all variants accorded an important role to well-functioning competitive markets. In addition, left populism also demanded that government generate countervailing power, by nationalization if necessary, on behalf of ordinary people, and undertake extensive welfare state reforms. Except for demands that government break the control of banks over credit and conduct an expansionary monetary policy, right populist legislative demands were modest.

Left populist political organizations typically emerged as an extension of co-operative societies, and their members shared utopian beliefs in co-operative societies, as the morally superior way to organize economic activity. Right populist movements had fewer links to the co-operative movements, displayed less interest in the mechanics of democracy, and gave more unqualified support to their leaders. Left populist movements frequently had strong links to congregationally based protestant sects; the religious ties of right populism were often with evangelical Christianity.

The weaknesses of the agrarian populist tradition were twofold: low administrative competence of many state and provincial populist administrations; and a tendency for populist movements, if they survived, to degenerate into amorphous coalitions which lacked explicit policy and which became reintegrated into the network of established corporate interests (e.g. the Nonpartisan League in North Dakota, Social Credit in Alberta upon discovery of major oil and gas deposits). The first critique is more applicable to American than to Canadian experience. Indeed, the CCF in Saskatchewan came to power at a time, in the 1940's, of an excess supply of progressive professionals wanting to work in the public sector. Given the lack of demand for their services elsewhere in the country, the Saskatchewan CCF was able to assemble an impressive civil service, and achieve arguably the highest level of administrative competence of any Canadian government during its tenure from 1944-64. The second critique has more bite, although the processes of bureaucratic co-optation afflict <u>all</u> radical parties that achieve a measure of electoral success and implement their initial pragmatic goals. Labour parties, too, can lose policy direction, and degenerate to the point that defence of the short-term political interess of organized labour predominates. Is this not an apt description of the policy of the contemporary federal NDP? In general, where the CCF/NDP has appealed to the indigenous North American populist tradition of the "people" v. the "interests", it has generated more comprehensive policies of reform than where, in provinces such as Ontario, it has most closely hewn to a "labour party" tradition.

What are the strengths of the left-populist tradition for contemporary social democrats? First, being indigenous to a continent of vast distances and ethnic diversity, populism has displayed none of the Jacobin mistrust for regional and local government that has marred European social democracy.

Second, populists have been interested, not only in the redistribution of income (like any radical party they have wanted that!), but also in the redistribution of entrepreneurship, of the residual managerial right that adheres to private property. The populists obviously valued decentralized private property rights to agricultural land. In government, they also initiated, in commerce and industry, a number of experiments best placed under the heading "industrial democracy" - large scale consumer co-operatives, some producer co-operatives, placement of workers on boards of crown corporations. Industrial democracy, enabling workers to exercise a share of management rights, is a basic goal for contemporary social democracy. The legislation of such rights for industrial workers is, in a sense, the urban equivalent of homestead legislation that afforded property rights to rural settlers. Third, and most important, left populist movements entailed conscious attempts at alliance and compromise among progressive constituencies with partially divergent interests. Farmers were independent businessmen aware their net incomes depended, in part, on the wages of those who transported their crops to market and manufactured their inputs. The need for compromise to realize any "farm-labour" alliance was obvious, and it was understood that a major function of populist leaders was precisely the pragmatic exercise of creating workable compromises among constituencies. Both these attributes are required today to reinvigorate, in an urban context, contemporary Canadian social democracy.

The populist wing of the CCF predominated in the 1930's and, given Saskatchewan as the only government formed by the party, exerted a substantial influence until reorganization of the CCF into the NDP. An appropriate place to begin an analysis of the emergence of the "labour" wing is the Wagner Act, organized labour's Magna Carta in North America. The severity of the 1930's depression weakened the power of the craft-based unions of the American Federation of Labour to sustain historical wage levels, and to deny employer access to non-union labour. Attempts to organize industrial-based unions provoked violent resistance from employers. In 1935 the liberal New York senator, Robert Wagner, succeeded in enacting the National Labour Relations Act (better known as the Wagner Act). The Act proclaimed the right of workers "to bargain collectively through representatives of their own choosing". It established a powerful administrative tribunal, the National Labour Relations Board, to administer the Act. It introduced the concept of "unfair labour practices", effective constraints against employer interference in the formation of unions. It established a set of "certification" rules whereby a particular union could obtain a legal monopoly on the exercise of the collective bargaining function for a specified group of workers, and another set of rules for "decertification".

Canadian labour leaders, strongly influenced by the effect of the Wagner Act on American union growth, demanded analogous Canadian legislation, but Prime Minister Mackenzie King resisted legislating rules to enhance collective bargaining and remained committed to his theory of government as mediator. The embodiment of his labour relations ideas was the Industrial

Disputes Investigation Act which provided for compulsory government conciliation before a strike could be launched. Upon entry into World War II, the federal government invoked emergency powers (War Measures Act) to give itself jurisdiction in labour relations. Furthermore, to control the inflationary potential of the massive stimulus to aggregate demand provided by government war expenditures, Ottawa introduced wage and price controls. The combination of wartime labour scarcity, wage controls, and the demonstration effect of new American industrial unions predictably generated a strong demand by workers for union representation, and for a Canadian Wagner Act. The pressure manifested itself in two ways: a quadrupling of strikes (as measured by worker/days lost) between 1940 and 1943, and by the phenomenal growth of labour support for the CCF. In 1943, the CCF temporarily surpassed, according to the Gallup poll, the popularity of the two established parties. The Canadian Congress of Labour, comprising most of the new industrial unions, endorsed the CCF as the "political arm of labour". The first major legislative response was in Ontario when, in 1943, the traditionally anti-labour Liberal administration of Mitchell Hepburn repented prior to a provincial election. The Ontario Collective Bargaining Act, with the exception of its substitution of a labour relations board, was in all essentials the first Canadian copy of the Wagner Act. Hepburn's repentance did him no good. In the ensuing election, his party came third, far behind the CCF, which became official opposition, and the triumphant Conservatives.

By the end of the decade, the CCF fell back to a distant third place. But, at the time, Mackenzie King feared that - in the federal Parliament, in Queen's Park, and in the western Canadian legislatures - the CCF was about to supplant the Liberals, as the Labour Party and the Liberals in Britain. King's cabinet responded by embracing the welfare state, Keynesian economics and, reluctantly, the Wagner Act. In early 1944 an order-in-council, P.C. 1003, established a Wagner Act framework for collective bargaining among workers under federal jurisdiction. The next province to copy the Wagner Act was Saskatchewan, ironically Canada's most rural and least industrial province. In the first legislative session after the CCF's 1944 victory labour lawyers associated with the party drafted a model statute. In due course the other provinces enacted their own versions.

Many urban CCF leaders in central Canada perceived the CCF's future as did Mackenzie King - a potential Canadian equivalent of the British Labour Party. They accepted the populist idea of a farm-labour alliance as a tactical necessity, not as a strategic choice. David Lewis is an example: the farmer "never was in the core of the CCF - he was always a person prepared to accept us, you know, in the way in which a voter who doesn't commit himself to his party - who goes from one party to another".[5] (And the urban worker did commit himself?)

Achievement of a Wagner Act framework for collective bargaining abetted rapid growth in Canadian union membership during the 1940's, but continued postwar prosperity, which disproved the Cassandra-like CCF predictions of a return to depression, combined with the anti-socialist hysteria

of the Cold War political culture to erode popular support for the CCF - among all social classes. Already, by the 1945 general election, CCF popularity had fallen relative to the wartime polls. The CCF garnered 15.6%, the maximum the party ever achieved, but a bitter disappointment to contemporary CCF leaders. Throughout the Cold War this vote declined until, as we have seen, it fell below 10% in the 1958 Conservative electoral sweep.

In 1956, the two major trade union congresses (CCL and TLC) united. In 1958, the CLC leadership finally opted to seek a formal link to a political party. In convention that year the CLC convention adopted a resolution calling for establishment of a new "broadly based political movement which embraces the CCF, the labour movement, farm organizations, professional people and other liberally minded people".[6] Reference to organizations other than labour was somewhat misleading; the essence of the proposed reorganization of the CCF was policy moderation plus formal affiliation to the CLC. Significantly, in 1956, the CCF had replaced the militant rhetoric of its 1933 Regina Manifesto:

> We aim to replace the present capitalist system, with its inherent injustice and inhumanity, by a social order from which the domination and exploitation of one class by another will be eliminated, in which economic planning will supersede unregulated private enterprise and competition, and in which genuine democratic self-government, based upon economic equality, will be possible.

In its place was substituted the Winnipeg Declaration of Principles which, in moderate phrases, reassured the timorous:

> The aim of the Co-operative Commonwealth Federation is the establishment in Canada by democratic means of a co-operative commonwealth in which the supplying of human needs and enrichment of human life shall be the primary purpose of our society. Private profit and corporate power must be subordinated to social planning designed to achieve equality of opportunity and the highest possible livng standards for all Canadians. This is, and always has been, the aim of the CCF....

Without reorganization, the CCF would probably have recovered somewhat from the electoral trough of 1958, but reorganization undoubtedly explains much of the electoral gains in the early 1960's. However the electoral limits of a "labour party" strategy were quickly reached. In 1965, the federal NDP garnered 18%, and in general elections since has oscillated between 15% and 20%. Why has support stagnated? One reason we have discussed at length: the limitations of a strategy that ties a social democratic party formally to a trade union congress. Better the Parti Quebecois' "prejugé favorable" to labour or the French Socialist Party's close, but informal, ties to the CFDT, than the British tradition of formal affiliation.

A second reason - one that afflicted equally the federal wing of the CCF - is mistrust of federalism as an "ancien regime" anachronism. The British Labour Party emerged in a highly centralized unitary state and, not surprisingly, those NDP leaders whose ties to the Labour Party constitutional tradition in the federal NDP is an unsophisticated left nationalism, a residue, in large part, of the Waffle. As Larry Pratt has written, left-wing nationalism has been "centralist in its sympathies ... largely indifferent to the persistent problems of regionalism and the growth of interregional rivalries in Canada in the 1970's; impatient with the legalistic and institutional traditions of federalism...".[7]

Arguably the federal party's centralist commitment - verging at times on Jacobinism - helps to explain the contrast between the post-1965 stagnation of federal NDP support and the relative success at the provincial level. To the extent the Canadian Communist Party ever enjoyed mass support it was disproportionately among Canadians with roots in central and eastern Europe for whom it was culturally familiar. The relationship between a Labour Party style of politics and Canadians of British extraction is analogous. Take Manitoba. In the decades following the Winnipeg general strike, immense energy was devoted by CCF leaders (most of them Anglo-Saxon) in battling for supremacy of Winnipeg labour politics with Marxists (many of them eastern European). Ed Schreyer changed all that. Himself a German Catholic by origin, he persuaded an ethnically diverse provincial population that the NDP represented all "ordinary people", that it did not mean "big government" and favouritism towards "big labour". For the first time in the history of the Manitoba CCF/NDP it won in 1969. The Saskatchewan CCF/NDP has always been essentially a left-populist party: supportive of private property in the form of the family farm, of co-operatives and of extensive collective activity at the level of the municipality and province/state. The NDP won in British Columbia in 1972 in part because Dave Barrett, strongly influenced by American political experience, did for this section of the party what Schreyer had done for Manitoba. At the expense of alienating in the short run many leaders of the British Columbia Federation of Labour, Barrett established a distinction between policies of the two organizations. By 1983 Barrett's populist insistence on defining NDP policy independent of the "Fed" had largely disappeared, dominated by his tactical desire to avoid alienation of <u>any</u> interest group within the province.

My conclusion from this provincial experience in western Canada is that anglophone Canadians, as well as Quebecois, value a relatively decentralized federalism.[8] People are probably more prepared to elect an interventionist active government at the provincial than at the federal level, because they feel better able to exert control over local than over national political institutions. If ever the NDP is to be elected at the federal level, it must refurbish its commitment to "co-operative federalism".

At the NDP founding convention, and for a few years thereafter, a few Quebec-based intellectuals (including Michael Oliver and Pierre Trudeau)

diverted the federal NDP from its traditional centralism.[9] The 1961 "New Party Declaration" extolled federal-provincial conferences as instruments of consultation, called for better equalization and more unconditional grants (to be contrasted with recent federal NDP opposition to block grants on social programs to provinces since the latter will allegedly divert such monies), approved opting out by provinces on certain national programs and payment of equivalent funds to the non-participating provinces, and gave limited support to the idea of Canadian duality ("true Canadian unity depends upon equal recognition and respect for both the main cultures of our country").

"Co-operative federalism" proved ephemeral. In a manner reminiscent of socialist-communist fratricide in France, the federal NDP leadership became in the 1970's as hostile to the left nationalist Quebec critique of Ottawa as the federalist Liberals. Federal NDP leaders harbour the illusion that ultimately, the workers of eastend Montreal will abandon "bourgeois Quebec nationalism" and join their anglophone comrades in the NDP. A second illustration was the constitutional patriation debate, during which Ed Broadbent gave significant support to Trudeau's constitutional coup d'état. Broadbent agreed with Trudeau's charge that strong provinces were balkanizing the country, and that entrenchment of a comprehensive charter of rights was desirable. He failed utterly to understand the democratic motivation of NDP supporters, on the prairies in particular, who perceived a potential threat in an appointed and unaccountable judiciary using the charter to enhance its powers at the expense of elected assemblies.

Were the federal NDP to explore the potential of decentralized democratic politics in a federal state, were it to liberate itself from the British Labour Party mould, then the possibility of reaching an entente with the Parti Quebecois, or elements within it, becomes feasible. Were that to occur, a very did prospect at present, we might finally realize a Canadian federal government of the left.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Quoted in Toronto Globe & Mail, 28 February 1983.

2. M. Gunderson, "Public-Private Wage and Non-Wage Differentials: Calculations from Published Tabulations", in D.K. Foot, (ed.), Public Employment and Compensation in Canada (Toronto: Butterworths, 1978).

3. The following discussion is a synthesis. While it draws from many sources, I want to admit at least some of the intellectual debts: C.L. Barber and J.C.P. McCallum, Controlling Inflation: Learning from Experience in Canada, Europe and Japan (Ottawa: Canadian Institute of Economic Policy, 1982); M.C. Olson, The Rise and Decline of Nations: Economic Growth, Stagflation, and Social Rigidities (New Haven: Yale University Press, 1982).

4. For an excellent, subtle discussion of populism, see M. Carnovan, Populism (New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1981).

5. Quoted in W.D. Young, The Anatomy of a Party: The National CCF, 1932-61 (Toronto: University of Toronto Press, 1969), 76.

6. Quoted in G. Horowitz, Canadian Labour in Politics (Toronto: University of Toronto Press, 1968), 192.

7. J. Richard and L. Pratt, Prairie Capitalism: Power and Influence in the New West (Toronto: McClelland and Stewart, 1979), viii.

8. See D.J. Elkins and R. Simeon, Small Worlds: Provinces and Parties in Canadian Political Life (Toronto: Methuen, 1980).

9. See, for example, P.E. Trudeau, "The Practice and Theory of Federalism", in M. Oliver (ed.), Social Purpose for Canada (Toronto: University of Toronto Press, 1961).

III Développement d'idéologies alternatives

Chapitre 21

LE CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE DES COURANTS PROGRESSISTES AU QUÉBEC, UNE FORME DE PARTICIPATION À LA «CRISE DU MARXISME» (1960-1980)

Lucille BEAUDRY*

laquelle n'échappe pas la société québécoise, le questionnement critique sur les pays dits du "socialisme réel" atteint également son comble et génère ce qu'il est convenu d'appeler la "crise du marxisme". Si cette crise a marqué la scène intellectuelle européenne et en particulier française au milieu de la décennie soixante-dix, c'est à l'heure actuelle sous la forme d'une participation à cette "crise du marxisme"[1] que se développent au Québec les efforts actuels d'élaboration d'une voie politique alternative; c'est du moins le cas, sous cet angle, dans la conjoncture post-référendaire, d'un ensemble de travaux et publications qui se réclament du courant "socialisme et indépendance".[2]

En ce sens, des considérations quant à la remise en question de certains aspects théoriques et politiques des préceptes fondamentaux du marxisme comme source intellectuelle de référence nous permettent d'une part d'identifier l'idéologie du courant de la gauche actuelle, mais également de repérer le changement idéologique qui ouvre une espèce de renversement d'hégémonie des courants progressistes en présence. Si, quant à nous, cette participation à la "crise du marxisme" se traduit notamment sous la forme d'un néo-marxisme apparenté au courant du socialisme démocratique français (cf. travaux de CERES et du CEPREMAP), il y a lieu également de considérer la formulation/réarticulation actuelle du discours politique de gauche comme un effort des intellectuels(les) visant une appréhension plus adéquate de la réalité québécoise. En ce sens, l'argumentation déployée pour le "socialisme et l'indépendance" s'inscrit dans la trajectoire du développement des courants de pensée politique au Québec, développement marqué depuis les deux dernières décennies par l'emprise idéologique du marxisme et dont les différentes formes successives ponctuent une trajectoire qui opère à la manière d'un processus de type dialectique, du moins en ce qui concerne les courants qui ont successivement exercé une espèce d'hégémonie/prédominance au plan du discours politique progressiste.

* Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

DES COURANTS PROGRESSISTES DEPUIS 1960: UNE TRAJECTOIRE DIALECTIQUE

Si la politique dite de "révolution tranquille" matérialise d'une certaine façon le courant de pensée néo-libéraliste en lutte contre le duplessisme et revendiqué notamment par l'équipe de Cité Libre (1950-1966), ce contexte de grandes réformes favorise quant à lui l'éclosion de courants politiques regénérant l'omniprésence du nationalisme sous les termes de la "question nationale", selon la conceptualisation inspirée de sources intellectuelles de référence appartenant aux courants idéologiques du marxisme. De ce point de vue, la production des intellectuels(les) se pose en antithèse des courants d'idées politiques caractérisant les années antérieures dont la prédominance prévalait à l'idéologie conservatrice du nationalisme traditionnaliste. A partir des années soixante, la réflexion politique qui se développe participe des grands courants idéologiques qui animent le monde occidental contemporain. Pour la première fois au Québec, des groupes d'intellectuels(les) se réfèrent aux oeuvres classiques des fondateurs du socialisme (Marx, Engels, Lénine) et tentent de lier, non sans difficultés et pas nécessairement avec succès, la théorie et la pratique. Ceux qui écrivent manifestent une volonté explicite d'établir des liens avec le mouvement ouvrier, plus particulièrement le mouvement syndical, et d'intervenir activement pour changer la société. Des années soixante au tournant des années quatre-vingt, les courants politiques progressistes qui parviennent à exercer successivement une espèce de prédominance idéologique s'élaborent autour de la problématique de la liaison entre la question nationale et la lutte des classes et se différencient notamment quant à la primauté accordée à l'une ou à l'autre selon l'articulation déployée. De ce point de vue, le primat de la question nationale marque la décennie soixante cependant que celui de la lutte des classes pour le socialisme centré sur la question du parti va hégémoniser les débats pendant la plus grande partie des années soixante-dix (1972-1978), privilégiant le socialisme avant que ne soit revisitée au tournant des années quatre-vingt la question nationale, affublée cette fois d'une indissociabilité de la lutte pour le socialisme.

Pendant les années soixante, de multiples publications périodiques [La Revue Socialiste, (1959-1962), Parti Pris (1963-1968), Révolution québécoise (1964-1965), Socialisme (1964-1969)] expriment à plus d'un titre l'éclosion d'une pensée socialiste, articulant les préoccupations politiques des intellectuels de cette période. Tout en s'initiant aux thèses de l'analyse marxiste pour étudier et prendre position quant à la situation politique, c'est le problème de l'oppression nationale au Québec qui prédomine à l'ensemble des débats, et c'est Parti Pris qui assume en définitive une espèce de pôle intellectuel de référence dans la formulation de ce néo-nationalisme.[3] Jean-Marc Piotte écrit à propos de l'esprit qui anime alors l'équipe de Parti Pris

> "Nous nous prenions pour l'avant-garde intellectuelle de la révolution... Me relisant je fut littéralement étonné: je me croyais marxiste alors que ma catégorie fondamentale d'analyse demeurait - si on excepte Notes sur le milieu rural, d'ailleurs seule enquête menée sur le terrain - bel et bien la nation...

> que je cherche à éclairer à la lumière des classe sociales... nous n'avons été que les extrémistes de l'idéal national de la nouvelle petite bourgeoisie".[4]

L'argumentation déployée en faveur de la libération nationale s'appuie davantage sur les thèses des théories de la décolonisation africaine (Berque, Fanon, Memmi) que sur l'analyse marxiste. Selon ces thèses, le peuple québécois est colonisé, dominé au plan politique par l'État fédéral, dépossédé de ses ressources économiques par le capital américain et canadien, et aliéné par rapport à sa propre culture; d'où l'impératif de la lutte de libération nationale contre le colonialisme et le capitalisme et les mots d'ordre de "laïcisme, indépendance et socialisme" qui identifient ce courant. Même si cette problématique en vient à imposer la thèse de l'appui tactique à la bourgeoisie nationale[5], privilégiant "l'indépendance d'abord" comme préalable à la lutte pour le socialisme, cette thèse émerge de la confrontation avec les adeptes de la nécessité de fonder un parti révolutionnaire des travailleurs. C'est le sens entre autres de la polémique au sein de Parti Pris à l'occasion de la fondation du MSA-PQ et de la dissidence de ceux qui vont fonder en 1968 le "Comité Indépendance-Socialisme" (CIS), considérant que le MSA-PQ induit à la prise du pouvoir par une classe antagoniste à celle des travailleurs.[6] Si les années soixante sont ainsi caractérisées intellectuellement par l'hégémonie du courant néo-nationaliste de libération nationale correspondant au plan politique à la polarisation - unification des forces indépendantistes sous l'égide du Parti québecois (PQ), cette décennie est aussi celle qui aboutit aux évènements d'Octobre 1970, marquant à la fois l'apogée et l'échec de la forme exacerbée du nationalisme radical de type terroriste.

La crise d'Octobre et sa répression favorisent la remise en question du terrorisme mais aussi et surtout du nationalisme sous toutes ses formes. Nonobstant la pratique concrète d'appui tactique ou militant d'indépendantistes dans le giron du PQ (et dont l'Urgence de choisir de P. Vallières (1971) exprime au mieux l'argumentation), l'anti-nationalisme va imprégner la production des intellectuels tout au long de la majeure partie des années soixante-dix. Cet anti-nationalisme s'exprime d'une part sous la forme d'un courant de la contre-culture, argumentant sous l'influence de courants américains et français une option d'individualisme radical dont Presqu'Amérique (1970-1973) et Mainmise (1970-1978) se font les protagonistes[7] et, d'autre part, par un essor considérable des courants de l'analyse marxiste des classes.[8] La crise d'Octobre 1970 conforte les intellectuels des courants progressistes non seulement au sujet de la précarité de leur groupe, mais surtout de leur isolement par rapport au milieu ouvrier. Un tel constat renforce la tendance des militants à se réclamer du marxisme, à confronter les analyses marxistes à la pratique de la lutte de classes et à entreprendre un long processus de recherche et d'action sur la question du parti révolutionnaire.

Cette orientation politique (contre le nationalisme et pour le socialisme et la nécessité du parti) prend forme dans le développement des Comités d'action politique (CAP) et du Front d'Action Politique (FRAP) et des manifestes y afférant[9], et surtout dans le texte de la brochure de C. Gagnon,

Pour le parti prolétarien, éditée et diffusée par l'équipe du journal en octobre 1972. Elle est déployée au mieux par l'équipe de la revue Mobilisation (mai 1971 - octobre 1975)[10] et dans une moindre mesure dans le Bulletin populaire (1973-1976) de l'Agence de presse libre du Québec (APLQ), qui tentent respectivement de faire état des réflexions et bilans d'expériences militantes au sein du mouvement ouvrier. Au terme d'un long débat entre deux positions politiques opposant la ligne révolutionnaire et la ligne réformiste social-démocrate (identifiée entre autres à la fondation au début de 1974 du Regroupement des comités de travailleurs (RCT))[11], Mobilisation en vient à se présenter comme l'organe d'expression du courant appuyant la thèse de l'"édification du parti communiste de type nouveau".[12] La problématique qui se développe à propos de la question du parti révolutionnaire se pose en adversité au courant trotskyste[13], selon lequel un parti ouvrier doit être créé à l'initiative des syndicats comme stade transitoire vers la création du parti révolutionnaire; elle recouvre des questionnements quant à l'implantation des militants intellectuels en milieu ouvrier et quant au travail idéologique de formation politique. De plus, elle donne aussi lieu à l'éclosion de divers groupes militants (notamment la Cellule militante ouvrière (CMO) et la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR)) qui mettent tous à l'ordre du jour la création d'une organisation révolutionnaire pré-parti s'inspirant des thèses marxistes-léninistes et d'où vont émerger les groupes politiques En lutte! (1973) et la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada (LCMLC) (1975)[15], principaux protagonistes du mouvement marxiste-léniniste (m-l) étalant l'emprise au Québec du maoïsme et de la Révolution culturelle (prolétarienne) chinoise.

Au-delà des divergences politiques et organisationnelles, En lutte! et la LCMLC vont se réclamer de la pensée mao-tsé-toung et en particulier de l'analyse des contradictions. Selon cette analyse, la solution de la question nationale renvoie à la position de type léniniste du droit à l'autodétermination, faisant de cette question une contradiction secondaire découlant de la contradiction principale opposant le prolétariat et la bourgeoisie au Canada; elle fait de la Chine (et de l'Albanie) un modèle stratégique de mobilisation des masses pour créer le parti révolutionnaire nécessaire au renversement du pouvoir bourgeois et à l'édification d'une société socialiste au Canada, supposant pour ce faire l'unité du prolétariat des deux nations.[16]

Même si ces deux organisations ont une histoire et une évolution respectives, ensemble elles constituent le mouvement marxiste-léniniste qui, pendant la décennie soixante-dix, en particulier de 1974 à 1979, exerce une espèce d'hégémonie parmi les courants progressistes:

> L'importance du MLisme ne provient pas seulement du fait qu'il représente un courant politique organisé pouvant compter sur quelques milliers de membres et de sympathisants au Québec et quelques centaines au Canada anglais. Elle provient surtout de ce que le courant ML a su, dans les années 1975-1976, imposer la liquidation ou l'inféodation de toute une série d'instruments de lutte idéologique de la gauche du mouvement ouvrier et populaire (journaux, revues, etc...) et

> par la suite se tailler une sorte de monopole idéologique. Si bien qu'en 1980 encore, la gauche... se trouve "super harcellée" par les instruments d'agitation et de propagande des ML et peut compter sur très peu d'instruments alternatifs d'information et de formation pour suivre l'évolution des luttes et articuler son point de vue.[17]

La prédominance idéologique apparaît décisive sur la plupart des publications périodiques d'intervention politique, à ce point qu'elle en vient à déterminer dans certains cas le cours de leur développement. Ainsi en est-il des revues Champs d'application (1975-1978) et Stratégie (1972-1977), dont le sabordement appelle à servir la cause du prolétariat au Canada, c'est-à-dire respectivement à rallier En lutte! et la Ligue, et de la revue Chroniques (1975-1978), sommée de prendre position et de se définir face à la montée des organisations "m-l" et qui cesse de paraître au terme d'un long débat (avec Stratégie et Champs d'application) à propos de la "culture prolétarienne", du marxisme-léninisme dans le champ de la production culturelle et de la notion du réalisme socialiste.

Jusqu'au contexte référendaire, les thèses marxistes-léninistes hégémonisent le discours politique au détriment du courant des indépendantistes socialistes. Identifiés à la position d'appui critique au PQ, ces derniers n'ont jamais cessé de s'exprimer depuis Parti Pris; préoccupés de lier la lutte contre l'oppression nationale et la lutte pour le socialisme, ce courant est également caractérisé par un long procès de démarcation/différenciation par rapport à l'hégémonie du PQ sur le mouvement national, démarcation que l'analyse de ses publications successives [Socialisme québécois 1970-1974, Chroniques (1975-1978), Les cahiers du socialisme (1978...),, Presse libre (1980-1983) et les publications du Centre de formation populaire (CFP)[18]] permet de retracer. En particulier, l'échec référendaire et les analyses y afférant apportent les éléments de réaffirmation du courant pour l'indépendance et le socialisme[19], consacrent, du moins dans son expression écrite,[20], la rupture de l'appui critique au PQ et marquent l'ensemble des publications pour le "socialisme et indépendance" à la recherche d'une voie politique alternative à la fois au nationalisme du PQ et au socialisme du marxisme-léninisme.

Pour ce faire, la réflexion politique du courant "socialisme et indépendance" transcrit d'une certaine manière ici ce qu'il est convenu (au moins depuis le milieu de la décennie soixante-dix en France) d'appeler la "crise du marxisme".[21] Les textes politiques publiés au tournant des années quatre-vingt participent des interrogations sur les lacunes de la théorie marxiste, en particulier sur certaines notions du marxisme dominant autant que sur les problèmes des socialismes existants ou des régimes qui s'en réclament et ce, tout en situant ce questionnement à l'aide de concepts fondamentaux du marxisme. C'est en ce sens, sous la forme d'un néo-marxisme, que nous pouvons d'une part retracer l'idéologie du courant "socialisme et indépendance" et en même temps saisir la portée du changement idéologique eu égard aux courants progressistes auxquels il succède.

LE NÉO-MARXISME D'UN SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

A l'instar de toute idéologie politique, la recréation du discours politique de gauche s'élabore à partir des critiques, voire d'une argumentation adversative à l'égard des parties et courants politiques concurrents, à savoir ici, le PQ et les organisations d'extrême-gauche (En lutte! LCMLC/PCO). Comme dans le cas de mouvements aux faibles effectifs, cette élaboration par différenciation/démarcation prend une importance relative plus décisive que pour toute formation politique en mesure d'imposer sa présence. Elle procède de la combinaison de matériaux intellectuels anciens (reprend sous une forme nouvelle l'indépendantisme de la gauche des années soixante) et d'éléments nouveaux avec une prédilection pour des thèmes considérés comme actuels (ainsi de la question des femmes et des tentatives d'intégration de l'apport du féminisme notamment), tout en conservant la tradition intellectuelle des mouvements socialistes quant au rejet du mode de production capitaliste. Ce rejet prend la forme d'une double critique formulée à la fois et également contre la société capitaliste et contre les socialismes existants. Il correspond à une prise de position se démarquant du PQ et des organisations de l'extrême-gauche "m-l": alors que le premier est dénoncé certes pour sa nature de classe bourgeoise mais surtout pour l'évacuation du projet indépendantiste, le second l'est pour son dogmatisme, son sectarisme et son autoritarisme puisé à l'enseigne du "centralisme démocratique". Double rejet issu de la genèse même du courant: originellement élaboré par cette fraction des forces progressistes qui a d'abord misé sur la capacité du PQ d'engager le Québec sur la voie sinon de l'indépendance, du moins de la souveraineté politique, se réservant la tâche ultérieure de conduire cet État souverain vers la social-démocratie, le socialisme ou l'autogestion (selon le modèle et la stratégie privilégiés), le travail de production idéologique s'effectue progressivement par invalidation/désignation des différences et condamnations des adversaires militants pour le socialisme au Canada. Ce processus s'effectue néanmoins de façon telle que de larges rapprochements au niveau de la pratique politique ne soient pas exclus. Si, à première vue, on peut penser à la gauche du PQ, les analyses sur la dissolution d'En lutte! (cf. nos 10/11 Les cahiers du socialisme) l'appel du Manifeste des Cent et le ton ouvert des publications du Regroupement pour le socialisme (RPS) témoignent également d'une telle ouverture.

L'exposé des thèses procède d'une longue réfutation des forces et partis adverses. Ainsi, du document des auteurs Désy, Ferland, Lévesque, Vaillancourt, La conjoncture au Québec au début des années '80, l'introduction, le chapitres III, IV et V traitent des courants de la gauche, y compris et sourtout des "m-l". De même, Ferland et Vaillancourt, dans Socialisme et indépendance au Québec, pistes pour le mouvement ouvrier et populaire, (co-édition Socialisme et indépendance, Editions coopératives Albert St-Martin, 1981) consacrent pas moins de six chapitres sur sept afin d'apporter un éclairage sur le PQ et la question nationale. La critique par invalidation sert ainsi d'argument à l'autolégitimation, cependant que créatrice, cette critique est plus explicite au niveau des généralités qu'au niveau de la polémique directe. Par exemple, la dénonciation de l'extrême-gauche (PCO/EL), sous l'appellation du courant "m-liste", agresse moins directement la pratique du militantisme que l'idéologie ou le dogmatisme d'un discours émanant d'une ligne politique

fignolée à l'extérieur (Chine ou l'Albanie) et faisant fi des acquis du mouvement ouvrier réel (à savoir des syndicats et des groupes populaires) et, surtout, gommant la question nationale[22]; néanmoins le rejet s'opère avec plus de virulence à propos du modèle stalinien considéré comme symbole de centralisation excessive. D'autre part, la dénonciation de la politique gouvernementale péquiste se trouve englobée dans un bilan sur le capitalisme, ses crises successives, la gestion politique de la crise et la question nationale [(chapitres I et II de la Conjoncture au Québec) et les chapitres II, III, IV et V de la brochure Socialisme et indépendance (1981) concernant le PQ et ses démêlées dans la crise constitutionnelle canadienne], de sorte que "l'appui critique" au PQ n'a jamais été complètement exclu (cf. élections d'avril 1981). De même, jusqu'au référendum de mai 1980, la substance analytique des Cahiers du socialisme aura été alimentée par la question nationale, la nature de classe du PQ et en particulier le débat entre les deux tendances (incarnées par les écrits de Gilles Bourque et P. Fournier versus Jorge Niosi), renvoyant respectivement à la nature bourgeoise non-monopoliste du PQ ou à la thèse du PQ comme formation politique petite-bourgeoise. Cette dernière thèse[23] traduira en fait politiquement la position de l'appui critique au gouvernement péquiste, la possibilité d'alliances entre le mouvement ouvrier et populaire et le PQ et une attitude attentiste face à l'État québécois. Quant à la première de ces deux thèses, elle posera plutôt le rapport au pouvoir en termes de rupture complète avec le PQ.[24] Nonobstant ce débat, et malgré les mots d'ordre réitérés invoquant la nécessité pour le mouvement ouvrier et populaire de se constituer en acteur autonome (en particulier durant le débat référendaire), les publications du CFP, du RPS, y compris Les cahiers du socialisme, se rangent dans le camp du OUI, considérant que la victoire du OUI offre au mouvement ouvrier la possibilité d'ébrêcher le système dans le contexte des rivalités interbourgeoises au Canada.[25]

1. De la question nationale

Le courant "Socialisme et indépendance" reprend donc sous une forme nouvelle l'option indépendantiste de la gauche des années soixante. Cette revendication est désormais posée comme axe central dans une stratégie de lutte pour le socialisme. L'imbrication de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste marque la société québécoise, traverse l'histoire des luttes de résistance à l'oppression nationale du peuple québécois et caractérise la conjoncture actuelle. Ce courant en appelle à l'impulsion de la dynamique du mouvement ouvrier comme seul mouvement apte à rendre au projet indépendantiste son potentiel révolutionnaire de rupture par rapport au capitalisme canadien et à l'impérialisme américain. Il rattache la spécificité québécoise aux questions nationales existant au sein des États capitalistes avancés. Il reprend la problématique de reviviscence des mouvements nationaux dans les pays du centre impérialiste selon laquelle le Québec est dominé par une bourgeoisie "régionale" qui est à la fois autonome au sein d'un espace économique régional et intégrée à l'économie nord-américaine; à ce titre celle-ci ne saurait conduire (à la manière d'une bourgeoisie nationale) un mouvement débouchant sur la séparation politique du Québec.[26] Elle reprend à son compte le discours critique de la dépendance des capitalistes québécois à l'endroit du grand capital canadien et américain:

> "... les capitalistes québécois restent cantonnés dans les activités délaissées par les capitalistes canadiens et étrangers, dans des secteurs peu productifs et au niveau du marché local et régional", (Manifeste, p. 20).

Comme si l'existence d'une bourgeoisie prospère pouvait précipiter la fin de l'oppression nationale! On doit aussi compter les analyses sur la crise constitutionnelle et la politique du gouvernement du PQ eu égard à la question de l'indépendance.[27] De sorte que la distanciation par rapport à la position d'appui critique (au PQ) ne vaut désormais qu'en raison de l'objectif de la réalisation conjointe de l'indépendance et du socialisme. C'est ainsi principalement sous l'aspect du "socialisme" qu'il y a démarcation par rapport au nationalisme de gauche autant que par rapport aux socialistes anti-indépendantistes, par l'adhésion à l'idéologie du socialisme démocratique.

2. Du socialisme démocratique

La critique du capitalisme constitue un fondement de l'argumentation déployée, mais contrairement aux prédécesseurs marxistes-léninistes, cette critique ne s'en prend pas aux seules dimensions de l'exploitation économique. Le mode de production capitaliste n'est plus envisagé comme une contradiction principale d'où découleraient les autres contradictions et dont un effet majeur consisterait entre autres à secondariser le problème de l'oppression nationale, mais plutôt appréhendé comme un ensemble complexe de contradictions. On n'y retrouve plus les termes du débat traditionnel à la gauche sur la détermination et le primat des instances. La réflexion porte sur la société tout entière et le système des rapports sociaux. De même, la propriété privée des moyens de production ne revêt pas une importance exclusive de sorte que son élimination devienne la solution sine qua non. La réflexion concerne les hiérarchies et les inégalités de la société actuelle; le système des rapports sociaux ne cesse de reproduire ses contradictions générant les multiples formes de luttes dont l'ensemble illustre concrètement l'état de société en crise. Le constat des diverses crises prend sa pleine signification dans la dénonciation de l'organisation institutionnelle des pouvoirs (Manifeste, p. 43), caractérisée par une concentration des pouvoirs de décision (aux mains d'une minorité de gestionnaires) fondés sur le pouvoir d'État, les compétences technocratiques ou sur la propriété des biens de production. L'accent est mis sur la dépossession dont sont victimes les producteurs de leur autonomie et du contrôle de leur activité, d'où la nécessité de l'appropriation des pouvoirs de décision. "Il nous faut réunir les conditions qui vont permettre à la majorité... d'exercer un pouvoir effectif..." (Manifeste, p. 43). La lutte des classes est dans une large mesure interprétée en termes de domination, de contradictions entre dirigeants et exécutants. On considère en somme cette aliénation de l'autonomie comme l'explication (fondamentale) des multiples injustices rendant compte à la fois des divers fronts de luttes et de l'incapacité du parti au pouvoir de les solutionner et de réaliser le projet national de l'indépendance.

A cette critique de la société capitaliste, s'ajoute une méfiance à l'endroit des modèles existants de société dite socialiste (voir Les cahiers du

socialisme, nos 9 et 10/11, etc). Cet aspect traduit un changement significatif, sur le plan idéologique, par rapport aux organisations politiques d'extrême-gauche puisqu'elle désigne les formes de distanciation à l'égard des groupes maoïstes (PCO, En lutte!), y compris des courants trotskistes. Les socialismes existants interviennent plutôt comme contre-modèle. Plus qu'une dissociation sémantique, le terme socialisme renvoie à une autre signification, non seulement opposée aux systèmes sociaux expérimentés dans le monde dit communiste, mais encore à un projet socialiste qui prend racine dans les luttes actuelles (RPS, op. cit., ses interventions, son fonctionnement, Editions Socialisme et indépendance, 1982, pp. 27-39). La critique des pays dits socialistes porte sur le caractère autoritaire et bureaucratique des pouvoirs et corrélativement sur le type de domination d'une nouvelle classe dirigeante qui "entrave ou étouffe l'expression d'un véritable pouvoir ouvrier et populaire" (RPS, op. cit., p. 29). De même, on ne souscrit pas à l'interprétation trots kyste selon laquelle le stalinisme engendre un état ouvrier dégénéré pouvant désigner un modèle socialiste se situant avant l'avènement de Staline.

On considère que l'existence d'un parti unique et le monopole de ce parti sur l'État, la presse, les organisations syndicales populaires et culturelles, contribue à effectuer une "transition bloquée" (RPS, op. cit., p. 29). Si une tradition socialiste doit être invoquée, ce n'est ni la révolution d'Octobre 1917, ni le léninisme, ni encore moins le stalinisme ou le maoïsme, mais certains éléments des oeuvres de Marx et Engels tels la sociologie de la lutte des classes, la critique du capitalisme, le projet de société socialiste, la solidarité internationale, etc... En aucun cas, il ne s'agit de trouver la pureté d'un projet oublié ou un programme déjà expérimenté avec succès, mais bien de créer, "produire, travailler, vivre autrement" (RPS, op. cit., p. 30) et d'effectuer "un changement réel dans les modes de vie et de travail" (Manifeste, p. 39); d'inventer une société socialiste développée, industrialisée, alphabétisée, misant sur les potentialités exceptionnelles des sociétés capitalistes développées, sur les possibilités de contrôle démocratique qu'elles recèlent et sur l'urgence de concevoir un projet social alternatif qui tienne compte de cet état de développement.

A l'encontre des dogmes, il s'agit d'inventer des formes socialistes d'existence collective qui échappent à la fois à l'exploitation du capitalisme et à l'autoritarisme des pays dits socialistes. Il s'agit d'édifier une société où les inégalités (en particulier celles existant entre les hommes et les femmes) auront disparu et où notamment les pouvoirs de direction et de décision ne seront plus accaparés par une minorité oppressive. On ne revendique pas un projet achevé ayant réponse à toute éventualité, mais une option globale que la pratique sociale doit immédiatement mettre en oeuvre.

Les principes généraux du projet socialiste s'inspirant des critiques énoncées comporte le dépérissement des pouvoirs capitalistes comme l'éviction des bureaucraties politiques, et ce, en vue d'atteindre l'objectif central de créer un "pouvoir populaire". Le sujet n'est plus le prolétariat et sa dictature, mais les "classes ouvrière et populaires" (Manifeste, p. 7), ramassant

toutes les catégories sociales qui participent à divers titres à la production de biens et de services et qui se trouvent en situation d'aliénation dans le système actuel. Le contrôle collectif par la socialisation des moyens de production et d'échange ne saurait en aucune façon signifier une nouvelle dictature de classe, dut-elle être celle du prolétariat.

> "Le socialisme pour nous c'est la démocratie économique, politique, sociale et culturelle, pas la dictature, même si elle était le fait d'un parti de la classe ouvrière ou ayant cette prétention" (RPS, op. cit., p. 30).

Au contraire, le projet socialiste vise à concilier socialisme et libertés démocratiques (RPS, op. cit., p. 28). Un tel projet s'inscrit dans un système de pluralisme politique reconnaissant la coexistence et la cohabitation de plusieurs partis politiques, et procède de la volonté de valoriser les diverses formes de pratiques militantes, tout en respectant l'autonomie des mouvements sociaux comme autant de lieux d'exercice du pouvoir populaire à développer (Manifeste, p. 44). Le projet socialiste devant assurer le pouvoir populaire effectif offre trois axes. Le premier commande la planification démocratique, c'est-à-dire "la socialisation des moyens de production et d'échange de façon à éliminer le pouvoir décisionnel privé" (Manifeste, p. 35), et aboutit à l'élaboration d'un plan d'ensemble de développement, cette démocratisation du pouvoir économique devant s'exercer tant au niveau local et régional que national et laisser une large place à l'autonomie des diverses collectivités (Manifeste, p. 37). Le second concerne l'égalité sociale, l'instauration de rapports sociaux égalitaires et solidaires visant à "éliminer toutes les formes de domination" (Manifeste, p. 46). Enfin, le troisième touche la liberté et la reconnaissance comme inaliénables des droits et libertés de la personne autant que des droits et libertés des collectivités (Manifeste, p. 44).

Si la socialisation constitue la notion centrale du projet socialiste, à l'encontre des états socialistes de type autoritaire et aussi du pouvoir d'une minorité capitaliste, la décentralisation, la multiplication des lieux de gestion collective est présentée comme nécessaire à la complexité des sociétés développées, tout en agissant comme moyen propice à combler l'écart entre les instances de décision et d'exécution.

Comme il est prévisible dans une expression politique militante, les régulations politiques et économiques de la société socialiste ne sont pas énoncées et on peut concevoir aisément les tensions entre les exigences d'une planification collective des grandes orientations (Manifeste, p. 37) et la gestion collective dans les entreprises et les services, la décentralisation comportant l'autonomie des régions, des collectivités locales, etc... De même, l'appel à l'instauration de rapports égalitaires apporte un contenu au terme socialisme: cette exigence de collectivisme tend à valoriser toutes les conduites de solidarité, à poursuivre une plus grande égalité entre les travailleurs et travailleuses, à rechercher les formes sociales d'organisation où pourraient diminuer les tensions et réaliser une forme de mutualisme.

La spécificité d'un tel discours consiste en la négation de toutes les hiérarchies et formes autoritaires et en premier lieu du centralisme démocratique, valorisant a contrario les actions créatrices de groupes autonomes. A cela se joint la valeur de liberté, conformément au projet social global de réconcilier socialisme et liberté; elle se réalise dans la gestion collective des conditions de travail et des milieux de vie, sur la base du maximum d'autonomie, et elle doit s'exercer aussi au niveau politique, où les courants politiques devront conserver une complète liberté d'expression. Une telle position pluraliste est présentée non pas comme une concession libérale, mais plutôt comme la condition même du dynamisme des éléments progressistes de la société:

> "Il faut reconnaître plusieurs organisations politiques qui peuvent concourir à la construction du projet socialiste: leurs débats peuvent enrichir le processus d'édification d'une société nouvelle dans le sens des intérêts des classes populaires".[28]

Le socialisme prôné revendique "plus de liberté, plus d'espaces de liberté".[29]

De ce courant se dégagent une critique sociale et un projet politique qui placent au coeur de la réflexion les conditions de mise en place d'un pouvoir populaire. La légitimité de l'autorité davantage que l'exploitation économique est mise au centre de la critique et sert à la double récusation du mode de production capitaliste et du socialisme bureaucratisé à parti unique (RPS, op. cit., etc., p. 29), et ce au nom de l'aliénation des pouvoirs de décision. Le projet proposé prévoit la reconstitution des centres de décision plus près des personnes concernées dans les entreprises, les quartiers et l'autonomie des organisations syndicales et populaires par rapport aux organisations politiques socialistes (RPS, op. cit., p. 29). De cette façon, la conception léniniste de direction politique se trouve exclue. Tant au MS qu'au RPS, les organisations politiques socialistes sont investies d'une responsabilité politique de coordination des luttes sociales et elles doivent traduire dans la sphère politique les diverses manifestations d'opposition au régime.[30]

> "Autonome et respectueux des autonomies, le Mouvement socialiste sera un lieu de convergence pour que les luttes et les revendications ouvrières et populaires débouchent sur un cadre politique plus large" (MS, p. 55).

> "Ainsi conçue, l'organisation politique ne se pose pas en organisation d'avant-garde qui recherche par en haut le contrôle des luttes et des organisations du mouvement ouvrier et populaire. Elle s'efforce de coordonner des actions, d'opérer de nouvelles synthèses au fil des conjonctures et des luttes menées, d'élargir la perspective de celles-ci dans chaque milieu en fonction d'une transformation globale de la société". (RPS, op. cit., p. 19).

Ainsi conçu sans le "centralisme démocratique" comme principe d'organisation politique, le parti n'est plus considéré comme lieu unique de la lutte politique

et ne prétend pas à l'exclusivité de la direction des conflits. La proclamation de la stratégie de coordination, conjuguée à la perspective pluraliste (RPS, op. cit., p. 29 et 30), permet au MS, au RPS, ou à tout autre organisation politique, de se légitimer comme agents indispensables du changement socio-politique pour un projet de société alternatif et d'instaurer "les conditions d'une véritable démocratie politique" (RPS, op. cit., p. 28).

Le "socialisme" ne signifie donc plus la dictature du prolétariat sous l'égide d'un parti unique régi selon les principes du centralisme démocratique et devant assumer le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière. Cette divergence par rapport à l'orthodoxie marxiste s'exprime également par la volonté proclamée de ne chercher dans aucune société socialiste existante un modèle pour le futur[31]. Le socialisme est à inventer puisque jamais la conciliation du socialisme et de la liberté n'a été réalisée. Les garants ne sont pas dans le passé mais bien dans le présent et, en premier lieu, dans les multiples luttes sociales contre le système existant, ces luttes qui sont à la fois un lieu de militantisme[32] et un objet de légitimation/justification de la politique définie, s'il en est, voire de l'existence du courant en tant que tel, comme en a témoigné pendant un certain temps (1980-1982) Presse libre, qui a pu puiser dans la relation et l'interprétation des luttes du mouvement ouvrier et populaire l'illustration de son existence autant que l'ancrage de son action idéologique et politique. L'élaboration du discours s'alimente à toutes les formes de luttes (féminisme, écologisme, ...) où sont engagées des couches sociales désignées comme forces motrices du changement de société, d'où l'appel à la constitution d'un bloc social anti-capitaliste[33], la transition du capitalisme au socialisme apparaissant dès lors comme devant se faire sous l'égide du rassemblement de toutes les catégories sociales susceptibles de s'opposer au capitalisme:

> "... tous ces hommes et ces femmes que l'on prive de tout contrôle collectif sur leurs milieux de travail et de vie... formant ensemble la base sociale d'une nouvelle force politique à construire pour transformer en profondeur la société québécoise".

L'élaboration idéologique trouve dans le contrôle collectif, le pouvoir populaire, l'évocation d'une epèce de système autogestionnaire, et ce tout en se gardant contre l'illusion de poser dans l'imaginaire la société idéale:

> "Cette société différente que nous voulons, n'existe-t-elle pas déjà en pièces détachées, dans plusieurs de nos revendications et de nos luttes...?". (RPS, op. cit., p. 27).

Ce sont les luttes sociales actuelles, qui restent à coordonner politiquement par l'organisation politique à construire, qui constituent déjà la mise en oeuvre du processus devant conduire à l'édification d'une société québécoise socialiste. Tels sont les termes néo-marxistes du projet de réalisation conjointe de l'indépendance et du socialisme au Québec qui expriment la recherche d'une voie politique alternative au nationalisme du Parti québécois et au socialisme de type marxiste-léniniste.

EN CONCLUSION

Après avoir évoqué brièvement le procès de transformation idéologique des courants progressistes, c'est l'étude du champ social d'intervention qui permettrait de saisir quand et en quoi le discours cesse d'être un simple ensemble intellectuel pour devenir une entreprise de transformation sociale. Tout en étant significative du déplacement/réalignement des forces progressistes en présence, il apparaît difficile, voire impraticable de considérer l'emprise exercée par le discours recomposé du "socialisme démocratique" dont la production/diffusion reste limitée dans la société politique actuelle, nonobstant la conjoncture de crise.

Dans la mesure où la réarticulation du courant progressiste travaillant à offrir une alternative n'est pas une organisation politique constituée, le dispositif de persuasion reste relativement important. Et l'idéologie de l'autonomie des organisations syndicales, populaires etc..., induit un militantisme non inféodé à l'autorité de l'organisation politique et rend compte en partie des limites de l'implantation en rejoignant les déjà convaincus et engagés. A la discipline de parti, on substitue la recherche d'une action/intervention dans la situation du moment: "... la lutte pour une société alternative... prend racine dans nos luttes et revendications actuelles" (RPS, op. cit., ..., p. 31). La fidélité à des structures relativement souples apparaît devoir être compensée par une adhésion intériorisée aux idéaux proposés en suscitant notamment l'investissement politique dans une pratique concrète et immédiate (cf. les critères d'acceptation des membres du RPS, RPS, op. cit., ..., p. 43).

Malgré son élaboration entre le nationalisme du PQ et le socialisme des marxistes-léninistes, le courant idéologique qui en ressort contient néanmoins une certaine part d'originalité qui fait qu'il n'est ni l'un ni l'autre tout en amalgamant la question nationale et la lutte des classes pour le socialisme. Ainsi constitué, le socialisme démocratique proposé n'offre pas la sécurité du dogme, ni non plus l'exaltation d'un chef charismatique (chef national, leader prolétarien), mais plutôt la liberté dans la conviction conjuguée à la possibilité de mettre en pratique son engagement politique dans les diverses luttes contre le système actuel. Cependant, le pluralisme politique invoqué, la quasi-absence d'appareils de propagande, de formation, d'inculcation idéologique, la proximité de la démobilisation vécue par les militants(es) des organisations m-l peuvent être autant d'obstacles au renforcement d'un nouveau pouvoir, même symbolique. Loin de reconstituer une orthodoxie, il s'agit plutôt de plaider l'adéquation entre les orientations proposées et les pratiques effectives dans les luttes immédiatement significatives.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. "Les pays du 'socialisme réel' et la "crise du marxisme'", entrevue avec Jean-Marc PIOTTE, Les cahiers du socialisme, no 9, hiver 1982, p. 139: "dans la mesure où les marxistes québécois ont été en majorité influencés par les marxistes de France, il y a 'crise du marxisme' aussi au Québec. Et c'est aussi fort qu'en France".

2. G. BOURQUE, et G. DOSTALER, Socialisme et indépendance, Montréal, Boreal Express, 1980 (introduction); L. FAVREAU, Le projet socialiste, Montréal, CFP, 1979, 60 p.; M. DESY, M. FERLAND, B. LEVESQUE et Y. VAILLANCOURT, La conjoncture au Québec au début des années '80, Edition, La Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980, 200 p.; M. FERLAND et Y. VAILLANCOURT, Socialisme et indépendance au Québec, pistes pour le mouvement ouvrier et populaire, Montréal, co-édition: Editions Socialisme et indépendance, Editions coopératives Albert St-Martin, 1981, 86 p.; RPS, Le Regroupement pour le Socialisme, ses orientations, ses interventions, son fonctionnement, Montréal, Editions Socialisme et indépendance, 1982, 45 p.; le Comité des Cent, Pour un Québec socialiste. Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste indépendant démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes, Montréal, MS, 1981, 56 p.; Jean-Marc PIOTTE, Marxisme et pays socialistes, essais, Montréal, VLB, éditeur, 1979; idem, Un parti pris politique, essais, (introduction), Montréal, VLB éditeur, 1979, 250 p.; Les cahiers du socialisme, (1978...); Conjoncture politique au Québec, (1982...).

3. Jean-Marc PIOTTE, Un parti pris politique, essais, Montréal, VLB éditeur, 1979, pp. 14-17.

4. Idem.

5. "Manifeste 1964-65", Parti Pris, vol 2, no 1, septembre 1964; Voir Roch DENIS et Luc RACINE, "Histoire et idéologie du mouvement socialiste québécois (1960-1970)", Socialisme québécois, nos 21-22, avril 1971, pp. 50-78.

6. Roch DENIS, Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968, Montréal/Paris, PSI/EDI, 1979, pp. 523-524; et aussi entre autres, voir Gilles BOURQUE, Luc RACINE et Gilles DOSTALER, "Pour un mouvement socialiste et indépendantiste", Parti Pris, vol 5, no 8, été 1968, pp. 29-35.

7. Voir Gaétan ROCHON, Contre-culture et politique, Montréal, HMH, 1977; et Jules DUCHASTEL, "Mainmise: la nouvelle culture en dehors de la lutte des classes?", Chroniques, nos 18-19, juin-juillet 1976, p. 39.

8. P. HARVEY et G. HOULE, Les classes sociales au Canada et au Québec, bibliographie annotée, Cahiers de l'ISSH, Université Laval, Québec, 1979; A. LEGARE, "Heures et promesses d'un débat: les analyses des classes au Québec, 1960-1980", Les cahiers du socialisme, no 5, printemps 1980, pp. 60-85.

9. Voir Donald McGRAW, Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973), Montréal, Editions coopératives Albert St-Martin, 1978, 184 p.; entre autres la publication entre décembre 1971 et février 1972 de deux manifestes pour l'organisation politique des travailleurs par les CAP St-Jacques et Maisonneuve, les propositions de "parti des travailleurs" de travailleurs" de la part des centrales syndicales dans la foulée du front commun de 1972, le manifeste du Front d'action politique (créé en 1969 regroupe des comités de citoyens du sud-ouest et de l'est de Montréal dans une organisation politique municipale) intitulé: Les salariés au pouvoir, Montréal, Les Presses libres, 1970, 138 p. A la suite du congrès de mai 1971, caractérisé par une crise de direction, des militants mettent sur pied des Comités d'action politique sur la base de quartiers et d'entreprises. Après le congrès de 1972, ils font scission avec les militants du FRAP, qui alors se fixent comme tâche de démocratiser et d'unifier les forces syndicales et de créer le parti politique des travailleurs. Pour les scissionnistes, il ne s'agit plus d'identifier des solutions aux problèmes qui se posent dans la ville, mais de mettre en place des organisations en vue d'agir à long terme sur les causes des problèmes de la classe ouvrière. Cf. P. HAMEL et J.-F. LEONARD, "Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise", Politique aujourd'hui, nos 7-8, 1978.

10. La revue Mobilisation est lancée à l'initiative du CAP St-Jacques en mai 1971 et reprend le nom donné par le Front de libération populaire (le FLP) et le Mouvement syndical politique (MSP) à son journal paru entre 1969 et février 1970 en cinq numéros.

11. Mobilisation, vol 4, no. 8.

12. Les débats politiques entraînent des scissions au sein des Comités d'action politique et font éclore divers groupes militants, parmi lesquels le Regroupement des comités de travailleurs (RCT), la Cellule militante ouvrière (CMO), la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR).

13. Le Groupe socialiste des travailleurs (GST) est fondé en 1973.

14. Le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ) issu du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fondé en mai 1970, publie en octobre 1974 la brochure En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste, Montréal, MREQ, 1974; En lutte!, Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti, Montréal, supplément au journal En lutte!, décembre 1974; LCMLC, Document d'entente politique pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada, Montréal, 1975.

15. La LCMLC provient de la fusion du MREQ, de la CMO et de la COR.

16. Voir entre autres, la LCMLC, "Résolution sur la question nationale québécoise", un document du 2e Congrès de la LCMLC, Octobre, nos 2-3, 1978, pp. 64-106; Spécial référendum québécois, Octobre, printemps 1980, no 8. 1980; En lutte!, Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales, contre l'oppression nationale, mars 1978; voir aussi, En lutte!, Appel aux travailleurs du Québec: ni fédéralisme renouvelé ni souveraineté-association, février 1980, Le Québec a le droit de choisir, février 1980.

17. M. DESY et al., op. cit., p. 102.

18. Issu des Comités d'action politique (CAP) et du FRAP (Front d'action politique), le Centre de formation populaire (CFP) a été constitué à l'automne 1970 en vue de produire des instruments de formation politique pour les travailleurs et militants syndicaux. Ayant été lié au RCT (Regroupement des comités des travailleurs), il n'a cessé de militer en faveur d'une organisation politique autonome des travailleurs devant émerger des syndicats et des groupes populaires et de promouvoir l'indépendance du Québec.

19. Cf. les ouvrages cités à la note 2.

20. L'appui critique au PQ prévaut à l'élection du 13 avril 1981, cf. Presse libre, no 1, p. 15; M. FERLAND et Y. VAILLANCOURT, op. cit., chapitre V.

21. "Les pays du 'socialisme réel' et la 'crise du marxisme'", entrevue avec Jean-Marc PIOTTE, op. cit., p. 139; voir aussi Jean-Marc PIOTTE, Marxisme et pays socialistes, op. cit., "d'où j'écris" et, Un parti pris politique, op. cit., introduction; voir aussi G. BOURQUE et G. DOSTALER, op. cit., introduction, pp. 9-52.

22. M. DESY et al. , op. cit., introduction, chapitre III et chapitres IV et V.

23. J. NIOSI, "La nouvelle bourgeoisie canadienne-française", Les cahiers du socialisme, no 1, printemps 1978; idem, "Le gouvernement du PQ, deux ans après", Les cahiers du socialisme, no 2, automne 1978; T. HENTSCH et P.-Y. SOUCY, "Le Parti Québécois et la politique étrangère: un point sur la souveraineté et sa portée", Les cahiers du socialiste, no 3, printemps 1979.

24. Entre autres voir Gilles BOURQUE, "Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse", Les cahiers du socialisme, no 3, printemps 1979. Cette tendance s'affirme déjà en 1968 avec la mise sur pied du "Comité pour l'indépendance et le socialisme", qui adopte une attitude de critique radicale à l'égard du PQ, force montante du mouvement national de l'époque.

25. Comité de rédaction, "Présentation", Les cahiers du socialisme, no 5, printemps 1980, p. 3; CFP, "Le référendum, un enjeu politique pour le mouvement ouvrier", Les cahiers du socialisme, no 4, automne 1979; M. FERLAND et Y. VAILLANCOURT, op. cit., chapitre I: La portée du "oui critique" pendant la campagne référendaire", p. 17 et le chapitre II: "le sens de la défaite du OUI au référendum", etc...

26. G. BOURQUE et G. DOSTALER, op. cit., p. 25; Lizette JALBERT, Régionalisme et lutte politique, thèse de doctorat, Université de Paris VIII, juin 1978. G. BOISMENU et al. Espace régional et nation, Montréal, Boreal Express, 1983, 217 p.

27. Yves VAILLANCOURT, La position constitutionelle du MSA-PQ de 1969-1979, Edition du CFP, 1980.

28. Extraits de la plate-forme du Regroupement Indépendance Socialisme Québec (RISQ) du mouvement ouvrier et populaire de la région de St-Hyacinthe dans RPS, ses orientations... etc., Editions Socialisme et indépendance, 1982, p. 23.

29. Idem, p. 30, MS Manifeste, p. 45.

30. G. BOURQUE et G. DOSTALER, op. cit., p. 52.

31. J.-M. PIOTTE, Un parti pris politique, op. cit., p. 28: "L'inexistence d'un modèle révolutionnaire historique ne saurait cependant justifier... l'abandon de la recherche des chemins de l'espoir".

32. Le RPS, op. cit.

33. G. BOURQUE et G. DOSTALER, op. cit., p. 50.

Chapitre 22

CRISE SOCIALE, MOUVEMENTS SOCIAUX ET PRATIQUES DU CHANGEMENT SOCIAL

Louis MAHEU*

Il y a maintenant un thème sur lequel il n'est nul besoin d'insister, bien au contraire, si l'on veut qu'il pénètre les consciences et les imaginations contemporaines: soit celui de la crise. Tout au plus, rencontre-t-on encore de temps à autre un dernier carré de fidèles qui souhaiteraient convaincre que la crise ne serait qu'économique: avec la reprise des affaires, avec un meilleur contrôle des problèmes structurels de l'accumulation intensive du capital, si tant est d'ailleurs que cela était davantage possible que souhaitable, les soi-disant autres dimensions de la crise seraient vite balayées. Et la place vide, ainsi, à l'évidence serait quand même pleine de la preuve que tout dans cette crise n'est qu'"affaire", expression appropriée s'il en est une, d'économie et de capital.

Mais les déloyaux envers semblable interprétation sont plus nombreux maintenant à penser cette crise comme un phénomène total dont les racines plongent dans le culturel, le politique. Certains vont jusqu'à parler de crise d'hégémonie sociale. C'est de ce côté, bien sûr, qu'il faut jeter son regard. Encore que, ce point de vue adopté, l'introspection gagnerait à être plus perspicace. Et qu'est-ce qu'il y a d'autre alors à scruter? Une crise, surtout totale, on le sait depuis un bon moment, est intéressante aussi en ce qu'elle comporte, déclenche et engage des perspectives de redressement qui risquent de se muer, avec un bon nombre d'ajustements il est vrai, en éléments structurels fondamentaux d'un nouveau système de rapports qui est à se mettre en place.

Dans les pages qui suivent, il sera fait allusion aux pratiques sociales de groupes de base, de mouvements sociaux partiels, pratiques sociales dites souvent alternatives, notamment par rapport aux pratiques sociales plus institutionnalisées du mouvement ouvrier et syndical. On retracera certaines incitations aux développements de ces pratiques au sein des facteurs structurels de la crise, crise politique, économique et culturelle. Et simultanément, ces incitations structurelles se révélant des enjeux conflictuels en train de se démarquer plus nettement au sein des sociétés industrielles avancées, il

* Professeur de sociologie à l'Université de Montréal.

pourra être dit qu'elles participent de la restructuration de rapports sociaux dont le champ englobe des revendications, des contestations, des luttes rompant quelque peu avec les pratiques sociales antérieures. Revendications, contestations, luttes sociales qui auraient vraisemblablement à voir alors avec des voies de changement social en instance d'émergence et de développement.

Un premier thème sera donc abordé: quelles seraient les contraintes structurelles des sociétés industrielles avancées véhiculant des enjeux conflictuels qui mettent en scène des groupes de base, des mouvements sociaux partiels? Il sera aussi précisé comment ces enjeux conflictuels ouvrent certaines voies au changement social; le cas échéant, les orientations plus précises que pourrait emprunter celui-ci seront clarifiées. On mesurera alors en quoi ces pratiques émergentes de changement social, dont la conceptualisation théorique demeure à parfaire, se distinguent de pratiques plus connues de rapports de classe et de changement social. Enfin, le cheminement parcouru invitera à discuter quelques aspects des faits de conscience liés aux pratiques sociales des groupes de base et certains traits de leur spécificité politique plus immédiate eu égard au fonctionnement d'un système politique.

LE REVENU DU CITOYEN ET L'APPROPRIATION ÉTATIQUE DU TISSU SOCIAL

Il n'est pas de notre propos de procéder à un relevé, systématique et des plus compréhensifs, de l'ensemble des contraintes structurelles, des contradictions qui enserrent, conditionnent les pratiques sociales. Un tel exercice est d'ailleurs futile. Rendre compte de toutes les contraintes structurelles à l'oeuvre au sein d'un système social dépasse les capacités de tout schéma d'analyse. Il est plutôt question d'identifier certains enjeux structurels plus particuliers permettant de canaliser le regard vers les pratiques sociales d'agents n'appartenant pas au rang de la classe ouvrière au sens classique du terme mais constituant ce que certains nomment soit des mouvements sociaux, soit des groupes de base, soit encore des groupes alternatifs. Les éléments structurels qui seront donc retenus ici permettront d'aller plus directement à la caractérisation des pratiques émergentes, souvent dénommées alternatives, du changement social.

Beaucoup d'observateurs des sociétés industrielles avancées se sont attardées à la notion de fordisme, d'abord vraisemblablement utilisée par A. Gramsci, pour rendre compte de leur évolution contemporaine. Ils visaient alors à les qualifier du point de vue de l'accumulation intensive du capital dont elles étaient le siège, accumulation intensive du capital le plus souvent liée à la déqualification du travail, simultanément articulée à une augmentation du travail mort par l'intervention de la science et de la technologie dans le procès et de production et de circulation des marchandises.[1] Que pareil développement des forces productives sous-tendant l'accumulation du capital n'ait pu être assuré par le seul capital privé est maintenant un trait bien documenté des sociétés industrielles avancées. L'État, le capital public, a été largement

mis à contribution: de bien des manières, il a conforté les opérations préparant directement ou indirectement l'accumulation intensive du capital. Les subventions directes aux entreprises en difficulté financière ou en voie de réaliser des expansions d'opération dans des régions économiques en butte à une faible croissance socio-économique ne sont pas seules en cause. L'État intervient et est intervenu dans nombre d'opérations de financement des infrastructures nécessaires au procès de développement des forces productives: le système scolaire, le système de la recherche-développement, le système de santé. On sait pertinemment qu'il fut très directement concerné par les processus mêmes de dévalorisation de fractions du capital, fractions engagées dans le financement de besoins ou de programmes sociaux de tous ordres ne rendant pas, le plus souvent, de profits égaux aux sommes investies.[2] Et dans le processus de circulation du capital, les agents touchant à point nommé dans le temps, le cas échéant, le taux de rendement maximal de semblables investissements, ne relevaient pas en général des appareils économiques de la société politique.

Mais le plus important ici est bien d'observer que l'intervention de l'État n'était fonction ni du seul procès de production, de circulation du capital, ni des seules pressions sur l'État et les appareils d'État des classes économiquement dirigeantes. En effet, dans beaucoup de sociétés industrielles avancées, l'intervention de l'État se soldait par sa contribution aux revenus, directs ou indirects, de nombres croissants et importants d'agents sociaux.[3] S. Bowles et H. Gintis ont très longuement et systématiquement documenté semblables facettes du développement socio-économique contemporain des États-Unis.[4] C'est ainsi qu'ils relèvent aux États-Unis de l'après-deuxième guerre mondiale, une relation entre le processus d'accumulation du capital et le fonctionnement de la démocratie libérale impliquant une "association" nouvelle entre le capital et le travail. Cette restructuration des relations entre ces deux classes sociales est sous-tendue par un ensemble de législations sociales et manifeste combien l'État et son fonctionnement sont devenus un terrain important de la lutte des classes. Cette dernière, dans ce contexte, passe notamment par les enjeux des pratiques et des politiques de distribution des ressources: luttes concernant les salaires réels, le niveau des taxes, la fixation des loyers, la nature et le taux des dépenses publiques d'aide sociale.

Une fraction non négligeable des principaux avantages distributionnels obtenus par les travailleurs ne l'était pas suite à une confrontation directe avec le capital, mais plutôt par l'intermédiaire de l'État. C'est que l'intervention de celui-ci contribuait à une socialisation de la consommation au sens où certains services collectifs tendaient à être retirés de la sphère de circulation des marchandises, l'éducation par exemple, et au sens où l'intervention de l'État faisait suite à de fortes revendications en faveur d'un contrôle du prix de la consommation de certains équipements, les loyers et les transports par exemple, ou en faveur de la protection de ressources collectives, des espaces verts, de l'environnement. Mais les avantages distributionnels pouvaient aussi venir de l'intervention de l'État menant au maintien d'un niveau de vie minimal pour les personnes socio-économiquement démunies

relevant directement de programmes d'aide et d'assistance sociales. Finalement, toutes ces dimensions d'une socialisation de la consommation participent de l'évolution tout à fait déterminante des revenus du citoyen.

A côté donc des revenus tirés d'un salaire, ne peuvent être ignorées les ressources, non négligeables et en croissance procentuelle soutenue, constitutives du revenu ou du salaire du citoyen et fournies par les programmes d'aide financière mis au point par l'État.

> En 1973, 44% du nombre total de foyers ont reçu une aide financière du gouvernement atteignant une moyenne $3 368.00 et représentant 24% de leur revenu global moyen; les personnes âgées ont reçu quant à elles une aide financière représentant 39% de leur revenu global moyen.[5]

Et S. Bowles et H. Gintis de soutenir encore que le rôle joué par le conflit distributionnel dans le processus récent d'accumulation du capital fut déterminant et qu'en général les capitalistes en ont quand même fait les frais dans une proportion significative. Le conflit distributionnel et le revenu du citoyen ont notamment ralenti le processus de croissance capitaliste et ont contribué à rendre moins efficaces, dans le cycle de reproduction du capital, les phénomènes de crise et les pressions exercées par l'armée de réserve sur les travailleurs, les chômeurs et les grévistes. Et il en fut ainsi parce que les classes sociales défavorisées ont mené de nombreuses luttes reliées à l'axe distributionnel de la lutte des classes. Du coup, le conflit distributionnel et les pratiques qui en ont découlé ont eu un impact sur l'équilibre des rapports entre le capital et le travail et ils ont constitué un rouage important de leur reproduction.

Cette démonstration s'appliquant d'abord aux États-Unis pourrait-elle rendre compte de la situation canadienne et québécoise? On peut émettre l'hypothèse du prolongement de cette tendance au sein de nos formations sociales étant donné les nombreuses similitudes caractérisant ces diverses sociétés industrielles avancées. Mais un autre trait de pareil processus mérite d'être mis tout particulièrement en relief. Il implique tout d'abord que l'on distingue dans l'axe distributionnel de la lutte des classes, selon l'expression de S. Bowles et H. Gintis, les pressions tournées vers les salaires réels des revendications relatives, elles, au salaire, au revenu du citoyen. Et alors, on notera que l'expansion du revenu du citoyen - suite aux pressions exercées sur la société politique et l'État de la démocratie libérale en faveur de la conquête des droits sociaux des citoyens - et l'intervention étatique au niveau des biens de consommation collective ont contribué à tisser des rapports tels entre certaines couches de population et l'État que celui-ci est bientôt le pourvoyeur assez direct des conditions socio-économiques de vie des premières. Et les pressions alors exercées sur les appareils de la société politique et l'État pour qu'ils augmentent les ressources et modifient l'application de leurs multiples programmes sociaux ont été d'abord et avant tout le fait, non pas uniquement de la classe ouvrière au sens classique du terme et du mouvement syndical, mais bien de groupes de base, le cas échéant de mouvements sociaux défendant ces agents qui dépendent plus largement que d'autres du revenu du

citoyen ou encore se faisant les porte-parole de certains groupes d'usagers des biens de consommation collective.

Contre les appareils d'État, quasi-propriétaires et quasi-gestionnaires des ressources et des biens conditionnant leur niveau socio-économique de vie, contre les appareils d'État fixant finalement le niveau du revenu du citoyen, ces groupes de base mènent des luttes qui pourraient être qualifiées, par analogie, de syndicales. Ces dernières possèdent à la fois leur volet défensif de luttes pour le maintien, sinon l'expansion du revenu et leur volet offensif d'élargissement d'un contre-pouvoir contestant l'aliénation et la perte d'autonomie imposées par les appareils de la société politique et l'État. Force est d'admettre qu'il s'agit là d'un terrain tout à fait stratégique de mobilisation de groupes de base, de mouvements sociaux partiels constitutifs de classes dominées élargies, du peuple en situaiton de rapports sociaux de domination.[6]

L'interventionnisme économique de l'État de la démocratie libérale, et cela fut déjà souligné, n'est aucunement fonction, dans le processus social global de l'accumulation intensive du capital, des seules prescriptions des procès de production de biens et de marchandises et de circulation du capital, ou encore des seules pressions des classes économiquement dirigeantes. Bien au contraire, par l'intermédiaire de l'État et de la question des droits des citoyens au sein des démocraties libérales, sous-tendaient aussi l'interventionnisme étatique les conquêtes sociales des classes dominées relatives notamment au conflit distributionnel des ressources, y compris celles constitutives du revenu du citoyen. Mais quelles que soient les forces sociales placées en amont de l'interventionnisme étatique dans le champ économique au sens large du terme, il faut bien noter, en aval de cette intervention, combien celle-ci est par là aussi politique. Elle est tout d'abord politique parce qu'elle a été préparée sur le terrain politique: elle est le produit d'un État, d'un système politique de la démocratie libérale où ont pu être affirmés et conquis certains droits des citoyens. Mais l'intervention de l'État est aussi politique en ce qu'elle met en branle les appareils de la société politique, et par là, la bureaucratie d'État.

Du coup, plusieurs autres traits de l'interventionnisme étatique, préparé et exécuté par la société politique, peuvent être dégagés. Cet interventionnisme produit de l'intégration sociale: il démarginalise d'importantes couches sociales d'agents sociaux, de citoyens, instaurant entre ceux-ci et l'État un intense tissu d'interrelations sociales. Ces interrelations sociales assurent alors des fonctions telles qu'elles entraînent une meilleure connaissance des sujets, une information détaillée sur leurs conditions de vie, une surveillance plus étroite de leur cheminement socio-économique. Il impose encore, cet interventionnisme étatique, des politiques et des pratiques autoritaires de gestion du social. Les grandes décisions sont entre les mains de la technocratie d'État et leur exécution, sous forme de politiques et de programmes sociaux est confiée aux appareils de la bureaucratie d'État. Et ces appareils imposent le plus souvent que leur clientèle sociale les fréquente, tant la

masse d'informations et de documents à maîtriser pour ce faire s'avère complexe sinon volumineuse, au moyen d'une expertise professionnelle ou de la production de certaines fonctions intellectuelles.[7]

On pourrait ajouter encore à ces traits politiques d'interventionnisme étatique: mais leur convergence d'ensemble vers des politiques autoritaires de gestion du social n'a plus besoin d'être davantage détaillée. Soit dans leurs rapports directs avec les appareils d'État, soit dans leurs rapports indirects des fonctions et des agents intellectuels s'interposant entre leur clientèle sociale et les appareils avec eux, diverses couches sociales sont soumises à une participation dépendante face à des politiques autoritaires de gestion du social.[8] On pourrait alors soutenir, et c'est là une idée à laquelle des développements ont été consacrés ailleurs[9], qu'une contradiction majeure des sociétés industrielles avancées, qu'un de leurs enjeux conflictuels clés concerne précisément l'opposition entre, d'une part, une appropriation étatique du tissu social et, d'autre part, une appropriation collective de ce même tissu social.

Il s'agit alors de souligner qu'à l'interventionnisme étatique est jouxtée une appropriation étatique du tissu social reposant sur les politiques autoritaires et bureaucratiques de gestion du social par lesquelles le premier chemine. Et face à cette appropriation étatique du tissu social, des luttes de groupes de base, de mouvements sociaux partiels se dessinent de plus en plus nettement: elles désignent et balisent tout à la fois l'enjeu d'une appropriation collective du tissu social. Des recherches antérieures ont permis de l'identifier par deux traits majeurs: d'une part des luttes visant une plus grande autonomie, une volonté d'auto-contrôle à la base de zones, d'aires du tissu social - par exemple, certains aspects des soins de santé, diverses facettes de la consommation d'équipements collectifs comme le transport en commun ou les espaces verts, ou certaines formes de consommation d'habitat comme les coopératives à but non lucratif - et d'autre part, des formes de solidarité et de sociabilité relativement nouvelles, plus ludiques et communautaires, entre membres de groupes de base, de mouvements sociaux partiels. Ces formes de solidarité et de sociabilité contribuant directement à la conquête d'une identité socio-culturelle du groupe d'agents sociaux en lutte.[10]

Dans la mesure même où il serait fondé de voir dans l'opposition entre l'appropriation étatique et l'appropriation collective du tissu social un enjeu conflictuel majeur des sociétés industrielles avancées, le positionnement social des groupes de base, des mouvements sociaux en termes de politique et de pratique du changement social, serait déterminant.

L'ARTICULATION PROBLÉMATIQUE ENTRE LE CULTUREL ET LE POLITIQUE: PROBLÈMES D'IDENTITÉ SOCIO-CULTURELLE

Il est temps de délaisser, pour un moment, les problèmes que nous avons traités situés à la jonction et à l'articulation-désarticulation de l'interventionnisme économique étatique et du fonctionnement du système politique à

régime démocratique libéral. Ce sera pour plonger plus directement dans l'univers même de la culture et retracer, par ce cheminement, des problèmes d'articulation et de désarticulation du culturel et du politique qui devraient nous ramener à certains aspects des thèmes tout juste discutés. On doit à un travail provocant de Daniel Bell - The Cultural Contradictions of Capitalism[11] - un certain nombre de réflexions ne pouvant laisser indifférent à propos du devenir du capitalisme contemporain. Travail provocant parce qu'il stimule l'imagination par des interrogations riches et fascinantes et à la fois parce qu'il nourrit l'impatience et la critique par une trop fréquente naïveté couplée à un manque déplorable de riqueur. On le sait, et Daniel Bell le rappellera fort à propos, que le mode de production capitaliste est fortement sous-tendu par une recherche effrénée de l'individualisme, notamment dans le champ économique. Individualisme des entrepreneurs, des producteurs capitalistes qui, comme Max Weber l'avait précisé, fonderont leurs pratiques sur une éthique de la responsabilité et un ascétisme puritain du devoir à accomplir, le succès matériel obtenu signalant combien Dieu, dans leurs oeuvres mêmes, savait reconnaître et faire reconnaître les siens. Et D. Bell d'ajouter encore que cette culture bourgeoise de la responsabilité individuelle, de l'ascétisme, culture de la rationnalité et du pragmatisme fut très rapidement prise d'assaut par une culture moderniste, elle aussi cultivant en quelque sorte l'individualisme. Mais alors un individualisme du moi absolu et authentique, opposant à tout devoir ascétique et à toute rationnalité l'affirmation, la conquête du moi absolu basée sur le droit à l'expérience, la négation de la contrainte, de la convention et de la tradition qui rendraient impossible le cheminement vers l'authenticité du moi. Un certain hédonisme vint rapidement contrecarrer aussi l'éthique de la responsabilité et l'ascétisme puritain. Du mouvement surréaliste des années vingt et trente à la contre-culture la plus récente se manifeste cette culture moderniste du moi absolu.

Et ces tendances culturelles devaient être encore plus exacerbées quand la logique des catégories marchandes et capitalistes, la logique de la production, circulation et consommation du capital, des marchandises, les rejoignait et contribuait systématiquement à les matérialiser. D'une part, les signes de la réussite au sein des classes possédantes n'étaient plus bientôt la seule accumulation ascétique du capital pour l'investissement, mais la conquête de statuts sociaux et de leurs attributs et la maîtrise de niveaux de plus en plus élevés et luxuriants de consommation de biens et de services. Et d'autre part, la culture moderniste de la recherche provocante de l'inédit, du non-conventionnel comme styles de vie et modèles culturels, pénétrait davantage le tissu social et parvenait à marquer plusieurs facettes de la culture de masse au moyen du caractère marchand du nouveau, de l'anti-conventionnel, du non-traditionnel. Le style culturel du "radical chic", selon l'expression de Bell[12], rejoint une bonne fraction de la masse cultivée pratiquant des modes de vie supposément libres tout en profitant d'emplois bien rénumérés dans un système économique poussant à la conquête de statuts sociaux et à la surconsommation. La logique des catégories marchandes bientôt gagne la culture moderniste, y compris sa région contre-culturelle, et en produit une appropriation capitaliste de même qu'elle en renverse le sens et la direction. Et l'ensemble des mass-media, de l'industrie des communications, n'ont pas été pour peu

dans cette exacerbation du moi, des pulsions, de la recherche manipulée du plaisir et dans la prolifération des ressources consacrées à cultiver, sous de multiples angles, l'individualité du citoyen.

Est cependant tout à fait étonnant combien chez Bell on ne trouve pas de mise en relation de cet abus marchand de l'individualité avec les politiques autoritaires de gestion non seulement du social, mais encore des personnalités, des plaisirs, des pulsions générées par les formations sociales capitalistes et les systèmes politiques à démocratie libérale. Il est vrai qu'en ce domaine les formations sociales dites socialistes ont connu, elles aussi, une évolution des plus surprenantes. Mais pourtant au sein des formations sociales capitalistes, non seulement la recherche du profit et du rendement a-t-elle systématiquement compromise, au travers même des abus marchands de l'individualité, la vraie libération du moi et des pulsions, mais encore cette tendance fut consolidée par le fonctionnement des agences de socialisation et d'intégration sociale qui ont produit et reproduit l'uniformité sociale, l'intégration socio-institutionnelle au moyen des nombreuses mailles du filet des appareils de la société politique. On est au plus loin alors de ce que R. Bahro assigne comme conquête et objectif premier à une révolution culturelle, soit l'actualisation "d'un itinéraire vers le dedans" en mesure de rompre avec les contraintes sociales, politiques, mais aussi les catégories marchandes des sociétés capitalistes et non capitalistes et de faire intervenir "un surplus de conscience" comme force révolutionnaire.[13]

De nombreuses études sur le pouvoir et sur les tendances uniformisantes, unidimensionnelles de la croissance des personnalités au sein des sociétés capitalistes contemporaines ont bien documenté combien l'État et l'ensemble de la société politique n'étaient point étrangers à la manipulation des désirs, des pulsions, des personnalités et de leurs besoins de croissance. Ces instances, à leur manière, confortent les pressions déjà engagées par les lois de la compétition et l'impératif du rendement relevant des catégories marchandes capitalistes, les unes et les autres convergeant vers ce que certains appellent le dressage des corps et des paroles et le quadrillage de l'existence.[14]

On est donc en mesure ici de dégager une contrainte structurelle majeure, une contradiction des sociétés industrielles avancées qui sont simultanément en proie à une recherche et à une promotion de l'individualité mais aussi, en même temps, à un abus marchand de cette individualité et à une augmentation du contrôle social au moyen d'un épaississement notable des instances et des appareils de l'intégration sociale et de l'uniformisation des personnalités. Il s'agit donc là d'une articulation problématique du culturel et du politique qui désigne des enjeux conflictuels, voire des agents sociaux, - surtout ceux dont l'être social ou l'identité socio-culturelle demeurent un enjeu ouvert et encore arbitraire, et par là conflictuel - pouvant être déterminants pour les pratiques de changement social au sein des sociétés industrielles avancées.

Cette articulation du culturel et du politique, articulation tout à fait problématique dans la mesure où elle est le siège d'une contradiction majeure des sociétés industrielles avancées, doit être maintenant ramenée à une autre forme d'articulation du culturel et du politique. Qu'il soit permis, pour un court moment, de revenir aux luttes sociales que nous avons liées à l'axe distributionnel de la lutte des classes pour souligner qu'elles empruntaient les voies de pression exercées sur les salaires réels, sur les taxes, sur les programmes gouvernementaux et les revenus du citoyen. Il ne fut peut-être pas assez précisé combien ces luttes, et surtout celles concernant le revenu du citoyen , étaient fonction de traits particuliers d'un régime politique appartenant à la démocratie libérale. Or, et c'est là un trait soulevé autant par S. Bowles et H. Gintis que par D. Bell, les systèmes politiques de la démocratie libérale sont particulièrement sensibles aux luttes menées au nom des droits du citoyen. Un citoyen bien sûr un tant soi peut désocialisé, du moins au sens où le fonctionnement du système politique de la démocratie libérale ne lui reconnaît, juridiquement, aucune attache collective. Il est un individu devant la loi et ces droits à conquérir sont ceux d'un citoyen.

Mais force est d'admettre qu'imperceptiblement, au point de départ, puis de plus en plus clairement et systématiquement par la suite, les pressions exercées en faveur des droits des citoyens l'ont été en fonction de groupes d'agents sociaux menaçant chaque fois les fonctions de légitimation de l'État. Et dès lors faut-il admettre cette contradiction des systèmes politiques de la démocratie libérale officiellement tournés vers le traitement des droits et des problèmes politiques des citoyens mais confrontés finalement aux pressions politiques de groupes d'agents sociaux leur arrachant et leur imposant l'exercice de leurs droits collectifs.

Le plus important n'est pas encore formulé s'il n'est pas précisé que les groupes sociaux qui ont surpris le fonctionnement du système politique des démocraties libérales n'étaient point, en général, des groupes déjà en quelque sorte socialement marqués. Les revendications et les pressions sociales de cetains groupes incluant, par exemple, le mouvement ouvrier, se sont, elles, graduellement institutionnalisées au travers de divers mécanismes d'arbitrage confirmant dans leur vocation des législations et des appareils de la société politique devant garantir et surveiller la paix sociale. Par contre, les fonctions de légitimation de l'ordre social exercées par l'État se sont révélées plus vulnérables quand les pressions sont venues de groupes sociaux socialement plus indéfinis et jusqu'alors mal identifiés. Il est ici principalement question des couches de population dont le positionnement social est plus directement fonction du revenu, du salaire du citoyen ou encore de ces couches sociales plus directement mobilisées par des enjeux conflictuels à titre d'usagers de biens et de services de consommation collective. Et ne devraient point être oubliées les revendications et les pressions venant de groupes sociaux qui ne se définissent pas prioritairement par leur appartenance à des systèmes de rapports sociaux de production et de circulation de biens et de marchandises, rapports sociaux liant et opposant des agents aux intérêts antagonistes. Le fonctionnement du système politique des démocraties libérales fut aussi marqué

des revendications relatives aux droits de groupes sociaux cherchant à conquérir leur être social, leur identité socio-culturelle. C'est le cas, par exemple, de groupes de jeunes, de femmes, de personnes âgées, de groupes ethniques, de groupes définis par la couleur de leur peau, ou encore de groupes se distinguant par leurs orientations sexuelles.

Et ici précisément, on peut parler à nouveau d'une articulation du culturel au politique. Tous ces groupes d'agents sociaux - groupes constituant la base sociale de mouvements sociaux partiels - sont mus, dans les luttes et les enjeux conflictuels les concernant, par une volonté de conquête d'une identité socio-culturelle de groupes en lutte. Le sens même de leurs luttes et de leurs pratiques conflictuelles ne peut être dissocié de cette recherche visant à rendre légitime et à imposer l'enjeu même des conflits les mobilisant, et par là, le regroupement spécifique qu'ils constituent. Il s'agit alors, tout en menant des pratiques conflictuelles et spécifiques, de faire reconnaître l'identité combative de coopérants en habitation non lucrative, de militants des espaces verts, de femmes du mouvement féministe, de jeunes cherchant la rupture politique avec un ordre social de la domination. On notera finalement que la conquête d'une identité socio-culturelle d'agents sociaux dominés, mobilisés autour d'enjeux autant nouveaux que spécifiques, n'est vraisemblablement pas sans lien aucun avec l'opposition conflictuelle marquant les tensions contradictoires de l'appropriation étatique et collective du tissu social. De même, elle ne serait point étrangère à la recherche de la véritable libération des pulsions, du moi, de la personnalité.

Un arrêt maintenant s'impose pour faire le point sur cette question des contraintes structurelles, des contradictions des sociétés industrielles avancées avant de conclure en abordant, d'une part, quelques problèmes relatifs à la conscience de l'action et d'autre part, quelques considérations quant à la signification politique de certaines formes de pratique de groupes de base.

Nous avons tout d'abord constaté l'importance des luttes relatives à l'axe distributionnel des ressources au sein de sociétés industrielles avancées faisant face aux problèmes et tensions de l'accumulation intensive du capital. Et tout particulièrement, le poids du salaire, du revenu du citoyen, dans l'ensemble du conflit distributionnel des ressources, menait à dégager combien, au nom des droits du citoyen, les régimes étatiques et politiques de la démocratie libérale ont été pris d'assaut par des revendications de plus en plus impératives. A l'origine de ces tensions entre l'interventionnisme étatique et le fonctionnement de l'État au sein des démocraties libérales, se manifestait l'action sociale non pas de citoyens individualisés, mais de divers groupes d'agents sociaux cherchant la promotion de leurs droits.

Beaucoup de ces groupes, eu égard aux agents plus classiques des oppositions de classes, trahissaient un enracinement, un positionnement social tout à fait autre qui incite à les qualifier de groupes de base ou de mouvements sociaux partiels. Quand leur propension à l'action sociale s'appuie, entre autres, sur leurs conditions socio-économiques de vie, leur positionnement

social n'est pas fonction de leur statut de producteurs dans un système de rapports sociaux sous-tendant le procès de production des marchandises. C'est plutôt de leurs rapports à l'État, aux appareils d'État d'où ils tirent le revenu du citoyen, ou encore de leur attribut d'usagers de biens de consommation collective qu'il faut partir si l'on veut comprendre leurs pratiques sociales. Mais leur propension à l'action collective peut aussi être fondée sur leur volonté de conquérir et d'imposer une identité socio-culturelle qui est en correspondance avec les luttes qu'ils mènent à propos d'enjeux conflictuels révélant des rapports de domination socio-politique auxquels ils sont soumis. Ces groupes sociaux contestent alors le mode de production sociale, imposant le dogmatisme et la domination socio-politique, de la jeunesse, de la condition féminine, de la race et de l'ethnie, des orientations sexuelles.

Il a été encore précisé que l'action conflictuelle des mouvements sociaux partiels, des groupes de base, était fréquemment confrontée à cette contradiction où, d'un côté, elle sollicitait la société politique et l'État par l'imposition et la reconnaissance de droits collectifs, pavant la voie à un interventionnisme plus diversifié et par là à l'appropriation étatique du tissu social et, de l'autre, elle luttait pour l'affirmation d'un auto-contrôle, d'une autonomie exercée à la base même sur des zones, des aires du tissu social. L'appropriation collective du tissu social visait alors les modes d'habiter, la fréquentation et la consommation d'équipements collectifs, les rapports au corps, l'usage de certains média communautaires.

L'appropriation collective du tissu social se nourissant à la fois d'une volonté d'auto-contrôle de zones, d'aires du tissu social et d'une recherche de solidarité, de sociabilité nouvelles, plus ludiques et communautaires, n'est pas totalement dissociable d'une autre opposition conflictuelle marquant les sociétés industrielles avancées. Des tensions contradictoires apparaissent, en effet, entre la stimulation et la promotion de l'individualité puis, en même temps, les abus marchands de l'individualité et le développement irréductible de l'intégration et du contrôle social. De bien des manières, l'appropriation collective du tissu social pénètre le terrain de l'articulation problématique du culturel et du politique et promet entre ces régions du social de nouvelles formes de jonction. Elle rejoint alors des enjeux sociaux puis une mobilisation d'agents sociaux qui, autant les premiers que la dernière, convergent vers ce mouvement de fond par lequel le privé, la vie privée, souvent devient profondément politique pour les groupes de base des mouvements sociaux partiels concernés.[15]

Bref, autour des contraintes structurelles déjà identifiées et tout juste résumées ci-dessus émergent des enjeux conflictuels majeurs des sociétés industrielles avancées. Force est d'admettre que pour bon nombre de groupes de base et de mouvements sociaux partiels ces enjeux sont déterminants dans la mesure même où ils révèlent le non-négociable, l'espace ultime de résistance dans un positionnement social dont les caractéristiques de domination sociale face à l'arbitraire économique, mais aussi bien, sinon surtout, politique et culturel, sont de plus en plus nettement identifiées et combattues. On doit

d'ailleurs encore souligner que ce fondement en termes de domination socio-politique aux pratiques de conquête d'une identité socio-culturelle, et le rappel qui en est souvent fait dans certaines conjonctures de luttes particulières, provoquent régulièrement le fractionnement de ces groupes de base. Dès lors, ce ne sont plus tous les jeunes, toutes les femmes, tous les membres d'un même groupe ethnique ou racial qui se mobilisent, mais surtout ceux qui sont de plus près impliqués dans les rapports de domination socio-politique et qui manifestent une solidarité et une conscience combatives.

Si donc on cherche à identifier des pratiques de changement social, on retiendra que les conflits auxquels sont mêlés les groupes de base, les mouvements sociaux partiels, ne sauraient aucunement être de ce point de vue sous-estimés. Même si, pour en tirer des enseignements théoriques et analytiques significatifs, il fallait revoir plusieurs des postulats et des outils analytiques appliqués, par exemple, à l'étude des classes et des rapports de classes, aux théories du changement social centrées sur l'État, aux faits de conscience sociale, de conscience de classes, dans les pratiques conflictuelles.

LUTTES SOCIALES DE GROUPES DE BASE: PROBLÈMES DE CONSCIENCE SOCIALE ET NATURE POLITIQUE DE CES PRATIQUES

Il s'imposait d'accorder une attention soutenue aux problèmes analytiques soulevés par les contraintes structurelles, les contradictions des sociétés industrielles avancées qui peuvent mettre en scène, non pas exclusivement mais bien nettement cependant, des groupes de base, des mouvements sociaux partiels et les divers enjeux conflictuels nourrissant leurs pratiques sociales. Il ne faudrait point en déduire que toute pratique sociale est directement fonction de contradictions comme si celles-ci du fait même de leur acuité menaient tout droit à l'action sociale conflictuelle. Pour l'avoir trop souvent oublié, beaucoup d'analystes de la lutte des classes ont versé dans un déterminisme structurel et un réductionnisme sociologique que le réel social s'est chargé tout naturellement d'invalider. Parmi les facteurs devant mener à l'action, à la mobilisation sociale, les faits de conscience sociale, de conscience de l'action ne sauraient être négligés. Il est hors de notre propos, dans cette conclusion à tirer des quelques développements qui précèdent, de traiter bien longuement de ces questions de faits de conscience sociale, bien que certains aspects de ce thème peuvent être abordés maintenant que nous avons derrière nous le chemin parcouru.

La théorie marxiste contemporaine des rapports de classes a conclu bien nettement, à propos de cette question de la conscience de classe, à la nécessité de dépasser cette fausse dichotomie de la classe en soi et de la classe pour soi. Surtout quand mettait en oeuvre cette dichotomie une approche des rapports de classes qui réservait à la seule condition socio-économique des classes la notion de classe en soi, cette dernière marquant de surcroît la synchronie des rapports de classes, alors que la classe pour soi faisait appel à

diverses occurences conjoncturelles de pratiques politiques de classes, pratiques politiques souvent tournées vers la dimension diachronique des rapports de classes.[16] Les efforts analytiques qui ont été faits pour loger dans l'ensemble des contraintes structurelles d'une formation sociale les racines mêmes des rapports de classes ont donc été au principe même des effets bénéfiques obtenus du dépassement de la dichotomie de la classe en soi et de la classe pour soi. Ces deux volets enclenchant une conscience de classe tour à tour fermée sur l'espace plutôt restreint des conditions socio-économiques de vie puis ouverte sur les enjeux du politique, de la transformation sociétale. Et la classe pour soi ne pouvait accéder aux jeux subtils du politique, où elle pouvait d'ailleurs se perdre, sans avoir fondé son assurance dans une conscience bien affermie, bien trempée des rapports d'exploitation économique dont elle était l'objet.

Et quand sont utilisées comme champ de référence d'une analyse des rapports de classes les pratiques socio-conflictuelles des groupes de base, des mouvements sociaux partiels, il s'impose encore davantage, si besoin était, de prendre de la distance par rapport à semblable dichotomie. Que l'identification et la conceptualisation des conditions socio-économiques de vie des agents sociaux de ces groupes de base soient un problème, n'est pas ici le facteur déterminant.

Il faut plutôt mettre en relief cette caractéristique des luttes sociales de certains groupes de base qui veut qu'en plein centre de leurs pratiques sociales conflictuelles loge, comme enjeu, la conquête d'une identitié socio-culturelle de militants en lutte autour du mode de production sociale de leur identité, de leur être social. Il fut déjà souligné que dans ce contexte, le privé, la vie privée d'agents sociaux appartenant à ces groupes de base, s'avère une dimension profondément politique.

Les faits de conscience sociale des agents mobilisés par les enjeux conflictuels de ces groupes de base mènent donc à scruter le champ de la vie quotidienne. Pour beaucoup de ces groupes, la pratique du changement social ne peut être dissociée de l'obligation de changer la vie au plus près du quotidien. C'est sur cette scène particulière que prend racines une pratique de changement social sensible à la conquête d'une identité socio-culturelle conditionnée par la nature politique du privé, de la vie privée. Et c'est sur cette scène encore que devient tout d'abord manifeste la recherche d'une solidarité affective du groupe, laquelle contribue directement à une sociabilité nouvelle que poursuivent d'autant plus certains groupes de base qu'ils luttent précisément pour la conquête d'une identité socio-culturelle. Nul doute que l'ensemble de ces traits pourraient participer de "l'itinéraire vers le dedans" dont il fut déjà signalé que R. Bahro en faisait un élément déterminant des ruptures politiques, culturelles, mais aussi de l'émancipation des catégories marchandes, que devraient comporter les véritables perspectives de libération des formes socio-économiques et socio-politiques de la domination et de l'exploitation.

Un thème doit encore retenir notre attention puisqu'il mène à qualifier la nature politique des pratiques conflictuelles des groupes de base, des mouvements sociaux partiels. Pour certains, serait tout particulièrement frappante cette tendance de telles pratiques conflictuelles qui impliquerait une forme de refus de l'État. Au delà de la propension de ces pratiques conflictuelles à s'en remettre à l'action directe, par définition très peu médiatisée et retraduite par la logique de fonctionnement du système politique, fait ici problème la caractéristique que ces luttes sociales ne développent pas une pratique conflictuelle centrée sur le pouvoir d'État et sa conquête. Pour sûr, pareil décentrage quant au pouvoir d'État n'est pas sans effets troublants par rapport aux pratiques plus traditionnelles de luttes politiques du mouvement ouvrier et par rapport à de multiples théories du changement social basées sur une conceptualisation des rapports de classes et de leurs luttes socio-politiques autour de l'enjeu ultime de la conquête du pouvoir d'État.

S'il est fondé, cependant, de prétendre que les pratiques conflictuelles des groupes de base, des mouvements sociaux partiels trouvent racines notamment dans l'oppostion contradictoire entre l'appropriation étatique et collective du tissu social et dans la volonté de conquête d'une identité socio-culturelle imposant au régime de la démocratie libérale la reconnaissance de droits collectifs, on peut jeter plus d'éclairage sur la nature politique de telles actions sociales. Et doit tout particulièrement alors être relevée leur très nette propension à provoquer l'éclatement, le débordement du fonctionnement même du système politique. Pourquoi ne pas reconnaître alors que le débordement du système politique contribue certes à la remise en cause de la légitimité du pouvoir d'État détenu par les classes politiquement dominantes?

Y a-t-il cependant refus de l'État dans la recherche d'une appropriation collective du tissu social? L'État, la société politique, alors sollicités en tant qu'agence en mesure de contribuer aux revenus du citoyen et apte à fournir divers appuis, même non financiers, les uns et les autres n'en devant pas moins favoriser un auto-contrôle, à la base, de zones du tissu social. Auto-contrôle situé au plus loin, et même à l'opposé conflictuel, de l'appropriation étatique du tissu social. Le refus de cet État de la gestion autoritaire du social, de l'appropriation étatique, suppose-t-il le refus de tout État ou engage-t-il à une redéfinition, dans la pratique conflictuelle même, des rapports entre la société et l'État?

La conjoncture spécifique au système politique québécois à cet égard est bien particulière. Si la quasi-totalité des systèmes politiques contemporains, en ce qui a trait notamment au fonctionnement de la scène politique elle-même, se sont régulièrement manifestés imperméables aux demandes et revendications des groupes de base et des mouvements sociaux partiels - ces dernières s'avérant très peu "représentables" sur la scène politique et au plus loin trop souvent des partis politiques[17] - la situation est encore plus extrême au sein de la structure sociale québécoise. Et au moins trois facteurs y contribuent très directement. Du point de vue même des demandes et des revendications des groupes de base et des mouvements sociaux partiels, le système

politique est tout d'abord désarticulé. Des enjeux conflictuels de ces pratiques sociales pénètrent le système politique provincial québécois, d'autres s'inscrivent à la fois dans ce système et dans le système politique fédéral, certains enfin ont tendance à se loger essentiellement au sein de ce dernier système politique. Cette désarticulaiton du fonctionnement du système politique, tant au niveau de la scène politique que de celui de la société politique et de ses appareils, n'est pas sans rendre plus grande la distance entre ces pratiques et les instances plus traditionnelles du système politique.

On pourrait alors soutenir, et il n'y a là aucun paradoxe, que les demandes, les revendications des groupes de base, des mouvements sociaux partiels sont rapidement sujets, quand on les examine du point de vue du fonctionnement du système politique, à une sur-politisation. La sur-politisation doit être entendue ici au sens d'une très forte concentration de leur traitement au sein même des appareils exécutifs et administratifs du pouvoir politique et provincial et fédéral. Ces pratiques sociales sont directement objet d'un traitement gouvernemental au niveau de ses appareils exécutifs et administratifs, traitement n'étant point à l'abri des tensions entre appareils et systèmes politiques relatives aux problèmes constitutionnels et aux droits et pouvoir de dépenser, ou de refuser de dépenser, des gouvernements fédéral et provincial. Ce trait de sur-politisation des demandes et des revendications des groupes de base, des mouvements sociaux partiels comportent un corollaire: soit la très nette sous-représentation au niveau des partis politiques, du travail législatif, de la vie politique articulée au suffrage universel - bref au niveau de l'ensemble des composantes de la scène politique au sens strict du terme - des revendications et des luttes sociales de ces groupes de base. Il y a là une très grande étanchéité qui systématiquement banalise la vie politique et ne saurait être oubliée quand des formes d'opposition politique prennent des voies parallèles à la scène politique traditionnelle.

Enfin, un tout dernier facteur permet de spécifier la place des revendications et des luttes sociales des groupes de base par rapport au système politique québécois: soit l'absence, au sein plus particulièrement de la scène politique, d'un parti politique de gauche. Déjà du point de vue du mouvement ouvrier syndical québécois, pareille absence aura permis de qualifier certaines conséquences marquant alors les pratiques de lutte de la classe ouvrière elle-même. Et si sont considérées maintenant les pratiques sociales de ces groupes de base et de ces mouvements sociaux partiels, le vide politique souligné aura aussi des effets politiques pertinents. Il n'est point étranger, d'une part, au prolongement de ces pratiques, à divers moments de la conjoncture, du côté du mouvement syndical, mais aussi à leurs difficultés notoires d'articulation à ce mouvement, quand il est question de lier les droits des producteurs et des usagers, les revendications de la classe ouvrière, des travailleurs intellectuels et des groupes de base. On peut noter à cet égard le rôle politique de suppléance, si limité soit-il, que certains tentent de faire jouer au mouvement syndical par rapport aux revendications et aux luttes sociales des groupes de base.

Mais d'autre part, l'absence d'un parti politique de gauche explique cette stratégie des groupuscules politiques qui ont fréquemment tenté de noyauter les milieux militants des groupes de base. Cette tentative aura été fluctuante, mais la conjoncture la plus actuelle donne à penser que la plupart des groupes de base les mieux implantés ont résisté à ce qui a trop souvent pris la forme de tutelles politiques rigides insensibles aux enjeux de leurs luttes autoritaires au niveau des orientations à donner aux pratiques conflictuelles. Plus souvent qu'autrement, les orientations théoriques proposées aux pratiques politiques forçaient la concentration de ces luttes, en dernière instance, sur la conquête du pouvoir d'État comme théorie et pratique du changement social. Et puis il y eut cette phase de crise aiguë d'une forme de mobilisation par le moyen des groupuscules politiques. Qui pourrait alors nier que les difficultés extrêmes de ces groupuscules à s'adapter à la nature politique spécifique des pratiques conflictuelles des groupes de base et à saisir comment leurs revendications et leurs luttes sociales pourraient être rendues politiquement représentables aient directement contribué, parmi d'autres facteurs bien sûr, à leur mise en crise Curieux effet d'un boomerang politique...

Est-il besoin de souligner, du point de vue précisément des problèmes aigus de fonctionnement du système politique, de la scène politique et de la représentation politique que mettent toujours en relief les revendications, les luttes sociales des groupes de base, combien le défi que ces pratiques socio-conflictuelles adressent à la gauche politique québécoise demeure entier. Peut-être est-il plus que temps de sortir des sentiers battus et de chercher sa voie à hauteur d'intelligence et d'audace politique de ces luttes sociales elles-mêmes dont le sens, au travers des pratiques qui les supportent, devra être de mieux en mieux précisé.

Est-il nécessaire d'ajouter que nous ne saurions prétendre que les pratiques conflictuelles des groupes de base, des mouvements sociaux partiels, doivent être conceptualisées comme si ces actions conflictuelles étaient en ce moment même des mieux affirmées et des plus distinctes. Au contraire, il fut souvent souligné antérieurement que ces pratiques sociales conflictuelles, à même les tensions et les conflits qui les animent, sont en voie d'émergence et contribuent de plus en plus à la structuration du tissu social de nos sociétés industrielles avancées. Plus ces pratiques conflictuelles s'imposeront, plus il faudra aussi identifier les interrogations et les remises en cause qu'elles provoquent par rapport à la théorie des rapports de classes et du changement social. Et sur ce terrain analytique particulier, il nous faut reconnaître que ces pratiques conflictuelles amènent à revoir la conceptualisation même des classes sociales, de leurs rapports conflictuels et de la conscience de classe. Ces pratiques conflictuelles mènent encore à retracer l'impact déterminant des contraintes relatives à la domination socio-politique et à la domination socio-culturelle dans la manière d'analyser et de conceptualiser les rapports conflictuels de classes. Et dans ce contexte, les enjeux conflictuels nourrissant la mobilisation des groupes de base et des mouvements sociaux partiels dirigent notre regard vers les rapports qu'entretiennent, d'un côté, l'État et le système politique, et de l'autre, la société civile. Bref, il faut constater que

beaucoup d'aspects des conceptualisations théoriques relatives aux classes et aux rapports de classes doivent être raffinés et revus à la lumière notamment des enseignements qui peuvent être tirés des pratiques conflictuelles en émergence des groupes de base et des mouvements sociaux partiels. Faut-il vraiment s'étonner que la théorie marxiste des classes sociales, qu'il vaudrait beaucoup mieux qualifier de méthodologie, soit à refaire et à raffiner? Au nom même d'une approche dialectique du réel social, ne faut-il pas travailler à la mise à mort, à un moment donné des pratiques théoriques, de ce qui pourrait être qualifié de théorie marxiste des classes sociales? La négation d'un ensemble de propositions théoriques et analytiques qu'il faut constamment reconstruire et raffiner demeure l'étape première d'un travail théorique que la complexité de l'histoire contemporaine impose.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir à ce sujet, A.D. Magaline, Lutte de classe et dévalorisation du capital, Paris, Maspéro, 1975; H. Braverman, Labor and Monopoly Capital; the Degradation of Work in the 20th Century, New York, Monthly Review, 1974; B. Coriat, Science, technique et capital, Paris, Seuil, 1976 et l'Atelier et le chronomètre. Essais sur le taylorisme. le fordisme et la production de masse, Paris, Bourgois, 1979; A. Lipietz, Crise et inflation: Pourquoi?, Paris, Maspéro, 1979, "Marchandise, autogestion et "Capitalisme organisé"", Les Temps Modernes, no. 391, février 1979 et "La double complexité de la crise", Les Temps modernes, no. 407, juin 1980.

2. Sur ce thème, voir, A.D. Magaline, op. cit.; P. Boccara, Sur la mise en mouvement du capital, Paris, Editions sociales, 1978: Collectif, Traité marxiste d'économie, le capitalisme monopoliste d'État, 2 tomes, Paris, Editions sociales, 1971: D. Harris, "On Marx's schema of reproduction and accumulation", Journal of Political Economy, Vol. 80, 1972.

3. A. Lipietz, Crise et inflation..., op. cit.. Voir encore à ce sujet, M. Decaillot, E. Preteceille, J. Terrail. Besoins et modes de production, Paris, Editions sociales, 1977; P. Gruet, Besoins populaires et financement public, Paris, Editions sociales, 1976.

4. Les propos qui suivent font directement référence au texte suivant de S. Bowles et H. Gintis, "La crise du capitalisme démocratique libéral aux État-Unis", Les Temps Modernes, nos. 430 et 431, mai et juin 1982; voir aussi S. Bowles et al. Beyond the Wasteland: a Democratic Alternative to Economic Decline, New-York, Double day Anchor Press, 1983.

5. S. Bowles, H. Gintis, "La crise du capitalisme...", op. cit., p. 2145.

6. Cette composante, appelée lutte syndicale, de conduites collectives de groupes de base a notamment été mise en relief dans une étude portant sur des coopératives québécoises non lucratives en habitation; voir S. Bernard, M. Fafard, L. Maheu, C. Saucier, Coopératives en habitation et intellectuels des groupes de ressources techniques; le rapport à l'espace: un problème de solidarité et de changement social, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1980. Une version révisée et corrigée de ce texte sera publiée prochainement.

7. Sur l'ensemble de ces thèmes, voir C. Lefort, L'invention démocratique: les limites de la domination totalitaire, Paris, Fayard 1981 et Eléments d'une critique de la bureaucratie, Paris, Gallimard, 1979; M. Weber, Economie et Société, Paris, Plon, 1971; P. Clastres, La société contre l'État, Paris, Minuit, 1975; et sur la question des rapports entre les appareils d'État et leur clientèle sociale au moyen des expertises professionnelles, voir S. Bernard, M. Fafard, L. Maheu, C. Saucier, Coopératives en habitation..., op. cit.

8. Voir à ce sujet, A. Touraine, La voix et le regard, Paris, Seuil, 1978, Production de la société, Paris, Seuil, 1973 et La Société post-industrielle, Paris, Denoël, 1969.

9. Ce thème est traité plus longuement dans un autre texte qui paraîtra prochainement, L. Maheu, "Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social", Sociologie et sociétés, Vol. 15, no. 1, 1983.

10. Sur la notion d'appropriation collective du tissu social, voir Ibid, et S. Bernard, M. Fafard, L. Maheu, C. Saucier, op. cit.

11. D. Bell, The Cultural Contradictions of Capitalism, New York, Basic Books, 1978, Les développements qui suivent font directement référence au texte de D. Bell.

12. Ibid, p. 20.

13. Voir à ce sujet, R. Bahro, L'Alternative. Pour une critique du socialisme existant réellement, Paris, Stock 2, 1979 surtout la troisième partie, et le très intéressant commentaire que H. Marcuse consacrait à ce bouquin: "Protosocialisme et capitalisme avancé; Essai sur la méthodologie de la révolution à la lumière des prémisses de R. Bahro", Les Temps Modernes, no. 394, mai 1979.

14. Sur l'ensemble de ces thèmes, voir H. Marcuse, L'Homme uni-dimensionnel, Paris, Minuit, 1968; M. Foucault, Surveiller et punir. Naissance de la prison, Paris, Gallimard, 1975 et Histoire de la sexualité I: La volonté de savoir, Paris, Gallimard, 1976 et Les mots et les choses, Paris, Gallimard, 1966; G. Delleuze et F. Guattari, Capitalisme et schizophrénie I: L'anti-oedipe, II: Mille Plateaux, Paris, Minuit, 1972 et 1980; J-F. Lyotard, La condition post-moderne, Paris, Minuit, 1979; M. Gauchet, G. Swain, La pratique de l'esprit humain. L'institution asilaire et la révolution démocratique, Paris, Gallimard, 1980; F. Caster, R. Caster, A. Lovell, La société psychiatrique avancée; Le modèle américain, Paris, Grasset, 1979.

15. Cette tendance à la politisation de la vie privée est notamment présente, comme le souligne à juste titre S. Doré, au sein de branches du mouvement féministe et plus largement encore au sein de certains mouvements contre-culturels; voir S. Doré, Les thérapies féministes, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1983.

16. Voir à ce sujet, N. Poulantzas, Pouvoir politique et classes sociales, Paris, Maspéro, 1968, surtout chap. 1.

17. Sur ce thème, voir les interrogations sur les rapports entre la société, l'État et le système politique, divergentes bien sûr quant à leurs développements convergentes quant à leur thème premier, de P. Rosanvallon, La crise de l'État-providence, Paris, Seuil, 1981, A. Touraine, "La crise de la représentation politique", à paraître, Sociologie et Sociétés, Vol. 15, no. 1, 1983, M. Rioux, "Remarques sur les pratiques émancipatoires dans les sociétés industrielles en crise" dans J.P. Dupuis et al. Les pratiques émancipatoires en milieu populaire Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.

Chapitre 23

L'ACTUALITÉ DE L'ALTERNATIVE SOCIALISTE AU QUÉBEC

G.-Raymond LALIBERTÉ*

INTRODUCTION

Je voudrais, au cours de cette communication, tenter de répondre à une interrogation qui m'apparaît centrale pour le développement d'une alternative socialiste au Québec et c'est la suivante; est-il possible de fusionner au socialisme en une même praxis de libération sociale, trois courants qui me semblent prioritaires au Québec actuel: le féminisme, la démocratie ouvrière et le nationalisme? Mes choix de pratique politique m'ont conduit à répondre positivement à une telle interrogation à travers le Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Comme vos propres choix ne coïncident pas nécessairement avec les miens d'une part, et comme il ne s'agit pas de faire oeuvre de propagande dans un colloque comme celui-ci, il n'est sans doute pas superflu de porter une réflexion un peu rigoureuse sur le sujet.

LE NATIONALISME QUÉBÉCOIS PEUT-IL ÊTRE DE LIBÉRATION?

Il s'est beaucoup écrit à propos du nationalisme québécois: de l'apologie la plus décevante au rejet marxiste-léniniste le plus orthodoxe. Je ne prétendrai pas faire avancer la théorie à cet égard, ni tenter de me situer dans un juste milieu critique. Mais j'espère que vous reconnaîtrez avec moi au point de départ qu'il s'agit là d'un courant profondément enraciné chez les Québécois francophones et porté par un mouvement social qui, quoique fluctuant, est une réalité objective de l'histoire du Québec.

Ceci étant admis, le nationalisme comme pratique politique peut-il se fusionner au socialisme en un mouvement de libération nationale?

Je parle à dessein de fusion, et non pas de simple juxtaposition à portée stratégique de deux courants dont l'un, au choix, serait le courant principal, l'autre le courant-appui et dont l'antériorité d'essence de l'un au choix, ne correspondrait pas nécessairement à l'antériorité d'action de l'autre. Autrement dit, je parle de la nécessaire co-pénétration de l'un par l'autre: le socialisme dans l'indépendance, tout autant que l'indépendance par le socialisme.

* Professeur en sciences de l'éducation à l'Université Laval.

Je parle aussi de nationalisme et non pas de la formule en creux dite "la question nationale", laquelle est susceptible de recevoir à peu près n'importe quel contenu. Non pas que je me démarque des efforts théoriques pour ne pas inclure dans la question analytique le contenu même de l'objet d'analyse, ce qui est de toute première exigence rigoureuse, mais parce que ce dont il est question dans mon propos, c'est l'action, c'est la pratique politique elle-même.

Or, que le nationalisme ait été historiquement porté par une bourgeoisie libérale à assises régionalistes, par une petite-bourgeoisie marchande à classes-appui rurales (et non pas paysannes comme on le lit encore trop souvent) et par de nouvelles petites-bourgeoisies multiples de la sphère civile, plutôt que de l'être directement par les classes ouvrière et populaires d'une formation sociale capitaliste, déclasse-t-il nécessairement ce courant en tant que mouvement social de résistance progressiste, de rupture éventuellement? Si oui, alors c'est peine perdue de tenter de le subvertir par le socialisme et ça deviendrait même source de récupération bourgeoise que de le laisser pénétrer le socialisme. Ce sont d'ailleurs là des propos que beaucoup de marxistes-léninistes ont tenus ces dernières décennies.

Si non, alors où en sommes-nous aujourd'hui à cet égard? Je veux bien reconnaître au point de départ - me situant toujours sur le terrain de la pratique - que tout comme la démocratie parlementaire de type libéral ne mène en rien, à elle seule, à la démocratie ouvrière, le nationalisme de l'État-nation ne mène en rien, à lui seul, à la socialisation des moyens de production. Je veux bien reconnaître également que l'inverse est pensable théoriquement, c'est-à-dire que tout comme il est possible de concevoir une démocratie prolétarienne qui n'emprunte pas à la démocratie libérale, il est possible de concevoir une socialisation des moyens de production qui n'emprunte pas au nationalisme. Mais les questions que je pose sont néanmoins les suivantes: le nationalisme est-il actuellement un courant social progressiste du Québec? Si oui, quelles sont ses possibilités "d'enrichir" le socialisme?

Je suis conscient d'avoir l'air primaire à poser de telles questions dans un colloque comme celui-ci, sans pour autant me présenter bardé de savantes hypothèses théoriques sur les tenants et les aboutissants des plus récents schémas analytiques circulant dans nos milieux intellectuels. Mais il reste que l'action politique en tant que pratique pose des questions du genre. Je sais bien aussi que la théorie doit éclairer la pratique et je n'y renonce pas.

Les études démontrent, semble-t-il, que l'hégémonie idéologique exercée par le P.Q. sur le nationalisme en tant que mouvement social est en perte de légitimité. Fort bien, mais vers quels nouveaux porteurs se tournent, ou peuvent se tourner les masses ouvrières et populaires ayant soutenu le courant péquiste?

Je relisais, pour les fins de cette communication, l'analyse que pratiquait Lucille Beaudry il y a à peine un an à l'occasion d'un colloque en Acadie et j'en était tout récemment frappé; que sont devenus les espoirs "de recomposition du mouvement national" qu'elle identifiait alors comme porteurs, soit, nommément, l'aile radicale du caucus péquiste avec les Bisaillon, Baril, Harel et Paquette, le "colloque unitaire de la gauche" tenu en novembre 1981, l'Organisation des jeunes indépendantistes pour un Québec communautaire (OJIQC), le Regroupement pour le socialisme (RPS) et certaines publications populaires telle Presse libre? J'ajouterai à cette énumération ce qui suit: les efforts de candidatures électorales indépendantistes que poursuivent les dirigeants montréalais des S.S.J.-B. et certains ex-membres ou députés péquistes, peuvent-ils être de tendance progressiste? Et enfin, suite aux mesures autoritaires et anti-démocratiques du gouvernement péquiste à l'occasion de la résistance du front commun des travailleurs et travailleuses de la fonction publique et para-publique: attribuera-t-on à "l'action nationale" ce qui est geste de soumission étatique à la réorganisation internationale du travail et du capital?

Aligner ces questions et les réponses spontanées qu'elles suggèrent à propos de ces porteurs que l'on avait tendance à privilégier, et à propos de ces complicités programmatiques que l'on arrivait aisément à identifier jusqu'ici laisse inquiets les nationalistes de toutes tendances.

L'ensemble de ces événements me paraît cependant avoir considérablement assaini la situation. Nous avons atteint, je crois, la fin d'une épopée faussement réformiste, celle d'une "démocratie chrétienne" issue des tendances corporatistes des années trente et quarante et qui a politiquement emprunté les canaux politiques de l'Action libérale nationale (ALN), de la campagne anti-conscriptionniste de 1942, du Bloc populaire, des Ligues d'action civique, de la Fédération libérale du Québec des premières années de la Révolution tranquille, puis, et finalement, du Parti québécois. Démocratie chrétienne des petites-bourgeoisies idéalistes, que je n'arrive pas à assimiler, comme certains le font volontiers à une simple démarche progressiste soit de certaines couches avancées des bourgeoisies compradores d'un État-nation québécois en perpétuel devenir, soit des couches nationales et régionales francophones des bourgeoisies canadiennes.

Si cette hypothèse de lecture est plausible, elle permet de mieux comprendre, je crois, en quoi et pourquoi les porteurs nationalistes de pointe du Québec ont toujours mis l'accent depuis cinquante ans sur un projet social de souveraineté culturelle, assortie d'une modernisation de la gouverne nationale qui n'a jamais vraiment cherché à atteindre la pleine souveraineté étatique et qui, surtout, s'est cantonnée au plan économique à la simple indépendance financière dans le cadre d'un marché géo-ethnique à base d'extraction des ressources naturelles et de production industrielle de sous-traitance, c'est-à-dire aux tous premiers niveaux d'un certain protectionnisme économique.[1]

La dimension progressiste de ce nationalisme en tant que projet social de pointe, me semble donc avoir été particulièrement anémique et il ne va pas de soi qu'elle mène "naturellement" à un projet de rupture. On ne rompt pas avec une formation sociale canadienne du seul fait de la souveraineté culturelle assortie d'une nouvelle forme de fédéralisme politique.

Il n'est par ailleurs pas du tout négligeable analytiquement que ç'ait été les mouvements politiques populistes qui aient le plus volontiers tenu les discours interrogateurs dans l'ordre économique: une certaine branche "new deal" de l'ALN dans les années trente, puis les divers courants fascistes et créditistes des années quarante, cinquante et début des années soixante. On a tort de ne pratiquement pas les prendre en compte au plan historiographique, car ils ont connu beaucoup plus d'implantation populaire que tous les groupes marxistes des années soixante, soixante-dix. Et ils ont constitué une aile importante du péquisme des années soixante-dix.

Ce tour d'horizon étant atteint à grands coups de pinceaux, où en sommes-nous en termes de fusion socialisme-nationalisme? En terrain vierge, pratiquement, pour ce qui concerne les classes ouvrière et populaires. Je m'explique.

Là où le socialisme en tant que socialisation des moyens de production est susceptible de rejoindre le plus spécifiquement le nationalisme, me semble-t-il, c'est dans la remise en question des structures économiques dominantes. Or, c'est le domaine le moins contesté historiquement par les nationalistes idéalistes. Ils n'ont ni hégémonisé le discours, ni fait avancer le projet d'autonomisation jusqu'ici dans ce domaine. Les socialistes québécois partent donc pratiquement à neuf, sauf réserve pour ce qui est des mouvements politiques populistes.

Mais il me semble clair en même temps que pour tenir leur propre discours de rupture, ils devront sensiblement s'éloigner de ce qui a fait la force des nationalistes de pointe, soit le domaine de la souveraineté culturelle. Ce qui, à son tour, ouvre la porte à des politiques franchement progressistes en ce qui concerne les diverses minorités ethniques du Québec, anciennes et nouvelles, de même que les nations autochtones.

Au terme de cette première série d'interrogations quant à une pratique politique qui fusionne socialisme et nationalisme, j'en arrive à pouvoir les associer directement là même où le socialisme est l'axe central, soit le domaine de l'économique. Et si "enrichissement" il y a dans cette fusion, ce sera alors celui que génère le socialisme et non l'inverse. Et si hégémonisation organique il y a dans cette fusion, ce pourra devenir celle des classes ouvrière et populaires. D'où possibilité réelle de projet de libération nationale.

LE FÉMINISME QUÉBÉCOIS PEUT-IL DEVENIR SOCIALISTE?

Ma seconde série de questions porte sur une éventuelle fusion socialisme-féminisme, toujours dans une perspective de pratique politique.

D'un point de vue féministe, on peut comme certains d'entre vous l'ont déjà écrit, demander au socialisme soit de rejoindre le féminisme sur le terrain social de ce mouvement de masse, soit de se définir par rapport aux questions spécifiques que pose le féminisme. C'est dans l'ordre de ce dernier élément de l'alternative que j'inscris ma propre démarche analytique, la première formulation nous renvoyant autrement aux querelles théoriques de l'antériorité stratégique de l'une sur l'autre. Nous avons au Québec trop longtemps achoppé sur le questionnement du type "poule et oeuf" à propos de lutte nationale et de lutte de classe, pour que nous ayons maintenant à recommencer la même valse à propos du féminisme.

Reconnaissons d'emblée que le mouvement social féministe commence à peser d'un poids certain sur les analyses et les pratiques progressistes de la plupart des mouvements sociaux du Québec, même si les acquis de la dernière décennie demeurent minces et souventes fois fragiles. Et revenons avec le même type de questions naïves que je soulevais tout à l'heure à propos du progressisme de l'action nationale: quelles sont les possibilités que le féminisme actuel du Québec "enrichisse" le socialisme et vice-versa?

J'ai retrouvé dans des écrits récents de mes deux camarades féministes de ce panel, ce qui me semble vouloir poser le caractère spécifique de la condition patriarcale actuellement faite aux femmes. J'y vois les trois grands ensembles ci-après:

1) Des formes de militantisme, de centralisme organisationnel et de distribution du pouvoir dans les organisations progressistes qui non seulement "représentent" mal ou pas du tout les préoccupations des femmes, mais encore les secondarisent en tant même que femmes, au nom de l'unité organisationnelle des luttes;

2) Un rejet de perceptions globales des rapports sociaux qui mettent l'accent sur la vie plutôt que sur le travail salarié et qui conduisent par conséquent à une réappropriation organique du corps et des rapports entre l'individu et l'environnement qui tiennent compte de l'expérience unique des rapports organiques mère/enfant, femme/accouchement, conception/contraception, etc;

3) Une secondarisation de la problématique large du travail des femmes qui non seulement incorpore le travail ménager comme lieu de lutte spécifique, mais encore le prenne en compte directement comme effet d'une division sexuelle du travail comme production non payée de reproduction de la force de travail.

Si ce sont bien là les trois principaux éléments de spécificité des luttes féministes, ils ne sont certes pas naturellement intégrés aux préoccupations traditionnelles du socialisme. Ce qui n'implique cependant nullement qu'ils ne puissent le devenir.

Ces trois grands éléments ne sont cependant pas non plus, me semble-t-il, à mettre sur le même pied, serait-ce au nom de la lutte antipatriarcale. Nous ne parlons pas d'un même niveau de problèmes quand nous questionnons d'une part la gratuité du travail de reproduction et d'entretien ménager et quand nous soulevons d'autre part la pratique et l'organisation des groupes de lutte. L'un est en liaison étroite avec le mode de production dominant et ses solutions relèvent du questionnement général de la structure sociale, alors que l'autre est à la portée directe des militants et militantes et devrait pouvoir trouver réponse au sein des organisations de lutte, avant même que la structure sociale ne soit radicalement transformée.

L'expérience que nous avons commencé à vivre au sein du Mouvement socialiste et qui n'est sans doute pas encore concluante, est à mettre au compte de ce dernier ensemble de préoccupations, du moins en ce qui concerne les structures organisationnelles et les formes de distribution du pouvoir (postes spécifiques, places réservées, structures particulières, préséance des questions, alternance des tours de parole, etc). Je suis cependant conscient que nous n'avons pas résolu, ni même adéquatement posé me dira-t-on peut-être, la part de ce questionnement qui renvoie à ce que l'on appelle "les formes de militantisme". J'avoue être ici en terrain trouble. En terrain trouble, parce que je ne suis pas certain de bien comprendre le questionnement.

Parle-t-on de hiérarchisation, de compétition, et par conséquent de rapports de type autorité/soumission? Si oui, je veux bien reconnaître la dimension patriarcale historique de ce processus, mais elle n'épuise pas toute la question dans la mesure où ce processus se retrouve aussi, entre hommes, au coeur même du mode de production capitaliste. Parle-t-on d'efficacité et par conséquent de productivité et de "militantisme professionnel"? Si oui, alors je ne comprends plus, peut-être parce que je suis de cette "race de monde"; je ne comprends pas qu'une lutte radicale puisse ne pas être efficace dans ses moyens, productive dans ses objectifs et exigeante dans sa pratique. Je ne comprends pas qu'une lutte renvoyant aux rapports sociaux de type structurel puisse miser d'abord et avant tout sur le culturel. Parle-t-on encore d'intellectualisme? Si oui, alors je proteste. Non pas qu'il n'y en ait pas dans les organisations - ni dans les colloques - mais en quoi est-ce une pratique exclusive aux hommes d'une part et que partageraient la plupart des hommes d'autre part, les femmes étant par définition ou par nature "pragmatiques"? Doit-on mettre au compte du patriarcat ce qui est d'abord et avant tout pratique petite-bourgeoise?

Vous voyez bien que je suis naïf de poser les problèmes de cette façon...

Surtout que j'associe à ces questions irrésolues le second grand ensemble de problèmes que constitue le renvoi à des perceptions globales qui mettent l'accent sur la vie plutôt que sur le travail salarié, de même que sur les rapports organiques entre individus et environnement. Je sais bien que ce sont là des questions réelles, que posent aussi les environnementalistes et les écologistes, de même que tous les antiproductivistes. Je sais bien que la "féminitude" des rapports organiques mère/enfant, femme/accouchement, reproduction/nature, ne peut pas ne pas être chargée de signification. Et je n'ai nulle envie de caricaturer ces rapports en les renvoyant dans le bucolique, le champêtre et le naturisme bon-enfant.

Mais peut-on passer du productivisme capitaliste à la société d'abondance qui permette une autre forme de distribution des biens rares et une nouvelle conception de la protection des biens dits illimités, sans détruire les sources mêmes de l'appropriation actuelle de la plus-value? Et comment détruire ces assises structurelles d'exploitation, sans passer par le socialisme et sa phase, longue, de productivité accrue? Et comment parvenir au socialisme sans procéder par une rupture radicale qui n'ait rien d'organique?

Les possibles fusions socialisme-féminisme me paraissent donc difficiles jusqu'ici en ce qui concerne ce que l'on appelle "l'unité organique" femmes/monde, de même que le caractère quasi "naturel" que l'on impute à certaines formes de militantisme. Elles me paraissent tout à fait solubles par ailleurs en ce qui concerne la structuration des rapports internes aux organisations.

Mais là où je crois pouvoir voir la plus forte et la plus essentielle liaison entre ces deux grands mouvements sociaux, c'est ici encore, comme à propos de la question nationale, dans le domaine de l'économique. Le point d'ancrage principal se faisant alors à propos du travail ménager en tant que production sociale.

Je ne vois pas la moindre contradiction de base entre une pratique féministe qui réclame que le travail ménager soit considéré dans une problématique générale du travail des femmes et une pratique socialiste qui avance la socialisation des tâches en contrepartie de l'appropriation privée des moyens de production. Je ne dis pas que ces pratiques ont été historiquement liées et je reconnais volontiers que les expériences connues de gouverne socialiste n'ont pas fusionné la socialisation de l'entretien ménager à la socialisation des autres services sociaux, ni considéré fondamentalement que les tâches associées à la reproduction de la force de travail étaient tout autant de la production sociale que ne le sont au moins les tâches associées à la reproduction culturelle et intellectuelle. Mais cette faille de la pratique socialiste ne me paraît tenir en aucune façon à ce qui relèverait de la nature même du socialisme.

Comme il existe cependant une pratique historique et comme il semble bien que cela n'aille pas de soi que le socialisme intègre volontiers cette question, la fusion de ces deux pratiques me paraît devoir se produire par un "enrichissement" qui, cette fois-ci, viendra du féminisme. Non sans heurts cependant, me semble-t-il, particulièrement en ce qui concerne la part de ce que l'on appelle la "sphère privée de la société" qui renvoit à la pérennité de la famille. Ce qui est une énorme question.

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE POSSIBLE SOUS LE SOCIALISME?

La troisième série de questions pertinentes à notre thème porte sur une éventuelle fusion socialisme-démocratie ouvrière.

De nombreuses réponses théoriques ont déjà été fournies à une telle interrogation. En fait la littérature, bien que d'origine européenne, est presque aussi abondante à cet égard qu'elle ne l'est pour le nationalisme. Me situant toujours sur le terrain de la pratique, c'est en prenant en compte la réalité historique d'une démocratie parlementaire qu'il me semble devoir commencer à poser le problème de la fusion.

Or, même des partis d'avant-garde prolétarienne ont senti, en Europe, la nécessité d'inscrire leur pratique hors de l'orthodoxie léniniste. Les partis socialistes d'orientation social-démocrate en ont toujours fait, pour leur part, une nécessité structurelle de leur projet global. A première vue, la question ne se pose donc plus en pays à tradition parlementaire. Mais il y a eu le Chili pluraliste. Mais il y a aujourd'hui le Nicaragua pluraliste. D'où l'interrogation se pose-t-elle encore pour certains.

Les pays soviétiques ont une représentation parlementaire, même s'ils ne sont pas pluralistes; ce qui ne les empêche pas de pratiquer le centralisme démocratique de la dictature prolétarienne. Le Chili avait une représentation parlementaire socialiste sans dictature prolétarienne; elle a été renversée. Les pays scandinaves ont connu une longue période de social-démocratie parlementaire, sans jamais annihiler le régime capitaliste. La Pologne a peine à maintenir sa dictature prolétarienne. Et ainsi de suite.

Sommes-nous donc condammées soit à pratiquer la dictature prolétarienne et à imposer un coup d'État par-dessus une représentation parlementaire? Soit à ramener le socialisme à la gestion parlementaire social-démocrate? Je voudrais suggérer que la question de la démocratie socialiste ne me paraît intéressante que par tout autre chose que la représentation parlementaire.

Non pas que j'élimine cette dernière, qui, tout comme la question nationale, est une réalité objective de l'histoire des pays occidentaux. Mais,

tout comme la question nationale des bourgeoisies n'a plus rien d'un mouvement de libération nationale, la démocratie parlementaire des bourgeoisies libérales n'a plus rien de progressiste, ne mène plus en rien à quelque mouvement de rupture sociale. Ce n'est pas un problème de représentation que nous avons à travers le parlementarisme, c'est un problème de représentativité. Ce ne sont pas des problèmes de gestion qu'il faut soulever, ce sont des problèmes de légitimité. Et la légitimité, tant au sein des dictatures prolétariennes qu'au sein des démocraties libérales, ce n'est pas d'abord dans les appareils d'Etat contrôlés par d'autres qu'il est possible de la remettre en question, ni à travers la répression brute qu'elle peut s'imposer. C'est à travers les institutions de la société civile, lorsque couplées à de véritables mesures de reddition massive des comptes qu'elle se joue.

L'un appelant l'autre, la démocratie parlementaire socialiste doit pouvoir s'appuyer à la fois sur des organes de mobilisation et de défense qui soient directement au service des classes ouvrière et populaires et sur un mode de représentation qui rompe avec un mandat large de plusieurs années. Il me semble qu'il faut briser le professionnalisme de la députation par la reddition précise des comptes, ce qui briserait en même temps avec la centralisation des organes parlementaires et leur superbe isolement social. Il est en effet assez incroyable que le parlementarisme n'ait à peu près pas évolué au cours des siècles, si ce n'est par quelques formules de représentativité proportionnelle et quelque droit d'initiative habituellement réservé aux démarches référendaires à incidences conservatrices. Pour le reste, la fiction des mandats globaux de représentativité universelle est à peu près la même qu'il y a cent et deux cents ans.

Appelez ce dont je parle "soviets", assemblées "populaires", ou comme dans le manifeste du Mouvement socialiste, "pouvoir collectif décentralisé, débureaucratisé et déhiérarchisé", c'est la même ligne de force dont je parte maintenant, celle du collectif à portée de décision concrète - comme on dit à portée de main - qui n'isole plus la politique de l'économique repris en mains, ni la représentation de la répartition des ressources et services.

Qu'il n'y ait guère d'exemples constitutionnels de cette fusion renouvelée du socialisme et de la démocratie, ne devrait pas nous arrêter dans la recherche d'une telle initiative. Et ce d'autant plus que les formes de démocratie que pratiquent déjà les organismes syndicaux et populaires sont beaucoup plus près de ce dont je parle qu'elles ne le sont de la représentativité parlementaire bourgeoise.

Je ne prétendrai cependant pas qu'il y ait déjà au Québec un fort courant politique progressiste en ce sens. Il est, me semble-t-il, à construire pour ce qui touche l'ensemble de la société. Mais c'est là-dessus que nous devrions faire tendre nos énergies réflexives dans le futur.

Et ce ne sera pas simple du seul fait que les organisations syndicales et populaires aient déjà une pratique démocratique qui aille dans cette direction. Elles ont trop été marquées, d'une part par le divorce social qui accompagne le parlementarisme libéral pour faire rapidement le transfert de leur pratique démocratique à celle d'une démocratie renouvelée. Et surtout, elles ont trop profondément ancré en elles-mêmes une autre forme de divorce historique: celle d'un syndicalisme qui refuse de déboucher sur une pratique politique en alternative de remplacement socialiste.

Néanmoins, quoique gageure immense et longue à réaliser, cette forme de fusion socialisme-démocratie me paraît possible.

CONCLUSION

Je terminerai cette communication en répondant positivement à l'interrogation centrale de mon texte. Même en me situant sur le terrain de la pratique, il est possible de fusionner féminisme et nationalisme au socialisme par le biais central de l'économique, comme il est possible de fusionner la démocratie parlementaire et le socialisme par le biais de la mobilisation et de la reddition concrète des comptes. Et ce, sans qu'il ne s'y retrouve de contradictions insurmontables.

Possible n'est, bien sûr, pas synonyme de facile. Mais si nous ne parvenons pas à cette tripe fusion, le socialisme québécois aura raté le bateau et deviendra soit un courant de plus dans la social-démocratie nord-américaine, soit une fraction de plus dans le groupusculisme auquel nous devenons graduellement accoutumés.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cf. mon article: "Le nationalisme, phénomène fort complexe, semble coexister sous trois formes différentes au Canada", Revue Égalité, no 6, été 1982, Moncton.

Chapitre 24

CRITIQUE FÉMINISTE D'UNE CRISE QUI EST AUSSI PATRIARCALE

Micheline de SÈVE* et Claire DUGUAY**

Dire que la crise est patriarcale, c'est poser qu'elle attaque de façon différenciée les femmes et les hommes et parmi ces derniers, ceux qui ne sont pas encore ou ne sont plus requis d'assurer le rôle de pourvoyeurs d'une cellule familiale. Pour les jeunes, cela se traduit par une inégalité de traitement face au chômage[1] et face au régime d'assistance sociale; pour les vieux, par la dégradaton de leur niveau de vie faute d'un revenu adéquat. Encore que pour cette dernière catégorie, les femmes soient plus défavorisées que les hommes surtout si elles se sont conformées à leur rôle traditionnel de maîtresses de maison et que leur conjoint disparaît avant elles, ce qui est malheureusement un cas fréquent.

Aussi les femmes, quel que soit leur âge, sont-elles davantage mobilisées par leurs luttes partout où la restructuration actuelle de l'organisation du travail mine leurs acquis: à titre d'exemple, la formation d'un comité de condition féminine à l'Association québécoise pour la défense des droits des retraité(e)s et pré-retraité(e)s (AQDR) témoigne du dynamisme des femmes plus âgées qui réalisent à quel point la société reconnaît peu le travail accompli dans le cadre de la vie familiale.[2]

Quant aux femmes engagées dans la sphère des activités marchandes, elles sont sensibles à la nouvelle offensive pour rayer des conventions collectives les clauses concernant les rares programmes d'accès à l'égalité ou pour éroder les normes en matière de permanence et de sécurité d'emploi. Elles sont sensibles également aux reculs sur le terrain des services de garde et d'une façon générale à l'ensemble des politiques visant à réduire la part de l'intervention publique en matière de santé, d'éducation et de services sociaux. Elles savent que le renvoi de ces services à l'initiative privée signifie l'affectation des femmes au foyer au service de l'État après celui de la famille. L'État compte ainsi sur une part plus grande du travail gratuit des femmes pour le remplacer, pour se soustraire à ses obligations sociales.

* Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.
** Professeur de sociologie au Collège Rosemont.

Le sens général de l'offensive apparaît de plus en plus; ce qui est en question, c'est le retour à la conception traditionnelle du rôle des femmes dans la sphère privée. Cela entraîne la négation du plein droit des femmes au travail social et dans la foulée, de celui des hommes non pourvoyeurs, trop jeunes ou trop vieux pour retenir l'attention des autorités patriarcales au même titre que la couche centrale des chefs de famille.[3]

Pourtant, les chiffres disponibles pour la période d'août 1981 à décembre 1982 tendent à inférer que l'emploi recule plus rapidement chez les hommes que chez les femmes. Mais cette lecture immédiate des données masque mal un double phénomène: d'une part les femmes restent confinées dans des ghettos de travail sous-payés ou sont de plus en plus dirigées vers des emplois à temps partiel; d'autre part, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, ce sont les 15-24 ans qui ont dû supporter le poids de près des deux tiers des postes supprimés alors qu'ils ne forment que le quart de la force de travail.[4]

Conséquemment, conclure à la "plus grande stabilité dans le recours à la main-d'oeuvre féminine"[5] est une contre-vérité occultant le traitement structurel distinct réservé aux femmes dont plus d'une sur cinq au Québec travaillait à temps partiel en décembre 1982 contre un homme sur quinze.[6] Si l'on ajoute à cela la menace spécifique que fait peser l'introduction massive de l'informatique dans les secteurs d'emploi traditionnellement féminins[7], il est aisé de comprendre pourquoi des femmes se retrouvent aux avant-postes pour dénoncer le caractère discriminatoire du processus de restructuration en cours de la division sociale et sexuelle du travail.

Déjà lors de la révolution industrielle amenée par l'implantation du capitalisme entre le XVIe et le XVIIIe siècle, les femmes ont fait les frais des déplacements de main-d'oeuvre nécessaires. L'État français, par exemple, est intervenu pour leur bloquer l'accès à la maîtrise dans les nouvelles corporations. Les hommes lui ont d'ailleurs emboîté le pas pour lutter contre l'embauche des femmes.[8]

Les temps ont changé(!). Aujourd'hui, nous sommes mieux en mesure de comprendre et de résister à une politique de la main-d'oeuvre qui voudrait une fois de plus utiliser les femmes comme élément-tampon pour absorber le choc du virage technologique en cours. Nous disposons de l'expérience de combat des femmes syndiquées et de mouvements comme Au bas de l'échelle, aguerri à la lutte dans ces secteurs d'emploi corvéables à merci que sont: le travail occasionnel, le travail à domicile, le travail au noir ou le dernier mais non le moindre, le travail bénévole. Ce n'est pas par accident que les femmes se retrouvent invariablement majoritaires dans toutes ces catégories d'emplois à la petite semaine, de tâches mal payées ou assumées gratuitement, peu ou minimalement réglementées; c'est que la société, quoiqu'elle en dise, ne reconnaît pas l'égalité de tous les citoyens entre eux, à commencer par les femmes bien entendu. Qu'il y ait ou non pour elles double journée de travail,

l'autorisation qui leur est faite de pénétrer sur le marché du travail est aussi fragile et provisoire que le partage par leurs conjoints de travaux domestiques, aléatoire en l'absence de réduction des heures de travail et de reconsidération du rythme et des exigences du mode d'organisation du travail.

La définition sociale des rôles prétendûment liés à leur identité sexuelle place les femmes dans une catégorie à part, celle d'êtres sur lesquels on peut toujours compter pour oeuvrer "spontanément" au bien-être de leurs semblables et qui ne disposent pas dans la même mesure que les travailleurs masculins de temps "libre" pour s'engager dans le circuit des activités marchandes.

Le patriarcat est cette structure qui s'appuie sur la disponibilité spécifique des femmes dans le champ des activités liées à la reproduction de la vie, disponibilité soigneusement cultivée dès la petite enfance au point d'apparaître innée alors qu'elle est bel et bien acquise.[9] Ce mode d'entraînement spécifique permet ensuite d'ordonner entre eux non seulement les femmes et les hommes, mais les hommes eux-mêmes, selon qu'ils sont en mesure de commander plus ou moins de "travail de femme".

C'est ainsi qu'à l'oppression des unes répond l'exploitation des autres; que la dépendance économique de la majorité des femmes mariées ou la misère de la majorité des femmes seules chefs de famille ou non renvoie à l'aliénation d'hommes rivés à leur emploi pour payer les factures du ménage et éternellement absents de leur foyer précisément parce qu'ils entendent satisfaire aux besoins matériels des leurs. La domination des hommes sur les femmes a ainsi sa contrepartie dans le dispositif social qui verrouille la majorité d'entre eux à leur position dominée dans le rapport capital-travail. En ce sens, la crise n'agit-elle pas comme un révélateur des liens entre la division sexuelle et la division sociale du travail?

À l'époque actuelle, le patriarcat garantit la domination des hommes sur les femmes au prix de leur soumission au capital. À la marginalité sociale des femmes correspond l'exclusion des hommes de la sphère privée de la reproduction, ce qui se traduit pour eux par un lien plus ténu avec leurs enfants et des rapports affectifs et sexuels occultés et déformés par le rapport à l'argent. Cela devient pathétique dans le cas des femmes battues ou lors de l'audition de certains procès de divorce. Mais ce l'est aussi dans le cas des maris ou des pères qui assimilent leur pouvoir de séduction ou leur virilité à l'épaisseur de leur portefeuille et voient s'envoler l'un et l'autre avec leur mise au chômage.

LES FEMMES RÉAGISSENT

Les femmes, alertées bien avant la crise actuelle, réagissent d'autant plus vivement au recul que signifie la marginalisation de la main-d'oeuvre

féminine qu'avec l'accès à l'éducation, l'entrée massive des femmes mariées sur le marché du travail et la récente réforme du code civil, elles ont goûté la saveur de rapports affectifs et de relations de travail, marqués au coin de leur autonomie naissante.

Elles réagissent d'autant plus vivement à la reprivatisation des services sociaux que leur socialisation partielle les avait soulagé de certaines tâches domestiques, leur ouvrant de surcroît de nouveaux champs d'activité rémunérés cette fois. De la même façon qu'elles assument dans le privé les fonctions de reproduction, elles ont ainsi assumé comme travailleuses une large part de ces activités socialisées conçues comme l'extension de leur rôle habituel.

Aussi savent-elles d'expérience que ce sont elles qui prioritairement vont subir les coupures comme employées dans ces services, comme usagères de ces services, comme travailleuses ménagères. Car si les hommes isolent encore vie privée et vie publique, les femmes savent d'expérience - certains diront d'instinct - comment l'un réagit sur l'autre. Que les infirmières doivent minuter leur temps par activité et par malade et c'est l'ensemble des femmes qui passeront bénévolement à l'hôpital le temps nécessaire à un traitement humain, personnalisé de la maladie. Que les enseignantes soient débordées par le nombre de leurs élèves et c'est l'ensemble des mères qui compenseront par un encadrement plus étroit le travail scolaire des enfants. Que les conventions collectives soient réouvertes et les salaires révisés à la baisse, et c'est l'ensemble des ménagères qui devront recourir à des recettes dites économiques seulement parce que leur temps n'est pas comptabilisé.

Les répercussions sur le budget familial de la dépendance accrue des plus âgé(e)s et des jeunes, étudiant(e)s ou chômeurs(euses), expliquent d'ailleurs pourquoi de plus en plus de femmes cherchent du travail à temps partiel ou acceptent le travail au noir, à domicile et toutes les formes de surexploitation du travail social des femmes. Et la roue tourne: surcroît de travail ménager, double journée de travail, bas salaires, fatigue physique et nerveuse, tensions, problèmes de santé; crise ou éclatement des rapports familiaux.

De plus en plus de femmes, syndiquées ou non, travailleuses à temps plein ou à temps partiel, ménagères à temps plein ou aux prises avec la double journée de travail entendent briser le piège où la sortie patriarcale de la crise veut les boucler. Piège qui se traduit à un pôle par l'oppression et l'exploitation accrue des femmes et à l'autre par la pression à la baisse de l'ensemble des salaires, la réduction des services sociaux dits universels et l'affaiblissement de la capacité de résistance au capital de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses divisés par le mode de hiérarchisation sociale patriarcale et l'intériorisation de préjugés sociaux encore largement sexistes.[10]

Mais les obstacles à surmonter sont de taille y compris dans nos organisations syndicales, populaires ou politique, où le patriarcat est toujours omniprésent. Bien sûr l'attaque elle aussi est de taille. Le Parti québécois[11], en misant sur l'opposition entre travailleurs(euses) du secteur public et travailleurs(euses) du secteur privé, entre travailleurs(euses) syndiqué(e)s et plus démuni(e)s, a semé la division dans nos rangs et a affaibli notre unité.

Certes les plus démunis, déjà abondamment coupés dans l'ensemble des politiques sociales auxquelles ils ont droit, ont rapidement montré leur solidarité avec la lutte des enseignantes et des enseignants. Ils ont dénoncé le caractère mystificateur du discours péquiste, sachant pertinemment qu'ils ne seront pas les bénéficiaires du tranfert de la masse salariale.[12] Cependant, la réaction des syndiqués du secteur privé est restée plus que tiède compte-tenu de leurs capacités de mobilisation.

Pourtant dans les fronts communs antérieurs, le mouvement syndical dans son ensemble s'était appuyé sur les syndicats du secteur public pour créer un effet d'entraînement à la hausse pour l'ensemble des travailleurs (euses).[13] Ainsi, en revendiquant un salaire de base de 100,00 $ puis de 165,00 $ par semaine pour les syndiqué(e)s du secteur public, le mouvement syndical était conscient de générer une demande susceptible de favoriser également les syndiqué(e)s du secteur privé. La réouverture des conventions collectives confirme dans la conjoncture actuelle l'effet d'entraînement du secteur public sur le secteur privé mais cette fois-ci à la baisse. Ce mouvement est susceptible à plus ou moins court terme de recréer l'unité entre travailleurs(euses) du secteur public et privé.

Il demeure cependant un autre frein à cette unité syndicale que le PQ a abondamment utilisé en qualifiant les travailleurs pour ne pas dire les travailleuses syndiquées de privilégié(e)s. Le véritable privilège des travailleurs du secteur public ne résiderait-il pas dans le fait que ce soit majoritairement des travailleuses? Le scandale, ne serait-ce pas que des femmes soient aussi bien ou mieux payées que des hommes pour effectuer un travail déconsidéré parce que relevant de la reproduction des être humains plutôt que de la production de leurs moyens d'existence?

LE VIEUX DÉBAT ENTRE PRODUCTION ET REPRODUCTION

La lutte actuelle du front commun a ranimé un vieux débat en opposant secteur public - secteur privé, donc en réaffirmant la hiérarchisation entre activités de production de marchandises et activités de services. Tout le discours du PQ laisse croire, qu'en période de crise, il s'impose de reconnaître la dépendance du secteur de la reproduction de la vitalité(...) des entreprises proprement capitalistes, qui seraient, dit-on, le moteur de l'économie. L'économie est ainsi fondamentalement réduite au circuit de la production marchande. Comme si celle-ci pouvait être détachée de sa finalité humaine. À la limite, cela aboutit à valoriser davantage l'offre de bas nylon ou d'automobiles que la qualité des soins au malades ou celle des jeux éducatifs pour les enfants.

Or précisément en période de crise et face à des contraintes économiques, chacun de nous sait très bien que ses choix s'orientent d'abord vers la satisfaction de besoins humains plutôt que vers la consommation de biens matériels. Il devient plus important de trouver de l'argent pour payer le dentiste ou les médicaments que de remplacer les meubles du salon usés par les enfants ou par les griffes de chat. L'ordre de priorité de chacun de nous comme consommateur traduit bien l'importance réelle que l'on accorde à la reproduction de la vie par rapport à l'accès à des marchandises diverses. Bien sûr certains besoins sont irrépressibles, témoins les casse-tête posés par la hausse des factures d'épicerie ou la valse hésitation de déménager ou rester là à l'expiration des baux chaque printemps.

La crise, aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous oblige à choisir entre l'importance accordée à la satisfaction des besoins personnels et collectifs[14], et la production d'une quantité de marchandises orientée vers la satisfaction des impératifs du capital.

Pourtant, comme collectivité, nous avons rencontré les limites d'une économie de consommation fondée sur l'accumulation de gadgets inutiles et coûteux. Nous avons compris que cette producton massive de marchandises ne résolvait pas les problèmes de communication et d'expression humaine mais aboutissait à user prématurément la force de travail comme toute autre marchandise. Cela a amené à contester un rythme de production effréné qui rejetait à la ferraille des hommes et des femmes vieillis avant l'âge, trop épuisés pour profiter de leur retraite et de toute façon trop pauvres pour en jouir.[15]

Raisonner en termes de rentabilité unique du secteur privé de la production est d'autant plus faux que nous savons pour l'avoir expérimenté qu'une société peut orienter ses choix vers la satisfaction de besoins tout aussi fondamentaux et collectivement rentables: besoins en éducation, en santé, en services sociaux et en activités communautaires de toutes sortes. La démonstration est faite que le productivisme n'épuise pas la totalité de l'économie mais que poussé à l'extrême, il affecte la vitalité de la société.[16] L'activité économique ne saurait se réduire à la seule production et échange de biens matériels, mais concerne la satisfaction globale de l'ensemble des besoins humains. Même si les syndicats et les organisations populaires ont poussé plus loin la réflexion sur ce plan, l'État et le capital, tout en renâclant devant l'ampleur de leurs exigences, s'inscrivaient aussi - il y a trop peu de temps pour ne pas se souvenir - dans cette même logique de reconnaissance de l'importance économique du secteur public des services.[17]

Au nom du changement technologique, au nom de la création d'emplois dans les secteurs de pointe, au nom de la priorité du secteur privé, le gouvernement revient à la vision capitaliste étroite de l'économie marchande. Il prétend réduire à la portion congrue les activités de reproduction de nouveau

qualifiées d'improductives et renvoyer aux oubliettes un projet de société axé sur l'universalisation des programmes de services sociaux et la revendication de revenus équitables pour tous et toutes.

L'enjeu de la crise devient ainsi politique plus encore qu'économique. À la faveur de la crise, c'est la vieille conviction de la moindre "valeur" de certains types d'activités par rapport à d'autres et en particulier du travail des femmes par rapport à celui des hommes qui renaît. Mais renforcer le principe de division sociale et sexuelle du travail signifie accentuer les inégalités sociales entre les diverses catégories de membres de la société; revenir à une vision étagée, non seulement du droit au travail social, mais de l'ensemble des droits des citoyens selon qu'ils sont jeunes ou vieux, actifs ou inactifs, hommes ou femmes.

À partir de là, la nature ou ce que l'on dit tel et qui n'est que l'affirmation de la domination patriarcale, réinvestit le champ des rapports sociaux. Ne parle-t-on pas à présent de taux de chômage naturel?[18] Ceux qui doutent encore des liens entre la division sexuelle et la division sociale du travail feraient bien d'y prendre garde. D'autant que ce qui se profile "tout naturellement" derrière, c'est la réhabilitation du principe d'autorité, de ce mode de gouvernement qui exige la soumission docile des administrés en échange de la protection débonnaire des organismes de l'État. À défaut de quoi, le pouvoir gronde et les décrets pleuvent.

AU MOMENT MÊME ...

Au moment même où apparaissent les conditions techniques de l'affranchissement de l'obligation du travail, où la robotique et l'informatique promettent de nous libérer de nombre de tâches fastidieuses et routinières, comment pourrions-nous accepter des choix politiques qui se soldent par l'appauvrissement et la marginalisation de ceux-là mêmes dont le "progrès" prétendait poursuivre l'émancipation? Il y a là un renversement dialectique qui n'a rien de naturel, mais vise au contraire à renforcer la domination du capital sur le travail, de l'État patriarcal sur ses administrés, des hommes sur les femmes.

Les femmes ont appris ce que signifie la dépendance financière et personnelle, qu'elle serve l'intérêt d'un homme, du capital ou de l'État. Les féministes ne sont pas prêtes à tronquer leur autonomie contre une sécurité factice en l'absence de pouvoir de décision et de liberté d'action. C'est pourquoi elles sont les premières à revendiquer contre l'abandon confiant à la volonté de l'État ou au savoir du capital. Elles cherchent plutôt à élargir le débat, à intégrer le maximum d'informations pour participer à l'élaboration de stratégies nouvelles et orienter le virage technologique dans le sens des intérêts de la majorité. Il s'agit d'empêcher le détournement des nouvelles découvertes au profit d'une minorité d'accapareurs, fussent-ils camouflés en défenseurs de la veuve et de l'orphelin...

LE MOUVEMENT DES FEMMES À L'AVANT-GARDE

Le mouvement des femmes se dresse actuellement à l'avant-garde de la remise en question globale de la société capitaliste et patriarcale.

Le débat autour du salaire au travail ménager a peut-être conduit à une impasse sur le plan de l'action, mais il nous a appris énormément sur la logique des rapports privé-public, travail-vie. Des féministes sont portées à rejeter cette mesure par crainte de fixer les femmes dans leur condition subordonnée d'exécutantes uniques du travail ménager et surtout de les maintenir coupées du monde extérieur[19], isolées chacune entre les quatre murs de sa cuisine.

Par contre, d'autres ont souligné à juste titre les aspects proprement économiques des tâches assumées par les ménagères et par conséquent, la légitimité des revendications pour en obtenir la rémunération[20], forme type de la reconnaissance de la valeur de la force de travail dans nos sociétés capitalistes (comme d'ailleurs dans les sociétés dites socialistes).

Mais si le taylorisme a permis de décomposer le travail humain en opératoins parcellaires clairement délimitées et mesurables aussi bien dans les usines que dans les bureaux, et maintenant dans les hôpitaux et les écoles, le travail ménager n'est pas réductible à ce type de découpage et de comptabilisation stricte. Une femme qui prépare un gâteau de fête fait-elle du temps supplémentaire? Quel patron lui a passé sa commande? Une mère qui se lève la nuit pour bercer son enfant malade doit-elle être payée temps double? Le partage des tâches domestiques donnera-t-il droit au mari à une part du salaire déboursé par l'État pour les services du conjoint au foyer?

D'autre part, comment nier le nombre d'heures consacrées aux soins du ménage; comment nier la réalité du fardeau de ces milliers de femmes aux prises avec l'insuffisance des services de garde ou harassées par une multitude de tâches aussi nécessaires qu'infiniment à reprendre?

Que ce travail ne soit pas contrôlable n'empêche pas qu'il existe, n'empêche pas surtout que de plus en plus de femmes perçoivent l'injustice de l'effectuer seules et gratuitement avec en bout de ligne la perspective de la pauvreté faute de régime autonome de pension ou de revenus indépendants. Il est apparu clairement à travers ce débat que d'une part le budget de l'État était insuffisant à payer ces services, serait-ce au taux du salaire minimum[21], d'autre part que les femmes avaient raison de vouloir rendre visible leur contribution à la société, dénoncer l'exploitation de leur force de travail, imposer la redéfinition du cadre général de l'organisation du travail. Le noeud du débat, c'est bien sûr l'obtention des conditions financières de leur autonomie, mais c'est aussi la contestaton du sur-travail exigé d'elles en l'absence de

partage des tâches domestiques. C'est aussi ce débat, reflet de leur expérience concrète, qui a permis aussi bien aux ménagères qu'aux travailleuses du front commun de comprendre le lien entre la remise en cause de la sécurité d'emploi dans le secteur public et les pressions orientées vers la privatisation des services sociaux.[22]

Longtemps les travailleuses[23] ont cru que l'égalité des salaires à travail égal suffirait pour en terminer avec la discrimination sexuelle du travail. Mais la réalité de la double journée de travail et des conditions matérielles de l'exercice du militantisme syndical[24] s'est chargée d'élargir les termes de leur questionnement. Le débat sur le travail à temps partiel comme le débat sur le salaire au travail ménager a révélé les limites de ce type d'arrangement mitoyen, laissant les femmes aux prises avec des horaires éclatés, un revenu insuffisant, et des responsabilités intactes à titre de maîtresses de maison. Reformulant le débat en termes de réduction des heures de travail[25] de façon à permettre l'éclatement de la division sexuelle du travail tout en revendiquant des revenus décents pour toutes et chacun(e), des féministes syndiquées, comme celles qui avaient débattu avant elles du salaire au travail ménager, en viennent progressivement à contester le cadre général de l'organisation du travail.

Le principal acquis de ces débats de fond est d'avoir réussi à poser l'analyse des fonctions sociales de production-reproduction comme un tout indissociable, non seulement en termes marchands, mais également en termes de qualité de vie et de recherche d'autonomie et d'échanges proprement humains.

En ce sens, la lutte des femmes pour le contrôle de leur corps[26] a illustré leur détermination à briser tout mode de représentation fragmentaire dépersonnalisant. Les femmes ont refusé l'image extérieure et stéréotypée d'elles-mêmes que tentaient de leur renvoyer l'industrie du marketing comme celle de la médecine. Elles sont de plus en plus nombreuses à refuser de se laisser déposséder de leur corps, aliéner sexuellement comme les travailleurs (euses) ont été dépossédé(e)s de leurs moyens de production. La lutte pour le contrôle de leurs accouchements, pour l'auto-santé, contre la violence et la pornographie qui les réduisent au statut d'objet sexuel; le refus de laisser à d'autres le soin de décider si elles doivent ou non avoir des enfants; la lutte pour sortir des stéréotypes sexistes dans leurs rapports amoureux et affectifs, autant d'exemples de la capacité des femmes à briser les frontières d'une représentation sectorielle de leur identité sexuelle comme de l'ensemble des activités humaines.

Les femmes ont entrepris de renouer les liens entre l'univers du travail et celui de la vie. De plus en plus d'entre elles sont en passe de surmonter les divisions entre ménagères et travailleuses syndiquées et non syndiquées, travailleuses à temps plein et travailleuses à temps partiel, sans pour autant nier la diversité de leurs expériences. Elles indiquent par là comment dépasser le sectorisme et le corporatisme tout comme le sexisme.

Elles invitent les organisations de défense, y compris les organisations syndicales, à cesser de se replier sur soi en cas d'attaque ou de réfléchir la solidarité en terme d'obligation morale plutôt qu'en fonction d'un projet de ralliement autour d'une unité aussi composite et multiple que la réalité même de nos vies.

La question de la réorganisation du travail ne peut s'articuler uniquement autour de la défense de la sécurité d'emploi, mais impose l'urgence de définir un projet global d'organisation de société qui tienne compte des particularités du vécu des hommes et des femmes de tout âge et surtout de la légitimité de leur quête d'émancipaton individuelle et collective.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Au Québec, les moins de 25 ans ont perdu 19.4% d'emplois de décembre 1981 à décembre 1982 contre 1.1% chez les plus de 25 ans. Selon Statistique Canada, La population active, décembre 1982, no 71-001.

2. "Vieillirons-nous comme elles", La vie en rose, janvier 1983.

3. Cela ne signifie pas que les hommes de plus de 30 ans chefs de famille échappent au chômage, mais que leur situation préoccupe davantage les autorités, même s'ils sont moins durement touchés que les femmes ou les jeunes.

4. Statistique Canada, cité dans la Revue économique de la BCN, vol 4(1), 1er trimestre 1983, p. 7.

5. Idem.

6. D'après le tableau 31 de Statistique Canada, (La population active, op. cit., tableau 31), 6.7% des hommes travaillaient à temps partiel contre 22.7% des femmes à cette date.

7. Rapport du Comité de la condition féminine, Les femmes à la CSN n'ont pas les moyens de reculer!, 51e congrès de la CSN, Québec, mai 1982, pp. 32-40. Voir également le dossier "Nouvelles technologies. Négocier à livre ouvert", Magazine CEQ, printemps 1983, pp. 15-50.

8. Albistur, Maité et Armogathe, Daniel, Histoire du féminisme français, Paris, Ed. des femmes, 1977, tome I, pp. 105 et ss.

9. Voir Belotti, Elena Gianini, Du côté des petites filles, Paris, Ed. des femmes, 1973, et Laik, Madeleine, Fille et garçon, Paris, Denoël-Gonthier, 1976.

10. Bellemare, Diane, Poulin-Simon, Lise, Le plein emploi. Pourquoi?, Montréal, P.U.Q., Institut de recherche appliquée sur le travail, 1983.

    a) Concernant la marginalisation d'une partie toujours plus grande de la main-d'oeuvre, voir chapitre IV, Les coûts sociaux du chômage, pp. 97-11.

    b) Sur les préjugés sociaux largement sexistes, voir p. 39, "Pensez-vous qu'il est plus difficile de trouver un emploi si on est une femme?"

11. Les mêmes stratégies s'appliquent au fédéral, mais nous avons centré notre analyse sur le Québec.

12. Référence à l'intervention d'Yvon Charbonneau à la Commission parlementaire portant sur les conflits actuels dans l'éducation en réponse au ministre Yves Bérubé qui essayait de justifier les compressions dans l'éducation par le transfert aux plus démunis.

13. CSN, "Secteur public. Le privé et le public", Bulletin de liaison, no 18, juin 1979.

14. Cela n'a rien de nouveau comme l'illustrent abondamment plusieurs chapitres de:

    - Auger, Geneviève, Lamothe, Raymonde, De la poêle à frire à ligne de feu, La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre 39-45, Montréal, Boréal Express, 1981.

    et du

    - Collectif Clio, L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles, Montréal, Ed. Quinze, 1982.

15. Plamondon, Gilles, Plamondon, Louis, Pour une problématique de la crise de la retraite, Montréal, Faculté de l'Éducation permanente, Atelier de promotion collective, Université de Montréal, 1979.

16. Vaillancourt, Yves, Pelletier, Michel, Les politiques sociales et les travailleurs, Cahier IV: Les années 1960, Montréal, 1974, chapitre I.

17. Rapport Castonguay-Nepveu, cf. les tomes concernant le développement social et les politiques de santé.

18. Bellemare, D., Poulin-Simon, L., op. cit., pp. 153-191.

19. Cf. La vie en rose, Dossier sur le salaire au travail ménager, mars-avril-mai 1981, pp. 13-19.

20. Ibid.

21. Voir Labrev, La condition économique des femmes au Québec, Québec, CSF, La documentation québécoise 1978, tome I, et Cook, Gail C.A., (dir.), Pouvoir choisir, Ottawa, Information Canada, 1976, chapitre V, pp. 162 et ss.

22. Voir "Nous aussi nos enfants sont à la maison", Comité de condition féminine de la CSN, février 1983, miméo. Reproduit dans Les Cahiers du socialisme, nos 12-13, pp. 325-336.

23. Rapport du Comité de la condition féminine, Les femmes à la CSN n'ont pas les moyens de reculer, op. cit., p. 99.

24. Idem, p. 51.

25. Sur diverses expériences illustrant la possibilité concrète de réaliser ce projet, cf. "Vers le temps choisi II", revue Échange et projets, no 32, décembre 1982, Paris.

26. Gaucher, Dominique, Laurendeau, France, Trottier, Louise-Hélène, "Parler de la vie. L'apport des femmes à la sociologie de la santé", Sociologie et sociétés, vol XIII, no 2, octobre 1981, pp. 139-152.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Pierre BEAUCAGE est professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal depuis 1970. Ses recherches portent sur les mouvements paysans et populaires en Amérique latine et plus particulièrement en Amérique centrale. Il a publié de nombreux articles notamment dans la Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie, Antropologie et société et Revista Mexicana de Sociologia.

Jean-Pierre BEAUD est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Ses recherches portent principalement sur les partis politiques, le personnel politique, le personnel partisan, les méthodes et techniques de recherche. Il a écrit, sur un thème proche de celui traité dans sa communication, "Hiérarchie partisane et sélection sociale: l'exemple du Parti québécois (1968-1978)", dans V. Lemieux, dir., Personnel et partis politiques au Québec (Boréal Express, 1982).

Lucille BEAUDRY est professeure au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Elle travaille sur la pensée politique au Québec et la méthodologie. Elle a publié entre autres, sous forme de note de recherche, un recueil bibliographique sur les courants indépendantistes s'exprimant au Québec depuis 1960.

Gérald BERNIER est professeur de science politique à l'Université de Montréal. Il s'intéresse à plusieurs domaines de la théorie politique et son champ d'application est l'analyse politique du Québec en dimension historique. Ses recherches actuelles portent sur les formes d'État et les pratiques du pouvoir au Bas-Canada avant 1867. Ses travaux ont, entre autres, été publiés dans La modernisation politique du Québec (Boréal Express, 1976), Personnel et partis politiques au Québec (Boréal Express, 1982), la Revue d'histoire de l'Amérique française et la Revue canadienne de science politique.

Gérard BOISMENU est professeur de science politique à l'Université de Montréal et membre du comité d'études québécoises pour le programme facultaire. Ses recherches portent sur le processus social d'application du droit et sur l'importation de technologie et les politiques gouvernementales au Québec. Il

est l'auteur de l'ouvrage Le Duplessisme (PUM, 1981) et il a publié en tant que coauteur Espace régional et nation (Boréal Express, 1983) et, codirecteur, Le Québec en textes (Boréal Express, 1980); il a participé à Le Canada et la NDIT (Presses universitaires d'Ottawa à paraître en 1983).

Duncan CAMERON est professeur agrégé de science politique à l'Université d'Ottawa. Ses recherches portent sur l'économie politique canadienne et internationale. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé Le système monétaire international en voie de réforme. Il a également publié des articles dans L'Actualité économique, International Journal, Our Generation, Studies in Political Economy, Policy Options et Canadian Forum.

Bernard CHAVANCE, est Assistant de sciences économiques à l'Université de Paris-7 et Chargé de conférences à l'École des hautes études en sciences Sociales. Ses recherches portent principalement sur les systèmes économiques et sociaux socialistes, sur la comparaison des systèmes économiques en général, et sur les théories et les idéologies du socialisme. Il a publié Le Capital socialiste (Le Sycomore 1980) Le système économique soviétique (Le Sycomore 1983) et plusieurs articles dans Les temps modernes.

Christian DEBLOCK est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il est membre également du collectif de la revue Interventions économiques. Ses champs de recherche sont les politiques économiques fédérales et les théories des crises économiques. Parmi ses principales publications notons plusieurs articles sur la politique monétaire canadienne, la Reaganomie, la concentration des entreprises et la politique budgétaire.

Serge DENIS est professeur adjoint au Département de science politique de l'Université d'Ottawa. Il est spécialisé en analyse comparée du mouvement ouvrier et socialiste international, et en étude des théories ouvrières. Il prépare la publication d'une étude sur le mouvement ouvrier américain et l'action politique de 1900 à 1940 et, en collaboration, de l'analyse d'une grève au sein d'une petite municipalité industrielle d'Ontario. Il travaille présentement sur l'action politique des syndicats américains depuis 1960. Il a participé à des recherches éditées chez Parti-Pris, aux P.U.Q., etc.

Micheline DE SEVE est professeure de science politique à l'Université du Québec à Montréal; Claire DUGUAY, professeure de sociologie au Collège Rosemont. L'une et l'autre s'intéressent au mouvements sociaux et aux rapports entre marxisme et féminisme. Elles ont publié ensemble: "Le temps n'est pas encore à la fête ou pour un mouvement politique féministe", Les cahiers du socialisme, no 10-11 et "Hors d'ordre", Magasine CEQ, hiver 1983.

Graciela DUCATENZEILER est professeure au Département de science politique de l'Université de Montréal depuis 1975. Elle a obtenu son doctorat à Paris, à l'École des Hautes études en Sciences sociales. Ses champs d'intérêt sont le développement économique et politique en Amérique latine et au Québec. Elle a publié Syndicats et politique en Argentine (PUM, 1981), ainsi que de nombreux articles sur l'Amérique latine et plus récemment sur les politiques technologiques au Québec.

Luc DUHAMEL est professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal. Ses champs d'intérêt et de recherche concernent divers aspects du système politique de l'URSS et les relations de Moscou avec les partis communistes d'Europe de l'Ouest. Il est l'auteur d'un manuel sur le système politique de l'Union soviétique (à paraître en 1983).

Diane ETHIER est professeure au Département de science politique de l'Université d'Ottawa. Intérêts de recherche: théories et économie politique du développement; modes d'industrialisation et changements politiques dans les pays semi-développés. Publication récente: "Les modes de régulation de la nouvelle division internationale du travail" dans Le Canada et la NDIT (ouvrage collectif à paraître aux Presses de l'Université d'Ottawa en 1983).

Herbert GINTIS et Samuel BOWLES sont professeurs au Département d'économie de l'Université du Massachusetts à Amherst. Au cours de l'année 1982-1983, Gintis est professeur invité au Département d'économie de l'Université Harvard. Leurs recherches portent sur les conditions d'éclatement de la crise dans les sociétés de capitalisme avancé et particulièrement aux États-Unis. Ils ont publié Schooling in America (Basic Books, 1975) et de nombreux articles dans diverses revues dont: Les Temps modernes, Politics & Society, American Economic Review, Review of Radical Political Economics.

Ian GOUGH est professeur d'économie au Département d'administration sociale de l'Université de Manchester. À la suite de recherches sur l'État-providence, il entreprend avec Len Doyal une étude devant mener à la publication de deux livres sur les besoins humains, le socialisme et le bien-être social. Il est l'auteur de The Political Economy of the Welfare State (Macmillan Press 1979) et d'articles publiés notamment dans New Left Review, Marxism Today et The International Journal of Health Services.

James Iain GOW est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université de Montréal. Ses recherches portent sur l'administration québécoise, son histoire et sa fonction publique. Ses publications principales sont Administration publique québécoise: textes et documents (1970), "L'Administration québécoise de 1867 à 1900: un État en formation", Revue canadienne des science politique XII, 3 (septembre 1979) 535-620 et Chronologie des programmes de l'Etat du Québec 1867-1970 (1980).

Cary HECTOR est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Ses recherches actuelles portent sur les problèmes politico-économiques du développement et sur les relations économiques internationales, particulièrement les relations Canada-Amérique latine. Il est l'auteur de plusieurs articles publiés notamment dans la revue Amérique latine et de L'espace géo-politique Amérique centrale/Caraïbes (Chambre des Communes, fascicule no 6, Ottawa, 1981).

Raymond HUDON enseigne dans le champ des forces politiques et de l'économie politique au Département de science politique de l'Université Laval. S'intéressant particulièrement à la politique économique canadienne et à la politique québécoise, il participe actuellement à une recherche sur la Troisième option énoncée par le Canada en 1972. Il a récemment publié, entre autres: "Quebec, the Economy and the Constitution" dans And No One Cheered. Federalism, Democracy and the Constitution Act.

Bogumil JEWSIEWICKI est professeur d'histoire à l'Université Laval. Ses principaux champs d'intérêt sont l'étude des relations entre la société civile et la société politique et l'analyse de l'évolution de l'État en tant qu'institution. Ses champs d'application sont l'Afrique et la Pologne. Ses recherches ont été publiées dans les Canadian Slavonic Papers et dans plusieurs volumes de la Sage Series on African Modernization and Development. L'auteur est également directeur de la Revue canadienne des études africaines.

Karoly KISS est chercheur à l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences de Hongrie à Budapest. Il est affecté à la section des économies de l'Europe de l'Est. Ses recherches portent sur l'économie soviétique de même que sur les aspects sociaux du développement économique des pays socialistes. Il a publié sur ces sujets en langue hongroise.

G.-Raymond LALIBERTÉ est professeur d'analyse politique à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. Il s'intéresse plus particulièrement, ces dernières années, à l'analyse des idéologies et des divers modes de leur transmission au sein de la société canadienne et québécoise. Il a publié deux livres: La culture politique du Conseil de la coopération du Québec, Département d'économie de l'Université de Sherbrooke (1973) et Une société secrète: l'Ordre de Jacques-Cartier, (Éditions Hurtubise - H.M.H., 1983).

Alain LIPIETZ est chercheur en économie au CNRS, travaillant au CEPREMAP (Paris). Ses recherches portent principalement sur la dimension spatiale, interrégionale ou internationale du développement capitaliste (Le Tribut Foncier urbain, Le capital et son espace), et sur la crise contemporaine (Crise et inflation: pourquoi?, Le monde enchanté). À partir de ces analyses il intervient fréquemment dans le débat politique français (Les Temps modernes, Le Monde diplomatique, Parti-Pris, Le Débat).

Louis MAHEU est professeur titulaire et directeur du Département de sociologie de l'Université de Montréal. Ses travaux de recherche portent à la fois sur la théorie et les pratiques des classes sociales et des mouvements sociaux et sur le développement de l'activité scientifique au sein de sociétés de petite taille, linguistiquement différenciées. Il est l'auteur de plusieurs articles publiés, entre autres, dans Sociologie et Sociétés, Social Studies of Science et Sociologie du travail.

John RICHARDS est professeur d'économie politique à la Faculté d'administration de l'Université Simon Fraser. Ex-député néo-démocrate à l'Assemblée législative de la Saskatchewan, il milite activement au sein du NPD fédéral. Il est coauteur avec Larry Pratt de Prairie Capitalism (McClelland and Stewart, 1979) et a publié de nombreux articles dans The Canadian Forum.

Carolle SIMARD est professeure au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Son champ de recherche privilégié concerne les administrations publiques dans leur rapport au politique. Elle s'intéresse notamment aux transformations administratives récentes au sein de l'appareil central d'autorité. Elle est l'auteure d'un ouvrage intitulé L'Administration contre les femmes (Boréal Express, à paraître en 1983) et d'articles parus récemment dans la Revue canadienne de science politique et Les cahiers du socialisme.

Evelyne TARDY, professeure de science politique à l'Université du Québec à Montréal, enseigne les méthodes de recherche en sciences sociales et donne un cours sur Femmes et politique. Ancienne directrice de recherche de la politique d'ensemble de la condition féminine et à la Commission Jean sur l'éducation des adultes, elle s'intéresse particulièrement aux conditions de vie des femmes: emploi, chômage, éducation et surtout comportement politique et insertion politique des femmes. Elle a fait, en collaboration, une recherche sur les mairesses du Québec, publiée en 1982 chez H.M.H.

Achevé d'imprimer
en octobre 1983 sur les presses
des Ateliers Graphiques Marc Veilleux Inc.
Cap-Saint-Ignace, Qué.



Les Publications de l'ACFAS

Les Annales de l'ACFAS
Comptes-rendus des communications présentées aux congrès de l'ACFAS de 1935 à 1983 (vol. 1 à 50).

Le Bulletin de l'ACFAS (trimestriel)

Les Cahiers de l'ACFAS

1. Les contraintes au développement du Moyen-Nord (1979)
2. La thérapeutique de l'obèse adulte (1979)
3. Le comportement moteur du déficient mental (1979)
4. Dix ans de recherche québécoise sur la littérature française (1980)
5. La recherche gérontologique au Québec (1980) *(épuisé)*
6. L'entrepreneurship et la P.M.E. au Québec (1980)
7. Biologie du vieillissement: approches cellulaires et moléculaires (1981)
8. Stratégies de conservation de l'eau en Sagamie (1981)
9. Étude et répression des mauvaises herbes (1981) *(épuisé)*
10. L'ACFAS à travers 50 congrès (1982)
11. Recherches sur le troisième âge (1982)
12. Études supérieures et recherche en ingénierie: concertation et coordination (1982)
13. La recherche gérontologique au Québec (1982)
14. De la science au musée (1983)
15. Confessionnalité et pluralisme dans les écoles du Québec (1983)
16. Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques (1983)

Textes réunis et présentés
par Gérald Bernier et Gérard Boismenu

Contributions

Pierre Beaucage
Jean-Pierre Beaud
Lucille Beaudry
Duncan Cameron
Bernard Chavance
Micheline de Sève et Claire Duguay
Christian Deblock
Serge Denis
Graciela Ducatenzeiler
Luc Duhamel
Diane Éthier
Herbert Gintis et Samuel Bowles
Ian Gough
James Iain Gow
Cary Hector
Raymond Hudon
Bogumil Jewsiewicki
Károly Kiss
G.-Raymond Laliberté
Alain Lipietz
Louis Maheu
John Richards
Carolle Simard
Évelyne Tardy

RELIURE
Claire Enrg.

BNQ
000 349 355